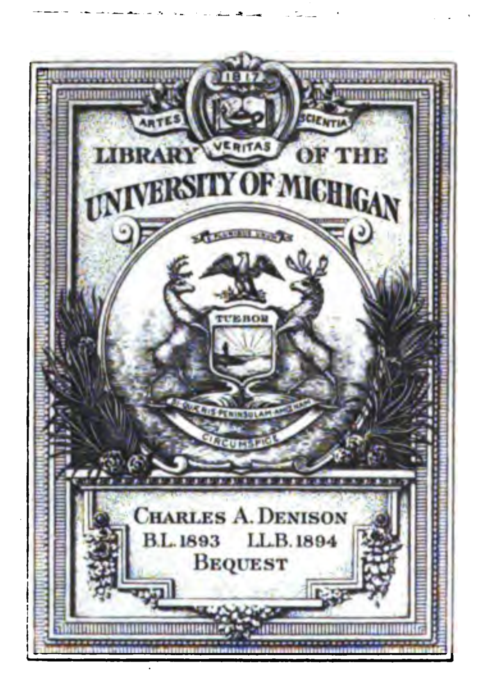
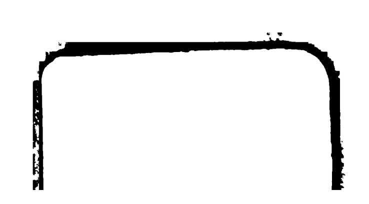

1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE
CHARLES A. DENISON
B.L. 1893 LL.B. 1894
BEQUEST



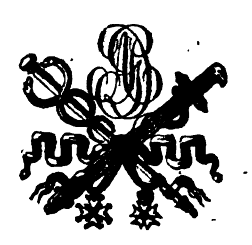
HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE;

PAR LE GÉNÉRAL GUILLAUME DE VAUDONCOURT,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CAMPAGNES D'ANNIBAL EN ITALIE, DE CELLE DES GUERRES DE RUSSIE EN 1812, D'ALLEMAGNE EN 1813, ET D'ITALIE EN 1813 ET 1814, DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES.

................O! ter, quaterque beati
Quos ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis
Contigit oppetere....................

TOME SECOND.

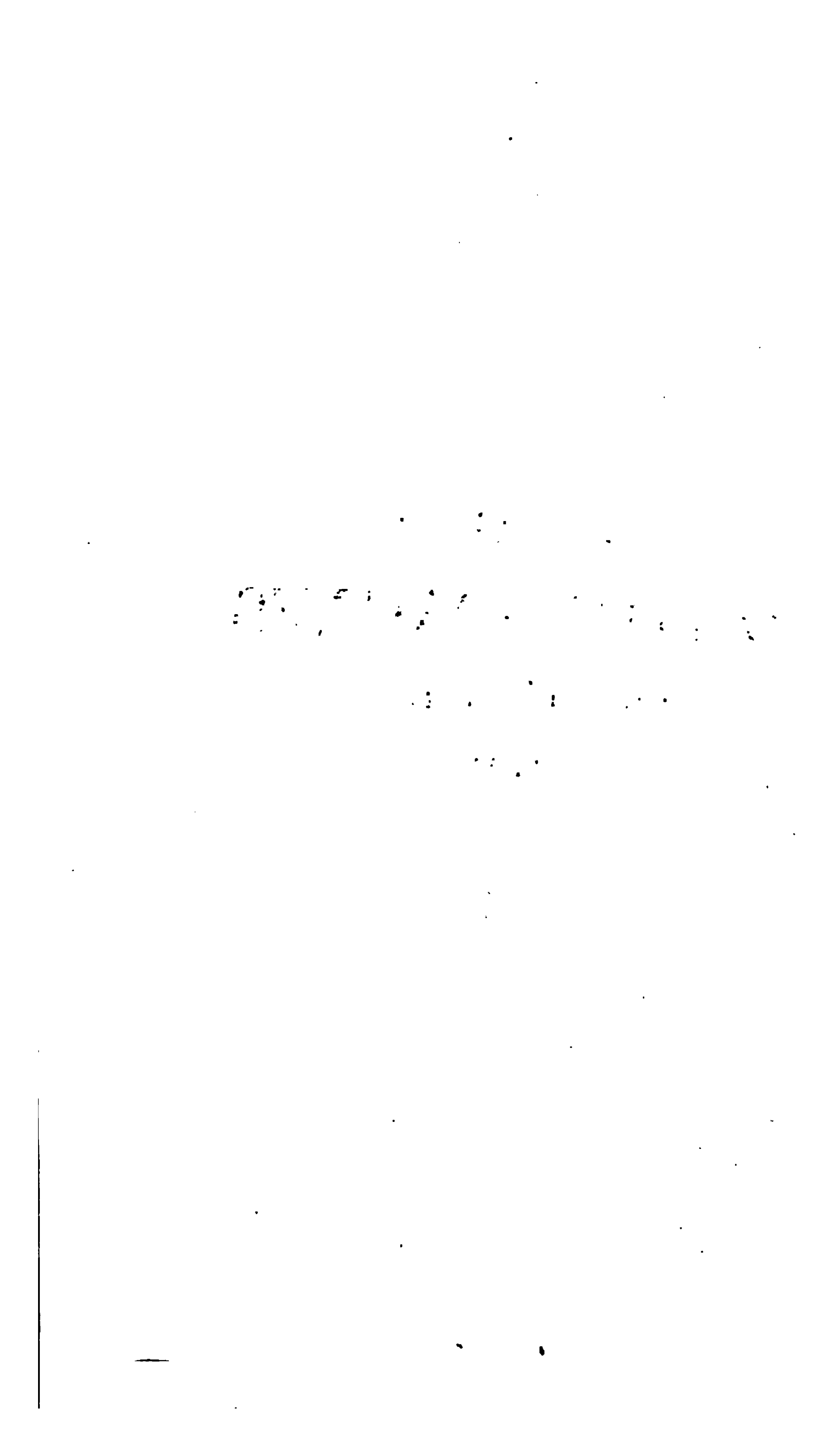


PARIS,
CHEZ AVRIL DE GASTEL, LIBRAIRE,
BOULEVART BONNE-NOUVELLE, N° 35;
ET CHEZ PONTHIEU ET Cie, LIBRAIRE,
PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

1826.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE.



HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE;

PAR LE GÉNÉRAL GUILLAUME DE VAUDONCOURT,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CAMPAGNES D'ANNIBAL EN ITALIE, DE CELLE DES GUERRES DE RUSSIE EN 1812, D'ALLEMAGNE EN 1813, ET D'ITALIE EN 1813 ET 1814, DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES.

. . . . .O! ter, quaterque beati
Quos ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis
Contigit oppetere. . . . .

TOME SECOND.



PARIS,
CHEZ AVRIL DE GASTEL, LIBRAIRE,
BOULEVART BONNE-NOUVELLE, N° 35;
ET CHEZ PONTHIEU ET Cie, LIBRAIRE,
PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

1826.

HISTOIRE

DES

CAMPAGNES DE 1814 ET 1815.

LIVRE IV,

Comprenant les événemens qui se sont passés du 26 février au 16 mars.

CHAPITRE PREMIER.

Napoléon marche vers la Marne.—Les Prussiens arrivent devant Meaux. — Combat de Gué-à-Trême, le 28 février. — Blücher essaie de passer l'Ourcq.—Napoléon arrive à la Ferté-sous-Jouarre et Blücher se retire sur l'Aine. — Combat de Neuilly-St.-Front, le 3 mars. — Capitulation de Soissons. — Réflexions sur cet événement.

L'EMPEREUR Napoléon était resté à Troyes, comme nous l'avons vu, pour attendre que le mouvement que venait de faire le maréchal Blücher soit prononcé. La nouvelle séparation des deux armées coalisées avait fait évanouir toute espérance d'une affaire générale. Le prince de Schwarzenberg l'avait refusée lorsqu'il était appuyé par Blücher; il n'y avait aucune probabilité qu'il

l'acceptât alors que les Prussiens étaient partis, et surtout après avoir mis autant de précipitation à repasser l'Aube. D'un autre côté, le maréchal Blücher voudrait-il répéter la faute qu'il avait déja faite et tenter une nouvelle promenade sur la Marne? son caractère entreprenant et qui ne se laissait guère enchaîner par des combinaisons stratégiques, semblait le présager. Mais il se pouvait aussi qu'il eût renoncé au projet de faire une course sur Paris et que son dernier mouvement fut combiné avec le prince de Schwarzenberg. C'était peut-être une manœuvre arrêtée par le grand conseil de guerre de la coalition; elles avaient été toutes si extraordinaires depuis le commencement de la campagne, qu'il fallait s'attendre, à chaque instant, à des choses neuves. Dans cette incertitude, ce qu'il y avait de mieux à faire, était d'attendre un ou deux jours, que la direction du mouvement des Prussiens fut prononcée, et qu'ils se fussent écartés de l'Aube. Napoléon avait poussé vers Arcis, la tête de la colonne destinée à suivre Blücher, et faisait observer sa marche. Il avait fait occuper les deux ponts de Bar-sur-Aube et de Doulancourt et trois corps de son armée serraient les Austro-Russes.

Enfin, ayant appris le 26, que le maréchal Blücher se dirigeait vers Meaux et la Ferté-sous-Jouarre, et pressait les faibles corps des ducs de Trévise et de Raguse, Napoléon se décida à profiter de cette nouvelle faute du général prussien.

Le duc de Reggio avec les 2e et 7e corps d'infanterie, les 2e et 6e de cavalerie, fut chargé de garder les passages de l'Aube à Bar et à Doulancourt. Le duc de Tarente, avec le 11e corps et le 5e de cavalerie, devait occuper ceux de la Ferté-sur-Aube et de Clairvaux. Le commandement en chef de toutes ces troupes passa au duc de Tarente, qui reçut l'ordre de masquer, par tous les moyens possibles, l'absence du restant de l'armée et de l'empereur Napoléon. Le 27 au matin, Napoléon se mit en mouvement et vint, par une marche forcée, de Troyes coucher à Herbisse, avec la division Friant et la cavalerie de la garde. Le prince de la Moskowa réunit à ses divisions, celle de cavalerie du général Roussel, la première brigade de la division Boyer qui était à Mery, et un régiment de marche de cavalerie du colonel Ghigny, et vint à Semoine et Gourgauson. Le duc de Bellune, avec une brigade de cavalerie, qui venait d'arriver sous les ordres du général Wathier, passa l'Aube à Plancy et vint à Salon. Le duc de Padoue, qui arrivait de Paris avec la 2e division de réserve, et le général Bordesoulle, qui amenait environ cinq cents chevaux de son corps, se dirigèrent de Nogent à Villenoxe. La totalité des troupes, que l'empereur Napoléon conduisait avec lui, s'élevait donc à peine à vingt mille hommes d'infanterie et cinq mille chevaux.

Dans la nuit du 26 au 27, les ducs de Raguse et de Trévise, quittèrent la Ferté-sous-Jouarre,

dont ils détruisirent le pont et se dirigèrent sur Meaux. La division Ricard resta en avant de Trilport, pour couvrir le passage de la Marne, qui fut un peu lent, parce qu'il n'y avait qu'un mauvais pont de bateaux. Le même jour, l'armée de Blücher continua son mouvement; les corps russes se dirigèrent sur Meaux et les Prussiens sur la Ferté. L'avant-garde du général Katzler arriva de bonne heure à ce dernier endroit, et Blücher ayant trouvé le pont rompu et les corps français partis, y donna quelque repos à ses troupes. Il paraît qu'il ne s'était pas imaginé, que les deux corps français auraient quitté la Ferté pour couvrir Paris. Présumant cependant, après leur départ, qu'ils auraient détruit le pont de Trilport et qu'ils défendraient Meaux, il pensa à faire jeter un pont sur la Marne, entre Samerou et la Ferté. Le général Ziethen reçut l'ordre, aussitôt que le pont serait construit, de le passer avec toute la cavalerie et de suivre en hâte les corps français, qu'il croyait s'être dirigés par Lisy. Cet ordre fut changé dans la journée. Les corps russes avaient pendant ce temps continué leur marche de Coulommiers vers Trilport. Celui de Sacken, qui était en tête, poussa une avant-garde directement sur Meaux, par Nanteuil. Cette avant-garde parut devant la ville presque en même temps que le 6e corps, qui y arrivait également de Trilport; elle attaqua sur-le-champ le faubourg de Cornillon, à la gauche de la Marne. La garde nationale, chargée de le

défendre fut forcée et les Russes se rendirent maîtres de la porte. Mais le duc de Raguse y étant accouru avec la brigade Pelleport, l'ennemi fut chassé et le pont détruit. La destruction de celui de Trilport fut aussi inquiétée par le corps de Sacken, mais l'ennemi fut contenu. L'arrière-garde du général Vincent, qui n'avait quitté Château-Thierry que dans la nuit du 26 au 27, était arrivée à Montreuil; lorsque ce général apprit que l'ennemi était à la Ferté-sur-Jouarrre, il se décida alors à gagner Lisy par la traverse et y arriva sans perte. Cependant la rupture du pont de Trilport fit changer le plan du maréchal Blücher; il résolut de passer la Marne près de la Ferté et à gagner Meaux par Lisy. Les corps de Sacken et de Langeron reçurent l'ordre de se rabattre sur Samerou. Dans l'après-midi, le pont ayant été achevé, le général Katzler le passa et s'avança jusqu'à Lisy; le corps de Kleist suivit, et vint à Grand-Champ; celui de Sacken ne put passer que dans la nuit. Celui de Langeron resta à Samerou. Celui d'York, à la Ferté ayant sa cavalerie à Bussières. La cavalerie de Korf, resta à la Ferté-Gaucher.

Le 28, Napoléon continua son mouvement, et s'avança avec ses troupes entre Esternay et la Ferté-Gaucher. Le duc de Padoue vint de Villenoxe à Châtillon. Cette marche parvint à la connaissance de l'ennemi. Le général Tettenborn qui était arrivé avec ses cosaques, le 26 à Épernay, avait été envoyé par le général Winzingerode à Fère-Champe-

noise pour maintenir les communications avec l'armée austro-russe. Il fut rencontré par les lanciers de la garde, et chassé du côté de Vertus. D'un autre côté, le général Korf qui était à la Ferté-Gaucher, se voyant menacé par la tête de la colonne française, se replia vers la Ferté-sous-Jouarre.

Cependant le maréchal Blücher se disposait à passer l'Ourcq et à attaquer Meaux à revers. L'avant-garde de Katzler reçut l'ordre de passer cette rivière et la Therouanne et de s'avancer sur Meaux; le corps de Kleist, celui d'occuper Lisy; ceux de Sacken et Langeron de s'échelonner à Tancrou et Grand-Champ. Le corps d'York devait rester à la Ferté-sous-Jouarre, pour soutenir la cavalerie de Korf, qui avait l'ordre de conserver sa position à la Ferté-Gaucher. Les ducs de Trévise et de Raguse avaient bien réussi à détruire les ponts de Meaux et de Trilport, et à empêcher l'ennemi de déboucher par la grande route; mais ils ne pouvaient pas douter que Blücher maître de passer la Marne, où il voudrait, au-dessus de Meaux, ne tournât le coude de cette rivière et ne vînt gagner la route de Soissons par Lisy. Dès le 27, ils firent part à la régence de la situation où ils se trouvaient et demandèrent des secours. Il y avait bien, dans les dépôts de la garde, environ cinq mille hommes d'infanterie et mille chevaux disponibles, mais on craignit assez mal-à-propos d'en disposer. On avait déjà commis la faute grave de n'envoyer qu'environ

quinze cents hommes à Meaux, lorsqu'un ordre de Napoléon vint tirer d'embarras un ministre de la guerre bien peu militaire, et un lieutenant de l'empereur qui l'était encore moins. La division Poret de Morvan, forte de quatre mille neuf cents hommes et une brigade de huit cents chevaux, avec quarante-huit bouches à feu, furent envoyées au duc de Trévise.

Sans attendre ce renfort, les deux maréchaux se décidèrent à prévenir le mouvement de Blücher et à prendre eux-mêmes position le même jour, à la rive droite de l'Ourcq. Les Prussiens avaient déja rétabli le pont de Lisy, et l'avant-garde du général Katzler, précédée par deux régimens de cavalerie aux ordres du colonel Blücher, s'avançait, le 28 au matin, vers la Thérouanne. Le général Vincent qui faisait l'avant-garde du duc de Trévise, rencontra, entre Barcy et Vareddes, le colonel Blücher qui s'étendait vers Claye. Les deux régimens prussiens furent vivement poussés et forcés de repasser la Thérouanne à Étrepilly. Le restant de la cavalerie du général Katzler, qui avait déjà passé la rivière, fut également ramené sur Gué-à-Trême. Ce village était occupé par quatre bataillons prussiens, et la cavalerie se plaça en arrière. La division Christiani se déploya devant et l'ennemi fut vivement canonné. Au premier bruit du combat, le général Kleist se hâta de passer l'Ourcq et vint prendre position, à quelque distance en arrière de son

avant-garde. Cependant la première brigade de la division Christiani, s'étant formée en colonne d'attaque, s'avança sur Gué-à-Trême, pendant que deux bataillons tournaient le village à droite. Les bataillons prussiens furent forcés, et la division Christiani, suivie du 6e corps, déboucha au-delà de la Thérouanne. Le général Kleist se voyant dans l'impossibilité de se replier sur Lisy, envoya en hâte détruire le pont et se mit en retraite sur la route de Soissons. Il fut poursuivi jusqu'au défilé de Neufchelles, où son arrière-garde prit position; le corps se retira jusqu'à Fulaines, pour s'assurer un pont. L'ennemi perdit environ deux cents hommes hors de combat et autant de prisonniers; notre perte fut de quatre-vingts hommes. Le soir le 6e corps prit position à May; son avant-garde fut engagée toute la nuit avec l'ennemi. Le duc de Trévise resta devant Lisy. Le même jour, à neuf heures du soir, le maréchal Blücher, ayant appris d'un côté l'issue du combat de Gué-à-Trême et de l'autre voyant revenir la cavalerie du général Korf, crut devoir mettre la Marne entre lui et l'empereur Napoléon. Ne voulant pas encore renoncer au projet d'attaquer les deux maréchaux et de gagner Paris, il espérait que le retard, que devait entraîner la construction d'un pont sur la Marne, lui en donnerait le temps. Il fit donc repasser sur-le-champ la rivière au corps d'York et fit rompre le pont, ne laissant que deux bataillons en observation sur la rive droite

Le 1er mars, le maréchal Blücher, présumant que les deux corps français qui avaient poussé le général Kleist, s'étaient avancés jusque devant Fulaines, imagina de les envelopper par une attaque de flanc. D'après l'ordre de mouvement qu'il donna à ses troupes, le corps de Kleist devait se porter de nouveau en avant jusqu'à Neufchelles, prêt à attaquer les ducs de Raguse et de Trévise au premier ordre. Le corps d'York devait aller passer l'Ourcq au pont de Crouy et celui de Langeron au pont de Gesvres; tous deux pour attaquer les corps français en flanc. Le corps de Sacken devait masquer le mouvement, en restant à Lisy, où il devait faire quelques démonstrations offensives. Il ne manquait pour assurer l'exécution de ce plan, du reste assez bien conçu, qu'une seule précaution; c'était celle de s'assurer si les généraux français n'avaient pas fait rompre les ponts de Gesvres et de Crouy, que le 6e corps couvrait par son aile droite. L'oubli de cette précaution fit échouer le plan du général prussien. Les ponts étaient rompus, et le maréchal Blücher se vit obligé de faire remontrer le corps d'York jusqu'à Fulaines, vers six heures du soir. Le corps de Sacken, qui avait, pendant une grande partie de la journée, entretenu une fusillade assez insignifiante à Lisy, vint le soir occuper Crouy. Le général Langeron avait fait rétablir le pont de Gesvres, et avait fait passer l'Ourcq au corps de Kapczewicz. La cavalerie du 6e corps,

qui gardait ce passage, fut repoussée. Mais le duc de Raguse ayant porté son infanterie au devant des Russes, ils furent rejetés au-delà de l'Ourcq avec perte de sept à huit cents hommes, dont trois cents prisonniers. Dans la nuit, la division du général Poret de Morvan rejoignit le duc de Trévise.

L'empereur Napoléon, arrêté par le mauvais état des chemins, ne put arriver à la Ferté-sous-Jouarre que dans la nuit et avec la tête de sa colonne. Aussitôt il donna les ordres nécessaires pour la reconstruction du pont, que les deux bataillons prussiens, écrasés par la mitraille des batteries de la garde, ne purent pas même contrarier. Pendant que le pont se reconstruisait, la cavalerie de la garde, celle du général Grouchy, la division Friant et les divisions Meunier et Curial se rallièrent à la Ferté; le duc de Bellune qui suivait, eut ordre de se rendre par Bussières à Château-Thierry, et le duc de Padoue, qui était plus en arrière, y fut dirigé par Vieux-Maisons.

Cependant le maréchal Blücher, persistant toujours dans son dessein, avait encore retiré le corps de Langeron, de Gesvres, le même soir, et lui avait fait passer l'Ourcq à Fulaines, le plaçant entre le corps de Kleist et celui d'York. Tout était disposé pour faire déboucher l'armée de Silésie, par Neufchelles sur la route de Meaux, lorsque Blücher apprit que l'empereur Napoléon était arrivé snr la Marne. L'illusion se dissipa alors, le

projet de la conquête de Paris fut abandonné, et le général prussien commença à réfléchir à la position dans laquelle il se trouvait. Deux jours avaient été perdus sur l'Ourcq, à des tentatives décousues et des mouvemens sans signification. Rien n'avait été fait pour connaître la force ni la direction du corps d'armée, que Napoléon amenait avec lui. Les corps de Bülow et de Winzingerode étaient de l'autre côté de l'Aîne, sans que Blücher se soit jusqu'alors inquiété d'eux, autrement que pour faire promener le dernier à peu près au hasard. Blücher, qui ignorait, ainsi que le témoigne son ordre de mouvement, si l'empereur Napoléon passerait la Marne à Meaux, à la Ferté-sous-Jouarre, ou à Château-Thierry, craignit de se trouver acculé sur Soissons et songea à retirer son armée le plus vite possible.

Le deux mars, dès le matin, le corps d'York se mit en marche pour gagner Oulchy; celui de Sacken suivit peu après, se dirigeant sur Ancienville; les corps de Kleist et de Langeron devaient rester jusqu'au soir sur l'Ourcq et ensuite se retirer, le dernier en arrière de la Ferté-Milon, et l'autre à Marolles devant cette ville. Le but du maréchal Blücher était de se réunir au corps de Bulow et de Winzingerode; la seule difficulté était de savoir où il passerait l'Aîne, s'il était un peu pressé: c'est à quoi il ne pensait pas. Pour masquer ce mouvement, le général Kleist reçut l'ordre, vers une heure après midi, de pousser une forte

reconnaissance sur May. Ce dernier y employa le général Ziethen avec douze escadrons, la division Klüx et deux batteries. Lorsque le général Ziethen s'approcha du défilé de May, une brigade de la division de cavalerie du général Merlin vint à sa rencontre; mais arrêtée d'abord par le feu de l'artillerie et chargée ensuite par la cavalerie prussienne, elle fut ramenée sur le 6e corps. La division Ricard qui s'avançait, suivie par celle du général Lagrange, arrêtèrent l'ennemi et se déployèrent sous la protection de leurs batteries. Le général Ziethen se déploya également et une vive canonnade s'engagea. Le général Kleist voyant son avant-garde aux prises, la fit appuyer par le reste de sa cavalerie, tandis que la division Pirch était sous les armes devant Neufchelles. Enfin, à cinq heures du soir, six pièces de l'artillerie prussienne ayant été démontées; le général Ziethen voyant sa gauche au moment d'être forcée, se mit en retraite. Le général Kleist le recueillit à Neufchelles et se replia sur Fulaines pour y repasser l'Ourcq; mais en arrivant au défilé de Mareuil, il le trouva encombré par le corps de Langeron, dont une partie seulement avait passé la rivière. Dans cette position critique, afin de cacher le plus qu'il était possible l'encombrement qui existait à Mareuil, le général Kleist fit prendre position en avant du village, à deux bataillons, quatre escadrons et une batterie, avec ordre d'arrêter l'avant-garde française. Le duc de Raguse qui, bien loin de

présumer que le maréchal Blücher aurait entassé sans but deux de ses corps dans un défilé, devait penser qu'il était en mesure de se défendre, se contenta de faire canonner l'ennemi, sans chercher à le pousser sur le pont. Le général Kleist eut ainsi le temps de défiler au delà-de l'Ourcq, où il prit position à la nuit. Le corps de Langeron, au lieu d'aller à la Ferté-Milon, se dirigea vers Oulchy; celui de Kleist se remit en mouvement à minuit et vint s'établir, au jour, près de Neuilly-Saint-Front, laissant le colonel Blücher avec deux bataillons et quatre escadrons devant Fulaines; le corps de Sacken avait été rappelé d'Ancienville et était venu à Oulchy.

Le duc de Raguse prit position sur les hauteurs de Mareuil, où il fut joint par le duc de Trévise. L'empereur Napoléon avait employé toute la journée du 2, à faire rétablir le pont de la Ferté-sous-Jouarre; dans la nuit il fut achevé, et, vers deux heures du matin, les troupes commencèrent à passer la Marne. Le projet de Napoléon était de faire suivre l'armée de Blücher sur Oulchy, par les ducs de Trévise et de Raguse, tandis que lui-même, se dirigeant par Fère-en Tardenois et Braines, irait se rendre maître du passage de l'Aîne à Micy et prendrait l'ennemi à dos.

Le maréchal Blücher continua son mouvement vers l'Aîne. Indécis encore du point où il pourrait la passer, il avait marqué Buzancy pour la réunion de son armée, qui devait s'y rendre en

deux colonnes. Celle de droite, composée des corps de Kleist et Langeron, devait suivre la petite route de Neuilly-St.-Front à Soissons; Celle de gauche, composée des corps d'York et de Sacken, devait rester sur la grande route de Château-Thierry. Comme les troupes étaient arrivées tard dans leurs positions, le mouvement ne devait commencer que vers trois heures après midi. Les équipages de l'armée devaient se diriger à Fismes. Les Équipages de Pont à Busancy.

Les ducs de Trévise et de Raguse avaient été passer de grand matin, l'Ourcq à la Ferté-Milon, et avaient continué leur marche vers Neuilly-St.-Front. Vers dix heures du matin leur cavalerie, qui était en avant, reconnut l'arrière-garde du colonel Blücher à la hauteur de Passy. Le général Doumère reçut l'ordre de s'étendre à droite, pour tourner la gauche de l'ennemi: le restant de la cavalerie s'avança de front, faisant vivement canonner les Prussiens par l'artillerie à cheval. Le général Kleist fit sur-le-champ avancer sa cavalerie, à la droite du colonel Blücher; celle du général Korf vint se placer à gauche. La division Klüx se déploya environ deux cents toises en arrière contre un petit bois. La division Pirch prit position en réserve, en arrière du bois, et une ferme à cent-cinquante toises à droite, fut occupée par deux bataillons et seize bouches à feu. Le corps de Langeron fut prévenu de se hâter de passer l'Ourcq et de déblayer le défilé. La

cavalerie russe et prussienne resta assez longtemps exposée à un feu très-vif d'artillerie, qui la fit beaucoup souffrir. Mais le général Doumère prolongea trop son mouvement, et manqua par là l'attaque de flanc et à dos, à laquelle il avait été destiné. L'infanterie était trop en arrière, et une attaque de front ne pouvait pas avoir lieu sans elle. Enfin elle arriva, mais le défilé venait d'être dégagé et le corps de Kleist passa l'Ourcq sans obstacle et sous la protection du corps de Langeron et d'une nombreuse artillerie, qui garnissaient les hauteurs de Nampteuil. Le 6ᵉ corps s'avança à la suite de l'ennemi, et il s'engagea, d'une rive à l'autre, un feu de mousqueterie et d'artillerie qui dura jusqu'à cinq heures. Alors le corps de Kleist ayant gagné l'avance, celui de Langeron, chargé de l'arrière-garde, se mit en retraite et les ducs de Raguse et de Trévise passèrent l'Ourcq.

Le mouvement rétrograde du corps de Langeron, et l'abandon de la rive gauche de l'Ourcq, étaient le résultat d'une nouvelle disposition du maréchal Blücher. Ce dernier s'était rendu à Buzancy, où étaient les équipages de pont, afin de faire reconnaître le point où il pourrait passer l'Aîne, lorsqu'un de ces hasards, qui font si souvent les réputations, vint le sauver de la position critique, où une série de fautes l'avaient mis.

Nous avons vu plus haut (page 345), qu'il avait fait avancer le corps de Winzingerode à

Épernay, pendant qu'il réorganisait son armée à Châlons. Le 24, lorsqu'il passa l'Aube, pour se diriger de nouveau sur Paris, le général Winzingerode reçut l'ordre d'aller occuper Reims. Il est inutile de s'appesantir à recherche pourquoi, au lieu de lui faire faire cette promenade inutile, il ne l'avait pas tenu à sa hauteur, en lui faisant suivre la rive droite de la Marne. Ce mouvement restera toujours inexplicable et, ainsi que toutes les manœuvres du général prussien en 1814, il porte l'empreinte de la précipitation aveugle et de l'absence de toutes combinaisons militaires. Le 1er mars, enfin, le maréchal Blücher se souvint qu'il avait un corps à Laon et un à Reims; ils reçurent l'ordre de s'avancer vers Soissons. Celui de Bülow vint à Anizy-le-Château et celui de Winzingerode à Fismes. Le 2, ils se remirent à la rive droite de l'Aine et parurent devant Soissons. L'investissement de la place fut fait dans la matinée et des batteries ayant été établies, elle fut vivement canonnée. La garnison de Soissons était composée du régiment de la Vistule, fort d'environ quatorze cents hommes; les remparts étaient garnis d'artillerie. Le feu de la place fut aussi vif que celui de l'ennemi. Cependant le canon se faisait entendre sur l'Ourcq et approchait de Soissons. C'était celui des deux maréchaux qui poussaient Kleist. Les généraux Bülow et Winzingerode étaient informés, que l'armée de Silésie était en retraite et allait être acculée sur l'Aine.

Il n'y avait pas un moment à perdre. Désirant s'épargner le sacrifice d'hommes qu'aurait coûté un assaut, qui pouvait échouer, il essayèrent une sommation. Ce moyen réussit, et le général Moreau, ébranlé par la crainte de sacrifier et la ville et la garnison, crut faire une merveille que de capituler, sous la condition que la garnison rejoindrait l'armée avec ses pièces de campagne. La place fut remise à l'ennemi le 3 à midi. L'avarice et la mauvaise foi des Prussiens pensèrent faire rompre la capitulation. Ils chicanèrent sur le nombre de pièces que devait avoir la garnison. Cette prétention insolente et si déplacée acheva d'allumer l'indignation des officiers et des soldats de la légion de la Vistule, déjà outrés d'une capitulation aussi honteuse. Ils étaient prêts à se révolter contre le général Moreau et à défendre la place malgré lui, lorsque le général Woranzow termina la contestation et sauva les Prussiens, du danger de porter la peine de leur arrogante roideur. Le maréchal Blücher, ainsi tiré d'embarras, fit continuer la marche de ses colonnes pendant toute la nuit. Le lendemain, à huit heures du matin, son armée fut réunie sous les murs de Soissons, et il lui fit passer l'Aîne. Les ducs de Trévise et de Raguse prirent position à Hartennes. Le général Vincent fut renvoyé à Château-Thierry, pour garder le fort et pour réunir les détachemens isolés qui se rendaient de Paris à l'armée. Le général Grouchy, avec la division

Roussel vint à Rocourt: les divisions du duc de Bellune s'établirent un peu en arrière; celles du prince de la Moskowa et la cavalerie de la garde, entre ces derniers et Montreuil, où resta la division Friant et le quartier-impérial.

On a voulu contester le danger où se serait trouvé l'arméee de Silésie, sans la reddition de Soissons, ou au moins a-t-on voulu le réduire aux simples chances d'une bataille ordinaire; nous pourrions nous contenter de citer le rapport fait, à cette occasion, par le général Bülow (*), et les expressions de l'auteur mili-

(*) Rapport du général Bulow au roi de Prusse, de Laon, le 10 mars 1814.

Le 2, nous arrivâmes devant Soissons; cette ville est entourée d'un fossé plein d'eau, et une enceinte flanquée de fortes tours la rend bien tenable. La garnison était composée de douze à quatorze cents Polonais et suffisamment munie d'artillerie. La possession de Soissons nous était d'une nécessité urgente, et *indispensable pour nous réunir au corps du maréchal Blücher*. S'il avait fallu la prendre de vive force, on pouvait y sacrifier quelques milliers d'hommes et encore échouer: après une très-forte canonnade, nous prîmes ici comme à la Fère, le général Winzingerode et moi, la voie des négociations. Elles furent de nouveau conduites par le capitaine Martens, avec tant d'adresse que le commandant se décida, le 3 après midi, à évacuer la ville, avec la plus grande partie de son artillerie, au moyen de quoi il obtint la libre sortie de sa garnison. La nécessité était encore plus urgente ici qu'à la Fère, de se mettre rapidement en possession de la place, car dès le 2, après-midi, on entendait dans la direction d'Oulchy, une canonnade qui s'approchait à chaque instant de nous, et le 3, aussitôt que nous fûmes maîtres de la place, arriva le gros de l'armée du maréchal Blücher, que Napoléon avait repoussé avec la plus grande partie de ses

taire prussien, qui a décrit cette campagne (*). L'un et l'autre expriment assez clairement le danger de la position du maréchal Blücher; mais nous aimons mieux rappeler en peu de mots la position des armées. Le maréchal Blücher se trouvait, le 2, derrière l'Ourcq à Oulchy, et il devait calculer que l'empereur Napoléon aurait passé la Marne, le même jour vers le soir, soit à Meaux, à la Ferté, ou à Château-Thierry; le soir, il se décida à réunir ses corps d'armée à Buzancy, tandis que la cavalerie défendrait encore l'Ourcq, jusqu'au lendemain matin. Il réunit à Buzancy ses équipages de ponts, et son ordre de mouvement indique clairement que c'était pour jeter un pont sur l'Aîne, dans un endroit *qui n'était pas encore déterminé*. En supposant que la reconnaissance du passage ait pu être faite dans la nuit, et qu'on se soit de suite occupé de la construction du pont, cette opération ne pouvait guère commencer que le 4 vers midi; la preuve en est, que l'armée prussienne ayant marché toute la nuit, ce qu'elle n'aurait pas fait si les portes de Sois-

forces, et qui, *s'il n'avait pas été mis en possession de Soissons, se serait certainement trouvé dans un grand embarras.*

(*) Le projet de Napoléon était: que les maréchaux Mortier et Marmont suivissent l'armée de Silésie par Oulchy, tandis que lui, avec sa colonne, se serait dirigé par Braisne sur Micy: comme Soissons était occupé et défendu, cette armée se serait trouvée, par son aile gauche, dans une position critique. (Plotho, tome III, page 284.)

sons ne lui avaient pas été ouvertes; la tête de colonne n'arriva, devant cette place, qu'à huit heures du matin. Le passage ne pouvait se faire que vers Micy, et n'aurait pu commencer que dans la nuit du 4 au 5, au plutôt. Or, le 4 d'assez bonne heure, la cavalerie de la garde et celle du général Grouchy étaient déjà en avant de Braisne, et d'un autre côté, les ducs de Raguse et de Trévise auraient été sur les talons de l'armée de Silésie. Ce court exposé suffit pour prouver que l'armée de Silésie n'avait que deux partis à prendre; l'un était de faire front et de recevoir la bataille, ayant une rivière à dos; l'autre, de se laisser attaquer dans son passage. Lequel est le moins désastreux? On a prétendu que Napoléon aurait eu à combattre également le corps de Winzingerode, qu'on suppose être resté à la gauche de l'Aine. Le rapport de Bülow, et l'ordre du mouvement de Blücher, prouvent suffisamment que cela n'était pas, et qu'il n'y avait pas de pont à Micy. Le corps de Winzingerode avait passé à la droite de l'Aine pour joindre Bülow, et ni l'un ni l'autre n'avaient d'équipages de ponts. On a reproché à Napoléon de ne pas s'être contenté d'envoyer les ducs de Bellune et de Padoue au secours des maréchaux, tandis qu'il aurait marché, avec la *masse de ses forces*, par Montmirail et Château-Thierry sur Soissons. En faisant ce détachement, la *masse de forces* qui lui

restait était composée des divisions Friant, Curial et Meunier, c'est-à-dire de six mille hommes : le reproche n'est donc que ridicule.

Nous n'avons que peu de mots à dire sur la conduite du maréchal Blücher ; nous avons indiqué, déjà en passant, toutes ses fautes. Il court en hâte sur la Marne avec les troupes qu'il a sous la main, afin d'accabler les deux corps français chargés de la défendre, et pour gagner Paris, au lieu d'avoir employé le corps de Winzingerode, qui était à Épernay, à suivre son mouvement par la rive droite, et lui assurer les passages de Château-Thierry et de la Ferté, il l'envoya à Reims sans qu'il soit possible de deviner pourquoi. Arrivé à la Ferté-Gaucher, il pouvait encore précéder à Paris les deux maréchaux. Il lui suffisait pour cela de se porter directement sur Meaux et sur Lagny, en couvrant son mouvement par un corps de cavalerie, poussé vers St.-Jean-les-Deux-Jumeaux. Au lieu de cela, il divise son armée, et en jette une moitié sur la Ferté, ce qui l'oblige à diriger l'autre sur Trilport. Le passage de Meaux est manqué, et il fait le tour pour venir à Lisy. Il gagne celui de l'Ourcq, et au lieu d'y retenir le corps de Kleist, jusqu'à ce que les autres y soient arrivés, ce qui devait avoir lieu le même jour, il jette son avant-garde seule vers Meaux. Cette avant-garde est battue, et le pont de Lisy perdu ; c'est ce qui devait arriver. Alors, Blücher dissémine son armée sur l'Ourcq, cherchant partout des

ponts; ses tentatives sont repoussées sans peine, parcequ'elles sont décousues; il perd deux jours, sachant cependant que Napoléon arrivait, mais n'ayant pas cherché à savoir par où. Alors, il s'aperçoit du danger de sa position. Les corps de Bülow et de Winzingerode, qui auraient dû être au moins à Oulchy, sont au-delà de l'Aîne; et pour les rejoindre, il faut se hâter d'échapper à l'armée française, et chercher à passer l'Aîne, sans savoir où. Enfin un hasard, presque sans exemple, le rend maître de Soissons et encore sa position est-elle si critique, qu'il faut courir toute une nuit, sans s'arrêter, pour se couvrir par cette place. Voilà en quatre mots le récit des manœuvres du maréchal Blücher, du 24 février au 4 mars. Le lecteur les jugera.

CHAPITRE II.

Position des deux armées.—Attaque infructueuse de Soissons.—Reprise de Reims, le 5 mars.—Combat de Craonelle, le 6.—Combat de Craone, le 7.—Bataille de Laon, le 9.

Le 4 l'empereur Napoléon se dirigea sur Fismes et les deux maréchaux sur Soissons. Le maréchal Blücher avait, dès le matin, étendu son armée derrière l'Aine, où elle occupait les positions suivantes : le corps de Kleist entre Chavignon et Anizy-le-château ; celui de Bülow, entre Fontenay et Crouy ; celui d'York, entre Villery et Lœuilly ; celui de Langeron, entre Nampteuil et Crouy ; celui de Sacken le long de l'Aine, de Soissons à Vailly ; celui de Winzingerode, derrière Vailly, ayant les cosaques de Czerniszeff à Braisne, et des partis de cavalerie vers Corbeny et Bery-au-Bac. Le corps de Rudzewicz, fort d'environ hu mille hommes, forma la garnison de Soissons. La colonne de l'empereur Napoléon arriva sans dif-

ficulté à Fismes, par le chemin de Fère en Tardenois. Beaucoup d'équipages prussiens, que le maréchal Blücher avait dirigés d'Oulchy sur Fismes, furent pris en chemin. Les maréchaux, qui n'avaient plus devant eux que quelques cosaques, s'avancèrent également devant Soissons. Napoléon, justement étonné de ne plus rencontrer l'armée de Silésie, qui aurait dû être concentrée entre Braisne et Micy, fit faire une reconnaissance sur Braisne, par le général Guyot, avec les escadrons de service. Cette reconnaissance fut vivement ramenée par le général Czerniszeff; mais le général Grouchy étant venu l'appuyer avec la division Roussel, l'ennemi fut chassé à son tour jusqu'au-delà de Courcelles, où le général Grouchy s'établit. Ce fut à Fismes que l'empereur Napoléon apprit la reddition de Soissons ; rien ne peut égaler l'indignation que cette nouvelle fit éprouver à l'armée. Le fruit de huit jours de marches forcées et de fatigues était perdu ; la face des affaires était changée. Cette armée qu'on poursuivait avec d'autant plus d'ardeur, que renfermée entre l'Aîne et les colonnes françaises, contenue par la ville de Soissons, elle ne pouvait échapper à une bataille désastreuse ; cette armée venait non-seulement de se voir livrer le seul passage qui pût la sauver, mais elle venait de recevoir un renfort de près de cinquante mille hommes. Le 2 mars, Napoléon avec quarante mille hommes en poussait soixante mille, à moitié désorganisés par la crainte

du danger; le 4, il se trouvait en présence de plus de cent mille, couverts par une rivière et maîtres de Soissons (*). Ce n'est pas aller trop loin que d'avancer, que la reddition inexcusable de cette place fut une des causes principales des désastres de la campagne; la suite le prouvera.

L'empereur Napoléon, pour légaliser la levée en masse, que le patriotisme des habitans des campagnes, surtout, organisait partout où la trop grande masse d'ennemis ne les comprimait pas;

(*) FORCES DES ARMÉES AU 4 MARS.

		INFANT.	CAVAL.
ARMÉE FRANÇAISE.			
Prince de la Moskowa.	Gén. Boyer, Meunier et Curial.	3,773	
Duc de Bellune......	— Charpentier et Boyer de Rebevai.......	7,400	
— de Trévise.......	— Friant, Christiani et Poret de Morvan.......	11,900	
— de Raguse.......	— Ricard, Lagrange et duc de Padoue.......	6,000	
Gén. Nansouty.......	— Laferrière, Colbert, Excelmans et Pacz.......		4,250
— Grouchy.........	— Merlin, Bordesoulle, Roussel......		4,484
	Total.......	29,073	8,734
ARMÉE DE BLUCHER.			
Gén. York..........	Prince Guillaume, Horn et Jurgass.......	12,500	3,500
— Kleist...........	— Pirch, Klüx et Ziethen...	7,500	2,500
— Bülow...........	— Thümen, Zielinsky, Kraft et Oppen.......	16,800	3,500
— Langeron........	— Kapczewicz, Rudzewicz et Korf.......	15,000	5,000
— Sacken..........	Prince Szerbatow, Liewen et Wassilczikow.	11,500	4,000
— Winzingerode....	Gén. Woronzow, Strogonoff, Orurk et Czerniszeff.......	21,000	12,000
	Total.......	84,360	30,500

d'un autre côté pour répondre, par de justes représailles, aux incendies et aux assassinats juridiques des coalisés, rendit à Fismes, un décret qui fut promulgué sur-le-champ dans tous les départemens, où on put le faire parvenir (*). On a accusé Napoléon d'avoir organisé une güerre d'extermination. La mauvaise foi de ce reproche retombe en entier sur ceux qui l'ont proféré, et qui voudraient encore nous livrer pieds et poings liés à nos ennemis; a-t-on oublié que la coalition qui avait sanctifié chez elle la levée en masse; la Prusse qui avait ordonné le massacre de nos soldats, qui tomberaient entre les mains de ses paysans, avaient menacé de mort le Français qui oserait, non pas seulement résister à ses armées, mais défendre ses propriétés contre le soldat ennemi, que la maraude y amenait la torche à la main ?

Quoique la perte de Soissons ait apporté un grand changement, dans la situation réciproque des armées, Napoléon n'en était pas moins obligé de continuer ses opérations offensives contre Blücher. N'ayant plus l'espoir de l'acculer à l'Aîne et de le forcer à une bataille désavantageuse, il fallait au moins chercher à le déborder et à enlever toutes ses communications avec l'armée de Schwarzenberg. Il se pouvait que le résultat des manœuvres qu'il allait faire pour y parvenir, amenât

(*) *Pièces justific.* XXVIII.

quelques chances favorables, dont il se hâterait de profiter. Le dessein que forma l'Empereur Napoléon fut de gagner, avant l'ennemi, l'importante position de Laon, et de l'acculer ainsi dans l'angle de l'Aîne et de l'Oise. Pour enlever le passage de l'Aîne à Bery-au-Bac, il fallait attirer l'attention de Blücher sur un autre point; c'est ce qui fut fait. Les ducs de Trévise et de Raguse reçurent, le 5, l'ordre d'attaquer Soissons, et le général Grouchy celui de surprendre Braisne. Devant Soissons la division Christiani attaqua le faubourg de Paris et la division Ricard la porte de Reims. La fusillade dura sur ces deux points pendant presque toute la journée; une forte canonnade s'engagea entre l'artillerie des deux corps français et celle des remparts. Mais il fut impossible d'obtenir aucun avantage contre des remparts solides, défendus par une forte garnison. Néanmoins la perte de l'ennemi s'éleva à environ douze cents hommes. La nôtre ne fut guère moindre de huit cents. L'attaque de Braisne réussit mieux. La division Roussel culbuta les cosaques de Czerniszeff et leur prit une centaine d'hommes. Pendant que ces deux attaques se faisaient, Napoléon avait détaché sur Reims le général Corbineau, avec la division Laferrière. Vers quatre heures du matin, le général Corbineau arriva par la traverse à St. Brice, et tourna Reims par la route de Laon. Les quatres bataillons russes qui y étaient restés,

furent enlevés, avec leur commandant le prince Gagarin.

L'attaque de Braisne remplit son objet. Blücher, croyant que l'armée française allait forcer le passage de l'Aîne vers Vailly, resserra son armée vers son aile gauche et la déploya en ordre de bataille, sur les hauteurs entre l'Aîne et la Lette. Le corps de Winzingerode, conserva sa position entre Bray et Cerny. Le corps de Sacken vint entre Ostel et Bray. Celui de Langeron, ayant retiré la moitié de la garnison de Soissons, vint à Aisy; celui de Kleist à Filain; celui d'York à Pargny; celui de Bülow près de l'Ange-Gardien. La rive droite de l'Aîne fut garnie de postes.

L'occupation de Reims ayant rouvert la communication de l'armée française, avec la 2e division militaire, l'empereur Napoléon ordonna au général Janssens, qui la commandait, de réunir les hommes disponibles des dépôts et de les conduire à l'armée. Nous verrons plus loin le résultat de cette mesure. Le 6, Napoléon commença son mouvement vers Laon. Le général Nansouty reçut l'ordre de se porter rapidement, avec les divisions Excelmans et Pacz, sur Bery-au-Bac et d'enlever ce passage. Les divisions Friant et Meunier suivirent de près cette cavalerie, afin de garder la position de Bery-au-Bac, aussitôt qu'elle serait emportée par le général Nansouty. Le reste de l'armée se mit en mouvement peu après, et le duc de Trévise reçut

l'ordre dans la nuit, de quitter l'attaque de Soissons et de se diriger également à Bery-au-Bac. Le duc de Raguse devait le suivre au point du jour.

Le général Nansouty surprit à Bery-au-Bac, les grands gardes de la brigade de cavalerie russe, qui était chargée de la garde du pont, la culbuta jusqu'au delà de la Ville-aux-Bois et lui prit trois cents hommes et deux canons. Les divisions Friant et Meunier arrivèrent peu après et prirent position entre Bery et Corbeny. Vers midi l'empereur Napoléon déboucha lui-même de Bery-au-Bac, avec les divisions Pierre Boyer, Meunier et Curial, sous les ordres du prince de la Moskowa; et le général Grouchy avec les divisions Roussel et Laferrière rappelées de Braisne et de Reims. A trois heures ces divisions étaient en position devant Corbeny. Les ducs de Bellune et de Trévise étaient encore en arrière.

Cependant le maréchal Blücher, averti vers deux heures après midi, du passage de l'armée française à Bery, mit sur-le-champ son armée en mouvement, en la formant sur la gauche en colonne. Son intention était de descendre dans la plaine de Craone, et d'y livrer bataille. Lorsque la tête de sa colonne fut arrivée à la hauteur d'Ailles, il se vit prévenu par l'empereur Napoléon, qui déja occupait les hauteurs de Bouconville, à la droite de la Lette.

Alors il réfléchit que le plateau de Craone était trop étroit pour y déployer son armée, et il chan-

gea de plan. Le corps de Sacken et l'infanterie de celui de Winzingerode furent destinés à défendre l'espace compris entre l'Aîne et la Lette, tandis que le reste de son armée devait se hâter d'occuper Laon. Le général Winzingerode, avec cinq mille cinq cents chevaux de son corps, toute la cavalerie de ceux de Langeron et d'York et quatre-vingts bouches à feu, reçut l'ordre de passer la Lette près Filain, et de se diriger par Chevrigny sur Fetieux, où il devait prendre position. Le corps de Bülow se mit en marche, pour se rendre tout d'un trait à Laon. Ceux de Kleist et Langeron durent suivre, jusqu'à Fetieux, le général Winzingerode et ensuite gagner Laon. Le corps d'York resta à Pargny. On ne sait trop concevoir le motif pour lequel le maréchal Blücher dispersa ainsi son armée, pour la réunir ensuite à Laon. Le détour qu'il fit faire aux corps de Kleist et de Langeron, par une traverse presque impraticable, paraît au moins inutile. En conséquence de cette disposition, le général Woronzow se déploya, avec l'infanterie de Winzingerode, entre Ailles et Vassogne. Le corps de Sacken resta vers Bray, en réserve. L'empereur Napoléon, ayant été averti que l'ennemi paraissait sur les hauteurs de Craone, y envoya un bataillon de la vieille garde en reconnaissance. L'ennemi fut rencontré au-dessus du moulin de Pontois, sur les hauteurs de Craonelle. C'était la brigade Krassowski (13e et 14e chasseurs). Napoléon se vit obligé de faire soutenir son bataillon

par une brigade de la division Friant. En même temps il dirigea le prince de la Moskowa, par le bois de Corbeny, sur l'Abbaye de Vaucler, qu'occupait la brigade Harpe. La division Meunier l'attaqua, et l'ennemi après avoir incendié Vaucler se replia sur Heurtebise, où le combat se soutint jusqu'à la nuit. Le soir la division Friant prit position près de Corbeny; les divisions Meunier et Curial entre Heurtebise et Vaucler; la division Pierre Boyer sur les hauteurs de Bouconville. Les corps des ducs de Trévise et de Bellune, arrivèrent le soir à Bery-au-Bac; celui du duc de Raguse vint à Roucy.

Le 7 au matin, Napoléon reconnut la position de l'ennemi. Le corps de Woronzow était en bataille sur deux lignes dans l'ordre suivant: en première ligne, les brigades Swarikin, Krassowski et Harpe, entre Ailles et Vassogne; la brigade de cavalerie de Benckendorf, à l'extrême droite vers Jumigny. En seconde ligne, la division Laptiew, dont la brigade Rüdinger appuyait à Ailles, qu'elle occupait. En troisième ligne, le corps de Strogonow, entre la Bovelle et Paissy. La gauche de cette position était couverte par le ravin d'Ailles, et ne pouvait être abordée que par le vallon étroit de la Lette; la droite l'était par le ravin de Vassogne. Devant le centre était un autre ravin, qui s'étend de celui de Vaucler à celui d'Oulchy et sépare le plateau de Craone des hauteurs de Vassogne; trente-six bouches à feu défendaient le débouché

du centre, entre Heurtebise et les Roches; douze étaient à Ailles et autant sur les hauteurs de Foulon; le corps de Sacken était toujours en réserve vers Bray.

Cette position était très-forte, principalement par son centre, et pour l'enfoncer il aurait fallu y employer de grandes forces et se résoudre à un grand sacrifice d'hommes. Cependant il était indispensable d'attaquer le corps ennemi, soit qu'il fut en tête de colonne du restant de l'armée de Blücher, soit qu'il fut destiné à couvrir une ma nœuvre. Napoléon espéra réussir avec moins de difficultés, par une attaque d'ailes. La gauche du corps de Woronzow paraissait plus facilement abordable, puisque nous étions en possession de Vaucler et de Saint-Martin, et que le bouquet de bois, qui se trouve entre ces deux endroits, pouvait favoriser les attaques. En conséquence il détermina que le prince de la Moskowa, avec les divisions Pierre Boyer, Meunier et Curial et les dragons du général Roussel, attaquerait vers Ailles, en débouchant par le vallon gauche de la Lette. Cette attaque devait être soutenue par le duc de Bellune, avec les divisions Boyer et Charpentier; au centre le duc de Trévise devait faire une attaque secondaire, tandis que le général Nansouty, avec les divisions Excelmans et Pacz, chercherait à doubler la droite de l'ennemi, au-delà de Vassogne. Le moment de l'attaque était donc subordonné à l'arrivée des ducs de Trévise et

de Bellune qui étaient encore à Bery-au-Bac. Pour appeler l'attention de l'ennemi sur le centre, et le détourner des dispositions qui devaient se faire contre sa gauche, l'empereur Napoléon fit avancer les premières batteries de la garde, sur le plateau en avant du moulin de Craonelle et engagea la canonnade. Le prince de la Moskowa, emporté par son ardeur, regarda ces premiers coups de canon comme le signal de l'attaque; mettant son corps en mouvement, il déboucha de Saint-Martin sur deux colonnes; celle de droite, composée de la division Pierre Boyer, suivit la Lette et se porta sur Ailles; celle de gauche, composée des divisions Meunier et Curial, s'avança sur le plateau en avant d'Ailles. Ces colonnes, qui avaient été quelque temps couvertes par l'escarpement du coteau, furent accueillies en arrivant sur la hauteur, par un feu si terrible d'artillerie et de mousqueterie, qu'elles furent arrêtées court. Les divisions Meunier et Curial s'appuyèrent au petit bois. L'empereur Napoléon voyant l'action engagée, quoique le duc de Bellune n'eût encore près de Vaucler que la division Boyer de Rebeval, et que le duc de Trévise ne fût pas arrivé, se vit obligé de soutenir le prince de la Moskowa; la division Boyer reçut l'ordre de s'avancer, par le chemin de Vaucler à Heurtebise. Cette ferme, encore occupée par les Russes, fut abandonnée par eux, et le duc de Bellune déploya sa division à la hauteur du petit bois. Dans ce moment il fut

blessé. Le mouvement de la division Boyer força l'ennemi à retirer sa gauche de la première ligne, composée de la brigade Swarikin; la canonnade s'engagea sur ce point avec la plus grande vivacité, et la division Boyer, s'avançant au-delà du bois, s'appuya au corps du prince de la Moskowa.

A la droite, le général Nansouty était parvenu à couronner le plateau de Vassogne; mais ayant été obligé, par le mauvais état des chemins, de laisser son artillerie en arrière, il fut arrêté dans son mouvement. Une charge de la brigade de Benckendorf fut aisément repoussée. Le combat se soutenait toujours à la droite, où nous n'avions encore que sept mille hommes d'engagés, contre dix-huit mille (*). Le général Woronzow voulant profiter de l'état stationnaire du combat, fit char-

FORCE DU CORPS DE WORONZOW
AU COMBAT DE CRAONE.

		BATAIL.	SOLD.
1re ligne.	Gén. Swarikin - Szirwinsk, Butinsk, 19e chasseur..	5	3,000
	— Harpe-Nowaginsk, Tula, 3e batail. de grenadiers.......	5	3,000
	— Krassowki, 13e et 14e chasseurs........	3	1,800
2e —	— Laptiew, Newsk, Lithuanie, Podolie, Petrowski, 2e et 44e chasseurs.......	10	6,000
3e —	— Chowanski-Smolensk, Narwa, Alexopol, Nouvelle Ingrie, 5e et 41e chasseurs....	9	5,400
	— Szeltnzin, Pensa et Saratow..........	3	1,800
	— Benkendorf-Pawlogrod, Huss, Sisocwa 3, Gisowa, Grekow 18, cosaques......		2,000
	Total......	35	23,000

ger la division Boyer de Rebeval par les régimens Szirwinski, et 19e chasseurs de la brigade Swarikin, soutenue par deux escadrons de hussards. Cette attaque, prise en flanc par deux batteries de la garde, sous les ordres du général Drouot, manqua. Napoléon, pour en prévenir une seconde, ordonna au général Grouchy, de se porter à l'appui de la division Boyer avec de la cavalerie. Ce général s'avança avec une brigade de la division Roussel, jusqu'au petit bois de St.-Martin, pour charger la colonne ennemie; mais ayant été blessé, la charge n'eut pas lieu. Alors une seconde attaque de la brigade Swarikin, força la division Boyer à s'appuyer au bois; les divisions Meunier et Curial se retirèrent également un peu. Toutes les trois n'avaient plus en ce moment quatre mille hommes en ligne. Le général Laferrière s'élança avec sa division sur le flanc de l'ennemi, mais n'ayant pu arriver qu'avec ses éclaireurs, il fut blessé et la charge manqua. Le prince de la Moskowa réunit ses troupes en ligne, dans le ravin de Vaucler.

Dans ce moment arrivèrent sur le plateau de Craone, la division Charpentier et celle de cavalerie du général Colbert. Le général Woronzow, à la vue de ces troupes, appela à lui la cavalerie du corps de Sacken, pour couvrir sa droite, qui allait se trouver menacée dès que le centre serait attaqué. Cette cavalerie vint se former entre Cerny et Troyon. Cependant l'empereur Napoléon fit déboucher la division Colbert, par le chemin de

Craonelle aux Roches. Le général Charpentier, à la tête de sa division et de celle du général Boyer de Rebeval, s'avança en colonne, par la gauche du petit bois. Le prince de la Moskowa fit renouveler l'attaque d'Ailles, par la division Pierre Boyer, et la fit soutenir par les divisions Meunier et Curial. La division Friant se dirigea par la route de Soissons. Cette attaque combinée réussit pleinement. Le général Colbert se forma en avant de la ferme des Roches, malgré le feu de la brigade Harpe. Le général Charpentier arriva sur le plateau à la gauche d'Ailles. Le général Woronzow porta au devant de lui, pour l'arrêter, d'abord une partie de la brigade Rüdinger de la seconde ligne, puis la brigade Sanders de la troisième. Mais la division Friant ayant passé, en ce moment, le ravin au centre, l'ennemi fut enfoncé. Dans le même temps la division Pierre Boyer emporta Ailles, et le général Woronzow, entamé de toutes parts, se mit forcément en retraite. L'armée française couronna le plateau entre Ailles et Paissy; le prince de la Moskowa et le général Charpentier en première ligne; le duc de Trévise, qui arriva alors, en seconde.

La poursuite de l'ennemi continua, sous la protection de six batteries de la garde qui couvraient le front de l'armée. Le général Belliard qui prit le commandement de la cavalerie, reçut l'ordre d'appuyer à gauche et de joindre le général Nansouty, pour tourner la droite de l'ennemi. A la hauteur de Cerny, le général Woronzow essaya

de prendre position, sous la protection de la cavalerie du corps de Sacken. Cette dernière sauva à la vérité d'une défaite entière la brigade de Benckendorf, culbutée par les divisions Excelmans et Pacz. Mais le général Woronzow fut contraint à continuer sa retraite, le plus qu'il pût en échiquier. Le corps de Sacken le précéda. La cavalerie française ne put cependant pas le tourner, à cause des ravins qui gênaient sa marche. Mais à la hauteur d'Ouarmont, le prince de la Moskowa trouva l'occasion d'engager et de culbuter la gauche de l'ennemi. Alors le corps de Woronzow fut coupé en deux; la gauche se jeta au travers de la Lette, sous la protection du corps de Langeron, qui était resté à Troucy; la droite se retira en désordre à Chavignon. Le soir l'armée française s'arrêta entre Filain et Ostel; la division Colbert s'avança à Aisy.

La perte de l'ennemi, dans cette journée, s'éleva à près de cinq mille hommes. Les généraux Landskoy et Uszakow (du corps de Sacken) furent tués; les généraux Chowansky, Laptiew, Maslow et Swarikin furent blessés. Notre perte s'éleva aussi à près de quatre mille hommes; le duc de Bellune et les généraux Grouchy, Laferrière, Pierre Boyer, Bigarré et le Capitaine furent blessés. On a élevé la perte de notre armée à huit mille hommes. Si on réfléchit, que le combat n'a porté que sur les corps du prince de la Moskowa et du duc de Bellune, c'est-à-dire sur onze mille hommes, on verra aisément l'exagération de ce compte. Au

reste, il n'a été établi que pour faire une comparaison avec la bataille de Kunersdorf. On a également avancé que le maréchal Blücher, voyant que le général Winzingerode n'était pas arrivé à Fetieux, avait ordonné au général Woronzow de se retirer. Le fait est faux, car ce dernier avait reçu l'ordre d'opposer la plus vive résistance, afin de couvrir le mouvement de Winzingerode. Au reste, le général Woronzow a rempli sa mission d'une manière qui ne peut lui mériter que des louanges. Ayant passé quelques heures à Chavignon et rallié la garnison de Soissons, que le maréchal Blücher fit évacuer, il se retira à Laon, laissant en arrière-garde la brigade Benckendorf, qu'il renforça de deux régimens de chasseurs.

L'empereur Napoléon, voyant qu'il n'avait eu à faire à Craone qu'à une petite partie de l'armée de Blücher, au lieu de l'y rencontrer toute entière, en conclut que le général ennemi était occupé à quelques manœuvres. En effet, s'il n'avait voulu que se replier sur Laon, il avait eu tout le temps de le faire, sans qu'il fût nécessaire de compromettre une portion de son armée, que rien ne soutenait jusqu'à Chavignon. L'évacuation précipitée de Soissons dut le confirmer dans cette opinion; car le maréchal Blücher, voulant tenir à Laon, n'avait aucune raison pour abandonner une ville, dont l'occupation devait gêner les mouvemens de l'armée française, dans les défilés qu'elle avait à traverser de Chavignon jusque sous Laon. Espé-

rant donc pouvoir emporter la position de Laon, avant que Blücher n'ait changé la direction de son mouvement et ne s'y soit établi, il se décida à l'attaquer. Le prince de la Moskowa reçut, dans la nuit, l'ordre de pousser en avant vers Laon, avec son corps et toute la cavalerie; le général Charpentier et le duc de Trévise devaient suivre; le duc de Raguse, qui était à Bery-au-Bac, où le duc de Padoue l'avait rejoint, devait se diriger par Corbeny et Fetieux et se mettre, par Bruyères, en communication avec le restant de l'armée.

Cependant le mouvement que le maréchal Blücher avait imaginé sur Fetieux, avait complètement échoué. Le général Winzingerode, retardé au passage de la Lette, n'était arrivé à Fetieux que le 7 au soir; le corps de Kleist l'avait devancé, en se dégageant par un mouvement à gauche, et était arrivé à Laon dans l'après-midi; celui de Langeron, n'ayant passé la Lette que très-tard, s'arrêta à Troucy. Le maréchal Blücher, voyant sa diversion manquée, se décida, vers le soir, à réunir toutes ses troupes autour de Laon, pour y recevoir la bataille. La cavalerie, qui composait la colonne du général Winzingerode, reçut l'ordre de rentrer à ses corps respectifs; l'armée russo-prussienne reçut, pour le 8, l'ordre de bataille suivant: les corps de Langeron, Sacken et Winzingerode, massés en colonne entre la Neuville et Thieret, le premier à l'extrême droite, et le dernier appuyé à la montagne de Laon; toute la cavalerie de ces corps à

Luisy; le corps de Bulow sur la montagne de Laon, occupant Semilly par la division Thümen; les corps de Kleist et d'Yorck, sur deux lignes, entre Vaux et Athis, le dernier à gauche, leur cavalerie en avant de Chambry; le général Woronzow, avec six mille hommes, occupait Etouvelle et Chivi, appuyé par la cavalerie de Czerniszeff; le colonel Blücher, avec deux bataillons et quatre escadrons, tenait Fetieux; l'avant-garde du général Katzler était à Salmoucy.

Le 8 au matin, l'armée française continua son mouvement. Le prince de la Moskowa déboucha, au point du jour, par l'Ange-Gardien sur Chavignon, chassant devant lui la cavalerie légère russe de Benckendorf. A Urcel, ce dernier se réunit à la tête de l'avant-garde du général Woronzow. Le prince de la Moskowa y arriva vers quatre heures du soir, et en débusqua l'ennemi qui se replia sur Etouvelle. Ce village, ainsi que celui de Chivy, étaient fortement occupés par l'infanterie du général Woronzow; une forte batterie, placée à Etouvelle, enfilait la grande route qui, entre ce village et Urcel, n'est qu'une chaussée bordée des deux côtés d'un marais presque impraticable. La cavalerie du prince de la Moskowa prit position et engagea une vive canonnade; l'infanterie arriva peu après; mais arrêtée par le passage des marais, que le prince de la Moskowa ne crut pas pouvoir forcer, elle prit position pour la nuit en avant d'Urcel. Des reconnaissances de cavalerie furent

poussées vers Bruyères; le général Friant, avec sa division et celles des généraux Christiani et Poret de Morvan, resta à Chavignon; le général Charpentier, avec sa division et la brigade du général Boyer de Rebeval, en arrière à la Malmaison. Le duc de Raguse ne s'avança pas au-delà de Corbeny; il poussa sa cavalerie, vers la gauche à Craone. Les piquets de cavalerie que le duc de Trévise avait laissés devant Soissons, entrèrent sans difficulté dans la ville, où ils trouvèrent un équipage de ponts que l'ennemi y avait laissé. L'armée russo-prussienne resta dans ses positions.

Dans la nuit, l'empereur Napoléon, ayant acquis la certitude que le défilé d'Etouvelle pouvait être tourné, résolut de profiter de cette circonstance pour en débusquer l'ennemi. Le chef d'escadron Gourgaud, officier d'ordonnance, reçut l'ordre de se diriger, avec deux bataillons et deux escadrons de la vieille garde, par le moulin de Cléry et Challevoie, pour arriver de flanc sur Etouvelle et Chivi. Cette attaque devait être appuyée de front, par l'infanterie du prince de la Moskowa; le général Belliard devait, aussitôt que le passage serait ouvert, déboucher avec sa cavalerie et pousser l'ennemi aussi loin qu'il pourrait. Il paraît que l'empereur Napoléon crut à la possibilité de profiter de l'enlèvement du défilé d'Etouvelle, à une aussi petite distance du centre de la ligne ennemie, pour tenter un coup de surprise sur Laon. Le résultat, si cette entreprise réussis-

sait, aurait été d'obliger Blücher à réunir son armée plus en arrière. L'entreprise était audacieuse par elle-même, et bien des chances pouvaient en rendre la réussite au moins très-difficile. Les observations qu'on lui fit auraient dû le convaincre, que les difficultés en étaient vivement senties, et trop vivement même, pour que ce sentiment ne l'emportât pas sur tout autre. Quand un général veut tenter un coup d'audace, il faut qu'il ait à faire au grenadier de Chevert. Quoi qu'il en fût, il fallait forcer le défilé d'Etouvelle, et l'ordre d'attaque subsista. Le chef d'escadron Gourgaud, qui devait arriver sur Etouvelle vers une heure du matin, fut retardé par les chemins et par l'obscurité. Mais l'attaque de front du prince de la Moskowa réussit. Le 2ᵉ léger surprit les Russes dans leurs bivouacs, les réveilla à coups de bayonnette et les culbuta en arrière d'Etouvelle. Un assez grand nombre furent tués ou pris. Le prince de la Moskowa, qui suivait avec ses divisions, poussa l'ennemi au-delà de Chivy, où il prit position et où le chef d'escadron Gourgaud le rejoignit à deux heures du matin. Vers cinq heures, le général Belliard déboucha avec la division Roussel, et poussa sur Laon les troupes russes chassées de Chivy. C'était un peu tard, aussi trouva-t-on l'ennemi prêt. Un peu en avant de Semilly, la cavalerie française fut accueillie par le feu d'une batterie prussienne, qui lui tua cinq ou six hommes et elle s'arrêta pour attendre le jour, hors de la portée

du canon. Lorsqu'il parut, le général Belliard fit occuper Leully, d'où l'ennemi se retira à notre approche, et jeta des postes de cavalerie vers Clacy.

Pendant que ceci se passait, le corps du duc de Trévise arrivait à Etouvelle. L'empereur Napoléon n'attendait plus pour déboucher, que de voir ses troupes réunies au-delà du défilé. Le duc de Raguse, de son côté, devait se diriger par Fetieux, et Napoléon s'attendait à lui voir dépasser le bois de Lavergny, au même instant où il ferait attaquer la position de Laon. L'armée ennemie était toujours en bataille, dans l'ordre où l'avait placée le maréchal Blücher; le corps de Langeron, à la droite, sur les hauteurs en arrière de Thièret; celui de Sacken suivait. Celui de Winzingerode s'appuyait aux hauteurs de Laon, devant la Neuville. La cavalerie de ces trois corps était en bataille en arrière de Luisy, et de la Neuville. Le général Bülow occupait le plateau de Laon, par deux divisions; celle de Thümen tenait Semilly et Ardon. Le corps de Kleist était sur deux lignes entre Vaux, et le bois d'Athis; celui d'York, également sur deux lignes, entre le bois et Athis, occupant ce village, et une ferme à trois cents toises en avant. La cavalerie des deux corps, sous les ordres du général Ziethen, fut d'abord placée derrière celui de Kleist. Le général Katzler, avec deux régimens de hussards, avait été poussé à Aippes. Le colonel Blücher, avec deux bataillons et quatre escadrons, était à Fetieux.

La force totale de cette armée était, ainsi que nous l'avons vu plus haut (page 25), d'environ cent quinze mille hommes, dont plus de trente mille chevaux. La force de l'armée française, qui s'avançait pour l'attaquer, ne s'élevait pas au-dessus de trente-trois mille hommes, dont huit mille chevaux (*). Et comme l'empereur Napoléon agissait sur deux lignes d'opérations, la répartition de ses forces était telle, que dix-neuf mille hommes et cinq mille chevaux allaient se trouver opposés à la droite et au centre de l'ennemi, c'est-à-dire à cinquante-huit mille hommes d'infanterie, et vingt-trois mille chevaux.

A sept heures du matin, le prince de la Moskowa déboucha de Chivy, suivi de près par le corps du duc de Trévise. Un brouillard épais couvrait le champ de bataille, et le maréchal Blücher,

(*) FORCE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEVANT LAON.

		INFANT.	CAVAL.
Prince de la Moskowa.	Div. Meunier, Curial et Boyer..	2,000	
Gén. Charpentier.....	— Charpentier et Boyer de Rebeval.......	6,000	
Duc de Trévise......	— Friant, Christiani et Peret de Morvan.......	11,000	
Gén. Nansouty.......	— Laferriere, Colbert, Excelmans et Pacz.......		3,500
— Belliard....	— Roussel..................		1,500
Duc de Raguse.......	— Ricard, Lagrange et duc de Padoue.......	6,000	
Gén. Bordesoulle....	— Bordesoulle et Merlin.......		3,000
	Total....	25,000	8,000

quoique décidé à prendre l'offensive, ne voulut faire aucun mouvement que le temps ne se fût éclairci; il ordonna aux chefs de ses différens corps de tenir leur infanterie massée, et de couvrir leur front par des batteries. De son côté, l'empereur Napoléon résolut de profiter du brouillard, pour enlever les deux villages de Semilly et d'Ardon, autant pour couvrir le déploiement de l'armée, que pour saisir sur l'ennemi un avantage, qu'il serait peut-être difficile d'obtenir plus tard. La division Pierre Boyer fut chargée de Semilly, dont elle s'empara malgré la vive résistance de la division prussienne de Thümen. La division Poret de Morvan qui fut dirigée sur Ardon, éprouva moins de résistance. Pendant ce temps, l'armée française se déploya entre Leully et le mamelon de Clacy; le duc de Trévise à droite, et le prince de la Moskowa à gauche. La division Roussel à l'extrême droite; le général Nansouty en réserve. Malgré l'obscurité, les coalisés ouvrirent le feu de toutes leurs batteries; mais la direction en était rendue incertaine par le brouillard, et il fut possible d'y soustraire les troupes en manœuvrant. A onze heures environ, le brouillard s'étant dissipé, le maréchal Blücher prévint les mouvemens de l'armée française, en ouvrant lui-même l'attaque. Son premier objet fut de reprendre Ardon et Semilly, dont l'occupation lui était nécessaire, pour dégager son centre. Le corps de Bülow fut chargé de l'attaque du premier village. L'infanterie du général Wo-

ronsow se dirigea sur Semilly. Afin d'appuyer cette double attaque, par une diversion contre notre aile gauche, le général Strogonow reçut l'ordre de chercher à la tourner par Clacy. Les villages d'Ardon et de Semilly furent emportés, et les divisions Boyer et Poret-de-Morvan ramenées sur la ligne de bataille. Mais à la droite, le prince de la Moskowa arrêta et refoula l'ennemi, à la tête de quelques escadrons de la garde. Le général Belliard fit charger les Russes en flanc par quelques escadrons, tandis que, se portant avec la division Roussel entre Semilly et Ardon, il menaçait le corps de Bülow. L'ennemi fut ramené à son tour, et une charge de la division Roussel, facilita à la division Poret de Morvan, la reprise d'Ardon. L'ennemi fut repoussé jusque sous le plateau de Laon; le général Strogonow s'arrêta à Clacy. Le combat se soutint de pied ferme, pendant que l'empereur Napoléon, impatient de ne pas encore voir le duc de Raguse à sa hauteur, et de ne pas entendre son canon, lui envoyait d'instant en instant des officiers d'état-major, pour hâter sa marche.

Vers quatre heures, le général Charpentier entra en ligne avec ses deux divisions, et l'empereur Napoléon profita de son arrivée, pour assurer la gauche qu'inquiétait la division russe de Chowansky, établie à Clacy. La division Curial fut chargée d'attaquer le village sur sa droite, en le faisant tourner par ses tirailleurs. Une brigade de la di-

vision Charpentier devait l'attaquer de front, tandis que l'autre le tournerait par la gauche. La division Boyer de Rebeval appuyait le mouvement. Cette attaque réussit et la brigade Montmarie parvint à s'emparer de Clacy, où elle fit environ trois cents prisonniers.

Pendant que ces événemens se passaient, à la gauche de l'armée française, le duc de Raguse s'avançait sur la grande route de Reims. Vers onze heures sa première avant-garde fut engagée avec les Prussiens, dans le défilé de Fetieux, et vers une heure le colonel Blücher en fut débusqué, et le 6e corps déboucha. La cavalerie du général Bordesoulle fut alors dirigée vers Aippes, sur la cavalerie légère prussienne du général Katzler, qui s'y trouvait. Le général York, averti de ce mouvement, fit avancer la cavalerie du général Ziethen et la déploya en avant du ruisseau, la gauche au bois de Salmoucy. Le maréchal Blücher fit passer à l'appui de son aile gauche, la brigade de cavalerie Benckendorf du corps de Winzingerode. Pendant ce temps, le corps du duc de Raguse déboucha du défilé de Fetieux, poussant devant lui l'avant-garde ennemie. A la tête du bois de Lavergny, le 6e corps quitta la grande route de Reims et vint se placer sur la colline boisée, qui domine les deux routes. La cavalerie se déploya à droite en face de celle de l'ennemi, qui, après avoir échangé quelques coups de carabine, s'était repliée derrière le ruisseau. Des batteries furent établies sur la

colline boisée, sur la grande route de Reims et devant le front de la cavalerie. Une vive canonnade s'engagea et le général York fut obligé de faire avancer ses batteries de douze, pour soutenir le feu, qui faiblissait de son côté.

Le maréchal Blücher, voyant le combat s'allumer avec autant de vigueur devant son aile gauche, se persuada que l'attaque qui avait été faite par la route de Soissons, n'était qu'une fausse attaque. Il jugea que le projet de l'empereur était de l'amuser sur sa droite, tandis qu'il tournait la gauche, pour couper ainsi l'armée de Silésie de la grande armée et de la Belgique. La faiblesse numérique des troupes qu'il avait devant lui, dût encore le confirmer dans cette opinion. Il se décida alors à tenter un nouvel effort, pour dégager un peu son centre, afin de pouvoir disposer d'une partie des troupes de sa droite. Le général Bülow reçut l'ordre d'attaquer Ardon, et les corps de Langeron et de Saken, de quitter l'extrême droite pour passer à gauche. Le général Bülow parvint, après un combat opiniâtre, où le général Poret de Morvan fut blessé, à emporter Ardon, presqu'en même temps que le général Charpentier prenait Clacy. Les corps de Sacken et de Langeron allèrent se placer devant Chambry.

Cependant le duç de Raguse, à la faveur du feu de ses batteries, avait fait attaquer la gauche du corps d'York, par la division du duc de Padoue. La brigade Lucotte, après un combat opiniâtre

parvint à emporter la ferme, qui est en avant d'Athis et à s'emparer d'une partie du village, que l'ennemi incendia. Le jour était alors à son déclin. Peu après, à la nuit, le duc de Raguse cessa le combat. La division du duc de Padoue s'établit à Athis et dans la ferme; le 6ᵉ corps assit ses bivouacs sur la colline boisée; la cavalerie resta à la droite et les batteries furent repliées. Un parti de quatre cents chevaux et deux canons fut envoyé dans la direction de Bruyères, sous les ordres du colonel Fabvier, pour avoir des nouvelles de l'empereur Napoléon. Ce dernier venait également de faire cesser le combat. Toute l'infanterie bivouaqua sur le champ de bataille, excepté la division Friant qui revint à Chavignon. La cavalerie se retira également à Étouvelle, Mons et Laval, excepté la division Pacz qui resta en ligne.

A l'entrée de la nuit les corps de Sacken et de Langeron étaient arrivés à Chambray. Fort de cet appui, le général York, qui d'ailleurs avait pu juger combien le corps du duc de Raguse lui était inférieur, se décida à une attaque de nuit. Il pouvait la tenter, puisqu'il était sûr d'envelopper le corps français. La division du prince Guillaume de Prusse, appuyée par celles de Horn et de Klüx, reçut l'ordre de tourner Athis, en laissant le village à droite, et de se diriger sur la colline boisée. La division Pirch, précédée par le colonel Blücher avec deux bataillons et huit escadrons, devait se diriger par Sauvoire et les bords du ruisseau, afin

de rejoindre les autres troupes sur la grande route à la tête du bois de Lavergny. Le général Ziethen devait en même temps passer le ruisseau, charger la cavalerie française et se diriger sur Fetieux. La brigade Lucotte, surprise dans ses bivouacs et tournée, se replia sans combat sur le corps d'armée. L'ennemi n'éprouvant aucun obstacle, s'avança rapidement sur la colline boisée, où les troupes du 6e corps, également surprises, eurent à peine le temps de courir aux armes. Les batteries étant en partie repliées et les pièces restées en action purent à peine faire une ou deux décharges. Les canonniers se hâtèrent d'amener leurs pièces à la prolonge et de les sauver sur la grande route; mais l'obscurité de la nuit en fit renverser une partie dans les fossés. L'infanterie réunie sur la grande route, à la tête du bois de Lavergny, commençait cependant à se rallier, lorsqu'une nouvelle colonne ennemie (la division Pirch) débouchant entre les deux bois vint l'attaquer à gauche. A droite la cavalerie, attaquée par plus de sept mille chevaux, avait été renversée. Il fallut continuer la retraite. Le duc de Raguse était cependant parvenu à réorganiser les pièces qui n'avaient pas été renversées; quelques volées de mitraille arrêtèrent les colonnes prussiennes et l'infanterie formée en carrés se retira vers Fetieux. Le détachement du colonel Fabvier, qui avait rebroussé chemin au premier feu, rejoignit sur la grande route, et sa bonne contenance acheva de

contenir l'ennemi. Cependant la cavalerie du général Bordesoulle, enveloppée, en même temps qu'elle avait été renversée, avait été en partie acculée sur la grande route et en partie se trouvait mêlée avec celle de l'ennemi, qui la précéda au défilé de Fetieux : cet unique point de retraite aurait été perdu, si soixante chasseurs de la garde, qui s'y trouvaient avec quelques équipages, n'eussent pas arrêté les Prussiens et donné à la colonne le temps d'arriver. De Fetieux, le duc de Raguse continua sa retraite sans être inquiété jusqu'à Corbeny, où il arriva au jour. Cette échauffourée nous coûta peu de morts et de blessés, mais environ douze cents prisonniers, quarante canons et cent trente caissons. La cavalerie du général Benckendorf s'arrêta devant Corbeny, et celle du général Ziethen à Fetieux. Les corps d'York et de Kleist restèrent en avant d'Athis ; ceux de Sacken et de Langeron à Chambry ; celui de Bülow à Laon et Ardon ; celui de Winzingerode à la Neuville.

Le maréchal Blücher, présumant que l'échec qu'avait éprouvé le duc de Raguse, empêcherait l'empereur Napoléon de reprendre l'offensive le lendemain, voulut profiter de ses avantages, en achevant la défaite du 6e corps et enveloppant le reste de l'armée. Les corps d'York et de Kleist reçurent, dans la nuit, l'ordre de passer l'Aîne à Bery ou Neufchâtel, de pousser le 6e corps dans la direction de Fismes, et d'ouvrir la communication avec le corps de St.-Priest, qui s'approchait de Reims.

Celui de Sacken devait se rendre d'abord à Corbeny, d'où ce général passerait l'Aîne à son choix, à Bery ou à Pont-à-Vaire. Celui de Langeron, après avoir tiré à lui les équipages de ponts, devait se rendre par Bruyères à Craone. De là il devait faire jeter un pont à Micy-sur-Aîne. Son objet était de tâcher de couper l'armée française à l'Ange-Gardien, ou de marcher sur Braisne, en envoyant sa cavalerie s'emparer du défilé de Noyon. Les deux corps de Bülow et Winzingerode devaient suivre la retraite des corps de l'aile gauche, le premier par Chavignon et le second par Pinon. Les corps d'York et de Kleist se mirent en mouvement le dix au jour; à neuf heures du matin ils étaient à Fetieux. Le duc de Raguse, après avoir donné quelques heures de repos à ses troupes, avait quitté Corbeny au jour et avait repassé l'Aîne à Bery.

CHAPITRE III.

Second combat de Laon, le 10 mars. — Réflexions sur les manœuvres de l'empereur Napoléon. — Il se replie sur Soissons.

CEPENDANT l'empereur Napoléon, qui avait appris dans la nuit la défaite du duc de Raguse, sentit la nécessité de se soutenir devant Laon, pour donner le temps à son aile droite de se réorganiser. Il pensait que, pour avoir ainsi accablé le 6e corps, le maréchal Blücher devait avoir renforcé son aile gauche par des troupes du centre et de la droite. Dans cette hypothèse, en prenant l'offensive, il devait arriver de deux choses l'une; ou que Blücher aurait tellement affaibli sa droite qu'il serait possible d'emporter la position de Laon; ou que pour se soutenir il rappellerait les troupes qui suivaient le duc de Raguse et dégagerait ce dernier (*); en conséquence il fit prendre les armes à ses troupes au point du jour, à la tête de leurs bivouacs.

(*) On a prétendu que le 9 au soir l'empereur Napoléon donna à ses différens corps une disposition d'attaque, qu'on appelle extraordinaire et qui devait l'être en effet en ce moment. D'après cette

En même temps le corps de Winzingerode s'ébranlait, pour joindre l'aile gauche de l'armée française et se trouver en mesure de suivre sa retraite, ainsi qu'il en avait reçu l'ordre. L'infanterie, ayant la division Chowanski en tête, déboucha sur Clacy. La division de dragons du général Balk appuyait ce mouvement, en se dirigeant sur Mons par la grande route. Les avenues de Clacy avaient été barricadées, et deux batteries en défendaient les approches. Leur feu fut si bien dirigé que le gé-

disposition les divisions Charpentier et Boyer de Rebeval, suivies de celle du prince de la Moskowa, de la division Friant et de celle de cavalerie Laferrière, Excelmans et Colbert et des réserves d'artillerie, devaient déboucher de Clacy dans la direction de la Neuville. Le duc de Raguse devait manœuvrer dans la direction où il se trouvait. Le duc de Trévise, avec les divisions Christiani et Poret de Morvan et celles de cavalerie de Roussel et Pacz, devait rester en réserve en arrière d'Ardon. Ce but de la disposition était de tourner la position de Laon par les deux ailes, pendant que le centre serait contenu.

Nous suspendrons, jusqu'après le récit de l'affaire du 10, les réflexions que peuvent présenter les opérations des deux armées. Mais nous ne pouvons nous empêcher d'observer, que bien des raisons nous forcent à révoquer ce plan d'attaque en doute, jusqu'à ce que l'authenticité en soit bien démontrée; au moins quant à la date qui nous paraît avancée d'un jour. Les écrits de l'empereur Napoléon ont le malheur d'être sujets à ces modifications. Le plan d'attaque en question est celui qui a dirigé les mouvemens du 9 et certes après avoir échoué ce jour-là, Napoléon ne l'aurait pas renouvelé sans modifications. Nous aimons mieux croire ce que dit le colonel Fabvier, dans sa relation des opérations du 6[e] corps. (page 52): que l'empereur Napoléon avait expédié au duc de Raguse l'ordre de se retirer, voulant manœuvrer lui-même par sa droite et gagner la route de Reims, mais que l'officier qui en était porteur n'arriva pas.

néral Woronzow fut obligé d'abriter sa colonne dans le petit bois auquel elle s'appuyait. La brigade Glebow (6e et 41e chasseurs) fut lancée sur le village et ramenée en désarroi par nos troupes. Le général Woronzow fit entrer en ligne la division Laptiew et successivement le restant de son infanterie. Six nouvelles attaques furent tentées contre le village de Clacy, et toutes échouèrent devant la division Charpentier et la faible brigade du général Boyer de Rebeval. Enfin le maréchal Blücher se vit forcé de renoncer au projet, de faire déboucher son aile droite par la grande route de Soissons. Cet échec et la contenance du corps du prince de la Moskowa, qui menaçait de front la position de Laon, lui firent craindre que l'empereur Napoléon ne parvînt à se rendre maître de Laon et à couper l'armée de Silésie en deux. Dès le moment où la division Chowansky avait été repoussée devant Clacy, le maréchal Blücher avait donné l'ordre aux corps de Langeron et de Sacken, qui allaient se mettre en mouvement pour suivre celui de Kleist, de venir prendre position derrière Cerny et le bois. En même temps il ordonna au général York de s'arrêter où il se trouvait, avec ses deux corps, et de ne faire suivre le duc de Raguse que par de la cavalerie légère. Un peu plus tard, lorsqu'il vit que tous les efforts des Russes échouaient contre Clacy, il ordonna au corps de Kleist de prendre position à Fetieux et fit revenir celui d'York à Athis.

Le combat se soutint en avant de Clacy avec le corps de Winzingerode, qui était rentré dans ses positions. Vers deux heures celui d'York, étant arrivé entre Athis et Vaux, le maréchal Blücher assuré que l'empereur Napoléon ne pouvait plus déboucher par Ardon sur la route de Reims, fit faire un mouvement à son centre. Le corps de Bülow appuya à droite vers celui de Winzingerode, qui avait souffert. Napoléon voulut profiter de ce mouvement, pour tenter un coup de main sur la gauche de Laon. La division Curial, soutenue par celle du général Meunier, fut poussée vers le tertre qui est à gauche de Semilly. Deux bataillons en tirailleurs s'élancèrent sur le mamelon; un troisième leur servait de réserve sur la grande route. Mais l'ennemi ayant démasqué de fortes batteries et poussé une colonne d'infanterie sur la grande route, nos troupes furent repoussées et l'attaque échoua. Alors, l'empereur Napoléon, voulant connaître jusqu'où s'appuyait l'aile droite ennemie et s'assurer s'il ne serait pas possible de le déborder, par la grande route de la Fère, fit pousser une reconnaissance de cavalerie entre le bois de Clacy et les moulins de Molinchart, dans la direction de Cerny. Cette reconnaissance rencontra à la tête du bois des troupes des corps de Sacken et de Langeron. Napoléon, convaincu par l'étendue du front de l'ennemi, qu'il avait encore devant lui les mêmes corps que la veille, se décida à la retraite. Le combat se soutint pendant le res-

tant de la journée, par le feu de l'artillerie. A la nuit l'armée se mit en mouvement; les corps du duc de Trévise et du prince de la Moskowa repassèrent le défilé d'Étouvelle; celui du général Charpentier et la division de cavalerie du général Colbert se replièrent sur Mons; les avant-postes restèrent sur la ligne jusqu'au jour.

La perte de l'armée française, dans les journées des 8, 9 et 10, peut s'évaluer à cinq mille hommes, en y comprenant celles du corps du duc de Raguse. Quant à celle de l'ennemi, les auteurs prussiens la portent à deux mille hommes; M. Koch (*) l'établit à quatre mille et nous croyons, sans qu'on puisse nous taxer d'exagération, pouvoir l'élever à huit mille au moins. La note ci-dessous fournira les bases de notre calcul, et l'inaction du maréchal Blücher, après la bataille de Laon, servira à le confirmer (**).

Tel fut le résultat des manœuvres que l'empereur Napoléon fit au-delà de l'Aine, dans le dessein de chercher à regagner quelques-uns des

(*) Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814. Tome 1, page 423.

(**) L'auteur prussien de l'histoire de la campagne de 1814 (Plotho, tome III, page 263.) établit la force de l'armée russo-prussienne devant Laon, à cent dix mille hommes. Les débris des corps de Jagow et de St.-Priest, le rejoignirent au nombre de onze mille cinq cents hommes, après le combat de Reims, ainsi que nous le verrons plus bas. Cependant l'état de revue du 17 mars, donné par le même auteur (page 360) ne présente qu'un total de cent neuf mille soixante-dix-huit hommes. Il a donc manqué dans l'armée de Blü-

avantages, que lui avaient fait perdre la reddition de Soissons. On a beaucoup glosé sur ces opérations, et comme le succès ne les a pas couronnées, le vulgaire les a blâmées sans mesure et n'y a vu qu'une opiniâtreté condamnable. Il y a eu sans doute des fautes commises de part et d'autre, mais le plan de l'empereur Napoléon était-il absolument dépourvu de raison? les circonstances impérieuses qui le dominaient, ne lui imposaient-elles pas la loi de beaucoup hasarder, même avec peu de moyens? Nous allons tâcher d'examiner les opérations des deux armées, autant sous le rapport militaire que sous celui de la situation politique des affaires. C'est le moyen le plus sûr d'arriver à un jugement impartial. Le lecteur établira le sien.

Nous avons déja vu que le but de l'empereur Napoléon, en quittant Troyes pour marcher vers la Marne, avait été d'acculer Blücher sur l'Aîne et sur Soissons, avant qu'il n'eût pu être joint par Bülow et Winzingerode. La prise de Soissons fit manquer ce résultat, à l'instant même de l'atteindre. Le 4 mars, Blücher était en position derrière l'Aîne, à la tête de près de cent vingt

cher du 8 au 17 mars, douze mille quatre cent vingt-deux hommes. Il n'y a point eu de combat après le 10 mars, si ce n'est celui de Rheims, dont nous avons déjà déduit la perte. Ainsi en établissant celle de la bataille de Laon à huit mille hommes, nous supposons que le nombre des hommes entrés aux hopitaux ou des maraudeurs assommés par les paysans, s'est élevé à quatre mille en dix jours. Ce serait beaucoup.

mille hommes. Que devait faire Napoléon alors? Quels étaient les projets qu'il devait prêter à Blücher? il avait laissé, à près de cinquante lieues de lui, sur les bords de l'Aube, une partie de son armée, en présence de celle du prince de Schwarzenberg. Quelques précautions qu'il ait pu prendre pour cacher son absence, il ne pouvait pas douter qu'elle ne fût bientôt connue de l'ennemi, et il devait s'attendre à voir, sous peu de jours, le prince de Schwarzenberg reprendre l'offensive. Les corps des ducs de Tarente et de Reggio allaient donc être ramenés sur la Seine, et les affaires remises au même point où elles étaient après le combat de Vauchamps. On peut même dire qu'elles se seraient trouvées dans un état plus désavantageux; car alors Blücher avait été forcé de fuir à Châlons, avec les débris de ses corps, et aujourd'hui il se trouvait à Soissons avec une armée double et intacte. Si Napoléon restait devant Soissons, il était à craindre que Blücher ne restât lui-même immobile. Pendant ce temps l'armée de Schwarzenberg se serait approchée de Paris, par les deux rives de la Seine. Une fois les Austro-Russes arrivés à la hauteur de Melun, l'espace manquait pour que l'empereur Napoléon pût gagner sur Blücher les deux marches dont il avait besoin, au moins, pour pouvoir remporter un avantage marqué sur Schwarzenberg. Il aurait donc fallu marcher sur Paris, et ramener le théâtre de la guerre aux portes de la capitale. C'est ce qu'il de-

vait retarder autant qu'il le pourrait. Si, au contraire, Napoléon se contentait de laisser un corps d'observation sur l'Aine et retournait vers l'Aube, pour combattre Schwarzenberg, il était à peu près certain que Blücher reprendrait son mouvement sur Paris. Alors la capitale se trouvait exposée, non pas à une révolution politique, mais à une prise d'assaut et au pillage, dont la menaçaient les Prussiens et leur chef. Il fallait donc que l'empereur Napoléon continuât à manœuvrer contre Blücher, et qu'attentif à toutes les chances qui pourraient s'offrir, il cherchât à en profiter, pour regagner au moins une partie des avantages qui lui avaient échappés. Pour y parvenir, il fallait d'abord passer l'Aine et chercher, en débor dant la gauche des Russo-Prussiens, à couper leurs communications avec l'armée de Schwarzenberg. Aussitôt qu'on aurait obtenu ce premier résultat, il était indubitable que le maréchal Blücher ferait quelques mouvemens, pour rentrer en communication avec le corps de St.-Priest, et par lui avec la grande armée coalisée. La fausse attaque sur Soissons et celle sur Braine, aidèrent à surprendre le passage de Bery-au-Bac, et la tête de l'armée française déboucha sur Corbeny. Blücher fit d'abord un bon mouvement pour l'arrêter; ce fut celui de diriger toute son armée sur les hauteurs de Craone. Le défilé étroit qu'il avait à défendre, n'aurait jamais pu être forcé, s'il y avait réuni trois seulement des six corps qu'il avait.

Cependant l'armée française ne pouvait pas continuer son mouvement sur Laon, avant d'être maîtresse des hauteurs de Craone; cette vérité de fait n'aurait pas dû échapper au maréchal Blücher. A la faveur d'un faux mouvement de ce dernier, le corps de Woronzow est forcé, et Soissons, de nouveau évacué par l'ennemi, rentre en notre pouvoir.

Maître ainsi de l'Aîne et du pays entre cette rivière et la Lette, Napoléon devait juger que l'ennemi manœuvrait, pour échapper à une affaire générale. En effet, si le plan du maréchal Blücher eût été de profiter de la grande supériorité numérique, pour hasarder les chances d'une bataille, il aurait profité d'une des deux circonstances qui s'étaient offertes. On peut admettre que le 5, malgré que la possession de Soissons lui offrît une retraite assurée, il n'ait pas voulu s'exposer à combattre avec une rivière à dos. Mais le 6, en continuant son mouvement, il aurait pu occuper les hauteurs de Craone, et l'armée française ne pouvait éviter une bataille qu'en repassant l'Aîne. Le mouvement rétrograde de Blücher était donc indubitable. Mais quel était son but et son motif stratégique? C'est ce qu'on ne pouvait connaître qu'en le suivant. Il se présentait trois partis au général prussien. Le premier était de manœuvrer sur la ligne d'opérations du nord. Le second, de profiter de la possession de la Fère, pour s'approcher de Paris par la rive droite de l'Oise. Le

troisième enfin, était de s'appuyer à la position de Laon pour y présenter la bataille. La clef stragégique de ces trois plans d'opérations était toujours Laon. C'était donc sur ce point qu'il fallait que l'empereur Napoléon dirigeât son mouvement. La seule chose qui restait à déterminer, était la direction par laquelle il y arriverait et qui dépendait du plan d'opérations qu'aurait adopté le maréchal Blücher. Si son intention était de manœuvrer sur la ligne d'opérations du nord, il était probable que la masse de ses forces serait vers la route de Reims, pour couvrir celles de Guise et de Vervins. Dans ce cas, il lui suffisait de tenir de faibles avant-gardes aux défilés de Fetieux et d'Etouvelle. Si le projet de Blücher était de passer l'Oise à la Fère, la masse de ses forces devait se trouver entre Laon et Crepy, et le défilé d'Etouvelle serait fortement gardé. Restait la troisième hypothèse; celle que l'ennemi voulût recevoir la bataille à Laon même. Il ne paraît pas que Napoléon l'ait admise; il semble plutôt qu'après le combat de Craone, il ait adopté l'idée fixe, que le maréchal Blücher voulait éviter un engagement général. Il ne pouvait cependant pas ignorer qu'un stratégicien médiocre s'appuie volontiers à la tactique des déploiemens, lorsque la force numérique le favorise. Ce moyen, en lui donnant la facilité de faire agir le poids seul des masses, le dispense de manœuvrer. S'étant ainsi fixé à une des deux hypothèses que nous avons

exposées, l'empereur Napoléon se décida à aborder la position de Laon et à passer les défilés, à la tête desquels il devait connaître les dispositions de son ennemi. Lancé lui-même avec trois corps près de Soissons, il se décida à déboucher par Etouvelle; en même temps il ordonna au duc de Raguse de passer le défilé de Fetieux. Cette disposition devait le conduire nécessairement à un combat, quel que fût le plan d'opération de son adversaire. Car il abordait par l'un et par l'autre côté le point stratégique de Laon. Il ne paraît donc pas que l'empereur Napoléon ait agi selon toutes les règles de l'art de la guerre, et avec la prudence que lui recommandait la disproportion de ses moyens, en engageant le duc de Raguse, en même temps qu'il attaquait lui-même. Il était encore incertain de la ligne d'opérations sur laquelle il pouvait agir avec succès, et son armée n'était que le quart de celle de l'ennemi. Ce quart pouvait vaincre étant réuni sur un même point; mais il était impossible d'en séparer un corps, sans l'exposer à être opprimé par une masse décuple. Il aurait donc mieux valu se contenter le 9, de faire occuper le défilé de Fetieux par le duc de Raguse. Alors Napoléon qui avait rencontré devant lui la grande masse des forces de Blücher, aurait pu pendant la nuit manœuvrer par sa droite et venir reprendre son aile droite par Brayères. Ce fut une faute sans doute, mais il ne faut pas attribuer à cette faute seule le désastre

qu'éprouva le duc de Raguse. Il s'était soutenu pendant la journée, et pour peu qu'il eût pris de précautions le soir, il aurait évité la surprise qui mit son corps en déroute. Puisqu'il n'avait pu faire sa jonction avec l'empereur Napoléon, il était aisé de juger que ce dernier avait rencontré des obstacles invincibles. Il n'était pas difficile d'en conclure, que l'ennemi pouvait, sinon dans la nuit, au moins au point du jour, attaquer en force majeure le 6e corps. Il fallait donc prendre position un peu en arrière et surtout ne pas laisser son artillerie entassée hors de la route, où elle ne pouvait revenir qu'en se culbutant dans les fossés. En pareil cas on la fait ordinairement parquer en retraite et sur la communication par laquelle elle doit marcher.

Le 10, l'empereur Napoléon se trouvait dans la nécessité de renouveler le combat; nous en avons déjà développé les motifs. Il nous reste à dire quelques mots de la conduite du maréchal Blücher. Le simple récit des opérations du 6 au 10, a déjà suffit pour faire juger le stratégicien médiocre, plus embarrassé qu'aidé, par une aussi grande supériorité numérique de troupes. Il lui était possible le 6, d'arrêter court l'armée française, de rester maître de Soissons et de soutenir derrière l'Aîne. Il lui suffisait pour cela de se porter avec son armée sur les hauteurs de Craone. Il n'avait pas besoin de la déployer; c'est une jouissance d'écolier. En faisant déboucher de fortes masses

sur St.-Martin, sur Craonelle et de Vassogne sur Pont-à-Vaire, il lui aurait été facile de refouler la partie de l'armée française qui était arrivée à Craone le 6. Napoléon aurait été obligé de se replier en hâte sur Bery-au-Bac, pour ne pas être coupé des corps qui étaient encore au-delà de l'Aîne. Le maréchal Blücher pouvait faire encore mieux. Trois corps de son armée, sur le plateau de Craone, étaient plus que suffisans pour arrêter l'armée française. Il en restait trois, auxquels il pouvait faire passer l'Aîne à Micy pour les diriger sur Braine. Il séparait à la vérité son armée, mais la position de Soissons couvrait toutes les conséquences de cette séparation. Le résultat de ce mouvement aurait été de forcer l'armée française à s'appuyer sur Reims. Au lieu de cela, il imagina un projet bizarre et décousu. Laissant un seul corps pour arrêter l'armée française, à laquelle il donne le temps de se réunir, il en fait marcher deux avec la plus grande partie de sa cavalerie, par une traverse presque impraticable, sans réfléchir s'ils pourront arriver avant que le général Woronzow ne soit forcé. Enfin il se ravise tout-à-coup et il réunit son armée sous les murs de Laon, où il a le plaisir de la voir déployée.

Le 9 et le 10, il ne paraît pas que le maréchal Blücher ait su mieux tirer parti de sa nombreuse armée. Le premier jour il se contenta d'opposer à l'empereur Napoléon, à peu près autant d'hommes qu'il en fallait pour l'arrêter; les deux corps

de Saken et Langeron à l'extrême droite, dont il aurait pu se servir pour appuyer son attaque par Clacy, restèrent oisifs jusqu'au soir. Alors il les employa à sa gauche. Le lendemain, persuadé que le succès qu'il avait obtenu, sur le duc de Raguse, avait tout décidé, il se hâta de lancer quatre corps sur la route de Reims. Peu après il fut attaqué et il ne put douter que ce ne fût par les mêmes troupes auxquelles il avait résisté la veille. Rien ne l'empêchait donc de faire continuer le mouvement, qu'il avait commencé sur l'Aine par Corbeny. Tout au plus il aurait pu retenir un des deux corps russes, pour lui servir de réserve au besoin. En s'assurant de Bery-au-Bac et de Fismes, il forçait l'empereur Napoléon à se replier derrière l'Ourcq, et il maintenait sa communication avec les corps qui lui arrivaient à Reims. Au lieu de cette diposition si simple et si facile, avec cent mille hommes contre trente mille, il arrête son mouvement et fait même revenir trois corps à son secours. Nous verrons plus bas le maréchal Blücher suivre constamment ce système décousu, d'opérations sans but et de mouvemens sans résultat. Les observations que nous venons de faire sont un peu longues, mais elles étaient nécessaires, pour asseoir un jugement certain sur la bataille de Laon, dont les conséquences ont été importantes, et qui a encore été bien plus prônée dans les rapports ennemis. Les Prussiens, pour lui donner un lustre qu'elle n'a pas,

ont porté la force de notre armée à quatre-vingt mille hommes.

Le 11, l'armée française continua son mouvement vers Soissons, sans autre engagement qu'une escarmouche avec les cosaques de Czerniszeff à Etouvelle. Une embuscade que leur tendit l'adjudant-commandant Semery, chargé de l'arrière-garde, avec une brigade et quelques dragons, et où ils donnèrent tête baissée, les dégoûta pour le restant de la journée. Les deux colonnes se réunirent près de Lassaux et prirent position le soir devant Soissons. La division Poret de Morvan resta d'avant-garde à Crecy; des partis de cavalerie furent poussés, sur les routes de Fontenay, Noyon, Coucy et Vailly. Le même jour le duc de Raguse quitta la position de Bery-au-Bac et se replia sur Fismes. L'armée russo-prussienne était restée pendant la nuit du 10 au 11, sur le champ de bataille qu'elle occupait le soir. Le 11 elle resta encore près de Laon; le corps de Kleist fut même retiré à Aippes. La cavalerie légère russe s'avança aux bords de la Lette, qu'elle ne dépassa cependant pas. La cavalerie légère prussienne vint à Bery-au-Bac.

CHAPITRE IV.

Opérations sur l'Aube. — Second combat de Bar-sur-Aube, le 27 février. — Réflexions sur ce combat. — Mouvement du duc de Tarente. — Combat de la Ferté-sur-Aube, le 28. — L'armée austro-russe s'avance sur Troyes. — Combat de Laubressel, le 3 mars.

Nous allons quitter un instant les bords de l'Aîne, pour reporter l'attention du lecteur sur les corps français que Napoléon avait laissés sur l'Aube. Nous avons vu (tome 1, page 421) que le général de Wrede, ayant reçu le 26 février au soir, l'ordre de reprendre l'offensive le lendemain, avait tenté contre Bar-sur-Aube une attaque, qui ne lui avait pas réussi. Son corps resta en position en face de la ville, au pied des hauteurs de Lignol; il fut renforcé par la division de cuirassiers russes de Kretow, ce qui porta sa force à trente mille hommes d'infanterie et neuf mille chevaux. Le corps

de Wittgenstein était en position sur les hauteurs de Colombey. Les huit bataillons qu'il venait de recevoir, portèrent sa force à seize mille hommes d'infanterie et trois mille cinq cents chevaux. Le corps de Wurtemberg, qui était à Blessonville, fut renforcé par la division de six bataillons de grenadiers du général Klenau. Le corps de Giulay était en position sur les hauteurs en face de Clairvaux. La division Maurice Lichtenstein s'était repliée à Châtillon-sur-Seine. Les gardes et les réserves étaient à Langres. Les corps que l'empereur Napoléon avait laissés sur l'Aube, occupaient le 26 au soir les positions suivantes; le 2e corps avait la division Duhesme en arrière de Bar et la division Hamelinaye en avant de la ville, sur la gauche; la division Leval avec la brigade Chassé, de la division Boyer de Rebeval, était à cheval de la route de Brienne, le front vers Bar, ayant en seconde ligne la division Rothembourg, toutes deux en avant du Val des vignes; la cavalerie du général St.-Germain était entre Moustiers et le Val des vignes; la division de gardes nationales du général Pacthod était à la gauche de l'Aube à Dolancourt; la cavalerie du comte de Valmy était arrivée à Spoy et devait se rendre le 27 à Bar. Toute l'artillerie du 7e corps, avait été renvoyée à Magny-le-Fouchard. A la droite, le duc de Tarente occupait Mussy-l'Évêque et Essoyes, et avait poussé la cavalerie du général Milhaud à Fontette. La force totale de ces corps s'élevait à environ trente-

huit mille hommes, dont un peu plus de dix mille de cavalerie (*).

Le prince de Schwarzenberg décidé, par l'absence de l'empereur Napoléon, à reprendre l'offensive, avait marqué son mouvement en deux colonnes, qui devaient se réunir à Troyes. Les corps de Wrede et de Wittgenstein, c'est-à-dire plus de cinquante mille hommes, opposés au duc de Reggio, devaient forcer le passage de l'Aube à Bar et se diriger par Vandœuvres. Ceux de Gui-

(*) FORCE DES CORPS FRANÇAIS SUR L'AUBE, LE 27 FÉVRIER.

		INFANT.	CAVAL.
SOUS LE DUC DE REGGIO.			
2e corps. Gén. Gérard....	Div. Duhesme.	2,400	
	— Hamelinaye	2,400	
	— Leval.	5,400	
7e corps. Duc de Reggio....	Bri. Chassé.	3,100	
	— Rothembourg.	2,700	
	— Pacthod.	4,500	
2e de cavalerie. Gén. St.-Germain.	— Maurin.		1,350
	— St.-Germain.		1,300
6e de cavalerie. Comte de Valmy.	— Jacquinot		1,500
	— Treilhard..		2,100
	Total.	20,500	6,250
DUC DE TARENTE.			
11e corps. Gén. Molitor.....	Bri. Albert	2,000	
	— Brayer.	2,000	
	— Amey	3,000	
5e de cavalerie. Gén. Milhaud....	— Piré..		1,500
	— Briche		1,700
	— L'héritier.		1,300
	Total.	7,000	4,500
	Total général.	27,500	10,750

lay et de Wurtemberg, formant environ quarante-deux mille hommes (*), devaient passer l'Aube à la Ferté et se diriger par Bar-sur-Seine. La division Maurice Lichtenstein devait flanquer le mouvement général, dans la direction de Châtillon à Auxerre et Sens.

La première disposition du prince de Schwarzenberg, pour l'attaque de Bar-sur-Aube, était simple, et avait été décidée sans aucune reconnaissance préalable. Le corps de Wrede, appuyé par la moitié de celui de Wittgenstein, devait attaquer la ville de front, l'autre moitié du corps de Wittgenstein devait rester en réserve, sur les hauteurs de Lignol. Le corps de Wittgenstein se mit en mouvement de Colombey, à sept heures du matin, et s'avança sur les hauteurs de Lignol. Arrivé

(*) FORCE DE L'ENNEMI SUR L'AUBE, LE 27 FÉVRIER.

	INFANT.	CAVAL.
DEVANT BAR.		
Corps de Wrede	23,000	6,000
Cuirassiers russes de Kretow		2,000
Corps de Wittgenstein	16,000	3,500
Total	39,000	11,500
DEVANT LA FERTÉ.		
Corps de Wurtemberg	16,000	2,500
Division de grenadiers de Klenau	5,000	
Cuirassiers russes de Duca		2,000
Corps de Giulay	15,000	2,000
Total	36,000	6,500

là, il reçut une nouvelle disposition, basée sur une reconnaissance plus exacte, de la position qu'occupait le duc de Reggio. Le prince de Schwarzenberg conçut, que son attaque sur la ville ne pouvait avoir aucun résultat avantageux, tant que le 7e corps, occupant le vallon d'Ailleville, pouvait menacer le flanc droit de son attaque. Il résolut donc de faire menacer seulement de front la ville de Bar-sur-Aube, et de faire tourner les positions du duc de Reggio, par le corps de Wittgenstein, qu'il forma à cet effet en trois colonnes. La première, composée de la division Szaszafskoy, de seize escadrons et de trois régimens de cosaques, sous les ordres du général Pahlen, devait, par Arentières, gagner la crête de Vernonfait; et de là, par le moulin de Levigny et au-delà du bois, gagner Arsonval, et le pont de Doulancourt. La seconde composée de la division Pisznitzky, sous les ordres du prince Eugène de Wurtemberg, devait gravir le côteau d'Arentières, dirigeant sa droite à Vernonfait, et par un changement de front, la droite en avant, venir s'appuyer au bois de Levigny et attaquer le 7e corps en flanc. La troisième, composée des deux divisions du prince Gorczakow, d'un régiment de cuirassiers et de hussards, devait, en se couvrant à gauche par la deuxième colonne, continuer son mouvement derrière celle-ci, et suivre le général Pahlen à Arsonval. Plus tard, elle se trouva engagée et forma l'aile gauche. Le corps de Wrede se déploya sur

deux lignes au pied des hauteurs de Lignol ; le corps autrichien de Frimont à droite, les Bavarois à gauche. La cavalerie du général Pahlen, qui devait joindre la colonne de droite à Arentières, et la brigade de chasseurs de Wlastoff, étaient devant le front du corps de Wrede.

Cependant, le duc de Reggio était tranquille dans ses positions, et ne songeait à aucune attaque de la part de l'ennemi. Il n'avait pas cru devoir ajouter foi au rapport que lui avaient fait quelques habitans du pays, des projets des coalisés. Tandis que d'un côté, par une précaution qu'il est difficile de caractériser, il avait renvoyé à Magny-le-Fouchard, son artillerie dont il avait besoin pour se défendre ; de l'autre côté, il avait négligé de se garder à sa gauche. Quoique le mouvement du corps de Wittgenstein, prononcé depuis Lignol, et la marche des colonnes vers Arentières pussent être observés, le duc de Reggio ne faisait aucune disposition de combat, ni de retraite. Heureusement, pour empêcher une surprise complète, des fourrageurs de notre cavalerie qui s'étaient avancés vers Arentières, furent ramenés par les cosaques, que le général Pahlen avait lancés en avant pour ouvrir la marche. Le duc de Reggio se hâta alors de se mettre en défense; et ses dispositions se ressentirent de la précipitation qu'il fut obligé d'y mettre. La division Duhesme occupa la ville de Bar ; la division Hamelinaye se déploya en travers de la vallée; la brigade Jarry

étendant sa droite vers Bar; la brigade Belair sur le côteau de Malepin, le second des trois contreforts qu'on trouve entre Ailleville et le ruisseau d'Arentières. La division Leval se déploya plus à gauche; la brigade Montfort appuyée à celle de Belair; la brigade Pinoteau au centre; la brigade Chassé à gauche touchant le bois de Levigny; la division Rothembourg en seconde ligne de la brigade Chassé. La cavalerie du général St.-Germain resta dans la vallée près de Moustiers. La division Pacthod se mit en bataille à la tête de ses bivouacs.

Il était environ dix heures du matin, lorsque le général de Wrede engagea le combat, en faisant attaquer Bar par une nuée de tirailleurs. Son attaque devait cependant se borner là, jusqu'à ce que les Russes fussent arrivés à Arsonval. A la même heure, la colonne de droite du général Wittgenstein avait dépassé Voigny, et s'approchait d'Arentières. Le général Pahlen, avec sa cavalerie arrivait à ce village. La brigade Wlastoff (23e et 24e chasseurs) appartenant à la colonne du prince Gorczakow, fut poussée sur le côteau d'Arentières pour couvrir la marche des colonnes. Cette brigade y était en position, lorsque la brigade du général Montfort arriva sur le côteau de Malepin. L'ennemi fut attaqué par deux bataillons des 101e et 105e régimens, culbuté du côteau, et perdit un bon nombre de prisonniers. Mais en ce moment la tête de la colonne du prince Gorcza-

kow arrivait au pied des hauteurs d'Arentières. Ce général fit soutenir la brigade Wlastoff par un bataillon de Kaluga, et deux de Mohilow, et par les cuirassiers de Pleskow. L'attaque de ces troupes fut sans succès, mais l'approche de la colonne russe força nos deux bataillons à rentrer en ligne. La présence des troupes françaises, sur le Malepin, obligea le général Wittgenstein à leur opposer le corps de Gorczakow, qui prit alors la gauche de la ligne, et se déploya sur les hauteurs d'Arentières couvert par une nombreuse artillerie ; les cuirassiers de Pleskow et les hussards du Lubny s'étendant vers le centre. Presqu'au même moment le prince de Wurtemberg se déploya sur la crête de Vernonfait, et s'engagea avec la brigade Chassé. Nos troupes dépourvues d'artilleries avaient beaucoup à souffrir de celle de l'ennemi, et le général Gorczakow, ayant cru apercevoir de l'ébranlement dans la brigade Montford, la fit attaquer de nouveau. Mais la brigade Pinoteau venait d'entrer en ligne, et une charge du 10e léger, et du 3e de ligne repoussa l'attaque.

Cependant, le duc de Reggio se voyant à l'instant d'être obligé de cesser le combat faute d'artillerie, en demanda au général Gérard, qui bien qu'engagé lui-même, lui envoya une batterie. Ce faible appui était hors d'état de lutter, contre plus de cinquante bouches à feu de l'ennemi, et notre feu s'éteignit bientôt. Mais alors arriva la cavalerie du comte de Valmy, qui avait passé l'Aube

à gué au-dessous de Bar. Le duc de Reggio la fit sur-le-champ entrer en ligne. Une charge de la division Jacquinot enfonça les cuirassiers de Pleskow, et les hussards de Lubny; ces derniers surtout souffrirent beaucoup. Le désordre gagna même la droite du corps de Gorczakow, et les lignes d'infanterie commençaient à s'ébranler. Le général Wittgenstein, se voyant au moment d'être forcé, envoya au général Pahlen l'ordre de revenir sur ses pas avec sa colonne, et ordonna au prince Eugène de Wurtemberg de réunir ses deux divisions, afin de ne pas courir le risque qu'une soit coupée par un mouvement en avant des troupes françaises. Profitant en même temps de la supériorité de son artillerie, il réunit presque toutes ses batteries à la droite du corps de Gorczakow, pour arrêter notre cavalerie. Le général Pahlen avait déjà tourné le bois de Levigny, lorsqu'il reçut l'ordre de rétrograder. Il laissa cependant en arrière de Heurtebise, ses cosaques et les hulans de Czujugew. Pendant ce temps, le combat se soutenait toujours devant tout le front de la ligne, avec un avantage marqué de notre côté. Mais pour le rendre décisif, il aurait fallu, puisque nous n'avions pas d'artillerie pour les contre-battre, prendre les batteries ennemies. La brigade Ismert, de la division Treilhard, fournit trois charges successives dans ce dessein; mais écrasée par la mitraille, et ayant perdu près de trois cents hommes, elle fut forcée d'y renoncer. Le prince de Schwar-

zenberg voyant le danger que courait le corps de Wittgenstein, craignit qu'il ne fut enfin forcé, ce qui aurait emmené sa destruction presque entière, et se hâta de lui envoyer des secours. La brigade Volkmann (huit bataillons), la brigade bavaroise de Vieregg (quatorze escadrons) et celle de Minutillo (douze escadrons), reçurent l'ordre de gravir le côteau de Vernonfait. Ces troupes vinrent prendre position derrière le centre du corps de Wittgenstein. En même temps, le général Pahlen arriva à l'angle du bois de Levigny. La division Szaszafskoy vint se placer en seconde ligne de celle de Pisznitzky. Mais le général Wittgenstein, jugeant que la cavalerie du général Pahlen lui était inutile, la renvoya de nouveau vers Arsonval.

Cependant, le duc de Reggio, sentant l'impossibilité de soutenir davantage le combat, après l'arrivée des renforts que l'ennemi venait de recevoir, donna l'ordre de la retraite, vers quatre heures après-midi. Elle se fit en bon ordre sur Ailleville; la brigade Belair gardant toujours le côteau de Malepin pour la couvrir. Dès que le général Wittgenstein vit le mouvement prononcé, il fit attaquer la brigade Belair, par la brigade Wlastoff et quatre bataillons de celle de Volkmann, ayant en tête un bataillon de Kaluga; un grand feu d'artillerie soutenait cette attaque. La brigade Belair forcée d'abandonner le côteau de Malepin, reprit position sur celui de Filles-Dieu, et y arrêta encore l'ennemi pendant quelques instans. Mais

enfin la mitraille qui l'accablait, la força à faire sa retraite en tirailleurs jusqu'au pied du côteau, où elle rejoignit la brigade Jarry.

Devant Bar, le combat avait été nourri pendant toute la journée par les tirailleurs et par une assez faible canonnade. Vers quatre heures, le général de Wrede, voyant la retraite du 7e corps, se décida à une attaque plus vigoureuse. Cinq bataillons furent lancés de front contre la ville, tandis que quatre cherchèrent à la tourner par la rive de l'Aube. Les barricades, que le général Duhesme avait fait établir à toutes les issues, arretèrent l'attaque de front. Quant à celle de flanc, prise en écharpe par les batteries établies sur les hauteurs de St.-Germain, elle n'eut pas un meilleurs succès. Le général de Wrede aurait pu sacrifier bien du monde sans réussir à emporter la ville, si l'événement du combat sur les hauteurs de Vernonfait ne l'avaient pas fait abandonner. Le général Duhesme voyant la retraite du restant de l'armée, quitta Bar-sur-Aube à son aise. Une de ses brigades se retira en carrés par la route d'Ailleville; l'autre passa le pont et se retira à Spoy avec les batteries.

A la gauche, toute l'artillerie et la plus grande partie de l'infanterie avaient déja passé le pont de Dolancourt, lorsque le général Pahlen arriva avec sa cavalerie sur les hauteurs d'Arsonval et fit établir une batterie de douze pièces, au-dessus de la route. Cette attaque inattendue mit un instant

le désordre parmi l'infanterie d'arrière-garde, qui se jeta dans le gué où passait la cavalerie. Mais le général Montfort, à la tête d'un bataillon du 105e et de quelques compagnies du 101e marcha droit à la batterie, et l'ayant forcée de s'éloigner l'ordre se rétablit. L'arrière-garde s'arrêta sur le coteau en arrière de Dolancourt et y prit position. Le général Pahlen tenta une attaque pour la débusquer, mais sa cavalerie ayant été mal menée, il repassa l'Aube. Le corps de Witgenstein resta à Ailleville, et celui de Wrede en arrière de Bar.

Notre perte s'éleva à environ deux mille hommes, la plupart légèrement blessés, disent les rapports ennemis qui établissent ce nombre. Le général Pinoteau fut blessé. Les Austro-Russes perdirent près de trois mille hommes, dont leurs rapports avaient deux mille quatre cent. Le général Wittgenstein fut blessé.

Tel fut le résultat du combat de Bar-sur-Aube, et il aurait été encore bien plus désastreux, sans la valeur des troupes qui suppléa autant que possible au manque d'artillerie, et répara les fautes de leur chef. Ces fautes sont telles qu'elles sont presque inconcevables. On ne sait en effet comment accorder la position qu'avait prise le duc de Reggio le 26 au soir, avec le renvoi de son artillerie à Magny-le-Fouchard. Ce dernier acte de prudence ne peut être expliqué, que par la crainte qu'il avait d'être attaqué le 27 et de voir ses parcs compromis, dans une retraite, par un défilé. Mais dans

ce cas, pourquoi entasser ses troupes dans ce défilé, sans se faire absolument garder sur la gauche. Par cette négligence, il s'exposait à être surpris et enveloppé dans la vallée de l'Aube. En effet ce fut la certitude que le prince de Schwarzenberg acquit, qu'il n'y avait pas un seul poste français sur les hauteurs de Vernonfait, qui le décida à modifier son premier projet, et le plan qu'il adopta aurait pleinement réussi, sans le hasard qui amena des fourrageurs français de ce côté.

Le premier mouvement du duc de Reggio, dépourvu d'artillerie, aurait dû être, de masquer la retraite de ses troupes, en se contentant de jeter une ou deux brigades sur les hauteurs, pour la couvrir. Mais, puisqu'il se détermina à accepter le combat, il aurait dû mieux profiter des chances qui se présentèrent à lui. Que faisaient les deux divisions de cavalerie du général St.-Germain dans le vallon? au lieu de laisser la brigade du général Ismert s'épuiser en vains efforts sur les batteries, il aurait mieux valu faire entrer en ligne plus de deux mille cinq cent chevaux, qui restèrent inutiles. Lorsque les deux régimens de cavalerie russe de la colonne du prince de Gorczakow, eurent été dispersés, que l'infanterie était ébranlée et que le général Wittgenstein craignit lui-même pour la division Pisznitzki isolée, contre le bois de Levigny; alors une charge à fond des deux corps de cavalerie, appuyés par de l'infanterie, en faisant entrer en ligne une brigade de la division Rothem-

bourg, aurait décidé le combat en notre faveur. La colonne du prince Gorczakow était culbutée dans le vallon d'Arentière, la division Pisznitzky, à moitié enveloppée était fortement compromise, et l'inutile diversion du général Pahlen s'en allait en fumée. Sans nous arrêter à discuter la question, au moins oiseuse, de savoir si le duc de Reggio craignît ou non de hasarder les gardes nationales du général Pacthod en ligne, nous disons que le duc de Reggio ne pouvait pas se dispenser de faire garder le pont et le gué de Dolencourt. Seulement, il paraît que, dès l'instant où il savait que l'ennemi cherchait à le tourner par sa gauche, il devait faire passer l'Aube à une des brigades de cette division et faire occuper le bois en face du pont, afin d'empêcher l'ennemi de venir menacer la route de Brienne (*).

Les dispositions du prince de Schwarzenberg, sont loin d'être exemptes de blâme. On y voit au contraire l'empreinte du stratégicien timide, qui marche en tâtonnant et ne sait pas prononcer un

(*) Nous ne pouvons nous empêcher de relever une observation tout-à-fait singulière. On a dit que le duc de Reggio, en enlevant les dernières sommités de Vernonfait, saisit la clé des belles positions de Colombey. Il suffit que le lecteur jette les yeux sur la carte, pour apercevoir le ridicule de cette assertion. Les sommités de Vernonfait n'ont rien de commun avec la position de Colombey-les-deux-Eglises, qui est à trois lieues de là et dans une autre direction. Vernonfait est la clé de la position qu'avait prise le duc de Reggio, et c'est cette clé qu'il a négligé d'occuper le 26 et dont il n'a pas pu se rendre maître le 27, ainsi que le démontre le récit du combat.

mouvement. Il savait que le duc de Reggio avait entassé ses troupes dans le vallon d'Ailleville, sans être gardé à sa gauche, ce fut ce motif qui le décida à chercher à envelopper le 7e corps. Il lui était bien aisé de concevoir que dans cette position, attaqué en flanc, le duc de Reggio ne s'aviserait pas de déboucher par le vallon de Bar: pourquoi donc laisser tant de troupes devant la ville? Une division et quelque cavalerie, suffisaient pour tenir le 2e corps en échec. Débouchant alors sur les hauteurs d'Arentières, avec plus de quarante mille hommes, il pouvait porter une masse imposante entre Vernonfait et le bois de Levigny, et atteindre Arsonval par un chemin bien plus court. Il n'employa que seize mille hommes d'infanterie à ce mouvement, et l'occupation du coteau de Malepin l'ayant forcé de déployer le corps de Gorzakow à l'aile gauche, il dut rester une lacune entre ce corps et la division Pisniztzky. Il ne pouvait pas deviner que le duc de Reggio n'aurait pas d'artillerie, qu'il n'emploierait pas la moitié de sa cavalerie, et qu'il ne saurait pas profiter des avantages remportés par les brigades Montfort et Pinteau. Cependant cette faute grave sauva seule le corps de Wittgenstein d'une défaite, qui aurait forcé le prince de Schwarzenberg à se retirer sur Colombey.

Le même jour le duc de Tarente continua son mouvement vers l'Aube. L'empereur Napoléon avant de quitter Troyes, lui avait confié le commandement de toute les troupes destinées à

défendre l'Aube, en lui donnant l'ordre de se rendre maître de la Ferté et de rechasser entièrement l'ennemi à la rive droite. D'après ces dispositions, le duc de Tarente dirigea le général Milhaud, le 27, dès le matin, par Fontette sur la Ferté, avec les divisions Piré et Briche et la brigade Simmer de la division Brayer. Le restant de cette division et celle du général Amey, qui étaient plus en arrière suivirent le mouvement. Le général Albert, qui était à Mussy-l'Evêque, avec sa division et celle de dragons du général Lhéritier, fut rappelée sur Fontette. Pendant ce temps, le prince de Wurtemberg s'était mis en mouvement de Château-Vilain et Blessonville, se dirigeant à la Ferté avec son corps. Ayant trouvé cette ville dégarnie de troupes, il ne jugea pas nécessaire d'attendre sa jonction avec le corps de Giulay. Il passa donc l'Aube, avec sa cavalerie et la division de grenadiers du général Klenau et s'avança vers Fontette. A la hauteur de Villard, le général Milhaud rencontra la cavalerie ennemie, et ayant déployé ses divisions engagea une vive canonnade. La division Wurtembergeoise se replia sur son infanterie, et bientôt après les divisions Brayer et Amey étant arrivées, le prince royal se vit forcé de repasser l'Aube. Il fit détruire le pont de la Ferté et son corps campa sur les hauteurs en face de la ville.

Le soir, le 11e corps et le 5e de la cavalerie furent réunis sur les hauteurs, entre Villard et la

Ferté. Cette position était bonne et le but que devait se proposer le duc de Tarente, celui de défendre l'Aube, aurait été rempli, s'il eût fait rompre le pont de Silvarouvre, et achever la destruction de celui de la Ferté, que l'ennemi n'avait pas eu le temps de compléter. Mais il paraît qu'il croyait avoir à agir offensivement et devoir passer l'Aube; il se contenta donc de faire barricader le pont de Silvarouvre. Cependant on avait entendu à la Ferté le canon de Bar-sur-Aube, et il importait au duc de Tarente de connaître l'événement de ce combat, avant de décider ses opérations ultérieures. Dans la nuit, il reçut l'ordre d'envoyer la division Amey et une brigade de cavalerie à Troyes, pour la garde du parc. Le départ de ces troupes qui réduisait son corps à huit mille hommes, dont moitié seulement d'infanterie, décida le duc de Tarente à hâter sa jonction avec le duc de Reggio, afin de prendre le commandement en chef de l'armée et disposer la défense de l'Aube.

Le 28, au point du jour, le duc de Tarente, laissant devant la Ferté le général Milhaud avec les divisions Boyer, Piré et Briche, se replia avec les divisions Albert et Lhéritier à Fontette, d'où il poussa des reconnaissances dans la direction de Clairvaux et Bar. Ses reconnaissances ayant rencontré les avant-postes des corps de Wrede et de Wittgenstein, il ne put douter de l'évacuation de Bar. Il se décida alors à se diriger sur Vitry-le-Croisé, afin de joindre le duc de Reggio à Van-

dœuvres. Le parti qu'avait pris le duc de Tarente de retirer une partie de ses troupes à Fontette, afin d'observer l'ennemi qui pouvait déboucher de Clairvaux, était le seul qu'il pût prendre, dans l'incertitude où il était sur la position du duc de Reggio. Mais il n'en est pas de même de son mouvement vers Vitry-le-Croisé. Il laissait le général Milhaud exposé devant la Ferté, non-seulement à une attaque de front, mais à être tourné par le seul débouché de retraite qu'il eût. En effet, si le mouvement du duc de Tarente à Vitry-le-Croisé n'eût pas été contrarié, le général Milhaud était compromis.

Cependant le prince royal de Wurtemberg, qui s'attendait à être attaqué au jour, voyant que les troupes françaises ne faisaient aucun mouvement, se décida à exécuter l'ordre qu'il avait reçu, d'attaquer lui-même. Il ordonna au général Giulay de forcer le passage de l'Aube à la Ferté et à Silvarouvre, tandis que lui-même, réunissant son corps à Clairvaux, se dirigerait à St.-Usage et Fontette. Le général Giulay destina le général Fresnelle avec la brigade Pfluger, à canonner la Ferté et occuper le bataillon qui défendait le pont, par une fausse attaque. La division Hohenlohe avec la brigade Czollich et la cavalerie, furent chargées de forcer le pont de Silvarouvre, défendu également par un bataillon. Vers huit heures du matin, la canonnade s'engagea devant la Ferté, mais les troupes autrichiennes, qui devaient gagner Silva-

rouvre, n'y arrivèrent que vers une heure après midi, embarrassées par la pesanteur de leur marche, dans les traverses où elles étaient engagées. Une vive canonnade fut ouverte contre le pont, sans pouvoir éteindre le feu des douze pièces françaises qui y répondaient. Alors le général Giulay fit former les six bataillons de la brigade Czollich en colonnes et les lança vers le pont. Le feu bien nourri du bataillon français qui le défendait, fit éprouver une grande perte à l'ennemi, mais ne put l'empêcher de forcer les barricades. Le général Giulay fit alors déboucher ses troupes par le pont et s'avança vers Villard, sous la mitraille des batteries de la division Brayer. Presqu'en même temps le passage fut forcé à la Ferté, par le général Fresnelle. Ayant garni les bords de l'Aube de tirailleurs, il parvint à obliger les batteries françaises à s'éloigner, et profita de ce mouvement rétrograde pour faire réparer le pont, sur lequel il se porta en colonne. Le général Milhaud, voyant le passage de l'Aube forcé sur deux points, ne jugea pas à propos de se compromettre, en soutenant un combat contre des forces aussi supérieures. Il se mit en retraite par la forêt de Clairvaux et rejoignit à Fontette le duc de Tarente; la retraite de nos troupes ne fut suivie que par les cosaques de Seslawin, qui s'étaient réunis le matin à Giulay. Le duc de Tarente avait commencé, ainsi que nous l'avons dit plus haut, son mouvement vers Vitry-le-Croisé, mais à peine eut-il dépassé

St.-Usage qu'il se trouva en présence du corps de Wurtemberg, dont la cavalerie débouchait le long de la forêt de Clairvaux. Le duc de Tarente retourna à Fontette pour recueillir le général Milhaud, et les Wurtembergeois contenus restèrent en présence. Le combat de la Ferté nous coûta environ trois cents hommes, des bataillons qui défendaient les ponts et quelques traîneurs qui furent pris. L'ennemi perdit plus du double.

Le duc de Tarente ayant appris alors le résultat du combat de Bar-sur-Aube, se décida à continuer sa retraite pendant la nuit. Au point du jour le 11ᵉ corps et la cavalerie arrivèrent à Bar-sur-Seine.

Le duc de Reggio était venu prendre position à Vandœuvres, occupant Magny-le-Fouchard par une arrière-garde. Le prince de Schwarzenberg suspendit son mouvement au-delà de l'Aube, jusqu'à ce qu'il sût le résultat de l'attaque du prince de Wurtemberg, et se contenta d'étendre ses troupes le long de la rivière. A ce motif, à peine plausible, il faut en ajouter un autre; c'est que le prince était inquiet des progrès du duc de Castiglione et qu'on lui avait fait croire que Napoléon marchait sur Dijon. Un des corps d'infanterie du général Wittgenstein occupa Dolencourt et l'autre Trannes. La cavalerie du général Pahlen s'avança à Dienville, poussant des reconnaissances vers Piney. La cavalerie du général de Wrede était en partie devant Bar, et en partie près d'Ailleville : l'infanterie dans la plaine entre Bar et Voigny; les

réserves restèrent à Langres. Ce jour-là, le corps de Wittgenstein reçut un nouveau renfort de quatre bataillons.

Le 1er mars, le duc de Tarente prit position à la gauche de la Seine, étendant son aile gauche vers Fouchère. La division Brayer, avec une partie de la cavalerie, resta sur les hauteurs en avant de Bar-sur-Seine. Le corps de Wurtemberg vint à Noce; celui de Giulay à Essoyes, ayant son avant-garde à Landreville; les cosaques de Seslawin se jetèrent du côté de Gyé. Le prince de Schwarzenberg, afin de s'assurer de la force et de la position des troupes qu'il avait devant lui, ordonna une reconnaissance générale. Cette reconnaissance, où il employa la cavalerie des corps de Wittgenstein et de Wrede, se fit sur deux colonnes. Celle de droite composée de la cavalerie du général Pahlen s'avança par Amance sur Val-Suzenay et Vauchonvilliers. Celle de gauche, formée par la cavalerie austro-bavaroise, sous les ordres du général Frimont, suivit la route de Spoy. Une brigade d'infanterie russe fut poussée en avant de Dolencourt vers Magny-le-Fouchard. A l'approche de l'ennemi, le général Gérard fit occuper le bois de Val-Suzenay et porta la cavalerie du général St.-Germain au-devant de celle du général Pahlen. La canonnade s'engagea aussitôt et continua jusqu'à ce que le général Pahlen, laissant son infanterie à Vauchonvillers, s'étendit par sa droite, et parut avoir le dessein de gagner Villeneuve-

Mesgrigny, et s'emparer du passage de la Barse, près de Moustier-Amey. Ce mouvement inquiéta le duc de Reggio, qui se décida à la retraite. Ses deux corps et la cavalerie prirent position en arrière de Lusigny; l'arrière-garde resta à Moustier-Amey. La cavalerie du général Pahlen vint à Villeneuve-Mesgrigny et le général Frimont à Vandœuyres; le corps de Wrede resta à Bar-sur-Aube; celui de Wittgenstein vint à Dienville. Les réserves russes s'avancèrent à Chaumont.

Le 2, le prince de Wurtemberg, continuant son mouvement, se présenta de front devant Bar-sur-Seine. Le général Giulay, qui avait fait réparer pendant la nuit le pont de l'Ource à Celles, le fit passer par la division Fresnelle, tandis qu'une brigade d'infanterie allait occuper les hauteurs de Polizot. Le général Brayer défendit vivement, contre la division Fresnelle, le pont de la papeterie, et lorsqu'il fut forçé, se renferma dans Bar dont il barricada les portes. Les colonnes d'attaque de l'ennemi se présentèrent bientôt devant la ville et parvinrent à enfoncer la porte de Châtillon à coups de canon. Alors le général Brayer, pour ne pas compromettre les habitans, l'évacua et se retira à Virey, où il passa la petite Barse et suivit la retraite du 11ᵉ corps. La division Albert prit position à St. Parre-les-Vaudes; la division Brayer en seconde ligne au pont de l'Hozain, aux Maisons-Blanches; la cavalerie resta entre Fouchers et Rumilly, pour recueillir la brigade de la division

Albert, qui était restée derrière la petite Barse. Le combat de Bar-sur-Seine, coûta plus de cinq cents hommes à l'ennemi; nous n'en perdîmes qu'une centaine. Les corps de Giulay et de Wurtemberg restèrent à Bar-sur-Seine.

Le prince de Schwarzenberg, ayant enfin appris positivement, que l'empereur Napoléon marchait vers la Marne, crut pouvoir s'avancer à Troyes. Il en donna en conséquence l'ordre à son armée. Le duc de Reggio s'était replié à Troyes, mais il avait laissé derrière le pont de la Guillotière, le 2e corps et la division Rothembourg, pour défendre ce passage. La cavalerie du général Pahlen avait suivi notre arrière-garde jusqu'à Courteranges; là il reçut l'ordre de se rabattre par Gérodot sur Doches et de s'y établir, afin de menacer la position de la Guillotière à dos, et couvrir la marche du corps de Wittgenstein. En faisant ce mouvement, le général Pahlen hasarda, par un détachement, une entreprise sur Laubressel; il y fut vertement repoussé. Le général Frimont vint à Moustier-Amey. L'infanterie du corps de Wrede à Vandœuvres. Celle du corps de Wittgenstein à Piney.

Le 3, le prince de Schwarzenberg ordonna l'attaque des positions de la Barse. Le corps de Wittgenstein devait se déployer sur les hauteurs de Mesgnil-Sellières, et attaquer la Guillotière à dos; en même temps il devait occuper Laubressel pour se lier avec les Bavarois. Le corps de Wrede

devait attaquer par la grande route, occuper le bois de Courteranges et chercher à passer la Barse près de la Rivour, pour communiquer avec le général Wittgenstein. Pour favoriser les opérations de ses collègues, le prince de Wurtemberg devait s'avancer sur Troyes, le long de la Seine. Cette triple attaque devait se faire à une heure après-midi.

Les corps du duc de Reggio occupaient les positions suivantes : la division Duhesme, entre la grève et la grande route; la division Hamelinaye, commandée par le général Jarry, de l'autre côté de la route; la division Rothembourg, sur le plateau de Laubressel; la cavalerie du général Saint-Germain, à St.-Parre-aux-Tertres; le 7e corps et la cavalerie du comte de Valmy, en avant de Pont-St-Hubert. Le général Sébastiani défendait la ville de Troyes, avec la division Amey. Il était difficile que le duc de Reggio pût prendre une position plus vicieuse. Ses deux corps étaient placés sur deux directions différentes et sans aucune liaison entre eux. Il n'ignorait cependant pas qu'il pouvait être attaqué par les deux rives de la Barse, puisqu'un corps ennemi occupait déjà Piney. Il lui était donc facile de prévoir, que s'il n'occupait pas Bouranton, point intermédiaire entre ses deux ailes, le corps du général Gérard serait tourné et courrait risque d'être fortement compromis. Quel besoin avait-il de tenir plus de dix mille hommes d'infanterie et ses plus vieilles troupes, à Pont-

Hubert? En détruisant le pont, une division aurait suffi à la rive gauche pour couvrir Troyes de ce côté, et il pouvait occuper Bouranton avec ses trois brigades d'Espagne. Certes qu'alors le général Wittgenstein aurait reçu une leçon sévère, et que son généralissime aurait appris, qu'il ne faut pas faire des diversions aussi mal combinées, que celle qui lui réussit par la faute du duc de Reggio. Dès le matin, le général Pahlen se mit en mouvement de Doches et se porta sur Laubressel, où il s'engagea avec la division Rothembourg. Ne croyant pas pouvoir se rendre maître du village, il se contenta de le faire observer par la brigade Wlastow et deux régimens de cavalerie. Le général Rüdinger, avec trois régimens de hussards et les cosaques, gagna Bouranton qui n'était pas occupé, et de là poussa à la grande route vers Tennelière. Il y rencontra un parc, qui retournait à Troyes presque sans escorte et s'en empara. Mais lorsqu'il faisait ses dispositions pour l'emmener, le général St-Germain arriva avec sa division de cuirassiers et en deux charges vigoureuses le culbuta sur Bouranton, où il prit position. L'ennemi resta cependant maître de quarante-cinq chevaux et d'environ cent prisonniers. Le général Gérard qui était malade à Tennelière, pensa être pris dans ce désordre, par un parti de cavalerie qui se glissa jusque-là.

Vers une heure après-midi, le corps de Wittgenstein se déploya sur la hauteur de Mesgnil-Sel-

lières. Mais il ne se mit en mouvement que vers trois heures, lorsque le général de Wrede, s'étant déployé lui-même à la tête du bois de Courteranges engagea la canonnade avec la division Duhesme. Alors le général Wittgenstein s'avança en deux colonnes. Celle de droite composée des deux divisions du prince Eugène de Wurtemberg se dirigea par la gauche de Bouranton vers les hauteurs de Tennelière, couverte à droite par la cavalerie du général Rüdinger. Celle de gauche, composée du corps de Gorczakow, se dirigea sur Laubressel, couverte à gauche par la cavalerie que le général Pahlen avait laissée de ce côté. A l'approche de l'ennemi, la cavalerie du général St-Germain vint prendre position à la gauche de la division Rothembourg. Celle du comte de Valmy, qui d'abord avait remplacé le général St-Germain à St-Parre, vint se placer en face de Bouranton. Le combat s'alluma avec vigueur à Laubressel et se soutint pendant près de deux heures. Le prince Gorczakow éprouva les plus grandes difficultés à s'approcher du village; il n'osait pas s'étendre par la droite, de crainte d'être chargé par les divisions du général St-Germain. Pendant ce temps le prince Eugène de Wurtemberg essayait de gagner les hauteurs de Tennelière, à la faveur de la cavalerie du général Rüdinger. Mais plusieurs charges très-vives de celle du comte de Valmy l'arrêtèrent près de Bouranton.

Enfin le général Gérard, ne se voyant pas sou-

tenu, craignit d'être tourné et ordonna la retraite. La division Rothembourg se replia en bon ordre, appuyée par la division Jarry, et toutes deux prirent p sition à St.-Parre-aux-Tertres, couvertes par la cavalerie et l'artillerie. La division Duhesme resta seule en position à la Guillotière, n'ayant pas reçu l'ordre de se retirer. Le général de Wrede, qui n'avait pas pu faire passer la Barse, ni à la Rivour, ni à Courteranges, où cette rivière est trop marécageuse, avait jusque-là borné son attaque à une forte canonnade. Mais voyant les succès du général Wittgenstein il se décida à faire emporter le pont de vive force et y dirigea une colonne d'infanterie. Le général Duhesme soutenait le combat avec vigueur, lorsque le général Gérard ayant jeté en avant par échelons quelques pelotons d'infanterie, lui fit parvenir l'ordre de se retirer. Il se mit en mouvement, mais assailli en queue par les Bavarois, et menacé sur la grande route par les Russes qui entraient à Tennelière il fut obligé de défiler le long de la Barse. Il arriva cependant à St.-Parre-aux-Tertres, sans avoir perdu plus de quatre cents hommes et deux canons.

Le prince royal de Wurtemberg fit peu d'efforts à la gauche de la Seine. Il se contenta de suivre le 11ᵉ corps, qui se replia à Troyes. Une division resta aux Maisons-Blanches, appuyée par la cavalerie placée en échelons jusqu'à Troyes.

A l'extrême gauche le 7ᵉ corps n'eut à faire qu'à quelques partis de cosaques.

Le combat de Laubressel nous coûta environ douze cents hommes, dont trois cents prisonniers et trois canons. L'ennemi en perdit au moins autant. Le soir, le corps de Wittgenstein bivouaqua entre Bouranton et Tennelière, ayant des partis à Creney. Le corps de Wrede resta à la gauche de la Barse. Les corps de Giulay et Wurtemberg prirent position à Vaudes, et leurs avant-postes en face des Maisons-Blanches. Le chef de cosaques Platow fut envoyé, pour couvrir la droite de l'armée austro-russe, par Arcis à Sézanne, dont il enleva les faibles garnisons.

CHAPITRE V.

Les Coalisés rentrent à Troyes.—Le duc de Tarente se replie sur Nogent. — Fin des négociations pour l'armistice. — Le duc de Tarente repasse la Seine. — Réflexions sur la conduite du prince de Schwarzenberg. — Opérations sur l'Aîne. — Reprise de Reims par les Russo-Prussiens. — Combat de Reims, le 13 mars.—Mouvement de Blücher.

Le 4 mars, le duc de Tarente, ayant continué son mouvement, arriva sous les murs de Troyes. Ayant ainsi réuni les différens corps qui devaient passer sous ses ordres, il en prit le commandement en chef. Leur force totale, après les combats qu'ils avaient soutenus, était réduite à environ trente-deux mille hommes, dont plus de neuf mille chevaux. Son premier soin fut de faire ses dispositions de retraite sur Nogent. Acculé à la ville et menacé de trois côtés, il ne lui était plus possible de songer à recevoir une bataille, qu'il lui aurait fallu livrer sur les deux rives de la Seine. Dans la nuit, le grand parc et les ambulances furent éva-

cués. Le général Gérard fut chargé de défendre la position de St.-Parre-aux-Tertres, d'abord et la ville de Troyes ensuite, assez de temps pour que le 11e corps ait celui de retirer ses troupes avancées de Maisons-Blanches, et de dépasser la ville. Le 7e corps repassa la Seine à Pont-Hubert et détruisit le pont. De son côté, le prince de Schwarzenberg, plus confiant lorsqu'il avait à faire aux lieutenans de l'Empereur, avait décidé de se rendre maître de Troyes ce jour là. Il donna en conséquence l'ordre aux corps de Wrede et de Wittgenstein, d'attaquer par la rive droite de la Seine, tandis que le prince royal de Wurtemberg attaquerait à la rive gauche avec ses deux corps.

Vers huit heures du matin, le prince Eugène de Wurtemberg, avec ses deux divisions russes et quatre bataillons bavarois, ouvrit l'attaque sur la position de St.-Parre. Dans le même moment, l'évacuation de Troyes étant achevée, la cavalerie du comte de Valmy traversa la ville et fut prendre position sur la grande route, à la hauteur de la chapelle St.-Luc. Le général Milhaud réunit la sienne et tourna Troyes pour aller prendre position sur la route de Pavillon, à la hauteur du comte de Valmy. Le 11e corps se réunit sur la route de Bar-sur-Seine, à la tête du faubourg. Le général Gérard soutint le combat jusqu'à onze heures. Alors le 7e corps étant sorti de Troyes, et le 11e se mettant en mouvement pour tourner les

faubourgs, le général Gérard se replia d'abord derrière la Seine, puis dans le faubourg St.-Jacques. De là il envoya proposer au général de Wrede, de remettre la ville dans six heures; mais celui-ci affectant la hauteur d'un conquérant, ne voulut en accorder qu'une et le combat continua. Le prince Eugène de Wurtemberg, retenu à la tête du faubourg St.-Jacques, prit le parti de diriger une colonne à gauche pour s'introduire le long du canal. Ce mouvement obligea le général Gérard à repasser le second bras de la Seine, et à se retirer en ville. Le 11ᵉ corps et le 5ᵉ de cavalerie étaient en pleine marche sur la route de Pavillon; le 7ᵉ et le 6ᵉ de cavalerie étaient réunis vers la chapelle St.-Luc. L'ennemi étant arrivé à la tête du faubourg, tant sur la route de l'Aube que sur celle de Bourgogne, établit des batteries d'obusiers, fit bombarder la ville et envoya sommer le général Sébastiani. Celui-ci ayant répondu que l'évacuation s'achevait, le feu cessa et les troupes françaises sortirent de la ville, laissant derrière elles toutes les avenues barricadées.

Les troupes coalisées embarrassées par ces obstacles, mirent beaucoup de temps à traverser la ville. Elles débouchèrent enfin vers le soir, et la cavalerie des corps de Wittgenstein et de Wrede s'avança sur la grande route de Nogent. Le duc de Reggio, ayant négligé de laisser une arrière-garde vers la Chapelle-St.-Luc, la cavalerie ennemie arriva inopinément à la queue des corps du

comte de Valmy et du général St.-Germain, qui étaient en colonne de marche. Cette apparition subite causa un instant du désordre; mais la bonne contenance de l'infanterie ayant arrêté l'ennemi, la cavalerie se rallia en gagnant du terrain, et la retraite continua en ordre. La cavalerie française s'arrêta aux Grez : les 2e et 7e corps occupèrent Châtres et Mery; le 11e et le 5e de cavalerie vinrent vers St.-Martin-le-Bosnay; une brigade de la division Pacthod occupa Bray. Le corps du général de Wrede s'établit à Troyes, le général Frimont avec la cavalerie était devant les Grez. Le corps de Wittgenstein campa près de la Chapelle-St.-Luc; le général Pahlen près de Malmaison. Le prince de Wurtemberg, avec ses deux corps, resta à la tête des faubourgs sur la route de Sens; son avant-garde poussa vers St.-Liébault.

Le retour des coalisés à Troyes fut marqué par quarante-huit heures de pillage, et des excès qui l'accompagnent. Le prétexte de ces horreurs fut que les habitans s'étaient réjouis le 23 février de revoir l'armée française dans leurs murs.

Le 5, le duc de Tarente réunit son armée devant Nogent; l'arrière-garde resta en avant de Pont-sur-Seine, à Crancey et St.-Hilaire. Le général Allix qui s'était approché de Châtillon-sur-Seine, lorsque l'armée française s'avança sur l'Aube avait été obligé de se replier sur Auxerre. Là, il essaya d'organiser la levée en masse du département de l'Yonne. Le tocsin sonna dans les com-

munes, et la population, répondant patriotiquement à cet appel, se réunit en foule. L'intention du général Allix était de marcher sur Sens, avec cette levée en masse. Mais d'une part, le ministre de la guerre (le général Clarke) n'avait pas envoyé les cadres des six bataillons de ligne, qui avaient été destinés à son organisation. D'un autre côté, la division de Lichtenstein s'approchait d'Auxerre, tandis que l'avant-garde du prince royal de Wurtemberg touchait aux portes de Sens. Le général Allix se vit obligé de licencier la levée en masse, et de s'enfermer à Auxerre avec deux mille hommes d'infanterie et trois cents chevaux.

Le prince de Schwarzenberg ne fit pas un grand mouvement. Le corps de Wittgenstein s'avança à Châtres, où il se cantonna; son avant-garde vint occuper Rumilli, Pars et St.-Martin-le-Bosnay. Le corps de Wrede s'avança à Echemine, Pavillon et Prunay; le général Frimont à Avon-la-Pèze. Les corps de Giulay et de Wurtemberg, et les réserves autrichiennes se cantonnèrent autour de Villeneuve-l'Archevêque et de St.-Liébault; l'avant-garde poussa jusque près de Sens. Ce jour-là, les conférences de Lusigny furent rompues. Les coalisés n'avaient jamais voulu d'armistice, et leur projet, en le demandant, n'avait été que de gagner du temps, et de tromper l'opinion publique par l'apparence de la modération. Les commissaires s'étaient accordés pour les limites du nord, mais les prétentions des coalisés, au midi, étaient d'une

exagération qui en prouvait la mauvaise foi. Ils entendaient qu'on mît en leur possession tout le cours de la Saône et du Rhône, et le département du Montblanc; c'était demander également l'armée d'Italie.

Le séjour du prince de Schwarzenberg à Troyes, fut marqué par une proclamation, qu'il suffit de rapporter textuellement pour la faire juger (*). Elle appartient à l'histoire, comme un monument irréfragable du véritable caractère de la guerre qu'on nous faisait, et de l'esprit de ceux qui la dirigeaient. La date en est également précieuse; sans elle on pourrait se croire au 4e siècle. L'ordre du jour qui suit cette proclamation, ne peut être considéré que comme une manière de faire de l'argent, en abandonnant le sort des communes à la rapacité des chefs de détachemens isolés, qui ont assez souvent prétexté d'avoir reçu les coups de fusil qu'ils faisaient tirer. Au reste, cette pièce produisit l'effet qu'on devait en attendre; elle alluma l'indignation de tous les Français qui conservaient quelque sentiment d'honneur et de patriotisme. Une violation aussi outrageante des droits les plus sacrés des nations aurait reçu sa punition, sans la catastrophe qui livra la capitale et mit les dépositaires du pouvoir à la disposition de la coalition.

Le 6, le duc de Tarente fit passer la Seine au 7e corps, et l'établit sur les hauteurs de Meriot

(*) Voyez *Pièces justific.*, XXIX.

avec la cavalerie du général Milhaud et du comte de Valmy; le général Gérard, avec la cavalerie du général St.-Germain et le 2e corps, restèrent en arrière-garde à Nogent, la Chapelle et St.-Aubin. La division Pacthod s'étendit sur la Seine, ayant une brigade à Bray, et une à Montereau ; la troisième escorta les parcs par Provins et Nangis. Le 11e corps se rapprocha de Bray. Le corps de Wittgenstein s'avança à Pont-sur-Seine et Rumilly; son avant-garde à Marnay, et devant St.-Aubin. Le corps de Wrede occupa Trainel, poussant son avant-garde devant Bray. Le prince royal de Wurtemberg vint occuper Sens, où les habitans le reçurent en tremblant de se voir exposés à de nouvelles dévastations ; son avant-garde vint à Pont-sur-Yonne ; le corps de Giulay resta à St.-Liébaut et Villemaur.

Le 7, le duc de Tarente retira son avant-garde derrière la Seine. Le pont de Nogent fut rompu, et le faubourg de la rive droite occupé. L'armée du prince de Schwarzenberg resta, jusqu'au 10 mars, dans les positions que nous venons d'indiquer, et y resta d'autant plus tranquille, que sur la proposition du général Gérard, l'inutile fusillade qui s'était établie à Nogent, cessa de part et d'autre.

Le lecteur sera sans doute étonné de voir une armée de cent mille hommes, contente d'être venue en huit jours de Bar-sur-Aube à Nogent, et d'avoir fait reculer vingt-cinq mille hommes devant elle, s'arrêter tout-à-coup pour se reposer. Nous

nous dispenserons de répéter toutes les gloses que l'auteur prussien de cette campagne (M. Plotho) rapporte dans son ouvrage, et qu'on a pris pour des projets présentés au prince de Schwarzenberg. Elles ne sont, dans le fait, que la répétition des propos que la mauvaise humeur des Prussiens leur faisait tenir contre le prince généralissime. Sans doute, que le prince de Schwarzenberg a conduit sa nombreuse armée avec une grande circonspection, peut-être même avec timidité; mais le parallèle entre lui et le maréchal Blücher, ne peut pas servir à établir une grande supériorité de talens stratégiques, en faveur de ce dernier. Rien ne peut excuser le général prussien de l'étourderie et de l'incohérence de ses opérations pendant cette campagne. La bataille de Laon a même fait voir qu'il savait aussi peu profiter d'un avantage que se préserver d'un désastre. Le prince de Schwarzenberg marchait en tâtonnant, et plusieurs motifs pouvaient l'y déterminer. Nous ne parlerons pas des motifs politiques; personne n'ignore que le gouvernement autrichien n'a pris part à la coalition, que par des vues d'agrandissement, et que la déposition de l'empereur Napoléon n'entrait dans ses vues, qu'autant qu'elle serait un obstacle à cet agrandissement. Ce gouvernement n'avait donc pas un intérêt bien direct à faire prendre à ses armées une initiative prononcée, qui pouvait le conduire à les compromettre. Mais le prince de Schwarzenberg avait encore d'au-

tres motifs, qui étaient d'un grand poids à ses yeux. D'abord, il n'avait pas encore de nouvelles du résultat de l'expédition du maréchal Blücher, et tant qu'il ignorait que l'heureux accident de Soissons avait assuré sa jonction avec Bülow et Winzingerode, il pouvait bien la regarder comme une caravane. Si les Prussiens avaient rencontré devant Soissons les obstacles qui amenèrent la capitulation de Lübeck, il était indubitable que Napoléon revenait sur la Seine. Alors le prince de Schwarzenberg devait craindre, en s'aventurant au-delà de Provins, de le rencontrer en prêtant le flanc. Cent mille hommes ne paraissaient pas suffisans pour résister à ce choc; tant le moindre mouvement du lion blessé et affaibli faisait encore trembler ses ennemis! La seconde inquiétude du prince de Schwarzenberg était excitée par l'armée du duc de Castiglione. Tant qu'il ne serait pas maître de Lyon, il craignait toujours pour sa base d'opération. La troisième enfin, étaient causée par la levée en masse qui commençait à se développer sur les derrières de l'armée, et à intercepter les convois, les courriers et les petits détachemens. Animés par le double stimulant du patriotisme et de la vengeance, contre des troupes mal disciplinées qui portaient partout le pillage, l'incendie et une grossièreté révoltante, elle devait augmenter tous les jours. Le prince de Schwarzenberg, au milieu d'un pays ruiné, et où son armée portait déjà la peine de ses dévastations, devait craindre de la voir se

détruire par les effets d'une disette, à laquelle les troupes allemandes savent si peu résister. Aussi jetait-il des regards inquiets derrière lui, et, sous ce rapport, on peut attribuer sa proclamation de Troyes à la peur plus qu'à la barbarie, dont on ne peut personnellement pas l'accuser.

Nous avons laissé l'empereur Napoléon le 11, en position devant Soissons, avec les corps qu'il avait ramenés de Laon. Le duc de Raguse s'était établi aux environs de Fismes. Le premier soin de Napoléon fut de réorganiser son armée, dont les divisions, déjà affaiblies, avaient beaucoup souffert depuis le 26 février. Les corps du prince de la Moskowa et du duc de Bellune, et la division Poret de Morvan furent dissous et réorganisés en deux divisions, que commandèrent les généraux Curial et Charpentier. On en tira également la garnison de Soissons, qui fut portée à trois mille deux cents hommes, et dont le commandement fut confié au chef de bataillon Gérard, du 32e. Cet officier justifia parfaitement le choix qu'on avait fait de lui. Environ six cents hommes de la jeune garde, furent également envoyés tenir garnison à Compiègne, sous les ordres du major Ottenin. Pendant son séjour à Soissons, l'armée reçut un renfort, qui, à raison de sa faiblesse numérique, n'avait de valeur, que par la qualité des troupes qui le composaient. Il consistait en une division de dix-sept cents chevaux en escadrons de marche, dont le commandement fut donné au

général Berckeim ; un régiment de six cents lanciers polonais, qui fut réuni à la division Pacz ; et le régiment de la Vistule, qui passa dans la division Boyer de Rebeval.

Blücher ayant laissé reposer son armée le 11, sur le champ de bataille, se décida le 12 à lui donner des cantonnemens plus étendus. Le corps d'Yorck vint occuper Craone et Corbeny, ayant son avant-garde à Bery-au-Bac et Pont-à-Vaire ; le corps de Kleist occupa Bouconville et Chermisy ; le corps de Sacken, Chavignon ; celui de Langeron, Coucy ; celui de Bülow se mit en mouvement vers Compiègne ; celui de Winzingerode resta à Laon. Le maréchal Blücher semble avoir eu une velléité de gagner Paris, par la droite de l'Oise. D'après son ordre de mouvement du 12 au matin, le général Bülow devait emporter Compiègne, avec le secours du corps de Langeron, et ensuite se rendre maître des passages de Pont-St.-Maxence et de Verberie. Mais ce projet ne dura pas long-temps, car le corps de Bülow ne dépassa pas Noyon, et le restant de l'armée ne bougea pas de ses cantonnemens entre Laon et l'Aine, jusqu'au 18. Nous laisserons à de plus habiles que nous dans l'art des hypothèses, le soin de développer les motifs stratégiques de l'inaction, où resta l'armée russo-prussienne, après la bataille de Laon, dont ses bulletins ont fait tant de bruit. A en juger d'après les principes reçus jusqu'à ce jour, avec une armée aussi nombreuse, il ne devait pas cesser de serrer

l'armée française, soit pour l'acculer sur Paris, soit afin de la couper de cette capitale, si elle se portait vers la Seine pour joindre le duc de Tarente. Nous ne pousserons pas plus loin nos observations ; elles deviendraient plus fatigantes à force d'être obligés de les répéter ; la faute que nous relevons n'est pas encore la dernière de cette campagne.

A peine arrivé à Soissons, l'empereur Napoléon fut obligé de porter son attention sur Reims. Le général St.-Priest, qui de Coblentz avait, ainsi que nous l'avons vu, pris sa route par les Ardennes, était arrivé dans les premiers jours de mars à Vitry, avec son corps fort d'environ neuf mille hommes. Il y fut rejoint par le général Jagow, qui arrivait d'Erfurt avec la réserve du corps de Kleist, forte d'environ huit mille hommes (*). Le général St.-Priest crut ne pas pouvoir mieux utiliser les troupes qu'il avait sous ses ordres, qu'en allant occuper Reims, pour rétablir la communication entre les deux armées coalisées. Le 7 mars il pa-

(*) FORCE DU CORPS ENNEMI DEVANT REIMS.

	BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.
Général Jagow	12	8	7,200	1,200
8e corps russe, Gén. St.-Priest — Général Emmanuel		8		1,200
— Gavialew	7		4,000	
— Pillar	7		4,000	
Total	26	16	15,200	2,400

rut devant la ville, mais sans hasarder une attaque sérieuse; il se contenta d'incendier les fabriques, les usines et les maisons de plaisance situées sur les bords de la Vesle. Ce fut sa première victoire, après laquelle il fut s'établir à Beaumont-sur-Vesle et le général Jagow à Puisieux. Le général Corbineau, qui était resté à Reims avec cent chevaux, quelques gendarmes et les cadres de trois bataillons, se hâta d'avertir l'empereur Napoléon du danger qui le menaçait. Mais la faiblesse de l'armée française, qui alors se trouvait en présence du maréchal Blücher, ne permit pas à Napoléon de disposer d'autres troupes, que des gardes d'honneur du général Defrance. Encore ce dernier reçut-il l'ordre de ne pas dépasser Fismes, et de se contenter de pousser une de ses brigades à moitié chemin de Reims.

Le général St.-Priest, qui avait été autrefois français, ne tarda pas à se trouver d'intelligence avec quelques nommes qui, n'ayant rapporté que leurs corps en France, avaient laissé toutes leurs affections à l'étranger. Il connut bientôt et les revers du duc de Raguse, et la faiblesse de la garnison. Ce double motif le décida à tenter un coup de main; le jour en fut fixé au 12, et l'attaque préparée en trois colonnes. La première composée des troupes russes, trois bataillons prussiens et quatre bouches à feu, devait attaquer la porte de Rhetel (ou de Cérès). La seconde, de deux bataillons et deux obusiers avec cinquante chevaux,

devait attaquer la porte de Châlons. La troisième forte de six bataillons et un escadron avec dix bouches à feu, dont deux pièces de 12, devait forcer la porte de Paris. Le restant de la cavalerie forma sans bruit, dans la nuit du 11 au 12, l'investissement de la ville. Le 12, les colonnes d'attaque réunies à Cormontreuil se mirent en mouvement, vers trois heures du matin, et, un peu avant le jour, parurent aux portes de Reims. Elles furent forcées des trois côtés, malgré la résistance que le cadre du 5ᵉ bataillon de voltigeurs opposa au faubourg de Rhetel. Le général Corbineau, enveloppé d'ennemis, fut obligé de se cacher dans la ville. Le général Lacoste, qui devait commander la levée en masse, fut pris avec environ deux cent cinquante hommes et neuf bouches à feu. Le restant de la garnison, secondé par le dévoûment de la garde nationale, qui combattit avec valeur pour couvrir sa retraite, gagna la porte de Mars et se retira par la route de Laon. Le général Emmanuel la suivit et la harcela jusqu'à Neuvillette, où il rencontra le général Defrance, qui était accouru aux premiers coups de canon avec six escadrons de gardes d'honneur et le 10ᵉ de hussards. La cavalerie russe fut chargée et enfoncée, mais la présence d'un corps de quinze mille hommes arrêta court le général Defrance.

Le même soir l'empereur Napoléon fut prévenu de cet échec. Décidé à se rabattre sur les derrières de l'armée de Schwarzenberg, et voulant aussi

rallier à lui la division des Ardennes, il lui fallait se remettre en possession de Reims. Il ne balança pas à entreprendre cette opération, qu'on doit appeler hardie, car il ne pouvait pas deviner que Blücher, endormi sur ses lauriers, se contenterait de faire loger ses troupes dans les villages. Cependant il n'avait pas de choix, car il fallait arrêter les progrès des Austro-Russes, et le meilleur moyen d'y réussir était d'inquiéter, pour ses communications, un général très-prudent. Il destina à rester sous les murs de Soissons le duc de Trévise avec les divisions Christiani, Curial et Charpentier, les dragons du général Roussel, les lanciers du général Pacz et la brigade Curely de la division Berckeim, faisant environ onze mille hommes. Le duc de Raguse, avec le 6e corps et le 1er de la cavalerie, reçut l'ordre de se mettre en mouvement de Fismes le 13 au matin; les divisions Friant et Boyer de Rebeval et la cavalerie de la garde partirent dans la nuit pour se rendre à Reims. Cependant le général St.-Priest, maître de cette ville, avait aussi résolu de faire reposer ses troupes dans des cantonnemens. En partie par présomption, en partie par un effet de l'erreur dans laquelle l'entretenaient les rapports des Prussiens, qui annonçaient que l'armée française avait été anéantie à Laon, il ne crut pas à la possibilité d'être attaqué. Conservant la ville pour ses Russes, il ordonna à l'infanterie prussienne de s'étendre en cantonnemens depuis Cormontreuil jusqu'à Ronay, excepté

un bataillon qui devait occuper Sillery; la cavalerie devait la couvrir en occupant Junchery. Cette dernière y ayant rencontré les gardes d'honneur du général Defrance, on en prévint le général St.-Priest. Mais celui-ci, persuadé que ces troupes ne pouvaient être que des fuyards de Reims ou de Laon, se contenta d'ordonner que la cavalerie prussienne se repliât à Ronay, et maintint ses premières dispositions.

Le 13 au matin, la cavalerie du général Bordesoulle rencontra à Ronay les avant-postes ennemis. La cavalerie prussienne fut culbutée et se sauva à toute bride, faisant rétrograder en hâte sur Reims, les bataillons qui étaient à Muizon, Gueux et Thillois. Les deux bataillons du 3e de Landwehr de Poméranie qui étaient à Ronay, où ils furent à moitié surpris en déjeunant, essayèrent de se retirer; mais talonnés par la division Ricard, ils mirent bas les armes à Gueux. Le général St.-Priest, prévenu par la cavalerie prussienne, se hâta de faire sortir les troupes russes de Reims; le général Jagow avait rassemblé les siennes. Les deux corps ennemis prirent position sur les hauteurs de Ste.-Geneviève, sur deux lignes, les Russes à droite et les Prussiens à gauche: vingt-quatre bouches à feu couvraient le front de la position. La cavalerie des deux nations fut portée à la hauteur de Tinqueux, au-devant de l'avant-garde française. Vers midi, le 1er corps de cavalerie arriva devant Reims et prit position en face de l'ennemi. Le

combat s'engagea par une canonnade assez soutenue ; mais l'Empereur Napoléon défendit que l'attaque fut poussée à fond, voulant avoir le temps de réunir ses troupes afin d'envelopper l'ennemi. Vers quatre heures, Napoléon étant arrivé avec les colonnes d'infanterie, reconnut l'impossibilité de tourner Reims, les ponts de la Vesle étant détruits, et ordonna l'attaque de front. Le général St.-Priest avait eu tout le temps nécessaire, pour réfléchir sur le vice de sa position et pour se retirer; mais il était toujours persuadé que l'armée française était détruite et qu'il n'avait à faire qu'à des troupes égarées. Plus tard, lorsque les colonnes d'infanterie arrivèrent, il ne vit pas déployer des forces supérieures aux siennes en infanterie(*), et il se confirma dans la résolution de soutenir le combat. Quoi qu'on en dise, le général St.-Priest

		INFANTERIE.	CAVALERIE.
(*) Nous avons vu ci-dessus page 297, que le général St.-Priest avait, ci.		15,200	2,400
Voici la force des troupes françaises qui combattaient à Reims.			
Vieille garde	Div. Friant et Letort	3,600	1,200
Prince de la Moskowa.	— Boyer, Defrance et Berckeim	3,000	2,500
Duc de Raguse	— Ricard, Lagrange, duc de Padoue, Merlin et Bordesoulle	7,200	2,400
Général Sébastiani	— Excelmans et Colbert		2,400
	Total	13,800	8,500

ne donna pendant le combat aucun ordre de retraite ; il ne le pouvait pas. Les rapports ennemis avouent franchement que leur ligne fut enfoncée et leurs troupes culbutées dans le défilé.

L'armée française se déploya : le 6e corps en première ligne, le 1er de cavalerie à la droite. Le général Sébastiani prit la gauche avec les divisions Colbert et Defrance ; celle du général Excelmans et les lanciers polonais de la garde, sous le général Kraszinski, près du pont de St.-Brice, auquel on travailla. Les divisions Friant et Boyer en masse et la cavalerie du général Letort, restèrent en réserve en avant de Tillois. La cavalerie ennemie, à la vue de nos colonnes, rentra en ligne, la russe à droite et la prussienne à gauche. L'action fut engagée par la division Merlin qui, ayant renversé la cavalerie prussienne, entama l'aile gauche et sabra trois bataillons dont une grande partie fut pris. La division Ricard aborda la ligne d'infanterie, et la culbuta franchement jusqu'à l'entrée du faubourg. Ce choc fit ployer l'ennemi sur tout son front. Dans ce moment, le général Ségur s'apercevant de son ébranlement, chargea à la tête de sa brigade de gardes d'honneur par la droite de Tinqueux, enfonça la cavalerie russe, prit huit canons et pressa le mouvement rétrograde de l'infanterie. Les troupes ennemies, n'ayant que le défilé du faubourg de Soissons pour se retirer, puisque le 1er corps de cavalerie leur coupait la retraite, s'y entassèrent. Le général St. Priest ayant été

blessé à mort par un éclat d'obus, qui lui fracassa les épaules, le désordre alla encore en croissant. Le général Jagow, pour essayer d'y remédier, réunit trois bataillons prussiens à l'entrée du faubourg et essaya d'y tenir ferme. Mais le général Picquet, à la tête de deux escadrons de gardes d'honneur, et soutenu par le restant de la brigade Colbert, culbuta ces bataillons par une charge vigoureuse. Les gardes d'honneur emportés par leur courage, seraient entrés pèle-mêle dans la ville, avec l'ennemi, si l'encombrement avait permis à leurs chevaux de passer. S'efforçant de se faire jour à coups de sabre, ils souffrirent beaucoup de la fusillade, et le général Ségur y fut blessé, mais la division Ricard, qui arriva peu après, dégagea les gardes d'honneur et refoula l'ennemi dans la ville, dont il se hâta de fermer la porte.

Le général Emmanuel à la tête des Russes, et le général Jagow à la tête des Prussiens, se hâtèrent de traverser Reims et de se retirer par la route de Laon; laissant dans la ville le général Bistram avec un bataillon russe et un prussien, pour défendre la porte et leur faire gagner du temps. Le duc de Raguse essaya de faire rompre la porte de Soissons; mais c'était une grille derrière laquelle se trouvait un épaulement. Le duc fut obligé de faire retirer ses pièces et de les remplacer par des tirailleurs dans les maisons voisines. La fusillade dura sur ce point jusqu'à onze heures du soir. Pendant ce temps le pont de St.-Brice

avait été réparé. Le général Krazszinski, suivi de la division Excelmans le passa et atteignit la colonne ennemie vers Neuvillette. Elle fut enfoncée et dispersée dans une déroute complète sur les routes de Laon, Rhetel et Châlons. Ce dernier désastre ayant forcé l'ennemi à évacuer Reims, l'empereur Napoléon y entra vers une heure du matin, aux acclamations de la population.

Notre perte dans ce combat s'éleva à un peu plus de huit cents hommes. Celle de l'ennemi s'éleva à cinq mille trois cents hommes dont neuf cents morts et deux mille cinq cents prisonniers, onze bouches à feu, cent caissons, un équipage de ponts, beaucoup de bagages et les pièces prises au général Corbineau. Le corps de Jagow seul perdit trois mille hommes. Les débris des deux corps ennemis arrivèrent, le 14 à cinq heures du matin à Bery-au-Bac, les fuyards qui avaient pris la route de Rhetel, gagnèrent Neufchâtel sur l'Aîne; ceux qui avaient pris, en petit nombre, la route de Châlons, se retirèrent dans cette ville avec le bataillon qui était à Sillery.

Pendant que l'empereur Napoléon marchait sur Reims, l'armée russo-prussienne restait encore dans les cantonnemens qu'elle avait pris, à l'exception du corps de Sacken qui se rapprocha de Soissons. La division Christiani, qui occupait les hauteurs de Crouy fut vivement attaquée; mais après un assez long combat, les Russes furent obligés de renoncer à leur entreprise et de pren-

dre position un peu en arrière. Le même jour, le général Katzler, qui occupait Bery-au-Bac avec cinq bataillons et seize escadrons, passa l'Aine avec sa cavalerie pour reconnaître la position du duc de Raguse, que les Prussiens croyaient encore à Fismes. Une reconnaissance de la division de dragons du général Roussel, envoyée vers Bery-au-Bac, d'après l'ordre du duc de Trévise, fut rencontrée par l'ennemi et perdit une cinquantaine d'hommes dans le choc. Cependant le maréchal Blücher, pour s'occuper à quelque chose, s'amusait à faire des hypothèses. Son ordre du 14 mars, adressé aux chefs des différens corps, en établit deux. La première était que Napoléon resterait à Soissons et à Fismes, pour attirer à lui des renforts et reprendre l'offensive contre Laon ; la seconde qu'il marcherait contre la grande armée. Dans le premier cas, les corps d'armée sous ses ordres devaient se rapprocher de Laon; dans le second cas, il attendait un avis du général Tettenborn qui était à Epernay.

Le 14, le corps prussien de Kleist ayant probablement épuisé toutes les ressources des environs de Bouconville et de Chermisy, vint s'établir à Craone et Craonelle. Les débris des corps de St.-Priest et de Jagow qui arrivèrent dans la matinée à Corbeny, furent encadrés dans l'armée. Les Russes, au nombre d'environ sept mille hommes, rejoignirent le corps de Langeron. Les Prussiens, réorganisés en six bataillons et deux escadrons.

faisant environ quatre mille cinq cents hommes, furent incorporés dans les deux divisions du corps de Kleist. Dès le matin, l'empereur Napoléon avait ordonné au duc de Raguse de se mettre à la poursuite du corps ennemi chassé de Reims, avec ses trois divisions et la cavalerie du général Merlin. Ce dernier rencontra dans l'après-midi, en avant de Bery-au-Bac, les avant-postes prussiens, les culbuta et passa l'Aîne. Mais ayant été attaqué à son tour par l'avant-garde, réunie, des corps de Kleist et d'York, il fut ramené au-delà de la rivière, où une brigade de la division Ricard arrêta l'ennemi. La division Ricard prit position le soir, sur les hauteurs en arrière de Bery-au-Bac et barricada le pont. Le reste de l'infanterie du 6e corps cantonna autour de Cormicy et la cavalerie en avant à Sapigneulle.

Le maréchal Blücher ayant appris le résultat du combat de Reims, crut que le mouvement du duc de Raguse annonçait une nouvelle attaque de la part de l'empereur Napoléon. Il se hâta en conséquence de rapprocher ses différens corps de Laon. Le 15 au soir l'armée russo-prussienne occupa les positions suivantes: le corps de Sacken à Ursel; le corps de Langeron près de Marlieux; le corps de Winzingerode à Laon; la cavalerie du général Czerniszeff observait l'Aîne à Prouvay et la brigade Benkendorf était à Neufchâtel. Les corps d'York et de Kleist occupaient Craonc et Corbeny; leur avant-garde, sous les or-

dres du général Ziethen, était à Bery-au-Bac et Pont-à-Vaire, soutenue par le restant de la cavalerie à Juvincourt. Le corps de Bülow rétrograda à la Fère, laissant cependant sa cavalerie à Noyon. Le même jour le colonel Sydow avec une colonne d'infanterie, quelque cavalerie et une batterie, se présenta devant Compiègne, bombarda et somma la ville. Cette inutile tentative se termina par la retraite de l'ennemi, que les paysans suivirent à coups de fusil. L'armée de Blücher resta les 16 et 17 dans cette position.

CHAPITRE VI.

Napoléon se dispose à marcher vers l'Aube.—Opérations du prince de Schwarzenberg. — Combat de Provins, le 16 mars. — Le duc de Tarente se replie sur Nangis. — Mouvemens du prince de Schwarzenberg.

CEPENDANT l'empereur Napoléon, en restant quelques jours stationnaire autour de Reims, se préparait au mouvement qu'il voulait faire sur les derrières de l'armée du prince de Schwarzenberg. Le 15 les généraux Vincent et Colbert partant, le premier de Château-Thierry et le second de Reims, occupèrent Epernay et en chassèrent le général Tettenborn. Le même jour le prince de la Moskowa avec les divisions Boyer de Rebeval et Defrance entra à Châlons. Le général russe Dawidow, qui occupait cette ville avec quatre bataillons (régimens Wiatka et Wyborg) et quatre escadrons (dragons de Moskowa) du corps de Langeron, se hâta de se replier à Vitry, où s'était également retiré le général Tettenborn. Le restant

de l'armée, c'est-à-dire les divisions Friant, Excelmans, Letort et Berkeim, restèrent encore le 16 à Reims, où elles furent rejointes par la division des Ardennes, sous les ordres du général Janssens. Le 17, Napoléon se mit en mouvement pour joindre l'Aube et attaquer l'armée austro-russe, ainsi que nous le verrons dans le livre suivant.

Le prince de Schwarzenberg, toujours dans l'attente des événemens qui devaient se passer sur la Marne ou sur l'Aîne, continuait à rester dans l'inaction devant le duc de Tarente. Le seul mouvement qu'il fit, le 11, fut de faire marcher, de Nogent à Pont-sur-Seine, l'avant-garde du général Pahlen. Ce dernier détacha de là le général Dechterew, avec un régiment de hussards et un de cosaques à Plancy et Anglure, afin d'éclairer Villenoxe et communiquer avec Platow, qui occupait Sézanne. Le 12, le prince de Schwarzenberg, voyant que le duc de Tarente n'avait pas encore quitté sa position, ordonna une reconnaissance sur le flanc gauche des corps français. Le général Wittgenstein fit jeter un pont de bateaux à Pont-sur-Seine et y fit passer un régiment de cosaques. Le général Dechterew s'avança d'Anglure à Villiers-aux-Corneilles. Le général Kaisaroff, qui avait pris le commandement des cosaques réunis à Sézanne, vint occuper Villenoxe, d'où les avant-postes français se retirèrent. Le résultat de cette reconnaissance fut de donner au prince de Schwarzenberg la certitude, que les 2e et 7e corps français étaient avec

la cavalerie autour de Provins et que le 11e corps était à Bray, occupant Montereau. Il savait que Blücher avait rallié à lui les corps de Bülow et de Winzingerode et qu'il était sur l'Aîne, en présence de Napoléon. Cette circonstance, qui aurait dû le rassurer sur ses opérations ultérieures et l'enhardir à prolonger la gauche de son armée vers Fontainebleau, en même temps qu'il pouvait rappeler à Troyes les réserves qui étaient encore à Chaumont, semble avoir produit un effet tout contraire. Soit que le prince de Schwarzenberg ait craint que Blücher ne se fît encore une fois battre en détail; soit qu'il ait pensé que Napoléon pourrait masquer l'armée russo-prussienne par un de ses corps, lui échapper par une marche rapide et revenir sur l'Aube, il se décida à s'étendre vers la droite. En conséquence le 13, le corps de Giulay vint de St.-Liébault à Prunay. Le corps de Wurtemberg laissant son avant-garde à Pont-sur-Yonne, vint à Avon-le-Pèze. Celui de Wrede, laissant la division Hardegg à Traines et à Montigny, marcha vers Arcis-sur-Aube. Le corps de Wittgenstein, dont le général Rajewiski prit le commandement, resta à Pont-sur-Seine. Les gardes et réserves s'avancèrent de Chaumont à Bar-sur-Aube; le général Lambert prit le commandement des grenadiers russes. La garde légère russe fut envoyée à Fère-Champenoise et la garde à cheval prussienne vers Châlons. Le prince de Schwarzenberg, qui s'amusait aussi à faire des hypothèses, en avait

établi quatre sur les mouvemens futurs de l'empereur Napoléon, qui furent mises à l'ordre pour les chefs des corps d'armée : ce sont les suivantes. 1° Napoléon a été battu par Blücher et se retire sur Paris ; alors la grande armée se réunira entre Provins et Nangis. 2° Napoléon battu revient sur la grande armée ; alors elle se réunira entre Mery et Arcis. 3° Blücher a été battu par Napoléon et ce dernier marche sur Châlons ; dans ce cas la grande armée se réunira à Vitry. 4° Napoléon ne s'est pas engagé avec Blücher et revient vers Châlons; dans ce cas la grande armée se concentrera à Chaumont. Il paraît cependant que ces hypothèses n'étaient que des prévisions préparatoires, car le mouvement ordonné le 13 peut s'appliquer à toutes les quatre, quoiqu'il ne réponde à aucune. La reconnaissance du 12 et l'occpation de Sézanne ayant donné quelqu'inquiétude au duc de Tarente, il crut devoir se couvrir à gauche par de la cavalerie. Le corps du comte de Valmy fut posté entre Rouilly et Cucharmoy, pour couvrir la route de Nangis. Le général Milhaud avec deux divisions, fut placé à l'Échelle pour observer Villenoxe; la troisième division fut envoyée à Hermé pour éclairer la Seine entre Nogent et Bray.

Le 14, le prince de Schwarzenberg résolut de faire une tentative pour forcer le duc de Tarente à quitter sa position de Provins, espérant par là obliger Napoléon à s'approcher de Paris et à réunir

ses forces contre les deux grandes armées coalisées, qui pourraient aussi de leur côté se réunir. Le corps de Rajewski passa la Seine à Pont, sur un pont de bateaux qui fut jeté dans la nuit. Les divisions du prince Eugène de Wurtemberg prirent position sur les hauteurs de Mont-le-Potiers; celles du général Gorczakow à droite en arrière de Villenoxe; le général Rüdinger avec deux régimens de cosaques, dix escadrons de hussards et une brigade de cuirassiers occupa St-Martin de Chennestron; le général Jlowaiski avec un régiment de cosaques, un de hussards et la seconde brigade de cuirassiers vint à St-Ferréol. Le même matin, le duc de Tarente avait poussé deux reconnaissances sur sa gauche. La première composée d'environ deux mille chevaux, sous les ordres du général Treilhard, se dirigea par Mouceaux et Esternay sur Sézanne, où était le général Kaisaroff avec une partie de son corps. L'ennemi fut d'abord chassé, mais ayant rappelé ses détachemens de Barbonne et de Villenoxe, le général Treilhard fut ramené à son tour avec quelque perte. La seconde reconnaissance, composée de la division Saint-Germain, se dirigea par Chalautre-la-Grande sur Villenoxe. Vers Mont-le-Potiers, elle donna dans la cavalerie des généraux Rüdinger et Jlowaisky et fut ramenée sur le 2e corps. Le général Gérard se hâta de se porter à Port, et poussa la division Jarry sur les hauteurs de St-Nicolas. La brigade Belair attaqua et reprit le village, et ayant avancé

une batterie sur le flanc de la colonne ennemie, la força à se replier à St.-Ferréol. Le corps de Wurtemberg arriva devant Nogent. Celui de Giulay se mit en marche de Prunay pour se rendre à Sens. Celui de Wrede arriva à Arcis. Les gardes et réserves vinrent à Brienne.

Le 14, dans l'après-midi, un aide-de-camp de Blücher apporta au prince de Schwarzenberg la nouvelle de la bataille de Laon. La relation emphatique, annonçant l'entière destruction de l'armée française, le prince de Schwarzenberg se crut à la première des quatre hypothèses qu'il avait établies. Il se décida donc à attaquer le duc de Tarente, mais il le fit encore avec molesse. D'après sa disposition du 15 au matin, il paraît qu'il avait admis que le duc de Tarente aurait abandonné Provins ou renoncerait au projet de s'y défendre. Le corps de Rajewsky devait occuper la forêt de Sordun et pousser son avant-garde à Provins; le corps de Wrede, venir s'établir entre Chalautre et Villenoxe; le corps de Wurtemberg devait passer la Seine à Nogent, prendre position à Meriot et s'étendre jusqu'à Bray; le corps de Giulay devait toujours se rendre à Sens; la division Maurice Lichtenstein devait occuper Joigny. Aucun de ces mouvemens ne put avoir lieu. Dès le matin du 15, le duc de Tarente s'attendant à être attaqué par sa gauche, porta sa cavalerie à l'Echelle, afin de se dégager un peu et de pouvoir appuyer sa ligne de défense à la forêt de Sordun.

Le général Rüdinger fut chassé de l'Echelle et forcé de se replier à St.-Martin-de-Chennetron. Le général Rajewsky n'ayant reçu que tard l'ordre d'attaquer Provins, en remit l'exécution au lendemain. Le prince royal de Wurtemberg essaya de jeter trois compagnies à la rive droite de la Seine, près de Nogent; mais elle furent attaquées et forcées de repasser en hâte, ayant perdu près de deux cents hommes. Le général de Wrede, ayant trouvé que le droit chemin d'Anglure à Villenoxe était trop mauvais, fit le grand détour par Faux et Pleurs sur Sézanne. Cependant le même soir, le duc de Tarente, voyant que les forces de l'ennemi se concentraient vers sa gauche, ordonna l'évacuation de Bray et fit rapprocher le 11e corps. Le général Pacthod eut l'autorisation de se retirer de Montereau sur Melun ou sur Brie. La retraite du général Allix, qui d'Auxerre était venu à Nemours, fut marquée par Fontainebleau. Les parcs furent renvoyés de Guignes sur Charenton.

Le 15 au soir, le prince de Schwarzenberg répéta l'ordre qui n'avait pu être exécuté la veille, en y ajoutant que la forêt de Sordun devait être occupée à neuf heures du matin, et qu'il fallait surtout faire des prisonniers pour savoir où s'était retiré le duc de Tarente. On ne sait trop quel nom donner à l'idée que s'était formé le prince de Schwarzemberg, il croyait donc que la bataille de Laon avait fait disparaître toutes les troupes françaises? Cependant il y ajouta pour correctif,

que si, *contre toute attente*, le duc de Tarente était encore devant Provins, le corps de Rajewsky devait l'attaquer en trois colonnes. La principale sur St.-Martin de Chennetron, la seconde par Saint-Ferréol et la troisième en réserve par Fouchères. Le corps de Wrede devait se trouver à dix heures du matin, sur deux colonnes à Villegrue et en avant de Villenoxe.

Le 16 au matin, le général Rajewski s'avança contre les positions qu'occupait le 7e corps, en trois colonnes. Celle de droite sous les ordres du prince Eugène de Wurtemberg et composée d'une division du corps de Gorczakow, de celle de Pisznitzky, d'un régiment de cavalerie et un de cosaques et d'une brigade de cuirassiers, déboucha de St.-Martin-de-Chennetron. Celle de gauche, composée de la division Szaszafskoy, d'un régiment de hussards et d'une brigade de cuirassiers, déboucha par Chalautre-la-Grande. Celle du centre, composée du restant du corps de Gorczakow, déboucha par Puis-Joli et y resta en réserve. La division Leval était en position en arrière de l'Echelle, ayant en première ligne, pour garder ce village, la brigade Maulmont. Le village de Cormeron était occupé par des tirailleurs, et un bataillon du 10e léger était à la pointe du bois de Sordun. La division Duhesme tenait le débouché du bois de Sordun vers Chalautre. La division du général Jarry occupait Meriot par une brigade : l'autre était à Nogent. Le corps de cavalerie du

général Milhaud était derrière le Houssay. Celui du général St.-Germain en arrière de Meriot. Celui du comte de Valmy et le restant du 7e corps, en avant de Provins, le prince Eugène de Wurtemberg déploya, à huit heures du matin, sa colonne d'infanterie, soutenue par la brigade de cuirassiers, devant l'Echelle, qu'il fit attaquer; le régiment de hulans de Czujugew et les cosaques, longèrent le parc du Houssay pour tourner Carmeron. Ce mouvement se fit en présence du général Milhaud qui perdit l'occasion de charger. Le village de l'Echelle fut emporté et les tirailleurs français forcés d'évacuer Cormeron. Le général Leval porta alors sur le village de l'Echelle le 130e régiment, qu'il fit appuyer à droite par le 3e, dont les tirailleurs s'étendirent vers le bois de Sordun, pour empêcher le passage du ravin de Richebourg. L'Echelle et Cormeron furent repris et le 130e se maintint dans le premier village pendant une heure, malgré le feu de l'ennemi et sous la protection du 3e, qui se déploya à l'autre bord du ravin. Enfin un dernier effort des Russes obligea ces régimens à se replier sur leur division; mais le feu du bataillon du 10e léger et d'une batterie les arrêta. Dans ce moment le général Leval fit entrer en ligne les brigades Montfort et Chassé, et le prince Eugène de Wurtemberg, se vit forcé de renoncer aux avantages qu'il avait remportés contre la brigade Maulmont. Le corps de Wrede n'arrivait pas, et tout ce qu'il put faire

fut de soutenir le combat jusqu'à la nuit. A la gauche, la division Szaszafskoy avait également attaqué la division Duhesme, mais elle fut repoussée et forcée de renoncer à son entreprise.

Le prince royal de Wurtemberg, pour appuyer l'attaque du corps de Rajewsky, avait fait passer la Seine au-dessus de Nogent à un bataillon de grenadiers. Le général Matère, qui gardait le faubourg, avec sa brigade, marcha à la rencontre de l'ennemi et le força de se rembarquer, après lui avoir tué ou noyé environ cent cinquante hommes et brûlé cinq bateaux. Le soir le corps de Rajewski se réunit sur les hauteurs de Mont-le-Potiers. Le corps de Wrede, encore embarrassé dans le détour qu'il avait été faire, avait sa tête à Villenoxe, tandis que sa queue était encore à Plancy, le corps de Wurtemberg resta devant Nogent; celui de Giulay arriva à Sens. Les gardes et réserves vinrent à Arcis.

Le 17, un peu avant le jour, le duc de Tarente voyant sa gauche menacée et au moment d'être débordée, quitta la position où il se trouvait. Loin de lui offrir quelques avantages, elle était dangereuse à vouloir tenir plus long-temps, puisqu'un revers, en poussant l'aile gauche sur Provins, compromettait le 2ᵉ corps dont la retraite se trouvait coupée. Le duc de Tarente établit son armée en travers de la route de Provins à Nangis, de manière à couvrir cette dernière ville. Le 11ᵉ corps s'étendit à droite vers Donnemarie et le 7ᵉ à

gauche vers Cucharmoy; toute la cavalerie réunie prit position près de Rouilly pour couvrir la gauche; le 2ᵉ corps en arrière de Provins; cette position n'était pas bonne en elle-même, puisque les ailes n'étaient pas appuyées et que la supériorité des forces de l'ennemi, surtout en cavalerie, lui aurait permis de les déborder. Mais comme il était probable que le prince de Schwarzenberg ne voudrait pas employer tous les trois corps qu'il avait sous la main, il était possible de recevoir la bataille. Dès que la forêt de Sordun ne fut plus occupée, le général Szaszafskoy se hâta d'en prendre possession et poussa ses cosaques à Sordun. Lorsque le prince de Schwarzenberg apprit la retraite de l'armée française, il semble qu'il aurait pu faire avancer le corps de Rajewski jusque devant Provins et le faire remplacer vers St.-Martin de Chennetron, par celui de Wréde. Mais il était inquiet des mouvemens que ferait l'Empereur Napoléon après la bataille de Laon et il ne voulait pas s'aventurer. Il se contenta d'ordonner que la cavalerie du général Pahlen fut poussée vers l'Echelle, en la faisant échelonner par deux divisions d'infanterie. Le prince royal de Wurtemberg reçut l'ordre de jeter un pont à Nogent et de faire occuper les hauteurs de Meriot.

Peu d'heures après le prince de Schwarzenberg apprit le résultat du combat de Reims et changea toutes ses dispositions. Il paraît qu'il craignit que Blücher, dont un corps venait ainsi d'être défait,

ne se fut encore disséminé après la bataille de Laon et ne fut au moment de perdre ses avantages. Ce qui devait surtout l'étonner, après l'annonce d'une victoire complète, c'était de voir que Blücher n'avait fait aucun progrès. La preuve en était dans le mouvement de Napoléon sur Reims. Dans la perplexité où le mettait le manque absolu de résultat de toutes les exagérations prussiennes, il crut devoir prendre un parti mitoyen. Si Napoléon avait été réellement défait, il fallait continuer le mouvement sur Nangis, et se rapprocher de Paris; mais si au contraire il ne l'avait pas été, ce que semblait démontrer le succès qu'il venait de remporter, il était à craindre qu'il ne se jetât sur la ligne d'opérations des armées. C'est ce que le prince de Schwarzenberg ne voulait pas permettre. Il crut remédier aux deux inconvéniens, entre lesquels il se trouvait à son avis, en étendant son armée vers la droite, sans abandonner cependant le passage de la Seine qui venait de lui être cédé. Il oublia sans doute qu'en s'étendant ainsi, il répétait la faute que Blücher et lui-même avaient commise au commencement de février. Le soir l'armée austro-russe occupa les positions suivantes. Le corps de Rajewski, avait son avant-garde à St. Martin de Chennetron, deux divisions à Pont-sur-Seine et deux à Mery. Le corps de Wurtenberg avait une brigade à Nogent et Meriot; le restant était aux Grez et à Fontaine-St.-George. Le corps de Wrede à Arcis, à la rive gauche de

l'Aube. Les gardes et réserves à Brienne. Le corps de Giulay fut rappelé de Sens à Troyes. La division Maurice Lichtenstein à Joigny. Les cosaques de Seslawin à Pont-sur-Yonne. La droite de cette ligne, aussi étendue, était couverte par des corps détachés dans toutes les directions par lesquelles on pouvait attendre l'empereur Napoléon. La garde à cheval prussienne était à Braban, observant Châlons. Les cosaques de Tettenborn à Cosle ; le petit corps de Dawidow entre Vitry et Châlons, où il fut renforcé par un détachement de cavalerie, sous les ordres du général Lambert ; quatre escadrons de la garde légère russe à Sommesous; la cavalerie de Wrede à Mailly; les cosaques de Kaisaroff à Plancy et à Sézanne.

Nous verrons dans le livre suivant, comment dix mille hommes firent replier tout cet étalage.

CHAPITRE VII.

Opérations en Belgique.—Mouvement du général Maisons sur Gand. — Combat de Courtray, le 7 mars.—Sortie d'Anvers.—Attaque de Berg-Op-Zoom, le 8 mars.—Mouvemens du duc de Weymar. — Opérations de l'armée du Rhône. — Mouvemens du duc de Castiglione. — Combat de St.-Julien, le 1er mars. — L'armée autrichienne du sud arrive à Châlons. — Combat de Poligni, le 5 mars. — Le duc de Castiglione revient à Lyon. — Combat de Mâcon, le 11 mars.

Pendant que les événemens que nous venons de rapporter se passaient à la grande armée, la guerre se soutenait sur les frontières de la Belgique, sans aucun avantage de la part de l'ennemi. Nous avons vu (tom. 1, pag. 432) que le général Maisons, ayant été obligé de renoncer à son dessein de pousser jusqu'à Gand, pour rallier la division Roguet qui devait quitter Anvers, était revenu le 26 février à Lille et à Courtray. Le lendemain ayant été rejoint par le 12e régiment de voltigeurs et par un escadron, il repassa la Marcq à Bouvi-

nes et culbuta tous les avant-postes ennemis sur Tournay. Le général Borstel, qui tenait cette position, reçut le 1er mars du duc de Weimar, l'ordre de faire une tentative sur Courtray, afin d'empêcher le général Maisons de faire un second mouvement sur Gand. Le colonel Hobe fut dirigé sur Courtray avec six bataillons, trois escadrons et dix canons; le major Hellvig y marcha aussi avec ses partisans. Le 2, les postes de Belleghem et Sweweghem furent attaqués et repliés après un combat opiniâtre, mais le colonel Hobe ne voyant pas jour à une entreprise sur Courtray, essaya une diversion sur Menin et passa la Lys à Haerlebecke. Le lendemain, croyant sans doute que la garnison de Courtray serait affaiblie, il se présenta devant la place. Il y fut si chaudement reçu que ne pouvant se replier directement à Oudenarde, il se hâta le même jour de gagner Deynse, d'où il vint le lendemain à Oudenarde.

Cependant, le général Maisons n'avait pas perdu de vue le projet de retirer la division Roguet d'Anvers, d'où elle était rappelée par les ordres réitérés du ministre de la guerre. Ayant réuni ses troupes à Courtray, il en partit le 5 mars avec les divisions Barrois, Ledru et Castex, faisant environ six mille hommes d'infanterie et deux mille chevaux. Il prit avec sa colonne la route d'Oudenarde, tandis que le général Penne, avec environ cinq cents hommes, devait suivre la route de Courtray par Deynse, arriver à Gand le 6 par surprise, et s'y

maintenir jusqu'au soir, que la colonne serait arrivée. Le général Carnot devait en même temps faire une grande sortie d'Anvers, dans la direction de Lockeren et joindre le général Maisons à Gand. Oudenarde était occupé par le colonel Hobe, avec six bataillons et trois escadrons, et les avant-postes de l'ennemi étaient à Avelghem et Peteghem. Ces avant-postes furent aisément repoussés, et vers quatre heures après-midi la colonne du général Maisons parut devant Oudenarde. La canonnade s'engagea et l'avant-garde fit une tentative sur la porte de Courtray. Mais la ville conservant encore les massifs de ses fortifications, et étant entourée d'un fossé profond et rempli d'eau, le général Maisons se persuada aisément qu'une attaque de vive force ne pouvait pas avoir de succès. Cette réflexion, et l'avis qu'il reçut que le détachement du major Hellevig et les cosaques de Bihalow occupaient Gand, et en rendaient la surprise impossible, le décidèrent à la retraite. Sans doute que le général Maisons fit bien de se retirer, sans essayer d'enlever d'emblée une place en état de défense et gardée par près de cinq mille hommes; mais on se demande pourquoi il alla attaquer Oudenarde. Il ne pouvait pas ignorer que cette place était gardée et par conséquent qu'il échouerait. Le mouvement qu'il voulut faire sur Gand ne pouvait réussir qu'en étant fait rapidement. Il valait donc mieux prendre lui-même la route par laquelle il dirigea le général Penne; il

aurait pu arriver le même jour à Deynse, et pousser sa cavalerie à Gand. Le danger qui pouvait suivre son arrivée à Gand, était le même par quelque route qu'il y arrivât. Il est au contraire probable que le mouvement ayant réussi, le duc de Weimar aurait réuni ses forces devant Bruxelles.

Le 6, le général Maisons rentra à Courtray, n'ayant pas perdu quinze hommes, les Prussiens en avaient perdu une centaine. Le duc de Weimar prévenu de l'attaque d'Oudenarde, se décida à prendre l'offensive à son tour. Il réunit à Warcoing dix bataillons, quatre escadrons et quatorze canons et fit jeter un pont sur l'Escaut à Hérinne. Le colonel Hobe eut l'ordre de diriger sur ce point quatre bataillons et un escadron, et de se contenter d'amuser le général Maisons devant Oudenarde, tandis que le duc de Weimar lui couperait la route de Courtray. Avant tout le colonel Schon fut envoyé, avec trois bataillons et une centaine de chevaux vers Courtray, pour tenter de s'emparer de la ville. Mais le colonel Schon ayant rencontré non loin de Warcoing la colonne française, en fut fort maltraité et eut de la peine à se dégager. Le 7, le duc de Weimar eut ses troupes réunies à Warcoing. Le général Maisons avait placé à Courtray la division Barrois; le général Penne était avec un bataillon, cent chevaux et trois canons à Belleghem; le général d'Audenarde avec deux bataillons, quatre cents chevaux et trois canons à Sweweghem; le colonel Lastours

avec un bataillon et cent chevaux à Haerlebecke; le restant de la cavalerie et un bataillon à Cuerme et Heule. Dès le matin, le colonel Hobe partit d'Oudenarde avec deux bataillons et deux escadrons et vint prendre poste à Awelghem pour observer Courtray. Le major Hellvig avec son détachement et les cosaques de Bihalow s'avança le long de la Lys, contre Haerlebecke. Un peu plus tard, le duc de Weimar, avec dix bataillons et quatre escadrons, se mit en mouvement de Warçoing et se présenta devant Belleghem et Sweweghem. Les quatres bataillons qui avaient marché d'Oudenarde à Herrinne y restèrent en réserve. Vers quatre heures après-midi, le combat fut engagé de toutes parts. A l'extrême gauche, le colonel Lastours arrêta l'ennemi devant Haerlebecke. Le général d'Audenarde, attaqué à Sweweghem par quatre bataillons et quatre escadrons, sous les ordres du colonel Ziegler, repoussa l'ennemi toute la journée. A la nuit le général Maisons lui donna l'ordre de se replier sur Courtray, ce qu'il fit sans être entamé. A Belleghem, le général Penne fut d'abord attaqué par une avant-garde de sept à huit cents hommes qu'il repoussa avec perte. Mais la colonne de six bataillons et deux escadrons du colonel Schon s'étant approchée de l'abatis qui couvrait le village, le général Penne ne crut pas prudent de s'obstiner à le défendre et se replia sur une hauteur en arrière. Le général Maisons y fit avancer en hâte la division Castex, une bri-

gade de la division Barrois et deux batteries à cheval. Une vive canonnade désorganisa les masses de l'ennemi, qui s'avançait par la chaussée, et le colonel Schon fut rejeté dans Belleghem, d'où il lui fut impossible de déboucher. La nuit mit fin au combat.

Le duc de Weimar prit position en avant de Coeyghem, et passa la nuit à préparer l'attaque qui devait avoir lieu le lendemain. Le général Maisons, ne se croyant pas assez en forces pour accepter un combat rangé contre environ quinze mille hommes, qui pouvaient l'attaquer le lendemain, se décida à évacuer Courtray. On a dit que le premier projet du général Maisons fut de faire, pendant la nuit, un mouvement de flanc sur Turcoing, et de se rabattre au jour sur Coeyghem et Avelghem, où il aurait surpris le duc de Weimar. Ce mouvement était le meilleur qu'il pût faire, et il est fâcheux qu'on ne nous ait pas fait connaître les *considérations particulières* qui l'en ont détourné; ce ne fut certes pas la fatigue des troupes. Quoi qu'il en soit, le général Maisons se replia un peu avant le jour sur Lille et prit position en avant de la ville, étendant ses avant-postes entre Bouvines et Turcoing. Au grand jour, le duc de Weimar, qui avait mis ses colonnes en mouvement, suspendit son attaque et entra à Courtray en triomphe. Il y publia des bulletins pompeux, mais content de ses trophées il revint sur ses pas. Les

Prussiens retournèrent à Tournay et à Oudenarde; les Saxons à Mons; le corps de Hellwig resta à Courtray. Ce combat nous coûta environ cent quatre-vingts hommes et six cents à l'ennemi.

Pendant que ces mouvemens se passaient devant Courtray et Oudenarde, le général Carnot avait fait la grande sortie qui était convenue. Il occupa Rupelmonde, Waasmunster, Lokeren et St-Nicolas. Mais ayant appris d'une part, que le général Maison s'était retiré et de l'autre, que les Anglais se concentraient à Calmthout, il fit rentrer ses troupes dans Anvers.

La rentrée de la sortie d'Anvers fit naître au général Graham l'idée de faire une tentative, pour se rendre maître de la place de Berg-op-zoom, qui n'avait été jusque-là que bloquée. Des intelligences qu'il s'était ménagées parmi les marins, qui habitaient le quartier du port, lui avaient fait espérer qu'une partie des habitans l'aideraient dans une surprise, par leur coopération. Le 8 mars, jour de naissance du prince d'Orange, fût choisi pour cette entreprise, à laquelle le général Graham destina quatre mille huits cents hommes. La garnison de Berg-op-zoom, forte d'abord de près de quatre mille hommes, se trouvait réduite par la désertion et les maladies à deux mille sept cents. L'insuffisance de cette garnison dans une place qui, par le nombre et le développement de ses ouvrages, en aurait exigé une quatre fois aussi

forte, avait obligé le général Bizanet à abandonner les ouvrages extérieurs. Il supléa à ce défaut en doublant les gardes intérieures, en faisant faire de fréquentes patrouilles et en établissant des piquets de nuit.

Le 8 mars, vers neuf heures du soir, à la basse marée, le corps anglais s'avança en quatre colonnes. La première devait attaquer entre les portes d'Anvers et du Port; la seconde à la droite de la porte de Breda; la troisième qui était la plus faible, devait faire une fausse attaque à la porte de Steenbergen; la quatrième devait, en profitant de la basse-marée, se glisser par le port dans la ville. Un peu avant dix heures, la troisième colonne surprit la garde avancée de la porte de Steenbergen; mais elle fut arrêtée court par le feu des palanques qui défendaient le pont dormant. La garnison prit les armes et cette attaque fut contenue. Pendant ce temps la quatrième colonne, conduite par les généraux Skerret et Goore, pénétra dans le port, sans être aperçue par l'embarcation qui y était de garde. Une partie de cette colonne s'engagea bientôt avec les réserves de la garnison, que le général Bizanet y dirigea. Le restant, sous les ordres du général Goore, suivit le rempart pour gagner la porte d'Anvers, hors de laquelle le général Graham attendait avec sa cavalerie. Ayant nettoyé le bastion d'Orange, il favorisa l'escalade de la première colonne, com-

mandée par le général Cooke, et que les glaces du fossé avaient retenue. De là le général Goore se rendit à la porte Breda, pour introduire la seconde colonne. Mais le piquet qui défendait cette porte sut y contenir le général Goore, et la colonne qui s'était déjà emparée des ouvrages extérieurs. La garnison cependant s'était répartie sur tous les points, et l'ennemi entré en ville par trois côtés fut arrêté et ne pût faire aucun progrès jusqu'au jour. A peine put-on distinguer les objets, que le général Bizanet forma sa garnison en trois colonnes d'attaque. Deux devaient nettoyer le rempart et la troisième se porter sur la porte du Port. Au signal donné, les Anglais furent attaqués de toutes parts. Notre colonne de droite refoula devant elle celle du général Skerret et l'accula vers la porte d'Eau où, empêchée de sortir par la mitraille, qui l'écrasait dans les ouvrages extérieurs, elle fut obligée de mettre bas les armes. Les généraux Goore et Cooke se soutenaient encore, mais bientôt attaqués en flanc par notre colonne de droite qui y accourut, ils succombèrent, et à neuf heures du matin leurs troupes mirent bas les armes. Cette équipée coûta aux Anglais près de deux mille morts, parmi lesquels étaient le général Goore et quatre colonels (*) et

(*)On en enterra huit cents dans la place. Un bien plus grand nombre fut tué dans le port et emporté par la marée, ou noyé dans le fossé, le bassin ou le chenal.

deux mille soixante-dix-sept prisonniers parmi lesquels les généraux Skerret et Cooke; le dernier mourut de ses blessures. La garnison perdit cent soixante morts, trois cents blessés et cent prisonniers. Le 10, le général Graham atterré par cet échec, demanda et obtint une suspension d'armes de trois jours, pour enterrer les morts, évacuer les blessés et recevoir les prisonniers, que le général Bizanet renvoya sur parole.

Le 12, le général Gilly ayant réuni une partie des garnisons de Dunkerque, Ostende et Nieuport, fit une excursion sur Bruges, où se trouvait un régiment de cosaques, pour couvrir un rassemblement insurrectionnel que l'ennemi cherchait à y former. Les cosaques furent dissipés, le maire et l'intendant, établis par les Prussiens, enlevés en otages et la ville imposée à cent mille francs d'amende. Presque en même temps une sortie de la petite garnison de Maubeuge, délivra cinq cents prisonniers français, qui venaient de l'intérieur et passaient à Solre. De son côté, le général Carnot fit, peu de jours après (le 17), une nouvelle sortie vers Lockeren, qui mit en mouvement tous les corps qui étaient à Gand, Dendermonde et Oudenarde.

Cependant l'arrivée du corps du général Thielemann, qui entra le 12 à Bruxelles et le 14 à Tournay, porta la force de l'armée du duc de Wei-

mar à plus de trente-six mille hommes (*). Enhardi par ce renfort, le duc pensa pouvoir entreprendre quelque chose, contre les frontières de l'ancienne France. Le projet auquel il s'arrêta fut la prise de Maubeuge; et comme l'artillerie de siége lui manquait, il se décida à essayer de s'en emparer par un coup de main. Il destina trente-deux bataillons et dix-neuf escadrons, ce qui faisait environ vingt-cinq mille hommes avec cinquante pièces de bataille, quatre de vingt-quatre et huit mortiers, à former son armée active. Le restant tint les garnisons de Bruxelles, Dendermonde, Alost et Oudenarde; la brigade Gablentz resta au siége d'Anvers. Pour couvrir l'opération qu'il méditait, le duc de Weimar fit la répartition suivante de ses troupes.

Le général Ryssel avec quatre bataillons, quatre escadrons et six canons fut placé à St.-Ghilain,

FORCE DE L'ARMÉE DU DUC DE WEIMAR, LE 16 MARS.

	BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.
Général Borstel	11	12	8,000	1,500
Cavalerie saxonne		14		2,000
Général Lecoq	7		5,000	
— Ryssel	4		3,000	
— Gablentz	4		3,000	
Brigade de Thuringe	5		3,500	
Général Thielemann	12		8,000	
Corps de Hellwig	2		1,500	250
Cosaques de Bihalow		2		600
Total	45	28	32,000	4,350

pour observer Condé et Valenciennes et couvrir Mons.

Le général Borstel avec neuf bataillons, huit escadrons et douze canons, à Bavay, pour observer Valenciennes, le Quesnoy et Landrecies.

Le général Thielemann fut détaché à Tournay avec douze bataillons, quatre escadrons et dix-sept canons, pour observer le corps réuni devant Lille. Les détachemens du major Hellwig, du colonel Bihalow et du major Puttler, devaient occuper, sous ses ordres, Courtray, Gand et Bruges. Le général Lecoq, avec sept bataillons, trois escadrons, douze pièces de douze et l'équipage de siége, fut destiné à l'entreprise contre Maubeuge.

Nous verrons, dans le livre suivant, le résultat de cette singulière disposition.

Nous avons laissé le duc de Castiglione, le 26 février, à Lyon (tom. 1, pag. 438), ayant le général Pannetier avec la brigade Estève à Macon ; la division Meunier à Bourg ; la brigade Ponchelon à Nantua. Le général Marchand occupait Frangy et Coursel. Le duc de Castiglione avait reçu de l'empereur Napoléon l'ordre réitéré de diriger la masse de ses forces vers Genève et le pays de Vaud, afin de porter un coup décisif. Napoléon savait à quel point le prince de Schwarzenberg craignait la diversion, que pouvait faire le duc de Castiglione sur sa base d'opération. Il fallait donc profiter du premier mouvement d'étonnement pour s'emparer de Genève, et y ayant mis une forte garnison, se

prolonger vers Bâle. M. Koch, qui a pu recourir aux archives du gouvernement, nous dit que le général Clarke annonçait au duc de Castiglione, qu'il pouvait compter sur la coopération des Vaudois et des Argoviens, ainsi que du canton de St.-Gall et de Soleure. Les vexations de l'aristocratie bernoise, peuvent rendre cette assertion croyable quant aux deux premiers cantons. Quoi qu'il en soit, le duc de Castiglione était trop peu stratégicien, pour concevoir le plan d'opérations que l'empereur Napoléon voulait lui faire adopter. Mettant tous ses soins à avoir une armée nombreuse et bien équipée, il se retrancha sur sa faiblesse numérique et sur la nudité de ses bataillons de garde nationale. Le maréchal d'Empire, n'était plus le défenseur de la patrie, qui avait aidé à conquérir l'Italie avec des soldats mal équipés et luttant contre toutes les extrémites de la misère. Lassé de ces vaines réclamations, Napoléon pour y mettre fin, ordonna au duc d'Albufera de diriger sur Lyon une nouvelle division de dix mille hommes, et au prince Borghèse d'y envoyer de Turin une de six à sept mille. Il aurait mieux fait de transporter le commandement de l'armée à un lieutenant-général.

Enfin, le duc de Castiglione, ayant appris que le général Marchand avait acculé l'ennemi sous Genève, se décida à suivre le plan d'opérations tracé par Napoléon. Le général Musnier reçut l'ordre de se porter sur Lons-le-Saulnier, et de là par

Chiette, et les Rousses sur Nyon. Le général Pannetier, avec la brigade Estève et la cavalerie, devaient se rendre sur le premier point. Le général Bardet, avec la brigade de réserve, renforcée par deux bataillons de garde nationale de Toulon, fut dirigé par grande route de Genève, vers le fort l'Écluse. Le général Ponchelon avec deux bataillons de sa brigade, et un du soixante-dix-neuvième régiment, eut l'ordre de passer le Rhône vers Seyssel, et de joindre le général Marchand devant Genève. Lyon fut gardé par sept bataillons de garde nationale et un de ligne, sous les ordres du général Rémond. Toutes ces mesures étaient trop tardives, et nous verrons même que le duc de Castiglione ne sut pas y tenir. Il les changea dans le moment où elles pouvaient avoir quelques succès.

Le 28 février, le général Ordonneau, qui était d'avant-garde avec sa brigade, attaqua les Autrichiens à Lons-le-Saulnier, et les chassa sur Poligny. Le 2 mars, l'armée du Rhône fut échelonnée entre Moret et Lons-le-Saulnier. Le général Marchand, renforcé par trois bataillons du général Ponchelon, se prépara à s'avancer vers Genève. Le 28 février, le général Dessaix vint prendre poste au Luiset, d'où il chassa les avant-postes autrichiens après un léger combat. L'ennemi était en position derrière le torrent des Usses, défendant les deux routes de Rumilly et d'Annecy. Le général Zechmeister, avec quatre bataillons et six escadrons,

occupait le plateau entre St.-Julien et Bardonex. La brigade de Klopfstein, de six bataillons et deux escadrons étaient entre Landecy, et Archamp. Un détachement de la garnison de Genève occupait le plateau de Bernex. Le général Klebelsberg commandait ces deux brigades, dont la force pouvait s'élever à sept mille hommes d'infanterie et mille chevaux avec vingt-neuf canons. Le général Bubna était à Genève, avec deux bataillons et dix escadrons.

Le 1er mars, le général Marchand se décida à attaquer l'ennemi, afin de le resserrer sur Genève. L'attaque fut combinée en trois colonnes. Celle de droite, commandée par le général Serrant, devait déboucher par la grande route d'Annecy sur la Chable. Celle de gauche sous les ordres du général Dessaix devait se diriger du Luiset par Viry, et Grache sur Tairier. Le général Marchand, avec celle du centre, devait suivre la route de Rumilly, et attaquer St.-Julien de front. A huit heures du matin, le général Serrant attaqua les avant-postes ennemis, le chassa successivement de la Châble, Moissin et Neidens, et vint canonner la Place, que tenait le général Klopfstein. Le général Dessaix chassa l'ennemi de Viry et de Grache, et vint attaquer Tairier, où le combat s'alluma avec la plus grande vigueur. Le général Marchand se présenta également devant St.-Julien. A la droite, le général Serrant, étant parvenu à se rendre maître de la place, poussa une colonne dans la direction de

Collonge pour tourner Archamp. Ce village fut assez long-temps défendu par un bataillon de Reuss-Greitz et un de Kaunitz, pris et repris plusieurs fois, mais il finit par rester en notre pouvoir. Alors le général Klebelsberg, ayant fait déboucher un bataillon de Colloredo par Charat, parvint à déborder la gauche du général Serrant, et à menacer Archamp en flanc. Nous fûmes alors obligés de céder ce village, et de rentrer en position devant la Place, où le combat se soutint jusqu'au soir. A la gauche, le général Dessaix vint à bout de se rendre maître de Tairier, et de déboucher dans le vallon de Turens. Alors le général Marchand crut pouvoir tenter une attaque sur St.-Julien. Mais une batterie de quatorze canons ayant démonté deux des cinq pièces qui composaient toute son artillerie, il fut obligé de renoncer à son entreprise. Nos troupes bivouaquèrent en présence de l'ennemi, qui se félicitait d'avoir pu conserver sa position. Cet affaire nous coûta environ cinq cents hommes. Les Autrichiens, fort économes dans ce genre d'aveux, réduisent la leur à six cent cinquante hommes.

Le général Marchand, qui avait consommé toutes ses munitions, aurait été fort embarrassé le lendemain, si le général Bardet n'avait pu exécuter le mouvement qui lui avait été prescrit. Mais heureusement il avait réussi à emporter le fort de l'Écluse et le 1er mars au soir, il déboucha par la grande route de Lyon sur St.-Genis. A cette ap-

parition, le général Bubna, craignant pour la ville de Genève, qui n'était pas à l'abri d'un coup de main à la droite du Rhône, se décida à rappeler à lui les troupes qu'il avait devant le général Marchand. Le 2 mars le général Klebelsberg quitta les positions de St-Julien et Landecy et se replia sur Genève. Le général Bubna apprit en même temps que la division Musnier, était parvenue à l'aide des habitans à déblayer, dans les neiges, le passage du défilé des Rousses, et que la brigade Ordonneau était déjà arrivée à St-Cergue; craignant alors d'avoir à soutenir un siége, il ne conserva dans la place que son infanterie, la cavalerie fut envoyée en hâte à Yverdun, pour se réunir au corps autrichien le plus voisin. Le général Marchand, forcé d'attendre les munitions qu'il avait envoyé chercher au fort de l'Écluse, ne suivit pas l'ennemi. Il se contenta de réunir son corps sur le plateau d'Arare. Le 3, le général Marchand occupa Carrouge et le général Serrant, Véry. Le général Bardet vint à St-Genis à la droite du Rône. Le général Bubna, serré de tous côtés, n'était pas sans inquiétude dans une place peu susceptible de défense. Sommé par le général Dessaix, il avait déjà chargé un des principaux habitans de Genève d'entrer en négociations pour l'évacuation de cette ville (*), lorsqu'une nouvelle bévue du duc de

(*) M. Plotho, (Campagne de 1814) prête au général Bubna des sentimens d'indignation qui font un bel effet dans son ouvrage.

Castiglione le tira d'embarras. Le maréchal, oubliant encore une fois que l'occupation de Genève lui était nécessaire, pour remplir le véritable but de sa mission, qui était d'inquiéter le prince de Schwarzenberg sur sa base d'opérations, s'avisa de vouloir faire lever le siége de Besançon. Le 4, la division Musnier eut ordre de repasser le Jura et de s'établir à St-Laurent et Champagnole, pour se réunir aux divisions Pannetier et Digeon. Ce mouvement obligea également le général Bardet à se replier sur le fort de l'Écluse. Alors le général Bubna, dégagé sur ses derrières, rompit les négociations et se décida à rester dans Genève, où le général Marchand n'était plus assez fort pour l'attaquer.

Pendant que le duc de Castiglione perdait ainsi son temps, marchant d'aberration en aberration, une nouvelle armée ennemie s'avançait contre lui. Nous avons vu (tom. 1, pag. 416), que le grand conseil de guerre de la coalition, inquiet de la formation de l'armée du Rhône et des progrès que le duc de Castiglione devait faire, avait décidé qu'un corps serait envoyé vers Lyon, sous le nom d'armée du sud. Cette armée composée du corps qu'avait commandé le général Colloredo, de deux brigades de celui de Lichtenstein, d'une partie de la réserve, de la légion allemande, du 6e corps d'Allemagne et des troupes du général Bubna, s'éleva à environ soixante mille hommes

Le fait est, que si la Brigade Ordonneau, qui était à St.-Cergue, fût descendue sur Nyon, le général Bubna aurait volontiers consenti à évacuer Genève.

d'infanterie, onze mille chevaux et un train de cent huit bouches à feu (*). Le commandement en fut confié au

(*) ARMÉE AUTRICHIENNE DU SUD, LE 26 FÉVRIER 1814.

		BATAIL.	ESCADR.	INFANT.	CAVAL.	
CORPS DU GÉNÉRAL BUBNA.						
	Général Zechmeister	2	6	1,400	750	di. Bu.
Div. Klebelsberg.	Gén. Klopfstein	6		4,200		2e cor.
		1	2	700	250	ca. Bu
	Garnison de Genève	3	10	2,100	1,250	in. 2e c
	Total	12	18	8,400	2,250	
CORPS DU GÉNÉRAL BIANCHI.						
— Hardegg	Gén. Raigecour	2	12	1,400	1,500	1er co.
	— Scheither	2	12	1,400	1,300	di. Bu
— Wied Runkel.		6				
	— Quosdanowich	6		8,400		1er co.
— Bianchi	— Hirsch	4				—
	— Haugwitz	4		8,400		Réser.
	— Quallemberg	4				
Grenadiers	— Fürstenwerther	4		2,800		—
Cuirassiers.	— Rothkirch		12			
Div. Lederer	— Kutalek		12		3,000	—
	Total	32	48	22,800	6,000	
CORPS DU GÉNÉRAL WIMPFEN,						
	Général prince de Cobourg	2	6	1,400	750	2e co.
— Wimpfen	Gén. Mumb	6				
	— Watzel	7		9,100		1er co.
Légion allemande.	— Bentheim	4	8	2,800	1,000	
	Total	19	14	13,500	1,750	
6e CORPS ALLEMAND.						
	Général Meczery	5	6	3,500	750	
	— Moser	4		3,200		
	— Isenburg Büdingen	3		2,400		
Pr. Emile de Hesse	Gén. Schæfer	5		4,000		
	— Gall	4	4	3,200	600	
	Total	21	10	16,300	1,350	
	Total général	84	90	60,800	11,350	

prince héréditaire de Hesse-Hombourg. Le 26 février, la général Bianchi, avec son corps et les troupes de la réserve, se trouvait à Châtillon-sur-Seine. La division Wimpfen devait se tenir prête à lever le blocus d'Auxone. Le 6e corps d'Allemagne était du côté de Béfort marchant sur Dôle. Le 3, le corps du général Bianchi était à Beaune. Le 4 il vint à Seurre pour couvrir le mouvement du général Wimpfen, qui, ce jour-là, quitta le blocus d'Auxone, laissant quatre bataillons et un escadron devant la place. La division Hardegg, vint à Louhans; un détachement fut poussé à Châlons pour renforcer le général Scheither. Le général Wimpfen s'avança à Villette sur la route de Dôle à Lons-le-Saulnier.

Le duc de Castiglione, qui, par une circonstance qui paraît assez extraordinaire, ignorait le mouvement de cette nouvelle armée, commença le sien le 5. Son projet était de faire lever les siéges de Besançon et d'Auxone, de rallier, aussitôt après la prise de Genève les troupes du général Marchand et la brigade Bardet, et de déboucher avec toutes ces troupes par Béfort sur le haut Rhin. Il est inutile de s'étendre sur l'intempestivité d'un projet pareil. Il demandait, de la manière dont le duc de Castiglione l'avait conçu, beaucoup plus de temps que les circonstances n'en laissaient disponible. Il était même fondé sur une hypothèse dont il avait détruit lui-même les chances; la prise de Genève. Le 5 donc, le général Gudin

attaqua Poligny, où arrivait l'avant-garde du général Wimpfen. Les Autrichiens furent poussés vers Arbois, avec perte de quatre cents hommes dont cent prisonniers. Mais dans le même moment le duc de Castiglione apprit que le général Bianchi avait fait occuper Louhans et marchait sur Châlons. Il craignit alors pour Lyon et songea à revenir défendre cette ville. Elle était alors, par une négligence impardonnable, sans aucun moyen de défense. Le maréchal n'avait pas fait réparer les ouvrages tenans au système de défense de 1793; la garde nationale n'était ni organisée, ni armée; rien n'avait été fait pour utiliser le patriotisme des Lyonnais; même un parc de quatre-vingts bouches à feu, tirées des places de Catalogne et destinées à l'armement de Lyon, était resté à Avignon. Si l'on ne veut pas qualifier de négligence coupable la cause d'un désarmement pareil, il faut l'attribuer à une incapacité honteuse.

Pour couvrir Lyon, le parti que le duc de Castiglione avait à prendre était celui de passer la Saône à Macon, et de se présenter de front à la colonne ennemie, à une assez grande distance pour avoir le temps de prendre quelques mesures de défense à Lyon. Il le pouvait sans crainte, car il n'était pas probable que le général Bianchi voulût marcher sur Macon, en laissant une armée française à Lons-le-Saulnier. Au lieu de cela le duc de Castiglione se décida à revenir sur Lyon, en faisant occuper Bourg par la brigade Bardet. Le 5,

il réunit son armée à Lons-le-Saulnier, le 6, il vint à St. Amour, le 7, à Bourg et le 9, il arriva à Lyon. Le même jour le général Bardet vint occuper Bourg et le général Ponchelon Pont-d'Ain. De Lyon, le duc de Castiglione, qui croyait sans doute que l'ennemi marchait aussi vite que lui, envoya à Villefranche, pour l'observer, le général Rémond avec deux bataillons et cinquante chevaux. Cependant le général Bianchi, qui était arrivé le 5 à Châlons-sur-Saône, se contenta de faire pousser de Louhans des reconnaissances vers Lons-le-Saulnier, et resta en place pour attendre le 6ᵉ corps d'Allemagne. Ce dernier étant arrivé le 7 à Dole, le général Bianchi s'avança jusqu'à Tournus, et fit occuper Cluny et Macon. Le 9, le 6ᵉ corps d'Allemagne se réunit à Lons-le-Saulnier; le général Wimpfen poussa ses avant-postes jusqu'auprès de Bourg. Le 10, le général Bianchi s'avança avec son corps jusqu'à Macon, et son avant-garde commandée par le général Scheither aux Maisons-Blanches, où elle eut un engagement avec un détachement de levée en masse; la division Hardegg occupa Toissey.

La présence de la brigade Bardet à Bourg, fit croire à l'ennemi que le duc de Castiglione y avait réuni son armée et se préparait à attaquer. Le général Bianchi se décida donc à s'arrêter à Mâcon, jusqu'à ce que les colonnes qui marchaient à sa gauche fussent à sa hauteur. D'un autre côté, la lenteur du mouvement des Autrichiens persua

da au duc de Castiglione qu'il avait été trompé par de faux rapports, et le décida à occuper de nouveau Macon. Mais cette opération, qu'il aurait déjà dû faire en quittant Lons-le-Saulnier, ne devait plus être faite partiellement. C'était avec toute son armée qu'il devait s'y porter; car l'unique but qu'il pouvait avoir en occupant Macon de nouveau, était de disputer à l'ennemi les approches de Lyon. La faiblesse de son armée, dont il s'était tant de fois plaint, ne lui permettait pas de la disséminer devant un ennemi supérieur. Mais il paraît que le duc de Castiglione agissait au hasard, sans avoir une connaissance positive des forces et de la situation de l'ennemi; sans même ajouter foi aux avis que le patriotisme des habitans lui faisait donner. N'ayant voulu former aucun de ces corps légers qu'il pût opposer à ceux de l'ennemi, et même mettre en contact avec les colonnes principales, pour en connaître la force et la direction, il errait sans guides. C'est ainsi qu'il ordonna, le 10, au général Musnier de se rendre à Villefranche avec sa division et le 12e de hussards, et d'y réunir à sa colonne les deux bataillons du général Rémond, afin d'attaquer Macon le 11. Le général Bardet devait appuyer cette attaque, par une diversion sur la tête du pont de Macon. Le duc de Castiglione, avec la division Pannetier et la cavalerie, devait s'avancer à moitié chemin de Lyon à Villefranche. C'est ce qu'on a appelé échelonner la division Musnier.

La divison Musnier, par une brusque attaque, culbuta les avant-postes du général Scheither, et le serra lui-même de si près qu'il n'eût que le temps de faire monter à cheval ses douze escadrons. Avant qu'il ne pût les déployer en arrière des Maisons-Blanches, le Colonel Colbert à la tête des trois escadrons du 12e de hussards, chargea et enfonça la cavalerie autrichienne; le général Scheither fut blessé dans la mêlée et deux pièces prises, avant d'avoir eu le temps de faire feu. Revenus de la première surprise, les chevau-légers de Vincent parvinrent à se railler et à tenir ferme; mais deux compagnies de voltigeurs s'étant jetées sur leur flanc, les obligèrent, par une fusillade bien nourrie, à tourner le dos. Le colonel Colbert les suivit avec deux escadrons, tandis que le troisième se rabattant sur un bataillon de chasseurs, lui fit mettre bas les armes.

Encouragé par ce début, et comptant sur la coopération du général Bardet, le général Musnier poussa en avant vers Macon. Le 12e de hussards et l'artillerie suivirent la grande route, flanqués de chaque côté par deux bataillons. Le général Ordonneau, avec deux bataillons de ligne et deux des gardes nationales de Toulon, suivaient en colonne. Le général Ordonneau reçut l'ordre, à quelque distance de Mâcon, d'appuyer à gauche vers Léger et Vinzelles, pour s'emparer des hauteurs auxquelles s'appuie la ville. Cet ordre de bataille ridicule, par son étendue, avec un corps

de cinq mille hommes, eut le succès qu'il méritait. Le général Bianchi, dont la gauche s'appuyait à la Saône, avait renforcé sa droite qui occupait Vinzelles. Le général Ordonneau, en débouchant sur la hauteur, se trouva arrêté par la division Bianchi et la brigade de grenadiers. Le combat s'alluma cependant avec une telle vigueur que les Autrichiens, ainsi que le confirment leurs rapports, crurent être attaqués par quarante mille hommes. Le 12e de hussards se soutint avec honneur devant plus de trois mille chevaux. Enfin le général Musnier voyant cinq de ses neuf pièces démontées, sa gauche menacée d'une charge de toute la cavalerie ennemie, et que la brigade Bardet ne paraissait pas, ordonna la retraite. Il la fit heureusement et sans être entamé jusqu'à St-Georges en avant de Belleville. Le général Bianchi fit suivre la division Musnier, jusqu'aux Maisons Blanches, par toute sa cavalerie. Notre perte dans cette journée, s'éleva à trois cent vingt hommes hors de combat et environ trois cents prisonniers, outre trois pièces démontées. Celle de l'ennemi fut de près de cinq cents hommes hors de combat et huit cents prisonniers, tous de la brigade Scheither. La brigade Bardet arrêtée dans son mouvement sur Macon, par la division Hardegg qui était à Toissey, se replia vers Trévoux.

Après le combat de Macon, le duc de Castiglione réunit les divisions Musnier, Pannetier et Digeon en arrière de Belleville. Le général Bian-

chi resta toujours à Macon, ou il fut rejoint successivement par le restant de l'armée du sud. Le 6e corps allemand vint le 12 à Louhans et le 14 à Baye, d'où le prince de Hesse-Hombourg lui fit passer la Saône, pour prendre position près de Macon. Le général Wimpfen ayant poussé un détachement à St-Claude, pour ouvrir la communication avec le général Bubna, passa également la Saône. Le 16, toute l'armée ennemie fut réunie à la droite de cette rivière aux environ de Macon. Alors le prince de Hesse-Hombourg se décida à faire attaquer le duc de Castiglione le 17.

CHAPITRE VIII.

Opérations de l'armée des Pyrénées. — Bataille d'Orthez, le 27 février. — Retraite du duc de Dalmatie. — Réflexions sur la bataille d'Orthez. — Les Anglais passent l'Adour sous Bayonne. — Combat d'Aire, le 28 mars. — Mouvemens du duc de Dalmatie.

Du côté des Pyrénées, la situation des armées ne présentait pas un aspect beaucoup plus favorable que sur les bords du Rhône. Une suite de faux mouvemens avaient conduit le duc de Dalmatie à Orthez, où il se trouvait isolé du point d'appui que lui avait offert jusqu'alors la place de Bayonne. Il paraissait avoir choisi cette position pour couvrir Mont-de-Marsan, et sa ligne de communication avec Bordeaux; mais dès le 25, son aile droite était déjà débordée, et l'ennemi avait passé la rivière derrière laquelle il s'était placé. Vouloir livrer une bataille dans une situation pareille était une faute majeure, parce que l'ennemi

arrivant par la route de Peyrehorade, le forçait à établir sa ligne de bataille obliquement à celle de retraite. C'est ce qui arriva en effet, et ce qui pensa causer de grands désastres. Nous ne reviendrons plus sur les motifs qui auraient dû déterminer le duc de Dalmatie à rester sur Bayonne; nous les avons développés (tom. 1, pag. 458 et suiv.). Nous dirons seulement que, dès l'instant où la gauche de l'armée anglaise avait passé le gave de Pau à Peyrehorade, la position d'Orthez n'était plus tenable. Le duc de Dalmatie n'avait alors que deux partis à prendre. Le premier, et sans contredit le meilleur, était celui de se rabattre par un mouvement rapide sur le maréchal Beresford, le pousser sur Peyrehorade, et aller de nouveau prendre position derrière l'Adour vers Bayonne. Le duc de Wellington aurait-il continué son mouvement sur Mont-de-Marsan, abandonnant toutes ses communications? On peut hardiment répondre que non. Le second parti était celui de se retirer derrière le Luy-de-Béarn, à Sault-de-Navailles, où derrière le Luy-de-France. Par ce moyen, il se trouvait encore une fois de front à l'ennemi; il couvrait encore Mont-de-Marsan, et il était le maître de se retirer, soit vers Bordeaux, soit vers Agen. Il avait bien peut-être un troisième parti à prendre, celui de se retirer sur Pau. Mais nous n'en parlons que parce que plus tard, une seconde série de mouvemens vicieux, conduisit le duc de Dalmatie à Tarbes. Nous y reviendrons plus bas.

Si l'armée française eût été plus nombreuse que celle du duc de Wellington, le duc de Dalmatie aurait peut-être pu espérer de contenir la gauche de l'ennemi, tandis qu'il aurait pris l'offensive contre le général Hill, qui pouvait se trouver cruellement compromis. Mais il n'en était pas ainsi. L'armée française diminuée des divisions Leval, Boyer et Treilhard, qui étaient allées renforcer celle de l'Empereur, avait été réduite à environ trente-huit mille hommes. Depuis que le duc de Dalmatie avait quitté Bayonne, il ne pouvait plus disposer de la division Abbé, qu'il avait laissée pour en renforcer la garnison. Son armée se trouvait donc réduite à environ trente mille hommes d'infanterie, et trois mille de cavalerie (*). Le duc de Wellington avait laissé devant Bayonne,

(*) FORCE DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES, LE 26 FÉVRIER.

		BATAIL.	ESCADR.	INFANT.	CAVAL.
AILE DROITE.					
Gén. Reille.	4e Gén. Taupin	8		5,400	
	5e — Maransin	8		4,800	
CENTRE.					
— d'Erlon.	1er Gén. Foy	9		4,500	
	2e — Darmagnac	10		5,000	
AILE GAUCHE.					
— Clausel.	6e Gén. Villatte	7		4,500	
	8e — Harispe	9		4,300	
Réserve	Brigade Paris	5		2,000	
Cavalerie	Général Soult		17 1/2		2,900
	Total	56	17 1/2	30,500	2,900
A Bayonne.	Général Abbé	8		5,000	
	Total général	64	17 1/2	35,500	2,900

les divisions Hope et Colleville et la brigade Ponsonby, faisant environ dix mille hommes d'infanterie, et quinze cents chevaux. Le corps espagnol du général Freyre était toujours aux environs d'Irun. Mais il avait devant Orthez, les divisions Stewart, Picton, Cole, Clinton, Walker, Alten, la division portugaise, et les brigades Sommerset, Vivian et Fane, c'est-à-dire plus de quarante mille hommes d'infanterie et quatre mille cinq cents chevaux.

Le 26, le maréchal Beresford ayant passé le gave de Pau aux gués de Cauneille et de la Hontan, s'avança vers Orthez, par la grande route de Peyrehorade, avec les divisions Cole et Walker, et la brigade Vivian. Dès qu'il fut presque en face de Bereux, le général Picton passa le Gave au-dessous du pont de ce village avec sa division, et la brigade Sommerset, et vint prendre position sur les hauteurs de Baigts. Le maréchal Beresford prit position un peu plus à gauche. Aussitôt après, le duc de Wellington ordonna aux divisions Clinton et Alten de prendre poste sur les hauteurs de Bereux, en remplacement du général Picton. Le général Hill, avec la division Stewart, la portugaise et la brigade Fane resta sur les hauteurs de Magret et Départ en face d'Orthez. Le duc de Dalmatie avait laissé le long du gave de Pau, depuis Baigts jusqu'à Peyrehorade, le 15e régiment de chasseurs échelonné à tous les passages. La marche du maréchal Beresford replia naturelle-

ment toutes ces postes, et le colonel de ce régiment, le baron Faverot vint en personne rendre compte au duc de Dalmatie, du mouvement de l'ennemi et du refoulement successif de son régiment. Sans doute que le colonel Faverot aurait mieux fait de rester à la tête de son corps pour présider à la retraite forcée, et d'envoyer un officier au maréchal. Mais cette faute purement disciplinaire, ne méritait pas tout le tapage qu'on en a fait; le colonel Faverot fut suspendu de ses fonctions, et traduit devant une commission d'enquête, comme ayant, par sa négligence, favorisé l'établissement de l'ennemi à Baigts. C'était une injustice, parce que le colonel ne pouvait pas arrêter Beresford, et que le général Picton ne passa la rivière, que lorsque son collègue fut à sa hauteur.

D'ailleurs, le colonel en venant lui-même, a-t-il empêché le duc de Dalmatie de faire le mouvement qu'on dit qu'il avait en vue, celui de jeter à l'eau la division Picton? On ne peut s'empêcher de sourire, et ce n'est pas d'approbation, lorsqu'on veut nous faire croire que *cette négligence ravit au maréchal le fruit de sa combinaison*. Au moins faudrait-il que les mots dont on se sert aient un sens. Quelle était cette combinaison qu'on a pu ravir? La division Picton était depuis la veille sur les hauteurs de Bereux; Peyrehorade était évacué; il n'était donc pas difficile de deviner que le maréchal Beresford déboucherait par la route de Bayonne, et que son mouvement couvrirait le

passage du général Picton. La seule combinaison qui pût empêcher ce résultat, était d'attaquer en force le maréchal Beresford. Or, c'est précisément ce qu'on n'a pas fait. Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette circonstance ; elle est une triste preuve des ressources que trouve l'amour-propre des puissans, pour couvrir leurs fautes, aux dépens de leurs subordonnés.

Le 26, l'armée des Pyrénées occupait les positions suivantes : la brigade Rey, de la division Taupin tenait le village de St.-Boès. La brigade Bechaud de la même division était en échelon en arrière. La division Maransin était à gauche, parallèlement à la route de Dax. La brigade Paris était derrière cette division en réserve. La division Foy était à la gauche de celle du général Maransin, à la naissance des contreforts qui s'étendent vers Castetarbe ; la division d'Armagnac un peu en arrière ; la division Harispe occupait Orthez, et les hauteurs en arrière, elle avait un bataillon du 115e, et un de gardes nationales de Pau, détachées vers Souars, pour défendre le gué du gave. La division Villatte (*) était sur les hauteurs de Rontum en réserve. La division de cavalerie était également en réserve sur les mêmes hauteurs; elle était diminuée de cinq escadrons des 2e de hussards et 13e de chasseurs, qui se trouvaient sous les or-

(*) C'est celle que commandait le général Darricau avant de se rendre à Dax.

dres du général Berton à Lacq, pour observer le gave jusqu'à Lescar. Le général Darricau avait été envoyé à Dax, pour organiser la garde nationale des Landes. Il ne faut pas de longs raisonnemens pour démontrer le vice de cette position. La droite était en l'air et tout-à-fait en dehors de la ligne de retraite. Si cette droite, que l'ennemi pouvait déborder, était forcée, l'armée refoulée de droite à gauche, se trouvait entassée sur les hauteurs d'Orthez. L'ennemi qui la débordait, gagnait Sallespisse avant que la gauche tenue en échec pût être dégagée. Alors l'armée courait le risque d'être acculée en masse sur la route de Pau, sans pouvoir prendre position nulle part. On dit que le duc de Dalmatie, cédant aux représentations de ses généraux, et notamment du général d'Erlon, avait résolu de refuser la bataille. Toujours est-il vrai qu'il donna au général d'Erlon, l'ordre de faire filer le soir son artillerie sur Sault-de-Navailles. Peu après il changea d'avis.

Le 27, au point du jour, le duc de Wellington fit passer le gave aux divisions Clinton et Alten, et se prépara à attaquer l'armée française. D'après ses premières dispositions, le maréchal Beresford devait attaquer notre aile droite en la débordant; le général Picton s'avancer sur la route de Bayonne, et aborder le centre; le général Hill, forcer le passage du gave au-dessus d'Orthez. En conséquence, le maréchal Beresford s'avança sur St.-Boès, avec les divisions Cole et Walker, soutenu

par la brigade Vivian. Le général Picton avec sa division et celle de Clinton, soutenu par la brigade de Sommerset, déboucha par la route de Bayonne. La division Alten resta en réserve sur les hauteurs en avant de Baigts. Le général Hill, laissant la division portugaise devant Orthez, s'avança vers Souars avec la division Stewart et la brigade Fane. Vers neuf heures du matin, l'action s'engagea à St.-Boès, que le maréchal Beresford fit attaquer par la division Cole. Le 12e léger défendit le village avec intrépidité, mais après un combat opiniâtre il fut enlevé. Cet avantage ne fut cependant d'aucune utilité pour l'ennemi. La nature du terrain à la gauche et derrière St.-Boès, ne permit pas au maréchal Beresford de déployer ses masses et de déboucher. Les efforts de la brigade Ross et celle de Vasconcellos (division Walker), échouèrent contre la résistance de la division Taupin, et le feu de notre artillerie. Les généraux Walker et Ross y furent blessés, et nos troupes restèrent à St.-Boès.

Le duc de Wellington voyant l'impossibilité de tourner la droite du général Reille et de la forcer, avec les seules troupes qu'il avait devant St.-Boès, se décida à étendre sa ligne, en affaiblissant le centre de son attaque. La brigade Sommerset fut laissée seule devant la division Darmagnac. La brigade Bernard, de la division Alten, fut opposée à la division Maransin, soutenue par deux brigades de la division Picton. La troisième brigade

et la division Clinton attaquèrent la division Foy. En même temps la brigade Anson, de la division Cole, et la division Walker, renouvelèrent leur attaque contre St.-Boès. Ce moment aurait été celui où le duc de Dalmatie aurait pu renverser tous les plans de son adversaire, si sa cavalerie eût été en avant d'Orthez, en réserve des divisions du général d'Erlon, et si la division Villate avait été moins éloignée. Une charge vigoureuse sur la brigade Sommerset, appuyée par une partie de la réserve, perçait la ligne d'attaque de l'ennemi, et le forçait à un contre-mouvement dont il aurait été facile de profiter.

Le combat s'alluma alors avec la plus grande violence et la vivacité de l'attaque fut égale à celle de la défense. Cependant la brigade anglaise du général Anson parvint à reprendre St.-Boès, où nous perdîmes le général Bechaud. Le général Foy, ayant été blessé grièvement, presqu'au même moment, sa division fut un instant ébranlée. Le mouvement se communiqua aux divisions voisines. Mais bientôt la brigade Paris ayant formé les carrés, arrêta l'ennemi débouchant de St.-Boès sur la route de Dax, et le combat se rétablit. Cependant le général Hill avait forcé le passage du Gave vers Souars, malgré la résistance des deux bataillons qui le défendaient. Voyant la situation de la bataille, il jugea le moment favorable pour porter un coup décisif. A la tête de la division Stewart et de la brigade Fane, il gagna les hau-

teurs de Souars, poussant devant lui nos deux bataillons, qui déployaient en vain une valeur héroïque pour l'arrêter, et se dirigeant vers Sallespisse. Le général Harispe, fortement engagé contre la division portugaise, qui cherchait à forcer le pont, qui n'avait été qu'imparfaitement rompu, ne put pas empêcher ce mouvement; le général Villatte négligea de s'y opposer, ou le duc de Dalmatie oublia de lui en donner l'ordre.

Dans cet état de choses, le duc de Dalmatie ne vit d'autre ressource, que celle de dégager ses troupes du champ de bataille, avant que le général Hill ne lui coupât la retraite; il le fit. Les généraux Reille et d'Erlon reçurent l'ordre de se replier de colline en colline vers Sallespisse. Le général Harispe eut celui de se retirer sur Rontun, en faisant l'arrière-garde. Le général Berton reçut l'avis de se replier par Arthes sur St.-Séver ou Hagetmau. La retraite se fit lentement à travers du terrain coupé de ravins et embarrassé de broussailles, que la droite et le centre avaient à traverser; mais elle se fit en bon ordre, et elle ne fut marquée que par deux incidens qui n'eurent aucune suite fâcheuse. Le premier fut que le général Soult, pour dégager la division Foy, vivement pressée par la brigade Vasconcellos, fit charger assez maladroitement, sur la route de St.-Séver, un escadron du 21e de chasseurs sans le faire soutenir. Cet escadron entra franchement dans la colonne ennemie et fit mettre bas les armes à trois

cents hommes, mais enveloppé à son tour et n'étant pas appuyé, il fut rompu et perdit une soixantaine d'hommes. Le second fut que les deux braves bataillons, qui seuls tenaient tête à la colonne du général Hill, furent coupés en arrière de Rontun par la brigade Sommerset; ils se jetèrent dans les bruyères à droite de la route, mais chargés par le 7e de hussards, ils perdirent plus de deux cent cinquante hommes. Le soir l'armée française prit position à Sault-de-Navailles, sur les deux rives du Luy de Bearn. L'armée anglo-portugaise s'arrêta entre Rontun et Sallespisse.

Notre perte s'éleva, dans cette journée, à près de deux mille cinq cent hommes hors de combat ou prisonniers, deux canons pris, deux et un obusier abandonnés faute de chevaux. Celle de l'ennemi fut, de son aveu, de deux mille cent hommes, non compris les Portugais. On peut donc la porter à trois mille en tout.

Le 28, avant le jour, l'armée des Pyrénées continua sa retraite et vint prendre position à Grenade, ayant son arrière-garde à St-Séver. Le général Darricau reçut l'ordre d'évacuer Dax avec quelques centaines d'hommes qu'il avait; il se retira par les Landes sur Langon, d'où il rejoignit plus tard l'armée. Le général Berton se retira par Arthes, Mant, Samadat et Condures, et rejoignit l'armée, amenant avec lui deux bataillons de nouvelles levée. Le 1er mars le duc de Dalmatie se

répliа à Aire, et établit son armée dans les positions suivantes: Les deux divisions du général d'Erlon et la brigade de cavalerie du général Berton à Cazères; les deux divisions du général Reille à Barcelone; celles du général Clausel à la gauche de l'Adour, savoir: la division Villatte sur les hauteurs en avant d'Aire, à droite de la route de Pau, et la division Harispe sur cette même route et se prolongeant à gauche. Ainsi, deux jours après la bataille d'Orthez, le duc de Dalmatie avait abandonné la ligne d'opérations de Bordeaux et tous les magasins qui avaient été établis dans cette direction. Ce n'est cependant pas sous le rapport de l'abandon de ses magasins, quelque dommage que leur prise par l'ennemi ait causé à la France, que nous examinerons cette nouvelle aberration du duc de Dalmatie. Nous nous contenterons de l'analyser sous le rapport stratégique.

Quelle était alors la position de la France, et qu'avait à faire le duc de Dalmatie? voilà la question à laquelle il s'agit de répondre, et ce n'est que sous ce point de vue seul qu'on peut et qu'on doit examiner la conduite du général en chef de l'armée des Pyrénées. La France, envahie sur toute l'étendue de ses frontières orientales, avait besoin de la totalité de ses forces disponibles à l'intérieur, pour résister aux masses qui la pressaient de ce côté. L'armée des Pyrénées ne pouvait donc compter sur aucun renfort d'hommes, si ce n'est les ressources qu'elle pouvait tirer des gardes nationales,

des départemens sur lesquels elle s'appuyait. D'un autre côté des menées, que le duc de Dalmatie ne pouvait pas ignorer, menaçaient de paralyser ces ressources dans les départemens de l'ouest. L'ennemi y était appelé, et le premier résultat d'une invasion pouvait être de donner naissance à une guerre civile dans la France occidentale. Il n'est pas difficile de conclure, de ce simple exposé, que la mission de l'armée des Pyrénées était de garantir la France méridionale et occidentale d'une invasion, plus dangeureuse encore sous le rapport politique, que sous le rapport militaire. Cette mission était impérieuse, et l'état respectable de défense dans lequel avait été mise la place de Bayonne, la rendait assez peu difficile à remplir. Nous avons déjà vu que le duc de Dalmatie s'en était écarté en quittant Bayonne. Nous avons fait voir la faute qu'il commit en recevant l'inutile et dangereuse bataille d'Orthez. Nous n'y reviendrons plus.

Après la bataille d'Orthez, le duc de Dalmatie avait gagné l'Adour et St.-Séver; c'était l'unique parti qui lui restât à prendre pour rasseoir son armée, que la perte d'une bataille devait toujours avoir ébranlée. Là il dut réfléchir au système qu'il voudrait adopter pour l'avenir, et fixer la ligne d'opérations sur laquelle il voudrait agir. Il s'en présentait trois: celle de Mont-de-Marsan à Langon; celle de Condom à Agen; celle d'Auch à Toulouse. On en a ajouté une quatrième; celle de

Tarbes; c'est probablement parce que le duc de Dalmatie l'a suivie qu'on l'indique, car cette direction est hors de toutes celles entre lesquelles il devait fixer son choix. Si une armée de réserve eût existé à Bordeaux, et que cette place se fût trouvée à l'abri des tentatives de l'ennemi, il pouvait la découvrir sans crainte. Alors il pouvait se retirer dans la direction d'Agen, y passer la Garonne et attendre le développement des manœuvres de l'ennemi. Le duc de Wellington devait nécessairement se porter sur Bordeaux ou sur Toulouse; sur la première ville, afin de se tenir en contact avec la mer, sur la seconde pour envahir le Languedoc et aller donner la main sur le Rhône, aux troupes coalisées qui devaient s'y rendre. Nous avons déjà vu que tel était le plan général de la coalition. Si Wellington marchait sur Bordeaux, il s'exposait à se voir couper les communications avec sa base d'opérations. S'il marchait sur Toulouse, il ne pouvait dépasser cette ville, sans laisser derrière lui l'armée des Pyrénées à Agen et l'armée d'Arragon, qui serait revenue sur Perpignan. Mais la ville de Bordeaux était dégarnie et rien n'empêchait le duc de Wellington, dont l'armée était plus que double de la nôtre, de faire un détachement pour s'en rendre maître. Cette opération, favorisée par quelques-uns des magistrats locaux, n'exigeait pas un corps bien nombreux. Aucun danger ne l'accompagnait, puisque l'occupation d'un port de mer assurait la

retraite du corps qui aurait été employé. L'intérêt que les Anglais devaient porter à cette facile conquête, était d'autant plus grand, que les avantages qui devaient en résulter étaient non-seulement politiques et militaires, mais qu'ils étaient également mercantiles; c'est ce que les Anglais négligent aussi peu que les Carthaginois dans le temps. D'un autre côté le duc de Dalmatie ne pouvait pas ignorer que la conservation de Bordeaux était aussi importante pour l'opinion publique, dans l'ouest de la France, que celle de Lyon à l'est et de Lille dans le nord. Ainsi tous les motifs les plus pressans se réunissaient, pour engager le duc de Dalmatie à couvrir Bordeaux, Cette mission était facile à remplir, en s'établissant derrière Langon et couvrant cette ville par une forte tête de pont. Dans cette position, le duc de Dalmatie pouvait attirer à lui les hommes disponibles des dépôts des 11e et 12e divisions militaires.

Il couvrait et hâtait l'organisation du corps que le général Decaen ne put réunir que trop tard. Le duc de Wellington aurait-il continué son mouvement vers Toulouse, quittant tout-à-fait les bords de la mer et se séparant de sa base d'opérations? On nous dispensera sans doute de répondre à cette question. Aurait-il été passer la Garonne à Agen pour arriver, par la rive droite, sur l'armée des Pyrénées? Mais celle-ci pouvait encore se couvrir par le Lot, et l'armée anglaise renfermée

dans un cercle assez étroit, ayant une grande rivière derrière elle, en avait une autre à forcer sur son front. Il ne faut pas perdre de vue, que tous les mouvemens que le duc de Wellington pouvait faire par sa droite, affaiblissaient nécessairement sa gauche, par laquelle seule il tenait à sa base d'opérations. D'ailleurs, si pendant ce temps l'armée d'Arragon revenait par Foix et St-Girons, sur Tarbes, où en était l'armée anglaise ?

Le parti de manœuvrer dans la direction de Toulouse, ne pouvait convenir au duc de Dalmatie, que dans le cas où l'armée d'Arragon aurait déjà été prête à se réunir à lui, derrière la Garonne. Encore entraînait-il toujours avec lui le danger de perdre Bordeaux, puisqu'un détachement de six mille hommes était plus que suffisant pour occuper cette ville. D'ailleurs l'armée d'Arragon n'était pas encore en mesure de quitter ses positions; le duc de Dalmatie ne l'ignorait pas. Quant au mouvement sur Tarbes, il ne devait jamais tomber dans ses combinaisons. Le résultat ne pouvait en être, que d'acculer son armée aux montagnes et de courir le risque de se voir prévenu même à Toulouse. La comparaison qu'on établit entre le duc de Dalmatie et Frédéric II est on ne peut pas plus déplacée. Frédéric, forcé de quitter le siège d'Olmutz, écartait le fléau de la guerre de ses états, en transportant le théâtre dans une province ennemie. Le duc de Dalmatie ayant quitté Bayonne, ouvrait à l'ennemi, en se retirant sur

Tarbes, tout le pays entre Bayonne, Bordeaux et Toulouse; et ce résultat était directement contraire au but qu'il devait se proposer.

Pendant que le duc de Wellington, avec la majeure partie de son armée, poursuivait son mouvement vers Orthez, le général Hope, resté devant Bayonne avec sa division, celle du général Colville et la brigade Ponsonby, complétait l'investissement de cette place. La flotille de l'amiral Penrose étant venue mouiller à l'embouchure de l'Adour; les forces maritimes destinées à défendre la place, et consistant en une corvette et une vingtaine de chaloupes canonnières, furent renfermées en-dedans de la Barre. Cette circonstance obligea le général Thouvenot, gouverneur de la place, à retirer les deux bataillons et l'artillerie qui étaient à Boucau et à n'y laisser que des postes d'avertissement. Le 23, le général Hope fit passer l'Adour à six cents hommes, sur des radeaux, et fit occuper Boucau, en même temps que des batteries élevées sur le rivage de l'Adour forcèrent la flotille française à rentrer sous les ouvrages de la place. Dans la nuit, le restant de la brigade Howart passa également l'Adour et s'établit à Boucau, le 24 au matin. Le général Thouvenot renonça à essayer de l'en chasser par une sortie, qui aurait pu se trouver compromise. Maître de Boucau, le général Hope fit entrer dans la rivière et passer la Barre, aux embarcations destinées à la construction d'un pont. Six de ces embarcations périrent, mais la

passe ayant été trouvée, le pont fut construit, et le 25, le général Hope acheva l'investissement de la place en se rendant maître de St.-Étienne. Peu après, il reçut du duc de Wellington l'ordre d'envoyer la brigade Ponsonby à l'armée. Le général Freyre se mit également en mouvement des environs d'Irun, pour joindre le duc de Wellington.

Ce dernier étant arrivé le 1er mars à St.-Séver, trouva l'Adour tellement grossi par les pluies, qu'il ne jugea pas à propos de faire passer cette rivière à toute son armée. Cependant, voulant reconnaître la direction qu'avait prise le duc de Dalmatie et la position qu'il occupait, il jeta à la rive droite le général Stappleton-Cotton avec la brigade Sommerset, tandis qu'il poussa vers Aire le général Hill, avec la division portugaise, celle du général Stewart et la brigade Fane. En même temps le maréchal Beresford fut envoyé à Mont-de-Marsan avec la division Alten et la brigade Vivian, afin de s'emparer des grands magasins de subsistances qui s'y trouvaient. Le 2, la brigade Sommerset se présenta devant Cazères. Le général d'Erlon, qui avait reçu l'ordre de refuser le combat, se replia sur Barcelone, se faisant couvrir par la brigade Berton qui se retira lentement. La cavalerie anglaise s'étant un peu légèrement engagée au travers de Cazères, elle fût chargée et mal menée par le 13e de chasseurs; cet accident la rendit plus circonspecte. De son côté le géné-

ral Hill s'étant présenté devant Aire, se décida à attaquer en même temps la droite de la division Villatte et le centre de la position. La première attaque fut confiée au général Stewart et la seconde à la brigade portugaise du général Lacosta. Ce dernier s'avança d'abord avec assez de résolution, mais pris en flanc par la division Harispe, sa brigade fut rejetée en désordre sur la division anglaise, près de laquelle elle se rallia à peine. Le général Stewart, qui venait de faire plier la brigade de droite du général Villatte, fit alors soutenir les Portugais par la brigade Barnes. Nos troupes du centre furent repoussées à leur tour et la division Villatte, un peu pressée, repassa l'Adour. L'ennemi ayant fait entrer en ligne la brigade Byng, la division Harispe allait se trouver compromise, lorsque le général Reille, qui était accouru au bruit du canon, jeta, au pas de course, dans la ville, un bataillon qui arrêta les tirailleurs ennemis à la tête du pont. Peu après déboucha la division Maransin, qui repoussa l'ennemi, et mit fin au combat, en prenant position à gauche de la route de Pau. Notre perte s'éleva à plus de six cents hommes; celle de l'ennemi à douze cents, dont près de neuf cents Portugais.

Dans la nuit, le duc de Dalmatie continua sa retraite par les deux rives de l'Adour, savoir : les corps des généraux Clausel et Reille et la brigade de cavalerie du général Berton, par la route de Vic-Bigorre, et le général d'Erlon avec la brigade

Vial, par celle de Plaisance. Le 3 mars, l'armée des Pyrénées occupait les positions suivantes : le général d'Erlon et la brigade Vial à Plaisance ; le général Reille à Madèran, couvert par la brigade Berton vers Viella ; le général Clausel à Maubourguet. La retraite ne fut suivie que par la brigade de cavalerie anglaise du général Fane, qui ne dépassa pas Viella. L'armée des Pyrénées s'arrêta dans cette position pendant quelques jours, et le duc de Dalmatie en profita pour en faire une nouvelle organisation. Elle était réduite alors à trente mille combattans et en comptait presque dix-huit mille hommes détachés dans les différentes garnisons (*). A peu près en même temps,

FORCE DE L'ARMEE

DES PYRÉNÉES AU 10 MARS.

		BATAIL.	ESCAD.	INFANT.	CAVAL.
AILE DROITE.					
Gén. Reille..	Gén. Taupin	10		5,093	
	— Maransin	10		4,801	
CENTRE.					
— d'Erlon..	Gén. Darricau	9		4,220	
	— Darmagnac	10		5,221	
AILE GAUCHE.					
— Clausel.	Gén. Villatte	8		4,769	
	— Harispe	10		4,060	
Cavalerie....	Soult		19		2,791
	Total	57	19	28,124	2,791
Garnison de Bayonne		21		12,852	
—	St.-Jean-Pied-de-Port.	3		1,562	
—	Navarreins	3		1,400	
—	Santona	[illegible]		1,944	
	Total	87	19	45,882	2,791

une proclamation du duc de Wellington ayant été répandue avec profusion à tous nos avant-postes, le duc de Dalmatie y répondit par un ordre du jour, dont nous rapporterons les passages que nous a conservé M. de Beauchamp (*). Alors également, le duc de Dalmatie recourut au moyen tardif de former des corps francs, pour inquiéter les derrières de l'ennemi. Ce moyen, qui aurait été efficace dès le commencement de la campagne, ne pouvait plus être que d'une bien médiocre utilité, lorsque sa retraite marquée annonçait la volonté ou la nécessité d'abandonner le pays. Flottant toujours dans l'incertitude sur ses mouvemens ultérieurs, il songea également à Toulouse, comme point de retraite, et il donna l'ordre au général commandant la 10e division militaire de s'occuper de mettre cette place en état de défense.

Cependant, au même instant presque, il venait de se prolonger, en apparence, dans la direction de Tarbes, et il avait ouvert la route de Toulouse à l'ennemi qui aurait pu y arriver avant lui.

(*) *Pièces justific.* XXX.

CHAPITRE IX.

Situation politique de Bordeaux. — Cette ville est occupée par les Anglais, le 12 mars. — Mouvemens du duc de Dalmatie. — Position générale des armées, le 16 mars.

Le duc de Wellington, après le combat d'Aire, tint encore pendant quelques jours son armée dans l'inaction. Cherchant à assigner une cause raisonnable au mouvement du duc de Dalmatie vers le haut Adour, il imagina qu'il était allé au devant de l'armée d'Arragon. Il crut donc devoir attendre, d'un côté, le développement des manœuvres auxquelles cette jonction donnerait lieu, et de l'autre l'arrivée de l'armée espagnole du général Freyre, qui devait le mettre en état de lutter encore avec avantage contre les deux armées françaises réunies. Pendant son séjour à St.-Séver, le duc de Wellington reçut la dernière et la plus pressante invitation de prendre possession de Bordeaux. Le parti contraire au gouvernement impérial n'avait

pas été moins actif à Bordeaux qu'ailleurs; les mêmes vœux s'y formaient pour son renversement et pour l'occupation de la France par les armées coalisées, qui devait amener la révolution politique qu'un parti plus puissant par son rang et les places qu'il occupait préparait depuis quelque temps. Des circonstances locales donnèrent au comité établi dans cette ville, l'avantage d'être le premier à qui la protection de l'armée anglaise permit de se prononcer. Dès le moment où les revers de Leipzig ramenèrent les armées françaises sur les bords du Rhin, les espérances du parti royaliste s'étaient ranimées. Profitant du malaise où la stagnation prolongée du commerce avait mis toutes les classes de la population, dont l'existence ou le bien-être dépendaient de ses ressources, on acheva d'aigrir le mécontement et on commença à semer l'agitation. Bientôt accoururent de la Vendée une foule d'officiers de l'ancienne armée royaliste. Un comité directeur fut organisé. La prorogation imprudente du corps législatif vint porter de nouveaux germes de mécontentement et de trouble. Un député de Bordeaux ne tarda pas à augmenter le comité directeur, dont le maire était membre. En un mot, selon la remarque très-judicieuse d'un autre historien de cette guerre (M. Koch), le gouvernement impérial n'avait que quatre hommes à Bordeaux et eux-mêmes le trahissaient déjà. Il devait donc être facile de se soustraire à l'autorité de ce gouvernement, si toute la population

avait été d'accord sur les moyens et les résultats. Cependant ce comité ne fut pendant long-temps que le directeur des caquets. Ses chefs proposaient souvent dans leurs réunions à huis-clos d'arborer l'étendart de l'insurrection ; un sentiment intime les avertissait que le peuple serait encore sourd à leurs voix ; et si le commissaire de police paraissait un peu plus sérieux, l'épouvante les gagnait.

Enfin on apprit que l'armée anglaise était entrée sur le territoire français, et on se hâta d'envoyer M. de Laroche-Jacquelin à lord Wellington, pour presser sa marche. La prudence que ce dernier crut devoir mettre dans ses opérations, s'accommodait mal avec l'impatience du comité directeur et surtout la crainte qu'il avait d'être découvert et compromis. Cet accident serait arrivé sans doute, si le maire n'eût été dans le secret.

Lorsque la nouvelle de la bataille d'Orthez arriva à Bordeaux, on se hâta d'envoyer au duc de Wellington un second député, M. Bontemps du Barry. Il était chargé de représenter au général anglais, que la faiblesse de la garnison rendait l'occupation de Bordeaux infaillible. La garde nationale, qu'on craignait surtout et qui aurait facilement comprimé toutes les tentatives, paralysée par des émeutes intérieures, se trouvait hors d'état de résister à des troupes étrangères. Le duc de

Wellington voyant alors que la direction de la retraite du duc de Dalmatie, l'éloignait de Bordeaux ; calculant d'ailleurs qu'il serait bientôt renforcé par le corps du général Freyre, céda aux instances réitérées qui lui furent faites. Mais ne se fiant pas tout-à-fait aux promesses qu'on lui faisait, il se décida à renvoyer un corps assez fort pour pouvoir se dégager en cas d'accident. Le maréchal Béresford reçut l'ordre de se rendre à Bordeaux avec la division Cole, celle du général Walker, commandée alors par lord Dalhousie, et la brigade Vivian. Pour couvrir ce mouvement, le général Hill, s'étendit derrière le Lees entre Aire et Garlin, et le général Fane fut occuper Pau le 7 mars, avec une brigade portugaise et la sienne.

Le maréchal Beresford, parti le 8 de Mont-de-Marsan, arriva le 12 à Bordeaux, sans avoir rencontré sur son chemin d'autres troupes que des brigades de gendarmerie, qui observaient sa marche. A l'approche de l'ennemi, le sénateur Cornudet, commissaire extraordinaire, le général Lhuilier, commandant la division, et les autorités civiles et militaires, partirent avec environ cinq cents hommes qui formaient toute la garnison. Le maréchal Beresford ayant reçu *les clefs de la ville*, des mains du maire y fit son entrée. C'est ainsi que la troisième ville de l'empire français, fut remise entre les mains des Anglais. Le duc de Wellington, ayant transporté son quartier-général

à Aire, s'y arrêta pour attendre d'une part la nouvelle de l'occupation de Bordeaux, et de l'autre l'arrivée du général Freyre.

Cependant, le duc de Dalmatie, voyant que l'armée anglaise restait immobile devant Aire, crût pouvoir tenter un mouvement offensif. Mais ayant appris que Pau avait été occupé le 7, il voulut auparavant y pousser une reconnaissance. Le colonel Seganville, qui en fut chargé, avec le 2e de hussards se dirigea par Pontrac, d'où étant parti à la chûte du jour, il arriva la nuit devant Pau, surprit les avant-postes ennemis et enleva un capitaine et trente dragons montés. Le duc de Dalmatie, sachant alors qu'il n'y avait dans cette ville qu'une brigade d'infanterie et une de cavalerie, se décida à marcher sur Garlin, afin de forcer l'aile droite des Anglais, et tâcher de réoccuper Aire. Cette opération ne pouvait l'amener à aucun résultat avantageux, dès l'instant où toute l'armée ennemie était réunie autour d'Aire, et que le corps d'armée du général Freyre, se rendant d'Orthez au même point, le menaçait lui-même en flanc. Son but était, dit-on, d'empêcher le duc de Wellington de faire un détachement sur Bordeaux, ou de l'obliger à le rappeler. D'abord, c'était un peu trop tard, car il devait bien penser que si le général anglais en avait eu le projet, il avait pu profiter de dix jours de repos pour le faire partir, et même le faire remplacer par les réserves qu'il avait laissées à Irun. Ensuite ce n'é-

tait pas en se jetant à la rive gauche de l'Adour, au risque d'y être enveloppé par l'armée ennemie, qu'il pouvait espérer de réussir. Il aurait fallu réunir son armée à Plaisance, afin de pouvoir manœuvrer sur Auch, dans le cas où il ne réussirait pas, et se conserver la facilité de se retirer sur Toulouse ou sur Agen.

La perte des magasins établis sur la ligne de Bordeaux, obligea le duc de Dalmatie à attendre jusqu'au 12, qu'il eût réuni les vivres, qu'il ne pouvait plus se procurer que par réquisition. Le 13, ayant réuni toute son armée, il se mit en mouvement et vint prendre position à Conchez. Le général Berton poussa jusqu'à Viella, d'où il chassa les avant-postes portugais; un régiment de cavalerie ennemie fut chargé par le 10e de chasseurs, qui lui prit une trentaine d'hommes. Le général Hill se voyant menacé, se hâta de concentrer ses troupes sur le plateau de Viella. Le 14, le duc de Dalmatie continua son mouvement, et le général Hill se replia derrière le Lees, où le duc de Wellington avait déjà réuni les trois divisions qui lui restaient encore. Les divisions françaises prirent position à Moncla et Viella. Le 15, le duc de Dalmatie voyant que l'ennemi s'était renforcé devant lui, ne crut pas devoir suivre son mouvement. Il craignit alors que le duc de Wellington ne le tournât par la vallée de Bigorre, et ne le prévînt à Tarbes. Si cette réflexion toute naturelle lui fût venue avant de se diriger sur

Conchez, elle lui aurait épargné un mouvement inutile, et l'aurait peut-être décidé à manœuvrer de préférence par sa droite. Le 16, l'armée des Pyrénées se replia sur Simacourbe et Lambége, et le 17 à Momy. Le duc de Wellington ayant été rejoint, le 14, par le corps d'armée du général Freyre, et le 15 par la brigade Ponsonby, se décida à se mettre en mouvement, le 16, et à reprendre l'offensive. Il ordonna au maréchal Beresford de laisser à Bordeaux la division Dalhousie, et de venir le rejoindre avec celle du général Clinton et la brigade Vivian.

Ainsi, la situation générale des armées françaises et coalisées n'était pas à beaucoup près aussi favorable pour la France, qu'elle l'avait été le 26 février. La perte de Soissons, ayant fait manquer à l'empereur Napoléon le but de son mouvement sur la Marne, il s'était vu obligé de se rabattre sur la grande armée austro-russe, afin de l'éloigner encore de Paris. C'était la répétition, à peu de chose près, des manœuvres qui avaient suivi le combat de Vauchamps, et l'effet pouvait en être le même; mais l'armée prussienne venait de recevoir un puissant renfort, et une victoire ne pouvait pas terminer la guerre. Le moment était venu où il lui aurait fallu mettre en jeu toutes les ressources du patriotisme français; le succès aurait sans doute couronné les efforts de l'armée et des citoyens, si... Mais n'anticipons pas sur l'avenir. Au nord la guerre se soutenait, sans événe-

mens marquans, entre nos places fortes. Dans le midi, le duc de Castiglione, par une série de fautes, avait laissé échapper tous les avantages que lui promettait une conduite décidée et l'activité si nécessaire dans le danger. Son armée, suffisante pour ce qu'il avait à faire vingt jours plutôt, se trouvait alors trop faible, et Lyon allait être menacé. Aux Pyrénées, nous venons de voir que la perte de Bordeaux, si imprudemment amenée, avait porté une secousse politique dans l'Ouest de la France. Le duc de Dalmatie, errant dans une irrésolution continuelle et sans parti décidé, paraissait hors d'état, sous tous les rapports, de tenir la campagne, et l'invasion des départemens méridionaux n'était retardée que par la lenteur du général anglais.

LIVRE V,

Comprenant les événemens qui se sont passés du 17 mars au 11 avril.

CHAPITRE PREMIER.

Négociations de Châtillon. — Traité de Chaumont. — Rupture des négociations.

PENDANT que les événemens qui ont fait le sujet des trois livres précédens se passaient, le congrès, offert par les coalisés et réclamé par la France, pour traiter de la paix générale, s'était réuni et s'était dissous après de vaines négociations. Nous avons vu (tom. 1, pag. 278) que le duc de Vicence, nommé plénipotentiaire pour la France, au congrès qui devait se réunir, était arrivé le 6 janvier à Lunéville, et avait sur-le-champ fait la demande de ses passe-ports. Le but de la coalition n'avait jamais été de s'en tenir aux bases de la déclaration dic-

tée à M. de St.-Aignan, autrement que dans le cas où un grand revers en France les aurait forcés à repasser le Rhin. On voulut donc attendre le développement des premières opérations des colonnes qui entraient en France, et leur réunion sur la Marne, afin de ne pas se trouver forcé par trop de précipitation, d'accéder à des propositions qui n'étaient qu'un pis-aller. Le duc de Vicence ne reçut donc pas de réponse, et se vit forcé de rétrograder jusqu'à St-Dizier. Arrivé dans cette ville le 17 janvier, sans avoir encore reçu ses passeports; il paraît qu'il pressentit que l'occupation de toutes nos frontières orientales pourrait enhardir les coalisés à jeter le masque. Les discours que tenaient les chefs de leurs armées, le langage de leurs proclamations, les efforts qu'ils faisaient pour séparer la cause du gouvernement de celle de la France; tout démontrait qu'ils cherchaient à dominer l'opinion publique, et à se servir de la loyauté française même, pour arriver à leur but.

Tel est le sens de la demande, que fit le duc de Vicence, de nouvelles instructions, pour le cas où les coalisés démentiraient leurs déclarations de Francfort. L'empereur Napoléon, qui était au moment de se mettre à la tête de son armée à Châlons, ne crut pas encore devoir lui-même se mettre au-dessous des conditions que les coalisés avaient proposées, et il ajourna sa réponse.

Cependant l'armée française avait débouché de Châlons sur Saint-Dizier, et son mouvement de

flanc vers Langres, donnait quelques inquiétudes au conseil de la coalition. A la suite d'une invasion à peu près paisible, la lutte allait s'engager. Afin d'être prêts à arrêter l'effet des chances défavorables, auxquelles ils pouvaient être exposés, les coalisés se décidèrent à ne pas retarder plus long-temps la réunion d'un congrès, qu'ils savaient bien eux-mêmes n'être qu'une cérémonie. Le duc de Vicence reçut ses passe-ports dans les derniers jours de janvier, et Châtillon-sur-Seine fut fixée pour le lieu du congrès.

Pendant ce temps, lord Castereagh, après avoir installé le prince d'Orange à Amsterdam, était arrivé à Langres, pour présider à la marche du congrès au nom de l'Angleterre, qui soldait la coalition. Il arrivait très-à-propos pour établir la base des instructions à donner aux plénipotentiaires. Aussi, dès le 29 janvier, les ministres des quatre puissances qui prenaient la dictature de l'Europe, se réunirent. Il fut décidé dans cette réunion, 1° que l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Angleterre traiteraient au nom *de l'Europe entière*, assujétissant les autres puissances à ratifier les conventions faites sans leur intervention; 2° que la forme des négociations serait celle des conférences préliminaires avec protocole; 3° que la France rentrerait dans ses limites de 1792; 4° que son intervention serait écartée dans le partage des provinces dont on la dépouillait; 5° que Napoléon renoncerait à tout titre de souveraineté et de

suprématie sur l'Italie, l'Allemagne et la Suisse; 6° qu'on écarterait toute question relative au code maritime; 7° enfin, que les négociations suivraient la marche des événemens de la guerre. Ces sept points formèrent la base des instructions qui furent remises aux plénipotentiaires des coalisés, d'où il résultait que ceux-ci ne recevraient les propositions de la France, que pour en référer au ministère de la dictature européenne. Ce simple exposé suffit pour démontrer combien peu la France pouvait compter sur des négociations, qui n'avaient pour but que de tromper l'opinion publique, par une modération apparente. La déclaration de Francfort était écartée, comme il aurait pu être facile de le prévoir. Les conférences des plénipotentiaires se réduisaient à un simple interrogatoire, que devait subir celui de la France. Les provinces, dont on voulait dépouiller l'empire français, n'étaient plus destinées à reconstruire l'édifice européen sur la base de 1792; elles devenaient une masse dont les dictateurs se réservaient le partage. A l'esprit d'un équilibre politique, si hautement proclamé, était substitué celui de l'agrandissement personnel de quatre puissances, aux dépens de la France, qu'on voulait mettre hors de proportion.

Pour parvenir à ce dernier but, la coalition et surtout l'Angleterre, dont elle dépendait, avaient dès-lors arrêtée deux points essentiels. Ils ne pouvaient pas figurer dans les instructions des plénipotentiaires, ni entrer dans le projet de paix,

parce que leur simple énoncé aurait suffi pour amener les conséquences les plus désastreuses; mais ils n'en étaient pas moins irrévocablement résolus, et ils étaient regardés comme la seule garantie solide, des usurpations que les quatre grandes puissances méditaient. Ces deux points étaient la déposition de l'empereur Napoléon et l'abolition des principes de liberté et d'égalité, conquis et sanctionnés par la révolution, et que le gouvernement impérial, forcé lui-même de les respecter, n'avait pu éteindre. Les menées fomentées et favorisées par le gouvernement anglais, qu'on trouve toujours derrière ou à côté des intrigues politiques; le malaise où les dévastations des troupes coalisées et les charges, que la défense imposait aux départemens non encore foulés par l'ennemi, avait plongé la presque totalité de la nation; les élémens de défection qui fermentaient déjà à Paris, et qui réagissaient dans les départemens, toutes ces causes devaient amener le premier résultat. Le second était confié au temps, à l'influence que la coalition pourrait acquérir par la révolution qui se préparait et le système du nouveau gouvernement, et au crédit ainsi qu'à la puissance dont elle pourrait faire investir le parti féodal. Le préambule du traité du 20 novembre 1815 est là pour répondre aux objections qu'on pourrait vouloir opposer à une vérité que le temps, en la développant, rend toujours plus incontestable.

C'est sous ce point de vue qu'il convient

de considérer les négociations qui eurent lieu à Châtillon, afin de ne pas perdre la clef des inconvenances qu'elles présentent, et pouvoir s'expliquer le mépris des bienséances et des droits politiques de la France, qu'y déployèrent les plénipotentiaires des coalisés. Nous présenterons au lecteur une analyse de ces négociations, plus longues par le temps qui y fut employé, que par les objets qui s'y traitèrent. Les pièces officielles qui y ont rapport, n'ayant pas été imprimées dans le temps, il a fallu y suppléer par les notions, qu'il a été possible de se procurer des personnes qui ont pu en avoir connaissance, et suppléer souvent par les aveux de l'une, aux réticences de l'autre. On a déjà publié des extraits de ces pièces officielles, puisées dans les archives des gouvernemens; nous croyons cependant qu'on ne peut en faire usage qu'avec précaution et quelque méfiance. La correspondance supposée du roi de Naples en 1814, nous a prouvé à quelles singulières modifications ont été assujétis les actes officiels du gouvernement impérial, et la correspondance de Napoléon.

Le 24 février, les plénipotentiaires furent réunis à Châtillon. C'étaient pour la France, le duc de Vicence; pour la Russie, le comte Rasumowski; pour l'Autriche, le comte de Stadion; pour la Prusse, le baron de Humbold. L'Angleterre, par son droit de primauté, comme puissance payante, en avait trois; les lords Aberdeen et Cathcart et

le général Stewart; le second est célèbre par l'exécution d'un des actes les plus honteux de la politique britannique: l'incendie de la flotte danoise à Copenhague. Le duc de Vicence voyant cet appareil, demanda, dit-on, à Napoléon de lui donner des adjoints. L'Empereur qui avait trop de perspicacité pour ne pas voir que toute cette négociation était une comédie, dont le dénoûment dépendait de ses succès, s'y refusa. Il aurait cependant été piquant d'y envoyer M. le baron de St.-Aignan, pour s'entendre nier en face, ce qui lui avait été dit à Francfort et par les mêmes personnes qui le lui avaient dit. Le 5, la première conférence eut lieu. Elle fut courte, parce que le plénipotentiaire russe allégua ne pas avoir de pleins pouvoirs. On inscrivit cependant sur le protocole deux déclarations, comprenant les articles 1 et 6 des instructions générales que nous avons rapportées ci-dessus.

Dans la seconde conférence, le 7 février, les plénipotentiaires des coalisés remirent au protocole, en forme de bases de négociations, les demandes exprimées dans les articles 3 et 5 de leurs instructions. L'article 3 reçut pour modification la promesse d'arrangemens d'une convenance réciproque, pour des échanges de territoire, et la promesse vague de restitutions à faire par l'Angleterre, d'une partie de ses conquêtes. On voit que les coalisés allaient peu à peu, et voulaient attendre le développement des conséquen-

ces de la bataille de Brienne. Le duc de Vicence se réclama de la note remise à M. de St.-Aignan. Le plénipotentiaire russe dit l'ignorer; l'autrichien en doutait, les anglais firent les sourds. Ce premier acte de mauvaise foi donnait la mesure de ce qui devait suivre. Le duc de Vicence ne put se dispenser de présenter, à son tour, au protocole, une comparaison entre les principes consignés, tant dans la déclaration du 1er décembre, que dans la note de M. de St.-Aignan, et la demande actuelle. Il réclama ensuite des coalisés le développement des bases obscurément indiquées, parce que quand on veut forcer quelqu'un de se dépouiller, on doit lui faire au moins connaître exactement ce qu'on exige. La comparaison établie par le duc de Vicence fit impression sur les autres plénipotentiaires, et le sentiment de la honte de voir un mensonge consigné et signalé dans le second protocole, les porta à en demander la suppression, et ensuite le plénipotentiaire russe à déclarer qu'il ne pouvait plus traiter. Les conférences furent donc interrompues.

Le duc de Vicence ayant reçu, le 8, les pleins pouvoirs illimités qu'il avait sollicités, en profita pour demander confidentiellement, le 9, un armistice au prince de Metternich. Il offrit même la remise immédiate d'une partie des places qui devaient être cédées, si l'armistice pouvait être conclu sans délai. Cette demande intempestive, lorsque la suspension même des conférences prou-

vait que les coalisés n'avaient pas pris un parti définitif, changea la face de la négociation. En la comparant avec l'évacuation de Troyes et la retraite de l'empereur Napoléon sur Nogent, les coalisés s'exagérèrent encore les résultats de la bataille de Brienne, et jugèrent que Napoléon regardait tout comme perdu. Ils transformèrent alors en conditions absolues les déclarations à discuter, qui avaient été portées au protocole, les étendirent et en firent un projet de traité, qui n'était pas d'un plus heureux présage que leurs actes précédens.

Dans la conférence qui eut lieu le 17, après avoir annoncé dans un préambule qu'ils pourraient facilement prouver la bonne foi des coalisés, par la différence même qui existait entre leurs déclarations passées et leur langage présent, mais qu'ils ne voulaient pas s'écarter du but actuel de la négociation, les plénipotentiaires *désavouèrent formellement* la note dictée à M. de St.-Aignan. Dix jours de suspension dans les conférences avait effacé la rougeur du front de ceux qui avaient aidé à dicter cette note. Le projet de traité, auquel on donna le nom de *préliminaire* suivit. La France devait céder toutes les conquêtes faites depuis 1792 et Napoléon renoncer au royaume d'Italie et au protectorat de la Suisse et de l'Allemagne. La France reconnaissait la distribution que feraient les quatres puissances, chefs de la coalition, des provinces cédées et renonçait à y intervenir

L'Angleterre restituait à la France ses colonies, excepté les plus importantes. Les places des provinces cédées devaient être remises dans l'espace de six à quinze jours, et la France devait en outre remettre en dépôt, jusqu'à la ratification du traité définitif, celles de Valenciennes, Lille, Metz, Strasbourg, Besançon, Béfort, Huningue, Perpignan et Bayonne (*). Nous nous arrêterons un instant sur ce projet. Les motifs qui l'avaient dicté sont clairement prouvés par le titre même de *préliminaire*, qu'on lui donnait. En effet, pourquoi donner ce nom à des stipulations qui ont été définitives dans le traité du 30 mai ? Lorsque, dans la séance du parlement d'Angleterre, du 27 avril 1815, M. Whitbread releva l'assertion avancée par lord Castlereagh, que les conditions du traité du 30 mai étaient plus avantageuses que celles qu'on aurait accordées à Napoléon, et en demanda l'explication, lord Castelereagh ne répondit pas. Il ne sera peut-être pas difficile de suppléer à son silence. Nous avons déjà dit que la détermination des coalisés et surtout de l'Angleterre était de parvenir à détrôner Napoléon. Qu'il nous soit permis de dire en passant qu'il n'y entrait aucune idée de ce qu'on appelle légitimité; le motif principal

(*) M. Koch ne nomme que Béfort, Huningue et Besançon. L'insignifiance de ce dépôt, qui n'aurait été remis qu'à l'Autriche seule, tandis que toutes les autres puissances voulaient y avoir part, et les motifs que nous avançons suffisent pour faire voir qu'il s'est trompé.

était que, croyant la France uniquement soutenue par le génie supérieur de son chef, on espérait l'abattre plus aisément en écartant cet obstacle. Dès l'instant où Napoléon faisait la paix, la chance d'une révolution intérieure était perdue; il fallait donc s'en assurer d'autres. C'était ce qu'on préparait par un traité préliminaire. Les places que l'on demandait en otage, en même temps qu'elles démantelaient la France, assuraient la base d'opérations des différentes armées coalisées. Celles-ci seraient naturellement restées sur pied de guerre, dans les provinces nouvellement acquises à la rive gauche du Rhin et dans les places de dépôt. Pendant la négociation du traité définitif, qu'il était aisé de prolonger, la France se trouvait obligée de se relâcher de ses efforts extraordinaires. Alors on aurait demandé des garanties pour l'exécution future des stipulations consenties. Ces garanties auraient été l'abdication de Napoléon, dont le *caractère*, disent tous les manifestes, *ne présente aucune garantie pour la paix de l'Europe;* la cession de quelque provinces et l'abolition du système de gouvernement, basé sur des principes auxquels les *coalisés faisaient la guerre depuis vingt ans*, pour rentrer dans le système libéral de la Prusse et de l'Autriche. Qu'on relise tous les actes diplomatiques de 1813, 1814 et 1815, on verra que nous venons d'en donner un extrait.

Le duc de Vicence, effrayé du développement des prétentions des coalisés, essaya quelques ob-

jections sur le sort futur de la Saxe, de la Westphalie et de l'Italie. On y répondit par le refus d'y admettre l'intervention de la France. Le duc de Vicence, ayant demandé du temps pour répondre, rendit compte du résultat de cette conférence. L'empereur Napoléon, irrité de la dureté des conditions qu'on voulait imposer à la France en foulant aux pieds des protestations solennelles et en violant toutes les convenances envers une nation, qui avait vu les mêmes ennemis pendant vingt ans à ses genoux, révoqua les pleins pouvoirs du de Vicence et se décida à écrire à l'empereur d'Autriche une lettre confidentielle. Il paraissait y avoir quelque motif de croire que ce souverain ne voudrait pas ébranler ou renverser le trône, sur lequel sa fille était assise et que devait occuper son petit-fils. Mais l'acquisition de l'Italie était trop avantageuse, et la raison d'état est là pour diriger la conduite des souverains, par des règles différentes de celles du commun des hommes.

A dater du 17 février, on pourrait regarder les négociations de Châtillon comme terminées, puisque le premier objet présenté était un *ultimatum*. Mais les combats de Mormant et de Montereau avaient refoulé Schwarzenberg sur l'Aube, comme ceux de Champaubert, Vauxchamps et Montmirail avaient rejeté Blücher à la Marne. Les souverains alliés, en fuyant à Chaumont, ordonnèrent d'une part, à leurs plénipotentiaires, de demander une réponse au duc de Vicence; et de l'autre, ils

songèrent à resserrer les liens de la coalition par un nouveau traité. Cette précaution parut surtout nécessaire à l'Angleterre qui n'était pas sans défiance au sujet de l'Autriche, et elle profita, pour y réussir, du besoin de nouveaux subsides qui se faisait sentir à ses alliés. Les principales dispositions du traité, qui fut signé à Chaumont, le 1er mars 1814, étaient 1°, la continuation de la guerre contre la France, jusqu'à ce que la coalition eût atteint le but, dont les chefs étaient convenus entre eux et qui n'était pas énoncé; 2° d'y employer cent cinquante mille hommes chacun: 3° un subside de cinq millions de livres sterling, payable par l'Angleterre pour 1814, et à renouveler indéfiniment; 4° une stipulation défensive contre la France, même après la paix et par laquelle chaque puissance s'engageait à fournir soixante mille hommes à celle qui serait attaquée; 5° une réserve pour l'Angleterre, puissance marchande, par laquelle elle pouvait acheter des hommes chez les coalisés, pour fournir son contingent. La durée de ce traité était fixée à vingt ans. (*)

Le 28 février, une nouvelle conférence eut lieu, et les plénipotentiaires des coalisés demandèrent au duc de Vicence une réponse, qui fût conforme à la *substance* de leur projet, offrant de lui accorder un délai convenu, pour qu'il pût recevoir les

(*) *Pièces justificatives* XXXI.

ordres de son gouvernement. Ils se prévalurent dans leur note de l'offre que le duc de Vicence avait faite lui-même au prince de Metternich, par sa lettre du 9. Verbalement ils ajoutèrent à cette note qu'ils étaient prêts à traiter, *en esprit de conciliation*, les modifications qui ne différeraient pas trop des bases posées. On voit par-là, que l'incertitude des événemens avait changé leur *ultimatum* en un projet à discuter. Le duc de Vicence déclina les inductions qu'on avait tirées de sa lettre au prince de Metternich. En effet, elle posait la condition d'un armistice immédiat, et cette condition n'avait pas été acceptée. Une sixième conférence eut lieu le 10 mars, et le duc de Vicence, qui n'avait pas encore reçu les instructions de l'empereur, se vit forcé de s'en tenir à la déclaration, que Napoléon reconnaissait les bases générales de la pacification, en renonçant à tout titre de souveraineté et de suprématie hors de la France, et en admettant l'indépendance de l'Espagne sous Ferdinand VII, celle de la Hollande sous le prince d'Orange, et celle de la Suisse et de l'Allemagne sous la garantie des quatre autres puissances. La tactique des coalisés était de forcer la France à énoncer elle-même, dans la plus grande latitude, les sacrifices qu'elle consentait à faire, afin d'écarter, en apparence, l'odieux de la spoliation et la honte de la violation de leurs déclarations solennelles; un plus puissant motif était encore celui de se réserver la faculté de profiter

des chances, que leur présenterait la guerre, afin d'étendre leurs prétentions encore plus loin s'il se pouvait. En un mot, ils voulaient dépouiller la France et l'affaiblir, autant qu'il serait en eux, et le terme qu'ils avaient fixé était aussi indéfini que l'étendue de leurs succès et de la possibilité d'en profiter. Aussi les plénipotentiaires de la coalition témoignèrent-ils beaucoup d'humeur, mais comme on n'avait encore aucune nouvelle positive de Blücher, ils prirent la réponse *ad referendum*.

Le 13 mars, les coalisés insistèrent de nouveau sur un contre-projet. Bien que les bases principales, qu'ils avaient posées, eussent déjà été acceptées par la France, et que les stipulations de détail, qui restaient à fixer, eussent été reconnues par eux-mêmes susceptibles de discussion, ils ne voulurent plus y entrer. La raison en était simple. S'ils présentaient leur *ultimatum*, ils risquaient, dans le cas où il serait accepté, de ne plus pouvoir faire à leur projet les surcharges qu'ils voudraient; c'est ce dont ils entendaient se réserver le droit. Le duc de Vicence se vit forcé de promettre un contre-projet, dans le terme de trente-six heures. Pendant ce temps, le conseil de la coalition apprit la bataille de Laon, et la jonction d'une partie de l'armée du Nord avec Blücher. Alors il fut décidé qu'on hâterait la conclusion des négociations. Si le contre-projet s'écartait des stipulations exigées par la coalition, il était à re-

jeter et il fallait rompre les conférences. Dans le cas contraire, on le prendrait *ad referendum*, et le conseil de la coalition se réservait, bien entendu, le droit d'y faire les modifications que permettait la nouvelle situation des affaires. La marche de leur armée du Sud, avait rassuré les coalisés sur les mouvemens du duc de Castiglione. Les avantages remportés par Wellington aux Pyrénées, et l'agitation des départemens de la 11e et 12e division militaire, leur promettaient des succès importans de ce côté. La position des armées de Blücher et de Schwarzenberg était avantageuse, et leur faisait toucher Paris, pour ainsi dire, du bout du doigt. Les avis, sur la révolution qui se préparait dans la capitale, devenaient tous les jours plus positifs. Il n'y avait donc plus aucune raison de continuer à négocier, au risque de se voir privés, par l'acceptation totale des conditions imposées à Napoléon, des avantages plus grands qu'on pouvait encore espérer.

Le 15, le duc de Vicence remit son contre-projet, ou la nécessité de mettre le plus promptement possible un terme aux dévastations affreuses de l'ennemi, le fit rester au-dessous des offres qui avaient été faites à la France, dès Francfort, qu'elle avait acceptés; mais qu'on n'avait jamais eu l'intention de lui accorder. Ce contre-projet portait en substance : 1° Que la France et Napoléon, en son nom, comme empereur, renonçait à tout droit de souveraineté et de possession, sur

les départemens réunis à la droite du Rhin, les provinces illyriennes et les départemens d'Italie, l'île d'Elbe excepté; 2° que la France reconnaissait l'indépendance de la Hollande, sous la souveraineté du prince d'Orange, et consentait à lui fournir un accroissement de territoire; l'indépendance de l'Allemagne, unie par un lien fédératif, et celle de la Suisse, sous la garantie des quatre grandes puissances; celle de l'Italie et de chacun des états dont elle serait composée; enfin celle de l'Espagne, sous la domination de Ferdinand VII; 3° l'empereur Napoléon renonçait à la couronne d'Italie, en faveur du prince Eugène; 4° la réunion des îles Ioniennes au royaume d'Italie; 5° le consentement aux cessions des colonies demandées par l'Angleterre, sous la condition d'une compensation; 6° la remise à la France du matériel de terre et de mer à elle appartenant, et qui se trouvait dans les places cédées; 7° l'évacuation du territoire français à mesure de la remise des places; 8° la restitution au roi de Saxe et au pape de leurs états; 9° la conservation, par les titulaires actuels, des principautés de Lucques et de Neufchâtel et du duché de Berg; 10° enfin un congrès spécial, pour régler le sort des pays cédés.

Ce contre-projet, conforme aux bases générales énoncées par la coalition, était un terme moyen entre les propositions faites à Francfort et les conditions présentées le 17 février. Aucune de ces

trois ébauches de traité n'était un *ultimatum*. Il y avait donc lieu, d'après la déclaration même des plénipotentiaires, à entrer en discussion sur les modifications à apporter de part et d'autre. En effet les plénipotentiaires coalisés prirent le contre-projet *ad referendum*, ce qu'ils n'auraient pas osé faire si les bases générales n'eussent pas été reconnues. Mais les coalisés, se croyant dès-lors sûrs d'arriver à leur but, et entrevoyant dans la différence d'opinions qui se faisait sentir en France, sur le gouvernement à établir, après la révolution qui aurait déposé Napoléon; entrevoyant, dis-je, dans cette différence prononcée d'opinions, les germes d'une guerre civile, dont il leur serait facile de profiter, ils résolurent de rompre.

Dans la dernière conférence, qui eut lieu le 18 mars, les plénipotentiaires des coalisés remirent une note finale, qui terminait les négociations. Cette note amphibologique répétait encore les grands mots de la déclaration du 1er décembre; les coalisés n'avaient, disaient-ils, *aucune vue de conquête*; ils ne faisaient pas la guerre à la France; leur loyauté était prouvée par leurs propositions. Mais l'examen du contre-projet de la France était entouré d'une telle obscurité, et accompagné d'expressions tellement équivoques, qu'il était facile de voir que tout cet échafaudage de mots vides de sens, ne présentait pas une idée de bonne foi, et n'était construit que pour éblouir le vulgaire, encore habitué à donner une valeur

positive aux manifestes de la diplomatie. On avait soigneusement évité de parler des propositions de Francfort; ce fut un hommage tacite rendu à la morale publique, qu'on ose rarement fouler aux pieds à visage découvert. Le duc de Vicence répondit à cette note, en développant la preuve que la France avait matériellement adopté les bases générales de négociation, qui avaient été adoptées, et prouvé sa bonne foi, en offrant elle-même la très-grande partie des sacrifices qu'on avait demandés. Le projet et le contre-projet, basés tous deux sur les mêmes principes généraux, ne s'écartaient que dans des détails sujets à discussion, puisque ni l'un ni l'autre n'étaient des *ultimatum*. On ne pouvait donc pas alléguer que la France voulait conserver une trop grande étendue de territoire, puisque non contente des cessions qu'elle faisait, elle offrait de négocier pour des cessions majeures. Mais cette réplique était inutile; les coalisés étaient trop contens de ne plus se trouver dans l'obligation de conclure un traité ou de prononcer leur dernier mot.

Ainsi finit une des négociations les plus singulières dont l'histoire nous ait conservé la mémoire. On a beaucoup blâmé, dans le temps, l'empereur Napoléon, de n'avoir pas consenti en entier et de prime-abord, aux conditions imposées le 17 février. Nous pourrions alléguer que des Français ne peuvent guère blâmer un souverain, pour avoir reculé devant l'idée de signer volontaire-

ment la spoliation et l'affaiblissement de la nation qui l'avait élevé sur le trône; que lui-même aurait été coupable, s'il avait pu se résoudre, au prix du sacrifice des provinces qui lui avaient été confiées, à régner sur un pays démembré, sous l'influence ou la domination de l'étranger, qui lui aurait dicté des lois. Mais nous nous contenterons de poser nous-mêmes deux questions, dont la solution suppléera à tout ce que nous pourrions dire : L'empereur Napoléon, pouvait-il, comme chef de la nation française, céder, sans le consentement de la nation, des provinces appartenantes au domaine dont l'administration lui avait été confiée (*) ? Si l'empereur Napoléon eût accepté les conditions imposées le 17 février, aurait-il obtenu la paix; n'aurait-on pas objecté que la bataille de Laon avait changé la position des affaires, comme on le fit à l'égard de la note de Francfort ? Deux jours avant la clôture des con-

(*) Un seul trait, tiré de notre propre histoire, servira de réponse à cette question.

Par le traité de Madrid conclu en 1526, François Ier cédait à l'empereur Charles V ses droits de suzeraineté sur l'Artois et la Flandre, et s'engageait à lui remettre dans six semaines la Bourgogne.

Au terme fixé, Lannoy vint de la part de l'Empereur réclamer l'exécution du traité. Pour toute réponse, le roi lui présenta les notables assemblés à Cognac.

« *Le Roi n'est pas le maître*, dirent ces citoyens courageux, *de démembrer le royaume ;* et si, abusant de son pouvoir, il voulait livrer une seule de ses provinces, *le patriotisme français ne le souffrirait pas.* »

férences, les coalisés avaient publié un manifeste, sur lequel nous nous abstiendrons de toutes réflexions, pour nous épargner une répétition fastidieuse de ce que nous avons déjà dit (*). Nous nous contenterons de rappeler l'attention du lecteur sur deux phrases de cette pièce diplomatique. La première est celle-ci : *Rien n'empêchait plus qu'ils* (les coalisés) *n'exprimassent les conditions nécessaires à la reconstruction de l'édifice social.* La note de Francfort avait donc été un mensonge. La seconde est l'appel fait à la nation française, à la fin du manifeste, pour l'exciter à se soulever contre son gouvernement. On a évité dans les publications allemandes de cette pièce, de répéter cet appel d'assez mauvais exemple.

(*) *Pièces justificatives* XXXII.

CHAPITRE II.

Napoléon s'avance vers l'Aube.—Mouvemens du prince de Schwarzenberg. —Bataille d'Arcis-sur-Aube, le 20 mars. —Second combat, le 21.—L'armée française repasse l'Aube.

Nous avons vu (page 120) que l'empereur Napoléon, ayant rallié à Reims la division Janssens et donné trois jours de repos indispensable à son armée, s'était décidé à se porter sur les derrières de l'armée du prince de Schwarzenberg, afin de menacer ses communications. Le vice de l'extension excessive de cette armée, la mettait dans une situation pareille à celle où elle était le 17 février. Si, à la journée de Laon, la valeur n'avait pu triompher de l'excessive supériorité du nombre, au moins un but stratégique avait été rempli. L'armée russo-prussienne était jetée hors de sa ligne d'opérations, et l'armée française, occupant Soissons, Reims et Châlons, coupait la communication entre les deux armées ennemies.

Le prince de Schwarzenberg, pour remédier a ce défaut, s'était à la vérité étendu par sa droite; mais, en touchant encore l'Yonne par son extrême gauche, il avait allongé outre mesure le front de son armée. Il était donc probable que

par une marche rapide sur son flanc, on le rencontrerait dans quelque mouvement décousu.

Avant de se mettre en marche, l'empereur Napoléon songea à attirer à lui une partie des garnisons des places de la Moselle. La communication ayant été rétablie de Châlons avec l'Argonne, le général Duvignau, qui y commandait, fut chargé de faire passer l'ordre au général Durutte, de tirer environ douze mille hommes des places de la troisième division militaire, et de venir joindre l'armée à Châlons. Napoléon aurait bien désiré faire prendre les armes à la population des départemens de la Meurthe, de la Moselle et des Vosges; mais le meilleur moyen d'y parvenir eût été celui d'y envoyer un général connu et estimé. Personne n'y était plus propre que le prince de la Moskowa, et à sa voix se seraient bientôt réunis autant d'hommes qu'on aurait pu en armer. Il paraît que des motifs, que nous ne pouvons pas apprécier, empêchèrent l'empereur Napoléon d'agréer l'offre qu'en fit le maréchal.

Pour masquer son mouvement, et en même temps couvrir Paris au besoin, Napoléon se décida à laisser sur l'Aine les corps des ducs de Trévise et de Raguse, montant à environ treize mille hommes d'infanterie et six mille chevaux. Lui-même ne conserva pour son expédition que les divisions Friant, Boyer et Janssens, et celles de cavalerie des généraux Excelmans, Colbert, Letort, Defrance et Berckeim, faisant dix mille hommes d'infanterie et moins de six mille chevaux. Il attendait, il est vrai, quatre mille cinq cents hommes d'infanterie et quinze cents chevaux de la garde, que le général Lefebvre-Desnouettes lui amenait de Paris. D'un autre côté, il

comptait être rejoint le 20, sur l'Aube, par le duc de Tarente avec les corps sous ses ordres, montant à environ vingt-deux mille hommes d'infanterie et plus de neuf mille chevaux. La réunion de ces forces aurait porté l'armée qui devait combattre le prince de Schwarsenberg à environ cinquante-cinq mille hommes, dont plus de dix-sept mille de cavalerie. Le tableau ci-dessous fera voir, qu'à cette époque, la totalité des troupes que l'empereur Napoléon avait à employer contre les deux armées de Blücher et de Schwarzenberg, ne s'élevait qu'à soixante-dix-sept mille hommes en tout (*). Le 17

(*) FORCE DE LA GRANDE ARMÉE FRANÇAISE, AU 17 MARS.

			INFANT.	CAVAL.
SUR L'AISNE.				
Duc de Trévise		Div. Christiani	2,100	
		— Curial	2,800	
		— Charpentier	2,800	
	Gén. Belliard command. toute la cavalerie.	— Roussel		1,750
		Bri. Grouvelle		350
Le duc de Raguse		Div. Ricard	1,000	
		— Lagrange	2,100	
		— Duc de Padoue	2,100	
	Gén. Bordesoulle	— Merlin		1,150
		— Bordesoulle		1,250
		Total	12,900	4,500
AVEC L'EMPEREUR A REIMS.				
		Div. Friant	3,700	
Le prince de la Moskowa		— Janssens	3,600	
		— Boyer de Rebeval	3,000	
		— Berckeim		1,500
		— Defrance		800
Gén. Sébastiani.		— Excelmans		3,600
		— Colbert		
		— Letort		
		Total	10,300	5,900
Venant de Paris.		— Henrion	4,500	
		— Lefebvre-Desnou.		2,000
Sous le duc de Tarente.		Cor. du duc de Reggio	17,300	5,600
		— Tarente.	5,600	4,400
		Total	37,700	17,900
Sur l'Yonne.		Div. Allix et Souham.	4,500	500
		Total général	55,100	22,900

mars, l'empereur se mit en mouvement, avec toutes les troupes de la garde, et vint à Epernay. La division Janssens se rendit à Châlons; le prince de la Moskowa, qui y était encore, rappela la division Defrance qu'il avait poussée vers Vitry, et la dirigea sur Vatry.

Le prince de Schwarzenberg, ayant enfin appris que Napoléon se dirigeait de Reims par Châlons, probablement sur son extrême droite, pensa à renforcer cette aile. Il ordonna donc pour le 18, que le corps de Wrede se plaçât entre Rameru et Allibaudière, occupant devant son front Vatry et Fère-Champenoise, et ayant son avant-garde à Sommesous. Les gardes et réserves devaient se concentrer entre Dommartin et Lesmont. Le corps de Wittgenstein entre Charny et Arcis. Celui de Wurtemberg devait relever, à St.-Martin-de-Chenestron, l'avant-garde du général Pahlen. Ce dernier mouvement n'ayant pas eu lieu, le corps de Wittgenstein resta entre Mery et Châtres. Le prince de Schwarzenberg ayant appris ce retard, qui laissait une lacune dans son ordre de bataille, ordonna au général de Wrede de repasser l'Aube. Les divisions Hardegg et Spleny occupèrent Arcis, et le restant du corps s'étendit vers Coclois. Le 18, l'empereur Napoléon continua son mouvement. La cavalerie du général Sébastiani attaqua les cosaques de Kaisaroff, en avant de Fère-Champenoise et les replia sur Herbisse. Le général Sébastiani vint prendre position à Gourganson et Semoine; la division Friant occupa Fère-Champenoise. Le

Prince de la Moskowa, avec les divisions Boyer, Janssens et Defrance s'avança jusqu'à Sommesous. A son approche, le général Frimont, qui occupait ce lieu, se replia sur Herbisse, d'où il repassa l'Aube, d'après l'ordre qu'il en reçut. Le général Tettenborn, qui s'était avancé à Cosle, se hâta de repasser la Marne. Les généraux Lambert et Dawidow se retirèrent à Vitry. Le même jour, le duc de Tarente poussa vers St.-Martin-de-Chenestron, une reconnaissance de cavalerie, qui, y ayant rencontré le général Pahlen, se replia sur son corps. Pendant que l'empereur Napoléon se dirigeait ainsi vers l'Aube, le prince de Schwarzenberg, toujours flottant dans l'irrésolution, s'imagina que ce mouvement n'était qu'une simple démonstration, qui cachait une manœuvre différente. Il se décida, dans cette hypothèse, à pousser de nouveau un corps au-delà de l'Aube, et étendre des reconnaissances vers la Ferté-Gaucher, Montmirail et Vertus, pour éclairer la Marne jusqu'à Meaux. Le corps de Rajewski reçut l'ordre de se rendre de Mery, par Rancy, sur les hauteurs d'Allibaudière, pour y prendre position. Le général Pahlen devait se rendre, par la droite de la Seine à Pleurs, et s'y établir, occupant Sézanne et Fère-Champenoise, et poussant les reconnaissances dont nous venons de parler. Le général Kaisaroff devait s'avancer jusqu'à Vertus. En cas d'attaque, le corps de Wrede devait se porter sur les hauteurs d'Allibaudière.

Ayant appris, vers le soir, que l'empereur Na-

poléon débouchait également par la route de Châlons, le prince de Schwarzenberg en revint au projet qu'il avait déjà eu, de se concentrer vers Brienne et d'y recevoir la bataille. Un nouvel ordre de mouvement fixa, pour le 19, que le corps de Wrede resterait la nuit derrière l'Aube, et s'échelonnerait vers Pougy; que les corps de Giulay, Rajewski et Wurtemberg se replieraient à Troyes, laissant les cosaques de Seslawin devant Nogent et Bray; que les gardes et réserves prendraient position derrière la Voire; pour le 20 que le corps de Wrede viendrait à Brienne, laissant une arrière-garde à Lesmont et Rosnay. Les corps de Giulay, Wurtemberg et Rajewski, à Vandœuvres. Cette disposition était motivée sur ce que l'approche de l'ennemi ne permettait pas de se concentrer à Arcis. D'après cette nouvelle disposition, le corps de Rajewski se mit en mouvement de Mery, pour se replier sur Troyes. Celui de Wurtemberg le suivit de près, faisant occuper Mery par son arrière-garde.

Cependant l'empereur Napoléon continua son mouvement le 19, se dirigeant avec la colonne de droite sur Plancy et le prince de la Moskowa sur Arcis. Le général Sébastiani, qui faisait l'avant-garde, rencontra le corps de Kaisaroff, à la hauteur de Champfleury; les cosaques furent chargés, culbutés et perdirent un bon nombre de prisonniers. Le pont de Plancy fut réparé, malgré une vive canonnade, et la division Friant étant arrivée, un

bataillon occupa Charny, et le général Sébastiani franchit le gué sous sa protection. Aussitôt qu'il eût débouché, il se dirigea à gauche, avec les divisions Excelmans et Colbert, et se mit à la poursuite des cosaques. Ces derniers se sauvèrent à Pouan, qu'ils brûlèrent, et le général Sébastiani, ne pouvant faire traverser de nuit le ruisseau marécageux de la Barbuise à son artillerie, s'arrêta à Bessy. L'empereur Napoléon se rendit à Mery, avec les divisions Letort et Berckeim et les escadrons de service. L'arrière-garde du corps de Wurtemberg, qui y était encore, repassa la Seine et brûla le pont. Napoléon, sans perdre de temps à une attaque de front, fit passer la division Letort à gué au-dessous de Mery. L'ennemi se hâta de se replier sans l'attendre. C'était l'extrême arrière-garde, en sorte que, malgré la diligence du général Letort, il ne put atteindre qu'un équipage de treize pontons, qui avait servi à Pont-sur-Seine. Le général Letort prit position aux Grez. L'empereur Napoléon, voyant que le prince de Schwarzenberg avait retiré toute son armée vers Troyes, se décida à l'attaquer en flanc pendant sa marche entre la Seine et l'Aube; il lui fallait pour cela occuper le passage d'Arcis, afin de se conserver la faculté de reprendre la ligne d'opération de Châlons ou de Vitry. Le soir il revint avec ses escadrons de service à Plancy. La division Friant bivouaqua sur les deux rives de l'Aube. Le prince de la Moskowa, qui avait été dirigé sur Plancy, aussitôt que

le pont avait été emporté, prit position, son infanterie en arrière de Plancy, la cavalerie à Viapre. Le duc de Tarente ayant eu avis de la retraite du général Pahlen, se porta avec toute sa cavalerie vers Villenoxe, jetant des partis du côté de Sézanne et de la Ferté-Gaucher. L'infanterie, les 7e et 2e corps en tête, s'étendit de Provins à Villenoxe. Les deux brigades de la division Pacthod, qui étaient a Montereau, vinrent occuper Bray, Nogent et Pont-sur-Seine. L'armée ennemie occupa le soir les positions suivantes: Le corps de Rajewski devant Troyes sur les hauteurs du Pont-Ste-Marie; les corps de Giulay et de Wurtemberg y arrivèrent pendant la nuit; le corps de Wrede à la hauteur de Nogent-sur-Aube; son arrière-garde quitta Arcis dans la nuit. Les gardes et réserve en avant de Brienne, à la hauteur de Perthes.

Ce jour-là même, le prince de Schwarzenberg, toujours persuadé que l'empereur Napoléon se dirigeait sur Brienne, changea encore sa disposition pour le 20; d'après ce nouvel ordre, le corps de Wrede, formant l'avant-garde, devait prendre position entre Braux et Aulnay, occupant sur son front Dommartin et Donnement, et s'éclairant vers Rameru, Dampierre et Corbeil. Le corps de Rajewski, se dirigeant par Assencières et celui de Wurtemberg par Piney, devaient passer l'Aube à Lesmont et prendre position derrière la Voire. Le corps de Giulay devait garder Troyes, et dans le cas où il s'y trouvât menacé, se replier sur Van-

dœuvres et Moustier-Amey. Mais vers le soir, le général Kaisaroff, ayant rendu compte du passage de l'armée française à Plancy, et le prince de Schwarzenberg ayant également appris que Mery était occupé, il changea encore une fois ses dispositions et se décida à prendre l'offensive. Arcis n'ayant pas été attaqué, il lui parut évident que l'empereue Napoléon avait le projet de se diriger, par Plancy et Mery, sur Troyes. Dans cette hypothèse, ayant toute son armée, pour ainsi dire, sous la main, il forma le projet de la réunir devant Plancy et de rejeter la tête de colonne de l'armée française au-delà de l'Aube, ou, si le passage était déja terminé, la forcer à passer la Seine à Méry.

L'ordre de mouvement, donné sur ces bases, porte en substance, que le prince royal de Wurtemberg réunira son corps, celui de Rajewski et celui de Giulay, qui passèrent sous ses ordre, en colonnes d'attaque, le 20 à neuf heures du matin, à la hauteur de Charmont. De là ces trois corps, couverts à leur gauche par toute leur cavalerie, devaient se diriger sur Plancy, la cavalerie s'étendant vers Mery. Le corps de Wrede devait, à la même heure, être aussi en colonnes d'attaque à la hauteur de Chaudrey; toute sa cavalerie devait s'étendre à gauche, pour joindre les autres colonnes. De là le général de Wrede devait, en longeant l'Aube, passer Arcis et forcer le défilé de la Barbuise. Toujours à la même heure, les gardes et réserves devaient avoir passé l'Aube à Lesmont

et être en position, l'infanterie sur les hauteurs d'Auzon et la cavalerie en avant de Mesgnillêtre. L'attaque était fixée à onze heures du matin, et le signal devait en être donné par une colonne de fumée et trois coups de canon à Mesgnillêtre.

Le 20 au matin, l'empereur Napoléon ordonna au général Sébastiani d'occuper Arcis, où se trouvait également le prince de la Moskowa, par la rive droite. A dix heures du matin, la cavalerie de la garde y entra, le pont fut réparé en hâte et le prince de la Moskowa déboucha, avec ses deux divisions d'infanterie. Les habitans ayant prévenu le prince et le général Sébastiani que l'armée coalisée approchait, ils en rendirent compte à l'empereur Napoléon et se préparèrent à défendre Arcis. La division Janssens fut placée à cheval de la route de Brienne, sa gauche appuyée à Grand-Torcy; la brigade du général Boyer en seconde ligne; les deux divisions de cavalerie du général Sebastiani, à cheval de la route de Troyes, en face du général Kaisarof; la division Colbert en première ligne et la division Excelmans en seconde. La division Defrance fut poussée vers Vinets, sur la route de Rameru, pour observer l'ennemi de ce côté. L'empereur Napoléon fit partir de Plancy, par la rive droite de l'Aube, la division Friant, et ordonna au général Letort de venir également à Arcis avec sa division. Par un mal entendu d'ordres, le général Letort ne revint qu'avec ses dragons, laissant à Mery les grenadiers et les chas-

seurs. Vers une heure, Napoléon arriva de sa personne à Arcis et envoya un de ses officiers d'ordonnance reconnaître la position de l'ennemi. Ce jeune homme ayant rapporté qu'il n'y avait en présence que les cosaques de Kaisarof, Napoléon se décida à rester en position, et attendre le restant de ses troupes, ainsi que celles du duc de Tarente, qu'il croyait voir arriver dans la journée.

Cependant l'armée coalisée s'avançait également de son côté. A huit heures du matin, le corps de Wrede était réuni à la hauteur de Chaudrey. Les réserves et les gardes arrivaient sur les hauteurs d'Auzon et de Mesgnillêtre; mais les trois corps du prince royal de Wurtemberg, fatigués des marches forcées des jours précédens, ne purent se mettre en mouvement que plus tard. Il était près de neuf heures quand ils débouchèrent de Troyes, en deux colonnes; le corps de Rajewski sur la route d'Arcis, et ceux de Giulay et de Wurtemberg sur celle de Plancy. Une division du corps de Giulay était restée à Troyes. A midi, ces colonnes étaient arrivées à la hauteur d'Aubeterre, où le prince royal de Wurtemberg leur donna quelque repos.

Dès que les gardes et réserves furent réunies, le prince de Schwarzenberg porta son aile droite en avant. Vers une heure, le corps de Wrede se déploya en colonnes d'attaque; le général Volkmann, avec les onze bataillons autrichiens, forma l'aile droite, en arrière de Petit-Torcy; les divisions Rechberg et Delamotte étaient au centre,

séparées par une brigade de cavalerie de huit escadrons; le général Frimont, avec vingt-six escadrons autrichiens et quatorze bavarois, forma l'aile gauche, s'étendant vers la route de Troyes. Le général Kaisarof s'avança de Voué et se plaça à gauche du général Frimont. Quatre escadrons de la garde russe furent envoyés à la droite de l'Aube vers Vinets, au-devant de la division Defrance. Le prince de Schwarzenberg, voyant que Napoléon avait déjà occupé Arcis, se décida à attaquer de suite, afin de se rendre maître de ce passage et déboucher plutôt par les défilés de la Barbuise, sur Plancy. Un peu après une heure, le prince de Schwarzenberg donna le signal du combat. Les gardes et les réserves s'avancèrent sur les hauteurs, en arrière du village de Mesgnil-la-Comtesse, la cavalerie en première ligne, l'infanterie formant la seconde.

L'action fut engagée par le général Kaisaroff, qui, voyant la cavalerie française aussi éloignée de l'infanterie et sans appui, profita de la supériorité de ses forces pour la charger. La division Colbert fut renversée, et ébranla celle du général Excelmans. Le général Frimont se porta alors en avant avec sa cavalerie et trois batteries. Les divisions Excelmans et Colbert furent enfoncée et ramenées sur Arcis, ayant perdu trois canons dans la charge. L'empereur Napoléon, l'épée à la main se jeta devant les fuyards et les arrêta. Dans ce moment arrivait la division Friant; elle passa

les ponts au pas accéléré, et prit position en avant d'Arcis. La cavalerie ennemie fut repliée, et la nôtre reprit sa position. Pendant ce temps, le général de Wrede fit attaquer Grand-Torcy par le général Volkmann, à la tête de quatre bataillons du régiment Archiduc Rodolphe. Un instant la division Janssens plia et perdit le village; mais ayant été appuyée par le général Boyer, l'ennemi fut chassé et le régiment autrichien vivement maltraité. Le général de Wrede fit alors soutenir le général Volkmann, d'abord par deux bataillons de la brigade du prince Charles de Bavière (division Rechberg), et ensuite par la brigade Habermann de la division Delamotte. Le village de Grand-Torcy fut attaqué plusieurs fois et toujours en vain; malgré les efforts réitérés de ces dix-huit bataillons, ceux de leurs généraux, et particulièrement du prince Charles qui s'y distingua par sa valeur, nos troupes restèrent inébranlablement en possession du village.

Pendant que l'aile droite des coalisés était ainsi arrêtée devant Grand-Torcy, le prince royal de Wurtemberg s'avançait vers Plancy. Vers quatre heures après-midi, le corps de Rajewski était arrivé à la hauteur de Voué; ceux de Wurtemberg et de Giulay étaient sur les hauteurs des Grandes Chapelles; la cavalerie, qui s'était dirigée par Chapelotte-Ste.-Geneviève et les Grandes Chapelles, approchait de Premierfait. Jusque-là, ces colonnes n'avaient rencontré aucune troupe fran-

çaise. Dans ce moment elles découvrirent une colonne de cavalerie à la hauteur de Réges. C'étaient les grenadiers et chasseurs de la garde, laissés, comme nous l'avons vu, par erreur à Mery, et qui en étaient partis à deux heures, avec l'équipage des ponts capturé, pour gagner Arcis. Le prince royal de Wurtemberg ordonna sur-le-champ l'attaque. Le général Pahlen, avec douze escadrons, fut porté à droite de la route pour couper la communication d'Arcis. La division des cuirassiers russes de Duca attaqua de front, et la cavalerie de Wurtemberg par la gauche. La cavalerie du corps de Giulay et la division de cuirassiers autrichiens de Nostitz, restèrent en réserve. Les escadrons de la garde se déployèrent devant l'ennemi, et soutinrent le combat avec la plus grande valeur. Mais ils auraient sans doute succombé sous la supériorité du nombre, si le général Berckeim ne les eût fait soutenir par la brigade Curely et de l'artillerie. Ce renfort facilita leur retraite, et ils se replièrent à Mery, sans autre perte que cent vingt hommes et trois pontons. A la nuit, les grenadiers et chasseurs de la garde repartirent de Mery, laissant l'équipage de ponts au général Berckeim, passèrent l'Aube à Plancy, et rejoignirent le général Letort à Arcis.

Le combat durait encore devant Arcis, vers six heures du soir, lorsque le prince de Schwarzenberg résolut de tenter un dernier effort, pour emporter Torcy. Il fit avancer le corps de grenadiers

russes, sous les ordres du général Czoglokow, la division de cuirassiers de Kretow, et la garde à cheval prussienne, en second ligne du corps de Wrede, et fit appuyer ces troupes par soixante-dix bouches à feu. Une division de grenadiers entra sur-le-champ en ligne, et une nouvelle attaque générale fut tentée sur Grand-Torcy. Les divisions Janssens et Boyer, soutenues par deux bataillons de gendarmes de la division Friant, unique renfort dont Napoléon pût disposer, soutinrent sans s'ébranler les efforts réitérés de l'ennemi. Le combat dura jusqu'à onze heures du soir, à la lueur des flammes qui consumaient Arcis, incendié par le feu de l'ennemi. Dans cette lutte glorieuse nous perdîmes le général Janssens blessé à mort, presqu'en même temps que le général bavarois Habermann. Enfin, l'ennemi rebuté renonça à ses attaques, et se retira du champ de bataille.

Sur le plateau, le général Sébastiani avait fourni et reçu plusieurs charges avec des succès variés, lorsqu'à la nuit tombante, il fut renforcé par la division de cavalerie du général Lefebvre-Desnouettes, qui vint se placer en réserve, à la droite d'Arcis. La division d'infanterie du général Henrion, fatiguée d'une longue marche, avait été obligée de s'arrêter à Plancy. Vers neuf heures du soir, après avoir laissé reposer les chevaux arrivans, le général Sébastiani voulut profiter de leur appui pour tenter une attaque vigoureuse. Les cosaques

de Kaisaroff furent enfoncés et écharpés; l'aile gauche du général Frimont entamée, fut ramenée en désordre vers le centre, et toute l'aile gauche du corps de Wrede risquait d'être fortement compromise. La brigade de chevau-légers bavarois de Vieregg se soutenait encore, et, ayant été appuyée par les cuirassiers de Kretow et la garde à cheval prussienne, la charge de notre cavalerie fut arrêtée. Le général Sébastiani rentra dans sa position, et l'ennemi s'arrêta devant lui.

A la droite de l'Aube, la division Defrance avait poussé devant elle les quatre escadrons de garde russe, jusqu'au-delà de Rameru. Alors le prince de Schwarzenberg, toujours inquiet pour Brienne, se hâta d'envoyer à Rameru la division des gardes légères russe du général Ojarowski, et le général Defrance s'arrêta.

L'armée française bivouaqua sur le champ de bataille. Le duc de Tarente, d'après les ordres de l'empereur Napoléon, avait continué son mouvement vers Arcis. Le 20, le 7e corps et la cavalerie du général St.-Germain s'étaient avancés jusqu'à St.-Saturnin et Boulages; les corps de cavalerie du général Milhaud et du comté de Valmy, à Marsangy. Les 2e et 11e corps d'infanterie à Marsilly et Conflans. L'armée coalisée occupa les positions suivantes; le corps de Wrede à la hauteur de Chaudrey; les gardes et réserves restèrent dans leur position en arrière de Mesgnil-la-Comtesse, les cosaques de Kaisarof en avant de Voué;

le corps de Rajewski, couvert par sa cavalerie, a la hauteur de Nozai; ceux de Wurtemberg et de Giulay sur les hauteurs de Premierfait, à cheval de la route et couverts également par la cavalerie. Telle fut l'issue de la bataille d'Arcis, où sept mille hommes (*) luttèrent avec succès contre tout le corps de Wrede, et une division de grenadiers (c'est-à-dire contre vingt-deux mille), pour la défense du village de Torcy; où deux mille cinq cent chevaux en arrêtèrent sept mille (**), et où l'ennemi fut obligé d'en ajouter encore deux mille cinq cents (***) pour se soutenir, lorsque la division Lefebvre-Desnouettes fut arrivée. Nous l'examinerons plus bas, sous le rapport stratégique.

Dans la nuit du 20 au 21, le prince de Schwarzenberg, convaincu que l'intention de l'empereur Napoléon, auquel les rapports ennemis prêtaient une armée de soixante-dix mille hommes, était de déboucher dans la plaine et de l'attaquer, se prépara à recevoir la bataille. Le terrain qu'il choisit pour déployer son armée, s'étendait depuis l'Aube auprès d'Ortillon, jusqu'au-delà de la Barbuise à la hauteur de Nozai. Le prince de Wur-

(*) Les divisions Janssens et Boyer et deux bataillons de gendarmerie.

(**) Les divisions Excelmans et Colbert.—Quarante escadrons du corps de Wrede et les cosaques de Kaisarof.

(***) Les cuirassiers de Kretow et la garde à cheval prussienne.

temberg reçut l'ordre d'appuyer à droite pour se joindre au corps de Wrede. A six heures du matin, le 21, l'armée coalisée occupait les positions suivantes : à l'extrême droite, le géneral Volkmann avec ses bataillons autrichiens du corps de Wrede, occupait le village d'Ortillon. A sa gauche était le restant de ce corps, dans le même ordre que la veille s'étendant jusqu'au chemin de Mesgnil-la-Comtesse. La division des grenadiers russes de Czoglokow était en réserve. Le corps de Wurtemberg à gauche de celui de Wrede, ayant devant son front le village de Mesgnil-la-Comtesse, occupé par trois bataillons et deux escadrons de la garde prussienne. Suivait le corps de Giulay. Le corps de Rajewski était derrière Nozai, qu'il occupait fortement. La cavalerie de ces trois corps était en échelons entre celui de Rajewski et celui de Giulay, celle du général Pahlen à gauche. Les cosaques de Kaisarof étaient à la gauche de la Barbuise, s'étendant jusque vers Pouans ; les gardes, la division de grenadiers de Paskiewicz et celles de cuirassiers de Duca et de Kretow, restèrent dans la position que les réserves occupaient le 20. A la droite de l'Aube, la division de garde légère du général Ojarowski resta vers Romeru. Le front de l'armée était couvert par les troupes légères, et soixante-douze pièces de la réserve passèrent en première ligne.

Napoléon ayant vu que le prince de Schwarzenberg n'avait engagé le 20 que la moindre

partie de ses forces, crut que le combat qui avait été livré, n'avait eu d'autre but que de masquer la retraite des coalisés. En effet, il était difficile de croire, le 20, que le général ennemi jetterait une portion considérable de son armée vers Plancy, avant de savoir si réellement l'armée française y était. Mais le combat qui eut lieu près de Réges, et le rapport de ses éclaireurs de droite avaient cependant dû le persuader de la réalité de ce mouvement. Dans la nuit, il rappela à lui les divisions Berckeim, Henrion et Defrance. Le 21, au jour, il leur fit passer l'Aube, et vers huit heures du matin, le duc de Reggio étant arrivé, avec les trois brigades du général Leval et la cavalerie du général St.-Germain, Napoléon rangea son armée en bataille. Le prince de la Moskowa à la gauche avec ses divisions et celle de la garde. Le général Leval au centre, le général Sébastiani à la droite, avec la cavalerie de la garde et celle de la ligne. Une reconnaissance, poussée en avant de Grand-Torcy, n'ayant rencontré vers St.-Nabor que quelques piquets de cavalerie, l'empereur Napoléon se confirma dans l'opinion que l'ennemi se retirait.

Vers dix heures du matin, il ordonna au général Sébastiani de se porter en avant; le prince de la Moskowa devait suivre et appuyer son mouvement. Arrivés sur le plateau en avant d'Arcis, le prince et le général Sébastiani virent l'armée ennemie en bataille, attendant de pied ferme le

signal du combat. Près de cent huit mille hommes en attendaient vingt-huit mille (*). Malgré cette grande supériorité le combat s'engagea d'abord. Le général Sébastiani ayant fait occuper Moulin-Neuf, d'où l'on chassa les cosaques, fit attaquer le premier échelon de la cavalerie ennemie. Le général Pahlen fut vivement poussé, sa cava-

(*) **ARMÉE FRANÇAISE LE 20 MARS.**

			INFANT.	CAVAL.
Pr. de la Moskowa.	Garde.	Div. Friant et Henrion.......	8,000	
		— Janssens et Boyer......	5,500	
Gén. Sébastiani....		—Excelmans, Colbert, Letort, Defrance..... Berkeim et Lefebvre Desnouettes...........		7,300
Duc de Reggio....	Gén. St-Germain.	Maurin et St.-Germain....		2,500
	7e corps.	Leval........	6,500	
		Total......	20,000	9,800

ARMÉE COALISÉE.

			INFANT.	CAVAL.
Gén. Giulay.......	Div. Crenneville, Fresnelle et Nostitz.......		10,800	3,200
Pr. Wurtemberg...	— Pr. Adam, Franquemont et Duca.......		10,200	3,600
Gén. de Wrede.....	— Hardegg, Spleny, Rechberg, Delamotte et Czoglokow.		22,100	4,800
— Rajewski......	— Pr. Eugène, Gorczakow et Pahlen.......		16,500	3,500
Réserve..........	Grenadiers autrichiens, (3 brig.)		5,000	
	— Paskiewicz et cuirassiers Kretow.		3,000	1,600
	Garde russe à pied et à cheval, et garde prussienne......		15,800	4,800
Corps de cosaques.	Gén. Kaisarof et Seslawin.....			3,000
		Total.....	83,400	24,500

lerie ploya, et aurait été mise dans une déroute complète, si le second échelon ne fut arrivé à son secours. Pendant que le combat se soutenait, le prince de la Moskowa fit prévenir l'empereur Napoléon, que l'ennemi était en présence, en nombre quadruple de nos forces. Napoléon vint lui-même sur la hauteur, et il lui fut facile de s'apercevoir que le prince de Schwarzenberg pouvait l'occuper de front, tandis que le corps de Wrede l'attaquerait en flanc par Torcy, qui était dégarni. Ce n'était pas à beaucoup près l'intention du général ennemi, mais il était permis et même raisonnable de le supposer. Les 2ᵉ et 11ᵉ corps d'infanterie, les 5ᵉ et 6ᵉ corps de cavalerie, c'est-à-dire plus de seize mille hommes, ne pouvaient arriver que le soir. Napoléon ne crut pas devoir hasarder près de trente mille hommes, l'élite pour ainsi dire de son armée, contre des chances aussi désavantageuses. Il ordonna la retraite. Le prince de la Moskowa fit de suite commencer le reploiement des deux divisions de la garde. Celle des généraux Janssens et Boyer suivirent, et celle du général Leval devait soutenir encore quelque temps la cavalerie, qui resta sur le plateau pour couvrir la retraite. Un pont fut jeté en hâte entre Ormes et Villette, pour aider à l'écoulement des dernières troupes.

Le prince de Schwarzenberg restait, de son côté, dans l'incertitude et dans l'indécision. Ayant admis que l'empereur Napoléon devait le croire en

retraite, et se fiant au double avantage du nombre et de la position, il attendait l'attaque de l'armée française. Les têtes de colonne qu'il avait vu paraître sur le plateau en avant d'Arcis, lui parurent un sûr garant que Napoléon allait donner de la tête dans le milieu du demi-cercle qu'il avait tracé; il ordonna aux chefs de corps de se tenir prêts, au signal qu'il donnerait, à attaquer concentriquement les colonnes françaises. Cependant le rude choc qu'éprouva sa gauche ne laissa pas que de l'inquiéter. Cette gauche, à son avis, était en l'air; son idée fixe sur Brienne ne l'abandonnait pas. Oubliant qu'il avait plus de cent mille hommes, et qu'il en fallait au moins autant pour un mouvement semblable, il craignit d'être débordé par Troyes d'un côté, et par la droite de l'Aube de l'autre. Dans cette anxiété, et plutôt prêt à la retraite qu'au combat, il attendit pendant quatre pénibles heures le développement des manœuvres de l'empereur Napoléon. Enfin, vers deux heures, ayant vu clairement la retraite de l'armée française, et la tête de colonne de la garde gravir les hauteurs derrière Arcis, sur la route de Vitry, il se décida à mettre son armée en mouvement. Craignant toujours une manœuvre sur Brienne, il résolut de porter son aile droite au-delà de l'Aube. Le corps de Wrede reçut l'ordre de passer sur-le-champ cette rivière, et d'aller prendre position entre Dommartin et Donnement. La division de grenadiers de Czoglokow devait rester

à Chaudrey; celle de Paskiewicz sur les hauteurs derrière Mesgnil-la-Comtesse; les cuirassiers de Kretow entre deux. Le restant des gardes et réserves devait aller prendre position sur la Voire, en seconde ligne du corps de Wrede. Le prince royal de Wurtemberg, avec son corps et ceux de Giulay et Rajewski, reçut l'ordre d'attaquer les troupes qui couvraient encore Arcis, et de se rendre maître de cette ville.

Le général Sébastiani soutenait toujours le combat sur le plateau, et les divisions du prince de la Moskowa avaient déjà passé l'Aube, lorsque les colonnes ennemies s'ébranlèrent vers Arcis. Napoléon ordonna au duc de Reggio de défendre les approches de la ville avec la division Leval, afin de retenir l'ennemi autant que possible. La brigade Montfort fut chargée de la partie orientale des faubourgs; la brigade Maulmont de la partie occidentale; la brigade Chassé resta en réserve. Des sapeurs furent placés au pont de Villette, pour être prêts à le rompre; les avenues d'Arcis furent barricadées. La division Rothembourg, qui arrivait dans le moment, prit position à la droite de l'Aube pour soutenir le général Leval. Le prince royal de Wurtemberg avait cependant fait avancer ses trois corps d'infanterie, en colonnes d'attaque, précédées par l'artillerie de réserve des gardes russes et prussiennes. La cavalerie, celle du général Pahlen en tête, se porta contre celle du général Sébastiani, excepté

la division de cuirassiers de Kretow, qui passa à droite vers Torcy. Le général Sébastiani se mit alors en retraite en échiquier, et sa cavalerie commença à passer le pont de Villette en bon ordre. Il n'y eut que la brigade formant le dernier échelon, qui pût être entamée par la cavalerie russe et qui perdit quelques prisonniers. Devant Arcis, s'engagea une violente canonnade, et les coups convergens des batteries formidables de l'ennemi firent beaucoup souffrir la division Leval. Le duc de Reggio, voyant ce dégat et désespérant de se soutenir contre près de quarante mille hommes, ordonna la retraite. La brigade Montfort passa la première et se retira en bon ordre, n'ayant pas été bien vivement suivie. La brigade Maulmont serrée de près par le corps de Rajewski, fut acculée vers le pont, et les tirailleurs russes parvinrent à s'établir dans le faubourg de Mery. Une charge du 10e léger les en rechassa. Mais la brigade Maulmont s'étant mise en retraite, les colonnes ennemies arrivèrent de toutes parts. Il y eut un moment de désordre au pont. Le général Leval fut blessé et le général Maulmont démonté. Le général Chassé pensa être pris, mais ayant réuni une centaine d'hommes des 16e léger et 28e de ligne, il nettoya les avenues du pont et le passage s'acheva en ordre. Le duc de Reggio prit position au-dessus des Vasseurs, à l'embranchement des routes; la brigade Maulmont resta à la tête du pont, pour protéger sa destruction.

Vers neuf heures du soir, le duc de Tarente, ayant pressé sa marche, au bruit du canon, arriva à portée d'Arcis. Le 11e corps et la cavalerie du comte de Valmy s'établirent à Ormes, avec les divisions Excelmans, Colbert et Berckeim, sous les ordres du général Sébastiani; le 2e corps à Viapre. Le même soir l'empereur Napoléon, avec les divisions du prince de la Moskowa, les divisions de cavalerie de Letort, Lefebvre-Desnouettes, Defrance et Jacquinot, et celles du général Milhaut, vint à Sommepuis; la cavalerie du général St-Germain resta à Mailly. Le prince royal de Wurtemberg resta avec les trois corps qu'il commandait, à la gauche de l'Aube, dedans et autour d'Arcis. Le corps de Wrede vint prendre position entre Donnement et Dommartin, couvert vers Braban par la cavalerie du général Frimont. Les gardes et réserves vinrent par Lesmont à Chalette. La division légère du général Ojarowski occupait Rameru, ayant ses postes avancés à Luistre et à Vinets. Le général Tettenborn, qui s'était retiré de Cosle à Pogni, le 18, à l'approche du prince de la Moskova, fit le 20, une pointe sur Châlons. Ayant ainsi prévenu le général Duvignau, qui de Clermont avait eu l'ordre de s'y porter; il se rendit maître de la place et rouvrit la communication avec l'armée de Blücher, dont la tête touchait Reims. Le 21, le général Tettenborn détacha deux régimens de cosaques avec deux canons, pour occuper Epernay, que tenait le gé-

néral Vincent, avec cinq cents hommes et un escadron. Une première attaque fut facilement repoussée; mais dans l'après-midi, la tête de l'avant-garde du corps de Winzingerode ayant débouché par la route de Reims, la ville fut attaquée de nouveau par deux côtés. Le général Vincent, hors d'état de tenir, se jeta dans la forêt de Vaucienne et gagna Dormans. La ville d'Épernay fut saccagée de la manière la plus honteuse, pour les généraux qui en donnèrent l'ordre.

Les deux journées des 20 et 21 mars nous coûtèrent deux mille cinq cents hommes, dont huit cents prisonniers et trois canons (1). Celle de l'ennemi ne peut pas être portée à moins de quatre mille hommes, puisque le corps de Wrede seul, d'après les états de l'ennemi, perdit deux mille trois cents hommes dans la journée du 20.

(*) C'est ce que confirment les écrivains allemands. On a voulu la porter à plus de quatre mille hommes. Nous n'avons pas eu plus de sept mille hommes d'infanterie engagée le 20, et quatre mille le 21. Deux mille cinq cents hommes en font le tiers; on ne perd pas davantage sans être désorganisé.

CHAPITRE III.

Réflexions sur la bataille d'Arcis. — Napoléon se dirige vers la haute Marne. — Schwarzenberg se rapproche de Vitry. — Les coalisés décident de suivre Napoléon, qui s'avance vers Chaumont.

La bataille d'Arcis a été fertile en conséquences désastreuses, non pas qu'elle en ait été la cause première, mais parce qu'elle fut l'occasion du développement des mouvemens qui se préparaient à Paris. Les coalisés l'ont exaltée au pair de celles de Brienne et de Laon et même au-delà. En cela ils n'ont pas seulement servi leur amour-propre; mais ils se sont appuyés sur les résultats qu'ils ont obtenu dix jours plus tard. La bataille d'Arcis a-t-elle dû, a-t-elle pu amener seule, ces résultats? A-t-elle été une faute stratégique majeure? C'est ce que nous allons tâcher d'examiner en peu de mots. Selon notre coutume, nous développerons des faits, et nous les présenterons au lecteur; il établira son jugement. La bataille d'Arcis et le

combat du 21, sont deux opérations distinctes, qui n'appartiennent pas au même plan et dont l'une a pu être indépendante de l'autre; il convient donc de les examiner séparément. C'est à quoi nous conduira naturellement l'examen des projets que pouvait former l'empereur Napoléon, le 17 mars, du développement qu'il y a donné, et des causes qui ont pu diriger ou gêner ce développement. Qu'on ne croie cependant pas que nous allons chercher ici une victoire de l'armée française; pas plus qu'on ne nous verra partager la prévention d'amour-propre qui a voulu nous donner la victoire à Orthez et à Toulouse.

Napoléon ayant échoué, par les causes dont nous avons rendu compte, dans son projet de mettre hors de combat l'armée de Blücher, se tourna vers Reims, pour se débarrasser d'un corps qui venait se placer sur son flanc. Blücher, par une inactivité dont il est difficile d'assigner une cause raisonnable, ne fit aucun mouvement pour s'y opposer ou pour remédier à l'échec de Reims. Il se présentait donc à l'empereur Napoléon, la possibilité de lui dérober quelques marches, et de gagner le temps de faire un mouvement stratégique, qui pût le dégager et éloigner encore une fois le théâtre de la guerre. L'armée de Blücher était devant Soissons et semblait menacer la capitale, dont elle pouvait approcher par la rive droite de l'Oise. L'armée de Schwarzenberg était devant Nogent, et allait également me-

nacer Paris par la droite de la Seine. Dans cette position, il n'y avait que deux partis à prendre: ou aller joindre le duc de Tarente et se présenter de front à l'armée austro-russe; ou se porter sur le flanc de cette dernière, afin de la forcer à un mouvement rétrograde, pour se concentrer et couvrir ses communications. Le premier parti ne valait rien. L'armée qu'il pouvait rassembler à Provins, et dont la force ne passait pas cinquante mille hommes, dont plus d'un tiers de cavalerie, n'était pas assez forte pour forcer le passage de la Seine, en présence du prince de Schwarzenberg. Ce dernier pouvait donc l'arrêter assez long-temps pour que Blücher, refoulant devant lui les deux faibles corps qui lui étaient opposés, pût s'approcher de Paris. Que faire alors? Il fallait que Napoléon se rapprochât lui-même de la capitale, y réunit toutes ses forces et y attirât à sa suite plus de deux cent mille ennemis. Un tel résultat, qu'il était toujours le maître d'amener, ne valait pas la peine de le faire précéder par de grandes combinaisons stratégiques. Encore avons-nous supposé qu'il aurait trouvé le duc de Tarente à Provins. Si l'on réfléchit que, soit en passant par les chemins défoncés d'Épernay à Sézanne, et Villenoxe, soit par Château-Thierry, il ne pouvait pas arriver à Provins avant le 22 ou le 23, cette supposition est inadmissible. On ne saurait trop admirer la bonhomie avec laquelle on nous raconte, que *tous les militaires éclairés* auraient

désiré que Napoléon se fût dirigé de Reims sur Provins, et de là par Sens, sur Auxerre. Eh! croit-on que Blücher aurait eu la complaisance de rester à Laon, pendant tout le temps qu'aurait duré cette marche? Et quand même, par impossible, cela serait arrivé, n'aurait-il pas bien vite marché sur Paris, dès qu'il aurait su Napoléon à Auxerre? *La ligne intérieure d'opérations* est une expression technique, qui demande, comme toutes les autres, d'être employée à propos. Dans le sens où l'on a voulu s'en servir, elle suppose que le centre d'opérations était Paris; et il ne nous reste aucun doute sur cet objet, lorsqu'on pose en fait que la perte de la capitale amenait la chûte du gouvernement. Or, dans ce cas, la ligne intérieure d'opérations, relativement à la position des armées ennemies, ne pouvait pas sortir du triangle formé par Provins ou Montereau, Soissons et Paris. Le mouvement sur Auxerre était tout-à-fait excentrique, et la conséquence en aurait été de couper Napoléon de sa capitale, dès l'instant où le prince de Schwarzenberg se serait établi entre Sens et Troyes. Ce qu'on a dit de la facilité avec laquelle se serait faite la jonction du duc de Trévise et du duc de Raguse n'est pas plus conséquent. Sans doute qu'ils auraient pu facilement venir à Auxerre, mais alors que serait devenu Paris?

Le second parti que pouvait choisir Napoléon, celui de se présenter sur le flanc de l'armée aus-

tro-russe, était dans les circonstances du moment, le plus conforme aux principes de l'art de la guerre et par conséquent le meilleur. Le prince de Schwarzenberg étant attaqué en flanc, il devait arriver de deux choses l'une, ou que la rapidité du mouvement permettait de l'atteindre, pendant que ses différens corps étaient encore séparés, ou qu'il aurait le temps de les réunir. Dans le premier cas, l'armée austro-russe non-seulement souffrait un échec au premier choc, mais elle risquait d'être battue en détail. Dans le second, il était évident que le général ennemi choisirait le point de réunion de son armée, de manière à se retrouver de front avec l'armée française. La nécessité de ne pas se séparer de ses parcs de réserve et de ses grands dépôts; la crainte de se voir coupé de sa base d'opérations par une insurrection, que protégerait la présence d'une armée nationale; tous les motifs, en un mot, se réunissaient pour imposer au prince de Schwarzenberg la nécessité d'empêcher que l'empereur Napoléon ne s'interposât entre lui et Langres. Non-seulement l'armée austro-russe ne pouvait pas se réunir devant Nogent, mais elle ne le pouvait peut-être pas même à Troyes. Si Schwarzenberg était obligé de rétrograder jusqu'à Bar-sur-Aube, il n'était pas à craindre que Blücher marchât seul sur Paris; il était bien plus probable qu'il reviendrait lui-même à Châlons, sur sa propre ligne d'opérations. Et quand même il aurait marché sur Paris, les deux corps

des ducs de Raguse et de Trévise, avec les réserves qui y étaient, suffisaient pour le défendre d'une occupation forcée. Alors même la prise de la capitale n'aurait eu aucune conséquence politique, parce qu'une révolution de gouvernement ne pouvait avoir lieu que sous les yeux des souverains coalisés.

Telles étaient les considérations qui pouvaient décider l'empereur Napoléon à marcher vers l'Aube. N'ayant qu'environ seize mille hommes avec lui, il ne pouvait pas passer cette rivière plus haut que Plancy ou Arcis, afin que le duc de Tarente pût le rejoindre en deux marches. Persuadé que son mouvement avait été trop rapide pour que le prince de Schwarzenberg pût en avoir été averti, autrement que par le corps qui avait été chassé de Fère-champenoise, le 18 au soir, il crut le trouver en mouvement de concentration derrière Troyes. C'est dans ce but qu'il marcha sur Plancy et se porta rapidement à Mery, où il pensa dans le fait atteindre le corps de Wurtemberg. Assuré que toute l'armée ennemie avait dépassé Mery et que la tête devait avoir passé Troyes, il se décida à marcher sur Arcis. De là il pouvait à son gré, se rabattre sur Troyes ou se diriger vers Bar-sur-Aube. Le duc de Tarente, prévenu de son arrivée, devait pouvoir le joindre dans la journée du 20, avec cinquante mille hommes, il était plus maître de ses mouvemens et ne devait plus craindre de se compromettre.

Ce calcul fut doublement trompé. D'abord, le prince de Schwarzenberg crut que l'intention de Napoléon était de passer la Seine à Mery, et il fut confirmé dans cette idée, par l'apparition d'une tête de colonne de cavalerie sur ce point. Les rapports de ses avant-postes lui annonçaient, qu'il n'y avait que de la cavalerie à la gauche de l'Aube. Ayant donc presque toute son armée sur la ligne de Troyes à Arcis, il forma le projet de marcher sur Plancy, pour s'opposer au passage de l'armée française. Le même matin Napoléon occupa Arcis, et ce mouvement amena la bataille du 20; vivement attaqué par le corps de Wrede, Napoléon se trouva dans la nécessité de défendre le passage d'Arcis. Non-seulement il ne devait pas songer à se laisser acculer dans la ville, ce qui aurait pu compromettre son faible corps, mais il lui importait de se soutenir au-delà de l'Aube, jusqu'au soir, afin de conserver le passage aux troupes du duc de Tarente, qu'il attendait au plus tard dans la nuit. Il s'y décida d'autant plus aisément, que pendant toute la journée il ne vit de troupes ennemies que par sa gauche. On ne peut pas non plus accuser l'empereur Napoléon d'avoir attendu inutilement le duc de Tarente. Il est bien loin d'être démontré que ce dernier n'ait pas pu arriver à Arcis, au moins le 20 au soir. Le 17, lorsqu'il vit que l'ennemi au lieu de renouveler le combat de la veille, s'était retiré dans ses anciennes positions et restait inactif, il pouvait aisément

préjuger un mouvement, qu'il devait lui importer de connaître exactement. C'est dans ce cas là que pour bien faire la guerre défensive, il est nécessaire de prendre instantanément l'offensive. Il fit pousser le 18, sur St.-Martin de Chenestron, une reconnaissance, qui rentra après avoir vu la cavalerie du général Pahlen. Si cette reconnaissance, faite par les trois corps de cavalerie et soutenue par un corps d'infanterie, eût été poussée à fond, on aurait enfoncé le rideau qui couvrait la retraite de l'ennemi. Rien n'empêchait alors le duc de Tarente d'occuper, le même soir, les hauteurs de Villenoxe et de Mont-le-Potiers. Il en serait résulté qu'il aurait facilement pu arriver à Arcis le 20 au soir.

Le passage d'Arcis conservé, l'empereur Napoléon avait atteint le premier but de son mouvement; celui de s'emparer du passage de l'Aube et de se mettre en mesure d'agir sur le flanc de l'ennemi. Mais l'exécution de la seconde partie du plan qu'il avait formé avait dépendu de circonstances qui ne pouvaient plus se réaliser. D'un côté la totalité des troupes du duc de Tarente ne put être arrivée à Arcis que le 21, très-tard; autant vaut dire le 22. D'un autre côté l'armée du prince de Schwarzenberg était ralliée et il ne fallait plus songer à la battre en détail. L'attaque vigoureuse et opiniâtre de Torcy et la marche d'un gros corps de troupes dans la direction de Plancy, que Napoléon dût connaître dans la nuit,

en étaient des indices certains. Il n'était pas possible de prendre ce mouvement combiné pour une démonstration tendante à couvrir une retraite. Il ne fallait donc plus penser à un mouvement offensif avec une aussi grande disproportion de forces, surtout ayant un défilé à dos. Ici comme à Leipzig, il fallait profiter de l'inaction de l'ennemi pour mettre sa petite armée en sûreté. Il lui restait encore un moyen de dégager Troyes et de forcer le prince de Schwarzenberg à repasser l'Aube. Ayant rallié, le 21 au soir, les troupes du duc de Tarente, il pouvait laisser un corps devant Arcis, pour défendre le passage et se porter avec le reste, le 22 au matin, à Rameru. Ce mouvement aurait empêché d'aborder le prince de Schwarzenberg, de prendre position derrière le ruisseau de Puy, ainsi qu'il en avait le projet, afin de s'appuyer à Vitry. En second lieu, en menaçant la position de Brienne et les défilés de Bar-sur-Aube, dont le prince de Schwarzenberg était si jaloux, il obligeait ce dernier à aller se placer derrière la Voire et par conséquent à retirer ses troupes de la gauche de l'Aube. Alors l'empereur Napoléon pouvait, à son choix, repasser l'Aube à Rameru, rentrer dans la ligne intérieure d'opérations et replacer les choses où elles en étaient le 26 février, ou bien prolonger son mouvement par la gauche vers les communications de l'ennemi.

Nous ne ferons aucunes observations sur la con-

duite du prince de Schwarzenberg; elle porte le même caractère d'indécision qu'elle avait dès le commencement de la campagne. La bataille d'Arcis a été gagnée tactiquement par les deux divisions du prince de la Moskowa, puisque le corps de Wrede échoua dans tous ses efforts pour s'emparer de Torcy. Mais le prince de Schwarzenberg a remporté une victoire stratégique incontestable, dans les journées des 20 et 21, en empêchant l'armée française de déboucher à la gauche de l'Aube et en forçant Napoléon à changer son plan d'opérations. Il est cependant une chose à remarquer; c'est que l'indécision du prince de Schwarzenberg et son anxiété à l'égard de son aile gauche montèrent à un tel point le 21, que, si les deux corps d'infanterie et les deux de cavalerie du duc de Tarente étaient arrivés le matin et que le front de l'armée française se fût prolongé, il est indubitable que l'armée ennemie repassait l'Aube à Lesmont et à Dieuville.

Quittant les bords de l'Aube, Napoléon en revint au projet qu'il avait déjà conçu quelque temps auparavant, de manœuvrer sur les communications de l'ennemi. Pour cela il résolut d'abord de regagner la Marne, afin de se dégager tout-à-fait de l'armée austro-russe. Son intention était de prendre la route de St-Dizier et de Joinville; de pousser un corps de cavalerie sur Chaumont et Langres, afin de couper tout de suite ses communications, et de manœuvrer lui-même en remontant la

Marne, tant afin de couvrir la réunion des garnison des 3e et 4e divisions militaires et protéger la levée en masse, que pour être à portée de profiter des mouvemens que l'ennemi ferait pour se rapprocher de sa base. Les ducs de Trévise et de Raguse reçurent l'ordre de rejoindre l'armée par Vitry. Le résultat de ce mouvement de l'Empereur devait être de se rendre maître des deux lignes d'opérations des armées ennemies; de les séparer de leurs bases, et de les priver de toutes leurs grandes réserves de munitions, dont elles avaient un besoin indispensable pour continuer la guerre. Il devait lui paraître indubitable, que les armées coalisées le suivraient, soit pour se remettre en possession de leurs lignes d'opérations, soit pour s'en ouvrir une nouvelle. On verra, dans la suite de cette histoire, que Napoléon ne s'était pas trompé en comptant sur ce résultat. On lui a reproché l'imprévoyance avec laquelle il avait découvert Paris, sans songer à rendre l'action du gouvernement indépendante de l'occupation de la capitale. Ce reproche, visiblement fondé sur la marche qu'ont prise les événemens, est-il juste? Nous avons nous-même dit que Napoléon n'évitait et ne devait rien tant éviter que de revenir sous les murs de Paris, avec son armée et d'y entraîner les ennemis à la suite. La raison en est simple, c'est qu'alors il abandonnait tous les départemens qui couvrent la capitale, et réunissait sur un seul point toutes les

espérances du salut de la France. Mais toutes les chances que devait amener le mouvement qu'il entreprenait le 22 mars, étaient absolument différentes. S'il entraînait les armées ennemies à sa suite, et cela aurait été, sans le dernier coup qui lui fut porté, il est évident qu'il éloignait le danger de la capitale. Si au contraire les coalisés, le voyant déjà maître de leurs communications, tentaient un mouvement, plutôt de désespoir que d'audace, en marchant eux-même sur Paris, qu'arrivait-il? D'abord il n'était pas de condition essentielle que les agens du gouvernement et même les corps constitués, appartenans à l'empire, suivissent le sort de la capitale. Napoléon devait donc supposer, dans ce cas, que les grands corps constitués s'éloigneraient à l'approche du danger. Si les grands corps constitués s'éloignaient de Paris, la défense de cette ville était aussi facile, que l'occupation en était désastreuse pour l'ennemi. Cependant il pouvait se faire que Paris succombât après un combat malheureux. Sait-on bien ce que c'est que l'occupation d'une ville de sept cent mille âmes, par une armée privée presque de munitions (c'est le cas où se trouvaient les coalisés le 31 mars), séparée de toutes ses communications et entourée d'une population plus ou moins ennemie! Napoléon serait revenu sur ses pas et, en revenant, achevait de détruire les derniers magasins de l'ennemi. Que seraient devenues ces armées, peu de jours après triomphantes, mais que pouvaient à

peine rassurer la révolution politique faite sous leurs yeux?

Le 22, l'empereur Napoléon continua son mouvement et passa la Marne au gué de Frignicourt. Le prince de la Moskowa, avec la division Janssens, dont le général Lefol avait pris le commandement, et les divisions de cavalerie des généraux Briche et Lhéritier, fut chargé de faire une tentative sur Vitry. Cette place était défendue par cinq bataillons et trois escadrons russes, deux bataillons et demi et deux escadrons prussiens, faisant environ cinq mille cinq cents hommes, avec quarante bouches à feu, sous les ordres du colonel Schwichow. Après quelques instans de canonnade, la place fut sommée et le commandant, intimidé, demanda d'abord d'envoyer un officier au quartier-général des coalisés. Cette demande ayant été refusée, la négociation se rompit. L'empereur Napoléon n'ayant pas l'intention de tenter sérieusement une attaque de vive force, les troupes furent prendre position à Vitry-le-Brûlé; les divisions Friant, Henrion et Letort, occupèrent Farémont; le duc de Tarente, avec les 2e et 11e corps, la division Treilhard et la cavalerie du général Sébastiani vint prendre position sur les hauteurs de Dosnon; le duc de Reggio, avec les divisions Leval et Rothembourg, resta devant Arcis, et fit garnir la rive droite de l'Aube de batteries, depuis Ormes jusqu'en face de Torcy.

Dès l'instant où le prince de Schwarzenberg

fut assuré que les colonnes françaises, en repassant l'Aube, avaient pris la direction de Vitry, c'est-à-dire le 21 au soir, il s'était décidé à déployer son armée derrière le ruisseau de Puy. Le prince royal de Wurtemberg reçut l'ordre, aussitôt qu'il aurait forcé le passage, d'aller prendre position entre Dampierre et Corbeil, avec son corps et celui de Rajewski. Le corps de Wrede devait se placer en seconde ligne derrière le Meldenson à Donnement ; les gardes et réserves en troisième ligne derrière la Voire ; le corps de Giulay devait occuper Arcis. Le lendemain matin, il changea de disposition et se décida à approcher son armée de Vitry. Son intention était, si le prince de Wurtemberg pouvait déboucher par Arcis, de lui faire prendre position sur les hauteurs de Dosnon; dans le cas contraire il devait appuyer à droite. En conséquence de ce dernier ordre, le prince royal de Wurtemberg fit jeter un pont, le 22 au point du jour, à Rameru, et commença à y diriger ses troupes. Le corps de Giulay essaya de déboucher d'Arcis, en faisant reconstruire le pont, mais il fut contenu par la brigade Maulmont jusqu'à la nuit. Dès que l'avant-garde du corps de Rajewski eût passé l'Aube, le prince royal de Wurtemberg fit occuper Luistre, par les cinq régimens de cosaques du général Ilowaisky. Ce dernier en fut peu après chassé par la cavalerie du général Sébastiani. Mais le général Pahlen s'étant avancé lui-même, avec le restant de l'avant-

garde, notre cavalerie se replia. Le général Pahlen resta cependant à Luistre, pour observer le duc de Tarente. Le soir, les corps de Wrede et de Wurtemberg étaient sur les hauteurs de Corbeil, couverts par la cavalerie du général Frimont; celui de Rajewski à Dampierre; les gardes et réserves entre Dommartin et Donnement; le corps de Giulay à Arcis; la division de garde-légère du général Ojarowski à Metiercelin, près de Sommepuis; le général Kaisarow entre Mery et Plancy, ayant le général Seslawin, devant lui à Sézanne. La division Lichtenstein, qui avait quitté Joigny, couvrait Dijon. Le général Tettenborn, qui occupait toujours Châlons, ayant été instruit du mouvement de l'armée française, poussa des partis vers Cosle et Sommesous. Un de ces partis prit un courrier, porteur de dépêches pour l'impératrice.

Le 23, l'empereur Napoléon vint à St.-Dizier, avec les divisions Friant et Henrion, et celles de cavalerie des généraux St-Germain, Desnouettes, Defrance et Piré. Cette dernière division, qui formait la tête de la colonne, s'empara, à St-Dizier, d'un équipage de ponts, et fit environ neuf cents prisonniers; le soir elle vint à Doulevent. Le prince de la Moskowa resta devant Vitry, avec les divisions Lefol et Boyer et les deux de dragons du général Milhaud. Le duc de Tarente se mit en mouvement au point du jour, le 2e corps en tête et le 7e faisant l'arrière-garde. Le parc d'artillerie qui était resté à St.-Saturnin, reçut l'ordre de re-

monter à Pleurs, pour se rendre à Sommepuis par Semoine. La division Amey, qui l'avait déjà escorté, devait le couvrir encore dans sa marche; mais par un mal-entendu d'ordres, ce général se rendit à Sézanne, et le parc marcha seul. Arrivé près de Sommepuis, ce parc fut tout-à-coup assailli par la division Ojarowski, qui débouchait de Métiercelin, par la route romaine. Le commandant le forma en carré et s'apprêta à se défendre, avec environ quatre cents canonniers ou sapeurs; mais les obus qui tombaient au milieu des caissons, le décidèrent à essayer de sauver les chevaux en abandonnant les voitures. Il fut chargé dans le moment, et perdit plùs de deux cents prisonniers. Le 2e corps avait alors dépassé le Fenu, et le général Gérard se pressa d'arriver à Sommepuis. Les Russes furent attaqués, et forcés de se retirer à Humbeauville, mais ils emmenèrent quatorze bouches à feu avec eux.

Pendant toute la journée du 22, le prince de Schwarzenberg resta dans l'indécision, sur le véritable mouvement de l'empereur Napoléon. Il ne pouvait deviner si l'armée française s'était dirigée sur Châlons, sur Vitry ou sur Montmirail. En attendant qu'il obtînt des renseignemens positifs, il prépara deux ordres de mouvement pour le 23. Dans le cas où l'empereur Napoléon se serait dirigé sur Vitry, l'armée austro-russe devait se déployer, la droite vers Huiron, la gauche en avant de Luistre; le corps de Giulay restant à Arcis,

les réserves à Sommesous. Dans le cas où Napoléon marcherait sur Châlons, l'armée coalisée devait appuyer sa droite à Sommepuis et la gauche à Luistre; le corps de Giulay restait toujours à Arcis, mais les réserves venaient à Humbeauville. Cette double disposition fut envoyée au général de Wrede, afin qu'il choisît celle qui lui paraîtrait la plus convenable; il fut seulement invité de faire connaître celle qu'il aurait choisie. L'incertitude du prince de Schwarzenberg dura encore pendant toute la matinée du 23. Le général de Wrede ne s'était décidé à rien, et les avis les plus bizarres arrivaient au quartier-général des coalisés. Enfin vers midi, on reçut le rapport de l'affaire qui venait d'avoir lieu près de Sommepuis. Le prince de Schwarzenberg reçut, en même temps, les dépêches dont était porteur un courrier, pris un peu avant l'attaque du convoi, et la lettre autographe de Napoléon, adressée à l'impératrice (*). Toutes ces dépêches s'accordaient à indiquer le mouvement de l'armée française sur St.-Dizier, et le projet de l'Empereur de manœuvrer sur Langres. Une nouvelle non moins importante était, que les coureurs du général Winzingerode s'étaient ren-

(*) M. Plotho (tome III, page 342) rapporte textuellement la lettre de Napoléon à l'impératrice. Cette prétendue lettre a partagé le sort de toutes les pièces publiées à cette époque. Elle porte des signes si évidens de falsification, que nous avons cru devoir l'écarter d'une histoire que nous n'avons pas destinée à être une archive de pièces fausses.

contrés avec ceux du général Pahlen, à Poivre, et que les postes avancés du premier étaient vers Sommesous. On était donc assuré que plus rien ne devait s'opposer à la réunion des deux armées coalisées.

A trois heures après midi, le grand conseil de la coalition se réunit chez l'empereur Alexandre. Deux plans d'opérations y furent débattus. Le premier était celui de suivre l'armée française par une marche parallèle. Dans ce cas, comme l'empereur Napoléon devait être arrivé le 22 à St.-Dizier, et qu'il serait par conséquent, le 24, maître de Chaumont et de la route de Langres, il fallait que l'armée coalisée se retirât par Vandœuvres, Bar-sur-Seine et Châtillon. L'autre plan était d'abandonner la ligne d'opérations actuelle; de se réunir à l'armée de Blücher et de s'ouvrir une nouvelle ligne d'opérations par la Belgique. Le premier de ces deux plans d'opérations, parut à quelques membres du conseil, devoir entraîner le renversement total de tous les projets de la campagne. Ils craignaient que l'armée austro-russe ne fût successivement obligée, par les manœuvres de Napoléon, de se replier au Rhin, en perdant beaucoup de monde et la plus grande partie de l'artillerie et des bagages. D'autres craignaient les dangers presqu'inévitables, qu'allait entraîner l'abandon de la ligne d'opérations et de toutes les réserves de munitions, pour chercher une autre

ligne, sur laquelle rien n'avait pu être préparé. Des considérations politiques l'emportèrent sur les objections de ces derniers. L'empereur Alexandre que ses liaisons mettaient plus au fait de ce qui se passait à Paris, ne voulait s'éloigner du centre de l'empire que le moins possible. Le Roi de Prusse partageait cette opinion. Les derniers avis parvenus personnellement aux souverains, annonçaient que tout était prêt pour une révolution, qui avait, de son côté, besoin des armées ennemies pour éclater avec succès. La prolongation de la guerre sur le territoire français, en augmentant le mécontentement du peuple, pouvait hâter ou au moins faciliter cette révolution. Il fut donc décidé que l'armée austro-russe se mettrait sur-le-champ en marche, toutes les colonnes se dirigeant sur Châlons, afin de se réunir à l'armée de Silésie et manœuvrer sur les flancs et les derrières de l'armée française. L'occupation de Châlons, qui devenait le pivot de la nouvelle ligne d'opérations, avait été regardée comme le premier objet dont on devait s'occuper.

Cependant le duc de Tarente continuait son mouvement sur Vitry, avec les 2e et 11e corps, suivi de près par le duc Reggio. La cavalerie du général Sébastiani resta quelque temps sur les hauteurs de Dosnon, pour couvrir la marche des colonnes. Elle y fut attaquée par la cavalerie des corps de Rajewski et de Wurtemberg; le combat

n'eut d'autre résultat que d'obliger la cavalerie ennemie à se contenter de suivre tranquillement l'arrière-garde française. Vers cinq heures du soir, le général Gérard passa la Marne à Frignicourt, sur un pont de chevalets, et le 2e corps releva devant Vitry le prince de la Moskowa, qui se mit en marche pour gagner St.-Dizier. Le 11e corps passa un peu plus tard et vint prendre position près Bignicourt. Le duc de Reggio arrivant vers le soir, avec le 7e corps, sur les hauteurs de Courdemange et Huiron, vit l'ennemi sur son flanc. C'était la cavalerie du corps de Wrede, sous les ordres du général Frimont, celle du général Ojarowski et la tête des colonnes d'infanterie. La contenance de nos troupes en imposa au général de Wrede, qui se contenta de cotoyer le mouvement. Ayant cependant fait occuper Huiron et Courdemange, le duc de Reggio, pour ne pas être trop pressé dans son passage, en fit chasser l'infanterie ennemie. Le passage se fit en ordre et sans autre dommage que la perte de quelques voitures, abandonnées à cause de la fatigue des chevaux; le pont fut brûlé et le 7e corps rejoignit le 11e; la cavalerie du général Sébastiani continua sa marche à St.-Dizier. Le soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes: le corps de Wrede sur les hauteurs de Courdemange; celui de Wurtemberg à Sommepuis; celui de Rajewski et les cuirassiers de Duca à Poivre; le général Pahlen à Soudé-Ste.-Croix; celui de Giulay, parti le soir d'Arcis, était en route pour

se rendre à Mailly : il escortait les réserves du parc général d'artillerie ; les gardes et réserves à Saint-Chéron ; le général Seslawin fut envoyé à Fère-Champenoise.

CHAPITRE IV.

Les coalisés se décident à marcher sur Paris.—Blücher passe l'Aîne — Les ducs de Trévise et de Raguse repassent la Marne. — Réflexions sur leur mouvement.—Les ducs de Trévise et de Raguse se dirigent sur Vitry.

Le 24, le mouvement de la grande armée continua. L'empereur Napoléon avec la garde, la cavalerie du général Sébastiani, celle des généraux Milhaud et de Valmy et les divisions du prince de la Moskowa, vint à Vassy. Le duc de Tarente avec les 7e et 11e corps et le 2e de cavalerie, arriva à St.-Dizier. Le 2e corps et la cavalerie du général Treilhard, faisant l'arrière-garde, s'arrêtèrent à Perté. Le même jour, de grand matin, le prince de Schwarzenberg apprit que l'armée de Blücher occupait Châlons et que la cavalerie du général Winzingerode était déjà à Vatry. La jonction était donc faite, et la possession de Châlons assurée, et les deux premiers objets de la décision du conseil

des coalisés étaient remplis. Alors le prince de Schwarzenberg s'occupa de suivre la détermination qui avait été prise, d'agir offensivement sur les derrières de l'armée française avec toutes les forces réunies de la coalition. Les colonnes, qui allaient se mettre en marche pour Châlons, reçurent l'ordre de changer de route et de se diriger sur Vitry; le général Winzingerode reçut celui de prendre également la même direction. Vers dix heures du matin, le corps de Rajewski et les réserves arrivèrent à Sommepuis; le corps de Wurtemberg qui les avait attendus se mit en mouvement; l'empereur de Russie et le roi de Prusse, qui avaient passé la nuit à Sommepuis, se mirent à la tête des colonnes. Le corps de Wrede avait passé la Marne avec sa cavalerie à neuf heures du matin et s'était avancé jusqu'à Vitry; il devait former l'avant-garde des coalisés. Arrivés à peu de distance de Vitry, les souverains s'arrêtèrent soudain, et sur un tertre à côté de la route, réunirent l'état-major général en conseil. Une communication venue de Paris, fut la cause de cette délibération inattendue. Un individu, expédié par les chefs de la révolution qui se préparait, était venu leur porter les dernières assurances que tous les moyens de la révolution étaient prêts (*). Bordeaux avait

(*) M. de V. fonctionnaire impérial, apportait à l'empereur Alexandre un billet de T*** qui contenait ces mots : « Vous pouvez tout, et vous n'osez rien. Osez donc une fois. » Le laconisme de la dépêche était fondé sur la nécessité de la cacher.

été remis le 12 mars entre les mains des Anglais, et, ainsi appuyé, le parti royaliste s'armait dans les départemens de l'ouest. Il fallait donc se décider ou à diriger la révolution en se hâtant d'occuper Paris, ou la voir dégénérer en des dissentions civiles, insignifiantes, qui seraient bientôt comprimées. Toutes les mesures étaient prises pour paralyser la défense de la capitale, et le parti puissant, par le rang qu'il occupait, qui avait ainsi préparé les voies et applani les difficultés qui pouvaient arrêter les coalisés, n'attendait que leur protection pour se déclarer et agir.

Puissamment encouragés par l'appel qui leur était fait, les coalisés jetèrent les yeux sur la position générale des armées et des affaires. Le parti que venait de prendre Napoléon était extrêmement dangereux pour les coalisés. A la tête d'une armée de cinquante mille hommes de bonnes troupes; appuyé aux Vosges et aux forteresses de la Moselle; renforcé par une levée en masse, qui n'attendait que la protection d'une armée pour éclater dans dix départemens, il détruisait tous leurs magasins, leurs dépôts et leurs hôpitaux. Favorisé par la nature du terrain, il aurait à chaque instant eu l'avantage de les forcer à se battre dans des positions désavantageuses. La prise de Lyon, assurait il est vrai leurs communications avec la Suisse, mais ne réparait pas le dommage que devait causer l'apparition des troupes françaises à Chaumont. Tout autour de l'armée coalisée, les

habitans des campagnes, mis au désespoir par les vexations, les incendies et le pillage de ces troupes mal disciplinées, faisaient une guerre acharnée à leurs détachemens. Dès que les coalisés auraient repassé la Marne, tous les départemens qu'ils quittaient allaient s'insurger. Entourés d'ennemis de toutes parts, privés de vivres et bientôt de munitions, ils ne pouvaient soutenir cette guerre et se seraient vus forcés de se hâter de regagner le Rhin, avec les débris démoralisés de leurs armées.

D'un autre côté, en marchant sur Paris, ils s'exposaient à de grands dangers. Si la capitale, où de nouvelles troupes pouvaient arriver, se défendait seulement deux ou trois jours, ils risquaient de trouver leur perte totale, là où ils avaient compté sur la victoire. Napoléon devait nécessairement revenir sur ses pas : il fallait se retirer en hâte au travers d'un pays insurgé et ruiné; dans quarante-huit heures au plus, la retraite devenait une déroute. Mais les garanties données suffirent pour assurer que Paris ne pourrait pas être défendu. Les assurances qu'avaient reçues les coalisés, les avaient déjà empêchés de suivre leur premier mouvement de retraite; le second message les décida à marcher sur Paris. Ils le pouvaient sans danger puisque, par un de ces hasards qui président souvent à la destinée des empires, Napoléon, en se dirigeant vers Chaumont, leur en ouvrait le chemin. Ils n'avaient besoin que de marcher rapidement et ils le firent.

Autant on les avait vus aller lentement lorsqu'ils étaient en présence des corps français, quelques faibles qu'ils fussent, autant leur mouvement fut accéléré lorsqu'ils n'eurent plus rien devant eux.

Le conseil de la coalition décida donc : « Que » les armées coalisées se rendraient à marches » forcées à Paris, *dont le chemin venait de leur » être ouvert* (*); et que le général Winzingerode » avec sa cavalerie se mettrait à la suite de l'armée » de l'empereur Napoléon, vers Saint-Dizier, et » chercherait, par tous les moyens, à lui faire » croire qu'il était suivi par toute l'armée coa- » lisée. »

C'est ainsi que le mouvement qui aurait dû donner la victoire à Napoléon, si la capitale avait été en état de défense, servit à lui faire perdre sa couronne, parce que Paris fut, pour ainsi dire, perdu le jour même où il arriva à Vassy. Le soir, l'armée coalisée occupait les positions suivantes : Le corps de Wrede à Maisons, devant Vitry ; celui de Wurtemberg à Blacy; celui de Rajewsky à Pringy et Loisy; celui de Giulay était vers Herbisse; les gardes et réserves à Courdemange; le général Kaisaroff à Villenoxe; le général Seslawin vers Sézanne; le général Winzingerode avec son corps, composé de neuf régimens de cavalerie du général Orurk, de quinze régimens de cosaques,

(*) Militairement le chemin de Paris était ouvert dès le 22; politiquement il ne le fut que le 24.

d'une brigade d'infanterie et de quarante-huit canons, dépassa Vitry et s'avança jusque vers Heitz; le général Tettenborn, avec un régiment de hussards, cinq de cosaques et huit canons, en forma l'avant-garde et vint à Thiblemont.

Nous avons laissé l'armée de Blücher, le 17 mars, en avant de Laon jusqu'à l'Aîne, et le corps de Bülow à la Fère. Le duc de Raguse était toujours à Bery-au-Bac et le duc de Trévise était à la gauche de l'Aîne et de la Vesle, vers Soissons. Le 18, Blücher, ayant appris que l'empereur Napoléon avait fait occuper Châlons, jugea que son dessein était de manœuvrer vers l'Aube, et se décida lui-même à se porter en avant et à se rapprocher du prince de Schwarzenberg. Dès le matin, les corps de Kleist et d'York se portèrent en avant, le premier à Pont-à-Vaire et le second à Bery-au-Bac; en même temps, la cavalerie du général Czerniszeff s'avança à gauche vers Asfeld, et y força le passage de l'Aîne, qui n'était défendu que par les habitans du pays.

Le duc de Raguse, ayant eu avis, dès le 16, des projets de Blücher, en avait prévenu le duc de Trévise, en l'invitant à venir se réunir à lui à Reims, où il allait être obligé de se retirer, ne pouvant pas résister seul à des forces aussi imposantes. Le duc de Trévise, ayant laissé la brigade Grouvelle sur la route de Compiègne, et la division Charpentier devant Reims, se mit en mouvement sur-le-champ, avec les divisions Cu-

rial, Christiani et Roussel. Le 17, il arriva à Fismes, où il croyait trouver quelque détachement du 6e corps, destiné à couvrir la communication. Le général Belliard, qui arriva le premier avec la cavalerie, n'y rencontra personne et ne put avoir aucune nouvelle du duc de Raguse.

Le 18 au matin, le duc de Raguse, voyant les colonnes ennemies s'approcher de l'Aîne, chargea le général Ricard, avec sa division et celle du général Merlin, de la défense de Bery-au-Bac, et lui-même se porta à Pont-à-Vaire avec une brigade et une batterie; le restant de son infanterie et les cuirassiers du général Bordesoulle furent placés en réserve sur les hauteurs de Roucy. La division Ricard défendit Bery-au-Bac avec la plus grande opiniâtreté, et ayant enfin été obligée de repasser l'Aîne, le pont qui avait été miné fut détruit et le corps d'York arrêté tout court. A Pont-à-Vaire, tous les efforts du général Kleist, pour construire un pont, furent inutiles; le feu bien nourri de six bouches à feu et d'environ trois cents tirailleurs, empêcha constamment les travailleurs prussiens d'approcher de la rivière. Enfin, vers le soir, la cavalerie du général Czerniszeff commençant à passer la Suippe, la division Ricard et puis les troupes qui étaient à Pont-à-Vaire furent forcées de se replier: elles se réunirent à Roucy, où le duc de Raguse prit un moment position. Mais la cavalerie des deux corps prussiens ayant passé l'Aîne à gué, entre Bery et

Pont-à-Vaire, le duc de Raguse, menacé de front et débordé sur son flanc droit, se vit forcé de penser à la retraite : il la fit sur Fismes. L'expédient n'était pas maladroit, car le mouvement des Prussiens étant prononcé sur Reims, il évitait le choc direct des corps ennemis qui étaient en marche, et jetait le corps du duc de Trévise en première ligne. Ce dernier était cependant reparti de Fismes le 18 au matin, et était venu à Reims, où il ne rencontra également aucunes troupes du 6e corps. Les divisions d'infanterie prirent position sur les hauteurs en avant de la ville; le général Belliard, avec la cavalerie, s'établit à Neuvillette, occupant Merfy et Saint-Thiery et couvrant toutes les routes. Une reconnaissance qu'il poussa jusqu'à Cauroy, pour avoir des nouvelles du duc de Raguse, y trouva les cosaques.

Le soir l'armée russo-prussienne occupa les positions suivantes. Le corps d'York à Juvincourt et la Ville-aux-Bois ; l'avant-garde de Katzler à Bery-au-Bac. Le corps de Kleist à Pont-à-Vaire. La cavalerie des deux corps et celle de Czerniszeff sur les hauteurs de Cormicy. Le corps de Winzingerode à Amifontaine. Ceux de Sacken et Langeron autour de Corbeny. Celui de Bülow à Laon.

Le 19, le duc de Raguse, ayant donné avis à son collègue de sa retraite sur Fismes, l'invita à venir l'y joindre. Ce mouvement convenait sous le rapport de la concentration des deux corps, et pour rallier la division Charpentier. Le duc de

Trévise se mit donc en mouvement. Le général Belliard, chargé de l'arrière-garde, avec la cavalerie, partit plus tard; un régiment de dragons passa par Reims, et le restant de la division Roussel au pont de St.-Brice. Un détachement de cent hommes d'infanterie, qui y était pour le détruire, fut chargé avec un escadron de dragons de couvrir la retraite. Le duc de Trévise, arrivé à Fismes, trouva que son collègue avait encore une fois changé; il fut décidé entre eux de réoccuper Reims, où les deux corps devaient revenir. Le général Belliard reçut en conséquence l'ordre d'y retourner. Il était à Junchery, et les cosaques du corps de Winzingerode, qui étaient entrés à Reims, peu après son départ, débouchaient déjà vers Thillois. La cavalerie du général Belliard revint en hâte sur ses pas; les cosaques furent culbutés sur les hauteurs de Tinqueux par l'avant-garde, qui entra en ville au galop et les en chassa. Le général Belliard, ayant fait barricader les portes de la ville, garnit les remparts de quelques pièces d'artillerie et de trois escadrons de dragons, auxquels il fit mettre pied à terre. Les cent hommes d'infanterie, qu'il avait fait rétrograder avec lui, furent placés au pont St.-Brice, avec une batterie, afin d'empêcher l'ennemi de le rétablir. Le restant de la cavalerie prit position hors de la ville, sur les hauteurs de Tinqueux, à portée de tout. Le corps de Winzingerode qui débouchait sur Reims, étonné de ce contre-mouvement imprévu, crut que Na-

poléon était revenu sur ce point et s'arrêta indécis. Les colonnes ennemies pressées autour de Reims, se déployèrent, mais elles n'engagèrent qu'une canonnade peu soutenue, et un feu de tirailleurs.

Cependant le maréchal duc de Raguse avait une troisième fois changé d'avis, et il persuada son collègue, de retirer la cavalerie de Reims, et de rester à Fismes. Le général Belliard reçut en conséquence, vers les deux ou trois heures du soir, l'ordre de quitter Reims. Cet ordre, dicté par l'irréflexion, ne pouvait pas être exécuté, en plein jour, sans des inconvéniens majeurs et inévitables. A peine le général Belliard aurait-il quitté Reims, que la cavalerie de Winzingerode déboucherait à sa suite. L'extrême supériorité de nombre ne laissait aucun espoir de résistance; et la cavalerie française mise en déroute, et culbutée sur les corps des deux maréchaux les compromettait eux-mêmes. Le général Belliard refusa donc sagement d'obéir à cet ordre et prit sur lui de tenir jusqu'au soir. Pendant le restant du jour la canonnade se soutint à Reims, et l'ennemi se présenta au pont St.-Brice; mais il ne fit que de faibles tentatives pour y passer. A la nuit, le général Belliard fit évacuer la ville à petit bruit, réunit ses troupes, fit sa retraite en bon ordre et sans être suivi, et rejoignit les maréchaux à Fismes. Ils y étaient en position, ayant devant eux à l'autre bord de la Vesle les corps d'York et de Kleist, qui, pendant

toute la journée entretinrent un feu de tirailleurs.

Le 19, au soir, l'armée prussienne occupait les positions suivantes : le corps d'York à Romain et Vantelay ; celui de Kleist à Blanzy ; l'avant-garde de Katzler et la cavalerie des deux corps devant Fismes ; le corps de Winzingerode devant Reims ; celui de Langeron à Bery-au-Bac ; celui de Sacken à Pont-à-Vaire ; celui de Bülow devant Soissons.

Le 20, l'armée russo-prussienne resta, à peu de chose près, dans ses positions de la veille. Le corps de Sacken s'avança à Vailly, et un pont y ayant été jeté sur l'Aine, son avant-garde vint à Braisne. Le corps de Winzingerode occupa Reims et rétablit le pont. Le général de Witte, du corps de Langeron, fut détaché vers Rhetel, avec une brigade de cavalerie et une d'infanterie, pour comprimer la levée en masse des Ardennes. Vers le soir, la cavalerie prussienne, sous les ordres du général Ziethen, passa la Vesle à Courlandon et se présenta sur le flanc droit des deux maréchaux, qu'elle attaqua faiblement. Ce mouvement les obligea à retirer leur aile droite et à prendre position derrière l'Ardre, ayant Fismes devant leur front. Il paraît que les maréchaux croyaient que le dessein de Blücher était de les pousser sur Paris, et qu'ils avaient l'intention de l'arrêter au passage de l'Ourcq. Cependant il est probable que, si tel eût été le dessein de Blücher, il ne se serait pas étendu jusqu'à Reims, et qu'au lieu de se jeter dans les traverses impraticables qu'il lui fallait

suivre jusqu'à Mareuil, il aurait gagné la grande route de Soissons. Ce jour-là, la division Charpentier et la brigade Grouvelle rejoignirent le duc de Trévise.

Dans la nuit du 20 au 21, les maréchaux reçurent une dépêche du major-général. L'empereur Napoléon leur annonçait que Schwarzenberg se retirait, par Troyes, vers Bar-sur-Aube et Brienne, et les blâmait d'avoir pris la direction de Fismes, au lieu de celle de Reims, afin de pouvoir se replier sur Epernay et Châlons. Il leur ordonnait de prendre sur-le-champ cette communication avec lui, afin de ne pas courir le risque d'être écrasés par les armées réunies de Blücher et de Schwarzenberg. Il leur annonçait aussi qu'il allait *peut-être* manœuvrer lui-même sur Vitry. Cet ordre, dont l'exécution amena le combat de Fère-Champenoise, était basé sur la certitude où était Napoléon, que Blücher n'avait point d'autre dessein que celui de se joindre au prince de Schwarzenberg. Le mouvement prononcé sur Reims, qui ne pouvait pas se combiner avec des projets contre Paris, dût le confirmer dans cette opinion. Les maréchaux s'étaient trompés, lorsqu'ils imaginèrent que Blücher voulait les pousser sur Paris. Dans ce cas, il aurait manœuvré par la vallée de l'Oise, en se servant de la ligne d'opérations du nord, qu'avaient assurée les corps de Bülow et de Winzingerode. Les troupes qu'il aurait employées pour contenir les maréchaux, se seraient

présentées sur leur gauche et non sur leur droite. Mais dans la croyance où ils étaient, ils n'avaient pas pu s'avancer jusqu'à Reims. Au reste, leurs tâtonnemens, le 19, témoignent leur incertitude. D'après l'ordre qu'ils venaient de recevoir, il leur fallait tâcher de reprendre la communication de Châlons. Le mauvais état des chemins de traverse, et surtout la présence du corps de Winzingerode à Reims, les empêchaient de prendre la route d'Epernay; ils se décidèrent à passer par Château-Thierry. Le 21 au matin, ils se mirent en mouvement; le duc de Raguse par Oulchy et le duc de Trévise par Fère-en-Tardenois: le soir ils se réunirent devant la Marne. Le corps du duc de Raguse eut un léger engagement d'arrière-garde avec la cavalerie de Ziethen à Oulchy et celui du duc de Trévise à Rocourt. Le maréchal Blücher ne fit d'autre mouvement que d'achever de passer l'Aîne, et de faire suivre à quelque distance les maréchaux par son aile gauche; le corps d'York vint à Fère-en-Tardenois; celui de Kleist à Cramaille; la cavalerie de Ziethen à Oulchy; le corps de Sacken à Braisne; celui de Langeron près de Fismes. Celui de Winzingerode resta à Reims.

En arrivant à Château-Thierry, les maréchaux avaient appris l'échec du général Vincent à Epernay et sa retraite sur Dormans. Voyant ainsi la grande route de Châlons coupée, ils se décidèrent à prendre celle de Montmirail et d'Étoges. Nous n'examinerons pas s'ils devaient, ainsi qu'on l'a

prétendu, s'arrêter à Château-Thierry, afin d'attendre que le mouvement du maréchal Blücher fût prononcé. Il n'y avait plus rien à attendre de ce côté. L'ennemi ne les avait pas attaqués le 20, il ne les avait pas suivis le 21, beaucoup au-delà de l'Ourcq, et une tête de colonne s'annonçait vouloir déboucher par Epernay. Il n'y avait donc plus de doute que l'intention de Blücher ne fût de faire sa jonction avec le prince Schwarzenberg; c'est ce que l'empereur Napoléon leur avait annoncé. Rester à Château-Thierry n'eût été convenable, que dans le cas où, désespérant de rejoindre Napoléon, sans donner sur le gros de l'armée ennemie, ils auraient voulu se borner à couvrir Paris. Ils s'en tinrent à l'exécution de l'ordre qu'ils avaient reçu et ils crurent avoir le temps de passer entre les deux armées ennemies, avant qu'elles ne fussent jointes. Mais pour y parvenir, il y avait deux conditions essentielles à remplir. La première était de hâter la marche autant que possible; la seconde de bien choisir la direction qu'on voulait suivre.

Dès l'instant où Épernay avait été occupé, le 21, par la tête de colonne des troupes ennemies, qui avaient passé par Reims, il était dans l'ordre des choses probables que le corps principal serait lui-même le 22 à Épernay et pouvait arriver le 23 jusqu'à Vertus. Cette supposition était d'autant plus admissible, que le mouvement de Blücher n'avait point d'autre but que de porter des secours à l'armée austro-russe. Il est donc

naturel qu'il voulût se présenter sur les derrières de l'armée de Napoléon, et par conséquent prendre la route la plus courte, par Épernay et Fère-Champenoise. Il fallait donc traverser la route directe de Reims à Arcis, sur un point où l'on fut assuré de précéder les corps ennemis. Il était impossible d'arriver le 22 à Vertus, et le 23 on pouvait risquer d'y trouver le corps de Winzingerode. Il fallait donc descendre plus à droite, et c'est ce qu'on pouvait en passant par Sezanne et Fère-Champenoise. Il aurait été facile de passer Montmirail le 22 et par conséquent d'arriver à Fère-Champenoise le 23 de bonne heure. Là, en se faisant éclairer à quelque distance par de la cavalerie, on aurait connu avec exactitude la position de l'ennemi et l'on aurait évité le combat du 25. Nous remarquerons qu'en prenant cette direction, les maréchaux ralliaient les divisions Pacthod et Amey. Ce n'est pas pour leur reprocher d'avoir négligé ces deux divisions que nous faisons cette observation : les maréchaux ne savaient pas qu'elles fussent à Sezanne. Mais c'est une exemple de plus, qui prouve qu'on ne s'écarte presque jamais des règles de la guerre, sans entraîner des accidens secondaires, qui augmentent encore les désastres auxquels on s'expose.

Laissant même de côté les réflexions que nous venons de faire sur la direction que prirent les maréchaux, et à laquelle on peut supposer qu'ils ont été décidés par la crainte de trop s'écarter de

Châlons; il n'en résulte pas moins qu'ils ont mis trop de lenteur dans leur mouvement. En faisant de Château-Thierry, une marche pareille à celle qu'ils avaient faite de Fismes, ils pouvaient atteindre Champaubert et Etoges le 22, et Châlons le 23, ou le 24 au matin, au plus tard. Le maréchal Blücher n'ayant réuni son aile droite à Reims que le 23, ils auraient eu le temps de connaître son mouvement et de se mettre en mesure de retraite vers Vitry ou vers Bar-sur-Ornain, et de là rejoindre l'empereur. Il est vrai qu'alors ils n'auraient pas défendu Paris, mais puisque les mesures étaient déjà prises pour paralyser la défense de la capitale, le mal n'aurait pas été grand. Peut-être même leur jonction avec Napoléon aurait-elle beaucoup influé, sur les conséquences que pouvait avoir l'occupation de Paris; c'est ce que nous verrons en son lieu.

Le 22, les maréchaux ayant détruit le pont de Château-Thierry, se rendirent à Montmirail, où le général Vincent les rejoignit par Orbais. Le maréchal Blücher fit faire ce jour-là peu de mouvement à son armée; il paraît, par son ordre du lendemain, qu'il voulait attendre, pour se décider à un plan d'opérations, soit des nouvelles du prince de Schwarzenberg, soit que les maréchaux eussent marqué eux-mêmes, la direction qu'ils voulaient suivre. Le corps d'York vint à Oulchy; celui de Kleist à Billy-sur-Ourcq, couvert à droite par de la cavalerie légère; le corps de

Sacken, derrière York; celui de Langeron à Fismes; celui de Winzingerode à Reims. La cavalerie légère de Czernisseff vint à Épernay; celle de Ziethen s'avança devant Château-Thierry, où les Prussiens s'occupèrent à jeter un pont de bateaux. Le corps de Bülow compléta l'investissement de Soissons.

Le 23, les maréchaux ne s'avancèrent que jusqu'à Étoges et leur avant-garde à Bergères. Le général Winzingerode, parti d'Épernay avec sa cavalerie pour se rendre à Vatry, venait de passer à Vertus, où son arrière-garde se trouvait encore, occupée à piller la ville. La cavalerie française s'y porta et en chassa l'ennemi; on lui prit une centaine d'hommes, deux cents chevaux et une soixantaine de voitures en grande partie chargées de pillage. Le maréchal Blücher, ayant appris que les maréchaux s'étaient dirigés de Château-Tierry vers Montmirail, jugea que le plan de l'empereur Napoléon était de réunir son armée, pour livrer une bataille décisive à celle du prince de Schwarzenberg. Il se décida alors à réunir, entre la Marne et l'Aube, les trois corps de son aile gauche, afin d'attaquer l'armée française en queue. Pendant ce temps, les généraux York et Kleist devaient suivre la route de Montmirail. Mais le souvenir des journées des 10, 11 et 14 février, l'engagea à ordonner que la cavalerie seule suivît les corps français de près, tandis que l'infanterie resterait à une marche en arrière. Le soir les corps

de Sacken et de Langeron et l'infanterie de celui de Winzingerode étaient sous Reims. Le général Winzingerode avec sa cavalerie à Vatry, ayant le général Czernizeff à Sommesous, et le général Tettenborn à Soudé-Ste.-Croix. Le pont de Château-Tierry n'ayant pu être achevé ce jour-là, les corps d'York et Kleist prirent position derrière Château-Tierry; La cavalerie de Ziethen à Étrepilly. Le soir le maréchal Blücher, ayant reçu des nouvelles du prince de Schwarzenberg, avec le quel il venait de se remettre en communication, et ayant appris la marche de l'empereur Napoléon sur Vitry, donna l'ordre aux trois corps qu'il avait à Reims de se rendre le lendemain à Châlons.

Le 24, les maréchaux continuèrent leur mouvement dans la direction de Vitry, en prenant le chemin de Vatry; c'était une faute. Quoiqu'ils ignorassent encore la bataille d'Arcis et ses résultats, la marche du corps de Winzingerode sur Reims, et la présence de l'ennemi à Bergères leur indiquaient assez que l'armée prussienne se dirigeait sur Châlons. Il fallait donc éviter de s'approcher trop de cette ville, afin d'éviter de se trouver compromis par une attaque de flanc, en marche. Le général Belliard représenta au duc de Trévise, que Sezanne étant sur la communication directe de Paris à l'armée de l'empereur Napoléon, c'était cette direction qu'il fallait gagner. En se portant sur Fère-Cham-

penoise, on se trouvait sur la nouvelle ligne d'opérations, et on n'était pas beaucoup plus éloigné de Vitry, qu'à Vatry. En cas de revers, on avait une retraite assurée. Le duc de Trévise sentit la justesse de cette observation, et en fit part à son collègue; mais ce dernier s'obstinant dans son faux mouvement, et ayant répondu qu'il le suivrait seul, le duc de Trévise se laissa entraîner. Ce dernier s'avança donc à Vatry et le duc de Raguse poussa jusqu'à Soudé-Ste.-Croix. Le général Vincent fut renvoyé à Montmirail avec deux cents hommes d'infanterie et cent chevaux pour éclairer les derrières de la marche.

Cependant le général Pacthod, rappelé le 22 de Nogent et de Bray avec deux brigades de sa division, forte d'environ quatre mille hommes, était arrivé le 23 à Sezanne. Le général Amey, qui s'était dirigé par erreur sur Sezanne, ainsi que nous l'avons vu, y était arrivé le même jour; sa division était forte d'environ dix-huit cents hommes. Enfin un convoi de quatre-vingt voitures chargées de pain, d'eau-de-vie et d'effets militaires, était également venu dans cette ville, escorté par huit cents hommes d'infanterie et une escadron du 13e de hussards, sous les ordres de l'adjudant commandant Noizet. Le 24, le général Pacthod, ayant appris qu'un corps de troupes française était en marche, sur la route de Montmirail à Étoges, pour rejoindre l'empereur, se mit en mouvement avec la division Amey pour

tâcher de l'atteindre. Il prit avec lui le convoi le l'adjudant commandant Noizet, qui resta avec ses troupes à Sezanne. Le général Compans arriva le même jour dans cette ville, envoyé par le ministre de la guerre pour orgagniser la réunion des troupes qui allait se faire sur ce point, devenu le centre de communication avec l'armée. Presqu'avec lui vinrent deux régimens de marche de cavalerie, de quatre cents hommes environ chacun. Le soir le général Pacthod arriva à Étoges, où il apprit que les maréchaux s'étaient portés sur la Soude. Il leur envoya un officier pour prendre leurs ordres et se prépara à les rejoindre le lendemain. Le 24, le maréchal Blücher continua son mouvement. Les corps de Sacken, Langeron et Woronzow vinrent à Châlons. Le général Winzingerode avec sa cavalerie passa la Marne, ainsi que nous l'avons vu. A Châlons, Blücher reçut la notification de la décision prise par le conseil de la coalition et l'ordre de marcher avec son armée par la route de Montmirail sur Meaux. Le pont de Château-Tierry ayant été achevé dans l'après-midi, le corps d'York vint prendre position à Viffort. Le corps de Kleist resta dans le faubourg de Château-Tierry. La cavalerie de Ziethen s'avança jusqu'à Montmirail, que le général Vincent fut obligé d'évacuer.

Dans la soirée du 24, les maréchaux poussèrent des reconnaissances devant eux. Celle du duc de Trévise, dirigée par le général Belliard s'a-

vança jusqu'à la hauteur de Nuisement, où l'on apprit l'occupation de Châlons par les Prussiens. En même temps, on eut à Vatry même des nouvelles de la marche des coalisés sur Paris. L'ennemi y avait été peu avant l'arrivé de nos troupes, et à la lecture des ordres de marche, que les officiers avaient reçus, ils n'avaient pas caché qu'ils allaient se diriger sur la capitale. Le général Bordesoulle, envoyé en reconnaissance par le duc de Raguse, rencontra la tête de l'avant-garde bavaroise à Cosle. Il en fit son rapport au maréchal, qui ne voulut pas croire à un mouvement des forces de l'ennemi dans cette direction. Il ne tint donc aucun compte du rapport. Le général Pacthod avait continué sa marche pendant la nuit et était arrivé à Bergères au jour.

CHAPITRE VIII.

Double combat de Fère-Champenoise, le 25 mars.—Retraite des ducs de Trévise et de Raguse.—Combat de la Ferté-Gaucher, le 26 mars.—Combats de Claye et de Ville-Parisis, le 28.

Les armées coalisées s'ébranlèrent le 25 au point du jour. Celle du prince de Schwarzenberg sur deux colonnes. La première composée des corps de Wurtemberg et de Rajewski, sous les ordres du de prince royal Wurtemberg, et suivie à quelque distance par le corps de Wrede, devait marcher par la route de Fère-Champenoise. La seconde, composée des garde et des réserves, devait suivre plus à gauche la crête des hauteurs et se diriger sur Montepreux. Le corps de Giulay devait déboucher par Semoine, et joindre cette dernière colonne.

Le général Pahlen, qui devait faire l'avant-garde de la colonne de droite, était parti des bords de la Marne à trois heures et demie du matin. A Cosle

il prit la tête de la colonne, et vers huit heures du matin, il fut en vue de Soudé-Ste.-Croix.

A l'approche de l'ennemi, dont les colonnes repliaient ses avant-postes, le duc de Raguse se hâta de prévenir son collègue en l'invitant à venir le joindre en remontant la Soude. Ce mouvement aurait été bon, si le 6e corps avait pu être assuré de tenir assez long-temps à Soudé-Ste.-Croix; mais dans le doute, c'était une faute majeure qui influa sur les désastres de la journée. C'était Sommesous qu'il fallait indiquer pour le point de réunion des deux corps. Le duc de Raguse se hâta de faire prendre les armes à ses troupes, et de les ranger sur les hauteurs de Soudé-Ste.-Croix, et peu après la canonnade s'engagea d'un rideau à l'autre.

Le général Pahlen, de son côté, ordonna au général Dechterew, avec sa brigade de huit escadrons et un régiment de cosaques, de gagner la gauche de la ligne française, au-delà de Soudé-Notre-Dame. Le prince Adam, avec la cavalerie de Wurtemberg, fut porté en écharpe sur la droite. Le général Delianow, avec huit escadrons et un régiment de cosaques, soutenu par la division de cuirassiers de Kretoff et douze bouches à feu, devait attaquer de front. Le général Ilowaisky, avec quatre régimens de cosaques fut dirigé vers l'Estrée. Ce mouvement et l'approche des colonnes d'infanterie qu'on apercevait déjà, firent sentir au duc de Raguse qu'il fallait se préparer à la re-

traite. Pour la soutenir et pour gagner assez de temps pour que le duc Trévise pût entrer en ligne, le duc de Raguse jeta deux compagnies de voltigeurs dans Soudé-Ste.-Croix. Elles y furent vigoureusement attaquées, enveloppées et prises. Les cuirassiers du général Bordesoulle qui voulurent s'avançer à leur secours, furent chargés avant d'être complètement formés et ramenés.

Cependant le duc de Trévise s'était mis en mouvement vers six heures du matin. Le général Belliard, qui le précédait avec la cavalerie, rencontra à Dammartin la cavalerie russe de Dechterew, qu'il fut obligé de faire attaquer et chasser pour ouvrir le passage. Un peu après les cosaques d'Ilowaiski débouchèrent par l'Estrée, sur le flanc de la colonne du duc de Trévise; la division Charpentier qui était en queue se trouva coupée. Elle fut obligée de se diriger sur Sommesous, où elle arriva ayant essuyé quelque perte.

Le duc de Raguse tint cependant assez longtemps, pour que les deux corps pussent se réunir arrière de Soudé-Ste.-Croix, la cavalerie en première ligne, et l'infanterie en seconde; la gauche couverte, par le régiment du colonel Ghigny, contre les cosaques d'Ilowaisky. La cavalerie du général Pahlen et du prince de Wurtemberg se déploya, et le combat s'alluma sur toute la ligne. Alors les maréchaux se replièrent en combattant, en arrière de Sommesous, et prirent position sur les hauteurs entre Chapelaine et Montepreux, la

cavalerie toujours en première ligne, l'infanterie en seconde. Les régimens de marche du colonel Ghigny à l'extrême gauche, en observation des cosaques d'Ilowaiski. La cavalerie de Wurtemberg, les cuirassiers de Kretow, et la brigade Delianow suivirent nos troupes de front, tandis que la brigade Dechterew débouchait, entre Vassimont et Haussimont, sur le flanc gauche, et que le restant des cosaques se répandait vers Lenharé et Normé.

La canonnade s'engagea avec vigueur et avec avantage de notre côté, et dura plus de deux heures sur ce point. Mais vers midi, la cavalerie du corps de Giulay et les cuirassiers autrichiens, sous les ordres du général Nostitz, au nombre de près de quatre mille chevaux, débouchèrent par Mailly, et se présentèrent sur la droite des corps français. Les maréchaux reprirent leur mouvement rétrograde en échiquier. Le général Pahlen en profita pour attaquer la ligne de cavalerie. Deux charges furent repoussées, mais la troisième enfonça les cuirassiers du général Bordesoulle, au centre de la ligne. Le général Belliard, avec la division Roussel, accourut de la gauche pour prendre la charge en flanc, mais cette division débordée elle-même par la seconde ligne ennemie, fut ramenée jusque sur l'infanterie. Alors, le général Merlin fit charger le général Latour-Foissac avec le 8ᵉ de chasseurs en colonne, et parvint à arrêter l'ennemi. Pour augmenter encore

les difficultés de la retraite, un orage de pluie et de grêle, poussé par un vent d'est, vint fouetter le front de la ligne française; les armes trempées ne faisaient plus feu. Les deux corps continuèrent cependant leur retraite vers Conantray en appuyant à gauche: l'infanterie passa le ravin. Dans ce moment le grand duc Constantin déboucha de Semoine, avec les divisions de cuirassiers de la garde russe et douze escadrons de garde légère, faisant environ trois mille chevaux avec douze bouches à feu. En même temps, une charge du général Pahlen enfonça de nouveau les cuirassiers du général Bordesoulle. Les brigades des généraux Jamin et Le Capitaine, laissées sur un mamelon à gauche de Vorrefroy, pour couvrir le passage du ravin par notre cavalerie, n'eurent que le temps de se former en carré. Abordées par les cuirassiers russes, deux carrés de la brigade Jamin furent enfoncés et le général pris; la brigade Le Capitaine souffrit beaucoup sans être entamée.

Enfin l'orage cessa, les divisions Ricard et Christiani, aux extrémité de la ligne, arrêtèrent la cavalerie ennemie et la nôtre put repasser le ravin. Au passage du ravin, une bonne partie de l'artillerie fut abandonnée avec un bataillon des équipages. Le duc de Raguse avec quelqu'infanterie reprit ce qui n'était pas dételé; mais vingt-quatre bouches à feu, et soixante caissons restèrent sur le terrain. L'ennemi se déploya en face, cherchant toujours à gagner la gauche vers Normé. Les deux corps

français se remirent en ordre, et le combat se rétablit. Mais la cavalerie de la garde russe s'étant étendue au-delà de Vorrefroy vers Fère-Champenoise, le mouvement de retraite continua. Le général Pahlen en profita, pour s'étendre par sa droite et gagner la plaine de Fère-Champenoise. Ce double mouvement et une attaque de front, mirent le désordre dans les colonnes, et auraient eu les suite les plus fâcheuses, si, dans le moment, le 9e régiment de marche de cavalerie ne fût arrivé. Le colonel Leclerc, qui le commandait, et que le général Compans avait placé en observation vers Conantré, déboucha fort à propos de Fère-Champenoise, et arrêta la cavalerie ennemie.

Cependant, le général Pacthod s'était remis en marche au point du jour de Bergères, se dirigeant sur Vatry. Ce ne fut que vers dix heures du matin, à son arrivé à Villeseneux, qu'il reçut l'ordre du duc de Trévise de rester à Bergères, où on le croyait encore. L'officier qu'il avait envoyé s'était amusé en route. Par une fatalité inconcevable, cet ordre, pur et simple, ne donnait au général Pacthod aucune connaissance de la présence des armées ennemies derrière la Cosle, ni de l'occupation de Châlons ; il n'appelait aucunement l'attention du général Pacthod, sur le danger qu'il pouvait courir. Sans cela, il est présumable, qu'au risque d'être obligé par la fatigue des chevaux, d'abandonner son convoi, il aurait sauvé ses troupes en les repliant sur Fère-Champenoise. Le général Pac-

thod ne se croyant pas pressé, pensa avoir le temps de faire rafraîchir les chevaux du convoi, exténués de fatigue. Dès le matin, le maréchal Blücher, ayant laissé l'infanterie du général Voronzow à Châlons, s'était mis en marche avec les corps de Langeron, Sacken et Strogonow, par la route de Bergères. A la hauteur de Bierges, le général Korff, qui formait l'avant-garde avec la cavalerie du corps de Langeron (*), aperçut le corps du général Pacthod, et se dirigeant de ce côté parut bientôt devant Villeseneux. Le général Pacthod se hâta de former ses troupes; ses deux brigades en bataille, la droite appuyée au village, et la gauche couverte par la division Amey, en un grand carré; son convoi en masse. Dans cette position, il repoussa pendant une heure et demie toutes les attaques de la cavalerie ennemie. Mais l'imprudence d'avoir prolongé ainsi le combat, au lieu de se mettre de suite en retraite, amena la perte de ce corps; le général Pacthod en convint lui-même. Enfin, le général Wassilczikow, attiré par le bruit du combat, ayant paru à la hauteur de Trecon à la tête de la cavalerie du corps de Sacken, forte de près de quatre mille chevaux, le général Pacthod sentit la nécessité de se mettre en retraite. Il la fit en échiquier jusqu'à Clamange, couvrant son convoi qui marchait sur quatre voitures de front. Mais là, il fut obligé de l'abandonner pour ne pas

(*) Plus de cinq mille chevaux.

s'exposer à une perte certaine; la cavalerie de Wassilczikow approchait et menaçait ses derrières, par Pierre-Morains; une partie de la cavalerie du général Korff l'avait déjà débordé. Pour avoir cependant le temps de dételer les chevaux et de doubler les attelages de son artillerie, il jeta dans Clamange deux bataillons, sous les ordres du major Caille. Cette opération réussit, et la retraite continua en carrés et en échiquier.

Vers trois heures après midi, le général Pacthod avait atteint Ecury-le-repos, lorsque la brigade Pahlen 2, du corps de Korff, se présenta sur ses derrières, pour lui couper le chemin de Fère-Champenoise. Le général Delord proposa de se faire jour, en culbutant cette cavalerie. Sa brigade formée en colonnes d'attaque rompit la brigade Pahlen; mais au même moment la cavalerie de Wassilczikow entra en action et une charge obligea le général Delord à se reployer en carrés. Alors le général Pacthod, désespérant d'atteindre Fère-Champenoise et de joindre les maréchaux, qui, en ce moment, dépassaient eux-mêmes ce bourg, essaya de gagner le marais de St.-Gond. Les premiers instans de sa marche, dans cette nouvelle direction, furent assez paisibles. Le général Korff rebuté de l'inutilité de ses attaques et fatigué d'un aussi long combat, arrêta sa cavalerie pour lui faire reprendre haleine. Le général Wassilczikow prolongeait la sienne par la droite, vers Petit-Morains et Petit-Aulnay, pour tourner les carrés

français. Dans ce moment l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le prince de Schwarzenberg arrivaient à Fère-champenoise. Le restant de la cavalerie de la garde russe et prussienne et les réserves, débouchaient d'Euvy. Les corps de Wurtemberg et de Rajeweski arrivaient à Conantray, où ils se reposaient et se rétablissaient du désordre, où les avaient mis les défilés marécageux de Soudé et de Sommesous.

Les Souverains voyant approcher les troupes du général Pacthod, qui déjà étaient à l'instant d'atteindre Petit-Aulnay, se hâtèrent de porter de ce côté la cavalerie de la garde prussienne, les hussards et les cosaques de la garde russe, qu'ils avaient sous la main, et rappelèrent également la réserve du grand duc Constantin, qui n'avait pas encore de beaucoup dépassé Fère-Champenoise. Ils firent en même temps déboucher le corps de Rajewsky. Peu de momens après le général Pacthod se vit attaqué, sur sa droite, par la cavalerie de la garde russe et prussienne. Celle du général Korff reprit son attaque de front, celle du général Wassilczikow l'assaillit sur sa gauche et presque sur ses derrières. Le général Pacthod arrêta ses carrés et, par une courte harangue, exhorta ses soldats à périr les armes à la main. Un feu nourri et la fermeté inébranlable des troupes firent échouer plusieurs charges successives, et déjà l'ordre avait été donné au général Rajewsky de hâter le pas avec son infanterie. Mais la mitraille de soixante-

dix-huit bouches à feu, avait entr'ouvert les rangs de nos braves et une dernière charge pénétra par les brèches, que le canon avait faites dans les carrés. Nos valeureux soldats, les gardes nationaux surtout, vendirent chèrement leur vie et périrent en grande partie, plutôt que de poser les armes. Le carré du général Thévenet de la division Amey, résistant à toutes les attaques, était au moment d'atteindre Bannes, lorsque presqu'entièrement démoli par quarante bouches à feu, il fut également enfoncé. Le corps du général Pacthod périt presqu'en entier, car rien ne pouvait arrêter la fureur d'un ennemi sanguinaire, irrité de voir une poignée de fantassins résister pendant plus de sept heures, à neuf, puis à douze mille hommes de cavalerie. Quinze cents hommes furent faits prisonniers avec les généraux Pacthod, Amey, Delord, Bonté et Thévenet. Un millier environ s'échappèrent par le marais. Le restant au nombre de trois mille cinq cents mourut au Champ-d'honneur: c'étaient presque tous des gardes nationaux. Leur cendre, qu'on aurait vue dans d'autres temps recouvrir d'un mausolée honorable, languit ignorée dans les champs, où ils se sont sacrifiés pour l'indépendance nationale. La patrie ne les a pas oubliés.

Cependant, après avoir dépassé Fère-Champenoise, les maréchaux avaient rallié leurs troupes sur les hauteurs entre Linthes et Conantré; l'infanterie à gauche, en masse par bataillons; la

cavalerie à droite dans la plaine, en partie déployée, en partie en masse; le prince-royal de Wurtemberg les avait suivis. Les cosaques d'Ilowaiski et la brigade russe de Delianow, se déployèrent devant notre infanterie; la brigade Dechterew, la cavalerie de Wurtemberg, celle du corps de Giulay et les cuirassiers de Kretow devant notre cavalerie. Le général Seslawin, détaché, le 22, vers Sezanne et qui n'avait pas pu y entrer, déboucha en ce moment du côté de Pleurs, et vint se présenter sur le flanc droit des maréchaux avec environ quinze cents cosaques. Dans ce moment le feu de la colonne du général Pacthod, qui se rapprochait toujours, se fit entendre entre Ecury et Petit-Morains. Le bruit se répandit dans les deux corps que l'Empereur approchait et refoulait l'ennemi devant lui. Un cri s'éleva dans les rangs et les soldats rendus à la confiance, que les mauvaises dispositions de la journée avaient ébranlée, demandèrent d'être conduits à l'ennemi. Les cuirassiers du général Bordesoulle se portèrent en avant, mais leur charge, menacée en flanc par les cosaques de Seslawin, ne put pas être poussée à fond. Cependant l'ennemi était retenu et mis dans un état d'incertitude, par le combat violent qui s'allumait presque sur ses derrières. Les maréchaux en profitèrent pour se retirer à Allement, espérant pouvoir y rallier le corps du général Pacthod, qu'ils avaient vu se diriger vers Bannes.

Cette journée fatale, nous coûta environ neuf

mille hommes, dont près de quatre mille prisonniers et quarante-six pièces de canon. (Le général Pacthod en avait seize.) La perte de l'ennemi s'éleva à plus de quatre mille hommes, tous de cavalerie, la seule arme qui ait donné. Le colonel Rapatel, ci-devant aide-de-camp du général Moreau et depuis attaché à l'empereur de Russie, fut tué devant un des carrés du général Pacthod, en sommant ses anciens compagnons d'armes de se rendre à son nouveau souverain; son frère se battait dans le même carré comme capitaine d'artillerie.

Tel fut l'événement des deux combats que les coalisés ont décoré du nom de bataille de Fère-Champenoise. La comparaison des forces des deux côtés établira le mérite de la victoire (*). Dans une disproportion pareille,

(*) FORCE DES TROUPES
QUI ONT COMBATTU DEVANT FÈRE-CHAMPENOISE.

		INFANT.	CAVAL.	CANONS.
	TROUPES FRANÇAISES.			
Duc de Trévise.	Divis. Christiani, Curial et Charpentier.	7,400	»	30
	— Roussel et col. Ghigny.	»	2,050	
Duc de Raguse.	— Ricard, Lagrange et duc de Padoue.	4,900	»	38
	— Bordesoulle et Merlin.	»	2,300	
	Total.	12,300	4,350	68
Gén. Pacthod.	— Pacthod et Amey.	5,800	»	16
	TROUPES COALISÉES.			
Prince royal de Wurtemberg.	Cavalerie du gén. Pahlen.		3,500	12
	— de Wurtemberg.		2,000	12
	Cuirassiers de Kretow.		1,600	12
Gén. Nostitz.	Caval. de Giulay et cuirassiers.		3,700	24
Grand-duc Constantin.	Cuirassiers de la Garde russe.		1,600	12
	Garde légère.		2,400	12
	Garde prussienne.		800	8
Gén. Seslawin.	Cosaques.		1,500	2
	Total.	»	17,100	94
Gén. Korff.	Caval. du corps de Langeron.		5,400	22
Gén. Wassilcsikow.	— de Sacken.		3,900	12
	Total.		9,300	34
	Total général.		26,400	128

puisque le combat ne fut qu'une action de cavalerie, il est au moins aussi honorable de succomber que de vaincre. Nous avons déjà indiqué les fautes qu'ont commises les deux maréchaux, avant le désastre qu'ils éprouvèrent. Le récit du combat aura servi à les développer. Il y en a deux principales : la première est celle de ne s'être pas mis en mouvement de retraite, dès qu'ils connurent la présence de l'armée coalisée, entre la Marne et la Cosle, et le projet des souverains de revenir sur Paris. La prudence leur ordonnait de mettre le plutôt possible les défilés de Sommesous et de Conantray entre l'ennemi et eux. Le mouvement de flanc du duc de Trévise, de Vatry à Soudé, était dangereux ; d'abord par le retard qu'il occasionnait ; en second lieu parce que la réunion des deux corps, se faisant en avant du défilé de Sommesous, qu'il fallait passer après, elle devenait difficile à exécuter et ne faisait qu'augmenter le danger. En se retirant avant le jour, le duc de Trévise par Lenharé et le duc de Raguse par Sommesous, la jonction se faisait sans difficulté derrière le ravin de Conantray. Alors les maréchaux pouvaient y prendre position, et, en se faisant éclairer devant eux, voir venir l'ennemi et éviter ainsi les désastres de la journée. La seconde faute fut d'avoir laissé le général Pacthod dans l'incertitude, et dans l'ignorance des dangers qui pouvaient le menacer. L'ordre de rester à Bergères était une faute qui devait entraîner la perte du convoi, puisque les maréchaux s'attendaient eux-mêmes à voir les corps d'York et de Kleist déboucher par Etoges. Il fallait ordonner au général Pacthod de se

rendre sans délai à Fère-Champenoise. Alors le convoi pouvait être sauvé et les maréchaux se renforçaient de près de six mille hommes.

Le soir, l'armée coalisée occupait les positions suivantes : les corps de Wurtemberg et de Rajewski, entre Fère-Champenoise et Cauroy ; celui de Giulay à Euvy ; celui de Wrede, qui avait marché par Faux et Dammartin, entre Fère-Champenoise et Ecury ; les réserves, à gauche de Conantray ; la cavalerie de Pahlen et la réserve du grand-duc Constantin à Conantray ; les cosaques d'Ilowaiski et Seslawin entre Linthes et Broussy ; la cavalerie de Wurtemberg, à Pleurs ; celle du corps de Giulay à Ognes. Le maréchal Blücher, avec les corps de Langeron, Sacken et Strogonoff, vint à Etoges. La cavalerie de Korff et Wassilczikow, resta vers Pierre-Morains ; les corps d'York et Kleist, prirent position à Montmirail ; la cavalerie de Ziethen fut poussée jusque devant Sezanne.

Les maréchaux arrivés à Allement, délibérèrent sur la direction qu'ils donneraient à leur retraite. Cette délibération et le séjour qu'ils firent à Allement furent nuisibles. Ils ne pouvaient pas douter que les corps ennemis qui les avaient suivis à Château-Thierry, n'eussent passé la Marne et n'occupassent Montmirail ; cette route leur était donc interdite. Il résultait de la marche des armées coalisées sur Paris, que les corps prussiens qui étaient à Montmirail pouvaient, ou marcher directement

sur Meaux, ou se rabattre sur la Ferté-Gaucher et leur barrer le chemin de Coulommiers. C'était donc sur Sezanne qu'il leur convenait de se retirer, et il fallait que ce mouvement fut assez prompt pour pouvoir prévenir l'ennemi à la Ferté-Gaucher. Ils se décidèrent en effet, à gagner Sezanne, mais ils remirent leur mouvement au lendemain matin. Ils l'annoncèrent au général Compans, en l'engageant à tenir Sezanne jusqu'à leur arrivée. Ce général, à qui, après avoir envoyé à l'appui des maréchaux les deux régimens de cavalerie, il ne restait qu'environ mille hommes et un escadron, il ne pouvait cependant pas rester, sans imprudence, où il était. Il avait à couvrir l'évacuation d'un matériel considérable, et devant lui se trouvait le général Ziethen, avec plus de quatre mille chevaux. Il répondit qu'il était obligé de partir à minuit. Cette détermination sauva les maréchaux, qui cependant, au lieu de partir sur-le-champ, ne se mirent en mouvement que vers deux heures du matin, sur une longue colonne encaissée dans des chemins creux et par une traverse difficile. La cavalerie passa la première, les dragons du général Roussel en tête; la division Lagrange faisait l'arrière-garde.

Le général Ziethen, ayant occupé Sezanne aussitôt après le départ du général Compans, on rencontra des vedettes ennemies dans un chemin latéral, avant d'arriver à la ville; ce chemin conduit vers la route de Pont-St.-Prix. L'apparition de

l'ennemi arrêta les éclaireurs. Le général Belliard, voulant éviter les conséquences d'un moment d'hésitation, sur la colonne engagée dans un chemin creux, se mit à la tête de l'avant-garde, et chargeant ce poste ennemi, le poussa sur la hauteur. La nuit ne permettait pas de pousser plus loin, et le général Belliard resta en position, pendant que l'infanterie continua à défiler derrière lui. Au point du jour le général Belliard fit attaquer la cavalerie de Ziethen, qui était encore sur le plateau. Après un combat assez vif, elle fut chassée vers Pont-St.-Prix, avec une perte d'environ deux cents hommes.

Vers neuf heures du matin, la colonne des maréchaux eût traversé Sezanne, et prit position à Mœurs. Là, on fit encore une halte de quatre heures. Enfin, vers une heure après midi, les deux maréchaux remirent les troupes en mouvement. L'armée se dirigea d'abord à Esternay, et de là prit la route de la Ferté-Gaucher par Réveillon. Le général Compans, en quittant Sezanne, s'était également retiré à Réveillon : il en partit au point du jour et vint occuper la Ferté-Gaucher.

Le 26 au matin, les armées coalisées continuèrent leur mouvement. L'avant-garde du prince de Schwarzenberg, composée de l'infanterie et de la cavalerie des corps de Wurtemberg et de Rajewski, de la cavalerie du général Nostitz et des grenadiers de la réserve, se réunit à six heures du matin à Conantray, sous les ordres du prince royal

de Wurtemberg. Vers dix heures, le général Pahlen, dont l'artillerie avait été renforcée de trente bouches à feu de la réserve, se mit en marche vers Sezanne où il arriva à une heure après midi. Là, il rencontra l'avant-garde du corps de Kleist, sous les ordres du colonel Blücher, et tous deux, réunis, suivirent l'armée des maréchaux par Esternay. Le maréchal Blücher, avec les corps de Langeron, Sacken et Strogonow, suivit la route de Montmirail. Le corps de Woronzow quitta Châlons pour rejoindre l'armée. Les corps d York et de Kleist se dirigèrent sur la Ferté-Gaucher. L'avant-garde de ces deux corps, composée de huit escadrons, et suivie de près par la division Horn, parut de bonne heure devant cette ville.

Le général Compans hors d'état de résister, avec une poignée d'hommes, fit défiler son convoi sans retard et se mit lui-même en retraite. Il arrêta cependant sa petite troupe, sur les hauteurs de Chailly, pour gagner du temps; mais attaqué par la division Horn, il fut obligé de céder à la grande supériorité du nombre et de se retirer à Coulommiers, ayant perdu une centaine d'hommes. Le général Vincent, obligé de quitter Montmirail la veille, s'était replié d'abord à Rebais; de là il vint à Coulommiers où l'appelait le son du tocsin, qui retentissait dans toutes les campagnes. Là, il avait rallié environ un millier d'hommes, en grande partie échappés au désastre du général Pacthod. Ce renfort inespéré, qui porta la force

du général Compans à deux mille deux cents hommes d'infanterie et deux cent cinquante chevaux, lui permit d'arrêter l'ennemi. Il prit ensuite position sur les hauteurs en arrière de Coulommiers et détruisit les ponts du Morin. La division prussienne de Horn se replia sur la Ferté-Gaucher et y passa le Morin pour se diriger vers Rebais. La division du prince Guillaume de Prusse prit position en avant de la Ferté-Gaucher, à la gauche du Morin. La tête de colonne du corps de Kleist approchait de la ville.

Vers quatre heures après midi, la tête de la colonne des maréchaux étant arrivée à Moutis, ils apprirent que la Ferté-Gaucher était occupé par les Prussiens. C'était la conséquence du temps perdu à Allement et de la halte de Mœurs. Le duc de Raguse se chargea de contenir l'avant-garde du prince de Schwarzenberg, qui débouchait de Réveillon. Le duc de Trévise s'avança vers la Ferté-Gaucher. La canonnade s'engagea bientôt, et lorsque les troupes du duc de Trévise commencèrent à se déployer en avant de Lécherolles, le prince Guillaume retira sa division à la droite du Morin, ne laissant à l'autre bord qu'un rideau de tirailleurs. Trois bataillons occupèrent la Ferté-Gaucher et le restant des troupes se déploya sur les hauteurs en arrière, couvert par une batterie de seize bouches à feu. La division Christiani s'avança vers la Maison-Dieu, et le duc de Trévise ordonna en même temps une seconde attaque par la chaus-

sée. Mais notre artillerie était trop peu nombreuse pour dominer celle de l'ennemi, que l'arrivée de la réserve du corps d'Yorck porta bientôt à quarante-huit bouches à feu. Le corps de Kleist commençait à entrer en ligne. Après une attaque infructueuse, le duc de Trévise, voyant approcher la nuit, songea à se retirer de cette fausse position. Il fit marcher son corps par la gauche dans le vallon, et gagna le plateau de Chartronges, où il prit position pour attendre le duc de Raguse.

Pendant que ceci se passait, le duc de Raguse avait pris position derrière le ruisseau qui couvre le bois de Meaux. Le général Pahlen et le colonel Blücher ne tardèrent pas à être en présence et la canonnade s'engagea. Malgré que l'ennemi eût mis successivement en batterie jusqu'à cinquante pièces de canon, il ne lui fut pas possible de déboucher. Alors le général Pahlen désespérant d'emporter le passage de front, se dirigea, avec sa cavalerie de ligne et la plus grande partie de son artillerie, sur Courgivaux, afin de tourner la position et de gagner Moutis par le sommet des coteaux. Le colonel Blücher et les cosaques d'Ilowaisky restèrent seuls devant le 6e corps. A peu près en même temps, le duc de Raguse reçut l'avis que le duc de Trévise, ne pouvant forcer le passage de la Ferté-Gaucher, s'était retiré sur la route de Provins. Alors, faisant manœuvrer sa cavalerie, il fit pousser les cosaques et la cavalerie de Blücher vers Esternay. Ces troupes ayant été

mises assez en désordre, le duc de Raguse dégagé, mit les siennes en mouvement et vint, par Moutis, à Lécherolles, joindre son collègue sur le plateau de Chartronges. Le général Joubert fut laissé avec sa brigade au défilé de Moutis, pour couvrir le mouvement. D'un autre côté, le général Pahlen ne pouvant pas se tirer, avec son artillerie, des traverses où il s'était engagé, fut obligé de se rabattre sur Réveillon. Cet incident facilita la retraite du général Joubert, qui gagna Provins sans accident, pendant la nuit.

Le soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes; les corps de Wurtemberg et Rajewsky, avec leur cavalerie et les grenadiers, occupèrent Villeneuve de Lion et Moutis; celui de Wrede, Meilleray; celui de Giulay, chargé de l'escorte du parc d'artillerie, vint à Treffaux; les gardes, à Veziers; les cosaques de Seslawin, s'avancèrent par Sezanne vers Provins; ceux de Kaisaroff étaient restés vers Arcis. Les corps d'York et Kleist étaient à la Ferté-Gaucher, où la cavalerie de Ziethen vint les rejoindre; la division Horn à Rebais; les corps de Langeron, Sacken et Strogonoff à Montmirail; celui de Woronzow avait dépassé Etoges.

Le 27, à deux heures du matin, les maréchaux, ayant perdu tout espoir de gagner Meaux avant les coalisés, se mirent en marche pour Provins. Leur projet était d'y joindre la grande route de Troyes et de gagner Paris, par Nangis et Brie. Ils firent prendre position à leurs troupes devant

la ville, vers dix heures du matin, et vers une heure, ils les firent passer sur le plateau de Montrouge conservant toujours Provins où ils s'établirent pour la nuit. Ils commirent encore ici une double faute. La première fut celle de faire aussi peu de chemin et de n'avoir pas gagné Nangis le même jour. La seconde fut, puisqu'enfin ils voulaient s'arrêter à Provins, de n'avoir pas attiré à eux la division Souham, retirée d'après les ordres de Napoléon des bords de l'Yonne, et arrivée à Nogent le 26. Par cet oubli, ils se privèrent d'un renfort de quatre mille cinq cents combattans, qui restèrent inutiles sur les bords de la Seine. Le général Compans se retira sur Meaux, où il trouva le général Ledru des Essarts, avec environ seize cents hommes d'infanterie et six cents chevaux. Ce renfort éleva son petit corps à trois mille huit cents hommes d'infanterie et huit cent cinquante chevaux. Le général Compans donna le commandement de sa cavalerie au général Vincent, et lui ordonna de prendre position sur le plateau qui domine le village de St.-Jean-les-deux-Jumeaux. Le général Vincent y fut joint par environ six cents gardes nationaux volontaires des environs. La division Compans défendait le pont et le faubourg de Cornillon. La division Ledru était derrière Trilport.

Le 27, l'armée coalisée continua son mouvement vers Meaux, point de réunion indiqué pour les différentes colonnes. Le maréchal Blücher dirigea

ses trois corps russes par Vieux-Maisons, et les prussiens par Rebais, tous à la Ferté-sous-Jouarre. Dès le matin la cavalerie d'avant-garde du corps de Langeron, commandée par le général Emmanuel, arriva à St.-Jean-les-deux-Jumeaux et s'engagea avec le général Vincent. Le combat se soutint jusqu'après midi; mais vers quatre heures arrivèrent les avant-gardes prussiennes du général Katzler et du colonel Blücher, appuyées par la division Horn. Le général Vincent se voyant menacé par une force aussi supérieure, qui déjà le débordait par sa droite, se replia sur Trilport, passa la Marne et détruisit le pont, mais il n'eut pas le temps de faire revenir à la rive droite tous les bateaux. L'ennemi ayant fait avancer son artillerie, jeta à l'autre bord un bon nombre de tirailleurs, sous la protection de trente bouches à feu; en même temps, il fit commencer la construction de deux ponts de bateaux. Ils furent achevés vers huit heures du soir et de suite les avant-gardes prussiennes et la division Horn passèrent la Marne. La division Ledru, vivement attaquée, se replia en combattant, sur Meaux. L'ennemi poussa des troupes à gauche vers le faubourg de Cornillon, mais il fut contenu. Le soir les corps d'York et de Kleist prirent position à Trilport, celui de Langeron à St.-Jean-les-deux-Jumeaux, celui de Sacken à la Ferté-sous-Jouarre, ceux de Woronzow et Strogonoff à Bussières.

L'armée du prince de Schwarzenberg fit peu

de chemin. Le prince royal de Wurtemberg, ayant réuni sa cavalerie et celle du général Pahlen à St.-Mars, les poussa jusqu'à Courtacon, pour suivre les maréchaux. Bientôt après, le général Pahlen fut rappelé et dirigé vers Crecy. Les cosaques d'Ilowaiski restèrent seuls vers Provins, jusqu'à l'arrivée du général Seslawin. Le soir le général Pahlen était à Pommeuse et Guerard sur le Morin; les corps de Wurtemberg et Rajewski à Mourons; celui de Giulay à St.-Pierre-en-Veuve; les gardes et réserves à Aulnay. Le corps de Wrede resta à Chailly et sa cavalerie à la Ferté-Gaucher, pour observer les mouvemens possibles de l'empereur Napoléon, dont on craignait le retour.

Le 28, le général Compans, hors d'état même de disputer la possession de Meaux avec quelque succès, se replia sur la route de Paris; le général Vincent, chargé de l'arrière-garde, suivit après avoir fait sauter le pont et le magasin à poudre. Cette dernière explosion causa quelqu'alarme parmi les Prussiens, qui coururent aux armes de tous côtés. Le général Compans avait pris position à Claye, où il fut joint par trois bataillons de la jeune garde, sous les ordres du général Guye, par quatre cents cuirassiers et par quatre cents lanciers polonais. La force de son corps se trouva alors être de cinq mille six cents hommes d'infanterie et seize cent cinquante chevaux. Bientôt l'avant-garde du général Katzler (*) parut devant

(*) Sept bataillons et dix escadrons.

Claye et attaqua le village. Le général Compans le fit évacuer avec mesure, et un bataillon d'infanterie, qui voulut s'aventurer un peu trop vite, fut rudement malmené. Le général Compans prit position à la tête du bois de Montsaigle, occupant Grosbois et les bois voisins. Le défilé de Claye ouvert, l'avant-garde prussienne passa et se déploya à gauche de la grande route, à la hauteur du taillis de Grosbois; la division Pirch, qui passa ensuite, se déploya à cheval de la grande route; la division Klüx suivit et se plaça à gauche derrière l'arrière-garde; la cavalerie du général Ziethen fut poussée sur les hauteurs de Lepin, pour tourner la position du général Compans.

Le combat dura long-temps à la tête du bois de Montsaigle et à Grosbois. Mais l'ennemi ayant successivement fait entrer en action tout le corps de Kleist; et la division Horn, de celui d'Yorck, étant venue se mettre en ligne vers Souilly, le général Compans prit une seconde position entre Ville-Parisis et le bois. Le débouché de la grande route et les fermes de Morfonde et de Montsaigle furent occupés ainsi que le bois Mulot et le bois Mony. Deux bataillons furent dirigés à gauche pour tourner la ferme par le chemin de Lepin, tandis que deux autres bataillons l'attaquèrent par la trouée du chemin de Grosbois à Ville-Parisis. Les deux bataillons prussiens, chargés de l'attaque de flanc, eurent beaucoup à souffrir du feu d'écharpe des troupes qui défendaient le bois Mulot et les vignes

en arrière. Le bataillon qui défendait la ferme de Montsaigle ne céda ce poste qu'après une défense opiniâtre et meurtrière.

Alors le général Compans songea à la retraite, et la fit en bon ordre. Ville-Parisis fut garni de tirailleurs et la cavalerie du général Vincent, qui était en position derrière, fit un mouvement, la droite en arrière, et se plaça parallèlement en face à la route. La cavalerie prussienne essaya de déboucher, mais, refoulée par le feu des tirailleurs, elle fut obligée de s'arrêter. Alors l'infanterie s'avança, et ayant facilement replié nos tirailleurs, sortit du village à leur poursuite. A peine avait-elle débouché, qu'elle fut chargée en flanc par les cuirassiers du colonel Dugeon, qui la ramenèrent en désordre au-delà de Ville-Parisis et lui prirent deux cent-cinquante hommes. Le général Compans se replia à Bondy, laissant une arrière-garde près de Vert-Galant. Les Prussiens, rendus circons pects par ce petit échec, ne dépassèrent pas Ville-Parisis; l'avant-garde de Katzler resta en arrière du village, ayant derrière elle la division Pirch; la division Klüx et la cavalerie de Ziethen près Montsaigle; la division Horn à Souilly; celle du prince Guillaume de Prusse à Claye.

Le combat de Ville-Parisis nous coûta environ deux cents hommes; l'ennemi en perdit plus de six cents (*).

(*) Les états prussiens portent à deux cent quarante-cinq la perte du corps d'York, dont l'avant-garde seule a donnée.

Le maréchal Blücher vint prendre position entre Trilport et Meaux, avec les corps de Langeron, Sacken et Woronzow.

Les ducs de Trévise et de Raguse continuèrent leur retraite ensemble jusqu'à Nangis, où ils se séparèrent; le premier vint à Guignes, et le second gagna Melun par la traverse. On se demande encore pourquoi cette séparation ?

Le prince de Schwarzenberg continua son mouvement sur deux colonnes. Le corps de Rajewsky et les réserves suivirent la route de Lagny jusqu'à Rouilly et se dirigèrent sur Meaux. Le premier vint à Nanteuil; les réserves s'avancèrent jusqu'au faubourg de Meaux; le corps de Wurtemberg suivit la route de Lagny et vint à Couilly; le corps de Giulay ne s'avança pas au-delà de Mouron; celui de Wrede resta à Chailly.

Le 29 de bonne heure, la cavalerie prussienne d'avant-garde s'engagea avec le général Vincent. Peu d'instans après se présentèrent aux avant-postes deux parlementaires, l'un aide-de-camp du maréchal Blücher, l'autre officier d'état-major de l'empereur Alexandre, chargés disaient-ils de porter des paroles de paix au gouvernement à Paris. Cette mission, prétendue pacifique, était absurde sous le point de vue sous lequel elle se présentait. Si l'intention des coalisés avait été de faire de bonne foi des offres de paix à l'empereur Napoléon, ils savaient que le ministre des relations extérieures résidait en ce moment près du

souverain, et que la régence, établie à Paris, ne pouvait faire autre chose que de rendre compte des ouvertures qu'elle recevrait ; c'était donc à Napoléon lui-même qu'il convenait de s'adresser. Mais ce parlementage était dirigé dans un but tout-à-fait différent d'une pacification. D'abord, il importait de faire connaître d'une manière positive, que ce n'était pas l'armée de Blücher seule qui était devant les murs de Paris, mais que les chefs de la coalition y étaient en personne. Cette connaissance était nécessaire, afin que le parti qui avait réclamé la protection des souverains étrangers, pût prendre les dernières mesures, et remettre, ainsi qu'il l'avait promis, la capitale aux coalisés. Le second objet était de profiter de l'armistice qu'amènerait la réception de leurs parlementaires, pour achever leur mouvement d'investissement sans être troublés. Ils ignoraient si les corps des ducs de Trévise et de Raguse, coupés il est vrai de Meaux, n'avaient pas réussi à gagner Paris avant eux ; si la régence, avertie par Napoléon du mouvement qu'il faisait sur la Marne, ne s'était pas hâtée de réunir à Paris toutes les troupes, et les gardes nationales actives dont elle aurait pu disposer. En un mot, ils ignoraient s'ils ne trouveraient pas, derrière des retranchemens qu'ils devaient croire achevés, une armée qui pourrait les retenir jusqu'à l'arrivée de Napoléon ; il suffisait de deux jours pour cela.

Le général Vincent, d'après les ordres du général

Compans, retira les dépêches des parlementaires et les renvoya. Ces dépêches n'étaient point adressées à la régence, mais *au duc de Feltre*, ministre de la guerre. Le silence qu'on a gardé sur leur contenu, en dit plus que les commentaires. Après le renvoi de ces parlementaires, le général Yorck insista encore pour une suspension d'armes de quelques heures, qui fut convenue, sous la condition que les armées resteraient dans leurs positions respectives. Mais cet armistice n'était qu'une perfidie. Le général Yorck ne voulait que gagner le temps nécessaire, pour achever le mouvement qu'il avait commencé au-delà de la forêt de Bondy, et couper ainsi le corps du général Compans. Mais les éclaireurs du général Vincent ayant prévenu, que des colonnes prussiennes défilaient vers Aulnay, par la route des Petits-Ponts, le général Compans se replia sur Paris.

Dès le matin, le général Ornano, avec les dépôts d'infanterie et de cavalerie de la garde, avait été porté en avant sur la route d'Allemagne, vers Pantin. Sa cavalerie s'était avancée jusqu'au Moulin de la Folie, pour éclairer la plaine entre Noisy et Bondy. Cette reconnaissance terminée, le général Ornano replia ses troupes en avant du faubourg de la Villette, laissant Pantin pour les troupes du général Compans. Ce dernier ne vint cependant pas occuper Pantin; son infanterie, quittant la route à ce village, s'établit à la butte Beauregard, à la tête de Belleville. Les

ducs de Raguse et de Trévise, qui s'étaient séparés la veille, se réunirent de nouveau le 29 au matin à Brie, et repassèrent à midi la Marne à Charenton. L'infanterie du duc de Raguse occupa St.-Mandé, Vincennes et Charonne; la cavalerie, Montreuil. L'infanterie du duc de Trévise s'établit en seconde ligne à Charenton, Conflans et Bercy; la cavalerie au faubourg de Picpus. On aurait pu profiter du restant de la journée pour faire occuper à ces deux corps les positions défensives, où il était de la plus haute importance de prévenir l'ennemi; mais il paraît qu'on n'y pensa pas.

CHAPITRE VI.

Les coalisés arrivent devant Paris. — Situation politique et militaire de la capitale. — L'empereur Napoléon fait occuper Chaumont. — Combat de St.-Dizier, le 26 mars. — Napoléon revient sur Paris.

L'ARMÉE coalisée s'était, de son côté, mise en mouvement dès le matin, afin de compléter l'investissement de Paris au nord-est, dans le même jour. Elle marcha sur trois colonnes. Celle de droite, composée des corps d'York, Kleist, Langeron et Woronzow, devait prendre la route des Petits-Ponts, par Mory et Aulnay; les deux premiers corps devaient rester à Ville-Parisis, jusqu'à ce que les troupes du général Rajewski fussent venues les relever; le maréchal Blücher devait laisser le corps de Saken à Meaux. La colonne du centre composée du corps de Rajewski, des grenadiers russes et de la réserve des gardes, devait suivre la grande route de Meaux; la colonne de gauche, composée des corps de Wurtemberg et de Giulay,

et des grenadiers autrichiens devait suivre la rive droite de la Marne, par Annet et Neuilly. Le soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes. Les corps d'York et Kleist à Aulnay; l'avant-garde de Katzler au grand Drancy; le corps de Langeron au Bourget; le corps de Woronzow à Villepinte; le corps de Sacken entre Meaux et Trilport; le corps de Rajewski à Noisy-le-Sec, ayant une brigade à Pantin et une à Romainville. Les gardes et réserves à Ville-Parisis; les corps de Wurtemberg et Giulay à Annet. Le corps de Wrede fut rapproché de Meaux; il s'établit à Quincy, ayant sa cavalerie en avant de Crécy, et l'avant-garde à Coulommiers.

Toutes les dispositions étaient prises pour entrer à Paris le lendemain, soit de gré, soit à la suite d'un combat que les coalisés étaient décidés à tenter. Non-seulement ils y étaient containts par l'impossibilité de reculer, sans s'exposer aux plus grands désastres; mais ils y étaient encouragés par la certitude qui leur fut donnée, que les moyens intérieurs de défense de la capitale étaient entièrement paralysés, et qu'ils n'auraient à faire qu'à un corps de troupes de ligne trop faible pour résister. Pendant toute la nuit, les messages se succédèrent au quartier-général des coalisés, qui s'étaient avancés à Bondy. Dans cette même nuit fut faite la proclamation qui devait amener la chûte du gouvernement impérial (*).

(*) *Pièces justific.* XXXIII.

Cependant la présence des armées coalisées sous les murs de la capitale avait répandu le trouble, parmi les agens principaux du gouvernement. Les citoyens étaient dans une anxiété réelle, que justifiait la comparaison de l'attaque qu'on allait avoir à soutenir, avec la faiblesse, ou pour mieux dire la nullité des moyens de défense qui avaient été préparés. Le parti royaliste triomphait, et son impatience était telle, qu'elle aurait pu lui attirer une castatrophe funeste, si l'autre parti qui s'était formé au sein même du gouvernement, ne l'eût protégé en le paralysant, en même temps qu'il comprimait l'esprit du peuple. Le caractère personnel du roi Joseph, lieutenanant de l'empereur Napoléon était bien peu propre aux mesures de vigueur, qui lui auraient été nécessaires dans un moment pareil. Plus fait pour une vie paisible que pour l'activité qu'aurait exigé une crise qui devait être décisive, il était destiné à être plutôt l'instrument de ses subordonnés que leur chef. Il ne manquait pas, dit-on, de talens et de perspicacité : mais n'ayant jamais été dans l'occasion de déployer par lui-même les ressources de son âme, il était dominé par une méfiance dans ses propres moyens, qui lui ôtait toute énergie. L'impératrice était régente, et pouvait, dans ce moment important surtout, réunir sans contraste toutes les attibutions du pouvoir suprême. Mais ce n'était pas Marie-Thérèse portant son enfant dans ses bras, et le confiant à la valeur pa-

triotique des Hongrois. Femme sans énergie, abandonnée à l'influence de ses alentours, elle se laissa entraîner et descendit les marches du trône, quelle a perdu sans retour, et même, dit-on, sans regret.

Rien n'avait été fait pour la défense de Paris. On avait à la vérité construit de mauvais tambours en charpente, aux ponts de St.-Maur, de Charenton et de Neuilly; mais l'enceinte de la ville et les barrières étaient sans défense; et les hauteurs qui dominent Paris vers le nord, et dont l'occupation est inséparable de la conservation de cette capitale, n'étaient défendues par aucun ouvrage de campagne (*). Lorsque Blücher marcha pour la seconde fois sur Paris, à la fin de février, le lieutenant de l'Empereur reconnut la nécessité de couvrir la capitale de l'empire par quelques ouvrages, qui permissent au moins de conclure une convention, et de la sauver de la rapacité d'une soldatesque, avide de pillage. Un système de défense fut reconnu et arrêté; mais lorsqu'il fallut mettre la main à l'œuvre pour l'exécuter, on sut fait naître des scrupules à Joseph, et il se crut obligé de demander et d'attendre l'approbation de l'empereur son frère. Enfin, le 29 mars arriva, et de faibles tambours établis aux barrières étaient les seules défenses extérieures.

(*) Les relations allemandes parlent des retranchemens presque inexpugnables qui couvraient Montmartre, et des redoutes qui étaient sur toutes les hauteurs. Et les Allemands y croient !

L'artillerie destinée à garnir les ouvrages projetés n'offrait pas un tableau plus satisfaisant. D'après les ordres de l'empereur Napoléon, il devait y avoir deux cents bouches à feu réunies à Paris, pour l'armement des différens ouvrages. Les hauteurs de Montmartre surtout devaient être garnies de pièces d'un gros calibre. Il ne s'en trouvait le 29 mars que soixante-douze, dont un tiers de huit et deux tiers de quatre. A qui en attribuer la faute? Ce n'était certainement pas le ministre des cultes qui avait été chargé de les tirer de l'intérieur. Il semble que la même main qui livrait en 1812 les états de situation et de mouvement de nos troupes à la coalition, ait continué, en 1814, à prendre ses ordres pour l'armement de la capitale. On disait cependant que le supplice du malheureux Michel (*) avait rompu la trame. Quoi qu'il en soit, force fut de se contenter de l'artillerie existante et d'en faire la répartition. Quarante-quatre bouches à feu, dont vingt canons de huit, furent répartis entre les douze grandes barrières (**). Les vingt-huit autres

(*) Condamné à mort en 1812 pour avoir livré au général Czerniszeff, alors agent de la Russie, les états de situation et de mouvement des armées françaises. On demande comment un employé subalterne d'un bureau, a pu livrer des états qui partent de plusieurs divisions et se réunissent ordinairement au secrétariat ou dans le cabinet du ministre? Il est fâcheux que les révélations de Michel n'aient pas été publiées. Il est surtout fâcheux que la réclamation qu'il voulait faire en montant à l'échafaud ait été étouffée par un bâillon.

(**) A la rive droite: Passy, Neuilly, le Roule, Clichy, St.-Denis

formèrent deux réserves égales, dont l'une fut placée à la barrière du Trône et l'autre à la barrière de Fontainebleau.

D'après le décret du 3 janvier, la garde nationale de Paris formée en douze légions ou quarante-huit bataillons, devait s'élever à trente mille hommes. Trente-un mille étaient enrôlés. On s'est beaucoup plaint, dans le temps, de ce que la totalité de cette garde nationale n'a pas pu être habillée en uniforme, parce qu'on avait admis dans ses rangs des ouvriers, qui ne pouvaient pas en faire la dépense. Il y a long-temps qu'on ne peut plus ignorer qu'un revers de couleur, ou une panache, n'ajoutent rien au courage d'un brave, et n'en donnent pas à un lâche. On n'ignore pas non plus que la classe ouvrière, ainsi que la classe des campagnards, sont celles qui ont toujours fourni à nos armées les soldats les plus braves et les plus disciplinés.

Mais la véritable cause, qui empêcha la garde nationale d'agir et qui n'a rien de commun avec les uniformes, fut le manque d'armes. Sur trente mille hommes, onze mille à peine ont été armés, et encore quatre mille ne l'ont été que le 29 au soir et le 30 au matin. A qui doit-on attribuer cette pénurie? si ce n'est au manque d'énergie du lieutenant de l'empereur, qui avait déjà entraîné

la Villette, Pantin, du Trône et Charenton. A la rive gauche: Fontainebleau, d'Enfer et du Maine.

une partie des fonctionnaires publics du premier ordre. Les armes manquèrent le 30 à dix heures du matin pour les gardes nationaux, que la générale avait conduits aux lieux de réunion. Les munitions manquèrent également et les canons, qui étaient sur le front d'attaque, avaient leurs réserves de munitions au-delà de la Seine; les caissons contenaient souvent des cartouches à canon d'un autre calibre. Des cartouches d'exercice, d'autres pleines de cendres furent distribuées à des pelotons de gardes nationales. En un mot, nous répèterons ce que dit un auteur contemporain, non suspect d'exagération (M. Giraud): « Paris se » montra disposé à se défendre, mais tout s'y passa » comme si l'on avait voulu qu'il ne fut pas dé- » fendu. »

La répartition de la garde nationale armée se fit de la manière suivante : cent hommes de garde à chacune des grandes barrières. Douze cents hommes, en douze grand-gardes, chargées de la défense des dix-huit petites barrières au besoin. Deux mille quatre cents hommes, en douze réserves prêtes à porter du secours aux points menacés. Douze cents hommes étaient destinés pour le service intérieur. En ajoutant à ce nombre une légion d'officiers et d'employés, qui aurait suffi pour cinquante mille hommes, on verra qu'il ne restait pas plus de cinq mille hommes disponibles. C'est de ce nombre que sortirent environ trois mille volontaires qui, à la voix du doyen des maréchaux,

allèrent renforcer les rangs des braves, qui résistaient aux efforts de l'ennemi.

Les renforts que l'armée, arrivant sous les murs de Paris, pouvait recevoir des différents dépôts, ne s'élevaient qu'à un bien petit nombre d'hommes. La garnison de Paris était composée de trente dépôts; mais l'extraction successive de renforts pour l'armée les avait tellement réduits, qu'après en avoir extrait environ sept cents hommes pour compléter les garnisons de St.-Denis, St.-Maur, et Charenton, il n'y avait plus rien de disponible pour la défense extérieure. Il y avait bien environ vingt mille hommes dans les différens dépôts, qui se trouvaient à une ou deux journées de la capitale; mais on se garda bien de les faire venir. Mille hommes de cavalerie, pris dans le dépôt de Versailles, quinze cents hommes d'infanterie et trois cents chevaux de la garde, furent chargés d'escorter l'impératrice et son fils à Rambouillet. On se demande vainement pourquoi ce luxe d'escorte? Seize cents hommes d'infanterie et sept cents chevaux de la garde avaient été envoyés, le 28, au général Compans. Il ne restait donc plus disponible, dans les dépôts de ce corps, que trois cents cavaliers et quatre mille conscrits à peine habillés. Le général Ornano forma de ces derniers une division dont le général Michel, mal guéri de sa blessure, prit le commandement. Ainsi dix-huit mille hommes d'infanterie et un peu plus de cinq mille chevaux, allaient lutter contre cent dix-neuf

mille hommes d'infanterie et vingt-six mille chevaux (*). Les mesures préparatoires de défense prises, le conseil de régence en prit une, qui acheva de consommer la perte de Paris et la chûte du gouvernement impérial. Ce fut celle de faire partir, à peu près individuellement pour Tours, l'im-

(*) ARMÉE FRANÇAISE, LE 30 MARS.

		INFAN.	CAVAL.
Aile droite. Duc de Raguse.	Div. Bordesoulle, Chastel et Merlin............	»	3,350
	— Duc de Padoue, Ricard, Lagrange...........	3,370	»
	— Compans, Ledru, Boyer.	5,670	»
Aile gauche. Duc de Trévise.	— Michel, Charpentier, Curial, Christiani......	8,950	»
	— Ornano, Roussel......	»	2,200
	Total....	17,990	5,550
Garnisons :	St.-Denis, 570. Vincennes, 400. Neuilly, 250. Charenton, 450. St.-Maur, 300.................	1,970	
ARMÉE COALISÉE.			
Colonne de droite. Le mar. Blücher.	Corps d'York..............	12,000	3,500
	— de Kleist............	11,000	3,000
	— de Langeron..........	14,000	5,000
	— de Woronzow.........	15,000	»
	Total.....	52,000	11,500
Colonne du centre. Le gén. Barklay.	Corps de Rajewski...........	16,000	3,000
	Réserves des grenadiers et cuirassiers..........	6,000	3,000
	Gardes....................	15,000	4,000
	Total....	37,000	10,000
Colonne de gauche. Prince royal de Wurtemberg.	Corps de Wurtemberg......	10,000	2,000
	— de Giulay..........	15,000	3,000
	Grenadiers autrichiens.......	5,000	»
	Total....	30,000	5,000
	Total général......	119,000	26,500

pératrice et son fils, les membres du conseil, les grands dignitaires et les ministres. Le gouvernement allait se trouver à moitié de l'autre côté de la Loire, tandis qu'il aurait dû y être en entier. En l'absence du corps législatif, le sénat était le seul corps constitué existant; il fallait le transporter en entier et formellement à Tours. On a dit que le prince de Benevent avait voulu partir et qu'on l'avait retenu à une barrière de Paris. Cela ne peut pas être, puisque M. de Talleyrand était le chef et le directeur de la révolution qui se préparait, et que son absence aurait pu faire échouer, puisqu'il était revêtu de la confiance des coalisés.

Nous avons laissé, le 24 mars, l'empereur Napoléon à Vassy, ayant son arrière-garde à Perthé. Le 25, il vint, avec les divisions du prince de la Moskowa et la cavalerie du général Sébastiani, à Doulevent. Le duc de Tarente, avec le 11e corps, vint à Vassy; le 7e était resté à Humbécourt, pour garder les débouchés de la forêt du Val et protéger le mouvement rétrograde du 2e corps. Le général Gérard se replia à Saint-Dizier, où il passa la Marne. Son mouvement fut suivi par l'avant-garde de Winzingerode. Le général Tettenborn, ayant occupé Hoiricour, établit une batterie de huit pièces sur le bord de la Marne. Le feu inattendu de cette batterie causa un instant du désordre dans la colonne, qui défilait le long de la rivière, sur le chemin de Vassy, et qu'elle

prenait en flanc; mais le général Treilhard, ayant fait appuyer sa division à droite, derrière le village de Valcour, dont il la couvrit, l'infanterie du 2e corps put déboucher et gagna rapidement le sommet du coteau. Le général Gérard, ayant fait avancer deux batteries sur le plateau et jeté une centaine de tirailleurs au-delà de la Marne, le feu de l'ennemi fut bientôt éteint et ses troupes obligées de se retirer. Le général Gérard resta quelque temps sur le plateau de Valcour, après quoi il continua sa retraite sur Humbécour, où il prit position sans être inquiété; le 7e corps se réunit à Vassy au 11e. Le général Winzingerode occupa Saint-Dizier; le général Tettenborn s'établit à Eclaron, faisant observer Humbécour par quelques cosaques. Le général Czerniszeff avait été envoyé vers Montierender, avec un parti de cosaques.

Cependant, l'empereur Napoléon avait, de Vassy, dirigé la division Jacquinot vers Bar-Sur-Aube et la division Piré vers Chaumont. Le mouvement de la première obligea l'empereur d'Autriche à se sauver en hâte à Dijon, où il arriva ayant fait treize lieues à cheval, dans la traverse et d'une seule traite. Le général Piré occupa Chaumont le même jour. A la première nouvelle de son arrivée, le parc général d'artillerie et les gros bagages s'enfuirent à Vauderoute vers Béfort, harcelés par la levée en masse, qui détruisit beaucoup de voitures et de détachemens isolés

et prit des convois d'évacuation des hôpitaux et plusieurs officiers d'état-major et agens diplomatiques. Parmi ces derniers, se trouvèrent le baron de Wessenberg, le général suédois Skjoldebrand, le comte Palfy, le conseiller de Beguelin et les conseillers d'Etat de Tolstoy et Markow. L'épouvante gagna la rive droite du Rhin, où les peuples attendaient d'un instant à l'autre les armées françaises. Malgré la célérité de la fuite des parcs ennemis, le général Piré leur enleva cependant de l'artillerie, des munitions et des bagages.

Le 26, l'empereur Napoléon, informé par le duc de Tarente que, jusque-là, l'arrière-garde n'avait vu que de la cavalerie, résolut de revenir sur ses pas et, en forçant le rideau que l'ennemi avait jeté devant ses colonnes, de reconnaître si l'armée coalisée suivait. Les colonnes se mirent sur-le-champ en mouvement, par la route de Humbécour, excepté le 7e corps qui fut gagner celle de Joinville par derrière le bois du Val. Les cosaques, qui étaient devant Humbécour, furent aisément dispersés. Le général Tettenborn essaya de tenir en avant de Valcour, pour donner au général Winzingerode le temps de réunir ses troupes, et au général Czerniszeff celui de revenir. Après un léger combat, le général Tettenborn fut culbuté et rejeté derrière la Marne. Arrivé sur le plateau de Valcour, Napoléon vit l'ennemi en bataille au-delà de la rivière. La cavalerie de Winzingerode était déployée sur deux lignes, en avant et en ar-

rière de la route de Vitry, la droite vers Lanoue; l'avant-garde du général Tettenborn tenait la gauche, appuyée vers Hallignicour; deux bataillons de chasseurs occupaient Saint-Dizier; le reste de l'infanterie était à la tête du bois de Perthé, ayant un rideau de tirailleurs sur les bords de la Marne. L'empereur Napoléon, ayant alors réuni son infanterie, ordonna l'attaque. Le général Sébastiani franchit le gué de la Neuville-au-pont, et déploya ses divisions à l'autre bord; les corps des généraux Saint-Germain, Milhaud et Valmy le suivirent et se déployèrent sur les ailes; les corps du prince de la Moskowa, du duc de Tarente et du général Gérard, passèrent à la suite de la cavalerie. Bientôt l'armée française fut en bataille au-delà de la Marne, la droite en avant de Hoiricour, la gauche vers Hallignicour; la cavalerie formait la principale ligne et l'infanterie la seconde; le duc de Reggio, avec le 7e corps, s'avançait par la route de Joinville.

Le général Winzingerode voyant qu'il allait avoir toute l'armée française sur les bras, chercha à éviter le combat. Mais voulant gagner du temps pour sauver l'infanterie qu'il avait à St.-Dizier, il ordonna au général Tettenborn de défendre la route de Vitry, pendant qu'il défendrait lui-même St.-Dizier. La retraite en cas de nécessité fut marquée vers Bar-sur-Ornain. Le général Tettenborn, d'après cet ordre, essaya quelques charges qui furent sans succès. Enfin chargé lui-même par la

cavalerie du général Milhaud, il fut enfoncé et culbuté en désordre sur Perthé, ayant perdu six canons. En même temps le général Letort attaqua les tirailleurs d'infanterie ennemis, qui, formés en carrés, cherchaient à gagner le bois de Perthé; la plus grande partie fut sabrée. La cavalerie de la garde et les dragons du général Treilhard, refoulèrent alors le restant de la cavalerie ennemie sur St.-Dizier, où le duc de Reggio entrait au pas de charge. Le gros du corps de Winzingerode, mis dans la plus complète déroute, fut poursuivi sur la route de Bar-sur-Ornain, par le duc de Reggio, avec le 7e corps et les dragons du général Treilhard. Le soir, le duc de Tarente, avec les 2e et 11e corps et la cavalerie du général Milhaud prit position devant Perthé, où le général Tettenborn avait rallié ses troupes. Le duc de Reggio s'arrêta à Saudrupt. Le restant de l'armée bivouaqua devant St.-Dizier. L'ennemi perdit dans cette journée plus de deux mille hommes, dont cinq cents prisonniers, neuf canons, un équipage de ponts et tous ses bagages. Notre perte ne s'éleva pas à plus de six cents hommes.

Le combat de St.-Dizier démontra à l'empereur Napoléon qu'il n'avait été suivi que par un corps détaché et confirma le rapport qu'avaient déjà fait des prisonniers de l'ennemi : que les armées coalisées marchaient sur Paris. Ayant acquis ainsi la certitude du danger qu'allait courir la capitale, la première détermination, à laquelle il s'arrêta,

fut de gagner Châlons et de manœuvrer, soit par la route de Montmirail, soit par celle de Château-Thierry. Il résolut donc, pour assurer sa marche, d'essayer encore d'enlever Vitry. Cette détermination peut cependant être regardée comme une faute stratégique. D'abord en prenant une des deux routes de Châlons à Meaux, il devait s'attendre à être obligé de forcer le passage de la Marne; cette opération pouvait échouer et il se trouvait dans une position critique. En second lieu l'attaque de Vitry, même si elle réussissait, lui faisait perdre un jour, et c'était beaucoup dans ce moment. On peut même ajouter que Vitry lui était assez peu utile. S'il marchait sur Châlons, le 7[e] corps pouvait le rejoindre directement; s'il se dirigeait par Troyes, il n'avait pas besoin de Vitry. En se mettant en mouvement par cette derrière route, le 27 dès le matin, il gagnait une journée entière et épargnait une forte marche à ses soldats.

Le 27 au matin, l'armée se dirigea sur Vitry. Le commandant prussien, sommé de nouveau, ayant refusé de se rendre, et une reconnaissance exacte ayant démontré le danger d'une attaque de vive force, il fallut renoncer à ce projet. L'empereur Napoléon décidé à marcher au secours de Paris, fut un moment indécis s'il prendrait la route de Sezanne ou celle de Troyes. Le mauvais état du chemin de Sezanne à Goulomniers, et la nécessité de forcer le passage de la Marne à Meaux ou à Lagny, qu'on n'évitait pas en prenant cette

route, la firent rejeter. Il fut donc décidé que l'armée reviendrait sur St.-Dizier, d'où elle se dirigerait sur Troyes et de là sur Paris par la gauche de la Seine. Ce mouvement commença le même jour; l'infanterie et la cavalerie de la garde arrivèrent à St.-Dizier. Les autres divisions s'échelonnèrent entre Valcour et Marolles. La division Albert et les dragons du général Milhaud formèrent l'arrière-garde. Le duc de Reggio était entré à Bar-sur-Ornain, où le général Winzingerode s'était retiré le 26 au soir et s'était réuni avec le corps du prince Biron de Courlande. Ce dernier, parti de Nancy, le 23, avec environ quatre mille hommes d'infanterie et huit cents chevaux, pour comprimer l'insurrection de la Meuse et des Vosges, était arrivé à Naives le 26. A l'approche du duc de Reggio le général Winzingerode se retira à Châlons, où le général Tettenborn le rejoignit. Le prince Biron repassa la Meuse à St.-Mihiel. Dans la nuit, le duc de Reggio reçut l'ordre de revenir sur St.-Dizier. Le général Piré reçut celui de se replier à Bar-sur-Aube, d'où, réuni à la division Jacquinot, il gagnerait Troyes. De Bar-sur-Ornain, le duc de Reggio avait poussé sur-le-champ des partis en avant, pour avoir des nouvelles du général Durutte. Mais ce dernier, comme nous le verrons en son lieu, n'était sorti de Metz que le 26, et se trouvait le 27 à Thionville. La population de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, déjà en partie armée et insurgée, atten-

dait et réclamait le signal de la levée en masse, pour se délivrer des troupes qui ravageaient son territoire. Le duc de Reggio en rendit compte à l'Empereur et demanda l'autorisation de faire cet appel. Mais le prince de Neufchâtel s'y opposa, sous le prétexte qu'il faudrait de la cavalerie pour soutenir la levée en masse et qu'il était impossible de priver l'armée d'une partie de celle qu'elle avait, son avis prévalut. Comme si la cavalerie était nécessaire dans les bois et les montagnes de ces départemens, comme si les mêmes habitans, sans autre cavalerie que celle qu'ils formèrent eux-mêmes, n'avaient pas en 1792, détruit plus du quart des armées du duc de Brunswick. Mais Napoléon avait une certaine aversion pour les mouvemens populaires, qu'il ne pouvait pas diriger lui-même, et ses courtisans avaient grand soin de l'y entretenir.

Le 28, l'armée française continua son mouvement. Toute la garde vint à Montiérender, sur la route de Brienne, et en avant. Le duc de Tarente avec le 11e corps et les 2e, 5e et 6e de cavalerie vint à Vassy, où le duc de Reggio le rejoignit le soir. Le général Gérard occupa Valcour, jusqu'à ce que le duc de Reggio eût débouché de St.-Dizier; alors il se reploya en arrière de Humbécour. Cette marche faite par un mauvais temps, et par des traverses fangeuses, fut très-fatigante pour l'armée. Il fallut brûler une soixantaine de caissons, pour renforcer les autres attelages. Le général Winzin-

gerode quitta Châlons et s'approcha de St.-Dizier.

Le 29, l'empereur Napoléon, s'étant mis à la tête de la cavalerie de la garde, était en route pour gagner Vandœuvres, lorsqu'au pont de Doulencourt, un courrier lui apporta la nouvelle que les armées coalisée étaient entrées à Meaux, et le prévint en même temps de ce qui se passait à Paris, et du danger où il était de perdre la capitale, s'il ne revenait en hâte. Napoléon fit partir sur-le-champ le général Dejean pour Paris, porter l'ordre au duc de Trévise d'éviter l'occupation de la capitale, en annonçant au prince de Schwarzenberg les propositions qu'il faisait à son maître. En même temps, un agent diplomatique porta à Dijon, à l'empereur d'Autriche, l'acceptation pure et simple des conditions proposées par les coalisés. On ne peut pas dire que ce fut trop tard, puisque jamais les coalisés n'avaient eu l'intention de traiter avec lui; mais cette démarche était inutile, parce que l'empereur d'Autriche n'était alors pas moins décidé que les autres souverains à le détrôner. Ce jour-là, la cavalerie de la garde arriva à Troyes; l'infanterie resta à Lusigny, abîmée de fatigue. Les autres corps ne s'avancèrent que jusqu'à l'Aube. La division Jacquinot avait rejoint, et celle du général Piré arriva le lendemain. On a dit que le duc de Tarente conseilla alors de diriger l'armée sur Sens, pour y réunir les troupes qui auraient défendu Paris, et se rabattre ensuite sur l'armée du duc de Castiglione. Il se fondait

sur ce qu'on arriverait trop tard pour sauver la capitale, que les deux maréchaux ne pourraient pas défendre. Ce conseil paraît avoir été composé après coup, car il ne contient que ce que fit à peu près l'empereur Napoléon, excepté que l'espoir d'arriver à temps devant Paris, l'engagea à s'en approcher un peu plus qu'à Sens. Si la capitale tenait deux jours, il arrivait assez tôt pour la sauver; sinon il ne gâtait rien en se plaçant de front à l'ennemi. Le parti de *mourir honorablement, au lieu d'être dispersés et dépouillés par des cosaques, pouvait aussi bien être pris le* 5 AVRIL que le 30 mars.

De Troyes, l'empereur Napoléon traça l'itinéraire de l'armée, de manière à ce qu'elle fût réunie, le 2 avril, devant Paris. La division Souham reçut l'ordre de se rendre de Nogent à Fontainebleau. Le 30, l'infanterie et la cavalerie de la garde dépassèrent Troyes et s'avancèrent jusqu'à Villeneuve-l'Archevêque, où la fatigue les obligea de s'arrêter. L'empereur Napoléon continua sa route avec les escadrons de service, qui l'escortèrent jusqu'à Villeneuve-la-Guyard. De là il partit à franc-étrier pour Fontainebleau. Il espérait arriver, de sa personne, assez tôt à Paris pour en présider la défense, et ce n'était pas sans raison qu'il pensait que sa présence soutiendrait l'énergie des habitans, et qu'en prolongeant la défense de quarante-huit heures seulement, il donnerait à son armée le temps d'arriver. La vérité est, que

s'il était arrivé à Paris, pendant qu'on se battait devant les murs, sa présence seule aurait décidé les coalisés à la retraite : nous en fournirons la preuve plus tard. Le duc de Tarente, avec les autres corps de l'armée arriva à Troyes.

CHAPITRE VII.

Bataille devant Paris, le 30 mars. — Évacuation de Paris par les troupes françaises. — Réflexions sur la bataille de Paris.

Pendant que l'empereur Napoléon se hâtait ainsi de venir présider de sa personne la défense de Paris, les destinées de cette capitale se décidaient, moins encore par la force des armes, que par le développement des menées politiques, qui reposaient sur son occupation par l'ennemi. Le 30 mars, au point du jour, les tambours battant la générale dans tous les quartiers de la ville et au camp, appelèrent sous les armes, et l'armée, et les citoyens. Ces derniers se rassemblèrent aux lieux de réunion des légions. Un grand nombre d'anciens défenseurs de la patrie qui, appartenaient la plupart à la classe ouvrière, demandèrent qu'on leur rendît ces armes qu'ils avaient déposées pour rentrer dans le sein de leurs familles, et qui leur avaient servi tant de fois à humilier les ennemis de la France; mais il ne se trou-

vait d'armes nulle part. Renvoyés d'un endroit à l'autre, beaucoup coururent jusqu'aux barrières espérant d'y trouver des fusils. Enfin, vers neuf heures du matin, dans un seul lieu de Paris, sur la place Vendôme, on offrit aux gardes nationaux qui s'y étaient réunis quelques piques..... pour combattre dans les rangs de nos bataillons.........

Cependant les corps des ducs de Raguse et de Trévise s'étaient ébranlés sur-le-champ, pour se rendre à leurs postes de bataille. Le duc de Raguse, avec les divisions d'infanterie des généraux Ricard, Lagrange, duc de Padoue, Compans, Ledru et Boyer, et celles de cavalerie des généraux Chastel, Bordesoulle et Merlin, faisant environ neuf mille hommes d'infanterie et un peu plus de trois mille chevaux, fut chargé de la défense de la droite de la ligne d'attaque, depuis Pantin jusqu'à Montreuil. Le duc de Trévise, avec les divisions d'infanterie des généraux Michel, Curial, Christiani et Charpentier, et la cavalerie des généraux Roussel et Ornano, sous les ordres du général Belliard, faisant environ neuf mille hommes d'infanterie et un peu plus de deux mille chevaux, devait tenir la gauche depuis Pantin jusqu'à St.-Ouen. Les troupes du duc de Raguse, déjà en grande partie sur leur champ de bataille, furent bientôt en position. Celles du duc de Trévise, qui étaient restées plus en arrière, avaient plus de chemin à parcourir et ne purent être déployées dans leurs positions que vers sept heures du matin.

L'ordre de bataille de l'armée française était le suivant : à l'extrême droite, la cavalerie du duc de Raguse était en bataille entre Charonne et Montreuil ; la division Chastel en première ligne, les deux du général Bordesoulle, en seconde ; la division du duc de Padoue sur le plateau de Malassis, occupant Montreuil ; la division Lagrange, en avant du parc de Bruyères, à cheval de la route de Belleville à Romainville. La division Ricard, en réserve en masse, dans le parc de Bruyères ; la division Ledru couronnait les hauteurs des Prés-St.-Gervais, ayant devant elle la division Compans, en tirailleurs dans le bois de Romainville ; la division Boyer était en arrière de Pantin, à la droite de la route. La division Michel avait la brigade Secretant en arrière de Pantin, et la brigade Robert à Aubervilliers ; la division Charpentier en masse au pied de la butte Chaumont ; la division Curial en arrière de Pantin, en réserve de la division Michel ; la division Christiani en masse entre la Chapelle et la Villette. La cavalerie du général Belliard était en avant des retranchemens de 1792, entre la Chapelle et St.-Ouen ; la division Roussel à droite, et celle du général Ornano à gauche. Neuf batteries de position couvraient le front de l'armée et défendaient les principales avenues ; une de quatre pièces sur la butte de Fontarabie, battait la route de Montreuil ; une de six pièces sur la hauteur de Mont-Louis, prenait en flanc le chemin de Charonne à Ménilmontant ; une à la

gauche du parc de Bruyères, et une seconde sur la butte Beauregard, battaient les avenues des Prés-St.-Gervais; une de douze pièces de douze devant les Prés-St.-Gervais, défendait le débouché entre Pantin et Romainville; une de quatre pièces était établie sur la butte Chaumont; une de douze pièces de douze au Rouvroy, battait la plaine d'Aubervilliers et la route des Petits-Ponts; la tête de la Chapelle était défendue par une batterie de cinq pièces sur la butte Montmartre, au moulin de la Lancette; une dernière batterie de deux pièces, au pied de la hauteur de Montmartre, battait les avenues de Clichy et de St.-Ouen. Le total de cette artillerie montait à cinquante-trois pièces, dont vingt-quatre de douze. Le roi Joseph, qui portait le titre de général en chef de l'armée qui défendait Paris, avait établi son quartier-général sur une butte, en arrière de Clignancourt.

La position de l'armée française se ressentait de la faute majeure qu'on avait faite la veille, de laisser les corps des ducs de Trévise et de Raguse, entassés autour de Vincennes et de Charenton. Il aurait fallu, dans la journée même de leur arrivée, leur faire occuper leurs positions de bataille. Pantin et Romainville surtout, qu'on devait considérer comme les clefs de la défense de la capitale, n'auraient pas dû être abandonnés comme ils le furent. Il en résulta qu'il s'en fallut peu, ainsi que nous le verrons, que le duc de Raguse ne se trouvât refoulé sur les barrières avant d'avoir com-

battu. La nécessité d'employer la presque totalité des forces réunies à l'aile droite, pour empêcher l'ennemi de déboucher de Pantin et de Romainville, porta tout l'effort de la bataille sur ces deux points. Il ne resta dès-lors plus aucun moyen de parer au mouvement de Blücher, dont les colonnes vinrent déborder la gauche de l'armée. La faiblesse de l'artillerie de position employée en batteries immobiles, et dont le feu nourri et dirigé en masse sur les principales avenues devait suppléer à la disproportion numérique des troupes; cette faiblesse, dis-je, fit encore bien du mal. La nécessité d'avoir de fortes batteries sur la plaine d'Aubervilliers et sur celle entre Pantin et Romainville, y fit employer la moitié des pièces qu'on avait; dès-lors les autres batteries se trouvèrent trop faibles, pour produire un effet bien sensible sur les masses de l'ennemi. L'empereur Napoléon avait ordonné au ministre de la guerre de réunir deux cents bouches à feu à Paris. Si cet ordre avait été exécuté, chacune des batteries que nous venons d'indiquer aurait pu être de vingt pièces, et la butte de Montmartre défendue par quarante pièces au lieu de sept.

Les coalisés se mirent aussi en mouvement le 30 au matin. La lenteur de leurs marches depuis le 24, risquait de leur faire perdre l'avantage de celles qu'ils avaient gagnées sur l'empereur Napoléon. Ils savaient que Winzingerode avait été battu le 26; il était donc facile de prévoir que Napo-

léon se remettrait en marche le 27, pour revenir sur Paris. Ils devaient, par conséquent, s'attendre à voir paraître la tête des colonnes de son armée dans deux jours. Lui-même pouvait arriver le lendemain, et sa présence détruisait tous les effets de l'occupation de Paris, dans le cas où ils auraient pu l'obtenir. Il ne fallait plus alors penser à une révolution politique. Tout serait rentré dans l'ordre accoutumé, et le seul résultat aurait été de faire du retour de Paris au Rhin, la parodie du retour de Moskow. La saison et le climat étaient moins rigoureux, mais le fer de nos soldats et la levée en masse y auraient suppléé. La coalition n'avait donc que le 30 mars seul pour accomplir ses projets. Un ordre laconique aurait transporté le sénat au-delà de la Loire, et les signataires de l'acte de déchéance se seraient disputés l'honneur d'obéir avec le plus de promptitude.

Le plan d'attaque des coalisés devait embrasser toute la partie septentrionale de Paris, en trois colonnes. Celle de droite, composée de l'armée de Blücher, se subdivisait elle-même en deux. Le corps de Langeron devait se diriger par Aubervilliers et attaquer Montmartre par le côté de Clichy. Ceux d'York et de Kleist, ayant celui de Woronzow pour réserve, devaient enlever la Villette et la Chapelle, et attaquer Montmartre par Clignancourt. La colonne du centre, composée du corps de Rajewski, et appuyée par les gardes et réserves, débouchant par la route d'Allemagne, devait em-

porter les hauteurs de Romainville et de Belleville. Celle de gauche, composée des corps de Giulay et de Wurtemberg, débouchant par Neuilly et Nogent-sur-Marne, devait occuper St.-Maur et Charenton, et bloquer Vincennes. Dans cette disposition, la colonne du centre, étant le plus près de Paris, fut la première engagée. D'après l'ordre général de mouvement, le combat ne devait pas commencer avant que toutes les colonnes ne fussent arrivées à la même hauteur. Mais le général Barklay voyant les troupes du duc de Raguse déboucher sur les hauteurs de Belleville, prévit que ses postes de Pantin et de Romainville allaient être attaqués, et pour s'y maintenir, il résolut de prendre l'offensive. La division Helfreich, du corps de Rajewski, occupait ces deux villages, ayant la brigade Roth (25e et 26e chasseurs) à Pantin et la brigade Laelin (Tinginsk et Esthonie) à Romainville. Le général Barklay fit avancer le prince Eugène de Wurtemberg avec les divisions Szaszafskoy et Piszmitzky et les cuirassiers de Kretow, sur Pantin, et la division Mezenzow, appuyée par la cavalerie du général Pahlen, sur Romainville.

La division Boyer venait de se former devant Pantin, lorsque les deux divisions russes débouchèrent du village. Trop faible pour attendre leur choc, elle se replia à la droite de la division Michel, qui venait de prendre les armes à la tête de ses bivouacs. Ces deux divisions ouvrirent la canonnade vers six heures du matin, et leur feu

bien dirigé arrêta les colonnes ennemies. Dans le même moment, le général Compans déployait la division Ledru sur les hauteurs des Prés-St.-Gervais, et poussait la sienne dans les bois de Romainville. Le duc de Raguse arrivait avec le 6e corps, par le vallon de Bagnolet. Lorsque la division Lagrange, qui était en tête de colonne, fut au haut de ce vallon, la division russe de Mesenzow, couverte par ses tirailleurs, se déployait sur le plateau de Romainville; la division Szaszafskoy s'avançait vers le bois, où ses tirailleurs entrèrent. La division Lagrange se déploya elle-même; la brigade Fournier à droite, et la brigade Joubert à gauche de la route de Belleville, se joignant ainsi à la division Ledru. La division Ricard se plaça en réserve au parc de Bruyères, ayant derrière elle sur la butte des deux Tourelles, l'artillerie du corps d'armée. La division du duc de Padoue, s'établit sur le plateau de Malassis devant Bagnolet. La cavalerie du général Vincent, dont le général Chastel prit le commandement, et qui revenait en ce moment de la Villette, fut prendre son poste à droite en première ligne de celle du général Bordesoulle. Il est aisé de voir par ce récit, combien peu s'en est fallu que la division Mesenzow n'occupât Bagnolet, et que le duc de Raguse ne se trouvât, en commençant le combat, acculé aux barrières de Paris, coupé du général Compans, et refoulant le corps du duc de Trévise.

Cependant le duc de Raguse, voulant un peu dé-

gager le front de sa ligne de bataille et l'assurer, prit sur-le-champ l'offensive. Il aurait fallut pouvoir réparer la faute faite, en occupant Romainville et Pantin; c'est ce que le duc de Raguse essaya d'obtenir. La division Compans attaqua vivement les Russes dans les bois de Romainville; la division Lagrange les aborda de front sur le plateau ; le général Boyer poussa ses tirailleurs par le revers du coteau vers Pantin. La division Mesenzow, attaquée en colonne de marche, fut ramenée au bas du coteau, contre le parc de Romainville. La division Compans nettoya le bois et força la division Szaszafskoy à se replier sur le revers du coteau. Les tirailleurs du général Boyer pénètrent aux premières maisons de Pantin. Le prince Eugène de Wurtemberg, obligé de se reployer en arrière du village, essaya de lancer les cuirassiers de Kretow contre les tirailleurs de la garde, par la droite de la grande route. Mais embarrassée par les obstacles du terrain et écrasée par la mitraille, cette cavalerie fut mise en désordre, et obligée de s'abriter derrière Pantin. Le combat se soutint entre ce village et Romainville, avec un désavantage marqué du côté de l'ennemi. Pendant ce temps, le duc de Trévise, avec les divisions Christiani, Curial et Charpentier, et la cavalerie du général Belliard avait débouché derrière le 6e corps, et occupait les positions de bataille qui lui avait été assignées. Le corps de Langeron débouchait en ce moment du Bourget, et son avant-

garde attaquait la brigade Robert à Aubervilliers.

Le général Barklay voyant, vers neuf heures du matin, le corps de Rajewski au moment d'être ramené de toutes parts et de perdre les villages de Pantin et Romainville, se décida à le faire appuyer par une partie de ses réserves, qui venaient d'ariver en avant de Bondy. La division de grenadiers de Paskiewicz fut dirigée vers Romainville, à l'appui du général Mesenzow. La division de grenadiers de Czoglokow, vers le bois de Romainville pour soutenir la division Szassafskoy. La garde prussienne à pied s'avança vers Pantin. La division Mesenzow, appuyée par les grenadiers de Paskiewicz, déboucha de nouveau de Romainville, et en s'étendant vers Montreuil, menaça de déborder la droite du duc de Raguse. Le général Rajewski se voyant en état de reprendre l'offensive partout, et sentant l'impossibilité de déboucher de Pantin sur la barrière, tant qu'il ne serait pas maître des hauteurs qui dominaient la route, résolut d'y diriger ses plus grands efforts. Le général Knaejnin, avec deux bataillons de grenadiers, fut dirigé entre le village et le bois de Romainville. Le général Czoglokow avec ses quatre autres bataillons, appuya l'attaque du bois que renouvela la division Szassafskoy. La division Pisznitzki fut dirigée entre les Prés-St.-Gervais et le bois de Romainville. La brigade Laelin ayant été rappelée de Romainville, la division Helfreich fut réunie à Pantin, où elle devait bientôt être renforcée par la garde prussienne.

Aussitôt que le duc de Raguse vit déboucher la brigade de grenadiers de Knaejnin, il porta au-devant d'elle la brigade Fournier, forte d'environ six cents hommes. Le général fut grièvement blessé, mais l'ennemi fut contenu. En même temps il ordonna à la division Ledru d'avancer à l'appui du général Compans, qui était vivement pressé dans le bois de Romainville. La division Ledru, en se portant en avant, rencontra la division russe de Pisznitsky qui arrivait sur les hauteurs. L'ennemi fut attaqué et culbuté en désordre sur Pantin, et la division Ledru, continuant son mouvement, vint aider le général Compans à arrêter les divisions russes de Szaszafskoi et Czoglokow devant le bois de Romainville. Cependant le prince Eugène de Wurtemberg, ayant rallié la division de Pisznitzky, la dirigea à l'attaque du village des Prés-St.-Gervais, défendu par deux bataillons de la division Boyer. Malgré la vigoureuse résistance de cette poignée de braves, les tirailleurs russes avaient déjà pénétré dans le village lorsque le duc de Raguse, prévenu par le général Compans, qui ne pouvait les contenir, y envoya le colonel Fabvier avec environ trois cents hommes de la division Ricard. Les Russes furent culbutés; et foudroyés en écharpe par la mitraille des douze pièces de 12, qui étaient devant le front de la division Boyer, ils furent obligés de se réfugier dans Pantin.

A notre droite, la division russe de Mesenzow, soutenue par les grenadiers de Paskiewicz et la

cavalerie du général Pahlen, se déploya en face du plateau de Malassis et occupa Montreuil, que le duc de Padoue était hors d'état de défendre. Le général Pahlen s'avança sur lès hauteurs de Montreuil et poussa des reconnaissances vers Vincennes, pour chercher à se lier au prince royal de Wurtemberg. A notre gauche, le général Michel fit encore attaquer Pantin par la brigade Secretant; la division Boyer appuya cette attaque. La division russe de Helfreich se défendit avec opiniâtreté, mais elle souffrit beaucoup; et elle aurait fini par être forcée, si la brigade des gardes prussiennes n'était arrivée à son secours. Deux bataillons passèrent par la gauche de Pantin le long du canal; quatre passèrent par la droite, et deux autres occupèrent le village, pour soutenir les tirailleurs russes. La brigade Secretant, fortement pressée sur ses deux ailes, et qui était éparpillée en tirailleurs, fut obligée de plier et de se rapprocher des Maisonnettes. Les Prussiens débouchèrent en colonnes et se portèrent en avant; mais le feu des batteries qui couvraient la division Boyer, et dont on les laissa approcher à portée de mitraille, les obligea bientôt à tourner le dos et à se mettre à couvert dans le village de Pantin.

Le général Barklay, rebuté de la résistance qu'il éprouvait, malgré la supériorité de ses forces, se vit forcé vers onze heures de suspendre ses attaques. Il avait successivement fait entrer toutes ses troupes en ligne, et il ne lui restait plus en ré-

serve que les deux divisions de la garde russe. Les pertes qu'il avait faites étaient énormes en comparaison des troupes auxquelles il avait eu à faire, et il risquait d'échouer et de faire écraser son corps en s'obstinant. Il se décida donc à attendre que le maréchal Blücher et le prince royal de Wurtemberg fussent entrés en ligne. Il fit rallier les tirailleurs, que la disposition du terrain avait tellement multipliés, que la plus grande partie des régimens se trouvaient disséminés de cette manière. Ayant réuni le corps de Rajewski, il changea son plan d'attaque et tint ses colonnes réunies et prêtes à se porter en avant, dès que le combat s'engagerait à sa droite et à sa gauche. Le général Gorczakow, avec les divisions Mesenzow et Helfreich, devait déboucher de Montreuil et attaquer Charonne. Le général Lambert, avec les deux divisions de grenadiers de Paskiewicz et Czoglokow, devait attaquer Belleville et Ménilmontant. Le général prince Eugène de Wurtemberg, avec les divisions Szaszafskoy et Pisznitzky, devait attaquer Belleville, par l'autre côté. La brigade des gardes prussiennes et la division Udom, des gardes russes, devaient déboucher de Pantin. Les cuirassiers de Kretow devaient soutenir l'attaque de Belleville; la cavalerie du général Pahlen, couvrir et protéger l'attaque de Charonne. Le duc de Raguse rétablit également la ligne que la vivacité et la nature du combat qu'il avait eu à soutenir, l'avaient jusqu'alors empêché de rectifier. Le

duc de Trévise, ayant laissé la division Curial en avant de la barrière de Pantin, pour soutenir la brigade Secretant, qui s'établit à Rouvroy, fit occuper la Chapelle par la division Charpentier ; la division Christiani resta entre ce village et celui de la Villette. Sur son front, le duc de Trévise n'avait encore d'engagé que la brigade Robert, à Aubervilliers. Mais les corps d'York, Kleist et Woronzow, commençaient à paraître sur la route des Petits-Ponts.

Dans ce moment, le roi Joseph qui, avec le titre de général en chef, n'était réellement que spectateur de la bataille qui se livrait, se trouvait dans une grande perplexité. Les rapports des maréchaux lui annonçaient l'approche de toutes les forces de la coalition ; le chef de l'état-major de la garde nationale de Paris, M. Allent, vint lui confirmer ces rapports. Il avait été chargé de suivre, la lunette à la main, les mouvemens des troupes ennemies et de venir en rendre compte. Il aurait été bien plus à propos, si le lieutenant de l'Empereur ne voulait pas voir par lui-même, d'en charger un officier général expérimenté ! Ce n'est pas dans les bureaux qu'on apprend à juger la force et les mouvemens des armées sur le terrain. Peu après arriva un capitaine du génie, attaché à l'état-major de Paris, qui, dit-on, avait reçu la mission d'aller reconnaître les positions de l'ennemi avec un gendarme, et qui avait débuté par se faire prendre à Pantin. Cet officier, qui avait été conduit à l'empereur Alexandre, était porteur de la procla-

mation que nous avons citée: il n'était donc plus possible de douter, non-seulement que toutes les armées coalisées étaient devant la capitale, mais même que leur intention était de renverser le gouvernement. Ce dernier projet, qu'annonçait clairement la proclamation et qui ne pouvait être exécuté que sous l'influence d'une conspiration, sur l'appui de laquelle les coalisés comptaient, augmenta la perplexité du roi Joseph. Il délibérait encore sur le parti le plus convenable pour sauver l'armée et garantir la capitale, lorsque l'armée de Blücher se déploya dans la plaine St.-Denis.

Cette apparition, qui ne laissait presque plus d'espoir d'une défense prolongée, hors des barrières, acheva de le décider à se mettre en sûreté. Personne ne songea à le retenir, parmi tous ceux qui l'entouraient; les uns pensaient à leurs intérêts personnels; les autres étaient bien aises de se débarrasser d'un homme, qui aurait peut-être pu reprendre de l'énergie dans le dernier moment, et à la vue du danger, qui menaçait le trône de son frère, prolonger la défense de Paris par un appel au peuple. Le roi Joseph expédia aux deux maréchaux l'autorisation de conclure une convention pour l'évacuation de Paris. Jouet de la plupart de ceux qui l'entouraient, il aurait mieux servi son frère en partant deux jours plutôt, avec les ministres et le sénat en corps, et de laisser à sa place un homme énergique, qui sût tirer parti des moyens qui existaient de tenir l'ennemi deux jours en échec devant Paris.

Pendant que ces événemens se passaient, le prince royal de Wurtemberg, parti d'Annet à cinq heures du matin, s'était avancé le long de la Marne. Vers onze heures il arriva sur les hauteurs de Nogent. Là, il forma son corps en deux colonnes. Celle de droite, composée de la brigade Stockmayer (quatre bataillons) et de quatre bataillons de grenadiers autrichiens, devait pénétrer dans le parc de Vincennes, par la route de Neuilly, et se rabattre sur St.-Maur, par celle de Paris. La colonne de gauche, composée des brigades Hohenlohe (quatre bataillons) Misany, (trois bataillons) et Lalance (quatre bataillons), devait suivre le bord du bois le long de la Marne. Un bataillon fut laissé en réserve à Nogent, jusqu'à l'arrivée du corps de Giulay. Le général Stockmayer força aisément la barrière du parc, qui n'était défendu que par un faible piquet de gardes nationales et de troupes de ligne. Ayant laissé un bataillon en avant des Minimes, pour observer Vincennes, il continua son mouvement vers St.-Maur. Le prince de Hohenlohe ne rencontra sur sa route d'autre obstacle que le mur du parc, qui descend jusqu'à la Marne et dans lequel il lui fallut faire brêche. St.-Maur n'était défendu que par trois cents hommes, auxquels on avait donné huit bouches à feu. Par un effet du bon esprit qui avait présidé aux mesures de défense de Paris, le pont de la Marne n'était couvert que par un simple tambour, et encore était-il en sens inverse de ce qu'il aurait dû être.

Les braves gens qui défendaient ce poste, sans s'étonner d'être pris à dos, retournèrent leur artillerie à bras et engagèrent le combat. Il ne fut pas long entre trois cents hommes(*) et dix mille; six canons tombèrent entre les mains de l'ennemi et la garnison fut repoussée au-delà de la Marne.

Maître de St.-Maur, le prince royal de Wurtemberg songea à attaquer Charenton. Trois bataillons de Wurtemberg et les quatre autrichiens y furent dirigés au travers du bois, pour gagner le chemin de St.-Mandé. Un bataillon suivit le bord de la Marne. Le pont de Charenton, garni d'un tambour en sens inverse, comme celui de St.-Maur, était défendu par une compagnie de vétérans et le bataillon de l'école vétérinaire d'Alfort, en tout quatre cent cinquante hommes. Ces braves jeunes gens, voyant approcher l'ennemi, amenèrent à bras une partie de leur artillerie à la tête de Charenton et s'y mirent en défense. Malgré leur vive résistance, la disproportion du nombre les obligea à se replier dans le tambour à la rive gauche. Pour se couvrir, ils voulurent faire sauter une arche du pont, mais on avait détruit le canal de communication de la fougasse, et l'ennemi arriva dans le tambour à leur suite. Forcés dans cette enceinte, ils furent poussés en partie sur la route de Melun, en partie sur celle de Provins,

(*) C'est ce que les rapports de Wurtemberg appellent des forces considérables!

ayant perdu beaucoup de monde. Quelques piquets de troupes légères de l'ennemi se portèrent jusqu'au port à l'Anglais, mais le bac ayant été détruit ils furent arrêtés.

Dès que les colonnes du prince royal de Wurtemberg s'étaient montrées sur les hauteurs de Nogent, le général Pahlen était descendu avec sa cavalerie entre Montreuil et Vincennes, afin de couvrir son mouvement. Le major Evain, qui se trouvait à la barrière du Trône, avec les vingt-huit pièces de la réserve de la garde nationale de Paris, qu'on y avait réunies, entreprit de canonner cette cavalerie, pour faire une diversion utile à la droite du duc de Raguse. La route de Vincennes étant élevée en terrasse des deux côtés, le major crut pouvoir y engager son artillerie sans danger et il la mit en mouvement, sous l'escorte de quelques gendarmes. Arrivé à la croisée du chemin de Charonne, le major Evain fit mettre les premières pièces en batterie, et commença à canonner la cavalerie du général Pahlen. L'ennemi répondit par le feu d'une batterie de douze pièces d'artillerie à cheval. Bientôt le général Pahlen, s'apercevant que la batterie du major Evain n'était pas couverte, ordonna au général Kamenew de la charger avec les hulans de Czujugew, et se couvrant par les maisons du petit Vincennes. A l'approche des hulans ennemis les gendarmes s'étant repliés, le major Evain fit mettre ses pièces en retraite. La charge arriva presqu'aussitôt et les hu-

lans russes, entrant dans le convoi par la tête, tuèrent ou blessèrent plusieurs canonniers et prirent des pièces. Mais le général Vincent qui tenait la droite de la division Chastel, et le général Laville qui tenait celle de la division Bordesoullé, avaient aperçu le mouvement des Russes. Le premier se détacha avec les lanciers polonais, pour les prendre en flanc ; le second les fit charger par le 30e de dragons. Le colonel Ordener, se frayant un passage au travers des haies, arriva sur les hulans ennemis et les força à rétrograder. Le major Evain ayant fait mettre quelques pièces en batterie, les fit accompagner par de la mitraille. Dans le même moment, un détachement de la 8e légion de garde nationale, sous les ordres du chef de bataillon St.-Romain, et du capitaine Calmer, arriva de la barrière du Trône au pas accéléré. Le major Evain se replia alors avec son artillerie, ayant perdu quelques pièces que l'ennemi parvint à emmener, il perdit aussi des prisonniers, parmi lesquels six élèves de l'école polytechnique. Quinze de ces jeunes gens furent blessés.

Dans le temps que le prince royal de Wurtemberg faisait attaquer Charenton, il portait sa cavalerie en avant par le bois de Vincennes et St.-Mandé. Les barrières de Bercy et de Charenton et le faubourg de Bercy n'étaient gardés que par la 9e légion et par quelques gardes nationaux du faubourg. La cavalerie ennemie repoussa aisément les patrouilles, qui avaient été poussées en

avant, et occupa Bercy. Mais le prince royal de Wurtemberg ne s'avança pas jusqu'aux barrières. Sa cavalerie prit position entre St.-Mandé et Bercy, derrière l'avenue; l'infanterie, ayant laissé des troupes à St.-Maur et Charenton et devant Vincennes, se déploya derrière la cavalerie. Le corps de Giulay s'établit en réserve sur les hauteurs de Fontenay-au-bois. Il était alors environ trois heures. Nous avons rapporté de suite toutes les opérations de la colonne de gauche des coalisés, afin de ne pas interrompre le récit des événemens, qui se sont passés sur les hauteurs de Belleville et dans la plaine St.-Denis, et qui ont décidé du sort de la journée.

Un peu après onze heures, l'avant-garde des corps d'York et de Kleist parut sur les bords du canal de l'Ourcq. Cette avant-garde composée de sept bataillons et dix escadrons, sous les ordres du général Katzler, passa sans obstacle le pont et s'empara de la ferme de Rouvroy. Le général Katzler voulut s'avancer vers les Maisonnettes, en même temps que la garde prussienne débouchait de Pantin. Mais contenus par la batterie immobile de douze pièces, qui était en avant de Maisonnettes et qui les mitraillait à bout portant, les Prussiens furent obligés de reculer. La garde rentra à Pantin et le général Katzler s'abrita derrière le Rouvroy. Alors les Prussiens amenèrent une batterie de huit pièces de douze près de la ferme, et un peu plus tard deux autres batteries de même calibre à droite de la route de Senlis, contre le canal.

La canonnade s'engagea et se soutint pendant quelque temps sur ce point. Les corps d'York et de Kleist étaient arrivés à la hauteur de Pantin; celui de Woronzow les suivait vers Baubigny. Se trouvant ainsi en contact avec la colonne du général Barklay, le maréchal Blücher ordonna à ses deux corps prussiens d'appuyer à droite, pour gagner la grande route de St.-Denis. Le prince Guillaume de Prusse resta, avec sa division de six bataillons, en face de la Villette et du Rouvray. La division Horn, suivie par les deux du corps de Kleist, passa le canal près d'Aubervilliers et se dirigea vers la Chapelle. Le corps de Woronzow se déploya entre Aubervilliers et la route de St.-Denis. Le corps de Langeron déboucha entre Aubervilliers et St.-Denis, et après avoir détaché le général Karnilow pour bloquer cette petite ville, qu'on croyait en état de défense (*) se forma en colonnes; celle de droite composée du corps de Rudzewicz et celle de gauche du corps de Kapczewicz. Toutes deux prirent la direction de St.-Ouen, pour arriver sur Montmartre par le côté de Clichy. La brigade Robert, qui avait défendu Aubervilliers, à l'approche de ces masses fut forcée de se replier sur la Chapelle.

Ainsi appuyé à sa droite et à sa gauche, le géné-

(*) L'ingénieur de la maison impériale de la légion d'honneur, uniquement guidé par son zèle, avait couvert les avenues par quelques retranchemens, que défendirent les cinq cents hommes de garnison et la garde nationale.

ral Barklay donna vers une heure le signal d'une nouvelle attaque générale. Le prince Eugène de Wurtemberg, avec ses deux divisions, s'avança en gravissant le coteau vers le bois de Romainville. Le général Lambert, avec le corps des grenadiers, déboucha de Romainville. La brigade de cuirassiers du général Stahl marcha entre les deux colonnes. Les divisions Pisznitzky et Czoglokow, qui étaient en tête, poussent devant elles la faible brigade du général Chabert, qui défendait le bois et s'avancent vers Belleville. La division Lagrange était répandue en tirailleurs dans les jardins et les clôtures, et le duc de Raguse n'avait de troupes organisées que les sept cents hommes de la division Ricard. Voyant l'ennemi s'avancer à grands pas et nos tirailleurs refoulés de toutes parts, il forme la moitié de cette faible réserve en colonne d'attaque, sous les ordres du général Clavel, et s'avance avec elle au-devant de la division Pisznitzky qui était la plus voisine. Mais au même instant une batterie russe placée sur une butte dans le bois, ouvre son feu et met le désordre dans les rangs de la brigade Clavel. Profitant de ce moment, les grenadiers de Czoglokow et les cuirassiers de Stahl, la chargent en flanc et la culbutent; le général Clavel fut blessé et pris, le duc de Raguse fut démonté. L'ennemi suivit son succès à grands pas et il aurait été difficile de rallier la division Ricard, si d'un côté un bataillon lancé par le général Compans et de l'autre le colonel Ghéneser, qui

occupait le parc des Bruyères avec deux cents hommes, ne se fussent jetés sur les derrières des grenadiers russes et ne les eussent arrêtés. Le parc des Bruyères resta au pouvoir de l'ennemi et le duc de Raguse rallia la division Ricard et Lagrange au télégraphe.

En même temps que les colonnes de la droite et du centre des Russes attaquaient le duc de Raguse de front, celle de gauche le menaçait de flanc. Le prince Gorczakow, ayant dirigé la division Meschnow contre le village de Bagnolet, se porta lui-même, avec la division Helfreich, contre celui de Charonne. Le duc de Padoue s'y défendit avec succès; mais les progrès de l'ennemi au centre, obligeant le duc de Raguse à resserrer sa ligne, il ordonna au duc de Padoue de se replier sur le parc de Saint-Fargeau, et à la cavalerie de se retirer dans la gorge de Charonne. Les Russes occupèrent alors Bagnolet et Charonne, et de suite débouchèrent de ce dernier village, dirigeant leurs tirailleurs vers la barrière de Fontarabie, pour tourner le cimetière de Mont-Louis. La butte de Fontarabie était occupée par une batterie de quatre pièces, soutenues par un bataillon de la 7e légion, dont les tirailleurs, unis à ceux des 8e et 9e légions, disputaient les jardins et les clos sur le flanc de Charonne. Cinquante gardes nationaux de bonne volonté s'avancent en tirailleurs au-devant de la division Helfreich. Leur feu et

celui de la batterie arrêta la colonne russe, qui se contenta d'occuper Charonne.

Le duc de Raguse prit en ce moment une seconde position. La cavalerie des généraux Chastel et Bordesoulle s'établit dans le vallon de Charonne, couvrant Ménilmontant; la division du duc de Padoue dans le parc de Saint-Fargeau, en tête de Ménilmontant; les divisions Ricard, Lagrange, Ledru et Compans, s'étendirent du télégraphe jusque par-delà de Belleville, où elles se liaient à la division Boyer, qui tenait les Près-Saint-Gervais; cette dernière se liait également à la brigade Secrétant, de la division Michel, qui couvrait les Maisonnettes et gardait le pont du canal de l'Ourcq de flanc à la Villette. Ici le duc de Raguse commit une faute, dont les conséquences se firent sentir à l'aile gauche. Puisqu'il était obligé de faire acculer sa cavalerie à la butte de Mont-Louis, où elle ne pouvait plus agir et devait se trouver embarrassée pour se retirer, il valait mieux l'envoyer au général Belliard, qui allait en avoir un pressant besoin. Le général Barclay, de son côté, maître du parc des Bruyères, de Bagnolet et de Charonné, se préparait à attaquer encore le duc de Raguse dans cette dernière position. Le général Gorczakow, avec ses deux divisions, fut chargé d'occuper les hauteurs de Mont-Louis; le général Lambert de faire attaquer Belleville par les grenadiers de Czoglokow, et Ménilmontant par ceux de Pas-

kiewicz; le prince Eugène de Wurtemberg d'emporter le village des Prés-Saint-Gervais. Le général Yermolow devait déboucher de Pantin avec les gardes prussiennes et la division des gardes russes d'Udom, acculer la brigade Secrétant aux barrières et prendre les Près-Saint-Gervais de revers. Cette dernière attaque devait se combiner avec celle que les Prussiens allaient faire sur la Villette.

Les colonnes du général Gorczakow débouchèrent de Charonne en gravissant le flanc des hauteurs de Mont-Louis. Le général Chastel essaya envain quelques charges pour les arrêter; les obstacles du terrain, tout en ralentissant leur marche, rendaient inutiles les efforts de la cavalerie. La nôtre, forcée de reculer peu à peu, se vit bientôt acculée aux barrières. La batterie de six pièces, qui était sur le Mont-Louis, battait les colonnes ennemies en écharpe et leur faisait beaucoup de mal; mais, malgré leurs pertes, elles gagnèrent toujours du terrain et finirent par couronner les hauteurs de Mont-Louis. En même temps le général Pahlen, s'approchant des barrières de Fontarabie et de Montreuil, força les tirailleurs de la garde nationale, qui défendaient ces faubourgs, à rentrer en ville. Le duc de Padoue, menacé en flanc par ces troupes et vivement attaqué de front par les grenadiers de Paskiewicz, se vit obligé de quitter Ménilmontant et de s'appuyer à Belleville. A la gauche du duc de Raguse, pendant que le prince Eugène de Wurtemberg

attaquait les Prés-Saint-Gervais, le général Yermolow débouchait de Pantin; les quatre bataillons de la brigade Szeltuszin, des gardes russes, les gardes prussiennes et le général Katzler, se portèrent sur la brigade Secrétant; les six bataillons de la brigade Richter, également des gardes russes, attaquèrent à revers le village des Prés-Saint-Gervais. Le général Compans, voyant le danger où se trouvait la division Boyer, se hâta de lancer, contre la brigade Richter, l'escadron de lanciers polonais du capitaine Zayonczek, la seule cavalerie qu'il eût sous la main. Une charge heureuse culbuta les tirailleurs ennemis, et la division Boyer put se replier sur Belleville, au travers des clôtures et en abattant des pans de murs; mais il fallut abandonner les batteries immobiles qui y avaient été établies le matin.

Pendant ce temps, la brigade Secrétant était vivement attaquée par les Russes et les Prussiens. La batterie qui la couvrait, ayant reçu alors *des boulets d'un calibre inférieur*, était devenue inutile. Le colonel Secrétant se battit vaillamment (*). Mais hors d'état de résister à des forces aussi supérieures, il fut forcé et rejeté sur la barrière. Le colonel Christophe, que le duc de Trévise avait envoyé avec son régiment, pour soutenir la brigade Secrétant, essaya d'arrêter l'ennemi par une charge.

(*) Le général Michel, grièvement blessé un peu auparavant, avait été obligé de se retirer.

Mais ayant été lui-même chargé en flanc par la cavalerie de Katzler, il fut repoussé sur l'infanterie. La batterie de douze pièces fut abandonnée. Le général Yermolow fit occuper fortement les Maisonnettes, et voyant qu'aucun corps de troupes n'avait essayé de l'attaquer en flanc ; en descendant la butte Chaumont et celle de Beauregard, il jugea que la batterie qui était sur la première n'était couverte que par des tirailleurs. Il y dirigea une partie de la garde prussienne, qui replia facilement le piquet de troupes de ligne, et les tirailleurs des 5e et 6e légions qui défendaient la batterie. Delà les tirailleurs prussiens se portèrent sur Belleville, et arrivèrent dans les premières rues, du côté de la butte des Moulins.

En même temps, le prince Eugène de Wurtemberg et la brigade Richter, débouchant des Prés-St.-Gervais, poussaient leurs tirailleurs aux premières maisons de Belleville, de leur côté. Dans ce moment critique, le duc de Raguse ayant réuni à la hâte une poignée de braves, se mit à leur tête avec son chef d'état-major, et les généraux Ricard, Pelleport et Boudin (*). Une charge vigoureuse refoula les tirailleurs du prince Eugène de Wurtemberg et du général Yermolow. Le maréchal reçut une contusion, les généraux Ricard et Pelleport furent blessés, mais nous restâmes maîtres du vil-

(*) Ce général étant à Paris pour se rétablir d'une blessure, servait comme volontaire le 30 mars.

lage. La brigade de gauche de la division de Lagrange reprit sa position en avant, et l'ordre se rétablit dans la ligne. Toutes les rues de Belleville furent occupées et particulièrement celle qui conduit à Ménilmontant, et le duc de Raguse se trouva prêt à recevoir un nouveau choc.

Dans le moment où le général Yermolow faisait déboucher de Pantin, la garde russe et prussienne, pour refouler la brigade Secrétant, le prince Guillaume de Prusse faisant un changement de front à droite, se présentait devant la Villette. Le corps de Woronzow s'en était également approché, par l'autre bord du canal. La divison Horn et le corps de Kleist arrivaient à la tête de la Chapelle. Deux bataillons prussiens attaquèrent le pont du canal de St.-Denis en avant de la Villette, en même temps que la brigade russe de Krassowsky (13e et 14e chasseurs) abordait le village par la gauche. Le duc de Trévise y avait appelé la division Curial, dès le moment où les Prussiens débouchèrent près d'Aubervilliers; la garde du pont à la droite de la Villette avait été confiée à cent soixante chasseurs vétérans; la brigade Secrétant restait seule à la défense des Maisonnettes. Le combat se soutint avec opiniâtreté pendant quelque temps, mais enfin le prince Guillaume força le pont du canal de St-Denis. Alors il fit entrer le restant de sa division en ligne, et jeta ses tirailleurs par la gauche le long de la digue. Le général Woronzow renforça son attaque par de nou-

velles troupes. En même temps, le général Katzler, qui venait de repousser l'attaque du colonel Christophe, reçut l'ordre de pousser son infanterie au pont du canal de l'Ourcq, pour prendre la Villette de revers. La division Curial, hors d'état de résister à ces attaques combinées, fut forcée d'abandonner la partie supérieure du village, et les batteries qui s'y trouvaient. Le pont du canal de l'Ourcq fut également forcé par le général Katzler. Alors le duc de Trévise ordonna à la division Christiani de reprendre la Villette. Le bataillon de grenadiers flanqueurs fut envoyé aux secours des chasseurs vétérans, et le reste de la brigade Gros s'avança dans la grande rue. Les grenadiers flanqueurs abordèrent à la baïonnette la colonne de Katzler, qui débouchait du pont, la renversèrent et la poussèrent cent pas au-delà. Cette poigné d'hommes se trouva bientôt enveloppée; sommée de mettre bas les armes, elle répondit en se frayant un passage à la pointe de ses baïonnettes. La brigade Gros, s'avançant au pas de charge dans la grande rue, arrête d'abord la colonne ennemie, et bientôt la force à reculer, et lui reprend quatre pièces de canons.

Le prince Guillaume et les Russes allaient se voir rejetés hors de la Villette, lorsque le duc de Trévise apprit que la brigade Secrétant, ayant été forcée, la garde russe et prussienne se trouvait devant les barrières, et allait l'attaquer à dos. Il se vit alors obligé de mettre ses troupes en retraite;

elle se fit en bon ordre, la colonne de la grande rue couverte par le feu de chaussée d'un bataillon; les troupes qui étaient entre la Villette et la Chapelle, se retirèrent en échiquier. La division Charpentier, qui tenait ce dernier village, et le défendait pied à pied contre les trois divisions prussiennes, reçut en même temps l'ordre de l'abandonner; elle le fit également en bon ordre, la brigade Le Capitaine étant d'arrière-garde. La brigade Robert, qui avait été placée à la gauche de la Chapelle, se replia par la butte des cinq Moulins. Le général Belliard obligé, par ce mouvement rétrograde et par ceux du corps de Langeron, à prendre une position plus rapprochée de Paris, appuya sa droite à Clignancourt; la gauche formée, par la brigade Dautencourt, s'étendait vers le chemin de St.-Ouen aux Batignolles. Le duc de Trévise remit son corps en bataille aux barrières.

Pendant ce temps, le général Langeron avait continué son mouvement; arrivé à la hauteur de St.-Ouen, il avait détaché le général Emmanuel avec quelque infanterie, et environ quinze cents chevaux, par le chemin de la Révolte, vers le bois de Boulogne. La colonne de droite du général Rudzewicz se dirigea par le chemin des Batignolles. Celle de gauche du général Kapczewicz sur Clignancourt. Un avant-garde d'infanterie et de cavalerie avec une batterie précédait ces colonnes, dans la direction des Batignolles. Dès que la colonne du général Emmanuel se détacha, le

duc de Trévise ordonna au général Belliard de la faire observer par la brigade Dautencourt, qui ne tarda pas à tirailler avec l'ennemi.

Ce fut dans ces circonstances critiques, que le général Dejean, envoyé par l'empereur Napoléon, arriva près du duc de Trévise. Le maréchal, pour se conformer aux intentions de son souverain, expédia le général Lapointe, son chef d'état-major, au prince de Schwarzenberg, pour lui communiquer les ouvertures faites à l'empereur d'Autriche, et demander une suspension d'armer *in statu quo*. Il était aisé de prévoir la réponse des coalisés : ils voulaient se hâter d'occuper Paris, et d'y faire consommer une révolution avant l'arrivée de Napoléon. Le prince de Schwarzenberg refusa. Le général Lapointe n'était pas encore de retour, lorsque le général comte Orlow, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, vint sommer le duc de Trévise de poser les armes. Cette proposition, comme on le pense bien, fut rejetée avec indigation.

Cependant, le duc de Raguse, resserré dans Belleville, voyant l'ennemi d'un côté à la barrière de Pantin, et de l'autre sur les hauteurs de Mont-Louis et de Ménilmontant, se décida à faire usage de l'autorisation que lui avait adressée le roi Joseph. Il l'avait reçue avant d'avoir perdu sa première ligne de défense. Son collègue n'avait pas alors été attaqué, et il ne se voyait pas lui-même dans une position assez désespérée pour capituler. Il ne

voulut donc pas renoncer à l'espoir de couvrir Paris, pendant le reste de la journée ; le sort, pour être équitable, devait cette consolation à la valeur et à la constance qu'il déploya dans cette fatale journée. Mais en ce moment il n'y avait plus que cette ressource, pour éviter d'être obligé de défendre les barrières et les rues de la capitale. Quoiqu'on puisse regarder comme certain que les coalisés se seraient bien gardés d'entrer de vive force dans Paris, et de s'exposer par-là, non-seulement au danger d'un combat, où leurs troupes auraient pu trouver la mort à chaque pas ; mais encore à irriter une population qu'ils voulaient décider à un changement sous leur protection ; quoique, dis-je, on doive admettre que les coalisés n'auraient pas dépassé les barrières, on ne saurait blâmer le duc de Raguse du parti qu'il prit. Lorsque l'Empereur était absent, et que son lieutenant avait exprimé l'intention de céder la capitale, le duc de Raguse ne pouvait pas prendre sur lui une aussi grande responsabilité, que celle de la défendre par un combat dans les murs.

Avant d'entrer en négociation, le duc de Raguse voulut cependant consulter son collègue, et lui envoya un officier pour prendre son avis. Le duc de Trévise répondit qu'il fallait en référer au lieutenant de l'Empereur ; il n'avait pas reçu l'autorisation que lui avait envoyée le roi Joseph, soit que l'officier se fut égaré, soit par toute autre cause. Le duc de Raguse qui avait cette autorisa-

tion et savait que Joseph était parti et l'état major-général dissous, envoya, sans plus tarder, un de ses aides-de-camp au prince de Schwarzenberg. On convint d'une suspension d'armes de deux heures, sous la condition que les troupes françaises se retireraient en dedans des barrières, et que l'on se concerterait pour une convention, basée sur l'évacuation de la capitale. Des officiers d'état major des deux armées, furent envoyés sur la ligne pour faire cesser les hostilités, et les maréchaux se réunirent à la Villette avec les commissaires des coalisés, pour négocier la convention.

Les hostilités avaient cessé sur toute la ligne; il restait encore devant notre extrême gauche un corps commandé par le général Langeron, qui n'avait pas encore donné. Un aide-de-camp de l'Empereur de Russie lui fut envoyé pour lui notifier la suspension d'armes, qui stipulait également l'évacuation de Montmartre, et en rendait l'attaque inutile. Mais le général Langeron, voulant prendre part aux succès de cette journée, continua son mouvement vers Montmartre. Ce point important, que Napoléon avait ordonné au ministre de la guerre de faire fortifier et de garnir d'une nombreuse artillerie de gros calibre, n'avait aucun retranchement; quant à l'artillerie nous avons déjà vu qu'elle ne consistait qu'en une batterie de cinq pièces de six, au moulin de la Lancette, et une de deux pièces, sous la butte des Gardes. Le matin il y avait eu pour garnison quelques déta-

chemens de garde nationale, non seulement de la 2e légion, mais encore des légions voisines et même des 9e et 10e. Vers midi, sur l'invitation d'officiers généraux, sans doute de la ligne, ces détachemens descendirent dans la plaine, pour protéger la cavalerie contre les tirailleurs de Langeron qui approchaient. Il ne resta à Montmartre qu'une centaine de vétérans et de conscrits, que vinrent renforcer plus tard deux cents sapeurs pompiers de la garde.

Vers quatre heures après midi, la colonne du général Emmanuel était arrivée à la hauteur de Villiers, où ses tirailleurs s'engagèrent avec ceux de la garde nationale parisienne. L'avant-garde des deux colonnes principales, qui suivait le chemin de St.-Ouen, était parvenue au contre-fort qui descend de la butte des Gardes: elle y prit position et mit son artillerie en batterie. Ces mouvemens refoulèrent la cavalerie du général Belliard, qui fut obligée de s'acculer à la butte Montmartre, où rejoignit aussi la brigade Dautencourt. Depuis Montmartre jusqu'à la barrière de l'Étoile, la défense de Paris était entièrement confiée à la garde nationale et au duc de Conegliano. Ce dernier, s'étant rendu à la barrière de Clichy, fit avancer une batterie légère sur la route de St.-Ouen. Les tirailleurs descendus de Montmartre et que les colonnes ennemies refoulaient sur les Batignolles, occupèrent ce village et garnirent les maisons. Les commandans des piquets et des gardes des

barrières de l'Étoile et du Roule firent mettre leurs postes en bataille sur les crêtes qui dominent les Thermes et la plaine, jetant devant eux des patrouilles et des tirailleurs. La batterie de quatre pièces, qui était à l'Étoile, fut portée en avant de la barrière et couverte par des abattis.

Cependant l'attaque du corps de Langeron se développa. Le général Emmanuel, qui s'était arrêté près de la porte Maillot, porta un détachement de cavalerie avec de l'artillerie vers la barrière de l'Étoile. Ses tirailleurs s'engagèrent avec ceux de la garde nationale; mais ils ne firent aucun progrès sensible. L'ordre général donné aux troupes coalisées était de ne pas dépasser ni même attaquer les barrières. L'avant-garde russe, qui était en face des Batignolles, soutint le combat de pied ferme avec la garde nationale qui tenait ce village. La colonne du général Rudzewicz aborda Montmartre par la gauche de Clignancourt; celle du général Kapczewicz par ce village même. Le général Belliard, serré par ces deux colonnes, essaya d'arrêter celle de Rudzewicz par deux charges successives des brigades Dautencourt et Sparre. Les nombreuses batteries qui couvraient le front des Russes arrêtèrent notre cavalerie, et le général Belliard se vit toujours plus acculé à la croupe de Montmartre. Débordé par ses deux ailes et coupé des plaines latérales, exposé à la mitraille de plus de soixante pièces, auxquelles il n'en avait que six à opposer, le général Belliard se vit forcé de se

replier par les chemins escarpés qui conduisent au haut de Montmartre. Ayant fait placer dans un enclos sur la gauche de la butte, les deux cents sapeurs pompiers, qui faisaient la garnison de ce village, il fit rentrer sa cavalerie par les barrières Poissonnière, et de Montmartre. Un escadron de cuirassiers et un de dragons, qui se retiraient vers la barrière Blanche, furent appelés aux Batignolles par le duc de Conegliano qui y tenait encore.

Les colonnes du corps de Langeron gravirent toutes les avenues de Montmartre, et ayant facilement poussé devant elles les deux cents sapeurs pompiers, couronnèrent les hauteurs (*). Les deux escadrons qui étaient venus aux Batignolles, repoussèrent au premier instant les troupes légères russes, qui s'en approchaient. Mais bientôt, pressés par le nombre, ils furent obligés de se replier à la barrière de Mouceaux. Un officier vint alors inviter le commandant de la garde de cette barrière à pousser en avant un piquet et des tirailleurs, pour protéger la retraite de cette cavalerie. Le détachement de la 4e légion, qui s'y trouvait, s'ébranlait, lorsque le duc de Fitz-James le retint (**).

(*) Le général Langeron reçut pour cette conquête le grand cordon de, je ne sais quel ordre. De mauvais plaisans ont prétendu que l'empereur Alexandre dit au général, qu'il avait trouvé cette décoration sur les hauteurs de Montmartre. Si cela est, elle avait été laissée là par les deux cents hommes, qui osèrent essayer de se défendre contre douze mille.

(**) Campagnes de 1814, tome II, page 421, par M. de Beauchamp.

Cependant les gardes nationaux qui défendaient les Batignolles, découverts par la retraite des deux escadrons, attaqués de front et menacés en flanc par une partie du corps de Rudzewicz, qui allait leur couper la retraite, plièrent et se retirèrent vers la barrière de Clichy. Il y eut un moment de désordre, mais le duc de Conegliano y remédia promptement; et les gardes nationaux reprirent contenance d'une manière qui fait leur éloge. Les bâtimens de la barrière furent garnis de tirailleurs, et les canonniers, qui avaient ramené leurs pièces, les mirent en batterie dans le tambour; un feu vif et bien nourri arrêta l'ennemi et le força à se jeter dans les maisons. Pour assurer la retraite des troupes qui défendaient la barrière de Clichy, le duc de Conegliano fit construire en arrière une barricade de charrettes et de bois de charpente. Elle fut rapidement élevée et le zèle des citoyens, hommes, femmes et enfans, en fit construire volontairement une seconde au bas de la rue. Le feu dura encore quelque temps, jusqu'à ce qu'un parlementaire vint annoncer l'armistice et faire cesser le combat, tant sur ce point, qu'à la barrière de l'Étoile.

Pendant que ces derniers événemens se passaient, les ducs de Trévise et de Raguse discutaient, à la Villette, les bases de la convention. Les coalisés auraient bien voulu se rendre maîtres de l'armée qui avait défendu la capitale, et le commencement de la négociation se passa en débats

assez vifs. Enfin les bases furent arrêtées verbalement, et il fut convenu que l'armée française aurait toute la nuit pour évacuer et que les troupes coalisées ne pourraient pas entrer à Paris avant sept heures du matin. Le lendemain, la garde nationale releva les postes intérieurs et prit la garde des barrières, que tenait encore l'armée. Le corps du duc de Trévise partit aussitôt après, sous les ordres du général Curial, sortit de Paris par le pont d'Austerlitz et la barrière de Fontainebleau et s'établit militairement en arrière de Villejuif. Le corps du duc de Raguse passa la nuit aux champs Elysées et partit à quatre heures du matin, pour rejoindre le duc de Trévise. L'armée coalisée occupa les positions suivantes: Les corps du maréchal Blücher campèrent entre le canal St.-Denis et la Peine, occupant la Villette, la Chapelle et Montmartre. Le corps de Rajewsky sur les hauteurs de Belleville et de Mont-Louis. Les gardes et réserves sur celles de Pantin et Romainville; le corps de Wurtemberg devant le bois de Vincennes; celui de Giulay sur les hauteurs de Fontenay.

La journée du 30 mars nous coûta environ quatre mille hommes tués, blessés, ou pris. La garde nationale de Paris eut trois cents hommes tués et le double de blessés. Nous perdîmes les cinquante-trois pièces des batteries immobiles et une partie de celles des deux corps. Les soixante-douze bouches à feu de la garde nationale fu-

rent *remises* à l'ennemi (*). L'armée coalisée perdit près de dix-huit mille hommes. (**)

Dans la nuit, la convention d'évacuation fut rédigée par écrit, signée et ratifiée par les généraux en chef des deux armées. (***) Elle était purement militaire et rien n'y fut stipulé pour la ville de Paris Le sort même de la garde nationale resta indécis. D'un côté, les maréchaux ne pouvaient pas s'engager dans des stipulations politiques, puisque le gouvernement avait été transporté au-delà de la Loire. Toute autorité légale cessait dans Paris, dès que la ville était au pouvoir de l'ennemi. Il n'y existait même *plus aucun pouvoir constitutionnel*, qui pût leur déléguer le droit de traiter de tout autre objet, que du départ de leurs troupes. D'un autre côté, les coalisés, appelés à Paris par le parti qui voulait renverser le gouvernement, ne savaient pas si la conservation de la garde nationale était utile ou nuisible à la révolution. Il fallait donc laisser partir l'armée et se consulter avec les chefs de cette révolution dans Paris, avant de prendre une détermination définitive à cet égard.

Il y a bien peu de réflexions à faire sur la ba-

(*) Les coalisés portent ce nombre bien plus haut. Mais pour ne citer qu'un exemple de leur exagération, nous dirons que le rapport du général Langeron élève à vingt-neuf le nombre des pièces prises à Montmartre, où il n'y en avait que sept.

(**) Les huit bataillons de la garde prussienne perdirent à eux seuls treize cent cinquante-cinq hommes, dont soixante-neuf officiers.

(***) *Pièces justificatives* XXXIV.

taille du 30 mars, sous le rapport de la conduite des généraux français. Le duc de Raguse commit peut-être une faute en retenant toute sa cavalerie, qui aurait été bien plus utile à la gauche. Mais tout examen stratégique disparaît, devant celui des forces de part et d'autre. S'il a manqué des troupes dans quelque lieu où elles auraient été nécessaires, c'est qu'il en manquait presque partout. Soldats, officiers, généraux, tous ont noblement rempli leurs devoirs envers la patrie. Sans espoir de vaincre les légions nombreuses qui se développaient à leurs yeux, ils se sont voués à la mort, pour écarter les ennemis des murs sacrés de la capitale de l'empire français, que leur généreuse résolution n'a pas même pu sauver. Honneur à ceux que le fer a moissonnés dans cette lutte sainte! leurs ombres, décorées de l'auréole civique, ont trouvé leur place à côté de Léonidas et de ses trois cents Spartiates.

Mais si la postérité équitable ne peut refuser des éloges aux valeureux défenseurs de Paris, que dira-t-elle de ceux qui, par leur situation et leur autorité, pouvaient en doubler le nombre, et leur assurer les moyens de vaincre? Nous avons dit qu'aucune mesure n'avait été prise pour fortifier les environs de Paris et pour armer cette garde nationale, dont la moitié aurait pu concourir à défendre ses foyers, le berceau de ses enfans, et le tombeau de ses pères. Tous les prétextes qui avaient pu retarder la construction des retran-

chemens, qui devaient couvrir les hauteurs de Belleville et de Montmartre, avaient cessé le 26, lorsque la marche de Napoléon vers la Marne et l'approche des coalisés furent connues. Avec une volonté ferme, et le zèle de la majorité des habitans de Paris, il ne fallait pas plus de trois jours pour élever ces retranchemens. La garde nationale les aurait défendus et les troupes de ligne devenaient disponibles. Le nombre de celles-ci aurait pu être plus que doublé, par la réunion des dépôts qui se trouvaient dans un rayon de deux journées de marche. Pour ne citer que les deux plus rapprochés : les dépôts d'infanterie réunis à Versailles, sous les ordres du colonel Vertillac, s'élevaient à deux mille deux cents hommes : le dépôt général des remontes que commandait le général Préval, contenait un nombre d'officiers montés, qui, avec leurs cavaliers d'ordonnance, également montés, formaient un total de plus de six mille chevaux. Une députation de ces officiers vint demander, on peut même dire implorer du ministre de la guerre, la permission de combattre dans les rangs de l'armée. Que n'aurait-on pas pu attendre d'un corps ainsi composé? Leur demande fut rejetée.

Les munitions manquèrent à l'armée vers deux heures après midi, et l'on fut obligé d'économiser le feu, dans le moment où il était le plus urgent de le redoubler. Cependant il y en avait. On a dit que le directeur de l'artillerie avait reçu d'un

colonel l'ordre de faire sauter le magasin à poudre de Grenelle. On ajoute que la non-exécution de cet ordre sauva la ville, dont la moitié aurait été renversée par l'explosion. Sans nous amuser à démontrer la fausseté d'une anecdote de ce genre, nous pourrions dire qu'il y avait, si on l'eût voulu, deux moyens de détruire les munitions que contenait ce magasin, sans causer de dommage à la ville. Le premier était de disperser les munitions dans la campagne, avant de les incendier; le second était de les jeter à l'eau, ou de les inonder. Mais cette anecdote même nous fournit une réflexion plus importante. Le magasin de Grenelle contenait deux cent-cinquante milliers de poudre en barils, *cinq millions de cartouches d'infanterie, vingt-cinq mille cartouches à boulet, trois mille obus chargés*. Et on manqua de munitions à l'armée!..... Au reste, la conservation des munitions des magasins de Grenelle ne fut utile qu'à l'armée des coalisés. En en prenant possession, elle s'approvisionna des munitions qui lui manquaient. Aucun de ses parcs n'ayant pu la suivre, il ne lui en restait pas assez le 30 au soir, pour hasarder une bataille rangée le lendemain.

On demandera peut-être, si quarante mille hommes de ligne qu'on pouvait réunir, et vingt mille gardes nationaux qu'on pouvait mettre en seconde ligne en leur donnant des armes, auraient pu résister aux armées coalisées, et empêcher l'occupation de Paris. D'abord le récit que nous

venons de faire de la bataille de Paris et de la résistance qu'ont opposé vingt-trois mille hommes, sans réserve pour les soutenir; ce récit seul prouve que quarante mille auraient arrêté l'ennemi pendant toute la journée du 30. L'armée, occupant Pantin et Romainville, étendant sa ligne de Charonne à Aubervillers, flanquée à sa gauche par douze mille hommes de cavalerie, qu'on aurait pu avoir, en acceptant l'offre du dépôt des remontes, appuyée en seconde ligne par des retranchemens garnis de vingt mille gardes nationaux; l'armée, dis-je, dans cette position aurait tenu pendant toute la journée. Si même elle avait été forcée vers le soir, il fallait que les coalisés recommençassent la bataille le lendemain, contre une position plus resserrée et plus formidable. L'auraient-ils fait ? L'auraient-ils osé, lorsque l'armée de Napoléon pouvait arriver d'un instant à l'autre, et les prendre en flanc, soit en débouchant par le bois de Boulogne, soit par la barrière du Trône ? L'auraient-ils pu, lorsque séparées de leurs dépôts et de leur seconde ligne de réserve, ils n'avaient pas de munitions pour une seconde bataille? Mais encore, les hauteurs emportées, *le second jour gagné*, qu'auraient pu faire les coalisés ? Seraient-ils entrés de vive force dans Paris ? Nous avons déjà énoncé les raisons *politiques* qui les en auraient empêché : les motifs militaires s'y opposaient. On n'admettra sans doute pas que les armées coalisées eussent essayé de pé-

nétrer dans une ville, où il leur fallait entrer sur plusieurs colonnes, arrêtées à chaque pas par des barricades, séparées entr'elles par d'autres barricades; écrasées par le feu de l'artillerie et de la mousquetterie qu'on leur aurait opposé de front; harcelées en flanc par les rues latérales et par le feu de l'infanterie postée dans les maisons; il leur aurait fallu une journée entière pour avancer de deux cents toises. Enfin, *ce troisième jour*, l'armée qui venait de Saint-Dizier serait arrivée et l'entreprise était manquée. Dans quelle position se trouvaient alors les coalisés, séparés de leurs ressources en tout genre, entourés d'une population irritée, avec des troupes battues et découragées? Mais, dira-t-on, ils auraient bombardé la ville. Cette menace, tout-au-plus faite pour épouvanter des enfans, ne mérite pas une réponse sérieuse. Il faut plus de temps que les coalisés n'en avaient à leur disposition et plus de munitions qu'ils n'en possédaient, pour bombarder une ville de soixante mille maisons (*).

(*) Nous ne pouvons pas nous dispenser de citer les expressions d'un auteur ennemi, qu'on peut à coup sur croire impartial dans cette occasion.

« Si l'on était fermement résolu de défendre la ville à toute extré-
» mité, on pouvait arrêter les armées alliées, un ou peut-être deux
» jours, si par des mesures énergiques, et une volonté décidée, on
» avait tiré parti de sa position avantageuse, que la garde nationale
» eût été disposée et qu'on eût armé sa nombreuse population; on
» pouvait les arrêter jusqu'à ce que Napoléon soit arrivé pour la dé-
» livrer, avec son armée qui s'avançait à marches forcées »

Plotho, Guerre de 1814, tome III, page 402.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LE SECOND VOLUME.

LIVRE IV.

Pages.

Comprenant les événemens qui se sont passés du 26 février au 16 mars.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE;

PAR LE GÉNÉRAL GUILLAUME DE VAUDONCOURT,

AUTEUR DE L'HISTOIRE DES CAMPAGNES D'ANNIBAL EN ITALIE, DE CELLE DES GUERRES DE RUSSIE EN 1812, D'ALLEMAGNE EN 1813, ET D'ITALIE EN 1813 ET 1814, DIRECTEUR DU JOURNAL DES SCIENCES MILITAIRES.

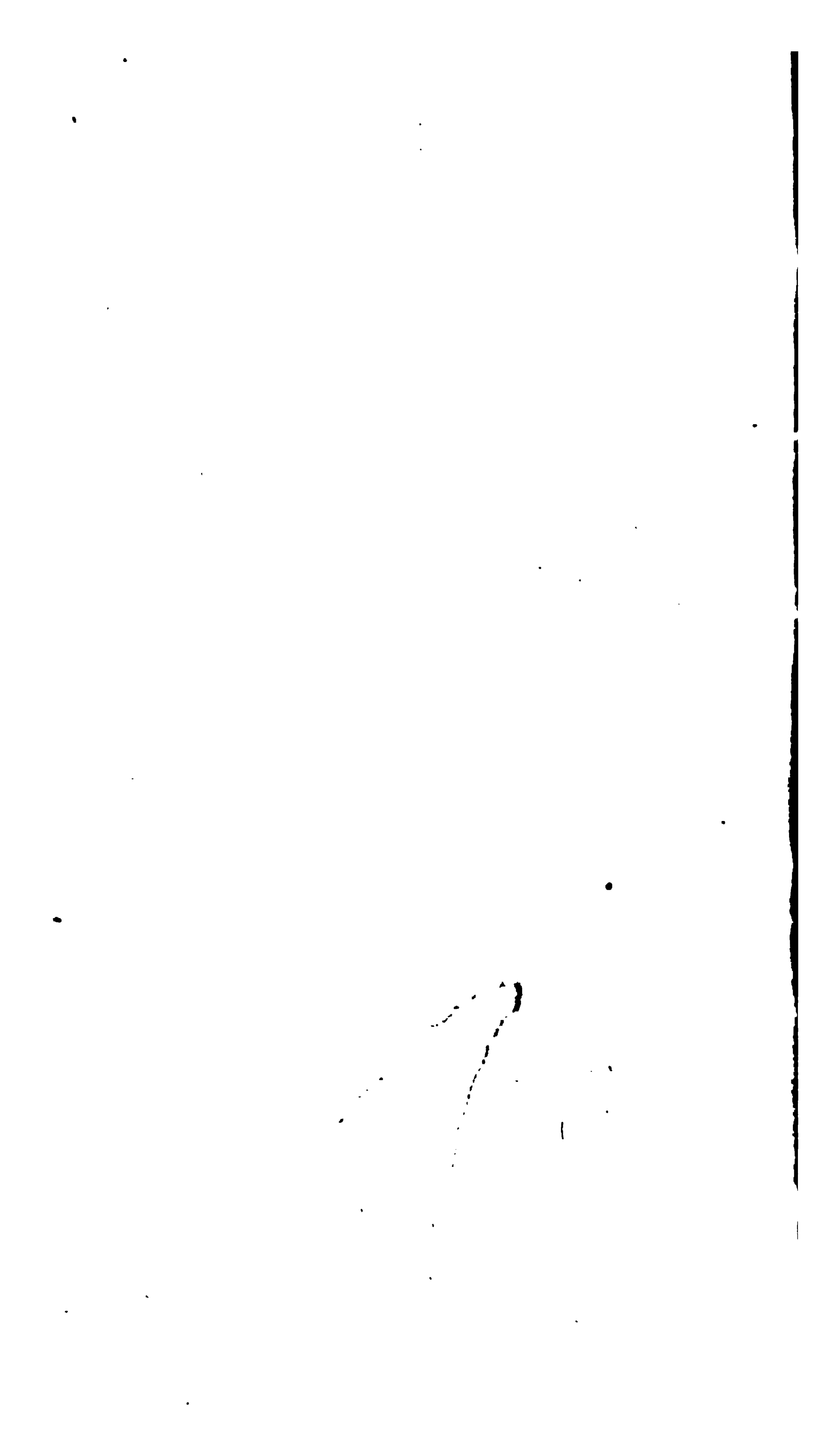
. . . . O! ter, quaterque beati
Quos ante ora patrum, Trojæ sub mœnibus altis
Contigit oppetere . . . .

TOME TROISIÈME.

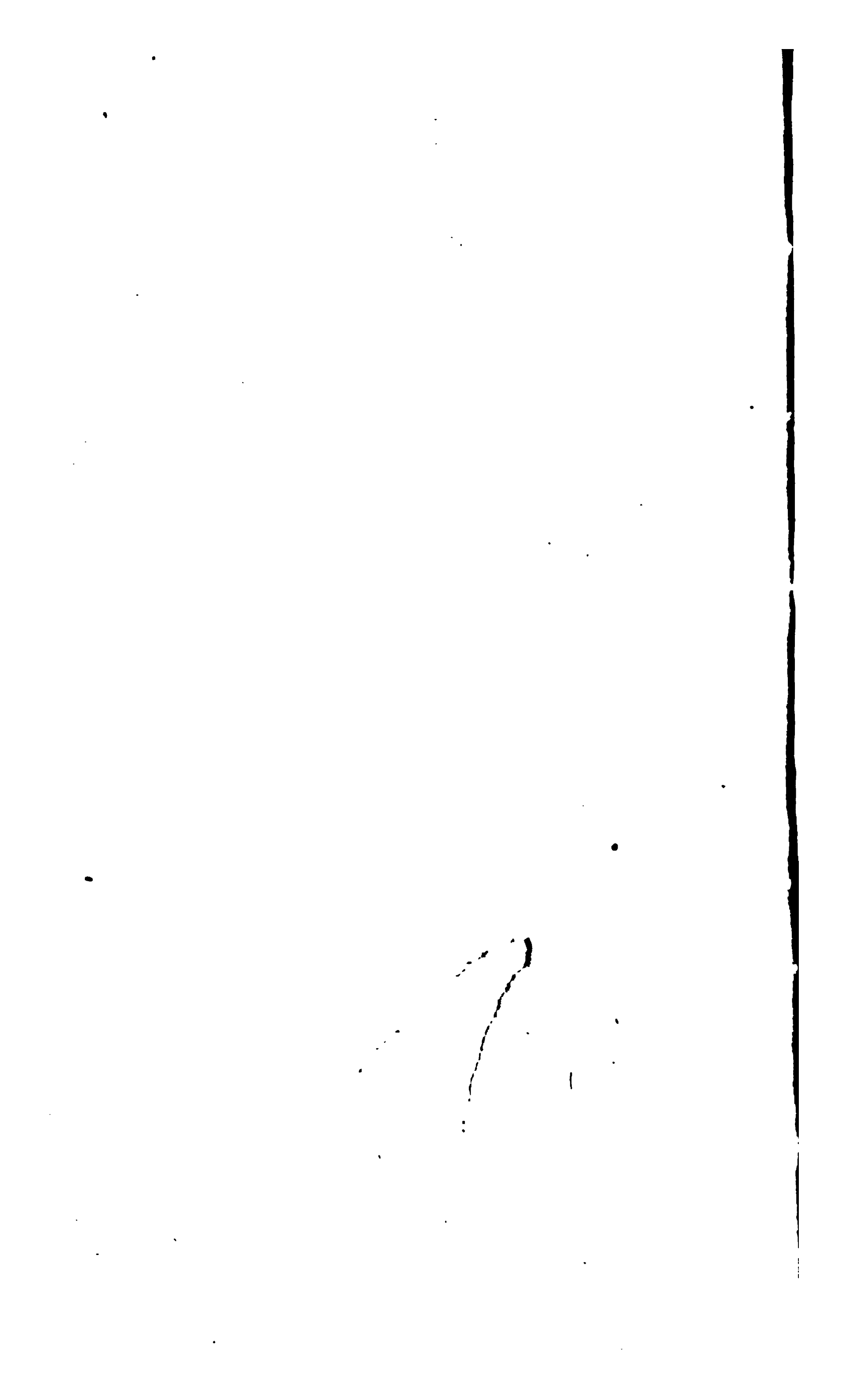


PARIS,
CHEZ AVRIL DE GASTEL, LIBRAIRE,
BOULEVART BONNE-NOUVELLE, N° 35.
ET CHEZ PONTHIEU ET Cie, LIBRAIRES,
PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

1826.



HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE.



HISTOIRE
DES CAMPAGNES
DE 1814 ET 1815,
EN FRANCE.

HISTOIRE

DES

CAMPAGNES DE 1814 ET 1815.

CHAPITRE VIII.

Négociations sur le sort politique de Paris. — Situation de cette capitale et de la France. — Entrée des coalisés à Paris. — Revolution préparée dès la fin de 1813. — Situation des coalisés à l'égard de la France.

Le sort politique de la capitale et celui de la garde nationale n'ayant pas été réglés par la convention militaire, une députation, composée des deux préfets, de quelques membres du conseil municipal et de trois officiers de la garde nationale, se rendit encore dans la nuit au quartier général ennemi. Les coalisés promirent la conservation de la garde nationale, des musées, des monumens publics et des institutions civiles.

Plusieurs considérations les engagèrent à cette condescendance, dont la France n'est pas tenue de leur savoir beaucoup de gré. Leur but n'était et ne pouvait pas être de rester à Paris, et de continuer, de là, une guerre régulière contre l'empereur Napoléon. Une telle entreprise aurait été la cause immédiate de leur ruine. En s'étendant, leurs armées s'affaiblissaient; en s'éloignant du Rhin, leurs communications devenaient plus difficiles. La population des départemens, qu'ils étaient obligés de quitter et de laisser peu garnis, s'insurgeait et menaçait de les isoler de toutes leurs ressources futures. D'un autre côté, Napoléon, en repassant la Loire, ralliait à lui les dépôts de l'intérieur, qui auraient bientôt pu lui fournir une armée de plus de quatre-vingt mille hommes. Il s'appuyait à l'armée du Rhône, à celle des Pyrénées, à celle d'Arragon, qu'il pouvait faire revenir, et au corps que le général Decaen réunissait dans les environs de Périgueux. La guerre se transportait dans un pays plus difficile, où la supériorité numérique des coalisés devait disparaître devant les combinaisons stratégiques. Nous verrons plus bas une preuve de la répugnance qu'ils avaient à continuer la guerre, après l'occupation de Paris. Les coalisés ne s'étaient décidés à marcher sur la capitale, que d'après l'assurance que leur avaient donné les chefs de la conspiration qui s'était organisée dans le sein du gouvernement. C'était pour diriger et protéger une révolution qu'on leur re-

présentait comme infaillible, qu'ils avaient commis une faute militaire, en entassant toutes leurs forces au centre de la France. Bien loin que la conquête de Paris pût, par elle-même, compenser l'abandon de leurs lignes d'opérations, l'occupation d'une ville de cette étendue, et d'une aussi forte population leur imposait de grands embarras et les exposait à des désastres presqu'inévitables. Ce qu'ils devaient donc chercher à éviter le plus soigneusement possible, était de mécontenter et d'irriter une population qui pouvait leur devenir aussi dangereuse. Il leur fallait, au contraire, pour assurer le succès de la révolution qui se préparait, contre le gouvernement avec lequel ils venaient de traiter et allaient traiter encore; il leur fallait, dis-je, continuer le rôle qu'ils avaient embrassé en passant le Rhin, et se couvrir par les apparences de la générosité. Tous les Français n'étaient pas initiés dans la conspiration qu'ils voulaient favoriser, et la majorité de la nation était loin d'être préparée à un changement de gouvernement fait sous l'influence des étrangers. Le sentiment de l'honneur national l'emportait, malgré les revers qu'on avait éprouvés; et, quelques titres de conciliation ou de respect humain que pût présenter un gouvernement nouveau, il eût été repoussé en le présentant sans préparation. Il convenait donc de laisser, en *apparence*, jouir la capitale de l'exercice de ses droits politiques, afin

de mieux préparer les voies au changement qu'on projetait.

Tandis qu'on négociait à la Villette et à Bondy, l'intérieur de la capitale était livré à une agitation d'autant plus dangereuse qu'il était dans l'intérèt de bien des gens de l'alimenter, afin de profiter des dissentions intestines pour arriver à leur but. Deux partis extrêmes divisaient Paris et toute la France. Bien des écrivains les ont classés en plusieurs divisions. Les napoléonistes, les partisans de la régence, les royalistes constitutionnels et les royalistes féodaux. Ils ont pris les nuances pour le fond. Il n'existe et ne peut exister en France, depuis trente ans, qu'une seule division d'opinions, d'intérêts et de volontés. Tout Français appartient au parti national, à celui qui défend les intérêts et les droits achetés par une révolution sanglante et au prix de tant de sacrifices, que toutes les institutions ont consacrés, et que la Charte même a garantis; ou il appartient au parti des intérêts féodaux. Toute nuance intermédiaire doit nécessairement reposer, par sa base, sur un de ces deux extrêmes. Vouloir créer un milieu entre ces deux principes, dont l'un exclut nécessairement l'autre, ne saurait être qu'une illusion dangereuse. Il n'est point de terme moyen dans une question qui se réduit à ce peu de mots : Les intérêts féodaux doivent-ils être rétablis ou non?

C'est donc sous ce point de vue seul, qu'il faut

considérer l'état politique de la France, ou plutôt de la ville de Paris. Le premier parti se subdivisait en apparence en deux nuances d'opinion. Les uns se regardaient comme obligés, par un sentiment d'honneur, de rester attachés au souverain que la France avait reconnu et de le défendre contre les corps du sort et surtout contre ceux de l'étranger. D'autres pensaient devoir mettre un terme aux maux de la patrie, en consentant à l'exclusion que les coalisés voulaient donner à la personne de Napoléon; mais les uns et les autres voulaient à tout prix conserver les institutions fondées au milieu de trente années de troubles, de guerres et de sacrifices de tout genre. Le parti des intérêts féodaux était au contraire uni d'intention et d'action. Il ne pouvait pas vouloir la conservation d'une dynastie qui avait bien à la vérité recréé une aristocratie, mais sur des bases qui excluaient à jamais le retour de la féodalité. Il se rattachait à la maison de Bourbon, dans l'espérance de parvenir, par son rétablissement, à renverser d'un seul coup tout l'édifice constitutionnel. Jamais l'idée qu'un Bourbon pût se présenter à la nation, en garantissant par un nouveau pacte fondamental les institutions qu'ils voulaient détruire, ne s'offrit aux hommes féodaux. Ce n'est pas ainsi qu'ils entendaient le mot restauration. Ils ne s'aveuglaient pas sur la résistance que pourrait leur opposer la masse de la nation, mais ils comptaient sur la coopération des armées ennemies pour la vaincre. Aussi

voulaient-ils se hâter d'en profiter pour atteindre leur but, avant que ce secours ne leur échappât.

Tandis que les citoyens attachés à leur patrie, et au nouvel ordre de choses, attendaient avec anxiété, il est vrai, mais dans une résignation calme, le développement de la crise qui se préparait, les partisans de la vieille monarchie s'efforçaient de donner le signal d'un mouvement dans leur sens. Ils savaient bien que le prince de Bénévent et les quatre collègues qu'il s'était donné, travaillaient au rétablissement des Bourbons; mais ils n'ignoraient pas que ces cinq chefs avaient jugé que ce rappel pourrait encore éprouver bien des obstacles, s'il était présenté brusquement, et qu'il fallait y préparer la nation, en le faisant précéder par une forme constitutionnelle et accompagner par une *garantie immuable* pour les intérêts consolidés par la révolution. Tel n'était pas leur but; tout ce qui s'écartait du rétablissement de l'ancien ordre de choses, ne pouvait pas leur convenir. Les coalisés allaient entrer à Paris; quelques-uns professaient encore les mêmes principes qu'à Pilnitz, et ces principes étaient basés sur la destruction de tout ce que la révolution avait créé. Rassurés par ces dispositions qui leur étaient connues; encouragés par les promesses et les exhortations de quelques hommes puissans, parmi les étrangers; enhardis par cent mille bayonnettes étrangères, qu'ils croyaient prêtes à les soutenir, ils résolurent de tenter la fortune. Ils se berçaient

de l'espoir que le peuple, saisi de crainte et de respect à leur vue, allait les suivre et qu'ils amèneraient, non pas la restauration, qu'ils ne voulaient pas seule, mais la contre-révolution.

Les plus impatiens d'entr'eux, dès qu'ils surent que les barrières étaient occupées par les troupes coalisées et que les têtes de colonnes y étaient, c'est-à-dire vers onze heures du matin, s'élancèrent sur la place de la Concorde et de là remontèrent les boulevarts, agitant des drapeaux et criant, *vivent les Bourbons*. Cette acclamation, que devait répéter plus tard la nation française, ne pouvait pas alors avoir une signification rassurante, dans la bouche de ceux qui la proféraient. Le peuple était trop éclairé pour ne pas saisir l'intention de ceux qui se mettaient ainsi en avant, et pour ne pas juger que, s'il devait recevoir un nouveau gouvernement, ce changement devait se faire par des voies légales et non pas au caprice d'une cinquantaine d'individus sans autorité reconnue; il attendait d'ailleurs des garanties que ne pouvaient lui donner des hommes, qui ne représentaient aucun pouvoir constitué et dont les opinions étaient contraires au vœu général de la nation. Excepté d'un petit nombre de leurs amis ou de leurs dépendans, qu'ils mêlèrent dans les rangs du peuple, aucun signe d'adhésion ne vint se joindre à leurs cris. Déconcertés par le calme froid et par le silence concentré de la masse du peuple, maltraités quelquefois par des groupes

plus exaltés, arrachés aux plus grands dangers par la prudence de la garde nationale, leur tentative menaçait de finir par une catastrophe sanglante, pour eux, lorsque l'entrée des troupes coalisées en appelant l'attention publique sur un autre point, fit manquer leur mouvement révolutionnaire.

Les troupes coalisées qui entrèrent dans Paris vers onze heures du matin, furent les gardes russes et prussiennes et les réserves. Elles défilèrent depuis la porte Saint-Martin, le long des boulevarts, jusqu'aux Champs-Élysées. Nous ne répéterons pas le détail de toutes les scènes d'acclamations dont les souverains coalisés furent l'objet et que partagèrent leurs armées. Ce récit, étranger au présent ouvrage, ne serait que la répétition de ce qu'on a pu dire dans d'autres histoires; d'ailleurs on doit déjà les connaître par les différens ouvrages qui ont paru jusqu'à ce jour et qui ont décrit fort au long les événemens intérieurs de Paris, pendant cette journée, en même temps qu'ils nous ont donné une liste exacte de tous les noms qui y ont figuré. La part du mérite et de la réputation de chacun est faite et assurée. Les réclamations et les discussions ont éclairé ce qui pouvait être douteux; il est donc inutile de revenir sur cet objet.

Mais une révolution de baloons et de mouchoirs n'était pas ce que demandaient les coalisés. Elle ne pouvait pas remplir l'objet qui les avait appelés à Paris; elle ne pouvait pas leur offrir les

garanties, qui étaient nécessaires pour leur sûreté. Le parti exagéré auquel appartenaient ceux qui s'étaient mis en avant, était d'une faiblesse trop disproportionnée, pour donner de la stabilité au changement total qu'ils voulaient opérer. Leurs projets étaient trop en opposition avec la masse de la nation, pour qu'un mouvement dans leur sens ne dût pas causer une scission, qui, en dévoilant leur faiblesse, qu'elle mettait en évidence, amènerait la catastrophe que les coalisés avaient voulu éviter; cette catastrophe était un soulèvement général en France. L'apparition inattendue d'un signe aboli depuis vingt-cinq ans, et qui se présentait sans qu'on y fût préparé, avait déjà causé, dans la masse du peuple, une impression qui n'avait pu échapper aux coalisés, et dont les effets auraient pu être menaçans, si d'autres causes ne l'avaient empêché. Mais l'aspect du signe de ralliement des troupes de la coalition, de ce mouchoir blanc, qui n'avait pas été pris sans motif, contint l'expression du mécontentement. Les cocardes et les mouchoirs blancs dominaient sur le passage des souverains coalisés, mais des renseignemens plus certains leur annonçaient, que les emblêmes tricolores paraissaient à peu près unanimement partout ailleurs. Ils ne prirent donc aucune part active à tout ce qui se passait sous leurs yeux, et attendirent, pour se décider, le résultat de leur première conférence avec le prince de Bénévent et ses collègues.

Le comte de Nesselrode, ministre de l'empereur de Russie, était déjà chez le prince de Bénévent, où son souverain devait aller loger. Dès le matin il avait été envoyé près du chef du comité de Paris et du directeur du mouvement qui se préparait, et qui avait amené les coalisés au terme avantageux où ils se trouvaient. Là furent proposées les bases, et discutés les résultats de la conférence, qui devait avoir lieu quelques heures plus tard. Dès long-temps le prince de Bénévent, profitant des liaisons que ses emplois diplomatiques lui avaient fait contracter, était entré en correspondance avec les cabinets étrangers. Il leur avait fait entrevoir la possibilité d'arriver à la déposition de l'empereur Napoléon, en poussant la guerre à outrance contre la France. La nation, fatiguée des guerres continuelles, où une série de coalitions l'avaient entraînée, désirait sincèrement la paix, et aurait sans doute fait les plus grands sacrifices ou les plus généreux efforts pour y parvenir. C'étaient ces efforts qu'il fallait paralyser, et même retourner contre le gouvernement impérial, pour hâter la dissolution de l'empire. Un seul et même moyen conduisit à ce double but. Les coalisés, cachant soigneusement leurs projets, s'annoncèrent comme les amis de la nation française, dont ils séparèrent la cause de celle de son chef. Ils parsemèrent tous leurs manifestes des grands mots de droits des peuples, d'indépendance des nations, de liberté et de bonheur. Aujourd'hui toutes ces

expressions ont reçu leur véritable signification; alors bien des gens leur donnaient encore une valeur effective. Les hommes les plus éclairés, les patriotes les plus fermes et les plus courageux, ne se laissèrent ni ébranler par un danger, que la crainte seule pouvait rendre réel, ni tromper par des protestations. Ils virent le piége que la politique tendait à la nation, ils sondèrent la profondeur de l'abîme où une confiance imprudente pouvait la plonger. Malheureusement la multitude fut ébranlée, moins peut-être encore par des protestations, que le simple instinct national faisait accueillir avec méfiance, venant d'une main ennemie, que par les intrigues intérieures qui, se couvrant encore du manteau patriotique, se limitaient, pour l'instant, à la chûte de Napoléon. La malheureuse et imprudente scission entre le corps législatif et le gouvernement, vint sourire aux projets qui se mûrissaient. La nation, qui n'avait pu méconnaître dans l'expression publique des sentimens de ses représentans, les accens du patriotisme, fût frappée de stupeur. De là cette espèce d'inertie, qui causa un si funeste retard dans les préparatifs de défense de Napoléon.

Les coalisés, avertis de ces dispositions intérieures, hâtèrent le passage du Rhin. Mais la lenteur et l'incertitude de leurs mouvemens, et les fautes de la plupart de leurs généraux, leur firent bientôt reperdre les avantages d'une première victoire. Les grandes qualités stratégiques que dé-

ploya Napoléon, et qu'on ne peut lui contester, leur firent perdre tout le mois de février. Le poids de leur occupation, et plus que tout le pillage et les dévastations de leurs troupes, irritaient le peuple français. Loin de les recevoir en amis, la population des départemens s'insurgeait de toutes parts. Enfin, les derniers jours de mars les trouvèrent aussi peu avancés que les premiers jours de février. C'est dans cet état d'incertitude, mesurant les dangers qui croissaient autour d'eux et commençant à reculer devant les conséquences, que le dernier message les décida à se hâter d'arriver à la capitale. Les conjurés, craignant eux-mêmes un accident fortuit, que pouvait amener un plus long retard, et qui les aurait entraînés à une perte certaine, employèrent tous leurs moyens de persuasion pour décider les coalisés à venir à leur secours. Il paraît qu'ils étendirent la garantie des succès qu'ils promettaient, un peu au-delà de la réalité. Du moins les tergiversations des coalisés, dont nous rendrons compte plus bas, semblent démontrer qu'ils ne les trouvaient pas suffisans.

Le prince de Bénévent s'associa d'abord deux sénateurs; le général Beurnonville et le général Jaucourt: le duc de Dalberg et l'abbé de Montesquiou, furent admis ensuite dans le comité directeur, dans lequel entrèrent également l'abbé de Pradt et l'abbé Louis. Mais les cinq premiers doivent être considérés comme les principaux chefs. Parmi les agens qu'ils employèrent, pour corres-

pondre avec les coalisés, les plus remarquables furent M. Laharpe et M. de Vitrolles, dont le dernier fut cependant le plus actif et le plus persévérant. M. de Pradt nous apprend que ce fut lui qui, *muni des moyens de se légitimer*, décida enfin les coalisés et fixa leur irrésolution (*). Une trentaine de sénateurs et environ quatre-vingts membres du corps législatif, étaient restés à Paris depuis la prorogation de ce dernier corps. Quelques-uns avaient été mis dans le secret de la conjuration, d'autres étaient restés, soit pour se trouver à portée du théâtre d'une crise, dont la possibilité se faisait entrevoir, soit appelés par leurs affaires, soit parce que leurs départemens étaient occupés par l'ennemi. Cette minorité, que la dissolution du corps législatif et l'absence de la régente laissait sans titre légal. était le moyen dont le prince de Bénévent avait résolu de se servir, pour accomplir ses desseins. Lorsque les barrières de Paris furent ouvertes aux coalisés, le comte de Nesselrode se hâta, ainsi que nous l'avons vu, de se rendre auprès du prince de Bénévent, afin de concerter les premières mesures à prendre. Le moment était pressant; l'arrivée subite de l'empereur Napoléon, pouvait, d'un instant à l'autre, changer la situation des affaires. Il fallait, sans retard, prendre des mesures décisives, et il fallait se garder d'en prendre d'imprudentes. Quoique

(*) Récit historique de la restauration, page 61.

constans dans leur dessein de priver Napoléon du trône de France, les souverains coalisés avaient trop de jugement pour se laisser éblouir par des illusions; et les promesses imprudentes, que leur faisaient des hommes aveuglés par l'impatience de leurs désirs, n'étaient pas autre chose. Ils avaient assez pu apprécier, soit par eux, soit par leurs agens directs, la véritable opinion de la nation française, pour ne pas se convaincre que le retour à l'ancien ordre de choses, tel qu'il était avant la révolution, était impossible. En heurtant ouvertement les vœux, disons mieux, la volonté de la nation française; ils renversaient dans ses fondemens même, l'édifice qu'ils voulaient élever. Au lieu d'avoir conquis la capitale d'un gouvernement, qu'ils entendaient reconstruire sur d'autres bases et sous leur influence; ils se trouvaient chargés de la garde d'une population aussi nombreuse que mécontente, au milieu d'une nation irritée et menaçante. Ce n'est donc qu'à ce motif de prudence personnelle qu'il faut attribuer l'intercalation des mots : *bonheur de l'Europe, grandeur et force de la France, et constitution qui conviendra au peuple Français et qu'il se donnera*, qu'on a vu figurer dans leur déclaration du 31 mars. Ils y paraissent assez bizarrement, par leur comparaison avec l'aveu sincère de l'un d'eux, qui convint *qu'ils avaient vingt ans fait la guerre aux principes constitutionnels* (*).

(*) Réponse de l'empereur d'Autriche au sénat, le 14 mars 1814.

Trois partis se présentaient à la coalition. Celui d'exclure du trône la personne de l'empereur Napoléon, en y conservant son fils sous la régence de la mère. D'exclure toute la famille de Napoléon, en la remplaçant par une dynastie française ou étrangère. De rappeler la maison de Bourbon. Le premier parti pouvait peut-être convenir aux intérêts du gouvernement autrichien, qui aime assez à porter sa main où il peut. L'espoir d'établir une régence autrichienne en France, pouvait sourire au cabinet de Vienne et à l'ambition de quelques individus, qui auraient pu espérer de servir de tuteurs à une femme sans expérience et sans capacité pour les affaires, et que ses inclinations auraient toujours portée vers l'Autriche. Mais ce parti aurait été le pire qu'on pût prendre, pour la tranquillité de la France et de l'Europe. La domination des conseillers étrangers d'une régente étrangère elle-même; l'influence de l'oligarchie autrichienne et le secours qu'elle aurait prêté au parti féodal en France, pour essayer d'effacer jusqu'à la trace des institutions constitutionnelles: tout aurait tendu à plonger la France dans une crise terrible, qui aurait réagi sur l'Europe. Enfin rien ne garantissait que Napoléon ne pût revenir et enlever sans efforts une autorité éventuelle à sa femme et à son fils presque au berceau. Le second parti méritait un mûr examen et pourtant il est probable que la Russie, et par conséquent la Prusse, y auraient prêté l'oreille, si le prince

de Bénévent et ses collègues ne s'étaient hâtés d'y opposer des objections.

On mit en avant que l'opinion publique repousserait toujours un prince étranger, et que sa présence devenant un sujet de mécontentement de plus, hâterait une guerre civile au lieu de l'éloigner. Il n'y avait alors que deux Français qui pussent être mis sur les rangs. Mais l'un tenait lui-même à la dynastie qu'on voulait déposséder, et la dernière objection opposée au projet de régence, se reproduisait contre lui. L'autre, bien loin de tenir à cette dynastie, avait toujours été en opposition avec l'empereur Napoléon. Son nom se rattachait à une belle époque de notre histoire moderne; à celle où nos citoyens armés pour la défense de la patrie, repoussaient les efforts de ses ennemis, les terrassaient et les forçaient de reconnaître l'indépendance de la nation. Ses opinions politiques comme général français, sa conduite à l'égard de la nation qui l'avait adopté et l'avait placé sur les premières marches du trône; enfin le libéralisme qu'il avait déployé depuis lors, semblaient se présenter comme des garans, que, loin de porter atteinte aux institutions que la France voulait conserver, il y consoliderait la monarchie constitutionnelle. C'est à cette occasion que des témoins dignes de foi assurent que l'empereur Alexandre, témoin des hésitations que causaient quelques-unes des propositions qui furent discutées, s'écria: que ne prenez-

vous Bernadotte? On y opposa, dit-on, l'opinion publique qui le repousserait parce qu'il avait porté les armes contre la France. La vérité historique exige que cette allégation soit examinée avec impartialité. Appelé sur les marches du trône par les voeux d'une nation libre, dont le choix ne fut décidé que par ses vertus civiques et ses talens militaires, quelle est à sa place, le patriote même le plus rigide, qui n'aurait pas accepté? Lorsqu'il eut accepté, lorsqu'il se fut imposé tous les devoirs qu'entraînait cette acceptation, lorsqu'il fut devenu Suédois, en un mot, pouvait-il trahir la nation à laquelle il appartenait? C'est dans la solution de ces deux questions qu'on peut seulement trouver les bases d'un jugement impartial sur sa conduite. Des motifs politiques, pris dans la divergence des intérêts personnels des coalisés, militaient pour et contre ce second parti. Il serait inutile de vouloir révoquer en doute le désir bien légitime, que devait avoir l'empereur Alexandre, de voir remonter son neveu, le fils du dernier Gustave, sur le trône de ses pères. A ce vœu, né des liens mêmes de la parenté, devait nécessairement se joindre l'intérêt politique de la Russie, qui doit chercher à se soustraire, autant qu'il est en elle, aux entraves que lui susciteront toujours ses rivaux dans le commerce de la mer Baltique. Quoi qu'on ait voulu dire depuis, jamais il n'a pu entrer dans les plans de l'empereur Alexandre de déposséder par la force le roi de Suède actuel; la

loyauté de son caractère y mit un obstacle invincible. Mais lui donner en échange une couronne plus belle, n'était pas le déposséder. Il nous suffit d'avoir exposé les motifs politiques qui pouvaient alors parler en faveur du prince royal de Suède, pour que nous puissions nous dispenser de développer ceux que l'Angleterre avait de s'opposer à ce qu'il fût mis sur les rangs. Ils sont absolument contraires.

Ces deux partis écartés, il ne restait plus que celui de rappeler la maison de Bourbon. Ici commençait la dissidence entre le comité du prince de Bénévent et les royalistes exclusifs. Nous avons déjà vu quels étaient leurs projets. Le prince de Bénévent et son comité connaissaient et devaient assez bien connaître la France, pour savoir que la garantie positive et irrévocable des droits et des intérêts créés par la révolution étaient une base dont il était impossible de s'écarter, sans de grands dangers, en rappelant l'ancienne dynastie. De grands préjugés et des méfiances difficiles à vaincre s'opposaient à son rétablissement. Une déclaration franche et loyale pouvait les écarter, en ce qui regardait la personne du prince, que l'ordre de la succession appelait au trône. La France ne repoussait pas un Bourbon assis sur un trône constitutionnel; mais elle craignait la plus grande partie de ceux qui allaient rentrer avec lui. L'opposition constante à toute idée constitutionnelle, qui les avait empêchés de rentrer en

France, même lorsque les formes républicaines avaient fait place à un gouvernement monarchique, présageait celle qu'ils opposeraient, dès leur retour, à la marche d'un gouvernement constitutionnel. Toutes les personnes douées de quelque jugement, même dans les rangs du peuple, craignaient les troubles et les déchiremens que pouvaient produire leurs efforts, pour renverser un ordre de choses contraires à leur vœux et à leurs opinions. Ils n'avaient fait, pour la plupart, le sacrifice de vingt-cinq ans d'exil, que pour voir la monarchie rétablie sur ses bases féodales, et pour reconquérir leurs biens, leurs places, leurs pensions et leurs droits féodaux. Ces prétentions rendues actives par leur présence et appuyées par l'autorité, qui allait tomber dans leurs mains, étaient de nature à compromettre la tranquilité publique, en menaçant et les citoyens du retour des priviléges onéreux et abusifs, et les propriétaires des bien nationaux de la perte de leur fortune.

Telles étaient les difficultés que le prince de Bénévent et ses collègues entreprirent de surmonter. Avec de la bonne foi et l'intention réelle du bien, elles étaient loin d'être invincibles, malgré la fausse position où se trouvaient ceux qui s'étaient chargés de la solution du problème. Nous verrons comment ils s'en tirèrent.

CHAPITRE IX.

Première conférence de Talleyrand avec les princes coalisés. — Proclamation de ces derniers. — Déchéance de Napoléon. — Gouvernement provisoire. — Napoléon arrive devant Paris. — Réorganisation de l'armée française. — Mouvemens des deux armées.

CEPENDANT l'empereur de Russie, le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche, représenté par le prince de Schwarzenberg, après avoir vu défiler leurs troupes, étaient descendus chez le prince de Bénévent. Le comte de Nesselrode, le comte Pozzo di Borgo et le prince de Lichtenstein y étaient déjà, ainsi que le prince de Bénévent et ses quatre collègues. L'abbé de Pradt et l'abbé Louis y furent appelés et la conférence s'ouvrit. Ainsi qu'il était facile de le prévoir, les résultats de la conférence furent conformes aux désirs de ceux qui l'avaient provoquée. En effet les coalisés, dès le commencement de cette campagne, *avaient fixé leur attention sur MM. Talleyrand et Dalberg*, comme

étant à leurs yeux *les mieux informés de la situation ultérieure de la France* (*). Il en résultait qu'ils devaient s'en rapporter entièrement à eux, et les en croire implicitement dans tout ce qu'ils diraient sur la tendance générale de l'opinion publique. Ils persuadèrent donc facilement aux coalisés que le vœu de *la France entière* repoussait l'empereur Napoléon et rappelait les Bourbons. Ils furent cependant obligés d'avouer, que ce vœu était accompagné de la volonté formelle de voir tous les intérêts garantis par une constitution. Ici se rencontrait un écueil qui aurait pu renverser la base la plus essentielle de l'édifice qu'ils voulaient élever, si les coalisés avaient été dans l'intention de présider eux-mêmes et de consolider l'établissement d'une monarchie constitutionnelle. D'abord il aurait fallu qu'ils convocassent un parlement national, afin d'imprimer un caractère vraiment légal au pacte constitutionnel, qu'ils voulaient donner à la nation, en rappelant la maison de Bourbon, et pour lequel ils n'avaient ni titre ni mandat. Mais ils n'ignoraient pas que s'ils s'avisaient de convoquer ce parlement, il ne pourraient plus le dirige à leur gré. Un pacte fondamental, rédigé par les délégués libre de la nation, serait devenu inviolable et même inattaquable, étant placé sous la garantie de la nation, en même temps que des coalisés, et aucune modification ne pouvant y être

(*) M. de Pradt, ouvrage cité, page 30.

faite que dans les mêmes formes, ils se trouvaient engagés au-delà de leur volonté. Ils ne purent cependant pas échapper aux conséquences du vice légal de celui qu'ils construisirent eux-mêmes. Il tomba, parce qu'il n'émanait d'aucune autorité compétente, et il fut remplacé par un nouveau, qui doit porter en lui-même le caractère de l'inviolabilité. Car non-seulement un pacte quelconque est obligatoire pour celui qui le propose; mais dès le moment qu'il est accepté, il devient encore plus inviolable de la part de son auteur, que s'il avait été conclu d'un consentement mutuel.

Pour tourner cette difficulté, en sauvant toutefois les apparences, le prince de Bénévent et ses collègues avaient un moyen tout prêt. Il consistait dans ce fantôme sans titre et sans mission qu'ils intitulèrent sénat et corps législatif. Ayant donc déclaré aux souverains coalisés que le seul parti avantageux auquel on pût s'arrêter, était le rappel des Bourbons avec une constitution, ils y ajoutèrent qu'à cette condition le sénat, le corps législatif et la municipalité de Paris, se déclareraient sans difficulté. Ils promirent également que le vœu de ces premières autorités entraînerait infailliblement le peuple et l'armée. Cette apparence de légalité parut aux coalisés plus conforme à leurs intérêts, en ce qu'ils paraissaient ne pas s'écarter du sens de leurs déclarations antécédentes. Il fut donc convenu que la révolution se ferait dans le sens et sous la forme qu'avait indiquée le prince

de Bénévent. Mais ce dernier avait remarqué quelques hésitations parmi les coalisés. La défense opiniâtre de l'armée devant Paris, et la part que la garde nationale y avait *volontairement* prise; l'insurrection de presque tous les départemens de l'Est; l'éloignement, ou pour mieux dire, l'aversion que les Français leur témoignaient partout, avaient fait naître parmi les coalisés, et sur le succès des projets du prince de Bénévent, quelques doutes qui ne lui échappèrent pas. Il résolut donc, pour faciliter et consolider son propre ouvrage, de se faire donner des garanties. Il n'en avait personnellement pas besoin, pour lui ni pour ses collègues; les souverains coalisés, dès leurs premières relations, *avaient poussé l'attention jusqu'à pourvoir à leur avenir, s'il eût été compromis par l'issue des événemens* (*). Mais il la crut nécessaire pour assurer le succès de la révolution en satisfaisant les mécontens, en même temps qu'elle ôtait tout espoir à ceux qui étaient disposés à se laisser intimider.

Le prince de Bénévent exposa donc, que la déclaration qu'allaient faire le Sénat et le corps législatif, devant les engager sans retour, il fallait réciproquement que les souverains coalisés s'engageassent à ne plus traiter avec Napoléon ni avec sa famille. Cette demande fut trouvée juste, et on rédigea, séance tenante, une proclamation, que

(*) M. de Pradt, ouvrage cité page 71.

le prince de Bénévent se hâta de faire imprimer et afficher dans tout Paris (*). Cette pièce intéressante et peut-être unique dans les annales de l'Europe, commence par annoncer que les souverains coalisés accueillent le vœu de la France. Jusqu'alors cependant la France n'était représentée que par M. de Talleyrand et ses cinq ou six collègues; mais les faits ont redressé le vice d'expression, puisque la France a sanctionné, par son acceptation, la révolution du 31 mars. On y trouve les phrases que nous avons déjà citées, et qui sont relatives à la *grandeur* et à *la force* de la France, et à la constitution *qu'elle doit se donner*. Elles suivent la déclaration de ne pas traiter avec Napoléon, ni avec sa famille, qui avait été promise au prince de Bénévent. Nous verrons plus bas combien peu il s'en fallut que cette déclaration ne fût illusoire, et que les princes coalisés ne fissent la paix avec celui-là même qu'ils avaient exclu de toute négociation. On peut donc se demander pourquoi ils ont consenti à s'imposer une obligation, qu'ils pouvaient se trouver forcés de violer par des circonstances majeures et irrésistibles. Enfin on voit avec peine, dans une acte fait pour appeler la confiance de la nation française, une réticence qui n'est employée que pour couvrir, s'il se peut, la transition qui a changé la déclaration de Francfort dans le traité de Paris.

(*) *Pièces justificatives*, n° XXXV.

Nous passerons sur les détails relatifs à la police des spectacles, où les souverains assistèrent; mais nous ne pouvons passer sous silence une anecdote assez piquante et que nous croyons unique dans l'histoire. Le 31 mars, on voulait faire jouer à l'opéra, en l'honneur des souverains alliés, dont les armées, après avoir dévasté la France, étaient entrées à Paris sur les corps sanglans de ses vaillans défenseurs, *le Triomphe de Trajan*.... L'empereur de Russie trop délicat pour nous comparer à des Daces, et fait pour des louanges plus honorablement choisies, refusa et demanda une autre pièce.

Le 1er avril, les trente membres du sénat qui se trouvaient à Paris, se réunirent à la convocation du prince de Bénévent, dans sa qualité de *vice grand Electeur*. Ce dernier, après les avoir entretenus du sentiment de leur liberté, au milieu des armées étrangères, les engagea à venir au secours d'un peuple *délaissé*. Il termina par l'invitation, qu'ils durent trouver neuve, de s'occuper du salut de l'état; mais ce n'était que pour nommer un gouvernement provisoire. La liste des membres, qui devaient le composer, leur fut présentée, et ils les nommèrent sur-le-champ. Ce gouvernement provisoire fut chargé non-seulement de pourvoir aux besoins de l'administration, mais encore de présenter au Sénat de Paris, un projet de constitution qui pût convenir au peuple français. On voit que les sénateurs allaient assez

vite en besogne et qu'ils sautaient à pieds joints par dessus tous les principes constitutionnels, pour avoir plus vite une constitution. Le 2 avril, les souverains coalisés voulurent faire prendre la cocarde blanche à la garde nationale. Le comte de Nesselrode ministre de l'empereur de Russie, fut chargé de le notifier. Mais six chefs de Légion ayant déclaré que leurs corps n'y consentiraient pas, et les six autres étant d'un avis partagé, la prudence obligea les coalisés à renoncer à l'exécution d'un ordre qui était dans le fait contraire à leur proclamation, où ils prenaient l'engagement de ne pas se mêler de la constitution intérieure de la France.

Le 3, le sénat ayant achevé de prendre possession, par ses agens, de toutes les branches de l'autorité, s'occupa du grand objet de terminer la révolution, dont il se croyait le chef et n'était que l'instrument. Les deux jours précédens avaient été employés, par le prince de Bénévent, à s'ouvrir des intelligences dans l'armée et à préparer des défections parmi les chefs. La principale de toutes était déjà négociée et convenue. Enfin s'étant assuré les moyens de désorganiser l'armée, en privant Napoléon de la plus grande partie de ses généraux, il se crut en état de porter le dernier coup. Dans la séance de ce jour, le sénat prononça la déchéance de Napoléon, abolit le droit d'hérédité dans sa famille et délia le peuple et l'armée du serment de fidélité envers lui. Le préambule

de ce dernier sénatus-consulte posait deux principes qui leur sont sans doute échappés, dans la précipitation avec laquelle ils marchaient à leur but. Le premier est que, dans une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution et du pacte social. Le second, que la violation des constitutions entraîne la déchéance du souverain qui les viole. On y a universellement applaudi lorsqu'ils ont été appliqués à l'empereur Napoléon. A-t-on bien réfléchi aux conséquences de leur admission en pratique, comme principes fondamentaux du droit public? ou les hommes revêtus du pouvoir se croient-ils à l'abri des dangers, qui ont menacé ou renversé leurs semblables?

Mais cette aberration n'est pas la seule dans laquelle se laissa entraîner l'assemblée qui prit l'arrêté du 3 avril, et qui, sans mandat et sans pouvoir légal, a dépassé les bornes que se serait imposées une assemblée composée des vrai mandataires du peuple. Ou les sénateurs réunis au Luxembourg croyaient être le sénat de l'empire, ou ils ne le croyaient pas. Dans ce dernier cas, qu'étaient-ils pour décider des questions aussi graves? Dans le premier, ils auraient au moins dû voir, que l'acte qui abolissait la constitution de l'an 12, abolissait même en même temps le sénat. Il fallait donc y ajouter une disposition qui convoquât sur-le-champ une assemblée nationale, chargée de reconstruire le gouvernement et de

dresser un acte constitutionnel. Le vice-président, trois secrétaires et quelques membres du corps législatif, prirent aussi un arrêté d'adhésion à ce sénatus-consulte. En présentant l'arrêté législatif individuellement aux législateurs qui étaient à Paris, on parvint en quelques jours à y réunir quatre-vingts signatures. Dans la même séance du 3 avril, le sénat prit un arrêté qui licenciait les levées en masses, les conscrits, et les *bataillons de nouvelles levées*. On savait bien qu'on ne ferait pas déserter de vieux soldats, mais on savait aussi que les conscrits se laisseraient entraîner facilement à abandonner leurs drapeaux.

Nous avons quitté l'empereur Napoléon le 30 mars, se rendant en hâte et à franc-étrier à Fontainebleau. Arrivé dans cette ville, il se jeta dans une voiture et continua sa route sur Paris, suivi seulement du prince de Neufchâtel, et du duc de Vicence. En arrivant à la Cour de France, le 31, il rencontra la cavalerie du général Belliard, qui était en tête de colonne des corps des maréchaux, et il apprit, non sans étonnement et sans indignation, les événemens de la veille. Il eut avec le général Belliard une assez longue conversation, sur ce qui s'était passé. Nous nous contenterons d'en faire ressortir les traits principaux. Il en résulte les faits suivans; l'intention de Napoléon avait été qu'on mît en mouvement la garde nationale, et par conséquent qu'elle fût armée, et qu'on lui confiât la défense des ouvrages de fortification, pen-

dant que l'armée aurait combattu en avant. Le ministre de la guerre avait reçu l'ordre de faire élever ces fortifications, et de les garnir d'artillerie ; Napoléon croyait même qu'il y en avait deux cents pièces à Paris. Montmartre devait être converti en une citadelle, et armé de pièces de gros calibre. Avec ces moyens de résistance, sur lesquels il croyait pouvoir compter, ainsi que sur la bonne volonté de la garde nationale, il avait pu se flatter que Paris tiendrait plus d'un jour, et qu'il aurait le temps d'y arriver. La comparaison qu'il fit entre les ordres qu'il avait donnés et leur exécution, et l'aveu que fit le général Belliard, que les munitions d'artillerie avaient manqué vers deux heures, firent naître en lui l'idée que le ministre de la guerre pouvait l'avoir trompé. C'était y penser un peu tard. Le premier mouvement de Napoléon fut de pousser droit sur Paris, avec les deux corps d'armée qui en revenaient. Ce parti pouvait peut-être présenter quelques chances de succès en ce moment.

Les dispositions de la masse de la population de Paris étaient loin d'être favorables aux coalisés. L'arrivée des premiers cosaques, qui accompagnaient un officier chargé de faire le logement de l'empereur de Russie, avait causé une émeute qui avait failli leur être fatale, et que la garde nationale eut quelque peine à calmer. Un bruit sourd se répandit que le duc de Vicence était à Paris et que l'empereur Napoléon allait arriver à la tête

de son armée. Il n'en fallut pas davantage pour agiter la classe industrieuse de la population, où l'on comptait un grand nombre d'hommes qui avaient servi dans nos armées. Des cris de « fermez les boutiques, barricadez les maisons et les rues » se firent entendre dans plusieurs quartiers et notamment dans celui du Louvre. Il est certain que si alors, c'est-à-dire vers onze heures, Napoléon était entré à Paris à la tête de douze à quinze mille hommes, les coalisés, engagés en colonnes sur les boulevarts, ayant les souverains à leur tête, auraient pu être chassés de la ville et en seraient sortis comme ils auraient pu. Napoléon aurait pu faire distribuer dans la journée les armes manquantes, et toute la garde nationale aurait présenté dès le soir une ligne de défense formidable. On objectera peut-être encore le danger d'exposer la capitale à être prise d'assaut et livrée au pillage. Nous y répondrons ainsi que nous l'avons déjà fait, que c'est un épouvantail d'enfants. Les coalisés manquaient de munitions pour soutenir un nouveau combat. Ce fait est connu et a été confirmé dix fois à l'auteur depuis cette époque.

On opposa d'abord à Napoléon, que les troupes françaises ayant quitté Paris par une convention, ne pouvaient plus y rentrer sans la violer. Cette objection était sans fondement réel. En effet, cette convention fixait la reprise des hostilités à neuf heures du matin, et si, à cette époque, l'avant-garde que les coalisés avaient poussée sur la route

de Fontainebleau avait pu être battue, rien n'empêchait qu'on ne poussât ses avantages jusqu'où l'on pourrait : il n'y avait rien en cela qui violât les lois de la guerre(*). Mais une objection plus réelle qui fut faite à l'empereur Napoléon, fut celle, que les troupes fatiguées et affaiblies qui composaient les restes des deux corps qui avaient défendu Paris, n'étaient pas en état de combattre cent mille ennemis. Il y avait en effet des chances également fortes pour et contre cette entreprise. D'un côté, il était probable que les troupes coalisées, dispersées et presque égarées au milieu d'une ville, se voyant attaquées de front par un corps de troupes, en même temps que menacées d'un soulèvement, et peut-être d'un feu meurtrier partant des maisons, auraient souffert une défaite partielle sur quelques points : cette circonstance seule pouvait entraîner une déroute. Mais il se pouvait aussi que l'attaque échouât, et que la population de Paris compromise, devînt la victime d'un mouvement imprudent. Napoléon, qui ne savait pas les motifs que les coalisés avaient de ménager la capitale, devait juger ainsi.

(*) Lorsqu'au mois d'octobre 1805, la ville de Vérone nous fut remise par une convention pareille, le général autrichien qui avait traité, nous attendit à une portée de canon. En débouchant, nous fûmes attaqués et peu s'en fallut que nous ne fussions rechassés de la ville. Loin d'accuser ce général d'avoir violé la convention, il n'y eut personne parmi nous qui ne louât un brave militaire, qui, servant son souverain, n'avait pas étendu, en notre faveur, la convention au-delà de ses justes limites.

Quoi qu'il en soit, il crut devoir renoncer à son premier projet, et il ordonna que les deux corps des ducs de Trévise et de Raguse prissent position derrière la rivière d'Essonne. Les maréchaux étaient restés à Paris, où l'un d'eux négociait avec le prince de Bénévent. Napoléon, avant de retourner à Fontainebleau, expédia le duc de Vicence avec des propositions pour l'empereur Alexandre. Mais on était alors à Paris dans l'effervescence de la déclaration que les coalisés venaient de faire, et ses propositions ne furent pas reçues. On verra cependant plus tard, que, quand l'enthousiasme fit place à la réflexion, on se relâcha un peu sur l'exclusion absolue qu'énonçait cette déclaration. On a accusé Napoléon d'avoir manqué d'énergie, et on a prétendu qu'un prince d'un caractère inflexible aurait pu se tirer avec gloire de cette lutte. Le récit de ce qui s'est passé, jusqu'au 11 avril, suffira pour prouver qu'il fut atterré et entraîné par de trop nombreuses défections. L'abandon de presque tous ses généraux, qui le surprit presque d'un seul coup, nécessitait des mesures dont les conséquences auraient pu être terribles, puisqu'il n'avait pas pu s'y préparer d'avance.

Dès que les coalisés furent entrés à Paris, ils poussèrent sur la route de Fontainebleau, une avant-garde, composée de la cavalerie du corps de Rajewski. Le général Pahlen s'avança à Parey et Rungis, où il prit position, ayant un régiment de hulans à Juvisy et ses avant-postes à Ris. Le

soir, l'armée coalisée occupa les positions suivantes: les corps de Giulay et de Wurtemberg, auprès de Charenton ; le corps de Rajewski, les hauteurs de Belleville; celui de Wrede, rappelé de Meaux, vint à Chelles; le corps d'York, de Neuilly à Auteuil; celui de Kleist, entre Montmartre et Clichy; celui de Langeron, au-delà de Neuilly à la gauche de la Seine; celui de Woronzow, à la Chapelle et la Villette ; celui de Sacken resta à Meaux. Le général Emmanuel, avec environ quinze cents chevaux, avait passé la Seine à St.-Cloud et s'était avancé jusqu'à Antony, où il fit prisonniers les habitans de l'endroit. Le général Winzingerode avait suivi les colonnes du duc de Tarente, jusqu'à Troyes, où il entra le 31.

Le premier soin de l'empereur Napoléon fut de réorganiser son armée. La division Berckeim, composée de régimens provisoires, ainsi que tous les régimens de marche furent dissous et incorporés. La division Friant fut renforcée d'un bataillon de gendarmerie de la 1re division. Celle du général Lefebvre-Desnouettes, le fut d'un régiment à cheval des même troupes. La division Boyer de Rebeval, réunie, passa au corps du duc de Trévise. Celui du duc de Raguse fut renforcé par la garnison de Paris, par les divisions Compans et Ledru, et par celle du général Souham, qui lui fut envoyée de Fontainebleau. Chacun de ces deux corps reçut trente bouches à feu. La cavalerie de la garde forma trois divisions, et passa sous les ordres du général Ornano. Les Polonais formèrent une division sous les ordres du général Krazinsky. La réunion de toutes les

troupes qui se trouvaient entre l'Yonne et la rivière d'Essonne présentait encore un total de plus de soixante-cinq mille hommes (*).

Le duc de Tarente reçut l'ordre de s'arrêter entre

(*) FORCE APPROXIMATIVE
DE L'ARMÉE FRANÇAISE, LE 2 AVRIL 1814.

		INFANT.	CAVAL.	TOTAL.
	Prince de la Moskowa.			
Garde.	Div. Friant, Henrion et Lefol	12,500		12,500
	Général Ornano.			
Garde.	Div. Guyot, Excelmans et Lefèbre-Desnouettes.		4,500	4,500
Gardes-d'Honneur.	— Defrance		800	800
Polonais.	— Krazinsky	1,500	700	2,200
	Duc de Trévise.			
	Div. Christiani, Curial, Charpentier et Boyer de Rebeval	9,500		10,600
	— Roussel		1,100	
	Duc de Raguse.			
6e Corps.	Div. Ricard, Lagrange, Lucotte, Souham, Compans et Ledru	8,500		11,800
1er Corps.	— Chastel, Bordesoulle et Merlin		3,300	
	Duc de Tarente.			
2e Cor. gén. Gérard.	Div. Duhesme et Jarry	3,500		
7e — Duc de Reggio.	— Leval et Rothembourg	6,500		
11e — gén. Molitor.	— Albert et Brayer	2,800		23,300
2e	— Maurin et St-Germain		2,700	
5e — gen. Milhaud.	— Piré, Briche et l'Héritier		4,600	
6e	— Jacquinot et Treilhard		3,200	
	Total	44,800	20,900	65,700
	— Allix	1,500	500	2,000
	Dépôts d'infanterie	2,200		2,200
	Total général	48,500	21,400	69,900

Sens et Montereau. Le colonel Vertillac, avec deux mille hommes des dépôts d'infanterie, qui s'étaient retirés de Versailles, fut placé à Milly pour couvrir Fontainebleau. Le général Préval, avec le dépôt des remontes, reçut l'ordre de se retirer à Orléans. Ces premières opérations achevées, le plan de campagne à suivre fut discuté. Il paraît que la majorité des généraux étaient d'avis de porter le théâtre de la guerre au-delà de la Loire, et ce parti était sans contredit le meilleur. Les départemens étaient loin d'être ébranlés; le gouvernement et la majorité du sénat étaient déjà à Blois, d'où on pouvait les faire passer plus dans le centre de la France. Les armées des Pyrénées, d'Arragon et du Rhône pouvaient, en s'appuyant sur les montagnes de l'Auvergne, venir joindre celle de l'Empereur. Il centralisait ainsi la guerre, en la transportant dans un pays où la supériorité numérique devenait à peu près nulle. Pendant ce temps les coalisés, forcés de s'éloigner des frontières, rendaient plus facile l'insurrection des départemens de l'Est; Paris même, qu'ils auraient été obligés de contenir par une force imposante, leur devenait à charge. Ils ne possédaient encore aucune place forte importante, qui pût assurer leurs lignes d'opérations; leur isolement et la difficulté des communications et de l'arrivage des munitions, les auraient donc mis dans une situation difficile. Ils s'y seraient déjà trouvés après la

bataille de Paris, si les magasins de Grenelle n'avaient alimenté leurs parcs. Enfin, un des principaux motifs d'éloigner l'armée de Paris, était celui de couper court à toutes les manœuvres qui amenèrent la défection d'un grand nombre de généraux, et désorganisèrent l'armée. Le mauvais génie de Napoléon l'emporta, et il fut résolu que l'armée manœuvrerait pour se rapprocher de la capitale. Cette entreprise audacieuse pensa cependant réussir, et nous verrons que, sans des causes qui pouvaient échapper à la prévoyance, Napoléon aurait réussi à ressaisir sa capitale et à changer toutes les chances de la guerre. Nous ne nous amuserons pas à réfuter les bruits absurdes qu'on a voulu répandre, sur le pillage de Paris, que Napoléon aurait promis à ses troupes. Cette calomnie insensée, n'a pu être inventée que par les écrivains étrangers, et répétée par de misérables écrivassiers toujours prêts à compiler des factums de calomnie, en faveur de ceux qui les paient. Jamais une idée semblable n'a pu entrer dans le caractère de Napoléon, et la proposition seule aurait révolté l'armée. M. Koch, après avoir traité cette calomnie comme elle le mérite, dit que l'opinion de toute l'armée était : *Que si la capitale n'avait pas été vendue à l'ennemi, la plupart des habitans auraient pris les armes pour se défendre* (*).

Le 1er avril, les armées coalisées ne firent au-

(*) Tome II, page 567.

eun grand mouvement. Le corps de Wrede vint s'établir entre Rosny et Charonne, sous les murs de Paris. Le général Pahlen, ayant poussé une reconnaissance générale jusqu'à la vue d'Essonne, laissa ses avant-postes en face de la ligne française et revint prendre position à Juvisy. Le général Emmanuel s'établit à Montlhéry, et poussa ses avant-postes vers Arpajon. L'armée française continua à se serrer. Les corps des ducs de Trévise et de Raguse restèrent derrière Essonne. L'empereur Napoléon en passa la revue, et fut reçu par les troupes avec les plus vives acclamations. La garde arriva un peu tard à Fontainebleau; les corps du duc de Tarente passèrent l'Yonne.

Le 2, le duc de Tarente s'avança jusqu'à la hauteur de Montereau. Les 2e et 11e corps s'établirent à la droite de la Seine, sur les hauteurs de Surville. La cavalerie du général St.-Germain, à Cannes. Le 7e corps et la cavalerie du comte de Valmy, à Villeneuve-la-Guyard. Le général Milhaud, à Émans et Noisy. La division Allix occupa Auxerre. Ce jour-là, Napoléon passa la revue de sa garde, à laquelle il annonça, dans les termes suivans, son dessein de marcher sur Paris. « Soldats ! l'ennemi nous a dérobé trois marches, et
» s'est rendu maître de Paris ; il faut l'en chasser.
» D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous
» avions pardonné, ont arboré la cocarde blanche,
» et se sont joints aux ennemis. Les lâches ! ils
» recevront le prix de ce nouvel attentat. Jurons

» de vaincre ou de mourir, et de faire respecter » cette cocarde tricolore, qui depuis vingt ans » nous trouve dans le chemin de la gloire et de » l'honneur. »

Ce dernier serment fut répété à l'envi, par toutes les troupes présentes à la revue. Dans la même soirée, la garde partit pour se placer en seconde ligne des deux corps qui gardaient la rivière d'Essonne.

Le prince de Schwarzenberg, ayant appris que l'empereur Napoléon était arrivé avec son armée à Fontainebleau, se décida à déployer la sienne en avant de Paris, pour couvrir cette capitale. Les corps de Giulay et de Wurtemberg prirent positions à Villeneuve-le-Roi et Athis; celui de Wrede, entre Rungis et Parey; celui de Rajewsky, renforcé par une division de cuirassiers, à Juvisy, ayant son avant-garde à Fleury; le corps de Langeron, à Longjumeau, ayant derrière lui à Morangis, celui de Woronzow; le corps de Kleist, à Champlan; celui d'York, à Palaiseau; le corps de Sacken fut appelé à Paris, et vint occuper la Villette; le corps de Bülow fut également rappelé à Paris, et vint le 2 à Nanteuil, ayant laissé la division Thümen devant Soissons. Les gardes et les réserves restèrent dans Paris.

Le 3, l'armée française se trouva réunie en avant de Fontainebleau, les corps des ducs de Trévise et de Raguse en première ligne derrière la rivière d'Essonne; la garde en seconde ligne entre

Boissise et Auvernaux, appuyée à gauche par la division Defrance à la Ferté-Aleps; les 2e, 7e et 11e corps en 3e ligne entre Villiers, Ury et Fontainebleau; les 1e, 5e et 6e corps de cavalerie, sur la rivière d'Écolle, appuyant la gauche vers Soisy; la division Allix occupait Sens, pour couvrir les derrières de l'armée, contre le général Winzingerode. Le prince de Schwarzenberg, s'attendant à être attaqué, donna ce jour-là une disposition de bataille à son armée. D'après cette disposition les corps de Giulay, Wurtemberg et Rajewski devaient, au premier signal, se déployer en bataille entre Juvisy et Morangis, occupant Ris et Fleury sur leur front. Le corps de Wrede, qui fut renforcé par les grenadiers russes, restait en réserve à Rungis; les corps d'York, Kleist et Langeron devaient se déployer entre Palaiseau et Longjumeau, ayant celui de Woronzow en réserve. Le corps de Sacken fut chargé d'occuper les ponts de Charenton et de St.-Maur; le corps de Bülow vint occuper Montmartre. Le général Barklay prit ce jour-là le commandement de l'armée de Silésie, en remplacement du maréchal Blücher.

Mais l'intention des souverains coalisés n'était pas de s'exposer aux chances d'une bataille, sous les murs de Paris; en la gagnant ils ne terminaient pas encore la guerre; s'ils la perdaient, ils risquaient de voir détruire leurs armées avant de pouvoir regagner le Rhin. Placés entre une armée, dont le courage leur était encore redoutable,

et une ville populeuse, dont le mécontentement n'était pas méconnaissable, ils avaient à craindre l'effet moral qu'une insurrection sérieuse ferait sur leurs troupes. Le conseil des souverains décida en conséquence, que les armées coalisées quitteraient leurs positions actuelles, évacueraient Paris, et se retireraient à Meaux. Les ordres étaient expédiés et allaient être adressés aux deux généraux en chef, lorsque le prince de Schwarzenberg, arrivant de son quartier-général de Chevilly, vint rendre compte d'un événement, qui, en écartant toute espèce de danger, rendait cette mesure inutile.

CHAPITRE X.

Défection du duc de Raguse. — Abdication conditionnelle de Napoléon. — Les troupes du duc de Raguse sont conduites à Versailles. — Négociations relatives à l'abdication conditionnelle. — Elles échouent. — Constitution du sénat de Paris. — Défection de plusieurs généraux. — Emeute militaire à Versailles. — Napoléon est forcé d'abdiquer sans restriction. — Traité du 11 avril.

Depuis l'évacuation de Paris, le duc de Raguse, déjà ébranlé par ses amis, et par le parti du prince de Bénévent, était entré en négociation avec le prince de Schwarzenberg d'une part, et avec le gouvernement provisoire de l'autre. Les négociations ne furent pas longues, et bientôt le duc de Raguse se laissa entraîner à abandonner la cause de l'empereur Napoléon. On dit que le motif principal qui l'engagea à sacrifier ainsi la reconnaissance, qu'il devait à son bienfaiteur, fut le désir d'empêcher la guerre civile et de terminer la révolution, en jouant

le rôle de Monck et de Malborough. Il vaut mieux qu'il ait été guidé par cette illusion de l'amour-propre, que par un motif moins honorable; mais ce n'était qu'une illusion. Le danger de la guerre civile n'existait pas alors, puisque l'autorité de Napoléon était reconnue sans contradiction dans les départemens non-occupés par l'ennemi; que même dans la plupart de ceux occupés, le peuple s'insurgeait en sa faveur; que l'armée lui était dévouée; et que les places et leurs garnisons lui étaient fidèles. Quant aux rôles de Monck et de Malborough, il n'y avait aucune parité. Ces derniers étaient dans une position bien différentes; ils entraînèrent leurs armées en entier, et le duc de Raguse fut obligé d'user de surprise, pour enlever ses troupes, qui, irritées de se voir livrées à l'ennemi à leur insu, pensèrent sacrifier leurs chefs. Quoi qu'il en soit, le duc de Raguse conclut le 3, avec le prince de Schwarzenberg, une convention, par laquelle il s'engageait à se retirer avec les troupes de l'armée de l'empereur Napoléon, et se rendre derrière la ligne des coalisés, à la disposition du gouvernement provisoire. La seule condition qu'il y mit, fut un acte de garantie, 1° pour les troupes qui voudraient suivre son exemple; 2° pour la sûreté de la personne de Napoléon. Ayant ainsi stipulé sa défection, il s'appliqua à gagner les généraux de son corps d'armée, et les mit succesivement dans le secret, excepté les généraux Chastel et Lucotte, qu'il trouva inébranlables. Le gé-

néral Ricard qui était déjà resté à Paris, le 31, y avait accepté le commandement de la 1ere division militaire, sous les ordres du général Dessolles, nommé par le gouvernement provisoire, commandant supérieur et chef de la garde nationale.

Les suggestions et les manœuvres du prince de Bénévent, ne s'étaient pas arrêtées au duc de Raguse; elles s'étaient étendues sur un grand nombre de généraux de l'armée, et particulièrement sur les maréchaux. Ces derniers qui avaient leurs familles et leurs hôtels à Paris, étaient surtout inquiets du sort de la capitale, et craignaient pour elle des dangers qui les regardaient de si près. Ils étaient tous las de la guerre, et désiraient par dessus tout, que la paix les mit en jouissance paisible des avantages que leur promettaient leur rang et leurs fortunes, acquises par vingt ans de guerre. Il est vrai que la patrie pouvait bien exiger le sacrifice de quelques parties de ces fortunes, acquises aux prix du sang de ses enfans. Mais la paix présentait un moyen terme pour échapper à cette dure nécessité.

Les maréchaux présens à l'armée s'étant donc réunis dans l'après-midi du 3, se rendirent chez l'empereur Napoléon, et le prince de la Moskowa portant la parole, ils lui déclarèrent sans beaucoup de détours, qu'il fallait abdiquer. Cette brusque défection fit une profonde impression sur Napoléon. Réfléchissant que les maréchaux n'auraient pas hasardé cette démarche, sans être sûrs

de la majorité des généraux, il craignit que l'armée elle-même, sur le dévouement seul de laquelle il pouvait fonder ses espérances ne fût ébranlée. Cette crainte, plus encore que la répugnance de faire de son autorité un emploi, que personne ne pouvait blâmer, le força à céder à la nécessité, au lieu de punir un acte d'insubordination, auquel les maréchaux l'avaient moins accoutumé encore que le restant de l'armée. Napoléon consentit à souscrire un acte de renonciation au trône en faveur de son fils, et sous la régence de l'impératrice. C'est à cause de cette condescendance qu'on a accusé l'empereur Napoléon d'avoir manqué d'énergie. Avant que de proférer cette accusation, a-t-on réfléchi sur la nature et l'étendue des mesures qu'il aurait dû prendre, pour déployer toute l'énergie qui pouvait le sauver? Cet examen est cependant nécessaire pour établir un jugement sain.

Il n'y avait qu'un seul moyen à employer, parce que, dans les cas extrêmes, les demi-mesures ne valent jamais rien. Il fallait d'abord faire arrêter les maréchaux; les destituer de leurs commandemens et les renvoyer de l'armée, ainsi que les généraux ou officiers supérieurs, que leur exemple avait entraînés. Ensuite, comme le moral des troupes était ébranlé par leur méfiance dans les chefs, il fallait le remonter par une mesure éclatante; passer de suite la revue des divisions, les former en cercle, et leur faire désigner par acclamation les chefs qui méritaient la confiance de l'armée

et celle du chef suprême. Après cette opération, prêter et recevoir un nouveau serment solennel, et mener sans délai l'armée à l'ennemi. C'était sans doute un moyen un peu révolutionnaire, mais il était infaillible avec l'armée française, et il n'y avait à opter qu'entre ce moyen et la résignation. Après ce court exposé le lecteur décidera lui-même si Napoléon a bien ou mal fait.

Le même soir, l'empereur Napoléon signa la promesse d'abdiquer en faveur de son fils, et il chargea le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente, de Vicence et de Raguse, d'aller négocier avec les coalisés sur cette base. Les trois premiers partirent encore dans la nuit et, en passant à Essonne, annoncèrent au duc de Raguse la mission dont il se trouvait chargé avec eux. Ce dernier ne fut pas peu embarrassé de recevoir une mission, aussi directement contraire à la convention qu'il avait conclue avec le prince de Schwarzenberg. Il fit cependant bonne contenance, et ayant avoué à ses collègues la moitié de la vérité, c'est-à-dire qu'il était en négociations avec le généralissime des armées coalisées, il promit de suspendre les négociations et les suivit. Arrivés de bonne heure à Chevilly, les plénipotentiaires s'arrêtèrent chez le prince de Schwarzenberg, qu'ils ne pouvaient se dispenser de voir et de prévenir avant de continuer leur route. Le duc de Raguse ne les y accompagna pas; mais pendant le temps où le duc de Tarente fut chez le prince royal de

Wurtemberg, son collègue se rendit chez le généralissime. Le duc de Tarente, ayant appris du prince de Wurtemberg que le duc de Raguse devait passer avec ses troupes du côté des coalisés, lui en fit des reproches, ainsi que de l'entrevue qu'il venait d'avoir avec le prince de Schwarzenberg, à l'insu de ses collègues. Le duc de Raguse prétendit s'être dégagé de sa convention et promit de nouveau de ne faire aucun mouvement, avant l'issue de la négociation qui allait s'entamer (*).

On ne connaîtra sans doute jamais les détails de l'entrevue qui eut lieu entre le duc de Raguse et le prince de Schwarzenberg; trop de motifs s'opposent à leur publication. Mais voici l'exposé des faits qui l'ont suivie, et qui seront toujours considérés comme en étant les conséquences, à moins que des preuves solides ne viennent démontrer le contraire. Le 4 mars au matin, le prince de Schwarzenberg signa, scella et remit l'acte de garantie dont nous avons parlé ci-dessus (**), et qui ne dut naturellement être remis, qu'en échange de la convention signée par le duc de Raguse. D'après cette convention, le duc de Raguse devait se mettre en mouvement dès le 4 au jour (***), et le prince de Schwarzenberg avait ordonné que l'armée coalisée se tînt sous les armes, tant pour

(*) Tel est le récit que donne le duc de Raguse de cet événement malheureux.

(**) *Pièces justificatives* n° XXXVI.

(***) Plotho, Campagne de 1814, tome III, page 430.

rendre les honneurs militaires au 6e corps, que pour repousser les autres corps français qui voudraient poursuivre le duc de Raguse. La circonstance imprévue dont nous venons de rendre compte, changea ces dispositions, et il fut convenu que le 6e corps ne quitterait ses positions que dans la nuit du 4 au 5.

Un ordre du jour du prince de Schwarzenberg et un ordre du jour et de mouvement du maréchal Barklay de Tolly, tous deux datés *du 4 mars* (*) firent connaître la marche et la destination de ce corps aux armées coalisées. Deux régimens de cavalerie bavaroise furent tenus prêts pour l'escorter jusqu'à Fresnes, et deux de cuirassiers russes depuis là jusqu'à Versailles. Cette ville fut fortement garnie de troupes, non-seulement à cause de la disposition hostile des habitans, mais aussi par crainte que le 6e corps ne voulût revenir sur ses pas. D'après ces faits avérés, il est bien difficile d'admettre que le général Souham ait agi sans ordres et par la seule impulsion de la crainte. Dans cette hypothèse, les armées coalisées n'auraient pas été prévenues, et cependant elles étaient sous les armes dès le 4 au soir, et les régimens de cavalerie, destinés à l'escorte des troupes françaises, étaient à leur poste. Nous nous abstiendrons de toute réflexion; notre devoir se borne ici à retracer les faits. Cependant nous ne

(*) *Pièces justificatives*, n° XXXVI.

pouvons pas nous empêcher d'observer, qu'il est douloureux de voir figurer dans l'histoire un ordre du jour, pareil à celui du maréchal Barklay de Tolly, qui accuse un général en chef français, d'avoir passé à l'ennemi avec son corps d'armée.

Le 5, à cinq heures du matin, les troupes sous les ordres du duc de Raguse (*), formant un corps de plus de huit mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux, avec quarante-huit pièces de canon, quittèrent leurs positions et se mirent en mouvement vers Juvisy. Les divisions Chastel et Lucotte, reçurent l'ordre de mouvement directement du général Souham; leurs généraux n'étaient pas dans le secret. La cavalerie du général Bordesoulle formait l'avant-garde; l'infanterie suivait en deux colonnes, entre lesquelles marchait l'artillerie; la cavalerie du général Chastel forma l'arrière-garde. On dit que le général Souham n'avait pas reçu d'ordres du duc de Raguse, mais qu'ayant été mandé par Napoléon pour lui expliquer les motifs qui le portaient à révoquer les ordres relatifs à la marche sur Paris, il craignit d'être arrêté et se décida avec ses collègues à partir sur-le-champ. Nous avons déjà fait voir que les coalisés étaient prévenus de ce mouvement. Nous y ajouterons que le restant du récit est inadmissible. D'abord, il n'y avait point d'ordre de mouvement donné

(*) Les divisions d'infanterie des généraux Souham, Ricard, Lagrange, Compans, Lucotte et Ledru des Essarts. Celles de cavalerie des généraux Merlin, Bordesoulle et Chastel.

pour l'armée; il n'y avait donc rien à révoquer; en second lieu quand il y en aurait eu, il n'était ni dans l'ordre des choses, ni même nécessaire de conférer en particulier avec un général, pour lui rendre compte de choses arrêtées avec les maréchaux, et que ce général avait apprises des plénipotentiaires et de son chef. Il est une autre version, qui n'est pas dépourvue de probabilité; c'est que le duc de Raguse, absolument décidé à aider de tout son pouvoir la révolution organisée par le prince de Bénévent, et voulant être le premier des maréchaux qui y coopérât activement, se hâta de frapper un coup décisif, qui fit échouer toutes les négociations tendantes à conserver la dynastie de Napoléon. Sans décider de la croyance que mérite cette version, nous remarquerons que l'événement l'a confirmée.

Les troupes du duc de Raguse ainsi enlevées par surprise, et croyant, d'après le silence qu'on faisait observer, qu'elles marchaient à l'ennemi, pour le surprendre lui-même, cheminèrent d'abord avec confiance. Mais après Juvisy, la présence sur leurs flancs de la cavalerie ennemie, qui les cotoyait sans les attaquer, commença à exciter des soupçons. A Fresnes elles ne purent douter qu'elles étaient entre les mains de l'ennemi, dont les nombreuses colonnes étaient déjà derrière elles. Un cri de *trahison* se fit entendre, et un nombre d'officiers, avec les éclaireurs polonais retournèrent à toute bride vers l'armée. L'indignation des troupes étai

à son comble ; et les efforts des chefs pour les contenir auraient été inutiles, si l'impossibilité de se faire jour, au travers de l'armée ennemie, au pouvoir de laquelle elles se trouvaient, ne les eût forcées à continuer leur marche jusqu'à Versailles. Dès le matin, l'empereur Napoléon apprit le départ du 6e corps. Ce coup l'attéra et les expressions que lui arracha la douleur, prouvent qu'il lui fut aussi inattendu qu'il était sensible. « Qui au-
» rait pu croire un pareil trait de Marmont? S'écria-
» t-il... Un homme avec lequel j'ai partagé mon
» pain.... que j'ai tiré de l'obscurité.... dont j'ai
» fait la fortune et *la réputation*.... voilà le sort
» des souverains, M. le général Belliard, c'est de
» faire des ingrats. » Le général Belliard fut envoyé sur-le-champ à Essonne ; mais le duc de Trévise avait déjà garni la ligne. Cependant la division Leval y fut envoyée pour la renforcer.

Arrivés à Paris, le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente et de Vicence se trouvèrent seuls chargés de la négociation. On ne sait trop pourquoi ils en communiquèrent l'objet au gouvernement provisoire. Elle le mettait dans le plus grand embarras, il était donc évident qu'il y serait contraire ; c'est ce qui arriva en effet. Le soir les plénipotentiaires virent l'empereur Alexandre et lui exposèrent l'objet de leur mission et les vœux de l'armée. Ces ouvertures ébranlèrent les déterminations énoncées par la déclaration du 31 mars. L'amour-propre était satisfait par l'abdication

forcée de Napoléon; restait le sentiment du danger auquel les coalisés s'exposaient, en attachant irrévocablement aux destinées de son souverain malheureux, une armée qui pouvait encore les faire trembler. En rejetant ces propositions, la guerre recommençait avec plus d'activité que jamais et les coalisés dépouillés du prestige qui les avait accompagnés jusqu'alors, risquaient de voir la population se soulever contre eux et accourir renforcer les rangs des braves, qui défendaient l'indépendance nationale. Quelque importance qu'ils aient voulu donner à la possession de la capitale, ils sentaient bien que dans une guerre nationale ce n'était qu'une ville, qui leur était plus onéreuse qu'utile. L'empereur Alexandre se montra donc disposé à traiter sur ces bases et remit les plénipotentiaires au lendemain, afin d'avoir le temps de consulter le roi de Prusse et le gouvernement provisoire.

Cependant, l'empereur Napoléon, malgré l'envoi de ses plénipotentiaires, ne se faisait pas illusion sur la réussite de leur négociation. Il ne voyait pas l'avantage de la France, ni même sa dignité dans la régence d'une femme, qui aurait été sous l'influence de l'Autriche. Il ne voyait pas que les coalisés même voulussent le permettre, par un effet naturel de la jalousie que devait exciter la prépondérance qu'aurait acquise l'Autriche. Il n'ignorait d'ailleurs pas les desseins de l'Angleterre, devenue par son argent l'âme de la coalition;

Castlereagh avait donné son ultimatum. Cette opinion prophétique, et la défection du duc de Raguse, lui firent sentir le danger de laisser plus long-temps son armée près de Paris, et exposée à des suggestions et à des manœuvres, qui pouvaient amener d'autres défections. Il était sûr des soldats et de presque tous les officiers; depuis l'exemple du duc de Raguse il ne l'était plus des généraux. L'empereur Napoléon se décida donc à se rapprocher de la Loire. Le général Gérard reçut l'ordre, le 6 au matin, de faire occuper le pont de Malesherbes par une brigade, et de faire défiler son corps vers Puiseaux. Ceux du duc de Reggio et du général Molitor devaient le suivre avec le grand parc, et couverts sur leurs flancs par la cavalerie des généraux Defrance, Milhaud et St.-Germain. Les divisions Friant, Henrion et Lefol, couvertes par la cavalerie du général Ornano, devaient se mettre en mouvement, le 6 au matin, dans la même direction. Le comte de Valmy, qui avait été envoyé sur le Loing pour observer la marche de Winzingerode, devait se porter à Pethiviers. Le corps du duc de Trévise et les divisions Roussel et Leval devaient rester dans leurs positions, jusqu'au 7 à midi.

On a voulu prétendre que ce mouvement n'aurait pas pu être exécuté sans obstacles, parce que les coalisés avaient étendu leur droite vers Pethiviers. C'est une erreur: la droite des coalisés est constamment restée dans une position défensive

entre Palaiseau et Longjumeau, couverte à Orsay par la cavalerie de Ziethen, et à Montlhéry et à Arpajon par celle d'Emmanuel. Les troupes ennemies qui pillèrent Pethiviers et prirent les cent cinquante hommes de garnison, étaient l'avant-garde de Kaisaroff. Le corps principal de ce dernier passa le Loing à Souppes, pilla cet endroit et marchait sur Puiseaux, lorsque la brigade de dragons du général Rigaud le rechassa au-delà de la rivière. Ce n'étaient pas ces deux mille cosaques qui auraient retardé l'armée. L'avant-garde de Winzingerode n'avait pas dépassé Sens, que le général Allix défendit avec autant de courage que d'intelligence, jusqu'à ce que forcé par le nombre, et les obus de l'ennemi ayant incendié une partie de la ville, il fut obligé de se retirer à Villeneuve-la-Guyard. Mais le mouvement qu'avait ordonné l'empereur Napoléon, fut suspendu le 6 dès le matin. Le rapport que lui firent les plénipotentiaires de l'aspect favorable que prenaient leurs négociations, le décida à contremander les ordres de marche, malgré qu'il ne partageât en aucune manière leurs espérances.

La soirée et la nuit du 5 avril furent très-orageuses à Paris. Le prince de Bénévent et tous ceux qui avaient coopéré à l'acte de déchéance étaient dans des transes mortelles. L'établissement de la régence les exposait à la vengeance du gouvernement qu'ils avaient proscrit. Ayant jeté le masque sans retour, il n'y avait plus de possibilité

d'entrer en composition; biens, honneurs, emplois tout était perdu, et ils se seraient vus obligés de quitter la France avec ces armées étrangères, que les principaux d'entr'eux y avaient appelées. L'inquiétude des royalistes n'était pas moins vive. Ils ne voyaient que dans le rétablissement des Bourbons, la garantie de leurs intérêts et du retour du système monarchique, tel qu'ils voulaient le rétablir et tel qu'il leur convenait; la régence les privait de tout espoir de ce côté. On ne voyait dans les salons du faubourg St.-Germain que des figures allongées et sur lesquelles étaient peints l'abattement et l'anxiété. Dans la nuit, l'empereur Alexandre réunit chez lui le gouvernement provisoire; le général Dessolles, en sa qualité d'ami du général Moreau et de général en chef du nouveau gouvernement, fut également appelé à cette conférence. Le prince de Bénévent employa toute la rhétorique de ses collègues, pour détourner l'empereur de Russie d'une négociation, ou plutôt d'une concession qu'il paraissait disposé à faire. La déclaration du 31 mars fut remise sur le tapis; mais il était impossible de la rappeler, sans qu'elle ne fût accompagnée du souvenir pénible, qui suit un acte peu réfléchi et prématuré, publié avec une précipitation qui doit toujours être éloignée d'un acte d'une importance pareille. L'espèce de surprise par laquelle il avait été, pour ainsi dire arraché, ne pouvait manquer de ressortir vivement, à côté des dangers qui pouvaient accompa-

gner son exécution. D'un côté étaient deux villes isolées, à une grande distance l'une de l'autre, et servant d'unique appui à la coalition; de l'autre côté était un empire ayant encore son armée, son chef et son gouvernement. Un acte comme celui du 31 mars, tendait à priver la coalition de l'appui que pouvaient lui prêter les apparences conservées jusqu'alors. Les raisonnemens et les efforts du prince de Bénévent, ne parurent pas ébranler l'empereur Alexandre. En effet lui et ses collègues avaient, il est vrai, servi les coalisés; mais ceux-ci, en promettant de *pourvoir à leur avenir, s'il eût été compromis par l'issue des événemens*, avaient conservé le droit de diriger cette issue selon leurs propres intérêts. Le général Dessolle chercha alors à émouvoir l'empereur Alexandre par un discours touchant, où il lui exposa qu'ayant toujours été l'ennemi de Napoléon, il ne s'était cependant décidé à suivre les bannières du gouvernement provisoire que d'après cette déclaration du 31 mars, et que si la coalition reconnaissait la régence, il ne lui restait d'autre parti que celui de demander un asile en Russie. L'empereur Alexandre répondit en déclarant que ni lui, ni les autres souverains n'abandonneraient à la merci de Napoléon et de sa dynastie, les hommes qui avaient pris part à la révolution qui s'était faite dans Paris. C'était, dans le fait, garantir de nouveau la promesse que nous avons rappelée ci-dessus; mais cette réponse ne préju-

geait pas la question principale. On pouvait en effet, traiter avec Napoléon et ne pas abandonner le soin de *l'avenir*, pour les individus qui se trouvaient compromis; cela pouvait se faire sans qu'ils restassent en France.

Le 6 au matin, le prince de Moskowa, et les ducs de Tarente et de Vicence, reprirent la négociation entamée la veille. L'empereur Alexandre, à la décision duquel les autres souverains s'étaient remis, présenta encore quelques objections. Le prince de Bénévent, dans la conférence de la nuit précédente, ne lui avait pas laissé ignorer que le gouvernement provisoire fondait son espérance et ses promesses sur des défections, qui devaient prouver que le vœu de l'armée était au moins partagé et par conséquent douteux. La discussion cependant prenait une tournure favorable aux négociations, lorsque *le général de jour*, vint remettre à l'empereur Alexandre une dépêche du prince de Schwarzenberg et lui annoncer que le corps du duc de Raguse, était passé du côté des coalisés et était arrivé à Versailles. Cet événement changeait la face des affaires; la défection du duc de Raguse, en même temps qu'elle ôtait douze milles hommes à l'empereur Napoléon, pouvait en faire espérer d'autres, et donnait du poids aux promesses du gouvernement provisoire. Le danger qui avait pu déterminer les coalisés à revenir sur leurs pas, diminuait, et ils pouvaient encore une fois changer de détermination. La retraite

d'un corps, qu'on pouvait croire volontaire de la part des individus, annonçait alors de l'ébranlement dans l'armée. Cet ébranlement pouvait amener sa désorganisation et alors tous les obstacles, qui s'opposaient à la révolution du 31 mars, avaient disparu. On renonça cependant à l'idée de ne plus traiter avec Napoléon, non pas précisément parce qu'elle était absurde dans la position actuelle des choses, mais pour séparer toujours davantage sa cause de celle de la nation et de l'armée. On croyait pouvoir le forcer à abdiquer sans condition; s'il s'y soumettait on avait rempli une grande partie du but, puisqu'en traitant avec une gouvernement provisoire, dépourvu de tout moyen de résistance, on était maître des stipulations. Si Napoléon refusait, on serait toujours à temps de prendre un parti convenable aux circonstances.

L'empereur Alexandre, après avoir lu la dépêche qui lui fut remise, reprit la question du vœu de l'armée, et la retourna contre les argumens des plénipotentiaires. Ils s'étaient appuyés de ce vœu pour insister sur la nécessité d'accepter l'abdication conditionnelle. Il leur objecta qu'ils ne connaissaient pas bien la volonté, ni les sentimens de l'armée française. Il leur demanda s'ils savaient que le 6e corps s'était rangé en entier du côté des coalisés. Les plénipotentiaires, d'après l'assurance donnée par le duc de Raguse, nièrent la possibilité de ce fait. La communication de la dépêche

les en convainquit. L'empereur de Russie leur annonça alors que cette circonstance, prouvant que l'empereur Napoléon ne pouvait pas compter sur le vœu de l'armée, changeait les bases de la négociation. Celles qu'il posa furent l'abdication absolue, moyennant la cession d'une principauté indépendante, où Napoléon pourrait se retirer.

Le même jour, le prince de Bénévent et ses collègues, incertains encore de l'issue des nouvelles chances que pouvait amener la rupture de cette négociation, se déterminèrent à porter la dernière main à leur ouvrage. Ils n'ignoraient pas que la nation entière exigeait des garanties du gouvernement quelle reconnaîtrait. On avait reproché à Napoléon le despotisme de sa constitution impériale; on ne pouvait pas justifier ce reproche, tant qu'on laisserait la France en présence de l'anarchie, qui pourrait produire un nouveau despotisme, qui n'aurait pas même de limites apparentes. Il fallait apporter un prompt remède, aux dangers que présageait le choc des partis en présence et à l'exaspération, qui s'augmentait d'un côté, tandis que l'impatience de quelques individus menaçait de prendre une initiative imprudente et de remettre ainsi en question, ce que le sénat croyait avoir décidé. Le moyen qui parut le plus propre à calmer les esprits et à arrêter des tentatives irréfléchies, fut celui de faire rédiger en hâte une constitution par le sénat.

C'est ici le lieu de rendre justice à une partie

des membres de ce corps. Connaissant et partageant les vœux de la France, ils opposèrent une résistance courageuse aux efforts qu'on employa pour leur faire rédiger un acte, qui abolît les principes consacrés depuis vingt-cinq ans. La constitution, qui fut rédigée en quelques heures, portait dans ses vingt-neuf articles, plusieurs garanties qui ont été conservées par la charte, et d'autres qui auraient pu s'y trouver. Le 1er article appelait à la couronne Louis Stanislas Xavier et le 29e assujétissait le nouveau souverain à un serment, *après* lequel il serait proclamé *Roi des Français.* Mais l'article 5 et l'article 6, entièrement consacrés à stipuler les conservations et les intérêts pécuniaires du sénat actuel, devinrent la pierre d'achoppement de cette œuvre éphémère. Quelques sénateurs mus, sans doute, par un noble désintéressement et peut-être apercevant le piége qu'on leur tendait, s'opposèrent à l'insertion de ces deux articles qu'on peut appeler scandaleux; mais la majorité l'emporta, et en scellant sa déconsidération, le sénat fournit le premier prétexte de sa chûte. Le gouvernement provisoire se hâta de faire promulguer l'acte constitutionnel, qui devait servir de motif pour décider les adhésions au nouvel ordre de choses. Mais en ôtant au sénat l'appui de l'opinion publique, on lui avait enlevé la force nécessaire pour soutenir son ouvrage. Il n'était plus difficile de faire valoir comme motif de nullité, le défaut de pouvoirs de

revue de son corps. Il adressa aux troupes un ordre du jour, qui n'était pas rédigé de la manière la plus convenable, pour persuader des soldats, qui n'ignoraient pas qu'ils avaient été enlevés par surprise. Il finit par la promesse de leur donner de bons cantonnemens *pour oublier les fatigues.* Ce n'était pas le langage qu'il aurait fallu tenir à des soldats français, accoutumés à tout sacrifier pour la patrie et qui n'étaient sûrement pas sourds à sa voix. Cette pièce imprudente produisit l'effet auquel on devait s'attendre. Le voile fut entièrement déchiré, et l'indignation alluma un soulèvement général. Ce ne fut pas la crainte de la Sibérie, comme on a voulu l'insinuer, qui irrita les soldats; ils ne devaient pas plus la craindre qu'à Champaubert. Mais ce fut la certitude d'avoir été mis au pouvoir de l'ennemi, avant qu'on daignât les consulter; il y avait eu véritablement tromperie à leur égard. En vain les généraux voulurent-ils essayer de calmer les soldats; ils avaient perdu leur confiance et ils échappèrent à peine au milieu des coups de fusils dirigés contre eux de toutes parts. Enfin la triste certitude de ne pas pouvoir forcer une ligne de deux cent mille ennemis, placés entre eux et leurs compagnons d'armes, les força de se soumettre à la nécessité; ils se laissèrent conduire à Mantes.

Cependant le prince de la Moskowa et les ducs de Vicence et de Tarente, quittèrent Paris dans la journée du 6. En passant à Chevilly, les deux pré-

miers s'y arrêtèrent, pour conclure avec le prince de Schwarzenberg un armistice nécessaire pour la continuation des négociations. Il fut en effet conclu sans retard, pour quarante-huit heures, et proclamé aux deux armées. Le duc de Tarente fut chargé de rendre compte à l'empereur Napoléon, de l'issue défavorable qu'avaient prise les négociations, depuis la défection du duc de Raguse. L'empereur Napoléon se résigna, et remit le lendemain matin, aux mêmes plénipotentiaires, ses instructions et ses pouvoirs sur la base de l'abdication pure et simple (*). Lui-même l'annonça

(*) On a beaucoup glosé sur cette résignation et sur le calme et l'impassibilité de l'empereur Napoléon pendant tous ces événemens.

Le duc de Vicence a publié une pièce qui pourra mieux servir à expliquer cette indifférence, en faisant voir que le parti de l'abdication était pris par Napoléon dès le commencement de la campagne. Elle expliquera aussi les motifs pour lesquels il n'a pas cru pouvoir consentir à démembrer la France de 1802. Cette pièce appartient à l'histoire; nous la rapporterons.

Paris, le 19 janvier 1814.

......La chose sur laquelle l'Empereur insiste le plus, c'est la nécessité que la France conserve ses limites naturelles. C'est là une condition *sine quà non*. Toutes les puissances, l'Angleterre même, ont reconnu ces limites à Francfort. La France, réduite à ses limites anciennes, n'aurait pas aujourd'hui les deux tiers de la puissance relative qu'elle avait il y a vingt ans. Ce qu'elle a acquis du côté des Alpes et du Rhin, ne compense point ce que la Russie, l'Autriche et la Prusse ont acquis par le seul démembrement de la Pologne. Tous ces états se sont agrandis. Vouloir ramener la France à son état ancien, *ce serait la faire déchoir et l'avilir*. La France sans les départemens du Rhin, sans la Belgique, sans Ostende, sans Anvers, ne serait rien. Le système de ramener la France à ses an-

à son lever. Après les modifications qui avaient successivement été faites aux déclarations, aux promesses des coalisés, en commençant par les notes officielles de Francfort, l'empereur Napoléon n'était pas bien certain que les conditions qu'il avait acceptées fussent maintenues. Il était évident que les coalisés n'avaient pas encore découvert le fond de leurs projets, et qu'ils n'y poseraient de limites, que celles que leur tracerait la crainte de se perdre par excès de prétentions. Il était possible que le voyant consentir à l'abdication, on exigeât qu'il fût livré, ou qu'il se remît lui-même à discrétion; depuis 1815, on ne peut plus nier que ce soupçon ne pût être fondé. Voulant se tenir prêt à tout événement, il prépara dans son cabinet les dispositions nécessaires pour se reployer, avec les troupes qui lui restaient fidèles, sur l'armée du Rhône et aller de là joindre celle

ciennes frontières, est inséparable du rétablissement des Bourbons; parce qu'eux seuls pourraient offrir *une garantie du maintien de ce système*. L'Angleterre le sent bien. Avec tout autre, la paix, sur une telle base, serait impossible et ne pourrait durer. Ni l'Empereur, ni la république, si des bouleversemens la faisaient renaître, ne souscriraient jamais une telle condition. Pour ce qui est de S. M., sa résolution est bien prise, elle est immuable. *Elle ne laissera pas la France moins grande qu'elle ne l'a reçue.* Si donc les alliés voulaient changer les bases proposées ET ACCEPTÉES, *les limites naturelles de la France*, elle ne voit que trois partis; ou combattre et vaincre: ou combattre et mourir glorieusement, ou enfin, *si la nation ne la soutenait pas*, ABDIQUER. Elle ne tient pas aux grandeurs. Elle n'en achètera jamais la conservation par l'avilissement.

d'Italie. Ce projet était moins audacieux peut-être qu'on ne le pense. Il lui était facile de gagner quelques marches sur les coalisés; l'armée autrichienne du sud ne pouvait pas l'arrêter, ni l'empêcher de passer les Alpes. Son nom, sa présence et la proclamation de l'indépendance de l'Italie, mettaient ce pays sous les armes en sa faveur, et les coalisés auraient pu se voir bientôt rappelés sous les murs de Vienne. Le même matin, il passa la revue des 2e et 7e corps; ces vieilles bandes se montrèrent toujours également dévouées, et les vétérans sillonnés d'honorables blessures, saluèrent leur général par les mêmes acclamations qu'aux jours de sa gloire; ils n'avaient cependant ni palais, ni riches dotations. Après la revue, Napoléon voulut savoir s'il pouvait compter sur son armée. Il consulta le duc de Reggio. Ce dernier lui répondit que non, parce qu'il avait abdiqué, et que le soldat ne connaissait pas de restrictions politiques. Le duc de Reggio répondit dans le sens de l'adhésion, qu'avaient déjà signée la plupart des généraux; ce n'était pas là la question. La question était de savoir si l'abdication absolue serait même acceptée, et si, dans le cas où elle ne le serait pas, les soldats voudraient défendre leur souverain plutôt que de le livrer. *Leur* réponse n'était pas difficile à deviner. Napoléon se décida à attendre le résultat de ses nouvelles négociations. Le même jour l'empereur Napoléon publia son ordre du jour du 4, qu'on peut regarder comme une

proclamation, en réponse à l'acte de déchéance: Le sénat n'y est pas flatté, ainsi qu'on pourra en juger par les passages suivans. « L'Empereur » remercie l'armée de l'attachement qu'elle lui té» moigne, et principalement parce qu'elle recon» naît que la France est en lui et non dans le peu» ple de la capitale. — Le soldat suit la fortune et » l'infortune de son général, son honneur et sa ré» ligion. — Le sénat s'est permis de disposer du gou» vernement français; il a oublié qu'il doit à l'Em» pereur le pouvoir dont il abuse maintenant; que » c'est lui qui a sauvé une partie de ses membres » de l'orage de la révolution, tiré de l'obscurité » et protégé l'autre, contre la haine de la nation.

» Le sénat se fonde sur les articles de la consti» tution; il ne rougit pas de faire des reproches » à l'Empereur, sans remarquer que, comme le » premier corps de l'état, il a pris part à tous les » événemens; il est allé si loin qu'il a osé accuser » l'Empereur d'avoir changé des actes dans la » publication (d'être faussaire). Le monde entier » sait qu'il n'avait pas besoin de tels artifices : *un » signe de sa part était un ordre pour le sénat, » qui toujours faisait plus qu'on ne lui deman» dait.* »

Pendant ce temps, le gouvernement provisoire prit divers arrêtés, basés sur l'abdication absolue, et qui, jusqu'à la conclusion du traité que les coalisés négociaient avec l'empereur Napoléon, ne pouvaient avoir d'effet que dans les départemens

qui environnaient Paris. Le 9, un ordre du gouvernement provisoire enjoignit à la garde nationale, de prendre la cocarde blanche, *redevenue cocarde nationale*.

Le 11 avril, le traité, non pas secret mais autentique, puisqu'il fut imprimé dans le temps, par lequel l'empereur Napoléon stipulait, et les coalisés acceptaient son abdication des couronnes de France et d'Italie, fut conclu et signé (*). Napoléon le ratifia le lendemain, et ensuite dicta au duc de Bassano son acte d'abdication, dans les termes suivans.

« Les puissances alliées ayant proclamé que » l'empereur Napoléon était le seul obstacle au » rétablissement de la paix en Europe, l'empereur » Napoléon, *fidèle à son serment*, déclare qu'il » renonce pour lui et ses héritiers aux trônes de » France et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacri- » fice personnel, même celui de la vie, qu'il ne » soit prêt à faire dans l'intérêt de la France. »

(*) *Pièces justific.* XXXVII.

CHAPITRE XI.

Opérations dans la Belgique. — Seconde tentative du duc de Weimar sur Maubeuge. — Mouvement du général Maisons sur Gand. — Combat de Sweweghem, le 31 mars. — Suspension d'armes dans le nord. — Opérations de l'armée du Rhône. — Combat de St.-Georges, le 18 mars. — Combat de Limonest, le 20 mars. — Evacuation de Lyon. — Mouvemens du général Marchand. — Armistice pour l'armée du sud.

Nous avons laissé, dans le nord, le duc de Weimar, disposé le 16 mars à faire une tentative sur Maubeuge. Le 17, le général Lecoq, destiné à cette entreprise, se mit en mouvement et vint le 18 à Requignies, où il forma l'invertissement de Maubeuge sur les deux rives de la Sambre. Nous avons déjà vu que la garnison de cette place était composée d'un bataillon de gardes nationales du Pas de Calais, d'un de douaniers et d'un dépôt de chasseurs à cheval; en tout, mille hommes et trente chevaux. Les Saxons, qui avaient jugé la

garnison précisément double de ce qu'elle était, passèrent les journées du 19 et du 20 à reconnaître les approches. Ils s'imaginèrent voir des ouvrages de campagne partout et un camp retranché à Roussy. Le 21, environ quatre cents Saxons, qui occupaient le poste d'Assevent, pensèrent en être chassés par une patrouille de la garnison. Dans l'après-midi, le général Lecoq ayant été renforcé par trois bataillons prussiens, s'enhardit et fit attaquer les hauteurs de Roussy, où la garnison poussait également des patrouilles. Elles furent occupées sans peine. Dans la journée du 22, le général Lecoq fit construire trois batteries de bombardement sous le feu de la place, dont la mitraille lui tua quelques hommes. Le 23, vers trois heures du matin, les Saxons ouvrirent le feu de quatre pièces de vingt-quatre, six de douze et huit mortiers. L'artillerie de la place, servie par la garde nationale, y répondit avec tant de vigueur, que vers midi la moitié des batteries ennemies était démontée et un magasin sauté avec quelques hommes. Le duc de Weimar, qui s'était rendu devant la place, voyant que ses pièces allaient être réduites au silence, la fit sommer. Le colonel Schouler rejeta la sommation et refusa même une suspension d'armes qui fut demandée. Force fut aux Saxons de continuer le feu, comme ils purent, jusqu'au soir. Pendant la nuit, le duc de Weimar fit retirer l'artillerie de siége à Mons, où il se rendit tout honteux de son équipée et prétextant

avoir *manqué de munitions*. Le général Lecoq se replia à Requignies, où le rejoignit le général Ryssel. Le 24 au matin, la garnison de Maubeuge fit une sortie et chassa l'arrière-garde ennemie de Ferrière-la-Grande. Le général Lecoq se contenta de continuer le blocus de Maubeuge, de sa position de Requignies. Le général Borstel, qui s'était avancé à Bavay, partit ce jour-là avec sa division, pour rejoindre le corps de Bülow à Laon.

Le général Thielemann resté à Tournay, voyant que le général Maisons ne faisait aucun mouvement, imagina le 23 de faire un grand fourrage sous les murs de Lille. Il disposa à cet effet ses troupes sur trois colonnes. Celle de droite d'un bataillon, un escadron et deux canons, devait passer la Marcq à Choraing; la seconde de même force, devait passer à Bouvines, la troisième de six bataillons, deux escadrons et neuf canons devait se diriger, par Orchies, sur Pont-à-Marcq. Les deux premières colonnes replièrent nos avant-postes sous le canon de Lille. Mais le général Maisons, qui avait réuni son corps d'armée à Sanghien, ayant reconnu la faiblesse des deux colonnes ennemies, les fit charger par le général Castex, qui les culbuta au-delà de Bouvines, leur tua environ soixante hommes et en prit une centaine. Le général Thielemann, qui était à la tête de sa colonne de gauche, se hâta de se replier à Tournay.

Le général Maisons, voyant l'ennemi occupé de-

vant Maubeuge, et ayant appris le départ de la division Borstel, reprit son projet de s'avancer à Gand, pour rallier la division Roguet. Ayant annoncé, pour donner le change à l'ennemi, qu'il avait le dessein de débloquer Maubeuge, il employa la journée du 24 à préparer l'équipage de ponts, dont il avait besoin pour rester maître du passage de la Lys. Le 25, il se mit en mouvement avec les division Barrois, Solignac et Castex, faisant environ six mille hommes d'infanterie et onze cents chevaux, avec vingt bouches à feu. Le corps de partisans du major Hellwig fut aisément chassé de Menin, et le soir le corps d'armée arriva à Courtray. Le général Maisons poussa encore le même jour le général Penne avec sa brigade, quelque cavalerie et de l'artillerie jusqu'à Pelleghem. Le 26, le général Penne attaqua les avant-postes ennemis à Deynse et les mena battant jusqu'à Gand. Cette ville se trouvait en état de défense et garnie de quelqu'infanterie. Vers trois heures après midi, le général Maisons y arriva avec son corps d'armée et ordonna l'attaque. La brigade Penne, qui en fut chargée, emporta la porte de la Lys et enleva l'artillerie qui la défendait. Les cosaques de Bihaloff essayèrent une charge pour la reprendre, mais ils furent enfoncés par nos lanciers et poussés en déroute jusqu'à Melle. On leur prit une centaine d'hommes, ainsi que le colonel de Polis avec une douzaine d'officiers, formant le cadre de son régiment d'insurgés Belges. Le même jour,

le général Maisons envoya à Lockeren le colonel Villatte avec cinquante lanciers et une compagnie de voltigeurs, pour ouvrir la communication d'Anvers et porter l'ordre au général Roguet de quitter cette place et de venir prendre position entre Gand et Alost. Cette fois la jonction réussit, et le général Maisons se trouva renforcé de quatre mille hommes d'infanterie, deux cents chevaux et quatorze canons.

Aussitôt que le général Thielemann apprit que le général Maisons marchait sur Gand, il partit lui-même de Tournay et vint occuper Courtray, avec sept bataillons, quatre escadrons et treize canons. Mais ne s'y croyant sans doute pas assez fort, il retourna le 27 à Tournay, où il fut renforcé par sept bataillons et un escadron saxons. D'un autre côté, la position qu'avait prise la division Roguet, donna au duc de Weimar des inquiétudes pour Bruxelles. Pour couvrir cette capitale, il ordonna au général Wallmoden, qui venait d'arriver à Louvain, de se rendre sans délai à Alost avec sa première brigade, forte de quatre bataillons, quatre escadrons et seize canons. La seconde brigade se rendit devant Anvers, pour relever le général Gablentz, qui devait également se rendre à Alost avec ses quatre bataillons. Le colonel de Lottum, qui se trouvait à Bruxelles avec quelques bataillons prussiens et saxons, en partit aussi pour aller renforcer le corps qui s'assemblait à Alost.

Ces préparatifs terminés, le duc de Weimar se rendit le 30 à Alost, et fit ses dispositions pour écarter le général Maisons de Bruxelles. Les douze bataillons, sept escadrons et trente canons qui étaient réunis à Alost, devaient attaquer l'armée française de front. Le général Thielemann devait déboucher d'Oudenarde, avec quinze bataillons et sept cents chevaux. Le major Hellwig fut renforcé d'un bataillon et deux canons et occupa Deynse et Haerlebecke, de concert avec le major Pückler. Tournay fut occupé par deux mille hommes, que soutenaient un détachement de pareille force à Leuze. La ligne d'avant-postes devant Condé et Valenciennes appuya à droite; le général Lecoq resta au blocus de Maubeuge. La position du général Maisons serait devenue critique, s'il avait perdu un plus long temps à Gand. Le général Graham pouvait venir se placer entre Gand et Anvers, à la longue peut-être, même l'armée suédoise serait-elle venue aussi; il suffisait de lui en laisser le temps. Mais ce n'était pas le but du général Maisons. Le mouvement de la division Roguet avait dû donner des craintes à l'ennemi pour Bruxelles; tel avait été son but. Il était naturel que le duc de Weimar fit des dispositions pour couvrir cette place; car ne sachant pas que le général Maisons voulait revenir à Lille, il ne pouvait agir autrement. Or le mouvement que l'ennemi faisait pour couvrir Bruxelles, dégageait nécessairement la Lys; le général Maisons avait résolu de n'attendre que

l'instant où il serait prononcé, pour se mettre en retraite.

Le 30 mars, à trois heures du matin, l'armée française quitta Gand, sur deux colonnes. Le général Solignac, avec sa division et une brigade de cavalerie, suivit la rive gauche de l'Escaut; le restant du corps suivit la droite de la Lys. Le soir les deux colonnes se réunirent à Courtray. Le général Thielemann, instruit de ce mouvement, conçut le projet d'atteindre l'arrière-garde française et de forcer le général Maisons à combattre. Ayant donc donné l'ordre aux généraux Gablentz et Wallmoden de venir le joindre par Oudenarde, il en partit dans la nuit du 30 au 31, avec environ dix mille hommes d'infanterie, sept cent chevaux et seize canons. A six heures du matin le poste de Sweweghem fut attaqué et forcé de se replier sur Courtray. Le général Thielemann déboucha aussitôt de Sweweghem, en colonnes d'attaque. Le général Maisons fit sortir ses troupes de Courtray et les forma dans la plaine. S'étant assuré que l'ennemi ne débouchait que par la route d'Oudenarde, il s'avança au devant de lui; la division Roguet de front, celles des généraux Solignac et Barrois en colonne sur les ailes, débordant celles de l'ennemi. Le général Thielemann reconnaissant la faute, qu'un peu trop de présomption lui avait fait commettre, chercha à éviter le combat. La division Roguet, le 10e de tirailleurs en tête, aborda le village de Sweweghem, l'emporta, fit

prisonnier un bataillon entier, et coupa ainsi la ligne ennemie. Les cuirassiers saxons essayèrent une charge pour arrêter notre infanterie; la brigade de chasseurs, du général Daudenardé les prit en flanc et les culbuta. Bientôt tout le corps de Thielemann fut en pleine fuite. Le général Dariule, avec un bataillon et quelques pièces les poursuivit quelque temps. Les Saxons perdirent environ six cents hommes tués ou blessés, autant de prisonniers et trois canons. Le général Thielemann rallia ses troupes à Oudenarde, où il trouva les généraux Gablentz et Wallmoden. Le général Maisons, ayant laissé la division Barrois à Awelghem, pour observer Thielemann, marcha le même jour sur Tournay. La division Solignac poussa les avant-postes ennemis dans la place, et le général Maisons, espérant pouvoir tenter un coup de main, fit établir des batteries pour la battre. Leur feu dura jusqu'à dix heures du soir et causa quelque dommage à la ville. Mais ayant été informé pendant la nuit, que les quatre bataillons de la garnison avaient été renforcés par les quatre du général Gablentz et par les deux qui étaient à Leuze, il renonça à son entreprise. Ayant donné l'ordre au général Barrois de se retirer à Lille, il prit la même direction le 1er avril au matin. Le colonel Lottum qui avait occupé Gand le 30, avec quatre bataillons, s'avança le 31 jusqu'à Haerlebeck.

Le 1er avril, le colonel Lottum retourna à Gand; le général Thielemann vint à Tournay, et le

corps de partisans de Hellwig occupa Courtray. Le duc de Weimar, ayant été renforcé par quelques bataillons saxons et par la brigade du général Walmoden, que les Suédois avaient relevée devant Anvers, fit une nouvelle disposition de son armée, qu'il divisa en deux grands corps, ayant en seconde ligne une double réserve. Le 3 avril, le général Thielemann avec onze bataillons, quatre escadrons et demi et seize canons, prit position à Tournay, le corps du major Hellwig occupa Courtray.

Le général Lecoq, avec quatorze bataillons, quatre escadrons, deux régimens de cosaques et quatorze canons, à Mons.

Le général Gablentz, avec sept bataillons, six escadrons et demi, et vingt-six canons, en réserve à Ath.

Le général Wallmoden avec huit bataillons, huit escadrons et vingt-quatre canons de la légion russe allemande, à Lessines.

La totalité de ces forces s'élevait à quarante bataillons, et vingt-trois escadrons, faisant vingt-cinq mille hommes d'infanterie, et près de trois mille chevaux, ayant quatre-vingts canons.

Le général Maisons, rappelé dans la Belgique par les réclamations d'un grand nombre d'habitans, irrités des mauvais traitemens des coalisés, se préparait à une nouvelle expédition; mais voulant, avant tout ravitailler Maubeuge, il vint le 4 à Orchies, et le 5 à Valenciennes. La nouvelle de

la prise de Paris suspendit cependant ses projets. Ayant laissé la brigade Penne à Valenciennes, et jeté quelques bataillons dans Douai et dans Bouchain, il retourna à Lille. Le 7, il conclut avec le duc de Weimar un armistice indéfini, et arrêta la ligne de démarcation des deux armées. Cette ligne, partant de la mer à Ostende et Blankenberg, venait à Menin, qu'elle laissait à l'armée française, et suivait les frontières du département du Nord jusqu'à Maubeuge.

Pendant que cette suspension d'armes se négociait, quelques agitateurs, cherchant à profiter, dans leur intérêt particulier, de la crise où se trouvait la France, et voulant désorganiser l'armée, au risque de livrer nos places fortes à l'ennemi, commencèrent à exciter les soldats à la désertion. Le général Maisons serait venu à bout d'arrêter sans peine le désordre qui commençait à éclater, si le gouvernement provisoire de Paris, n'était venu y porter le comble. Le décret qui licenciait les conscrits, causa un soulèvement, dont les agitateurs cherchèrent à tirer parti à leur profit. Mais la fermeté du général Maisons fit rentrer les troupes dans l'ordre.

Nous avons quitté l'armée du Rhône à l'instant où le prince de Hesse-Hombourg se préparait à attaquer le duc de Castiglione, dans ses positions en arrière de Belleville. Le 17 mars, il se mit en mouvement sur deux colonnes. La première composée des divisions Bianchy et Wied-Runkel, et

des cuirassiers de Léderer se forma à Lancié. La seconde, composée de la division Wimpfen, se réunit aux Maisons-Blanches. Le corps allemand resta en réserve à Crêche. Le prince de Cobourg avait été détaché à la gauche de la Saône; la division Hardegg était devant Miribel, en face de la brigade Bardet. L'avant-garde française, abordée de front par ces masses, se replia en combattant sur la ligne. L'ennemi ne dépassa pas Belleville. Le duc de Castiglione occupa le soir les positions suivantes. La division Pannetier, avec le 4e de hussards, étaient en avant de St.-Georges, occupant Lagé-Lonsard; la brigade Ordonneau, avec le 12e de hussards, en arrière de Beaujeu; le général Musnier, avec la brigade Gudin, et le 13e de cuirassiers, en réserve à l'embranchement des routes de Villefranche et de Beaujeu.

Le 18, le prince de Hesse-Hombourg continua son mouvement offensif. La colonne du général Wimpfen, renforcée de la brigade hessoise du général Gall, devait attaquer de front, par la grande route. La division Bianchy, le centre de la ligne française, à Lagé-Lonsard, et la division Wied-Runckel, la gauche, par Beaujeu. Un détachement fut poussé le long de la rive droite de la Saône. Les avant-postes de la division Pannetier furent attaqués de bonne heure à Marsenne, qu'ils quittèrent après une assez vive résistance. Le général Bianchi attaqua alors Lagé-Lonsard, que la division Pannetier défendit long-temps avec valeur.

Mais la division Wied-Runckel, qui débordait la gauche, étant venue à bout d'occuper les hauteurs des Rues, et la tête de colonne du général Wimpfen s'approchant, le général Pannetier se vit forcé de céder sa position. Ayant été bientôt après soutenu par quelques troupes de la réserve, il reprit l'offensive. Le 4e de hussards chargea la brigade Gall, qui s'était abandonnée à la poursuite, la sabra et la culbuta en déroute; le 20e de ligne reprit Lagé-Lonsard. Le général Haugwitz, en essayant de rallier sa brigade, fut grièvement blessé, et la division Bianchi allait être ramenée en désordre, lorsqu'elle fut appuyée par celle du général Wimpfen, qui entra en ligne. Le combat se soutint encore quelque temps avec un succès à peu près égal; mais enfin les progrès de la division Wied-Runckel, et les renforts que recevait l'ennemi de ses réserves firent pencher la balance. Vers le soir, le général Pannetier, ayant été forcé une seconde fois d'abandonner Lagé-Lonsard, le duc de Castiglione mit son armée en retraite, pour gagner la position de Limonest. Le général Ordonneau la soutint, en défendant le terrain pied à pied. Dès que le général Bianchi vit la division Pannetier à portée du défilé de St-Georges, il poussa en avant les cuirassiers de Léderer, espérant acculer notre arrière-garde. Une décharge à bout portant du 67e régiment, arrêta cette cavalerie, qui se contenta de suivre la retraite avec

précaution. Le soir, l'armée du Rhône occupa les positions suivantes; la division Musnier, et le 4e de hussards à cheval de la route en avant de Limonest, celles des généraux Pannetier et Digeon, en seconde et troisième ligne. Un bataillon et un escadron furent portés à la Tour de Salvagny. L'armée ennemie s'avança jusqu'aux Échelles, où le général Léderer prit position. La colonne du général Bianchi vint à Anse, celle du général Wimpfen à Pommiers; leur avant-garde à la Chassagne. Le prince de Cobourg s'avança à Neuville.

Le 19, le prince de Hesse-Hombourg, que la grande supériorité de ses forces mettait en état de s'étendre tant qu'il voudrait, résolut de déborder la position de Limonest. Certain que le duc de Castiglione ne chercherait pas à déboucher par Anse, où il tint en réserve le corps d'Allemagne, il étendit son armée à droite, pour gagner la route de Moulins. Voulant d'abord s'assurer les passages de l'Azergue et de la Brevonne, il fit porter l'avant-garde du général Bianchi en avant du bois de Vanvres, vers Dammartin; celle du général Wimpfen s'avança sur la grande route, jusqu'à la hauteur de Chasselay. Le gros de son armée vint camper entre Belmont et Lozanne; le général Bianchi en première ligne, et le général Wimpfen en seconde. Le duc de Castiglione, de son côté, pour parer au mouvement de flanc auquel il s'attendait, déploya son armée vers la gauche. La division Mus-

nier resta sur les hauteurs de Limonest, occupant à sa droite Couzon et St.-Romain; la brigade Ponchelon (division Pannetier) avec les 4e de hussards et 13e de cuirassiers, fut placée sur la plateau entre Limonest et Dardilly. La brigade Estève occupa ce dernier village. Le général Digeon, avec le 12e de hussards et la brigade Beurmann, qui venait d'arriver de Catalogne, forte de quatre bataillons (environ deux mille hommes), fut placé en avant des Granges-Blanches; sa droite s'appuyait à la brigade Estève. Le général Bardet, qui était toujours à Miribel, détacha deux bataillons du 79e à Caluire, pour contenir la division du prince de Cobourg.

Le 20 au matin, le prince de Hesse-Hombourg mit ses troupes en mouvement. La colonne du général Bianchi passa les ponts de Dorieux, sans autres difficultés que celles qu'ont pu causer la maladresse des charretiers du train. Elle se déploya entre Dammartin et la Tour-de-Salvagny; le corps de Wimpfen suivait en colonnes serrées. La brigade Mumb, de ce dernier corps, fut dirigée sur Chasselay, pour tourner l'aile droite française dans la division de Pollemieux et Couzon. Une autre colonne d'environ six cents hommes, sous le colonel Nageldinger fut dirigée par la Tour-de-Salvagny, pour gagner la route de Clermont, en-deça de Grezieux. Ainsi un peu plus de seize mille hommes, à peu près enveloppés, allaient en avoir à com-

battre trente-quatre mille, soutenus par dix-huit mille autres à peu de distance (*).

Vers midi, la brigade autrichienne de Mumb, ayant chassé les postes français de Couzon et de Saint-Romain, se présenta sur la hauteur de Colonge. Le général Musnier se voyant tourné, au lieu de porter des troupes sur l'ennemi, se replia sur Lyon; en même temps, le général Bianchi,

(*) FORCE DE L'ARMÉE DU RHONE, LE 20 MARS 1814.

		INFAN.	CAVAL.	CANO.
En ligne.	Div. Meunier	4,900		6
	— Pannetier	4,800		6
	— Digeon		1,800	6
	Brig. Beurmann	2,100		6
	Total	11,800	1,800	24
A Calnire.	79e régiment	1,500		
A Miribel.	Brigade Bardet	3,000		4
	Total	16,300	1,800	28
ARMÉE COALISÉE.				
Colonne du général Bianchi.	Div. Bianchi	8,000		24
	— Wied-Runkel	8,000		16
	— Grenadiers	3,000		8
	— Lederer		3,000	16
Colonne du général Wimpfen.	Brig. Wazel	4,300		8
	Lég. allemande	2,800	1,000	8
	Brig. Mumb	4,800		8
	Total	30,300	4,000	88
A la gauche de la Saône.	Brig. Cobourg	1,200	750	8
Devant Miribel.	Div. Hardegg	2,500	3,000	16
EN RÉSERVE.				
6e Corps d'Allemagne.	Autrichiens	9,000	750	76
	Hesse Darmstadt	7,000	600	8
	Total	50,000	9,100	136

ayant fait occuper la tour de Salvagny, se déploya sur le plateau en face de Dardilly. Le général Pannetier ne pouvant arrêter l'ennemi avec ses six pièces, et voyant que la division Musnier se retirait, se mit également en retraite. Le général Bianchi, maître, presque sans coup-férir, de ce poste important, vers une heure après midi, fit couronner les hauteurs par ses troupes, et les garnit d'artillerie; la division Wied-Runckel occupa Dardilly.

Cependant, le général Digeon, dès qu'il avait entendu l'engagement de la division Pannetier, avait porté en avant, vers la tour de Salvagny, le général Beurmann avec trois bataillons, deux escadrons et quatre canons. Dès que ce général fut arrivé à la hauteur de Dardilly, le général Bianchi envoya contre lui la division Wied-Runckel, avec laquelle le combat s'engagea. Le général Beurmann, voyant que le village de Dardilly était occupé par l'ennemi, et apercevant la colonne du major Nageldinger qui gagnait la route de Clermont, se replia sur Grange-Blanche. Le général Digeon, résolu de tenir à ce poste, plaça deux bataillons sur un mamelon à droite de la route, deux à gauche, et le 12e de hussards en réserve. La division Wied-Runckel se déploya bientôt après devant lui, et le combat se soutint sur ce point. Pendant ce temps, le général Bianchi poussait la division Pannetier, en appuyant à gauche, pour s'unir au général Mumb; vers trois

heures, les divisions Pannetier et Musnier furent acculées sur Lyon, et la fusillade s'engagea en avant du faubourg de Vaize.

Le duc de Castiglione avait quitté le champ de bataille assez mal à propos, vers une heure après midi, pour venir se concerter avec les autorités administratives de Lyon. Il accourut se remettre à la tête de ses troupes; les Autrichiens occupaient les hauteurs de la Duchère et de Roche-Cardon : le duc de Castiglione reporta en avant les divisions Musnier et Pannetier, et arrêta l'ennemi. Vers cinq heures du soir, le général Digeon, vivement pressé, était au moment d'être forcé, lorsque le duc de Castiglione lui envoya le 13e régiment de cuirassiers et une demi-batterie; ce renfort rétablit les affaires, jusqu'à l'arrivée de la colonne du général Wimpfen. Cette division entra de suite en ligne, et celle de Wied-Runckel s'étendit à droite. Malgré les efforts de la brigade Beurmann, cette division ennemie gagnait du terrain, et ses tirailleurs atteignaient déjà le faubourg St.-Just; alors le général Digeon, voyant que son artillerie allait manquer de munitions, hasarda deux charges. L'une, à droite, de deux escadrons du 13e de cuirassiers, sabra les canonniers d'une batterie de vingt pièces, du général Wimpfen; l'autre, de deux escadrons du 12e de hussards, porta à gauche sur la division Wied-Runkel ; le régiment de Hiller, qui s'avançait sur la route de Clermont, fut sabré et perdit près

de quatre cents prisonniers et son colonel : ces deux charges arrêtèrent l'ennemi, et le combat cessa à la nuit.

Le prince de Cobourg, qui s'était avancé de Neuville, dès le matin, se présenta devant Caluire; le colonel Gay, du 79ᵉ, le ramena vigoureusement et assez en désordre. Le prince de Cobourg essaya, pour rallier ses troupes, une charge de six escadrons de cavalerie, mais les vieux soldats du 79ᵉ reçurent de sang-froid; et repoussèrent la charge avec tant de succès, que le prince de Cobourg fut arrêté et contenu jusqu'au soir. Devant Miribel, le général Hardegg n'osant attaquer le général Bardet, passa la journée en démonstrations. Pendant la nuit, le général Hardegg fit passer le Rhône à la nage aux hussards de Hesse-Hombourg ; un assez grand nombre se noyèrent, et le restant rôda aux environs de Meizieux, sans oser pousser jusqu'à la route de Vienne.

Notre perte dans les journées du 18 et du 20, s'éleva à environ neuf cent cinquante hommes. Celle de l'ennemi fut de plus de trois mille hommes, dont quatre cents prisonniers.

Le 20 au soir, le duc de Castiglione convoqua les autorités administratives, pour leur demander si les habitans étaient déterminés à se défendre. Cette question, adressée au maire, était assez oiseuse; il n'était pas difficile de deviner qu'il repondrait négativement : l'incurie du général en chef avait mis sa responsabilité à couvert. La garde

nationale n'était pas armée, ni organisée; la ville était sans vivres. Le courage et le patriotisme des Lyonnais furent trahis, par la coupable négligence de celui qui était chargé de les défendre: il fut décidé que la seconde ville de l'Empire serait remise à l'ennemi. Dans la nuit, les équipages et l'artillerie quittèrent Lyon ; à deux heures du matin, l'armée les suivit, couverte par la brigade Bardet, qui faisait l'arrière-garde. Le 21, les Autrichiens y firent leur entrée solemnelle, et firent faire des clefs d'or pour les envoyer à leur souverain. Il faut ranger parmi les mille et un mensonges, qu'on se permet trop souvent dans les rapports officiels, la prise de vingt-deux canons et de deux mille cinq cents fusils, qu'annoncèrent leurs bulletins. Nous avons vu que les pièces d'artillerie, destinées à la défense de Lyon, étaient restées à Avignon; quant aux fusils, il n'y aurait que la plus insigne trahison qui ait pu conserver à l'ennemi des fusils, qu'on refusait à la garde nationale. Le duc de Castiglione se retira à Valence, pour être à portée de se joindre au général Marchand.

Le prince de Hesse Hombourg s'arrêta à Lyon pour jouir de sa nouvelle conquête.

Devant Genève, le général Marchand était resté dans les positions où il s'était établi le 3 mars. Le général Bubna, de son côté, ne fit aucun mouvement jusqu'au 12. Alors le général Wimpfen ayant fait occuper St.-Claude, le général Klebelsberg fut envoyé à Trénex, pour ouvrir la commu-

nication avec le prince de Hesse-Hombourg. Le général Klebelsberg, ayant appris qu'il n'était resté que cent hommes au fort de l'Écluse, voulut y hasarder un coup de main. A son approche le tocsin sonna et environ trois mille paysans armés vinrent occuper les hauteurs qui dominent le fort. Les Autrichiens, après l'avoir inutilement canonné pendant la journée, se retirèrent le soir, harcelés par les paysans, qui leur firent perdre une centaine d'hommes. Après le départ de la brigade Bardet, le général Marchand avait fait occuper les ponts de Bellegarde et de Seyssel, chacun par un bataillon. Sa gauche ainsi couverte, il attendait l'arrivée de la division Vedel, venant de Turin, pour reprendre l'offensive contre Bubna. Ce fut dans cette position qu'il apprit, le 23 au matin, la reddition de Lyon; il fallut sur-le-champ se mettre en retraite. Les troupes qui étaient au fort de l'Écluse, à Seyssel, et au pont de Bellegarde reçurent l'ordre de se rendre en hâte à Moirans, devant Grenoble. Deux bataillons furent envoyés occuper Pont-de-Beauvoisin. Le restant des troupes se mit en marche le même jour, sur deux colonnes. La première conduite par le général Marchand, prit la route de Rumilly ; la seconde aux ordres des généraux Dessaix et Serrant prit celle d'Annecy. Le général Bubna fit sur-le-champ réparer les ponts de l'Arve et poussa le général Klebelsberg, avec les brigades Klopfstein et Zechmeister à la suite de nos troupes. Le 24, près d'Alby, le général

Serrant se voyant serré de trop près par le général Zechmeister, l'attaqua à son tour. Les Autrichiens furent culbutés jusqu'au pont de la Caille et perdirent plus de trois cents hommes. Le général Marchand resta le 24 et le 25 entre Alby et Rumilly; dans la nuit du 25 au 26, il continua sa retraite sur Chambéry et de là sur l'Isère: il y occupa, entre Montmélian et les Echelles, la position qu'il avait déjà tenue au mois de janvier. Le général Dessaix se retira au confluent de l'Arc, à la Chavanne, pour couvrir la marche des troupes qui pourraient venir d'Italie, et défendre la Maurienne.

Cependant le duc de Castiglione était arrivé à Valence, où l'armée fut réunie le 23. Au lieu d'étendre ses troupes derrière l'Isère, afin de donner la main au général Marchand et s'appuyer sur les montagnes du Dauphiné, il les échelonna en arrière, jusqu'à Pont-St.-Esprit. Le motif qu'il donna à cette singulière disposition, fut celui d'être en mesure de passer le Rhône, pour s'opposer à la jonction des Autrichiens avec Wellington. Il ne pouvait pas en donner le plus pitoyable. Il était évident que l'ennemi n'irait pas s'engager dans les montagnes du Vivarais et descendre en Languedoc, en laissant un corps de plus de vingt mille hommes derrière l'Isère. Il fallait donc s'attendre à le voir arriver en même temps sur Grenoble et sur Valence. Cependant le corps du général Marchand, séparé du restant de l'armée par

une aussi grande distance, pouvait être prévenu et coupé. Alors le duc de Castiglione se trouvait acculé sur Avignon ou rejeté au-delà du Rhône et privé de cinq mille hommes. Heureusement que les Autrichiens continuèrent à mettre la même lenteur dans leurs opérations. Le 23, ils envoyèrent seulement une avant-garde à St.-Vallier. Le 24, le prince de Hesse-Hombourg, ayant envoyé des partis lever des contributions à Roanne et à Feurs, dirigea le prince de Cobourg à St.-Étienne et mit son armée en mouvement. La colonne du général Wimpfen, la division Hardegg et celle de Darmstadt, suivirent la route de Grenoble; le général Hardegg occupa le 25 Bourgoin; le restant de l'armée dépassa Valence. A l'approche de l'ennemi, le duc de Castiglione fit détruire le pont de Romans et celui de la grande route de Lyon à Marseille.

Le général Marchand, s'attendant à voir une partie des forces ennemies se diriger sur Grenoble, fit occuper la Grande-Chartreuse, et plaça à Voiron deux bataillons du 18e léger; le défilé le long de l'Isère, au-dessus de Voreppe, fut fortifié et flanqué par une forte batterie à la rive gauche. Le 29, l'avant-garde du général Wimpfen, forte de deux mille cinq cents hommes, se présenta devant Voiron. Le colonel Cubières s'avança au-devant d'elle, et l'arrêta par un combat qui dura toute la journée. Le lendemain cependant, le général Marchand lui ordonna de se replier à Voreppe.

Les Autrichiens s'avancèrent lentement. Ce ne fut que le 3 avril, que le général Wimpfen fit attaquer Voreppe. Le colonel Cubières se défendit pendant quelques heures, mais ne voulant pas se compromettre par une plus longue résistance, il se replia sur le défilé dont les retranchemens étaient achevés. En même temps, le général Bubna se préparait à attaquer le général Dessaix à la Chavanne. La destruction du pont rendant l'attaque impossible, le général Bubna remonta l'Isère, jusque près de Conflans, au confluent de l'Arly, et passa la rivière en radeaux. Le général Dessaix n'opposa à l'ennemi que la résistance nécessaire, pour couvrir sa retraite sur Aiguebelle. De là, il se replia avec deux bataillons vers St.-Jean-de-Maurienne, et envoya le général Serrant prendre position avec le restant de ses troupes à Pont-Charra, en face du fort Barreau.

Le prince de Hesse-Hombourg, désespérant de forcer le passage de l'Isère, entre Valence et Romans, fit appuyer la plus grande partie de ses forces à gauche, et lui-même transporta son quartier-général à Rives. Son projet était de forcer le passage, en se rendant maître de Grenoble, que le général Bubna aurait attaqué à revers. La position du général Marchand devenait assez critique; menacé de front par des forces considérables, il était déjà débordé par la colonne de Bubna. Le duc de Castiglione, au lieu de lui envoyer des renforts, qui le missent à même de se défendre, s'était

contenté de faire remonter l'Isère à deux bataillons. Cependant, considérant, d'un côté, qu'il coûterait bien des peines et du sang à l'ennemi, pour forcer le défilé de Voreppe; et de l'autre, que le général Bubna serait facilement retardé et arrêté par un petit nombre d'hommes dans le pays difficile où il s'était engagé, il résolut de soutenir l'attaque. Tout paraissait disposé des deux côtés, lorsque le 11 avril, le prince Émile de Hesse-Darmstadt, fit demander une entrevue au général Marchand. Cette entrevue, qui donna lieu à la communication des événemens de Paris, fut suivie d'un armistice, *in statu quo*, qui fut conclu entre le duc de Castiglione et le prince de Hesse-Hombourg.

CHAPITRE XII.

Opérations de l'armée des Pyrénées. — Combat de Vic-Bigorre, le 19 mars. — Combat de Tarbes, le 20 mars. — Observations sur les mouvemens du duc de Dalmatie. — L'armée des Pyrénées arrive à Toulouse. — Mouvemens de Wellington vers la haute Garonne. — Il passe la Garonne au-dessous de Toulouse. — Erreur du duc de Dalmatie. — Dispositions qu'il fait pour défendre Toulouse.

Nous avons laissé, le 17 mars, le duc de Dalmatie en position autour de Momy, couvrant la route de Pau à Vic-Bigorre. La brigade Berton était en arrière à Lambége. Ce jour-là, le duc de Wellington fut rejoint par la cavalerie et l'artillerie de réserve de son armée; le maréchal Beresford s'approchait également d'Aire. Le 18, l'armée anglo-espagnole se mit en mouvement sur trois colonnes. Le général Clinton à l'extrême gauche se dirigea vers Plaisance; le général Picton avec la brigade Fane, sur Conchez; le restant de l'armée prit la route de Castelnau. La brigade Berton

se retira en combattant de Lambége vers Maubourguet. Le 19 le duc de Dalmatie, s'imaginant que le général anglais le suivait pour lui livrer bataille, s'établit à la rive droite du Layza sur le plateau de Lamayou. Mais à peine avait-il fait ses premières dispositions qu'il apprit que l'ennemi débouchait également par la vallée du Larros et allait se porter sur ses derrières. Il se décida alors à se retirer sur Tarbes, et se mit en marche sur-le-champ pour s'y rendre. Le général d'Erlon eut l'ordre d'occuper Vic-Bigorre afin de couvrir le mouvement du reste de l'armée, qui se dirigea par la route directe de Lamayou à Tarbes. Le général Berton fut laissé à Maubourguet, pour couvrir la retraite et donner le temps au général d'Erlon d'arriver à Vic-Bigorre. A peine le général Berton avait-il assis sa position, que la brigade anglaise de Fane se présenta devant Maubourguet. Le général Berton échelonna ses deux régimens en arrière de la ville, et, lorsque l'ennemi en déboucha, il fit charger la tête de la colonne par l'escadron d'élite du 21e de chasseurs. Les Anglais furent culbutés au travers de Maubourguet, sur leur infanterie qui arrivait, et cet échec les rendit un peu plus circonspects. La retraite continua en bon ordre jusqu'à Vic-Bigorre, où venait d'arriver le général d'Erlon. La division Darricau arrêta la cavalerie ennemie et la rejeta même en arrière; la brigade Berton se dirigea sur Rabastens. Vers trois heures la division Picton et la brigade Bock

étant arrivées, attaquèrent la division Darricau; nos troupes soutinrent le combat pendant quelque temps et se replièrent vers le soir sur la division Darmagnac, qui avait pris position à Pujo.

Dans la nuit, le général d'Erlon continua son mouvement de retraite sur Tarbes, et le 20 au matin l'armée des Pyrénées occupait les positions suivantes. Le général d'Erlon était sur le plateau d'Oleac en arrière de Tarbes; à sa droite était le général Clausel, à cheval de la grande route de Tournay. Le général Reille couvrait les approches de Tarbes, qu'il était chargé de défendre; la cavalerie était à l'aile droite s'appuyant à la route de Trie. Le duc de Wellington s'avança de son côté, le même jour, sur deux colonnes. Celle de droite aux ordres du général Clinton, et composée de sa division et des brigades Ponsonby et Sommerset, s'avança par la route de Rabastens. Le restant de l'armée, ayant en tête le corps du général Hill, suivit la route de Vic-Bigorre. L'avant-garde de ce dernier fut arrêtée quelque temps, par les troupes postées à Aureilhan et dans les faubourgs de Tarbes. Mais le duc de Dalmatie, se voyant alors menacé de nouveau en flanc, donna au général Reille l'ordre de quitter Tarbes, et se mit lui-même en retraite avec l'armée. Le général Hill traversa la ville en hâte pour suivre notre retraite; mais la division Alten, qui était en tête de colonne, fut arrêtée court par le corps du général Clausel. La division Clinton arriva trop tard, pour s'engager

autrement que par ses tirailleurs. Le général Clausel prit position à Clarac; les généraux Reille et d'Erlon à Tournay; la cavalerie à Trie : l'ennemi s'établit sur les hauteurs en face.

On a peine à concevoir les mouvemens du duc de Dalmatie, depuis la bataille d'Orthez. Ils sont tellement confus qu'ils ne laissent pas même la possibilité d'admettre, que son intention primitive ait été de gagner Tarbes. Il n'y avait qu'un seul cas qui pût l'amener sur cette ville; c'était celui où l'armée d'Arragon repassant les Pyrénées, serait en marche pour le joindre par la Haute-Garonne. Si ce cas eût existé, c'était d'Orthez même qu'il fallait prendre la direction de Tarbes; au lieu de livrer le 27 février une bataille inutile, il fallait se retirer sur Pau. Mais l'armée d'Arragon était bien loin de revenir en France; et alors on se demande ce que le duc de Dalmatie voulait faire à Tarbes. Pourquoi s'acculer aux montagnes et ouvrir à l'ennemi la route de Toulouse? Lorsqu'il quitta Aire, pourquoi vint-il à Couchez? Ayant mal-à-propos quitté la ligne d'opération de Bordeaux, il n'avait d'autre choix que de prendre celle de Toulouse. S'il la perdait il se serait trouvé acculé aux Pyrénées, privé de toutes espèces de ressources, et réduit bientôt, aux plus dure nécessités. L'ennemi avait déjà passé l'Adour, et lui allait se placer en dedans de la courbe que forme ce fleuve. Si lord Wellington, laissant un corps d'observation devant l'armée française, était venu

se porter à Auch, avec le gros de son armée, quel mouvement aurait fait le duc de Dalmatie? Il lui était impossible de gagner Toulouse, et il pouvait encore moins s'aventurer vers Bordeaux. Son mouvement de Conchez sur Aire était également mal conçu, puisqu'il agissait en dedans du cercle, par la circonférence duquel il avait conduit l'ennemi. Un ennemi plus intelligent que le duc de *Wellington*, se serait contenté de faire garder Aire, comme tête de pont, et se serait porté par Plaisance sur Rabastens. Enfin, le duc de Dalmatie, après avoir perdu deux jours en promenades militaires, revient sur ses pas, lorsqu'il voit son adversaire prêt à le recevoir. Il remonte le Lees jusqu'à Momy, et on se demande encore pourquoi. Il n'était pas bien difficile de prévoir que le duc de Wellington ferait remonter l'Adour, et peut-être le Larros à une partie de son armée; la supériorité de ses forces le lui permettait: il en résultait que l'ennemi pouvait s'interposer entre l'armée française et Toulouse. La seule chose qu'il y eut donc à faire était de se replier par Vic-Bigorre sur Rabastens, afin de rester maître de la route d'Auch. La position de Tarbes ne valait plus rien, puisqu'elle se trouvait déjà tournée par les colonnes anglaises, qui s'étaient dirigées sur Plaisance. Nous ne parlons pas de l'idée de présenter une bataille derrière la Layza, ayant l'Adour à dos, n'ayant de retraite que par les ailes, et lorsque l'ennemi allait arriver à Rabastens. Le résultat de toutes ces opé-

rations fut que le duc de Dalmatie, obligé de quitter Tarbes, se vit dans la nécessité de faire le tour par St.-Gaudens, pour gagner Toulouse; la route directe cependant restait au pouvoir de l'ennemi. Depuis Orthez, nous voyons le duc de Dalmatie errer à peu près à l'aventure, présentant bataille partout, et ne l'acceptant nulle part; arriver enfin à Toulouse uniquement favorisé par la négligence de son adversaire.

Le 21, l'armée des Pyrénées continua son mouvement de retraite par St.-Gaudens, Martres et Noé; le 24, elle arriva devant Toulouse. Le général Clausel flanqua la marche pendant la journée du 21, et prit position le soir à Lossan et Franqueville; le 22, il rejoignit l'armée à Villeneuve-de-Rivière. L'ennemi suivit lentement la marche de l'armée française, et il n'y eut d'autre engagement que la surprise du 10e régiment de chasseurs, enveloppé entre St.-Gaudens et Martres, le 22, par la brigade Fane. Le 10e de chasseurs se fit jour et rejoignit l'armée, ayant perdu une quarantaine d'hommes. Le duc de Dalmatie établit son armée en avant de Toulouse, derrière le Touch, la droite à St.-Martin et St.-Michel, et la gauche à Portet. Le duc de Wellington s'avança lentement. Non-seulement sa marche était retardée par un nombreux train de pontons, mais encore par cette innombrable quantité de bêtes de somme, pour le transport des vivres si absolument nécessaires aux armées anglaises, qui ne

pouvent pas faire la guerre si les distributions ne sont pas régulières, et si elles éprouvent la moindre disette. Une autre cause de retard, furent les inquiétudes que lui causèrent les courses de quelques corps francs sur ses derrières, et l'enlèvement de quelques convois.

Le 27 mars, l'armée ennemie arriva devant Toulouse par la route d'Auch et par celle de St.-Gaudens. Il y eut ce jour-là et le lendemain quelques affaires d'avant-postes; mais vers le soir du 28, le duc de Dalmatie fit repasser la Garonne à son armée. Le général Clausel s'établit sur le côteau de Pech-David vers St.-Agnès. Les Anglo-Espagnols s'approchèrent alors de Toulouse, appuyant leur droite à Portet et St.-Simon, et s'étendant le long du Touch jusqu'à Blagnac. Mais l'intention du duc de Wellington n'était pas d'attaquer Toulouse de vive force par la rive gauche de la Garonne. Le peu de développement que le coude de la rivière lui aurait permis de donner à son attaque, rendait la supériorité numérique de ses troupes à peu près nulle, et toutes les chances étaient contre lui. Il forma alors le projet de passer la Garonne plus haut, et d'aller s'établir entre Toulouse et Castelnaudary. Par ce mouvement, il remplissait un triple but. D'abord il coupait la communication entre l'armée des Pyrénées et celle d'Arragon, et il obligeait cette dernière à rester dans les Pyrénées qu'elle ne pouvait plus passer, puisqu'elle se serait trouvée

prévenue à Narbonne. En second lieu, il rentrait dans le plan général d'invasion, arrêté par les coalisés, qui était d'occuper le Languedoc, afin de donner la main aux troupes qu'ils devaient envoyer sur Lyon. Enfin, il tournait la position qu'occupait le duc de Dalmatie, et obligeait ce dernier à se retirer par Alby et à abandonner la ligne de la Garonne.

Le 29, le duc de Wellington fit commencer la construction d'un pont, à Portet, au-dessous de l'embouchure de l'Arriége. Mais la largeur de la Garonne dans cet endroit, et la rapidité du courant, augmentée par la crue des eaux, l'obligèrent à renoncer à son projet. Le 30, ayant fait reconnaître un emplacement plus favorable entre Roques et Pinsaguel, il y fit jeter un pont dans la nuit, et, le 31 au matin, le général Hill passa la Garonne avec les divisions Stewart, Lecor et Murillo, et la brigade Fane. Il se dirigea sur Cintegabelle et y passa également l'Arriége. Le duc de Dalmatie, ayant appris ce passage, fit avancer son armée en remontant la Garonne jusqu'à Vieille-Toulouse, où il prit position. La réserve, composée de conscrits tirés des dépôts de la 10e division militaire et commandée par le général Travot, prit position sur les hauteurs du Calvinet, ayant des postes vis-à-vis Blagnac. Le général Lafitte, qui commandait le département de l'Arriége, reçut l'ordre de former une brigade de ses dépôts de ligne et de gardes nationaux, et

de pousser des reconnaissances vers St.-Gaudens et Martori. On dit que le duc de Dalmatie écrivit également au duc d'Albuféra, qui commandait l'armée d'Arragon, pour l'engager à venir le joindre. Cela se peut, mais il était aisé de s'attendre à un refus. Il n'est pas dans l'ordre des choses probables qu'un maréchal aille se mettre volontairement sous les ordres d'un autre, surtout s'il a un moyen de s'en dispenser. Ici, le duc d'Albuféra avait la commission de remettre le roi Ferdinand aux avant-postes espagnols. Dès son arrivée à Toulouse, le duc de Dalmatie, s'imaginant que le duc de Wellington voudrait forcer le passage de la Garonne à Toulouse même, avait fait achever les retranchemens déjà commencés, non-seulement à l'enceinte du quartier St.-Cyprien, mais sur une ligne avancée, qui enveloppait toute l'étendue du faubourg. On a peine à concevoir le motif qui a pu engager le duc de Dalmatie à établir cette ligne avancée, dont le développement l'aurait obligé à employer presque toute son armée à sa défense. Elle présentait tous les inconvéniens d'une ligne circulaire sans appui, puisqu'il était fort difficile, pour ne pas dire impossible, de la flanquer d'une manière avantageuse par des batteries à la rive droite. Puisque le duc de Dalmatie avait toujours la ressource de faire détruire le pont de la Garonne, un combat à la rive gauche devenait une boucherie inutile. Il lui suffisait de faire réparer l'enceinte

du quartier St.-Cyprien, de la faire flanquer par des batteries à la rive droite, et de la faire garder par une brigade.

Le général Hill s'avança le 1er avril jusqu'à Nailloux, mais là il fut obligé de rétrograder. La mauvaise qualité des chemins lui ôtait tout espoir de continuer sa marche, surtout avec de la cavalerie et de l'artillerie, et rendait trop difficile ses communications avec le restant de l'armée. Il repassa donc l'Arriége et la Garonne, dont le pont fut replié après lui. Le duc de Dalmatie, instruit de ce contre-mouvement, dut aisément juger que l'intention de l'ennemi était de tenter le passage de la Garonne au-dessous de Toulouse. Le mouvement du général Hill, à Cintegabelle et Nailloux, avait déjà dû lui prouver que le duc de Wellington n'avait pas le projet de l'attaquer de front par le faubourg St.-Cyprien. Il commença donc à disposer la ligne de bataille qu'il devait occuper, lorsque l'ennemi déboucherait par la route de Montauban ou par celle d'Alby. Le 2 avril, l'ordre fut donné de mettre la main aux retranchemens, dont l'emplacement était déjà reconnu, et qui devaient servir à la défense des hauteurs de Calvinet et de Montauban. Les ponts sur le canal de Languedoc et toutes les issues de la ville, à la rive droite, furent également mis en état de défense. Ces ouvrages furent poussés avec la plus grande célérité; mais quelqu'aient été le zèle et l'activité des troupes et des citoyens qu'on employa à ce

travail, il avait été commencé trop tard. Sept jours entiers avaient été perdus, et il fallait l'accident dont nous parlerons plus bas, et la lenteur habituelle du général anglais, pour que le front de l'armée se trouvât couvert le jour de la bataille; encore les ouvrages n'étaient-ils pas achevés. Le 3, l'armée des Pyrénées occupa les positions suivantes. Le général d'Erlon prit la gauche de la ligne; la division Darmagnac, en avant des Minimes sur la route de Montauban; la division Darricau, avait la brigade Fririon en avant du pont Jumeau et la brigade Berlier le long de la Garonne, jusqu'en face de Blagnac. Le général Clausel tenait la droite, ayant ses deux divisions à droite de la route d'Alby, derrière les hauteurs du Calvinet. La cavalerie du général Soult couvrait le front de la ligne, sur les routes d'Alby et de Montauban. A la rive gauche de la Garonne, le général Reille occupait le quartier et le faubourg St.-Cyprien, mais il avait l'ordre de tenir la division Taupin disponible et prête à repasser la rivière, pour renforcer la ligne de bataille. Les conscrit tirés des dépôts, et dont quatre mille seulement avaient pu être armés, formèrent une division de réserve sous les ordres du général Travot et des généraux de brigade Porailly et Vouillemont. Elle devait garder l'enceinte de la ville.

Forcé de renoncer au projet de se placer sur les communications de l'armée des Pyrénées, et de l'obliger à quitter Toulouse sans coup-férir,

le duc de Wellington risquait de se trouver fort embarrassé. Il n'avait d'autre ressource que d'attaquer l'armée française dans la position où elle se trouvait. Le pays montagneux et difficile, qui se rencontre à la droite de la Garonne, entre Toulouse, Alby et Montauban, ne lui permettait pas de manœuvrer de ce côté, ainsi qu'il l'aurait pu faire entre Castelnaudary et Toulouse. Le côté faible de la position de Toulouse était précisément celui qui regardait le Languedoc! le côté le plus fort se présentait en venant par les routes d'Alby et de Montauban. On vint à son secours, en lui faisant donner l'avis qu'on commençait seulement, le 2, à travailler aux retranchemens qui devaient couvrir l'armée, et qu'en hâtant son mouvement il pouvait en prévenir l'achèvement.

Ayant donc fait reconnaître, entre Grenade et Merville, un endroit propre à la construction d'un pont; il y dirigea, le 4 au matin, le maréchal Béresford avec les divisions Cole, Clinton et Picton, et les brigades de Sommerset et de Vivian; le corps espagnol du général Freyre et la brigade Ponsonby suivaient immédiatement cette première colonne. Le duc de Dalmatie prévenu de ce mouvement, que voyaient les postes de la division Darricau, le fit suivre par la cavalerie du général Soult, qui vint occuper Castelnau et St.-Caprais. Le 4, à l'entrée de la nuit, les ennemis commencèrent à jeter un pont sous la protection de plusieurs batteries de gros calibre, à la rive gauche;

ces batteries ne tirèrent pas un coup de canon. Avant minuit le pont fut achevé et le maréchal Beresford passa avec les divisions Picton, Cole et Clinton, et les brigades de Sommerset et Vivian. Le général Soult n'opposa aucune résistance au passage des Anglais et se replia par la rive droite de l'Ers, jusqu'à la hauteur de Lespinasse, en avant de Launaguet; la cavalerie ennemie vint s'établir devant lui. A peine la colonne de Beresford avait-elle achevé de passer que la crue des eaux de la Garonne, qui augmentait progressivement, fit chasser les pontons sur leurs ancres et fit fléchir le pont. Le passage du corps espagnol fut suspendu, et dans la matinée du 5, la violence des eaux ayant rompu les cinquenelles, il fallut replier les pontons.

Cet accident abandonna à lui-même le maréchal Beresford, qui se trouva isolé à la droite du fleuve avec quinze mille hommes d'infanterie et trois mille chevaux. Le duc de Dalmatie, dès qu'il eut appris que les ennemis jetaient un pont au-dessus de Grenande, avait manifesté l'intention de marcher à eux, et de les attaquer au passage; c'est ce que lui commandaient les règles de la guerre. La fortune venait encore le seconder, en lui livrant une portion considérable de l'armée ennemie; il ne devait donc pas balancer un seul instant. Mais le duc de Dalmatie montra encore ici le même caractère d'irrésolution, que nous lui avons vu pendant toute cette campagne. Toujours er-

rant de projet en projet, en changeant à chaque instant sans motif, ou reculant devant l'exécution. C'est ainsi qu'on vit le corps du maréchal Beresford rester pendant trois jours, sans être inquiété, dans la position la plus critique, tandis que le duc de Dalmatie se contentait de le faire observer par sa cavalerie, et continuait tranquillement à retrancher son armée. C'était, disait-il, afin d'attirer les ennemis dans une position qu'il avait préparée à loisir, et les y combattre avec un avantage certain.

Enfin, le 8 avril, les eaux ayant baissé, le pont fut rétabli, et le corps du général Freyre, avec la brigade Ponsonby, vinrent se joindre au maréchal Beresford. Le même jour, la cavalerie anglaise attaqua la division Soult en avant de Launaguet, et la ramena sur Toulouse. La brigade Vial, vivement serrée, n'eut pas le temps de faire sauter le pont de Croix-Daurade qui resta au pouvoir de l'ennemi; elle perdit une quarantaine d'hommes. La brigade Berton se retira le long de la rive droite de l'Ers, et vint occuper Balma et les villages jusqu'à Lanta. On a reproché au duc de Dalmatie de n'avoir pas fait soutenir sa cavalerie, au moins par une brigade d'infanterie, qui aurait couvert sa retraite, et assuré la destruction du pont de Croix-Daurade. La destruction de ce pont était peu de chose en elle-même, puisque rien n'empêchait l'ennemi de s'avancer entre l'Ers et la Garonne et de s'en passer. Il paraît plutôt que le duc de Dalmatie, décidé à re-

cevoir la bataille sous les murs de Toulouse, n'aurait pas dû laisser sa cavalerie toute entière au-delà d'un défilé. Le 9, la cavalerie anglaise se prolongea à la rive droite de l'Ers. La brigade Berton, rentrée en partie pendant la nuit dans les lignes, n'avait laissé, au-delà de cette petite rivière, que les détachemens chargés de détruire les ponts de Las Bordes et de Montaudran; celui de Périolles l'était déjà. Ces détachemens restèrent, pendant la journée, entre Balma et Florens; ce ne fut que le 10 au jour, qu'ayant été vivement attaqués, ils se replièrent. Le pont de Las Bordes fut détruit, mais la mine de celui de Montaudran, n'ayant pas pris feu, il tomba entre les mains de l'ennemi.

Ainsi, le 9 avril, les deux armées se trouvaient en présence et prêtes à en venir aux mains. D'un côté, plus de soixante mille Anglais, Espagnols et Portugais, menaçaient Toulouse à l'ouest et au nord. De l'autre, environ vingt-deux *mille hommes* s'apprêtaient à le défendre : car il ne faut pas compter la réserve du général Travot, formant la garnison de Toulouse, et qui ne fut pas engagée(*).

(*) FORCE DES DEUX ARMÉES DEVANT TOULOUSE.

ARMÉE FRANÇAISE

Général Reille.

		INFANT.	CAVAL.
4e Gén. Taupin....	Général Rey.................. / — Racant..............	3,600	
5e — Marannin...	— Barbot.............. / — Rouget..............	3,500	
	Total....	7,100	

Avant de passer au récit de la bataille de Toulouse, nous croyons convenable de faire connaître au lecteur les moyens de défense qu'avait employés le duc de Dalmatie, et la répartition qu'il fit de ses

			INFANT.	CAVAL.
		Report.......	7,100	
(Gauche.) Général d'Erlon.				
1° — Darricau...	Général Fririon............... — Berlier.............		3,000	
2° — Darmagnac.	— Leseur.. .... — Menne..............		3,600	
(Droite.) Général Clausel.				
6° — Villatte....	Général Saint-Pol............. — Lamorandière........		3,500	
8° — Harispe....	— Dauture............. — Baurot..............		3,000	
Soult......	— Berton.............. — Vial................			2,400
		Total.......	20,200	2,400
Garnison de Toulouse.				
— Travot.....	Général Poráilly.............. — Vouillemont.........		4,600	
ARMÉE ANGLO-ESPAGNOLE.				
Colonne du Maréc. Beresford	4° Division Cole............. 6° — Clinton...........		10,000	
	Brigade Sommers et Vivian.			3,000
	Div. lég. Alten............. 3° Division Picton...........		10,000	
	Brigade allemande..........			1,500
Corps espagnol.	Général Freyre............		18,000	900
Colonne du gén. Hill	Brigade Ponsonby..........			1,500
	2° Division Stewart.......... Portug. Lecor............. Espagn. Murillo.............		15,000	
	Brigade Fane..............			1,500
		Total.......	53,000	8,400
Réserve espagnole.	Général Giron.............		18,000	900
		Total général.......	71,000	9,300

troupes. Nous avons vu que le premier point qu'il avait fait retrancher, était le quartier St.-Cyprien à la rive gauche de la Garonne, et qu'il l'avait couvert d'une double enceinte. La première était formée par l'ancienne enceinte du faubourg, à laquelle on avait ajouté les ouvrages suivans : sur la gauche, une redoute bastionnée, armée de six pièces (A) coupant la route de Muret. La barrière du faubourg de la Patte d'Oie, fut fermée par un double *blokhaus* découvert, armé de deux pièces (B). La tour de l'angle des hospices, fut couverte d'une redoute (C) armée de trois pièces. La seconde enceinte était à environ 300 toises et enveloppait le faubourg. Elle était appuyée à gauche par un retranchement saillant qui coupait la route de Muret, et que couvrait un abattis (D). A gauche de la route de Cugnaux, était une redoute armée de deux pièces (E), jointe au retranchement de gauche par une ligne que brisait une flèche. A droite, cette redoute était jointe par une ligne aux maisons de la rue de la Gravette. Ces maisons n'avaient pas été fortifiées, et pour en défendre les approches, on avait construit à cent toises en avant, sur la route de Cugnaux, une redoute en fer à cheval (F) armée de six pièces. La Patte d'Oie (G) avait été entourée d'une redoute octogone, armée de six pièces. De là, une ligne de retranchemens, qui bordait la route d'Auch, conduisait à la maison Rodelose, qui avait été entourée d'une redoute armée de deux pièces (H). De cette

maison, une ligne avait été tirée au fossé qui conduit au moulin Bourassol, qui formait la droite de l'enceinte.

Les retranchemens de la rive droite de la Gàronne, formaient une triple enceinte. La première était celle de la ville même. On avait crénelé le couvent des Récollets (I) et barricadé les rues du faubourg St.-Michel. Le Busca avait été joint à la promenade par une ligne brisée, au milieu de laquelle on avait projeté une redoute bastionnée (K). Le restant des vieux remparts à l'est et au nord avait été armé de canons, aux points qui avaient vue sur le canal. La seconde enceinte était formée par le canal de Languedoc. La gauche de cette ligne appuyait à l'embouchure du canal, où l'on avait fortement occupé la maison d'administration. Le pont Jumeau, à la jonction du canal neuf (L), avait été couvert par un fort tambour armé de quatre bouches à feu; derrière le pont on avait élevé un pare-à-dos, pour le défendre des coups de revers de la rive gauche. Le pont d'Arnaud Bernard (M) sur la route de Montauban, avait été également couvert par un tambour et armé de six pièces. Le couvent des Minimes, à cent toises en avant (N), avait été crénelé et mis en état de défense. Le double tambour qui couvrait le pont Matabiau, sur la route d'Alby (O), armé de sept bouches à feu, complétait la ligne de défense du canal, vers le nord. Cependant, pour ménager, en cas de besoin, un

double passage de retraite, à la gauche des troupes qui couronnaient les hauteurs, un pont volant, en planches libres, avait été établi à côté du pont Matabiau. Le pont Guillemery (P) et le pont neuf (Q) avaient été laissés libres, pour la retraite de l'armée, qui avait été marquée par le faubourg St.-Etienne. Cependant les avenues de ce faubourg étaient défendues par deux redoutes : l'une à gauche, à la maison Sacarin (R); l'autre à droite, à la maison Bataille (S). Le dernier pont, sur le canal, à l'extrême droite, qu'on appelle pont de Montaudran où des Demoiselles, avait été également couvert d'une redoute, armée de quatre pièces de canon (T).

L'enceinte la plus avancée, et qui couvrait le champ de bataille, s'étendait sur les hauteurs du Calvinet et de Montaudran, autrement appelé Mont-Rave. On avait négligé d'y comprendre le mamelon qui est au nord de *Lapujade*, et avec raison, parce que la défense de *cette hauteur* isolée, séparée du reste par un chemin creux, n'aurait servi qu'à compromettre les troupes qu'on y aurait placées. La gauche de cette ligne était fermée par une espèce d'ouvrage à cornes, qui faisait face au mamelon de Lapujade (U), et auquel le chemin creux de Périoles, qui coupe le penchant du coteau, sert d'avant-fossé. Le côté oriental de la butte du Calvinet était défendu par deux redoutes non achevées (V). A l'occident et autour du signal du Calvinet, une redoute bas-

tionnée, fermée à la gorge (W), battait à revers les avenues du pont Matabiau et la route d'Alby. Au midi de cette dernière, et au pied de la butte supérieure était une autre redoute (X), construite dans le même but. Ces différens ouvrages formaient ce que l'on appelait les redoutes du Calvinet. Un peu plus loin au midi, entre la butte du Calvinet et le chemin de Lavour ou de Balma, étaient les redoutes du centre. La première, appelée des Augustins (Y), entourait la maison Pomarède : la seconde entourait la ferme de la Colombette (Z). Enfin la droite de la ligne était fermée par une redoute encore imparfaite, établie à l'extrémité nord du mamelon de Cypière (AA), et qui n'était pas armée.

Le 9 au soir, l'armée anglaise se trouvant en présence, le duc de Dalmatie acheva ses dispositions pour recevoir la bataille, qui était inévitable le lendemain. Le général Reille fut chargé de la défense du faubourg St.-Cyprien, avec la seule division Maransin, qui fut répartie aux différens points de l'enceinte extérieure (1). De l'autre côté de la Garonne, le général d'Erlon étendit ses divisions entre l'embouchure du canal et la butte du Calvinet. La brigade Berlier, de la division Darricau, occupa la rive gauche du canal, depuis son embouchure jusque vis-à-vis Lacroix (2); elle était chargée de la défense du pont Jumeau. La brigade Fririon, de la même division, défendait les ponts d'Arnaud-Bernard et Matabiau (3). Le

couvent des Minimes (N) était défendu par le 31[e] léger, sous les ordres du major Bourbaki (*). La division Darmagnac était déployée à l'ouest de la butte du Calvinet, obliquement à la route d'Alby, la brigade Leseur (4) à droite, et la brigade Menne à gauche. Le général Clausel prit la droite de la ligne sur le Mont-Rave. La brigade St-Pol, de la division Villatte (6), occupait les redoutes du Calvinet; la brigade la Morandière, de la même division, était en seconde ligne (7), ayant un bataillon en observation sur le mamelon de la Pujade. La brigade de cavalerie du général Vial était à droite de la division Vilatte (8), sur le plateau du Pigeonnier. La brigade Baurot, de la division Harispe (9), occupait les redoutes du centre; la brigade Dauture, de la même division (10), s'appuyait à celle de Cypière. La brigade de cavalerie du général Berton formait l'extrême droite, en potence le long du chemin de Caraman (11), observant les bords de l'Ers. La division Taupin était en réserve, en colonne par division, en avant de la maison Sacarin (12), à gauche de la route de Lavaur. Le général Travot, ayant garni les remparts de Toulouse et placé des troupes au pont des Demoiselles (T), établit le reste de sa réserve au Busca (13).

(*) De la brigade Leseur, division Darmagnac.

CHAPITRE XIII.

Bataille de Toulouse, le 10 avril.—Retraite de l'armée des Pyrénées. — Réflexions sur la bataille de Toulouse. —Sortie de la garnison de Bayonne, le 14 avril. —Mouvemens autour de Bordeaux. — Armistice pour les armées des Pyrénées et d'Arragon. — Siéges des places.

Le 10 au matin, le duc de Wellington mit son armée en mouvement à la pointe du jour. Le plan d'attaque qu'il avait arrêté était le suivant. A la gauche de la Garonne, le général Hill, avec les divisions Stewart, Lecor et Murillo, et la brigade Fane, devait attaquer le faubourg St.-Cyprien, et chercher à enlever l'enceinte avancée. A la droite, la division Picton devait attaquer l'embouchure du canal et le pont Jumeau. La division Alten, soutenue par la brigade de cavalerie allemande, devait enlever le couvent des Minimes et menacer le pont Armand-Bernard. Le général Freyre, appuyé par l'artillerie por-

tugaise et la brigade de cavalerie de Ponsonby, devait déboucher par Croix-Daurade, et attaquer de front les retranchemens du Calvinet. Le maréchal Beresford, avec les divisions Cole et Clinton et la brigade de Sommerset, débouchant également de Croix-Daurade, devait longer la rive gauche de l'Ers, pour tourner la droite de la ligne française. La brigade Vivian, qui était en partie à Balma, et en partie au pont de Montaudran, sur l'Ers, qu'elle occupait, devait rester en observation dans cette partie, jusqu'à ce qu'elle se trouvât à portée d'appuyer le maréchal Beresford. Les rapports du duc de Wellington ne font mention d'aucune réserve; mais l'énumération du corps de son armée, que nous avons donnée (tome I, page 238) indique qu'il avait encore la réserve d'Andalousie du général Giron, qui était, à ce qu'il paraît, plus en arrière sur la rive droite de la Garonne.

Vers six heures du matin, le duc de Wellington donna le signal de l'attaque. La division Picton, s'étant formée dans la plaine sur le chemin de Latour (14), ramena nos avant-postes à la gauche du canal et vint se déployer en face de la brigade Berlier, depuis l'embouchure du canal, jusque vers l'écluse de Biornaise (15). Environ vers sept heures, le général Picton ayant ployé une de ses brigades en deux colonnes d'attaque, la fit déboucher sur la tête du pont, que défendaient un bataillon du 36e et un du 69e. Les Anglais arri-

vèrent au pas de course et avec beaucoup d'audace, jusqu'au pied des palissades, où ils se trouvaient à l'abri de notre feu, tandis que nos troupes étaient incommodées par celui des tirailleurs, qui garnissaient les arbres du canal. Alors le général Berlier résolut de faire employer à ses troupes la seule arme dont on put se promettre du succès; ce fut de se servir des pierres, qui avaient été préparées à cet effet, pour lapider les Anglais aux pieds des palissades. Ce moyen eut le succès qu'on pouvait en attendre; l'ennemi écrasé par une pluie de pierres, qui lui blessa ou tua bien du monde, fut obligé de reculer, et la mitraille de notre artillerie, qui le reprit alors, le força à chercher un asile dans le petit bois de Gragnagues. Trois attaques pareilles et successives n'eurent d'autre effet, que de faire perdre plus de trois cents hommes au général Picton. A peu près en même temps, la division Alten et la brigade de cavalerie allemande (16) se déployaient dans la plaine, à droite de la route de Montauban. La brigade de droite s'engagea bientôt avec le 31e léger, qui défendait le couvent des Minimes et les maisons vis-à-vis. Le général Freyre arrivait aussi en face des retranchemens du Calvinet. Le bataillon de la brigade la Morandière, qui était en avant de la Pujade, s'étant replié à l'approche de l'ennemi, le corps espagnol se déploya sur la butte (17) sur deux lignes, avec une réserve. L'artillerie portugaise couvrait son front; la brigade Ponsonby était en

réserve (18). Vers sept heures du matin, la canonnade s'engagea, mais le relief de nos retranchemens fit souffrir de grands dommages à l'ennemi, et maltraita ses batteries. Pendant ce temps, le maréchal Beresford, qui avait débouché à la suite des Espagnols, s'était dirigé vers Montblanc. Ayant à parcourir, après ce hameau, un terrain marécageux et difficile, il y laissa son artillerie et continua sa marche le long de l'Ers, sur trois colonnes, suivi par sa cavalerie (19). La brigade Vivian était toujours à Balma et au pont de Montaudran (20) à attendre la suite des événemens. Lorsque le général Freyre vit le maréchal Beresford à sa hauteur, il mit son corps en colonnes d'attaque, et le porta en avant. La cavalerie du général Ponsonby le remplaça sur le mamelon. Dès que le corps espagnol eut dépassé la Borde de Pujade, l'aile gauche se dirigea par un demi à gauche vers la redoute nord du Calvinet; l'aile droite continua à marcher vers le pont de Matabiau. La disposition du terrain, qui va en s'élevant d'une manière uniforme, de la Borde de Pujade jusqu'aux redoutes, n'avait pas permis aux Espagnols d'appercevoir le chemin creux qui coupait le milieu du coteau. Lorsque leur aile gauche fut arrivée contre ce chemin (21), l'obstacle se présenta à leurs yeux tout-à-coup et les arrêta court. L'aile droite s'avança presque près du pont de Matabiau (22); là le feu des batteries, qui y étaient établies y causa du flottement et une indécision

qu'augmenta encore la situation périlleuse de leur gauche. Le général Darricau en profita pour la faire attaquer par un bataillon (23). Le général Darmagnac, dont la division, cachée par quelques pépinières et par un pli de terrain, n'avait pas été vue par les Espagnols, les fit attaquer en flanc par la brigade Leseur (4) (*). Le désordre se mit dans cette colonne, qui se dispersa dans la plaine et dont une partie fut se jeter sous le feu du couvent des Minimes. La colonne de gauche, ne pouvant faire un pas en avant, et écrasée par la mitraille de nos redoutes, fut également mise en déroute par une attaque de flanc de quelques bataillons de la division Vilatte. Le général Freyre se replia sur la hauteur de la Pujade, où il s'occupa à rallier ses bataillons dispersés. Cette tentative malheureuse coûta aux Espagnols plus de quinze cents hommes : les généraux Mendizabal et Espeletta furent blessés. Le général Darmagnac, de son côté, ne put pas dépasser dans sa poursuite le coude de la route d'Alby, parce que le général Alten, voyant la déroute des Espagnols, se hâta de le menacer en flanc, en portant vers la route d'Alby, une de ses brigades et sa cavalerie (24).

Pendant que ces événemens se passaient à la droite de la Garonne, le général Hill avait dé-

(*) Le 31e léger étant aux Minimes, il ne restait au général Leseur qu'un bataillon du 51e et un du 75e.

ployé ses trois divisions devant le faubourg St.-Cyprien (25). Voulant aider par une diversion l'attaque du général Picton, il dirigea de suite quelques bataillons de la division Stewart vers le moulin de Bourassol, qui était en même temps le point faible de la ligne. Le général Reille, qui n'avait plus que trois mille hommes pour défendre cette double enceinte, n'avait que peu de forces à opposer sur chaque point. Le moulin Bourrassol était défendu par un bataillon de trois cents hommes du 40e, qui, ne pouvant résister aux forces qui le menaçaient, l'évacua après y avoir mis le feu. L'ennemi s'y établit, et y plaça des batteries pour prendre à revers le pont Jumeau (26). Peu après une colonne de la même division (Stewart) se détacha de Bourassol et se dirigea de revers sur la redoute de Rodelese (H). Cette redoute fut également évacuée, et le général Reille, voyant sa ligne de défense prise en flanc, fit évacuer aussi la Patte-d'Oye et les autres ouvrages de l'enceinte avancée, et fit rentrer, vers dix heures du matin, la division Maransin dans la première enceinte.

Cependant le duc de Wellington n'était pas sans inquiétude, sur les suites des revers qu'avaient éprouvés les Espagnols. Dans un conseil de guerre tenu à la hâte au village de Launaguet, il fut agité, si l'on ne se retirerait pas. Mais le maréchal Beresford était trop engagé pour le rappeler, ou même pour changer de dispositions, et il fut

décidé qu'on continuerait dans le même ordre, en redoublant d'efforts. La déroute des Espagnols avait arrrêté également le maréchal Beresford, mais de nouveaux ordres lui firent poursuivre son mouvement. Peu après qu'il eût dépassé Périoles, sa colonne de droite s'approcha des redoutes du centre; un combat très-vif s'alluma à la Joncasse avec les tirailleurs de la brigade Baurot. Le duc de Dalmatie, croyant que cette brigade allait être attaquée, fit avancer à son appui trois bataillons de la division Taupin; mais le maréchal Beresford passa outre. Ses colonnes prises en flanc par toutes nos batteries, harcelées par le feu de nos tirailleurs, et obligées de marcher presque par files, au travers des prairies marécageuses et coupées de canaux d'irrigation, s'avançaient lentement et avec de grandes pertes. Le duc de Dalmatie, sous les yeux de qui ce mouvement se faisait, jugea que le but de l'ennemi était de gagner les hauteurs de Montaudran. Hors d'inquiétude pour le centre de sa ligne, où la première tentative de l'ennemi avait aussi complétement échoué, il ordonna vers midi, au général Reille, de lui envoyer la brigade Rouget, et il tint la division Taupin prête à entrer en ligne. La brigade Rouget, n'ayant pas reçu l'indication précise du lieu où elle devait se porter, erra long-temps en ville et ne put entrer en ligne que très-tard. On vit encore ici l'effet des hésitations et du caractère d'incertitude du duc de Dalmatie. Le mouvement de l'ennemi était pro-

noncé, et il se trouvait en colonne de marche et embarrassé dans un terrain difficile. C'était le moment de faire avancer la division Taupin, par le chemin de Lescar; de se jeter dans la lacune qui s'était formée dans la ligne ennemie, et d'attaquer les colonnes du maréchal Béresford en queue et en flanc, pour les couper du restant de leur armée. Attendre qu'elles se soient réunies et formées, était la plus grande faute qu'on pût commettre. Néanmoins ce fut ce qui arriva. Le maréchal Beresford, arrivé à la hauteur de la redoute de Cypière, y arrêta la tête de sa colonne et y réunit ses troupes. La division Cole se déploya entre le ruisseau et le chemin de Caraman (27), la division Clinton un peu en arrière en face de la redoute (28), la brigade Sommerset vis-à-vis des redoutes du centre; la brigade Berton se retira en arrière du plateau (30).

Dès que ses troupes furent formées, le maréchal Beresford fit avancer la division Cole, en colonnes d'attaque contre la redoute de Cypière (AA), que défendait le général Dauture avec les deux bataillons du 9e léger. Le duc de Dalmatie fit alors avancer la division Taupin en colonne, le 12e léger en tête. Cette division était réduite à deux mille cinq cents hommes, par l'absence de trois bataillons, détachés avec toute son artillerie au soutien de la division Harispe. C'était trop peu pour arrêter de front les colonnes ennemies, auxquelles l'irrésolution du général en chef Français avait

donné le temps de se réunir et de se former. Le mouvement de la division Taupin, aussi mauvais alors qu'il aurait été utile et même décisif une heure plutôt, ne pouvait point avoir de succès, et une seconde faute impardonnable, le rendit désastreux. La division Taupin s'avança au pas accéléré sur la route de Caraman. Elle était déjà arrivée à petite distance de l'ennemi (31), lorsqu'un officier d'état-major du duc de Dalmatie apporta au général l'ordre d'appuyer à gauche de la route, afin de laisser passer le 13e de chasseurs (de la brigade Berton) qui devait charger. Cette fausse manœuvre, exécutée sous le feu de l'ennemi et à aussi peu de distance, causa un flottement inévitable. Le général Cole en profita pour prendre l'initiative de l'attaque. Le 12e léger qui était en tête de colonne fut culbuté et mit le désordre dans la division, et la cavalerie se retira. Le général Taupin, cherchant à rallier ses troupes au pied de la redoute, fut blessé à mort; alors le général Dauture, se voyant abandonné avec une poignée d'hommes, devant deux divisions ennemies, évacua la redoute de Cypière. Les Anglais poussèrent devant eux la division Taupin, vers le faubourg de St.-Étienne, et le duc de Dalmatie se vit forcé d'appeler en hâte la division Darmagnac, pendant que la brigade Rouget errait encore dans les rues de Toulouse. Le général Darmagnac, qui voyait que le général Freyre, ayant reformé ses troupes sur le mamelon de Lapujade, se préparait

à une nouvelle attaque, sentit la nécessité de laisser dans sa position l'adjudant-général Leseur, avec les deux bataillons du 51e et du 75e. Il prit avec lui la brigade Menne, composée des six bataillons des 118e et 120e et se porta rapidement, à travers champs, vers la maison Sacarin. Les tirailleurs ennemis approchaient déjà de l'embranchement du chemin de Caraman et de Lescar; la division Cole les suivait (32). Quarante grenadiers du 120e, qui étaient en tête de colonne, se jetèrent au pas de course au devant de l'ennemi et l'arrêtèrent; le 47e, qui soutenait la retraite de la division Taupin, se rallia; le duc de Dalmatie s'avança à la tête du 55e, qui était resté en réserve; la brigade Menne arriva et entra en ligne (33). L'ennemi attaqué par ces troupes fut ramené jusque sur le plateau.

Le maréchal Beresford y rallia les division Cole et Clinton, et les y arrêta quelque temps, pour attendre son artillerie. La brigade Vivian avait débouché en même temps du pont de Montaudran, et s'était avancée jusque près du pont des Demoiselles (34). Mais, vivement maltraitée par l'artillerie de la redoute et par le feu des tirailleurs, elle s'était retirée au pied des hauteurs, sur la route de Montaudran (35). Pendant que ces événemens se passaient à notre droite, le général Freyre avait tenté une seconde attaque sur les retranchemens du Calvinet. Les Espagnols, encore arrêtés au bord du chemin creux de Perioles, fu-

rent une seconde fois mis en déroute et forcés de se retirer avec une grande perte. Au couvent des Minimes, l'ennemi (36) parvint, après de grands efforts, à s'emparer des maisons qui sont en face, sur le chemin de Launaguet; mais il ne put parvenir à en déboucher, et le combat se soutint pendant toute la journée sur ce point, et au pont qui est en arrière, sans que le général Alten fit une tentative sérieuse. Le combat se soutenait également avec vigueur et de pied ferme au pont Jumeau. A la gauche de la Garonne, toute l'enceinte extérieure ayant été évacuée par nos troupes, le général Hill fit avancer les siennes contre l'enceinte intérieure (37). Ne pouvant pas, à cause du feu de flanc de nos pièces, placées à la rive droite, former ses colonnes d'attaque sur la route d'Auch, il essaya d'emporter la porte de Muret. Les Anglo-Espagnols y employèrent jusqu'au soir les plus grands efforts, sans aucun succès.

Le maréchal Beresford, ayant reçu son artillerie, s'ébranla après une courte canonnade, vers trois heures après midi, pour attaquer les redoutes du centre. La division Cole et la brigade Sommerset (38), suivirent la crête du plateau : la division Clinton (39) se dirigea par le revers. La brigade Vivian resta dans sa position (35), d'où le feu de la division Taupin l'empêchait d'avancer. La brigade Dauture s'était repliée derrière le chemin de Lescar; elle s'y défendit pendant quelque temps avec succès, jusqu'à ce que, se voyant dé-

bordée par la division Clinton, elle se *replia* derrière les retranchemens de la Colombette (YZ). Pendant ce temps, la brigade écossaise de Pack, de la division Clinton, attaquait, par le revers du coteau (39), la redoute des Augustins, et le retranchement défendu par les trois bataillons des 115e, 116e et 117e (*). Deux faibles compagnies du 115e, commandées par les capitaines Lassé et Pomard, postées en avant du retranchement, firent sur la colonne ennemie un feu si bien nourri, qu'ils l'arrêtèrent pendant quelque temps. Mais la division Cole avançant toujours, le duc de Dalmatie fit retirer l'artillerie de la redoute des Augustins et la fit évacuer. Les Écossais s'en emparèrent, mais ils en furent bientôt rechassés à la bayonnette, par les compagnies Lassé et Pomard. Une nouvelle attaque de la brigade Pack, força cependant cette poignée de braves à quitter de nouveau la redoute. Dans ce moment, arrivèrent trois bataillons de la réserve (10e, 34e et 81e). Les généraux Harispe et Baurot se mirent à leur tête, et secondés encore par les deux compagnies du 115e, reprirent une seconde fois la tour des Augustins. Le combat s'y ralluma avec fureur, et la brigade Pack fut presque écrasée : les deux généraux français et le général anglais furent blessés. Enfin il fallut céder au nombre, et les deux redoutes des Augustins et de la Colombette furent évacuées.

(*) Brigade Baurot.

Alors le duc de Dalmatie fit prendre à la division Harispe une position transversale; la brigade Danture, croisant le plateau au pigeonnier de Carivenc (40), et la brigade Baurot, s'appuyant vers la maison Sacarin (41), à la brigade Menne et à la division Taupin. La brigade Rouget, qui venait de passer le pont Neuf, forma la droite de cette nouvelle ligne, qui s'étendait vers le pont des Demoiselles (42). Pendant que le maréchal Beresford emportait les redoutes du centre, le général Freyre faisait une troisième tentative sur celles du Calvinet. Ayant tourné le chemin creux de Périoles, les Espagnols, le régiment de Cantabria en tête, arrivèrent jusqu'au pied des retranchemens (U); là, ils furent accueillis par un feu si terrible, qu'ils furent de nouveau rompus et mis en désordre : le régiment de Cantabria, surtout, souffrit beaucoup. A peu près en même temps, c'est-à-dire vers cinq heures du soir, le général Picton voyant le succès du maréchal Beresford, hasarda une seconde attaque de vive force sur le pont Jumeau (L). Elle n'eut pas un meilleur succès que la première, et les Anglais, ayant perdu beaucoup de monde, furent encore une fois obligés de se retirer derrière Gragnagues; le général Brisbane fut blessé, du côté des Anglais, et du nôtre, le général Berlier.

Cependant le combat continuait toujours au Calvinet où nos troupes tenaient encore les redoutes, quoique le duc de Dalmatie en eût fait retirer l'artillerie; la division Villatte s'y défendit

long-temps contre la division Clinton et contre les Espagnols qui arrivèrent également par le côté de l'Ers (43). La brigade Lamorandière fit des prodiges de valeur, à la défense des retranchemens de l'ouest (V); elle perdit son général. Enfin, vers sept heures du soir, ces retranchemens étant enlevés, les troupes de notre aile gauche se replièrent vers le pont de Matabiau. L'artillerie avait toute passé par le pont Guillemery. Le bataillon du 45[e] qui défendait la redoute de l'ouest (W), tint le dernier et ne rentra que sur les ordres réitérés du maréchal, et la menace de l'abandonner. L'ennemi, épuisé de ses derniers efforts, s'arrêta sur les hauteurs; ses tirailleurs tentèrent de s'avancer vers le canal, mais le feu de nos batteries les obligea à se retirer. Dans la nuit, l'armée des Pyrénées repassa le canal, le long duquel restèrent les avant-postes.

Le 11, tandis que d'un côté le duc de Dalmatie faisait en apparence tous les préparatifs d'une défense extrême, le duc de Wellington asseyait sa position sur les hauteurs. La journée du 10 lui avait coûté trop cher pour qu'il voulût tenter une seconde bataille, que l'armée française était encore en position de recevoir. Voulant cependant se rendre maître de la ville de Toulouse, il fit préparer, pendant la journée, les matériaux incendiaires pour ses batteries à la congrève, afin de la brûler: il eut soin de faire annoncer ce dessein par ses sentinelles avancées, et d'en faire par-

venir l'avis en ville, afin d'exciter les habitans à un soulèvement. Cependant, les magasins et les hôpitaux ayant été évacués pendant la journée du 11, l'armée des Pyrénées se mit en retraite dans la nuit suivante, sans être inquiétée. Le duc de Dalmatie crut devoir, en partant, témoigner aux habitans et à la garde nationale, la satisfaction qu'il ressentait de leur conduite patriotique, surtout pendant les journées du 10 et du 11; les uns et les autres méritaient ces éloges, et avaient des droit à la reconnaissance de la patrie. Les premiers, par les soins empressés et touchans qu'ils donnèrent aux blessés, que beaucoup d'entre eux allaient chercher jusque sur le champ de bataille; la garde nationale, par ses soins à maintenir l'ordre. Elle était peu nombreuse, et quelques menées intérieures empêchèrent le duc de Dalmatie de la doubler, mais ses deux cohortes servirent avec éloge. Le 12, l'armée des Pyrénées prit position à Villefranche sans avoir eu d'autre engagement, que la surprise d'une vingtaine de chasseurs au pont de Mongiscard, sur le canal de Languedoc. Le 13, l'officier envoyé par le gouvernement provisoire, dès le 7, pour porter au duc de Dalmatie la nouvelle des événemens de Paris, arriva, au quartier-général de Naurouze, avec un aide de camp de Wellington. Le duc de Dalmatie convoqua les généraux de son armée, pour leur communiquer les dépêches du prince de Bénévent et celle de Wellington. Tous furent

[illegible] cette communication n'avait rien d'of-[illegible], et que la seule chose qu'on pût faire était de [illegible] un armistice, en attendant qu'il vînt [illegible]. En effet, tout ce qui s'était [illegible] Paris ne pouvait encore être regardé que [illegible] partielle, créée sous l'in-[illegible] et à l'instigation des cabales. L'orgueil [illegible] de ce qu'on ne se sou-[illegible] refusa la suspension d'armes, et l'armée des Pyrénées s'apprêta à se [illegible]

La bataille de Toulouse nous coûta environ trois mille [illegible] hommes, dont plus de deux mille [illegible] cinq cents prisonniers. [illegible] plus de dix mille hommes hors du combat [illegible] dans Toulouse envi-[illegible] blessés ou intranspor-tables, parmi lesquels les généraux Harispe et Baurot.

La bataille de Toulouse, dont le duc de Dal-matie et [illegible] de Wellington [illegible] tous deux l'honneur [illegible] par le pro-

[illegible] quatre mille quatre cent cin-[illegible] plus nous, [illegible] Wellington [illegible] perte [illegible] Espagnols.

mier. Mais elle fut achetée si chèrement, que le général anglais se trouva hors d'état d'en suivre les avantages, et que sa position aurait pu devenir assez critique, si le duc de Dalmatie avait su profiter de l'avantage qu'il avait encore. Le lecteur militaire apercevra facilement, dans le récit que nous en avons fait, une série de fautes de part et d'autre, dont nous relèverons les principales. La première, sans contredit, est celle que nous avons déjà relevée, de n'avoir pas attaqué le maréchal Beresford pendant trois jours, où il se trouva à la rive droite de la Garonne. La seconde faute fut dans son ordre de bataille même. Le point le plus fort de sa position étaient les hauteurs du Calvinet, qui en formaient le centre. Il ne l'ignorait pas, et en prolongeant ses retranchemens vers le mamelon de Cypière, il avait admis la possibilité que l'ennemi, ne pouvant le forcer de front, chercherait à gagner son extrême droite.

D'un autre côté, dès le 8, il ne pouvait plus douter que l'attaque principale de l'ennemi ne fût dirigée à la droite de la Garonne. Il ne pouvait dès-lors plus laisser beaucoup de troupes à St.-Cyprien, et il aurait fallu, dès le 9 au soir, abandonner l'enceinte extérieure de ce côté, et rendre par là disponible, dès le 10, de grand matin, la brigade qu'il fut obligé de rappeler plus tard. En admettant que l'ennemi chercherait à pénétrer par le vallon de l'Ers, il fallait se mettre en mesure de profiter de la position désavantageuse où ce mouvement le mettait. Obligé

d'avis que cette communication n'avait rien d'officiel, et que la seule chose qu'on pût faire était de proposer un armistice, en attendant qu'il vînt des ordres légaux. En effet, tout ce qui s'était passé à Paris ne pouvait encore être regardé que comme une révolte partielle, créée sous l'influence et à l'instigation des coalisés. L'orgueil de Wellington fut blessé de ce qu'on ne se soumettait pas à son avis; il refusa la suspension d'armes, et l'armée des Pyrénées s'apprêta à se défendre.

La bataille de Toulouse nous coûta environ trois mille deux cents hommes, dont plus de deux mille trois cents blessés et cinq cents prisonniers. L'ennemi eut plus de dix mille hommes hors du combat (*). Le 12, il trouva dans Toulouse environ quinze cents malades ou blessés intransportables, parmi lesquels les généraux Harispe et Baurot.

La bataille de Toulouse, dout le duc de Dalmatie et le duc de Wellington réclament tous deux l'honneur, a été sans contredit perdue par le pre-

(*) On a porté la perte des coalisés à quatre mille quatre cent cinquante huit hommes, selon le rapport officiel anglais. Mais nous, qui savons comment le duc de Wellington modifie ses états de perte et qui avons pu avoir des données plus exactes, nous portons sa perte à dix mille hommes au moins. Il est ridicule de voir dans cet état, que les Anglais ont plus *perdu* que leurs alliés et que les attaques de la Pujade et de la porte de Muret, n'aient coûté que dix-sept cents hommes aux Espagnols.

mier. Mais elle fut achetée si chèrement, que le général anglais se trouva hors d'état d'en suivre les avantages, et que sa position aurait pu devenir assez critique, si le duc de Dalmatie avait su profiter de l'avantage qu'il avait encore. Le lecteur militaire apercevra facilement, dans le récit que nous en avons fait, une série de fautes de part et d'autre, dont nous relèverons les principales. La première, sans contredit, est celle que nous avons déjà relevée, de n'avoir pas attaqué le maréchal Beresford pendant trois jours, où il se trouva à la rive droite de la Garonne. La seconde faute fut dans son ordre de bataille même. Le point le plus fort de sa position étaient les hauteurs du Calvinet, qui en formaient le centre. Il ne l'ignorait pas, et en prolongeant ses retranchemens vers le mamelon de Cypière, il avait admis la possibilité que l'ennemi, ne pouvant le forcer de front, chercherait à gagner son extrême droite.

D'un autre côté, dès le 8, il ne pouvait plus douter que l'attaque principale de l'ennemi ne fût dirigée à la droite de la Garonne. Il ne pouvait dès-lors plus laisser beaucoup de troupes à St.-Cyprien, et il aurait fallu, dès le 9 au soir, abandonner l'enceinte extérieure de ce côté, et rendre par là disponible, dès le 10, de grand matin, la brigade qu'il fut obligé de rappeler plus tard. En admettant que l'ennemi chercherait à pénétrer par le vallon de l'Ers, il fallait se mettre en mesure de profiter de la position désavantageuse où ce mouvement le mettait. Obligé

de défiler avec peine, sous le feu de flanc des retranchemens du Calvinet et de la Colombette, et dans un terrain marécageux et embarrassé de rigoles, qui coupaient ses colonnes, une attaque vigoureuse devait mettre le corps de Beresford dans une déroute complète. Pour faire cette attaque à temps, il fallait avoir des troupes sous la main ; ce n'était donc pas à la tête du faubourg St. Etienne, mais sur le plateau même à droite de la redoute des Augustins et sur la route de Lavaur qu'il convenait de placer la division Taupin. La réserve du général Travot et la brigade rappelée de St.-Cyprien, suffisaient pour garder le faubourg St.-Etienne et le pont des Demoiselles, et pour assurer la retraite. Alors la division Taupin pouvait attaquer la colonne du maréchal Beresford, dès qu'elle se serait trouvée en travers des redoutes du centre, et par conséquent engagée dans le marais, et hors d'état de se défendre efficacement.

On aurait été assuré d'un succès complet, au lieu des désastres qu'amenèrent une attaque trop tardive, et l'idée inouie de faire faire à une colonne d'attaque un mouvement transversal, au travers d'un chemin encaissé, et presque sous les baïonnettes de l'ennemi. On ne sait aussi trop pourquoi le duc de Dalmatie avait placé la brigade Vial sur le plateau du Pigeonnier, où elle ne fit, et ne pouvait rien faire. N'aurait-il pas mieux valu la placer en bas, en seconde ligne de la division Darmagnac ? Le mouvement de la bri-

gade Leseur, appuyé par mille ou douze cents chevaux, aurait été bien plus décisif. Les observations que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur suffisent pour démontrer que le duc de Wellington fit une faute capitale, en enfournant les divisions du maréchal Beresford dans le vallon de l'Ers, où elles ne pouvaient éviter un désastre que par une faute également capitale. Le duc a déployé dans cette occasion, et dans bien d'autres, les qualités qui plaisaient si éminemment au cardinal de Richelieu, celles d'un général heureux. On doit encore se demander pourquoi le duc de Dalmatie négligea, le 11, de profiter de l'occasion favorable qui s'offrait à lui de prendre sa revanche. Le corps de Hill était isolé à la gauche de la Garonne, et ne communiquait avec Wellington, que par le pont de Bauzelle, assez éloigné.

Le duc de Dalmatie, dès qu'il vit, le 11 de grand matin, que l'ennemi ne faisait aucune disposition pour l'attaquer, pouvait laisser la défense de Toulouse, et du canal aux deux divisions du général d'Erlon, et à celle du général Travot. S'il se fut porté par une attaque rapide, avec quatre divisions et sa cavalerie sur le corps de Hill, que serait devenu ce dernier? Il pouvait le battre complètement, et revenir encore sur la rive droite assez tôt pour faire tête à une attaque, assez improbable cependant, de Wellington; rien ne l'empêchait après cela de quitter Toulouse, s'il était nécessaire.

de défiler avec peine, sous le feu de flanc des retranchemens du Calvinet et de la Colombette, et dans un terrain marécageux et embarrassé de rigoles, qui coupaient ses colonnes, une attaque vigoureuse devait mettre le corps de Beresford dans une déroute complète. Pour faire cette attaque à temps, il fallait avoir des troupes sous la main ; ce n'était donc pas à la tête du faubourg St. Etienne, mais sur le plateau même à droite de la redoute des Augustins et sur la route de Lavaur qu'il convenait de placer la division Taupin. La réserve du général Travot et la brigade rappelée de St.-Cyprien, suffisaient pour garder le faubourg St.-Etienne et le pont des Demoiselles, et pour assurer la retraite. Alors la division Taupin pouvait attaquer la colonne du maréchal Beresford, dès qu'elle se serait trouvée en travers des redoutes du centre, et par conséquent engagée dans le marais, et hors d'état de se défendre efficacement.

On aurait été assuré d'un succès *complet*, au lieu des désastres qu'amenèrent une attaque trop tardive, et l'idée inouie de faire faire à une colonne d'attaque un mouvement transversal, au travers d'un chemin encaissé, et presque sous les baïonnettes de l'ennemi. On ne sait aussi trop pourquoi le duc de Dalmatie avait placé la brigade Vial sur le plateau du Pigeonnier, où elle ne fit, et ne pouvait rien faire. N'aurait-il pas mieux valu la placer en bas, en seconde ligne de la division Darmagnac ? Le mouvement de la bri-

gade Leseur, appuyé par mille ou douze cents chevaux, aurait été bien plus décisif. Les observations que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur suffisent pour démontrer que le duc de Wellington fit une faute capitale, en enfournant les divisions du maréchal Beresford dans le vallon de l'Ers, où elles ne pouvaient éviter un désastre que par une faute également capitale. Le duc a déployé dans cette occasion, et dans bien d'autres, les qualités qui plaisaient si éminemment au cardinal de Richelieu, celles d'un général heureux. On doit encore se demander pourquoi le duc de Dalmatie négligea, le 11, de profiter de l'occasion favorable qui s'offrait à lui de prendre sa revanche. Le corps de Hill était isolé à la gauche de la Garonne, et ne communiquait avec Wellington, que par le pont de Bauzelle, assez éloigné.

Le duc de Dalmatie, dès qu'il vit, le 11 de grand matin, que l'ennemi ne faisait aucune disposition pour l'attaquer, pouvait laisser la défense de Toulouse, et du canal aux deux divisions du général d'Erlon, et à celle du général Travot. S'il se fut porté par une attaque rapide, avec quatre divisions et sa cavalerie sur le corps de Hill, que serait devenu ce dernier? Il pouvait le battre complètement, et revenir encore sur la rive droite assez tôt pour faire tête à une attaque, assez improbable cependant, de Wellington; rien ne l'empêchait après cela de quitter Toulouse, s'il était nécessaire.

de défiler avec peine, sous le feu de flanc des retranchemens du Calvinet et de la Colombette, et dans un terrain marécageux et embarrassé de rigoles, qui coupaient ses colonnes, une attaque vigoureuse devait mettre le corps de Beresford dans une déroute complète. Pour faire cette attaque à temps, il fallait avoir des troupes sous la main ; ce n'était donc pas à la tête du faubourg St. Etienne, mais sur le plateau même à droite de la redoute des Augustins et sur la route de Lavaur qu'il convenait de placer la division Taupin. La réserve du général Travot et la brigade rappelée de St.-Cyprien, suffisaient pour garder le faubourg St.-Étienne et le pont des Demoiselles, et pour assurer la retraite. Alors la division Taupin pouvait attaquer la colonne du maréchal Beresford, dès qu'elle se serait trouvée en travers des redoutes du centre, et par conséquent engagée dans le marais, et hors d'état de se défendre efficacement.

On aurait été assuré d'un succès *complet*, au lieu des désastres qu'amenèrent une attaque trop tardive, et l'idée inouie de faire faire à une colonne d'attaque un mouvement transversal, au travers d'un chemin encaissé, et presque sous les baïonnettes de l'ennemi. On ne sait aussi trop pourquoi le duc de Dalmatie avait placé la brigade Vial sur le plateau du Pigeonnier, où elle ne fit, et ne pouvait rien faire. N'aurait-il pas mieux valu la placer en bas, en seconde ligne de la division Darmagnac ? Le mouvement de la bri-

gade Leseur, appuyé par mille ou douze cents chevaux, aurait été bien plus décisif. Les observations que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur suffisent pour démontrer que le duc de Wellington fit une faute capitale, en enfournant les divisions du maréchal Beresford dans le vallon de l'Ers, où elles ne pouvaient éviter un désastre que par une faute également capitale. Le duc a déployé dans cette occasion, et dans bien d'autres, les qualités qui plaisaient si éminemment au cardinal de Richelieu, celles d'un général heureux. On doit encore se demander pourquoi le duc de Dalmatie négligea, le 11, de profiter de l'occasion favorable qui s'offrait à lui de prendre sa revanche. Le corps de Hill était isolé à la gauche de la Garonne, et ne communiquait avec Wellington, que par le pont de Bauzelle, assez éloigné.

Le duc de Dalmatie, dès qu'il vit, le 11 de grand matin, que l'ennemi ne faisait aucune disposition pour l'attaquer, pouvait laisser la défense de Toulouse, et du canal aux deux divisions du général d'Erlon, et à celle du général Travot. S'il se fut porté par une attaque rapide, avec quatre divisions et sa cavalerie sur le corps de Hill, que serait devenu ce dernier? Il pouvait le battre complètement, et revenir encore sur la rive droite assez tôt pour faire tête à une attaque, assez improbable cependant, de Wellington; rien ne l'empêchait après cela de quitter Toulouse, s'il était nécessaire.

bitans. Le blocus continua toujours, sans aucune tentative de la part de l'ennemi. Au mois de décembre, les Prussiens jetèrent dans la place par le moyen des fusées, un grand nombre de leurs bulletins. Ce moyen raviva l'esprit de désertion chez les Allemands, et l'insurrection qui se manifesta et qui menaçait de livrer la place à l'ennemi, obligea le général Laplane, le 24 janvier 1814, à désarmer et renvoyer les Allemands, les Croates et les Espagnols, au nombre de mille trois cents hommes. L'ennemi parut vouloir profiter de cet affaiblissement, pour essayer le 11 février d'emporter la tête de l'Oder; n'ayant pas réussi il continua le blocus. Enfin, le général Laplane se vit forcé, par le manque de vivres, de capituler le 10 avril; la garnison rentra en France au nombre de près de trois mille hommes.

Custrin, gardé par trois mille hommes sous les ordres du général Fournier d'Albe, fut simplement bloquée par le général prussien *Hinrichs*, avec huit bataillons et deux escadrons. Le 30 mars 1814, le défaut de vivres obligea également cette place à capituler, la garnison fut prisonnière de guerre.

Wittenberg, gardé par environ quinze cents hommes, sous les ordres du général Lapoype, fut investi après la bataille de Leipzig, par la division prussienne de Dobschütz, forte de dix-huit bataillons et huit escadrons. Le 28 décembre, après la prise de Torgau, le général Tauenzien amena

encore devant Wittenberg, onze bataillons et huit escadrons; dans la nuit suivante, la tranchée fut ouverte et la première parallèle achevée. Le 8 janvier 1814, le couronnement du chemin couvert fut achevé, et les batteries de brêche commencées. Elles ouvrirent leur feu le 11, et la brêche fut praticable le 12. Le général Lapoype fut sommé, et, sur son refus, le général Taeunzien ordonna l'assaut pour la nuit suivante. Le général Dobschütz en fut chargé, avec quinze bataillons, que devaient appuyer deux régimens de cavalerie. L'assaut réussit, malgré la valeureuse résistance de la faible garnison; le général Lapoype se défendit encore, après la prise de tous les ouvrages, dans le château, où il s'était renfermé et qu'il avait fait créneler. Mais il y fut forcé et fait prisonnier avec environ quatorze cents hommes. Cet assaut coûta près de cinq cents hommes à l'ennemi.

MAGDEBOURG, avait une garnison d'environ dix-huit mille hommes, sous les ordres du général Lemarrois. Après la bataille de Leipzig, cette place fut investie par les divisions prussiennes de Hirschfeld et de Püttlitz, fortes de vingt-un bataillons et douze escadrons, et par sept bataillons et quatre escadrons russes, sous les ordres du général Rossy. Le 2 janvier 1814, le corps ennemi fut encore renforcé par trente-trois bataillons de milices russes, sous les ordres du général Tolstoy, qui n'y resta cependant que quinze jours

environ. Pendant tout le blocus, la garnison fit un assez grand nombre de sorties, particulièrement les 4, 12 et 25 janvier et le 1er avril, la plupart avec un succès heureux, en ce qu'elles procurèrent à la place des vivres frais et du bois. A cette dernière époque les troupes russes quittèrent Magdebourg, et le blocus fut continué par trente-huit bataillons et quarante-huit escadrons, sous les ordres du général Wobeser. Le 14 avril, les événemens de Paris ayant été connus à Magdebourg, le général Lemarrois conclut le 23, avec l'ennemi, une suspension d'armes indéfinie. Le général Valazé, porteur des ordres du nouveau gouvernement français, étant arrivé peu après à Magdebourg, la place fut remise le 19 mai et le général Lemarrois rentra en France, avec les divisions Lanusse et Lemoine, fortes de quatorze mille hommes avec cinquante-quatre canons. Environ quatre mille Italiens, Espagnols et Croates avaient été renvoyés dans leurs foyers.

La citadelle de Würzbourg, fut bloquée, par la brigade bavaroise de Spretty, jusqu'au 21 mars 1814. Ce jour-là le général Turreau en sortit, d'après les ordres du gouvernement français, avec environ quinze cents hommes.

Les citadelles de Cyriaksbourg et Petersberg près d'Erfurt, furent également bloquées, d'abord par le corps de Kleist, puis par la division Jagow, forte de dix-huit bataillons et huit escadrons et ensuite par la division Dobschütz. La garnison,

trop faible, ne fit qu'une seule sortie sans résultat. Le 5 mai 1814, le général Dalton ayant reçu l'ordre de remettre la place, il en sortit le 16 avec environ deux mille hommes.

Après la bataille de Leipzig, une partie du corps d'armée de Beningsen s'était portée sur HAMBOURG, dont il forma l'investissement à la rive droite, pendant que le général Strogonoff restait devant Haarbourg. Le 1er janvier 1814, le prince d'Eckmuhl fit une tentative pour reprendre l'isle d'Ochsenwerder, dont les Russes s'étaient rendus maîtres; cette tentative échoua. Le 5 et le 13 du même mois, le prince d'Eckmuhl fit faire des reconnaissances sur la ligne ennemie. Le 20 janvier, tout le corps de Benningsen se trouva réuni devant Hambourg; le corps de Wallmoden, avait remplacé devant Haarbourg, celui de Strogonoff. Ce jour-là, le général Beningsen fit serrer l'investissement de Haarbourg et en même temps fit faire, d'Ochsenwerder, une attaque sur l'île de Willemsbourg. La première opération réussit ; mais la seconde échoua totalement, avec une assez grande perte du côté de l'ennemi (*). Le général Benningsen, pour fèter la naissance de l'impéra-

(*) Selon les rapports de Beningsen, la garnison de Hambourg aurait perdu plus de *dix mille hommes* dans ces attaques; il aurait été *toujours* vainqueur et il n'aurait quitté l'île de Willemsbourg, *chaque fois*, que *volontairement*, afin d'avoir le plaisir de la reprendre. On connait déjà la *véracité* des bulletins russes.

trice de Russie, fit faire le 26 janvier une attaque générale sur le faubourg de Hamm, et du côté d'Altona; le résultat en fut de lui faire perdre plus de cinq cents hommes. L'ennemi, sentant bien qu'il ne pouvait rien entreprendre avec succès, tant qu'il ne serait pas maître de l'île de Willemsbourg, forma alors le projet de s'en emparer, à quelque prix que ce fût. L'Elbe étant entièrement gelée, dans les premiers jours de février, le général Béningsen fit ses dispositions pour une attaque combinée le 9. La division Emme devait partir d'Ochsenwerder et se diriger sur Willemsbourg; le général Tolstoy, avec une division de milices, devait se diriger sur le même point par le Pont-Rouge; le général Markow, avec une division de ligne, partant du côté d'Altona, devait remonter l'Elbe sur la glace. L'attaque eut lieu à quatre heures du matin; les colonnes ennemies parvinrent jusqu'à l'île de Willemsbourg. Mais elles en furent repoussées avec une perte énorme. Sans se laisser rebuter par le mauvais succès de cette attaque, le général Béningsen la renouvela, les 17, 24 et 28 février et les 5, 6 et 11 mars. Toutes ces tentatives échouèrent et il ne fit qu'ajouter à ses pertes. L'ennemi dégoûté, resta tranquille jusqu'au 18 avril; ce jour-là le général Beningsen fit notifier au prince d'Eckmuhl les événemens de Paris, et essaya, à la faveur du drapeau blanc, de surprendre la place. Le 25, une

suspension d'armes fut conclue. Le 12 mai, le général Gérard vint remplacer dans son commandement le prince d'Eckmuhl. Le 25 mai, la garnison de Hambourg en sortit, forte de douze mille hommes, non compris près de trois mille malades.

La ville de WESEL, gardée par environ six mille hommes, sous les ordres du général Bourke, ne fut que bloquée, d'abord par la division Borstel du corps de Bülow, puis par la cavalerie de Winzingerode, enfin par le général prussien Püttlitz, avec sept bataillons et deux escadrons. Le 22 avril 1814, le général prussien chercha à tromper le général Bourke, en faisant arriver un courrier de Paris avec de faux ordres pour la remise. Cette ruse grossière n'eut pas de succès. Ce ne fut que le 10 mai que le général Bourke, ayant reçu des ordres véritables, évacua la place.

On verra, par ce court exposé, que nous avions environ quarante-cinq mille hommes de vieilles troupes, ensevelies, pour ainsi dire, dans les places au-delà du Rhin, tandis que, si on eût fait sauter les fortifications de ces places, leurs garnisons, rentrées en France, auraient changé la face des affaires.

A la rive gauche du Rhin, MAYENCE était gardée par les restes du 4e corps, et une brigade de la division Durutte, sous les ordres du général Morand. Elle fut bloquée, ainsi que nous l'avons vu, après le 1er janvier, par une partie du corps de Langeron.

Le 16 février, les Russes furent relevés par une partie du 5e corps allemand, sous les ordres du général Hünerbein. Ce corps de blocus était fort de dix-huit bataillons et huit escadrons, composés d'un ramassis de contingens des petits princes dont l'Allemagne fourmille, et de trois régimens de cosaques. Le blocus dura jusqu'à la remise de la place, à la suite des préliminaires de la paix.

LUXEMBOURG, bloqué par la brigade hessoise de Dorenberg, eut le même sort.

JULIERS, MAESTRICH, VENLOO, ANVERS, BERGOPZOOM et les autres places de la Hollande et de la Belgique, bloquées par les troupes suédoises, anglaises ou allemandes, ne furent de même remises qu'à la paix.

On ne peut passer sous silence une observation, relative à la remise de ces différentes places. C'est que non content de donner à l'ennemi, même l'artillerie venant des arsenaux français, les munitions de campagne appartenantes à l'armée et les vaisseaux qui se trouvaient à Anvers, on lui remit également tous les fusils de fabrique française qui s'y trouvaient, et les *magasins d'habillement* des troupes. A Wesel et à Magdebourg seulement, on livra trente mille fusils français et vingt mille uniformes complets.

Aucun événement particulier ne marqua les blocus de BESANÇON, LANDAU, SCHELESTADT, NEUF-BRISACH, STRASBOURG, PHALZBOURG et LANDAU; ils ne furent levés qu'après la convention du 23 avril.

Huningue, défendu par le général Barbanègre, que nous verrons défendre cette place si glorieusement une seconde fois, fut assiégé par un corps autrichien et bavarois; la faible garnison qui y était souffrit beaucoup, mais elle tint jusqu'au 14 avril. Alors le général Barbanègre, voyant l'ennemi sur la contrescarpe, et hors d'état de soutenir un assaut, se vit forcé de souscrire une convention, d'après laquelle les coalisés entrèrent dans la place, et y firent le service en commun avec la garnison.

Béfort, défendu par un millier d'hommes sous les ordres du colonel Legrand, se vit forcé, par le manque de vivres, d'ouvrir ses portes le 14 avril aux Autrichiens, qui en enlevèrent l'artillerie.

Les places de Metz, Sarlouis, Thionville et Longwy avaient d'abord été bloquées, ainsi que nous l'avons vu, par le corps prussien d'Yorck. Après le départ de ce corps, il ne resta devant ces places que le général Barasdin avec quatre régimens de dragons. Le 4 février, ce corps fut relevé par un détachement sous les ordres du général Jussefowicz; enfin, le 24 mars, arriva la division hessoise de Müller. Cette division, forte d'environ huit mille hommes, fut répartie devant Metz et devant Thionville. Le blocus de Sarlouis fut laissé au régiment de cavalerie prussienne qui y était; la place de Longwy fut laissée libre. Le 26 mars, le général Durutte, qui commandait à Metz, reçut l'ordre de réunir un corps de troupes, et de ve-

nir joindre l'empereur Napoléon; il sortit de la place le même jour, avec environ quatre mille hommes, et s'avança vers Bouzonville, au travers des corps de blocus. Les avant-postes ennemis devant Thionville, furent culbutés, et le général Durutte entra dans la place. Le 27, la division hessoise qui l'avait suivi, fut attaquée vers Hettange, et culbutée le long de la Moselle; le même jour, le général Durutte, renforcé par une partie de la garnison de Thionville, entra à Luxembourg, où il prit encore quelques troupes. Le 29, le général Durutte marcha sur Longwy, et le 1er avril il se dirigea sur Etain. Le corps russe de Jussefowicz, qui y était encore, se hâta de se replier vers Nancy. Cependant, le général prussien Biron, qui s'était retiré de Naives sur St. Mihiel (ainsi que nous l'avons vu tom. II page 320), lorsque le duc de Reggio s'avança vers Bar-le-Duc, apprit le mouvement du général Durutte. Débarrassé de la crainte d'être attaqué, par la retraite du duc de Reggio, il revint au devant du général Durutte, et prit position à Bernécourt, non loin de Nancy, plus pour observer le corps français que pour l'attaquer; il avait plus de cinq mille hommes (*); le général Jussefowicz vint le joindre avec à peu près autant. Quoiqu'ils fussent plus forts que le

(*) Sept bataillons prussiens et deux russes, faisant quatre mille sept cent quarante-quatre hommes. Six escadrons de cavalerie et un de cosaques, faisant six cent soixante-quatorze chevaux. Total, cinq mille quatre cent dix-huit.

général Durutte, qui n'avait que six mille hommes, tout au plus, ils restèrent cependant jusqu'au 3 à Bernecourt, parce que le général Müller, sur l'appui duquel ils comptaient, s'était retiré sur Luxembourg. Cependant, le général Durutte ayant reçu l'ordre de rentrer dans Metz, se replia sous le canon de cette forteresse; les généraux ennemis l'y suivirent, et prirent position devan lui, sans oser toutefois l'attaquer, autrement que par des escarmouches insignifiantes, quoique le général Müller fut revenu. Les deux corps restèrent ainsi en présence, jusqu'à ce que la convention du 23 Avril vint mettre fin aux hostilités.

Ici finit l'histoire de la campagne de 1814, sur le territoire de l'empire français.

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1814.

HISTOIRE

DE LA CAMPAGNE DE 1815.

INTRODUCTION.

Une des époques les plus importantes de notre histoire politique et militaire, venait de s'écouler. La plus mémorable peut-être, si l'on veut bien en méditer les résultats; si l'on veut considérer que la cause de la liberté des peuples, évoquée par nous vingt-cinq ans plutôt, soutenue au milieu des plus violens orages, ajournée ensuite pendant plus de dix ans, venait d'être irrévocablement assurée et affermie, par la conséquence même des efforts réunis pour l'opprimer. Le mois d'avril 1814 avait vu compléter le démembrement de l'empire français. D'une part, l'oubli entier des principes d'équité et de balance politique, si hautement prononcés dans l'appel qui servit de base à la coalition, avaient fait d'une guerre, qu'on avait appelée sacrée, une guerre d'envahissement et un élément de discordes futures. De l'autre part, une condescendance qui n'était peut-être pas assez

justifiée par le besoin, souscrivit au *démembrement* avec une déplorable facilité, et fit passer *la* nation sous le joug, des armes étrangères. L'établissement du gouvernement constitutionnel, fruit unique et constant de nos efforts, détourna nos regards du prix usuraire, auquel nos ennemis nous vendaient l'unique ressource qu'ils *eussent*, pour échapper à la fausse position où ils s'étaient mis au milieu d'une nation guerrière, irritée de leurs dévastations et de leur orgueil. Mais la Gaule resserrée dans les limites de la monarchie des Francs, devait enfin jouir du fruit des travaux de de ses enfans; protégés par une constitution solennellement jurée et consentie par tous, les descendans des compagnons de Vercingetorix, allaient jouir des bienfaits de la liberté et de l'égalité. La satisfaction de conserver le précieux *dépôt* qui leur était confié depuis 1789; l'anxiété de le compromettre en l'exposant à de nouvelles chances, dont ce sentiment exagérait peut-être les dangers, concoururent à diminuer l'amertume des regrets qu'éprouvèrent la majorité des Gaulois, en se voyant de nouveau séparés de quelques millions de leurs frères.

Comment ces élémens de paix, de concorde, de bonheur intérieur, ne purent-ils pas nous ga-

rantir d'une nouvelle crise? Quels moyens avions-nous et quels sont ceux qui furent employés pour nous garantir des dangers extérieurs? Comment cette crise intérieure, qui nous était purement personnelle, a-t-elle pu amener sur nous un nouveau danger aussi menaçant? Telles sont les questions qu'il nous convient d'examiner aussi succinctement que possible, afin que la guerre que nous allons décrire, paraisse sous son véritable point de vue. Ce n'est pas une guerre ordinaire que celle, qui, après avoir eu l'aspect effrayant de la destruction, après nous avoir montré d'aussi près le précipice qui menaçait de nous engloutir, a dû abandonner les palmes de la victoire à la cause immortelle de la liberté constitutionnelle. De grands malheurs ont dû nous donner de grandes leçons; la plus utile de toutes est la conviction de notre force et de notre dignité morale; jetons les yeux autour de nous et cette conviction est acquise. La liberté constitutionnelle, qui s'est maintenue debout au milieu du torrent qui menaçait de la renverser, qui a survécu aux réactions et aux exagérations de 1815 et 1816, ne saurait périr, tant que nous voudrons la défendre.

Je ne me dissimule pas combien mon entreprise est difficile et délicate. Quelque ménagement que je

mette dans le récit d'événemens aussi récens, la vérité, dont je ne saurais m'écarter, blessera peut-être encore quelques individus intéressés à la cacher ou à la déguiser; leurs clameurs pourront me poursuivre, mais elles ne m'arrêteront pas. Le temps est passé, où des révélations accusatrices pouvaient dévoiler les véritables intentions des individus, qui se couvraient d'un voile plus ou moins épais. Depuis dix ans, les amis et les ennemis de la liberté et de l'ordre constitutionnel sont ouvertement sous leurs drapeaux. Soutenus par la pureté de mes intentions; guidé par l'impartialité la plus absolue, à l'égard des hommes; invariable dans mes principes, j'obéirai à la voix de ma conscience; les yeux fixés sur ma patrie, sur mes concitoyens, sur mes frères d'armes, j'acheverai mon travail sans crainte comme sans passion: mes compatriotes me jugeront.

La guerre de 1815 a commencé au mois d'avril, lorsque le triumvirat continental et l'Angleterre qui le dirigeait en le soudoyant, eurent remis en mouvement la coalition contre la France. C'est à cette époque qu'il convient de remonter, pour développer convenablement les moyens d'attaque et de défense, et la situation respective de la France et des coalisés. Une révolution inattendue,

autant qu'inouïe par sa rapidité et sa marche pacifique; une révolution dont les causes ne peuvent être méconnues ou dénaturées, que par ceux-là même qui, aussi criminels qu'imprévoyans, en avaient préparé les élémens, venait de renverser le gouvernement royal. La dictature de fait, qui l'avait d'abord remplacé et qui, dès son premier pas, s'était vue forcée de rendre hommage aux principes constitutionnels, s'était bientôt organisée en gouvernement impérial modifié. Cette révolution n'avait point coûté de sang; pareille à une commotion électrique, elle s'était en peu d'instans répandue sur toute la France; vingt jours avaient suffi pour en assurer le succès; un mois plus tard elle était achevée. Mais si la révolution n'avait pas été sanglante, elle n'en avait pas moins causé une secousse, dont les effets se firent bientôt sentir d'une manière funeste. Au milieu des élémens d'orage qui s'amoncelaient de toutes parts, était venu se jeter un nouvel élément, étranger aux causes du mécontement de la masse de la nation, et qui, s'il offrait bien des souvenirs de gloire, et même des motifs de reconnaissance, en présentait quelques-uns de pénibles et d'inquiétans. Aux acclamations presque universelles, qui avaient constitué le seul tumulte de

la révolution, avait succédé une réflexion approfondie sur l'état présent et futur de la patrie. La réflexion fut suivie d'un état voisin de l'incertitude; non pas relativement au danger extérieur; les hommes à qui vingt-cinq ans de victoires avaient appris que la France, unie, n'a rien à craindre de ses ennemis, ne pouvaient éprouver aucun *effroi* sous ce rapport; mais sur la cause même de la liberté.

Cette disposition des esprits, peut-être trop peu appréciée jusqu'à ce jour, et qui cependant a été une des causes principales de nos maux, par les froissemens qu'elle a causés, peut être expliquée en peu de mots. La révolution de 1814 avait réuni la France sous le gouvernement d'une monarchie purement constitutionnelle; en accomplissant ainsi les vœux de l'immense *majorité* des Français, de ceux-là seuls qui constituent *la nation*, il paraissait donc certain qu'elle devait assurer la tranquillité et la prospérité intérieure. Tel en effet aurait été le résultat de cette révolution, si *la faction des privilégiés*, en adoptant sincèrement les principes du nouvel ordre de choses, eût suivi l'exemple qu'avait donné publiquement le souverain, dont ils se disent les défenseurs zélés et les serviteurs fidèles. Mais il n'en fut pas ainsi.

Ignorans sur tout ce qui n'est pas leur intérêt personnel, les privilégiés de toutes les classes, méconnurent la position nouvelle où s'était placé de lui-même le souverain, en s'alliant par un pacte solennel avec la nation. Là où il n'y avait plus qu'un monarque régnant sur un peuple, composé de Gaulois et de Francs réunis, ils ne voulurent voir que le roi des Francs, faisant une *capitulation révocable* avec les Gaulois rebelles. Incapables d'apprécier le sentiment généreux, qui portait un peuple si long-temps opprimé, à plaindre, dans ses oppresseurs, des malheurs, que leur haine aveugle contre lui avaient seuls causés, les hommes féodaux y répondirent par l'insulte et la menace.

Ainsi qu'en 1789, ils obstruèrent toutes les avenues du trône et formèrent autour du souverain une barrière insurmontable, surtout pour la vérité et pour les vertus patriotiques. L'armée fut outragée et avilie; ses triomphes devinrent des crimes. Nos guerriers se virent traiter de rebelles, par ceux qui n'avaient su combattre que dans les rangs ennemis, et de brigands par ceux qui n'avaient exercé leur valeur, qu'en se renfermant dans une retraite obscure. Magistrats, citoyens, tous étaient également insultés et mal-

traités; le nom de jacobin, prononcé par des individus souillés eux-mêmes des fureurs de *1793*; celui de bonapartiste, proféré par ceux qui, à force de bassesse, s'étaient traînés dans les antichambres et jusque sur les marches du trône impérial, semblaient être le signal d'une réaction méditée. L'imprudente et audacieuse *conduite* de ces hommes exagérés, qu'on peut à juste titre appeler anarchiques, allait jusqu'à désigner hautement leurs victimes. Cependant l'imprévoyance et l'incurie du ministère, pour ne pas avancer une accusation plus grave, les avait investis d'une grande partie des places administratives, et des emplois militaires les plus importans. Là ils organisaient presque ouvertement la contre-révolution, soutenus par des prédications pleines de l'ancien esprit de fanatisme, d'oppression et d'intolérance. Des propriétaires de biens nationaux se virent menacés partout d'une expropriation forcée; les anciens seigneurs féodaux, ne cachant plus leurs espérances, revendiquèrent hautement ce qu'ils appelaient leurs droits. Aucune réclamation n'était plus écoutée; tout ce qui n'appartenait pas au parti féodal, repoussé par le ministère, menacé et quelquefois puni par les agens secondaires, pour avoir osé réclamer, ne trouvait justice nulle part.

Un tel état de choses ne pouvait durer. Les élémens de 1789 se retrouvaient partout; un choc était inévitable et prochain, et la lutte ne pouvait être ni longue ni douteuse. Le trône pouvait se conserver, et il se serait soutenu, appuyé sur la masse de la nation; la monarchie constitutionnelle ne périra jamais par la main des patriotes. Le parti féodal seul pouvait succomber, et sa chûte, en replaçant le trône au milieu de la nation, le consolidait. C'est dans un moment de fermentation; c'est lorsque l'agitation, montée au plus haut degré, n'attendait plus, pour ainsi dire, que la dernière violation pour éclater, que la révolution du 20 mars arriva. Celui qui la dirigea, et en profita, était trop habile pour ne pas saisir les chances que lui présentait la *conspiration des hommes féodaux*, la seule qui ait jamais existé. Une commotion prochaine, en écartant tout-à-fait les ennemis de la monarchie constitutionnelle, affermissait le trône actuel et lui fermait à jamais les voies d'y remonter. Au mois de mars, elles lui étaient ouvertes. La faction anti-constitutionnelle ne pouvait pas se flatter de réunir sous ses drapeaux et de diriger le peuple, qu'elle insultait et qu'elle maltraitait: les hommes constitutionnels étaient écartés presque partout et en trop petit

nombre dans les emplois. La masse de la nation resta neutre, et la minorité des privilégiés tomba de son propre poids. Malheureusement elle enveloppa dans sa chûte le trône qu'elle entourait, et, en fuyant, elle entraîna avec elle le souverain.

Il venait de se passer tout à la fois deux événemens inattendus et qui renversaient, ou au moins compromettaient les espérances des amis de la liberté. Le premier était la chûte du trône constitutionnel, qui était tellement subite qu'elle précéda, pour ainsi dire, l'idée d'un danger imminent. Il n'y avait personne d'un peu clairvoyant qui ne prévît, ainsi que nous l'avons déjà dit, une crise; mais cette crise se dirigeait naturellement contre la faction des privilégiés. Le trône avait une base immuable, c'était la charte, qui avait été accueillie, dès le premier instant et à juste titre, comme le palladium de la liberté et comme un gage certain de la fin de la révolution. Il suffisait que le gouvernement, mesurant d'un œil juste le vœu et la volonté nationale, se plaçât sur sa base naturelle, en appelant autour de lui les amis du nouvel ordre de choses auquel il venait de se soumettre, et en écartant les ennemis. Cette crise paisible n'aurait pas fait une victime; il n'y avait point de réaction à craindre de la part de

la nation. N'a-t-on pas vu, dans les cent jours, qu'elle savait assez conserver le sentiment de sa dignité, pour ne pas même insulter ses ennemis.

Le second événement imprévu, était la présence soudaine d'un gouvernement dont on était loin de regretter les formes despotiques, quelqu'illusion de souvenirs qui pût d'ailleurs entourer celui qui le ramenait. Ce gouvernement avait paru, à la vérité, dès ses premiers pas, vouloir faire hommage à la volonté nationale, en énonçant des principes purement constitutionnels. Mais le même homme qui avait sauvé la France de l'anarchie le 18 brumaire, auquel se rattachaient quinze ans de gloire et de grandeur, non moins que de prospérité intérieure, n'avait-il pas successivement enchaîné la liberté et établi un despotisme réel, sur une constitution purement nominale? la dictature dont il se trouvait investi par le fait, puisque tous les élémens d'un gouvernement constitué s'étaient dissous, plaçait tous les moyens de création dans ses mains. Tout semblait présager qu'instruit par le malheur, sachant, par son propre aveu, que *les idées libérales l'avaient renversé*, Napoléon se soumettrait cette fois aux besoins et à la volonté de la nation. Mais jusqu'à quel point allait-il s'y plier? Il venait de reprendre un titre

que lui confirmaient à la vérité les acclamations unanimes de la majorité du peuple, mais *qui*, pour être vraiment légal, aurait dû être conféré en son nom par ses représentans. Tous les actes allaient émaner de ce titre, et on ne pouvait plus sortir d'un cercle vicieux, que la force des circonstances avait tracé; tout l'espoir de la *liberté et du* salut de la patrie reposait sur le caractère des représentans, que la France allait se donner, et sur le dévouement des citoyens qui s'armaient pour la défendre.

Cependant des nuages menaçans s'accumulaient à l'extérieur et, par contre-coup, la guerre civile paraissait se rallumer dans les départemens de l'Ouest. Cette dernière ne pouvait cependant être ni longue ni dangereuse; pendant plus de quinze ans de calme, les intérêts nationaux s'y étaient étendus, et les habitans avaient pu se rattacher à leurs concitoyens du restant de la France. Mais la position de nos ennemis étrangers nous menaçait d'une lutte bien plus formidable. Il ne pouvait pas être douteux qu'ils ne voulussent se hâter de profiter de l'état d'affaiblissement où ils avaient laissé la France et où elle avait été maintenue, pour l'attaquer *avant qu'elle n'ait eu le temps de se relever*. Il fallait donc également se hâter de se mettre en

état de défense, et pour cela il n'y avait qu'un seul moyen, c'était de se réunir au gouvernement de fait, établi et déjà organisé, et qui était devenu le seul guide de la France. Ce devoir, impérieusement commandé par toutes les circonstances et par les dangers qui menaçaient la patrie, fut senti par la très-grande majorité des Français. Aucun sophisme ne pouvait leur faire prendre le change; il ne s'agissait pas d'examiner la légalité ou l'illégalité des titres de ce gouvernement : on n'avait pas le temps de le faire, ni de lui en substituer un autre; il fallait défendre la patrie menacée d'invasion et de destruction, et qu'un retard pouvait faire périr. A moins de se rendre coupable de la trahison la plus criminelle, on ne pouvait pas songer à livrer la France à l'anarchie.

Quoique la tendance de l'esprit national, à une monarchie constitutionnelle, n'ait peut-être jamais été aussi prononcée qu'alors; quoique l'acte additionnel, en se rattachant à des constitutions impériales qu'on ne voulait plus revoir, ait trompé l'attente générale; malgré le mécontentement que causa cet acte, plus imprudent alors que jamais, les amis de la liberté ne se trouvèrent pas moins forcés de soutenir le gouvernement de tous leurs efforts. Ceux d'entr'eux qui refusèrent de recon-

naître l'acte additionnel, comme ceux qui crurent devoir au bien de la patrie le sacrifice de leur juste répugnance, eurent pour unique but de sauver la France du déchirement, dont la menaçait la coalition européenne. Malgré la divergence apparente de leur conduite, on les vit dans les mêmes rangs comme défenseurs de la patrie; *c'était le seul titre qui leur convînt dans ces momens difficiles*. Mais les éternels fauteurs de nos discordes étaient encore là, et ils n'avaient pas oublié leur tactique des temps les plus difficiles de la révolution. Tous les germes de méfiance et d'inquiétude furent soigneusement recueillis et cultivés; les nouvelles les plus absurdes furent semées à dessein; les intentions de la coalition furent présentées sous le jour le plus favorable. Un million d'hommes ne se réunissait sur nos frontières, *que pour nous assurer le droit de choisir librement le gouvernement qui pourrait nous convenir*. Beaucoup de Français, aimant d'ailleurs leur patrie, mais guidés par leur trop grande loyauté, se laissèrent induire en erreur; il en résulta, dans une partie de la population, une espèce d'atonie qui nous a fait bien du mal, et qui aurait pu nous être encore bien plus funeste. Cette même incertitude fut la première cause de la scission entre le pouvoir exécutif et le

pouvoir législatif du gouvernement, par la méfiance qu'elle fit naître et qu'elle entretint.

Dans des circonstances aussi graves, la grande majorité des Français sentait vivement la nécessité d'organiser, sans délai, les moyens de défense de la France. Mais cette défense devait être nationale, non-seulement afin de lui donner toute l'extension et la vigueur, qu'exigeaient la nature et la grandeur du danger qui nous menaçait; mais encore pour que la nation ne courût pas le risque de se voir entraînée hors des bornes d'une défense légitime, par le gouvernement de fait, auquel cette même défense lui imposait la loi de se rallier. Ce double but ne pouvait être atteint que par la réorganisation complète de la garde nationale, et par la formation de grandes associations patriotiques. Ces dernières étaient nécessaires, afin de maintenir la tranquilité et la paix intérieure, et par conséquent ôter au gouvernement tout prétexte d'établir une police discrétionnaire; et afin de réunir et de protéger l'opinion publique, et opposer ainsi une digue insurmontable à toute entreprise despotique, à tout empiétement sur les droits de la nation. L'isolement pouvait nous amener à une anarchie d'opinions, qui, en favorisant l'établissement des sociétés révolutionnaires,

ou féodales, ou exagérées en patriotisme, nous auraient conduit droit à la guerre civile, au despotisme ou à l'anarchie politique. Un exemple existait pour nous dans notre histoire même; c'était celui qu'il convenait de suivre. Les fédérations de 1789 et 1790, si elles n'eussent pas été dénaturées, auraient assis les bases de la monarchie constitutionnelle et consolidé les droits de la nation; une fédération semblable pouvait nous donner les mêmes garanties. Cette vérité fut sentie surtout dans les départemens les plus exposés à l'invasion ennemie, ou aux troubles intérieurs; des confédérations s'y formèrent. Nous verrons plus bas, si et comment le gouvernement impérial en usa.

L'organisation primitive de la garde nationale et son emploi en grandes masses, pour la défense du territoire français, n'étaient pas moins vivement réclamés par tous ceux qui aimaient leur patrie. Ils y voyaient d'un côté une bien plus grande probabilité, la certitude même, de résister aux efforts de la coalition; de l'autre la garantie que le gouvernement, limité dans ses moyens purement militaires, se verrait forcé de renoncer d'avance et au despotisme et aux guerres d'ambition. Ce n'était pas avec des gardes nationales qu'il pouvait porter

la guerre au-delà de nos frontières, bien que le droit de représailles ait pu lui servir de prétexte; ce n'était pas avec la masse des citoyens qu'il pouvait asservir la nation. Enfin cette nation, en se levant pour ainsi dire toute entière pour la défense de son territoire, forçait la coalition à sortir de la duplicité diplomatique et à caractériser la guerre qu'elle nous faisait. La distinction que tous les manifestes du temps établirent, entre les citoyens qui avaient pris les armes et ceux à qui on n'en avait pas donné, ne pouvait plus subsister. Alors, dès que ces armées auraient dépassé nos frontières, il lui fallait déclarer hautement, que la guerre était dirigée contre notre indépendance et même s'il se pouvait contre notre existence politique.

Mais pour cela, il fallait que le gouvernement prît l'initiative, puisqu'il était organisé, et que tout mouvement qui lui aurait été étranger, ne pouvait que compromettre le salut de la patrie, en renversant ou ébranlant le seul point d'appui qui lui restât. Il fallait que cette initiative fut prompte, en raison du peu d'éloignement du danger; il fallait qu'elle fût franche, afin de rassurer et de fortifier par là l'opinion publique. Il n'était pas moins instant que le gouvernement, dans le

premier et le plus important de ses actes, *celui* qui avait pour but le salut de la France, ne s'écartât pas de sa base réelle. Il fallait en un mot qu'il agit *comme gouvernement de fait*, institué et reconnu par l'empire des circonstances, et non pas *comme gouvernement rétabli*. La distinction que nous venons d'établir, n'est pas purement grammaticale, ni simplement légale; elle était liée à la situation véritable de la France. Elle était même implicitement avouée, dans les déclarations qui établissaient l'état provisoire de l'acte additionnel, et la nécessité de refaire les constitutions de l'empire. Cette distinction en garantissant à la nation l'intégralité de ses droits; en lui réservant formellement celui d'en user, ainsi qu'elle le voudrait, lorsque la cessation du danger extérieur lui permettrait de ne plus s'occuper exclusivement de sa défense; cette distinction, dis-je, aurait réuni tous les intérêts nationaux dans un seul corps, terminé les incertitudes de bien des citoyens, et paralysé l'effet des agitations intérieures. Alors il n'aurait plus été possible de substituer, *pour un moment*, la question de l'homme, à celle de la patrie; et il n'y aurait plus eu de prétexte pour dévaster et ruiner la France, en *qualité d'allié des Français*.

Après avoir ainsi exposé en peu de mots la situation intérieure de la France, après le 20 mars 1315, et les bases sur lesquelles le gouvernement aurait dû établir le système de défense qu'il voulait opposer aux agressions de la coalition ; nous allons voir quelles furent les mesures qu'il prit.

L'armée française, en 1814, avait été réduite à quatre-vingt-dix régimens d'infanterie de ligne (dont trois aux colonies), quinze d'infanterie légère, cinquante-sept de cavalerie, huit d'artillerie à pied, quatre d'artillerie à cheval, et trois du génie. Toutes ces troupes, en comptant les régimens d'infanterie à trois bataillons, auraient dû s'élever à environ deux cent quinze mille hommes, dont près de trente-cinq mille chevaux ; non compris les troupes de la garde, qui avaient éprouvé une réduction encore plus grande. Mais elles étaient encore bien éloignées de présenter un effectif aussi fort. On peut établir que l'armée française, à l'époque de son licenciement, le 23 mars, avait la force suivante :

	EFFECTIF	POUR ENTRER EN CAMPAGNE
Infanterie (102 régimens)....	91,000	61,100
Cavalerie (57 régimens).....	28,000	11,000
Garde à pied...............	4,000	3,300
Garde à cheval.............	3,200	2,800
Total...	126,200	78,200

Report...	126,200	78,200
Artillerie	16,000	12,000
Génie	5,000	3,000
Train et Équipages	1,000	600
Total....	148,200	93,800

Il en résultait donc qu'au mois d'avril, la France pouvait à peine rassembler une armée de cent mille hommes, presqu'en totalité nécessaire pour la garde de ses places fortes. Mais cette extrême diminution du personnel de l'armée était bien loin d'ôter tout espoir de défense. On pouvait compter que plus de cent mille militaires, en semestre ou congédiés, rejoindraient les drapeaux, au premier appel qui leur serait fait, pour la défense de la patrie. Le personnel de l'artillerie et du génie était suffisant, pour la plus forte armée que la France voulût mettre sur pied. Malgré les grandes pertes des campagnes de 1812, 1813 et 1814, et celle qu'avait fait éprouver la remise du matériel de campagne des places d'Anvers, Wesel, Mayence et Alexandrie, nous avions encore assez d'artillerie pour suffire aux consommations de plusieurs campagnes. L'armée était pourvue de fusils; la garde nationale en avait environ six cent mille; il en existait en magasin environ quatre cent cinquante mille, dont un tiers neufs et le

restant en fusils à réparer ou en pièces de rechange. Le total des armes disponibles, dans le moment, montait à huit cent cinquante mille, et devait augmenter journellement, par les ateliers qu'on pouvait établir. Le manque de chevaux de cavalerie et d'artillerie à cheval, aurait présenté de plus grandes difficultés, à cause du temps qu'il fallait pour les dresser, si la gendarmerie n'avait pas offert une ressource toute prête. L'équipement et le harnachement manquaient; mais ce défaut, tout essentiel qu'il était, pouvait être réparé par de l'activité. Il en était de même de l'habillement, qu'on avait laissé manquer en 1814; il n'y avait point de draps en magasin; les manufactures même étaient désorganisées. Mais cet objet pouvait être rangé parmi ceux du second ordre, quelque bel effet que fasse l'uniformité de l'habillement dans les troupes, il n'en était cependant pas strictement besoin pour se battre.

La situation des armées anglaise, hollandaise et prussienne dans la Belgique, et l'éloignement des armées russe et autrichienne et des troupes allemandes, dont une quarantaine de mille hommes, tout au plus, étaient sur les bords du Rhin, faisaient prévoir que la France ne serait pas attaquée avant le 1er juillet. Mais elle devait l'être à

cette époque; et, par conséquent, le temps que le gouvernement pouvait employer à ses préparatifs, se trouvait limité aux deux mois de mai et de juin. Avant la fin de ce dernier, il fallait avoir sur pied une armée capable de résister, au moins aux premiers efforts de l'ennemi, et de donner le temps d'armer et d'organiser toutes les gardes nationales dont on pourrait disposer. Les mesures que prit le gouvernement, pour arriver à ce résultat, portèrent sur trois objets principaux: 1° le rappel des hommes en congé; l'appel sous les drapeaux des anciens militaires valides ou en retraite; les enrôlemens volontaires. On y ajouta pour la défense des côtes, la formation de cinquante compagnies de canonniers gardes-côtes, et la création de vingt régimens d'infanterie de marine, composés de matelots ayant servi sur les escadres; 2° l'organisation de la garde nationale et la mobilisation d'un nombre de bataillons d'élite; 3° la levée et l'armement de trois cent mille conscrits; la demande devait en être faite au corps législatif, à la fin du mois de juin. La proposition de ce dernier moyen de défense tomba d'elle-même, par la marche des événemens. Il est probable même, que cette proposition n'aurait pas été accueillie par le corps législatif. Ce n'était

pas une armée de six cent mille hommes de troupes de ligne que la nation voulait; il lui suffisait de repousser l'invasion de ses ennemis et de les forcer à revenir à une paix solide et honorable. D'ailleurs, ce projet n'était que la répétition de la même faute, qui avait déjà coûté si cher à l'empereur Napoléon et à la France en 1814. La levée et l'organisation de trois cent mille conscrits, demandait plus de temps que la réunion du double de gardes nationales. Il était donc évident qu'elle ne pouvait pas être achevée avant la fin d'une guerre, qui, par sa gravité et le développement des forces qui y étaient employées, ne pouvait pas durer long-temps. Des armées formidables, dont le passage devait nécessairement être marqué par la désolation la plus complète, ne pouvaient pas séjourner long-temps sur une portion du territoire. En les arrêtant quelque temps seulement, on les forçait à fuir le sol de la France, pour échapper à la famine qui les accompagnait.

Les mesures prises pour le complètement de l'armée active, produisirent rapidement d'assez bons résultats. Nous allons en donner le tableau abrégé, à la fin du mois de mai.

ARMÉE ACTIVE.

La force de l'armée avait été portée, par la rentrée des hommes en congé, à l'effectif de........ 148,000

Report........	148,000
Enrôlemens volontaires..................	20,000
Militaires congédiés rappelés	130,000
Huit régimens étrangers..................	8,000
Conscription..........................	60,000
Total....	366,000

ARMÉE EXTRAORDINAIRE.

Militaires en retraite rappelés, 55 bataillons et 36 compagnies de canonniers............	30,000
Vingt régimens de marine................	30,000
Canonniers de marine...................	8,000
Canonniers gardes-côtes....	6,000
Compagnies de vétérans.................	10,000
Deux cents batail. de garde nationale mobile.	112,000
Total............	196,000
Total général......	562,000

Sur ce nombre de troupes, il se trouvait deux cent dix-sept mille hommes, dont trente mille de cavalerie, prêts à entrer en campagne; *le reste* était dans les places fortes ou dans les dépôts, pour être armés, habillés, équipés. A la même époque, vingt mille chevaux de cavalerie avaient été achetés dans les départemens et livrés; quatorze mille autres devaient l'être un mois plus tard; dix mille avaient été pris à la gendarmerie et payés comptant. Douze mille chevaux de train avaient été fournis par les entrepreneurs; trois mille devaient l'être au 1er juillet; cinq mille

étaient rentrés de chez les paysans. Il y avait donc au 1er juin en ligne et dans les dépôts, quarante-six mille chevaux de cavalerie et dix-huit mille de train. Un équipage de près de sept cents pièces de campagne, se trouvait organisé et attelé. Plus de trois cent mille fusils avaient été distribués, savoir : trente mille aux militaires retraités; cent vingt mille aux militaires rappelés au service; quatre-vingt mille aux conscrits ou enrôlés volontaires, et cent mille aux gardes nationaux mobiles. Sur cent-cinquante mille fusils construits ou réparés, la ville seule de Paris, où six mille ouvriers étaient occupés de ce travail, en avait fourni quatre-vingt mille en deux mois, et ce produit devait successivement être doublé. Les autres manufactures du royaume avaient été remises en activité, et leurs produits pouvaient être évalués à quarante mille fusils par mois.

Le cadre dans lequel l'armée avait été réduite en 1814, était étroit pour le nombre d'hommes qui avaient rejoint les drapeaux, et qui s'élevait à trois cent mille, distraction faite des bataillons de vétérans et des régimens étrangers. Elle fut donc réorganisée sur son ancien pied, et les régimens reprirent les numéros dont un grand nombre offraient de si beaux souvenirs. Ceux d'infanterie furent por-

tés à cinq bataillons, par leurs cadres, qui devaient se remplir successivement. On voit donc que rien n'avait été oublié pour remettre l'armée, à son grand complet de guerre, et que le nombre d'hommes qui y étaient nécessaire se trouvait déjà à peu près réuni. Mais il avait fallu revenir de bien loin, et rassembler des matériaux dispersés depuis près d'un an. La dissolution de l'ancienne armée française, but constant des puissances coalisées, avait commencé et recevait un développement successif. La grande majorité des officiers avait été mis à la demi-solde, et le cadre des troupes qui avaient été conservées sur le papier, était loin d'être complet. Afin de hâter l'extinction des régimens, on avait fait un large emploi des congés et des réformes, et on laissait languir les troupes dans le dénûment. Rien n'avait été fait pour l'habillement, ni pour l'équipement; les ressources pour l'avenir étaient même éteintes.

Mais si l'organisation de l'armée permanente offrait des résultats aussi satisfaisans, il n'en était pas de même de celle de la garde nationale, et c'était par la faute du gouvernement, et celle de la plupart de ses agens. Le vice principal de la formation, que ce corps avait reçue par le décret impérial du 5 avril 1813, était dans la nomina-

tion des officiers, que le gouvernement s'était réservée, en l'attribuant à ses agens. Cette manière de mettre un corps tout-à-fait national, dans la dépendance du pouvoir exécutif, qui en avait seul la direction, ne pouvait qu'en attiédir l'esprit et engourdir l'élan patriotique qui devait l'animer. Dans les momens du danger de la patrie, l'enthousiasme de la masse de la nation peut seul produire les efforts nécessaires, pour soutenir avec succès, une lutte périlleuse. Mais cet enthousiasme veut être dégagé de toutes les entraves; le bras qui est dirigé par un bras étranger frappe des coups mal assurés. Le citoyen qui combat pour ses foyers, et pour le salut de sa famille, celui même qui veille à la tranquilité intérieure de ses concitoyens, veulent être conduits par des chefs qu'ils aient eux-mêmes investis de la plénitude de leur confiance. La garde nationale doit être une association libre des citoyens, pour la défense de l'état dans les momens d'un grand danger, et pour le maintien de l'ordre et la tranquilité intérieure, dans tous les temps; elle ne peut donc jamais devenir un corps mixte, à face moitié militaire, dépendant de la volonté, ou, si l'on veut, des caprices des agens du pouvoir.

Le second vice fut dans l'envoi de commissaires

extraordinaires, chargés de l'organisation de la garde nationale et de ses bataillons, mobilisés par le décret du 10 avril; au lieu de confier tout simplement cette organisation aux autorités municipales et aux citoyens. Nous ne pouvons mieux dépeindre leurs opérations qu'en citant les expressions d'un ouvrage, écrit sur la campagnes précédente. « On faisait alors ce qu'on a fait depuis » en tant de circonstances; pour faire remarquer » son zèle, on prenait des mesures d'une étendue » extraordinaire, comptant bien que les événemens marcheraient trop vite, pour qu'on eût le » temps de rien finir; et une population généreuse » était la dupe de quelques comédiens. Il en sera » de même partout, quand on mettra les intérêts » d'un homme à la place de ceux de la nation, » quand l'homme déclinera, chacun s'arrangera » pour ne pas tomber avec lui (*). » Dans les départemens les plus voisins de la frontière, lorsque l'ennemi parut, la garde nationale sédentaire des campagnes et des villes ouvertes, était désorganisée, désarmée, privée d'officiers dont la nouvelle organisation n'était pas encore faite, et n'ayant pas même de points de réunion indiqués. Livrés

(*) Journal des opérations du 6e corps en 1814; par le colonel Fabvier page 19.

sans armes aux dangers d'une invasion prochaine, les habitans des campagnes, qu'on peut à juste titre appeler « la partie la plus vénérable du peu-» ple français (*), » se plaignaient douloureusement d'une incurie, qui avait pour eux les effets de la trahison; leur bras dévoués à la défense de la patrie et du sol qui couvrait les cendres de leurs ancêtres, étaient devenus inutiles. Ils se voyaient abandonnés au glaive des ennemis, en même temps qu'à toutes les réactions intérieures.

L'extrême latitude et la confusion de toutes les mesures prises, produisit nécessairement des lenteurs dangereuses. Toutes les intrigues, qui accompagnent toujours les actes qui portent une teinte arbitraire, vinrent s'y mêler. La formation des bataillons mobiles fut accompagnée d'injustices criantes; des hommes mariés, des pères de famille y furent encadrés, tandis que de jeunes célibataires restaient dans les bataillons sédentaires, ou même *hors des rangs*. Un autre conséquence de ce mode d'organisation de la garde nationale, fut celle de paralyser les confédérations. Quoique le gouvernement les eût en apparence encouragées, il témoigna constamment une mé-

(*) Journal des opérations du 6[e] corps en 1814, par le colonel Fabvier, avant-propos, page 7.

fiance secrète, à l'égard de ces *associations* exclusivement nationales. Destinées, il est vrai, à soutenir le gouvernement, pour la défense et la tranquillité intérieure de la patrie, elles n'en étaient pas moins, par leur composition et leur organisation, indépendantes de son action directe.

Toute la garde nationale sédentaire *armée* fut exclue, par des instructions particulières, de la confédération, sous prétexte qu'elle avait déjà contracté l'engagement que prenaient les fédérés. Il restait, il est vrai, la garde nationale des campagnes, qu'on avait désorganisée; il était possible et même facile de l'armer, et de former ainsi, dans chaque département, un nombre de bataillons fédérés, égal au moins à celui de la garde nationale mobile. Mais le lien qui devait unir les citoyens de la France, et former une masse *qui n'aurait* pas été obligée de suivre les chances du *gouvernement* était rompu; les lenteurs que produisirent les entraves multipliées qu'on lui opposait, et la marche des événemens, paralysèrent les confédérations de l'Est.

A ces deux causes qui contribuèrent puissamment à priver la France des ressources *qu'elle* aurait pu et dû tirer de ses gardes nationales, il faut encore ajouter le maigre emploi que le gou-

vernement en fit. Son dessein était de s'appuyer principalement sur l'armée permanente, qu'il voulait un peu plus tard, ainsi que nous l'avons vu, renforcer par une conscription de trois cent mille hommes. Il s'aveuglait assez pour ne pas voir que, si cette levée n'était pas trop tardive, elle devait irriter la nation; si toutefois le corps législatif n'avait pas eu le courage de la refuser. Elle se rattachait de trop près à l'idée de nouvelles guerres d'ambition, pour ne pas être odieuse. Cependant cette nouvelle erreur du gouvernement lui ôta, dans le moment du plus grand danger, plus de trois cent mille gardes nationaux, qui aurient pu se trouver en seconde ligne à la fin du mois de juin.

Nous avons déjà vu (*) que le nombre d'hommes compris entre les deux époques d'âge, correspondantes, d'après le décret du 5 avril 1813, à la première classe de la garde nationale, s'élevait à trois millions sept cent mille âmes dans les quatre-vingt-six départemens de la France. Sur ce nombre, deux millions deux cent cinquante-quatre mille trois cent vingt se trouvaient effectivement compris dans les rôles de la garde nationale.

(*) Histoire de la campagne de 1814, tome 1, livre 1, chapitre 11, page 60.

D'après l'organisation générale prescrite par le décret du 10 avril 1815; ils formaient trois mille cent trente et un bataillon. Les compagnies de grenadiers et de chasseurs, qui pouvaient être mobilisées, s'élevaient donc à six mille deux cent soixante-deux compagnies, ou mille quarante-quatre bataillons, faisant sept cent cinquante-un mille quatre cent quarante hommes. Malgré les troubles qui s'étaient élevés dans les départemens de l'Ouest, il était possible de mobiliser sept cents de ces bataillons, c'est-à-dire, cinq cent mille gardes nationaux. Les armes ne pouvaient pas manquer. Nous avons vu qu'à la fin du mois de mai, le gouvernement pouvait disposer de huit cent cinquante mille fusils; ce nombre devait être porté à un million à la fin de juin. En en réservant trois cent mille pour l'armée, il en restait encore, après l'armement des bataillons mobiles, deux cent mille pour les gardes nationales sédentaires des places fortes et de l'intérieur; c'était bien assez. Au lieu de cette levée, le gouvernement se contenta, d'abord, de celle de deux cent quatre bataillons, faisant cent quarante-six mille huit cent hommes, qui furent tirés des départemens de nos frontières orientales, dans la proportion suivante.

XVIe DIVISION.

Grenadiers seuls

	COMP.	BATAIL.	TOTAL.
Départ. du Nord	84	14	41
— Aisne	42	10	
— Pas de Calais	62	7	
— Somme	63	10	

Ve DIVISION.

Grenadiers et chasseurs.

— Haut-Rhin	84	14	35
— Bas-Rhin	126	21	

VIe DIVISION.

Grenadiers seuls.

— Doubs	21	3	16
— Jura	21	3	
— Haute-Saône	21	3	
— Ain	42	7	

IVe DIVISION.

Grenadiers et chasseurs.

— Vosges	84	14	28
— Meurthe	84	14	

IIIe DIVISION

Grenadiers et Chasseurs.

— Moselle	84	14	14

VIe DIVISION.

Grenadiers et Chasseurs.

Départ.	Ardennes.........	42	7	28
—	Meuse..........	42	7	
—	Marne..........	84	14	

VIIe DIVISION.

Grenadiers et Chasseurs.

—	Mont-Blanc.......	42	7	52
—	Isère.............	126	21	
—	Drôme...........	42	7	
—	Hautes-Alpes.....	42	7	
		1238		205

Le gouvernement incorpora, dans les cadres de ces bataillons, vingt-cinq mille militaires rappelés sous les drapeaux, qui en occupèrent une partie des places d'officiers et servirent d'*instructeurs*. Les deux cent quatre bataillons, *indiqués ci-dessus*, furent employés en partie à l'armée des Alpes et au corps d'observation du Jura : le restant fut réparti dans les places fortes. Les bataillons mobiles des départemens de la 9e division militaire devaient être destinés plus tard à renforcer les deux corps d'observation de Toulouse et de Bordeaux, dans le cas où l'Espagne aurait pris part aux hostilités.

Pendant que ces préparatifs de défense se faisaient en France, ceux de la coalition contre nous se poussaient avec une égale rapidité. De même qu'en 1814, ce n'étaient pas seulement des armées qu'on préparait : c'étaient les populations entières qu'on voulait remuer et faire déborder sur la France; on chercha même à établir cette levée en masse offensive, sur une plus grande échelle. Etait-ce la nécessité? était-ce la peur? était-ce enfin le désir de chercher de nouvelles indemnités, qui pussent applanir les difficultés qu'avait amenées le partage de l'empire français, qui causèrent ce mouvement extraordinaire? C'est ce que l'exposition succinte de la situation de l'Europe, au commencement de 1815, va développer.

La guerre de 1814 avait terminé d'une manière inespérée pour les coalisés; le gouvernement impérial n'avait pu résister à un choc qui le trouvait hors des intérêts qui faisaient son unique force : en mettant le pied dans la carrière féodale, en s'entourant de nouveaux priviléges et de nouveaux privilégiés, il avait été atteint par la corruption et par la caducité. Malgré toute la fumée enivrante que la coalition avait répandue sur un triomphe qui lui était étranger, ses chefs étaient trop éclairés pour ne pas sentir qu'il fallait s'arrêter. Un pas de

plus aurait dissipé l'illusion qui *couvrait encore* le fond de leurs projets : en irritant la nation, *ils* couraient les plus grands dangers, et pendant *le* cours de cette campagne, si abondante en faits, ils avaient appris que nous n'avions pas besoin d'être en nombre égal pour vaincre. Ils s'appliquèrent seulement à profiter des avantages *que la* fortune leur avait livrés, et l'incroyable facilité avec laquelle la France fut dépouillée d'un nombre de provinces appartenantes à ses limites naturelles, d'une partie de sa marine et de ses arsenaux, vint couronner leurs succès. Ils avaient été forcés de renoncer à l'idée de renouveler sur elle l'iniquité du partage de la Pologne; mais ils avaient acquis une assez grande masse de butin, pour pouvoir attendre encore.

Incertains, en continuant la guerre après la bataille de Leipsic, du terme où *pourraient* atteindre les envahissemens qu'ils projetaient; ils les avaient d'abord fait administrer en commun (*), se contentant d'en partager les intérêts. Le traité du 30 mai 1814, ayant mis, pour le moment, un terme aux sacrifices de la France, il fallut songer à disposer des provinces, qui avaient été démem-

(*) Campagne de 1814, *Pièces justificatives*, n° III.

brées de l'empire français, et des états qui avaient été envahis. La grande ligue, formée contre un être métaphysique, qu'on avait appelé *prépondérance*, avait toujours énoncé, comme un principe reconnu et invariable, l'*indépendance des nations et le rétablissement de l'état politique de l'Europe*. Il était donc naturel d'en conclure, que l'Europe devait être remise dans l'état où elle était en 1792, époque qui avait servi de base pour la France, et que chaque souverain, grand ou petit, devait rentrer dans ses états. Tant que le quartumvirat de la coalition avait eu besoin du concours des puissances secondaires, il n'aurait pas été permis d'élever un doute sur cette conséquence, sans risquer de blesser *sa loyauté*. L'illusion dura encore quelque temps, et fut prolongée par l'annonce pompeuse d'un congrès, qui devait se réunir à Vienne, pour traiter des intérêts de l'Europe.

Après bien des retards, le congrès de Vienne s'était enfin ouvert dans les premiers jours d'octobre 1814. Le problème que cette espèce de sénat européen avait à résoudre, était celui de fixer les rapports réciproques des membres de la république européenne, et d'assurer à chaque état une existence politique, indépendante et basée sur des constitutions, et un *ordre légal* inébranlable.

La solution de ce problème aurait été *prompte* et facile, si l'on y avait fait entrer l'intérêt des peuples pour quelque chose. Mais ils ne parurent, dans cette nouvelle Charte, que comme des troupeaux qu'on compte par têtes, pour les donner, les vendre ou les troquer. Le système de partage qui avait été adopté, et qui n'avait *d'autre base* que la convenance et la force réciproque des partageans, avait remis le système politique précisément au même point où il était à l'époque du partage des débris de l'empire romain. Si la classe mitoyenne avait été en général moins éclairée; si les lumières du siècle n'avaient pas atteint jusqu'à la chaumière du pauvre, il ne fallait rien de plus qu'un bouleversement pareil pour éteindre encore une fois la civilisation en Europe. En effet, on voyait d'un côté se préparer le déchirement des nations, coloré cette fois du nom *d'indemnité*, devenu, par le fait, le synonyme de *spoliation;* de l'autre, l'hydre féodale agitait ses cent têtes; et, déployant les parchemins où ses usurpations étaient écrites avec le sang de ses victimes, réclamait ce qu'elle appelait ses droits.

Cependant la situation violente où une lutte gigantesque et des efforts extraordinaires avaient mis l'Europe, demandait un remède prompt et

efficace. Le traité de Paris avait été une simple suspension de l'effusion du sang sur les champs de bataille ; il était bien loin d'avoir donné la paix à l'Europe. Les légions nombreuses qui avaient combattu étaient encore sous les armes et, concentrées dans les pays envahis, en achevaient la ruine. Les charges des peuples n'étaient point diminuées, au malaise du présent se joignaient les inquiétudes de l'avenir. Cet avenir, encore voilé, se présentait, au milieu des prétentions diverses, comme un nuage sombre qui menaçait de nouvelles tempêtes. L'attitude, quasi hostile des membres de la coalition, était le résultat de la jalousie inquiète et du mécontentement anticipé que causait le partage futur des provinces qui appartenaient au butin. L'exaltation qui avait accompagné tous les actes de 1814 et qui avait engendré des efforts, jusqu'alors sans exemple, avait singulièrement étendu l'idée que chacun se faisait de son importance, de ses sacrifices et de ses droits. Si la fièvre de liberté et d'indépendance durait toujours chez les peuples, celle d'agrandissement avait redoublé chez tous les gouvernemens. Plus le succès avait été grand, plus il avait été inespéré, et plus il avait réveillé la cupidité. La quotité des

prétentions avait été établie sur une *échelle* si grande, que la masse à partager ne se *trouvait* plus suffisante; il fallait donc se tenir prêt à arracher par la force le plus gros lot possible. Il y avait cependant les démembremens de l'empire français sur les deux rives du Rhin et en Italie, le royaume de Westphalie, celui de *l'Italie, la* Saxe, la Pologne, l'Illyrie, les îles Ioniques et quelques districts de l'Allemagne; c'est-à-dire presque trente millions d'âmes.

Les effets du choc des prétentions et de la divergence des vues et des intérêts, se firent sentir dès l'ouverture du congrès. Mais ils ne se firent sentir qu'entre les membres du quartumvirat européen et par eux; le but des efforts de la coalition étant rempli, tous les membres secondaires retombèrent dans la classe subordonnée, et il ne fut plus question de leurs droits, *qu'autant qu*'il plut à chacune des grandes puissances de faire valoir les intérêts, de ceux qu'elle avait pris dans sa clientèle. Le masque était tombé, et au lieu de voir l'Europe rendue à son vrai équilibre, par l'indépendance des nations, il fallut s'attendre à la voir partagée entre ses quatre dominateurs; soit par le fait, soit par l'espèce d'esclavage, où allaient

se trouver tous les états du second et du troisième ordre. Un mois se passa en question d'étiquette, et en formalités d'ouverture.

Les deux mois suivans s'écoulèrent en discussions d'intérêts, entre les quatre grandes puissances. Les seules opérations sur lesquelles les négociations aient pu tomber d'accord, avant la fin de 1814, furent le titre de royaume donné au duché de Hanovre, dont l'Angleterre avait repris possession; la réunion de Gênes au royaume de Sardaigne; et la cession faite par la Russie à la Prusse, de *l'administration de la Saxe*. Le premier de ces actes, réclamé par des intérêts d'ambition personnelle, n'en avait aucun pour l'Europe, depuis que le Hanovre avait été réuni à l'Angleterre. Dès qu'un point d'appui, sur l'Europe continentale, avait été laissé à un gouvernement appliqué, par système, à ruiner le commerce et à détruire le bien-être intérieur de tous les peuples, qui ont le malheur de se trouver en contact avec lui, il importait fort peu que l'agent de discorde, fût ducal ou royal. Les deux autres actes étaient des violations manifestes des droits les plus sacrés des nations et des principes si hautement proclamés. On pouvait les considérer comme le modèle, sur lequel allaient être tracées toutes les transactions qui

devaient suivre. Ce présage sinistre fut observé et jugé par l'opinion publique; il ne pouvait qu'augmenter l'anxiété qui se répandait partout et qui croissait de jour en jour. Il n'y avait plus aucune apparence d'équilibre politique, si ce n'est entre les quatre dictateurs; les autres états, réduits à un rôle purement passif, simples spectateurs d'un congrès où leurs intérêts et leur indépendance réelle ne devaient aucunement entrer en considération, attendaient avec inquiétude le sort qui leur était réservé.

La France même, qu'un sentiment de dignité et de convenance nationale auraient dû empêcher d'y avoir des ministres, se trouva par le fait hors de rang, et ne prit aucune part aux actes de la coalition, si ce n'est par quelques intrigues et par l'humiliation de voir partager ses dépouilles et mépriser ses inutiles protestations en faveur de la Saxe. Sa position, dans une réunion pareille, était fausse, sous tous les rapports. Affaiblie, plus encore par les effets de l'empressement avec lequel elle s'était prêtée à son dépouillement, que par les maux de la guerre, elle ne pouvait employer que le langage des remontrances, et elle tombait par là au second rang. Pour mettre un poids dans des balances où le nombre des baïonnettes remplaçait

la justice, il fallait avoir une armée. On le pouvait si on le voulait, mais personne ne voulait. Notre vaillante armée, renforcée par cent cinquante mille braves rentrés d'Allemagne ou d'Italie, ou des prisons de l'ennemi, n'attendait que d'être rappelée sous les drapeaux; les ressources de la France suffisaient pour l'entretenir, pourvu qu'on ne les détournât pas à d'odieuses et inutiles prodigalités. Mais l'armée, abreuvée de dégoûts et d'outrages, voyait ses rangs s'éclaircir chaque jour; ses chefs, ses officiers étaient remplacés en grande partie par des enfans ou des vieillards décrépits, ou par de ces hommes qui n'avaient jamais combattu avec elle. Si une position pareille était favorable aux projets de la faction des privilégiés de la France, elle ne l'était pas moins aux intérêts de la coalition et des privilégiés des autres pays. Ce n'était pas la première fois que les vues des uns et des autres ont été d'accord. Il n'est personne assez peu éclairé pour ignorer en ce moment que la guerre, qui a duré, presque sans interruption, depuis 1792 jusqu'à 1815, n'a jamais été autre chose que la guerre *des priviléges de toute espèce* contre *l'affranchissement des peuples*. Les gouvernemens absolus, mûs par les chefs de la féodalité, qui s'en partageaient les emplois,

et décidés à ne jamais accorder à leurs peuples l'exercice des droits que les Français avaient reconquis, dirigèrent constamment leurs efforts à leur destruction en France. Dans l'intérêt du système de gouvernement, dont ils ne voulaient pas se départir, ils cherchaient à anéantir *jusqu'aux* traces de la liberté civile et de l'égalité *légale, qu'ils* regardaient comme un exemple dangereux à l'égard de leurs peuples. Napoléon, au milieu de la révolution, vint en arrêter le cours, et institua un ordre de choses intermédiaire, qui, sans renverser directement les droits des peuples, favorisait cependant l'aristocratie. Mais ce n'était pas la féodalité, et ses partisans, qui ne connaissent pas de composition, élevèrent l'orage qui renversa un trône, qui déjà n'était plus soutenu par des intérêts purement nationaux. La digue, que cette main puissante soutenait seule, *était renversée;* les peuples, avec le sentiment de leurs droits, et la féodalité, réclamant ses priviléges, étaient en présence. Tel est le point de vue sous lequel *il* convient de considérer la coalition, ses actes, sa position envers la France, et la situation intérieure de notre patrie à cette époque.

Il résulte, de ce que nous venons d'exposer, que si les chefs de la coalition étaient peu d'ac-

cord entre eux, relativement à leur agrandissement réciproque et à leurs projets futurs ; ils s'entendaient néanmoins tous dans leur inquiète jalousie au sujet de la France. Ils s'attendaient à une crise dans notre patrie; ils sentaient bien que la lutte entre les anciens privilégiés et la nation la rendait inévitable, mais ils la croyaient encore plus prochaine qu'elle ne l'était réellement. Cette idée contribua, avec la jalousie réciproque des puissances coalisées, à les tenir sur le pied de guerre, et à entraver pendant si long-temps la marche du congrès.

Les deux objets sur lesquels on s'entendait le moins, étaient le sort futur du grand duché de Warsovie et du royaume de Saxe, sur lesquels les vues de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche étaient différentes. La première puissance, fidèle à l'exécution de son plan d'extension successive sur l'Europe, désirait la possession entière de la Pologne, poussant ainsi à l'ouest la Prusse et l'Autriche. Les deux dernières ne pouvaient guère approuver un plan de partage, dont les avantages les plus certains étaient pour la Russie : maîtresse de Warsovie, la Russie s'approchait de beaucoup de la capitale de l'Autriche, et ce danger réel n'était pas parfaitement compensé par la possession de l'Italie. Ce pays, où tant de

siècles de dévastations et d'oppression, ont rendu héréditaire et inextinguible la haine contre les Autrichiens, n'ajoutait aucune force morale au gouvernement usurpateur. La seule ressource qu'il en pût tirer était de l'argent, aussi aucun moyen ne fut oublié pour appauvrir l'Italie. La Prusse de son côté voyait avec chagrin que, loin de pouvoir compter sur les conquêtes étendues, dont elle s'était flattée en se déclarant contre nous, elle n'avait à espérer que des compensations. Encore ces compensations, en lui donnant des sujets, peu affectionnés et peu disposés à le devenir, lui donnaient-elles pour voisine une nation irritée par des injures récentes et ineffaçables. Les écrivains prussiens se plaignirent amèrement dans le temps, et soutinrent que la Prusse, malgré ses nombreux envahissemens, n'avait reçu aucune récompense de ses efforts, et avait porté les plus grands sacrifices au repos de l'Europe. Comme si la Prusse, qui ne doit son existence qu'à un siècle d'usurpations, et à la violation de dix traités, avait acquis par là un droit de domination légitime. Au milieu de ces contestations l'Angleterre avait son but fixe. La possession des îles Ioniennes achevait d'assurer son établissement dans la Méditerranée, lui fournissait les moyens de ruiner le

commerce de l'Italie et de l'Autriche, et de nuire à celui de la France. La rétrocession du Hanovre, lui donnait une voix délibérative dans les affaires d'Allemagne et un entrepôt pour ses marchandises. Mais ce n'était pas assez, les manufactures de la Belgique étaient encore florissantes, et il fallait les atteindre. Un moyen s'offrait à son gouvernement et lui donnait encore un air de désintéressement : ce moyen était celui de prendre sous sa protection la Hollande et la Belgique; car protéger est, avec le gouvernement anglais, synonyme d'opprimer. Il s'y appliqua ainsi qu'on put le voir bientôt.

Enfin le 8 février 1815, le sort de la Saxe et de la Pologne fut décidé. L'Autriche reprit le cercle de Tarnopol en Galicie. La Prusse obtint une moitié de la Saxe et une partie du grand duché de Warsovie. Le reste de ce grand duché fut érigé en royaume et revint à la Russie. Peu après, le partage des provinces de la rive gauche du Rhin fut sanctionné, et la Prusse en obtint la plus grande partie. La manière dont le partage se fit peut donner une idée de l'esprit qui avait guidé le congrès de Vienne, surtout sous le rapport de l'équilibre politique de l'Europe. L'Autriche attentive à *arrondir* ses possessions, réclama sa portion

dans le voisinage des états héréditaires; ce fut le Tirol avec le Voralberg, le pays de Salzbourg et L'Inn-Viertel. Déjà la plus grande partie de l'Italie septentrionale lui avait été cédée, soit comme province lombardo-vénitienne, soit comme duchés de Modène et de Parme, soit enfin par la reversion de la Toscane. De cette manière, sa frontière occidentale, depuis la Bohème, court le long de L'Inn, du Tesin et de la Scrivia, jusqu'au golfe de la Spezia sur la mer Méditerranée; elle coupe l'Italie en deux et menace de deux côtés la Bavière, que son projet, plus ou moins lointain, est de reléguer au-delà du Rhin. Cette position serait formidable, si ce gouvernement, après avoir poussé au dernier degré la haine des Italiens, n'eût encore aliéné les Tyroliens. A la première grande guerre continentale, l'Autriche apprendra la différence qu'il y a entre la possession de l'argent ou de l'affection des peuples. Pour peu qu'un de ses deux adversaires naturels sache profiter des avantages que cette position lui donne; l'Autriche pourra voir ses ex-sujets le glaive en main, aux portes de sa capitale, lui demander compte de leur oppression. La révolution de l'Europe ne sera finie que lorsque les peuples auront été rendus à leurs limites naturelles; l'indépendance de

la Pologne et de l'Italie sont les seules bases solides de l'édifice politique européen. Au reste, malgré que le plan général du partage eût été décidé, tous les détails n'en étaient pas encore arrêtés. La Bavière avait reçu le duché de Würtzbourg, celui d'Aschaffenbourg et une partie du pays de Darmstadt, en échange du Tyrol et du Voralberg; mais Salzbourg et l'Inn-Viertel causaient encore des difficultés. L'Angleterre insistait pour une augmentation du nouveau royaume des Pays-Bas, composé de la Hollande et de la Belgique. Un mécontentement sourd régnait entre les cabinets et se joignait au malaise des peuples, pour présager de nouveaux orages. Au milieu de cette situation pénible s'éleva un incident, qui aurait pu avoir quelque influence sur la tranquilité momentanée de l'Europe, sans les événemens bien plus importans qui se présentèrent peu après. Le roi de Naples, Joachim, en se séparant de la France, avait conservé son trône, dont les chefs de la coa lition lui avaient garanti la possession. Cette concession avait un peu compromis l'Angleterre qui se trouvait entre deux engagemens contraires, mais dans un cas pareil ce gouvernement n'a jamais été embarrassé. Des intrigues dont l'histoire

a déjà rendu compte (*), mirent le *roi de Naples* en hostilités avec l'Autriche, et lui firent perdre sa couronne. Nous ne nous occuperons pas de cette guerre qui nous est étrangère, et nous nous contenterons d'observer que le royaume de Naples est celui, de toute l'Europe, où un souverain peut le moins compter sur le courage et la *fidélité* de ses sujets. Nous ne relèverons pas non plus l'imputation qui a été faite, que les démarches hostiles du roi de Naples avaient une relation avec la révolution du 20 mars; l'époque à laquelle elle fut mise en avant, et la coïncidence accidentelle des deux événemens, a pu alors induire en erreur le gouvernement autrichien : en ce moment *l'histoire* a déjà fait justice d'une imposture, à laquelle l'impudence seule avec laquelle elle était répandue avait pu donner quelque crédit.

Telle était la situation du congrès, et personne ne doutait plus en Europe d'une rupture prochaine, lorsque la nouvelle du débarquement en France de l'empereur Napoléon arriva à Vienne le 6 mars. Cette nouvelle termina toutes les intrigues et toutes les discussions. « Elle donna une signifi-

(*) Interesting facts relating to the fall and death of *Joachim* Murat, king of Naples, by Francis Macerone. London 1817, page 24.

» cation aux sombres présages; son nom (de » Napoléon) rattachait le passé à un avènir ef- » frayant, et jamais on n'avait vu dans l'histoire, » qu'un seul homme ait aussi violemment ébranlé » une partie du monde, que l'Europe le fut en ce » moment (*).» La terreur égala partout l'étonnement. Le dernier sentiment peut être facilement expliqué par l'audace de l'entreprise, jugée sous le point de vue de Vienne. Mais la terreur? l'avenir effrayant qui s'attachait au nom d'un homme? La postérité aura peine à y croire et demandera avec raison, comment un sentiment aussi pénible, qui ordinairement n'est engendré que par le remords, pouvait ébranler *la conscience d'avoir fait le bonheur de l'Europe entière*, qu'auraient dû avoir les directeurs du congrès. Un seul homme pouvait-il rompre les liens d'harmonie qui, dans les proclamations et les gazettes, réunissaient tous les peuples? Pouvait-il les arracher au bonheur, qu'une exactitude mathématique leur avait assuré par *âme* et par *demi-âme* (**), pour les entraîner dans de nouvelles guerres et de nouveaux hasards? Ou y avait-il réellement des intérêts tellement

(*) Plotho, guerre de l'Europe coalisée contre la France en 1815, (en allemand) page 3.

(**) Voyez le protocole des actes du congrès.

lésés, que Napoléon, en s'en déclarant *le protecteur*, pût devenir redoutable et amener *une réaction* dangereuse? Le flambeau de l'Histoire, en éclairant de près les événemens de cette époque et leurs moteurs, fera trouver la clef de ces énigmes et fournira le moyen de qualifier le sentiment qui agita alors la coalition, et les motifs *qui la guidèrent* dans ses déterminations subséquentes.

Quoi qu'il en soit, dans l'effervescence des premiers sentimens qu'inspira l'invasion de Napoléon, et encore dans la persuasion que cette entreprise ne réussirait pas (ce sont les propres termes de la déclaration), les ministres des puissances coalisées signèrent, le 13 mars, une déclaration contre lui. Cet acte de proscription mettait Napoléon hors de la loi des nations, et le livrait à la vindicte publique; périphrase qui livrait le proscrit aux poignards dirigés contre lui (*). *Nous ne rapporterons* point cette pièce que nous désirerions

(*) The infraction of an *extorted* treaty, which the allies themselves had vitiated by breaking many of its stipulations, and menacing the violation of its *principal* conditions (although that intention is denied), was declared in the instant of *panic* to be a delinquency which superseded all divine and human laws......

To proclaim impunity for destruction of any man is to *urge* the use of the dagger. *A sketch of the military and political power of Russia.* London, 1819, page 83 et 84.

voir effacée des actes des gouvernemens de l'Europe, au dix-neuvième siècle. Nous nous contenterons d'y opposer quelques considérations, prises dans l'intérêt même des trônes et du droit des nations.

L'entreprise de Napoléon ne pouvait être considérée que sous deux points de vue : comme une révolution intérieure de la France, ou comme une entreprise du souverain de l'île d'Elbe, contre celui de la France. Le premier point de vue appartenait exclusivement au gouvernement français, les puissances coalisées ne pouvaient légitimement considérer que le second; elles n'avaient pas le droit de s'en écarter. L'article II et l'article III du traité du 11 avril 1814 constituaient Napoléon empereur et souverain de l'île d'Elbe, aux mêmes droits que les autres souverains de l'Europe, et sans aucune restriction de celui de paix et de guerre, attaché à la souveraineté. C'était donc un souverain reconnu et indépendant qui envahissait la France, à la tête de ses troupes, en quelque nombre qu'elles fussent. Or, est-il possible d'admettre qu'un souverain, dès l'instant où il entreprend une guerre, puisse être proscrit par les autres, même sous le prétexte de la violation d'un traité? Existe-il des guerres qui n'aient pour fondement ou pour prétexte la violation d'un

traité de part ou d'autre? Proscrire *le souverain* qu'on attaque, n'est-ce pas lui accorder le *droit de* proscrire à son tour? Plus encore, chaque souverain, en sanctionnant un acte pareil, ne signe-t-il pas la déclaration formelle qu'il reconnaît à ses collègues et à ses égaux le même droit envers lui. La proscription, ce fléau né de la *barbarie, que* repoussent avec horreur l'humanité et la justice, envers le dernier des citoyens, ne peut jamais atteindre les souverains, sans ébranler l'ordre social jusque dans ses fondemens et renverser tous les principes de la morale publique. Le droit des nations ne permettait, aux souverains de l'Europe, d'intervenir dans les affaires de la France, que comme alliés du gouvernement français. La guerre que, dans ce cas, ils auraient faite au souverain de l'île d'Elbe, voulant usurper la *couronne* de France, était une guerre ordinaire, *qui n'avait pas* un caractère différent que celle qu'on aurait pu faire, trente ans plutôt, à la Russie, l'Autriche et la Prusse, usurpant et déchirant la Pologne.

La proscription de Napoléon et le sang du roi de Naples, Joachim, versé aussi cruellement qu'inutilement, sont deux atteintes funestes portées à la majesté souveraine. L'homme qui en est ou en a été revêtu, couvert par la double égide de la ma-

jesté et de l'inviolabilité, ne peut être arraché du sanctuaire, où la loi fondamentale des sociétés l'a placé, sans attaquer la base de tous les trônes, et fournir, par un exemple déplorable, un prétexte et une espèce de titre aux plus criminelles entreprises. Ce principe aurait dû, dans le siècle présent plus que jamais, prévaloir sur toutes les considérations d'intérêt ou de vengeance, dans les déterminations des gouvernemens; eux-mêmes y ont le plus grand intérêt.

Le 25 du même mois, les puissances coalisées conclurent un traité d'alliance offensive et défensive, dont les principales stipulations étaient :

1° De faire la guerre à Napoléon et à tous ceux qui seraient joints ou se joindraient à lui, *dans le sens de leur déclaration du* 13 *mars*.

2° D'entretenir à cet effet, constamment une armée de cent cinquante mille hommes chacune (non compris les garnisons), et dans la proportion d'un dixième de cavalerie et l'artillerie nécessaire.

3° De ne pas poser les armes avant d'avoir mis Napoléon hors d'état d'exciter de nouveaux troubles, et de renouveler ses tentatives pour s'emparer du pouvoir suprême en France (*).

(*) *Pièces justific.* I.

Pour corroborer cette alliance, le gouvernement anglais, qui en avait été le principal moteur, convint d'accorder à la coalition un subside de cinq millions de livres sterling (cent vingt-cinq millions de France), à répartir entre les puissances par portions égales. Quant au contingent anglais, le gouvernement renouvela les *stipulations du* traité de Chaumont, se réservant la faculté de payer aux autres coalisés, pour chaque homme manquant, vingt livres sterling pour l'infanterie et trente pour la cavalerie.

La discussion de ce traité et la sanction du subside qui en était le nerf, causa les plus vifs débats dans le parlement d'Angleterre. Mais la composition du parlement, résultat inévitable du mode d'élection de la chambre des communes et du droit illimité de la nomination des *pairs*, avait trop bien mis dans la main du *ministère*, *cette* ombre fallacieuse des libertés de l'Angleterre; le gouvernement obtint ce qu'il voulut. Nous croyons cependant devoir à la justice historique de mettre sous les yeux des lecteurs, quelques-unes des considérations présentées par les membres de l'opposition des deux chambres, contre la guerre qu'on déclarait à la France (*). Le lecteur y verra sous

(*) *Pièces justificatives* n° II.

quel point de vue l'indépendance intérieure et extérieure de notre patrie est considérée par l'opposition anglaise. Cependant les réclamations des membres du parlement, qui s'étaient déclarés contre la guerre, avaient réveillé l'opinion publique en Angleterre; elle se prononça avec une telle véhémence que le ministère crut devoir appliquer un correctif à l'article 8 du 25 mars, contre lequel elle s'élevait le plus. Le choix du correctif fut heureux, en ce qu'il présenta le moyen d'agir sur l'esprit public en France et de contribuer à le paralyser par une prudente duplicité d'expressions. En conséquence, en échangeant les ratifications du traité du 25 mars, l'ambassadeur d'Angleterre présenta, en restriction de l'article 8, une déclaration, dressée dans le sens d'une protestation contre l'intention de vouloir *imposer à la France un gouvernement particulier*. Le 9 mai, le ministre d'Autriche présenta une déclaration pareille (*); la Prusse et la Russie y donnèrent également leur adhésion.

C'est probablement sur la base de cette déclaration, que l'auteur de l'essai sur la puissance militaire et politique de la Russie se fonde, pour

(*) *Pièces justificatives*, n° XXXVI.

avancer que, si l'amour-propre empêcha les *souverains* coalisés de reconnaître Napoléon, après avoir sanctionné l'acte du 13 mars, il n'en est pas moins vrai que la coalition se serait dissoute, s'il avait abdiqué en faveur de son fils, où s'il avait proclamé la république(*). En admettant *cette supposition*, pour la Russie et l'Autriche, ce *qui exigerait* encore des preuves, elle est inadmissible à l'égard de l'Angleterre et de la Prusse. Le but de la première était tout-à-fait opposé aux termes de la restriction, qu'elle avait donnée à *l'article 8 du* traité du 25 mars(**). Quant à la seconde, la destruction et le déchirement de la France, étaient son unique but. Outre toutes les preuves qu'on en pourra trouver dans le courant de cette histoire, il existe dans la proclamation que publia, le 15 avril, le gouverneur-général du *grand duché* de Berg (***), un monument historique *irréfragable*, qui doit écarter toute espèce de doute. Une proclamation, de l'agent supérieur d'un gouvernement, devra toujours être considérée *comme l'expression* de la volonté et des intentions de ce gou-

(*) A sketh of the military and political power of Russia, page 87.

(**) On en peut voir la preuve dans la proclamation de Wellington du 21 juin, *pièces justific.* n° IV.

(***) *Pièces justificatives* V.

vernement, lorsqu'elle n'est *ni blâmée ni désavouée.*

Cependant les opérations du congrès touchaient à leur fin. Le partage de la masse des provinces, restées à la disposition de la coalition, fut achevé; quelques provinces furent ajoutées au Hanovre; Liége et Luxembourg donnés à la Hollande; et le roi de Saxe se vit forcé de souscrire, le 18 mai, à la spoliation de la moitié de ses provinces. L'échange de Salzbourg et de l'Inn-Viertel, que l'Autriche ne voulait pas laisser à la Bavière, fut ajourné, dans l'espoir que le résultat de la guerre fournirait quelque nouvelle usurpation à partager. Le dernier acte du congrès, celui que lui commandait la nécessité de réunir encore une fois les peuples de l'Allemagne, dans une levée en masse, fut un espèce d'hommage rendu à l'opinion publique et aux désirs des peuples; l'acte de la fédération allemande fut dressé le 8 juin. Cet acte, qui présentait les élémens de la réunion de l'Allemagne en un faisceau, et la perspective d'un régime constitutionnel et représentatif pour chaque état, fut accueilli avec enthousiasme. Personne ne vit alors les vices qu'il porte en lui-même et qui en font pour l'Allemagne un ouvrage de discorde, bien plus que le germe du bien public. La rivalité,

aussi ancienne qu'inévitable, des deux *principales* puissances de la confédération, tend à *séparer* l'Allemagne dans deux intérêts opposés, et à *la diviser* dès la première guerre. Quant aux constitutions promises, il suffit de rappeler que le préambule du traité du 20 novembre 1815, *porte expressément* que la puissance européenne est *dirigée contre le système révolutionnaire* (*); or, des constitutions et un système représentatif, basés sur la liberté civile et l'égalité politique, sont, selon le protocole ministériel, un système révolutionnaire.

Ainsi termina le congrès de Vienne qui devait reconstruire l'édifice politique de l'Europe, *sur les bases de l'équilibre, de l'indépendance et du bonheur des nations.* Il fut reconstruit en effet; mais au lieu d'être fondé sur les droits, l'alliance naturelle, les mœurs ou les lois des peuples, *il le fut* sur des tables de finance, qui divisèrent et subdivisèrent la population en *âmes, demi-âmes, et fractions d'âmes*, d'après l'échelle des impôts que l'état acquérant pouvait lever (*). *Ainsi, élevé par*

(*) « Les puissances alliées ayant, par leurs efforts réunis et par le succès de leurs armes, préservé la France et l'Europe du bouleversement général dont elle était menacée, par le système révolutionnaire reproduit en France pour faire réussir cet attentat etc. »

(**) A sketch etc., page 83.

l'esprit d'invasion, et n'ayant pour appui qu'une force précaire, loin de se consolider, il porte en lui le germe de sa destruction et nous menace de nouveaux orages.

Les démarches faites par Napoléon, pour maintenir la France dans la position où le traité du 30 mai 1814 l'avait mise, vis-à-vis de l'Europe, avaient été infructueuses; toutes ses offres avaient été rejetées sans les écouter. Nous nous trouvions donc de nouveau en guerre avec la coalition européenne; car on ne voudra pas sans doute répéter la distinction scolastique, par laquelle on a voulu établir, qu'en combattant nos armées et nos gardes nationales, en prenant et dépouillant nos places fortes jusqu'au mois d'octobre, et en essayant de démembrer notre patrie, ce n'était pas à nous qu'on faisait la guerre; mais à quel titre étions-nous en guerre avec la coalition? C'est la question qu'on se fera naturellement, d'après les expressions combinées du traité du 25 mars et de la déclaration corrective. Le préambule et l'article Ier du traité énoncent, de la part de la coalition, l'intention formelle de maintenir les stipulations du traité du 30 mars 1814, et celles signées et arrêtées au congrès de Vienne, hors de toute atteinte que pourraient leur porter, les projets

présumés de Napoléon et de ceux *qu'on appelait ses adhérens*, c'est-à-dire la masse des *Français*. Le contre-sens que présentait l'article 8, par *l'idée* tout-à-fait neuve de soutenir la France contre les entreprises de ses armées, de ses gardes nationales, de ses représentans et de ses *magistrats*, *paraissait* redressé par la déclaration *corrective* qui avait accompagné l'échange des ratifications. Les stipulations de l'article 8 se réduisaient donc à secourir les pays, qui seraient envahis par la France. L'article 3 était plus direct contre Napoléon, et exprimait l'intention de l'empêcher d'occuper le trône de la France.

Il résultait ainsi de la combinaison de ces divers engagemens, que le but *proclamé* de la coalition se réduisait aux quatre points suivans : 1° de maintenir le traité de Paris et le partage de *l'Europe fait* à Vienne; 2° de s'opposer en masse à *toute agression* de la France contre un de ces coalisés; 3° d'écarter Napoléon du trône de France; mais 4° de ne point chercher à imposer à notre *patrie un* gouvernement quelconque (*). Or le principe de l'in-

(*) Dans la dépêche qui accompagnait la déclaration de l'Angleterre (*pièces justific.*) lord Clancarthy disait : « Dans cette guerre, les » souverains ne se proposent point *d'intervenir* dans aucun *des droits* » *légitimes* du peuple français. Ils n'ont point l'intention de *s'opposer* » *au droit* qu'a cette nation de *choisir* la forme de gouvernement

dépendance des nations, unique base du véritable droit des gens; principe solennellement reconnu et garanti par la coalition et sur lequel était fondé le quatrième point de leur nouvelle convention, s'oppose à ce qu'aucune puissance puisse intervenir activement, dans les affaires intérieures d'une autre puissance. Il résultait donc encore de cette considération, que la coalition ne pouvait pas, sans violer la foi publique et sans porter atteinte à ses propres déclarations, envahir à main armée le territoire de la France. Cependant la coalition ne s'était pas bornée à un armement défensif, elle avait pris l'initiative de la guerre, et au mois d'avril il n'était plus permis de douter, qu'une nouvelle irruption des peuples du nord ne menaçât de dévaster la France. C'était donc à notre patrie, objet de leur haine et de leur jalousie, depuis vingt siècles, qu'ils en voulaient. Si les sophismes, par lesquels on a voulu couvrir ou colorer le but réel de cette guerre, ont pu dans le temps laisser quelques doutes dans les esprits faibles et peu accoutumés à réfléchir, on a pris grand soin de les écarter depuis 1815.

L'état d'affaiblissement, où la paix de 1814 avait

» qu'elle pense convenable, ni *d'attenter en aucune manière à son* » *indépendance* comme nation libre et grande. »

laissé la France; le licenciement de l'armée, *auquel* leur influence n'était pas étrangère, et *qui* allait bientôt la mettre hors d'état de reparaître dans l'arène, l'usurpation de toute les places par l'aristocratie féodale; tout faisait espérer aux coalisés, que les élémens de la liberté *civile et de l'égalité* légale serait bientôt détruits en France. Ils pouvaient donc s'occuper sans crainte, à jeter, uniquement dans leurs intérêts, les bases d'un édifice, où il était impossible de méconnaître les pierres d'attente de nouvelles usurpations sur la France; mais en même temps qu'elles se voyaient débarassées de l'intervention du gouvernement français, par la nullité à laquelle le réduisaient la composition de son ministère et sa marche intérieure, les quatre puissances dictatrices se trouvaient abandonnées à la rivalité, qu'excitaient des prétentions égales à la prépondérance.

Les élémens de discorde, nés de cette rivalité, s'étaient développés pendant le congrès même, malgré que les intérêts des puissances du second ordre aient été sacrifiés à la cupidité des grandes; ces dernières et surtout la Prusse et l'Autriche étaient mécontentes de leur part du butin. On peut sans crainte assurer, que le congrès aurait terminé d'une manière hostile, si la révolution du 20 mars

n'était venue présenter un incident, dont la coalition se décida immédiatement à recueillir les avantages. Les négociations pour l'échange de Salzbourg et de l'Inn-Viertel, avec la Bavière, furent suspendues dans l'espoir de pouvoir étendre davantage l'Autriche vers l'ouest, en faisant valoir ses prétendus droits sur la Lorraine et l'Alsace : les documens qui devaient fonder cette prétention furent tirés encore une fois des archives. Les difficultés de la Prusse au sujet de Luxembourg, pouvaient s'applanir par la conquête des places de la Moselle ou de la Sarre. L'Angleterre pouvait épargner les soixante millions qu'elle devait fournir à la Hollande, pour construire des forteresses frontières, en lui faisant remettre celles toutes faites de Lille, Valenciennes et Maubeuge. La Russie enfin pouvait achever la réunion de la Pologne...

Les moyens desquels la coalition, en s'en servant rapidement, pouvait espérer la réussite de ses projets, étaient encore dans ses mains. Ces moyens se réduisaient à deux : la force et la déception. La force était encore réunie, puisque la rivalité des puissances et le désir de soutenir au besoin leurs prétentions, les avaient empêchées de licencier leurs armées, ni même leurs milices. La

déception était facilitée par la position *intérieure* même de la France. Avant de développer *comment* et sous quel aspect la déception s'est *présentée*, il convient d'examiner une autre question. On a répété dans le temps, sous mille formes différentes et jusqu'à la satiété, les cris des énergumenes du *Tugend-Bund*; on fait *résonner dans* toute l'Allemagne, on affecte même encore aujourd'hui d'être convaincu, que la révolution du 20 mars devait avoir pour conséquence immédiate, de bouleverser l'Europe et de menacer l'indépendance de l'Allemagne et de l'Italie. On attribue le renouvellement des liens de la coalition à la nécessité de s'opposer à ce danger, et la déclaration du 31 mars, à la crainte qu'*inspirait le* caractère ambitieux de Napoléon, et la haine qu'on ressentait de sa tyrannie.

Il est vrai que cette dernière pièce *porte l'empreinte* de ces deux sentimens; mais en bonne foi, peut-on leur attribuer le traité subséquent et la déclaration corrective, fruit d'une profonde méditation, tant pour le sens que pour *le choix* des expressions? Nous croirions faire injure au bon sens de nos lecteurs, en supposant qu'il puissent s'arrêter à cette idée. La crainte d'une invasion subite n'aurait pu être fondée de la part des coalisés, qu'autant que la

France aurait eu le 20 mars une puissante armée, prête à passer le Rhin et à entrer en Belgique. Or, ils *ne pouvaient pas ignorer*, que l'armée était tellement réduite qu'elle pouvait à peine suffire pour la défense des places fortes. Mais, dira-t-on, il était facile de la compléter au milieu d'une nation belliqueuse. Cette objection se présente sous deux aspects; elle s'adresse à la volonté du gouvernement ou à celle de la nation. La volonté du gouvernement s'était annoncée ostensiblement, en prenant l'initiative à l'égard de la conservation du traité de Paris; il était facile de s'assurer de sa bonne foi en lui demandant des garanties raisonnables.

Si l'objection s'adresse à la volonté nationale, il en résulterait que c'était réellement à la nation que la coalition faisait la guerre; mais les coalisés n'ignoraient pas les vraies dispositions du peuple français : ils savaient que ces dispositions étaient tout-à-fait contraires à l'idée d'une agression, et que la position extraordinaire et douteuse du gouvernement, subordonnerait nécessairement à cet égard sa volonté, à celle de la masse de la nation. Dans l'un et dans l'autre cas, l'agression des coalisés ne peut donc être considérée, que comme une violation du droit des gens; le droit d'attaquer notre voisin sur des intentions

présumées et contraires à celles *qu'il énonce*, entraîne celui de supposer ces intentions *et donne* la main à toutes les usurpations.

Il était évident, pour tous ceux qui connaissaient la position de la France après le 20 mars, et les coalisés ne manquaient certes pas de notes exactes à cet égard, que le rétab*lissement du despotisme* impérial était impossible. Napoléon, en voulant le tenter, aurait vu renverser un trône, qui ne pouvait s'établir que sur la base la plus libérale; il en résultait que toute tentative de sa part, pour entamer une guerre offensive, aurait été non-seulement inutile, mais dangereuse pour lui. Puisque les coalisés étaient tellement certains que Napoléon voulait les attaquer dans leurs possessions, s'ils avaient voulu ménager la France, ils pouvaient attendre la nouvelle révolution, que devait amener une entreprise aussi *contraire* au vœu national. Alors ils auraient été débarrassés de l'objet de leurs craintes, sans avoir besoin d'ébranler de nouveau l'Europe. Mais la France pendant ce temps aurait vu se consolider chez elle, les droits imprescriptibles pour lesquels elle combattait depuis vingt-cinq ans; la défense nationale se serait organisée, et la France libre et forte, sans menacer ses voisins, leur aurait imposé, par son

attitude seule, l'obligation de respecter son indépendance. Tel n'était pas le but de la coalition. Ne perdons pas de vue que depuis vingt ans, elle faisait la guerre aux principes, sur lesquels repose notre gouvernement constitutionnel (*). Cette déclaration émanée de la bouche d'un souverain, ne saurait être soumise même à un doute, sans

(*) On observera peut-être contre cette assertion si vraie, que des constitutions vont s'établissant partout. Qu'on y regarde de près et l'objection tombera d'elle-même. On ne verra partout que des représentations nationales, dominées quelque part par l'action directe du gouvernement, ailleurs rappelées à *répartir seulement l'impôt fixé*; dans d'autres endroits, renfermées dans le vote d'un budjet, tancées lorsqu'elles n'accordent pas tout, et écartées de toute demande d'amélioration. Qu'on lise l'acte de la confédération allemande, on y verra à la vérité un article qui promet des constitutions représentatives; mais ce sont des constitutions d'états et par conséquent par *classes*; mais l'article suivant conserve à l'ancienne noblesse immédiate, aujourd'hui médiatisée, sa prééminence sur la noblesse des états auxquels elle appartient, le droit d'élire son domicile, tous les priviléges qui dérivent de cette primauté, même celui de fixer la disposition de leurs successions, le droit de justice seigneuriale, l'exemption d'impositions pour leurs personnes, demeures, forêts et chasses. Il est donc naturel que le restant de la noblesse de chaque état, soit-disant constitutionnel, jouisse des droits analogues. Il en résulte que si une partie de la représentation nationale, malgré sa division par classes, se réunit pour proposer des améliorations, l'autre partie s'y refusera par *esprit de caste*. On peut dire, sans s'écarter de la vérité, que des constitutions fondées sur la base de l'acte de confédération, ne servent qu'à légaliser l'aristocratie féodale. Or les grandes puissances non seulement se tiennent exemptes de ce qu'elles appellent hautement une *calamité*, mais elles empêchent les autres de sortir des bornes tracées par l'acte de confédération.

lui faire injure. La coalition ne pouvait *donc* avoir d'autre but que celui d'affaiblir de nouveau *notre* patrie, et d'y effacer tôt ou tard les traces des institutions constitutionnelles; tel fut en effet celui de l'invasion de 1815, et c'est pour faciliter cette invasion que la déception fut jointe à la force.

L'article 8 du traité du 25 mars *présentait le* gouvernement royal de France comme lié *à la* coalition, partie intégrante dans les stipulations de ce traité et par conséquent dispensé de tout sacrifice onéreux, en reprenant son action en France. Cette position parut fausse en ce qu'elle s'opposait à tout projet d'envahissement, de partage ou de contributions à titre d'indemnité; elle ne laissait l'espoir que d'un subside, proportionné aux dépenses d'une seule campagne. Heureusement la déclaration explicative y remédia; on peut la regarder, sous ce rapport, comme un chef-d'œuvre de logique diplomatique. La coalition protestait hautement qu'elle ne prétendait faire la guerre que pour renverser Napoléon du trône, et qu'elle n'entendait pas la continuer, *pour imposer* à la France un *gouvernement quelconque*, ni par conséquent pour *prohiber*: l'un est la conséquence de l'autre.

Le sens direct de cette déclaration était donc

que, dès que Napoléon ne serait plus sur le trône, la guerre était finie de fait; puisque la coalition en reconnaissant le *gouvernement quelconque* qui succéderait, ne pouvait se refuser à traiter avec lui. Tel fut en effet le sens qu'on y attacha en France, et cette explication, dictée par la droiture, ne contribua pas peu à paralyser l'énergie de la défense nationale; nous reviendrons sur cet objet. Mais le sens diplomatique qu'on y avait attaché était tout-à-fait différent; et nous avons pu nous en apercevoir plus tard. En effet, les intérêts du gouvernement royal ayant été mis de côté, dès qu'on avait formellement écarté l'idée que la coalition voulût aider activement à son rétablissement, ce n'était plus à *l'usurpation*, mais à la puissance de Napoléon qu'elle faisait la guerre. Aussi, dans la déclaration corrective, s'est-on servi du mot de *puissance* et non d'*usurpation*. Or la puissance de Napoléon n'était autre chose que la France entière, sans l'appui de laquelle il n'aurait été qu'un individu isolé. Il en résultait donc clairement, que c'était sur la France qu'ils entendaient user du droit que leur donneraient les succès de leurs armées.

En usant de ce droit, soit pour démembrer

la France, s'ils l'osaient, soit pour l'*affaiblir* ou la ruiner, ils n'avaient pas besoin de s'*inquiéter* de la forme de gouvernement qu'elle prendrait; leurs troupes répandues sur le territoire français devaient donner assez de force au parti anti-constitutionnel, pour renverser toutes les institutions les plus libérales, en *s'emparant du pouvoir*. C'est ainsi que la coalition entendait tenir l'engagement qu'elle avait pris, de ne pas imposer à la France un gouvernement quelconque. Mais tout le monde n'était pas familiarisé avec les formules diplomatiques, qui avaient déjà présidé au déchirement de la Pologne d'une manière à peu près semblable, ou qui avaient teint le sol des Indes du sang de dix de ses rois, victimes de la cupidité et de la perfidie. La déclaration fit son effet, et ce moyen de déception contribua puissamment à favoriser l'invasion de notre patrie.

Le traité de coalition du 25 mars, ne s'était pas limité aux quatre puissances qui partageaient la dictature de l'Europe; tous les états de l'Allemagne, la Suède, le Danemark, l'Espagne, la Sardaigne, le Portugal et le royaume des Pays-Bas, y accédèrent. Le Portugal et l'Espagne ne donnèrent cependant qu'une accession nominale, puis-

que ces deux puissances ne prirent aucune part aux hostilités. La Suède ne fournit aucun contingent. La Hollande, en entraînant la Belgique sous les mêmes drapeaux, nous donna l'affligeant spectacle d'une espèce de guerre civile; les mêmes guerriers qui pendant vingt ans, dans les mêmes rangs, avaient partagé les mêmes travaux, les mêmes dangers, la même gloire et les mêmes revers, se trouvèrent forcés de combattre les uns contre les autres. Au reste, si les Belges ont fait voir qu'ils n'avaient pas dégénéré, au milieu de nous, de leur antique valeur, ils nous ont également montré, après l'heure des combats, qu'ils se sentaient encore nos frères. C'est à nos blessés de Waterloo et de Ligny, c'est à tous ceux d'entre nous que le malheur à forcés de chercher un asile sous leur toit hospitalier, que la reconnaissance impose surtout le devoir sacré, de faire à leurs concitoyens le récit des soins touchans, de la noble hospitalité des Belges; aucun Français ne peut *jamais* en perdre le souvenir. Sous les drapeaux de la Sardaigne, combattaient aussi contre nous des milliers de guerriers, peu auparavant nos camarades, et dont beaucoup portaient encore l'honorable signe de la valeur, mérité dans nos rangs.

Pour compléter l'armement de l'Europe entière

contre nous, il ne manquait plus que la réunion de la Suisse aux autres membres de la coalition; elle n'y manqua pas long-temps. Le 6 mai, les ministres des quatre grandes puissances (*), près de la diète à Zurich, remirent une note tendante à demander l'accession de la confédération helvétique, au traité du 25 mars. La diète annonça son accession, par une note du 12, et nomma pour traiter MM. de Wyss, l'avoyer de Mulinen et de Wieland. Le 20 du même mois, fut conclue une convention (**), par laquelle la Suisse s'engageait à maintenir un corps de trente mille hommes et une réserve; les coalisés promettaient de leur côté de renoncer au passage et à l'établissement de leurs troupes dans ce pays, de faciliter les achats d'armes et de munitions et d'aider par des emprunts, les cantons qui en auraient besoin.

Dans le premier chapitre, nous développerons le système d'attaque et de défense, et la masse des moyens militaires employés par la coalition et par la France. Nous ne présenterons pas au lecteur l'analyse de la marche stratégique et des

(*) MM. de Schrant pour l'Autriche; baron de Krudener pour la Russie; baron de Chambrier pour la Prusse et Strafford Canning pour l'Angleterre.

(**) *Pièces justific.* VI.

événemens de cette campagne; la catastrophe du Mont-St-Jean en a arrêté le cours et en a ramené la décision sur un seul point. Aussi nous occuperons-nous d'abord des opérations de la grande armée, que nous suivrons jusqu'à la convention de Paris; dans les chapitres suivans, nous ferons le récit des opérations aussi courtes que glorieuses des armées du Rhin, du Jura et des Alpes. Les hostilités qui ont eu lieu dans la Vendée, ne trouveront pas leur place dans cet ouvrage; ma plume se refuse à tracer le tableau des combats où il n'a été versé que du sang français. Puisse un sentiment semblable faire naître de justes remords, dans l'âme des provocateurs de discorde, et les empêcher de nous mettre jamais dans la douloureuse nécessité, de nous défendre à main armée contre leurs entreprises.

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1815.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Situation des armées coalisées au mois de mars. — Forces qu'ils réunissent et leur répartition. — Mouvemens des armées coalisées au mois de mai.—Situation des armées anglo-batave et prussienne en Belgique.— Tableau de la force des armées coalisées au 14 juin. —Mesures prises pour la défense de la France.—Répartition des armées françaises.—Plan de campagne proposé pour la France. —Plan adopté par l'empereur Napoléon.—Tableau de la force des armées dans les premiers jours de juin.— Observations sur la formation de l'armée du nord.—Position des armées coalisées.

Au mois de mars, les forces de la coalition, quoiqu'elles fussent encore sur pied, n'ayant été nulle part licenciées, s'étaient en partie éloignées des frontières de la France. La Prusse n'avait entre

le Rhin, la Meuse et la Moselle, qu'un corps d'environ quarante-cinq mille hommes, non compris la division saxonne de Thielemann. Les landwehrs de Westphalie et de Berg, fortes de vingt-sept bataillons et dix escadrons, étaient en seconde ligne à la droite du Rhin; mais les cadres seuls étaient sous les armes : il est vrai que les soldats en semestre pouvaient être rappelés dans quinze jours. Le restant de l'armée prussienne était en partie autour de Berlin, en partie dans la Thuringe (*). Il en résultait que la Prusse pouvait, dès le mois d'avril, avoir près de quatre-vingt mille hommes en Flandres. L'Angleterre avait encore dans la Belgique un corps anglais et hanovrien de vingt-cinq mille hommes, qui, réunis aux troupes belges, formaient une armée d'environ quarante mille hommes. Elle était commandée par le prince d'Orange. L'Autriche avait environ quarante mille hommes dans le royaume de Naples et soixante mille dans la haute Italie; le restant de ses troupes était rentré dans les états héréditaires. La Russie avait son armée entre la Vistule et le Niémen.

Dès que les coalisés eurent pris la détermination de recommencer la guerre contre la France, leur premier soin fut de compléter leurs armées et de les mettre en marche, vers les frontières de la France. Les contingens, de tous les états qui de-

(*) *Pièces justific.* n° VII.

vaient prendre une part active à la guerre, furent fixés de la manière suivante :

Autriche	250,000
Russie	225,000
Prusse	252,000
Angleterre	50,000
Hollande	50,000
Bavière	56,000
Danemark	15,000
Wurtemberg	20,000
Baden	20,000
Saxe	16,000
Sardaigne	15,000
Hanovre	20,000
Darmstadt	8,000
Hesse-Cassel	12,000
Brunswick	7,000
Nassau	3,000
Petits princes allemands	20,000
Suisse	36,500
Total	1,075,500

Toutes ces forces furent réparties en sept armées. La première, ou ARMÉE DES PAYS-BAS, sous les ordres du duc de Wellington, composée des troupes anglaises, hanovriennes, hollandaises, danoises, de Brunswick, de Nassau et anséatiques, devait être de cent quarante-huit mille hommes. Elle devait pénétrer en France par les frontières du Nord.

La seconde était L'ARMÉE DU BAS-RHIN, sous les

ordres du maréchal Blücher. Elle devait être composée de troupes prussiennes, de Hesse-Cassel, de Thuringe et de Meklenbourg, et s'élever à deux cent soixante-dix-huit mille hommes. Elle devait, au besoin, paraître aussi prête à appuyer vers la Moselle, qu'à se joindre à l'armée de Wellington. Cette dernière destination était cependant la véritable. La troisième armée était celle DU MOYEN RHIN, ou russe, sous les ordres du maréchal Barklay de Tolly. Elle devait être de deux cent vingt-cinq mille hommes et pénétrer en France par les environs de Metz. La quatrième, ou armée DU HAUT-RHIN, sous les ordres du prince de Schwarzenberg, devait être composée de troupes autrichiennes, de Baden, de Wurtemberg, bavaroises, saxonnes, de Darmstadt et quelques petits contingens, formant un total de deux cent soixante-treize mille hommes. Elle était destinée à entrer en Alsace et dans les départemens du Jura. La cinquième, ou ARMÉE SUISSE, forte de trente-six mille cinq cents hommes, sous les ordres du général Bachmann, devait appuyer les opérations de la quatrième, sous le masque d'une neutralité armée. La sixième ou ARMÉE D'ITALIE, sous les ordres du général Frimont, devait être composée d'Autrichiens et de Piémontais, et forte de soixante-quinze mille hommes. Elle était destinée à entrer en France par les Alpes Cottiennes et le lac Léman. La septième et dernière, commandée par le général Bianchi, et toute autrichienne, était

L'ARMÉE DE NAPLES. Elle fut rappelée en hâte après la prise de Naples, et devait entrer en France par les Alpes maritimes. Elle était forte de quarante mille hommes.

Ces différentes armées varièrent cependant de la force qui avait été fixée; quelques contingens furent augmentés, quelques-uns diminués; d'autres ne parurent que pour prendre part aux résultats, après la bataille de Mont-St-Jean. Nous indiquerons plus bas l'époque à laquelle les différentes troupes entrèrent en France, et la force réelle des armées qui vinrent envahir notre patrie. La Prusse fut de toutes les puissances celle qui porta le plus d'attention à renforcer son système militaire, en augmentant le nombre de ses troupes de ligne. Dans les mois de mars et d'avril, les régimens provisoires, les corps francs, la légion russo-allemande, les restes des troupes saxonnes et les régimens de cavalerie volontaire reçurent une organisation. Ils formèrent huit régimens d'infanterie et quatorze de cavalerie, ce qui porta la force de l'armée permanente de ce gouvernement à cent onze mille sept cent soixante hommes, dont vingt-un mille six cents de cavalerie (*).

Dès les premiers jours de mai, toutes les troupes de la coalition étaient en mouvement. Les renforts de troupes anglaises, surtout en artillerie et en cavalerie, débarquèrent à Anvers et à Ostende.

(*) *Pièces justific. n°* VII.

Les troupes prussiennes, qui étaient dans l'intérieur de l'Allemagne, s'avancèrent vers le Rhin en deux colonnes : savoir, celles de Silésie, sur Coblentz, et celles des Marches, sur Cologne. L'armée russe passa la Vistule en trois colonnes. La première de soixante bataillons et vingt-quatre escadrons, se dirigea par Kalisch, Glogau, et Leipsic, sur Mayence. La seconde, de trente-six bataillons et soixante-douze escadrons, se dirigea par Breslau, Dresde, Bareuth, Nüremberg et Aschaffenburg, sur Oppenheim. La troisième, de soixante bataillons et quatre-vingt-seize escadrons, se dirigea par Prague, Mergentheim et Heidelberg, sur Manheim. Les 1er et 2e corps, les gardes et le 1er corps de cavalerie, restèrent en Pologne. L'armée autrichienne des états héréditaires s'avança en deux colonnes, par la Souabe, sur le Haut-Rhin.

Pendant que ces mouvemens s'exécutaient, le cours du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Mayence, était gardé par des troupes des princes voisins de ce fleuve, qui se mirent de suite en état d'hostilités contre la France, et commencèrent à piller nos frontières.

Les armées anglaises, hollandaises et prussiennes, qui étaient dans la Belgique, passèrent les deux mois de mars et d'avril, dans la crainte continuelle d'être attaquées. Nous examinerons plus bas jusqu'où cette crainte pouvait être fondée. Vers le 10 mars, lorsque la nouvelle du débar-

quement de Napoléon arriva à Aix-la-Chapelle et à Bruxelles, elle y répandit la terreur parmi les ennemis; leurs généraux privés d'instruction, *pour ce cas imprévu*, se hâtèrent de se mettre en mesure de défense. Le prince d'Orange concentra son armée à Ath, occupant Mons et Tournay. Le général Kleist fit ravitailler les forteresses, réunit ses troupes à Juliers, et rappela les semestriers des Landwehrs, de Westphalie et de Berg. Le général Kleist avait bien offert au prince d'Orange de l'appuyer, au 1er avril, avec cinquante mille hommes, et le 15 du même mois avec soixante mille, mais comme il lui était impossible de s'éloigner de la Meuse, afin de ne pas risquer d'être coupé du Rhin, son appui ne pouvait pas s'étendre au-delà de Tirlemont. Il fallait donc alors découvrir Bruxelles, et recevoir la première bataille entre Louvain et Liége.

Telle était la situation des affaires en Flandres, lorsque Wellington arriva de Vienne à Bruxelles, dans les premiers jours du mois d'avril. Blücher vint peu de jours après de Berlin à Liége, où se trouvaient les troupes saxonnes. Le premier soin de Wellington se porta sur la défensive, en raison du plan de campagne qui avait été adopté. D'après ce plan de campagne, Paris était le but où devaient tendre toutes les armées coalisées, afin d'y faire naître une seconde révolution politique. Mais ce but même amenait deux considérations; la première était que les trois armées du

Rhin et celle des Pays-Bas devaient marcher à la même hauteur, pour y arriver ensemble. La seconde était que la distance de Paris aux différens points de la frontière, que touchaient ces armées, n'étaient pas la même; l'époque de leur entrée en France devait être fixée d'après ces distances. Les armées russe et autrichienne ne pouvaient être réunies sur les bords du *Rhin*, *que* vers le 15 de juin; il fut donc décidé que les armées de Wellington et de Blücher, ne prendraient l'offensive que le 1er juillet. Elles devaient entrer en France par Maubeuge, sur les deux bords de la Sambre. En conséquence de ces dispositions le duc de Wellington fit armer Ostende, Nieuport et Anvers, réparer Ypres, Tournay, Mons, Ath et la citadelle de Gand, et établir une tête de pont à Oudenarde. Il fit venir en même temps à Anvers deux cents pièces de siége, approvisionnées à mille coups. Blücher de son côté, pour se donner une tête de pont sur le Rhin, et s'assurer par-là un troisième passage, fit réparer les fortifications de Cologne; il fit également venir de Wesel à Liége, cinquante pièces de siége, approvisionnées à huit cent coups; il ne pouvait pas pour le moment disposer d'un équipage plus considérable. Dans les premiers jours du mois de mai, les troupes saxonnes, voyant qu'on faisait des dispositions pour les incorporer *toutes*, dans les régimens prussiens, se soulevèrent. Menacées d'être punies de leur défection, dans les champs de Léipsick, par une vio-

lation manifeste du droit des gens, elles se disposèrent à s'opposer par la force, à la perfidie dont elles devaient être l'objet. Le gouvernement prussien fut obligé de les faire désarmer, ce qu'on exécuta par surprise; elles furent en grande partie renvoyées au-delà du Rhin. Un petit nombre resta avec leur chef (le général Thielemann). Blücher forma de l'infanterie, le 32e régiment prussien, et incorpora la cavalerie dans le 12e de hussards et le 7e de hulans. Cet événement fit hâter la marche des troupes prussiennes, qui étaient encore en arrière; elles arrivèrent en poste, et le 27 mai, Blücher avait quatre corps d'armées réunis. Le premier fut cantonné autour de Charleroy; le deuxième autour de Namur; le troisième autour de Ciney, et le quatrième autour de Liége. L'armée anglaise, qui, à la même époque, avait reçu presque tous ses renforts, avait pris position entre l'Escaut et la Dyle, occupant par son front Ath, Nivelle et Genappe. Les deux armées restèrent dans cette position jusqu'au commencement de la campagne.

Avant d'entrer dans le détail des préparatifs et du système de défense adopté par le gouvernement français, nous allons donner le tableau des forces, que la coalition déploya contre nous en 1815. Toutes les troupes qui y sont portées n'ont pas combattu, mais elles sont toutes entrées en France, pour assurer l'exécution des projets des coalisés.

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report....	14	16	11,200	2,400
Iᵉʳ CORPS.				
Général Ziethen.				
1ᵉʳ général Steinmetz...........	9			
2 » Pirch II.............	9			
3 » Jagow..............	9		27,200	
4 » Henckel............	7			
» Roeder.		32		4,800
IIᵉ CORPS.				
Général Pirch I.				
5 général Pirch I..............	9			
6 » Kraft..............	9			
7 » Brause..............	9		28,800	
8 » Bose...............	9			
» Jurgass..............		36		5,400
IIIᵉ CORPS.				
Général Thielemann.				
9 Général Bork................	9			
10 »	6			
11 »	9		26,400	
12 »	9			
» Hobe...............		32		4,800
IVᵉ CORPS.				
Général Bülow.				
13 Général Haak	9			
14 » Ryssel................	9			
15 » Losthin..............	9		28,800	
16 »	9			
» Prince Guillaume......		48		7,200

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report.........	153	164	122,400	24,600
Vᵉ CORPS.				
Général d'York.				
17 Général Zielinsky............	9			
18 » Thümen..............	9		27,200	
19 » Stutterheim...........	6			
20 » Lossow...............	10			
» Katzler...............		48		7,200
VIᵉ CORPS.				
Général Tauenzien.				
21 Général Klüx................	9			
22 » Lobenthal.......... ..	9		28,800	
23 » Horn................	9			
24 » Wrangel.............	9			
» Oppen..............		48		7,200
CORPS D'ALLEMAGNE.				
LE GÉNÉRAL KLEIST.				
Hesse-Cassel.... gén. Engelhard.	12	8	9,600	1,200
Thuringiens..... « Egloffstein.	12		9,600	
Meklenbourg.... prince de Meklenbourg....	6	4	4,800	600
Total........	253	272	202,400	40,800
CORS DE LIGNE.				
Landvehr du Rhin...............	24	8	19,200	1,200
Garnisons sur les bords du Rhin...	18	12	14,400	1,800
» à Mayence...........	6		4,800	
» à Luxembourg.........	10	1	8,000	150
Total........	58	21	46,400	3,150
Total général........	311	293	248,800	43,950

		BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
	III.				
	ARMÉE DU RHIN MOYEN OU RUSSE.				
	LE MARÉCHAL BARKLAY DE TOLLY.				
	Cosaques 9 régimens				4,500
	IIIe CORPS.				
	Général Doktorow.				
7	général Kapczewicz	12		19,200	
24	» Radt	12			
	» Lambert		24		3,600
	IVe CORPS.				
	Général Rajewsky.				
11	Général Zwieleniew	12		19,200	
17	» Alsufieff	12			
	» Tchaplitz		24		3,600
	Ve CORPS.				
	Général Sacken.				
12	Général Woronzow	12		28,800	
13	» Markow	12			
26	» Emme	12			
	» Korff		24		3,600
	VIe CORPS.				
	Général Langeron.				
8	Général Essen III	12		19,200	
10	» Lieven III	12			
	» Aluxeiew		24		3,600

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report........	108	96	86,400	18,900
VIIe CORPS.				
Général Sabenejew.				
9 Général Udom II............	12		19,200	
27 » Gurjalew............	12			
RÉSERVE DE GRENADIERS.				
2 Général Paskiewicz...........	12		19,200	
3 » Roth................	12			
IIe CORPS DE CAVALERIE.				
Général Winzingerode........				
» Orurk...............		24		7,200
» Kretow..............		24		
IIIe CORPS DE CAVALERIE.				
Général Pahlen III...........				
» Lissanewicz..........		24		
» Duca................		24		7,200
Total........	156	192	124,800	33,300
IV.				
ARMÉE DU HAUT-RHIN OU AUTRICHIENNE.				
PRINCE DE SCHWARZENBERG.				
Ier CORPS.				
Général Colloredo............				
» Lederer.............	4	16	23,400	2,560
» Marschall...........	11			
» Marziany............	11			
Total........	26	16	23,400	2,560

	Bataillons.	Escadrons.	Infanterie.	Cavalerie.
IIe CORPS.				
PRINCE DE HOHENZOLLERN.				
Général Klebelsberg.........	4	14	13,500	2,240
« Mazzuchelli..........	11			
Badois « Schaefer............	10	12	8,000	1,800
Total........	25	26	21,500	4,040
IIIe CORPS.				
PRINCE ROYAL DE WURTEMBERG.				
Wurtembergeois { Prince Adam de Wurtemberg.		20		3,000
Gén. Franquemont { Général Koch.	20		16,000	
PRINCE PHILIPPE DE HESSE-HOMBOURG.				
Autrichiens gén. Palombini..	14	12	12,600	1,920
Hesse-Darmstadt prince Emile...	10		8,600	
Total........	44	32	37,200	4,920
IVe CORPS.				
MARÉCHAL DE WRÈDE.				
Général Raglowich...........	10		46,000	
« Beckers.............	10			
« Lamotte............	10			
« Zollern.............	10			
« Maillot..	6			
Prince Charles de Bavière....		24		9,900
Général Preysing.....		24		
« Seidewitz...........		18		
Total........	46	66	46,000	9,900
CORPS DE RÉSERVE.				
ARCHIDUC FERDINAND D'ESTE.				
Général Wartensleben......	5	20	34,200	5,440
« Stutterheim..........	2	14		
« Aloys Lichtenstein...	15			
Gre. « Archiduc Louis.	8			
« Archiduc Max d'Este.	8			

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report........	38	34	34,200	5,44
PRINCE HÉRÉDITAIRE DE HESSE-HOMBOURG.				
Général Maurice Lichtenstein.		26		9,92
» Nostitz.............		36		
Total........	38	96	34,200	15,36
CORPS DES SIÉGES.				
ARCHIDUC JEAN.				
Général Wimpfen...........	13		18,900	
» Mariassy........ ...	8			
PETITS CONTINGENS.				
Général Vacquant...........	4	8	3,200	1,20
» Schaefer............	11		9,900	
BADOIS.				
Général Hochberg...........	10	4	8,000	60
WURTEMBERGEOIS.				
Général Schoeler............	3	4	2,400	60
SAXONS.				
PRINCE DE COBOURG.				
Général Lecoq..............	18		14,400	
» Leyser............		10		1,70
Total........	67	26	56,800	4,10
Total général......	257	260	219,100	40,88
V.				
ARMÉE SUISSE.				
Général Bachmann..........	Compag.			
» Gady.				
» Fussly..............	328	10	36,024	50
» d'Affry.............				

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
VI.				
ARMÉE D'ITALIE.				
GÉNÉRAL FRIMONT.				
Ier CORPS.				
Général Radiwojewich........				
» Crenneville..........	3	12	12,000	1,800
» Pflüger.............	12			
IIe CORPS.				
Général Bubna..............				
» Bretschneider........	3	12		
» Trenk..............	12		12,000	1,800
RÉSERVE.				
Général Merville............				
» Hardegg............	4	12		1,800
» Mumb..............	18		17,600	
» Kinsky..............		24		3,600
PIÉMONTAIS.				
Général Latour..............				
» Gifflenga............			12,000	
» Dandezenne..........				
Total.......	52	60	53,600	9,000
VII.				
ARMÉE DE NAPLES.				
GÉNÉRAL BIANCHI.				
Ier CORPS.				
Général Neipperg...........				
» Stahrenberg.........	4	18	11,200	2,700
» Haugwitz...........	12			

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report........	16	18	11,200	2,700
II° CORPS.				
Général Mohr...............				
» Geppert...........	3	12	10,500	1,800
»	12			
III° CORPS.				
Général Nugent.............				
» Stéfani............	4	12		1,800
»	12		14,700	
Garn. »	5			
Total........	52	42	36,400	6,300
RÉCAPITULATION.				
1re Armée des Pays-Bas...........	141 1/2	149	111,400	20,100
2e » du Bas-Rhin..........	311	293	248,800	43,950
3e » du Moyen-Rhin.........	156	192	'24,800	35,300
4e » du Haut-Rhin..........	246	252	219,100	40,880
5e » Suisse................			36,024	500
6e » d'Italie..............	52	60	53,600	9,000
7e » de Naples.............	52	42	36,400	6,300
Total........	960 1/2	929	830,124	154,030

Total général.... 984,154

PAR NATIONS.

Autriche..................	229,080
Russie....................	158,100
Prusse....................	266,950
Angleterre................	49,200
Hollande..................	26,600
Bavière...................	55,900
Danemark..................	11,800
Wurtemberg................	22,000
Baden.....................	18,400

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
VI.				
ARMÉE D'ITALIE.				
GÉNÉRAL FRIMONT.				
Ier CORPS.				
Général Radiwojewich.......				
» Crenneville..........	3	12		
» Pflüger.............	12		12,000	1,800
IIe CORPS.				
Général Bubna.............				
» Bretschneider.......	3	12		
» Trenk.............	12		12,000	1,800
RÉSERVE.				
Général Merville............				
» Hardegg...........	4	12		1,800
» Mumb............	18		17,600	
» Kinsky.............		24		3,600
PIÉMONTAIS.				
Général Latour..............				
» Gifflenga...........			12,000	
» Dandezenne.........				
Total.......	52	60	53,600	9,000
VII.				
ARMÉE DE NAPLES.				
GÉNÉRAL BIANCHI.				
Ier CORPS.				
Général Neipperg...........				
» Stahrenberg.........	4	18	11,200	2,700
» Haugwitz...........	12			

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report........	16	18	11,200	2,700
IIe CORPS.				
Général Mohr...............				
» Geppert............	3	12	10,500	1,800
»	12			
IIIe CORPS.				
Général Nugent.............				
» Stéfani.............	4	12		1,800
»	12		14,700	
Garn. »	5			
Total........	52	42	36,400	6,300
RÉCAPITULATION.				
1re Armée des Pays-Bas...........	141 1/2	149	111,400	20,100
2e » du Bas-Rhin..........	311	293	248,800	43,950
3e » du Moyen-Rhin........	156	192	24,800	33,300
4e » du Haut-Rhin.........	246	252	219,100	40,880
5e » Suisse..................			36,024	500
6e » d'Italie................	52	60	53,600	9,000
7e » de Naples............	52	42	36,400	6,300
Total........	960 1/2	929	830,124	154,030

Total général.... 984,154

PAR NATIONS.

Autriche.................	229,080
Russie...................	158,100
Prusse...................	266,950
Angleterre...............	49,200
Hollande.................	26,600
Bavière..................	55,900
Danemark.................	11,800
Wurtemberg...............	22,000
Baden....................	18,400

Report...	838,030
Saxe..................	16,100
Sardaigne.................	12,000
Hanovre.................	28,600
Darmstadt.................	8,600
Hesse-Cassel..............	10,800
Brunswick.................	7,300
Nassau....................	4,000
Petits contingens.........	22,200
Suisse....................	36,524
Total.....	984,154

Nous avons vu dans l'introduction (pag. 23), qu'à la fin du mois de mai, la France avait, dans les cadres de l'armée permanente, trois cent soixante mille hommes. Deux cent dix-sept mille étaient prêts à entrer en campagne, outre environ cent quarante mille hommes de garde nationale mobile. Nous allons voir quel fut l'usage que le gouvernement fit de ces forces et les mesures défensives qu'il adopta. La première attention se porta sur les deux points stratégiques, que nous avons déjà indiqués en décrivant la campagne de 1814 : Paris et Lyon. Le personnel de la défense de Paris se composait de ses douze légions de garde nationale, formant environ trente mille hommes, et d'un corps de quinze mille fédérés, enrégimentés sous le nom de tirailleurs. Cette garnison, déjà nombreuse, pouvait facilement être portée à soixante mille hommes. Mais, pour faire de Paris un point de résistance, il fallait l'entou-

rer d'un système de fortifications, tel que, dans tous les cas, il fût possible de sauver la ville par une convention militaire.

Pour atteindre ce but, le général Haxo, chargé de la direction des travaux de Paris, songea à établir une double enceinte, afin que les troupes, forcées dans la première, ne se vissent pas obligées, comme l'année précédente, de quitter les sommités des hauteurs et de se replier en dedans des barrières. A la rive droite de la Seine, la première enceinte comprenait les hauteurs de Montmartre, la butte Chaumont et les hauteurs de Charonne, appuyant sa droite à la barrière du Trône; cette droite était flanquée par une double caponnière sur la route de Vincennes, une redoute à la hauteur de Saint-Mandé, le château de Vincennes et des ouvrages dans le parc de Bercy. En avant, on avait achevé le canal de Saint-Denis, dont les déblais servaient de rempart, et couvert les ponts des chaussées par des lunettes; la petite ville de Saint-Denis fut fortifiée et couverte par une inondation. A la rive gauche, la première enceinte devait s'appuyer à la Seine, d'un côté, en arrière d'Ivry, et de l'autre, en avant de la barrière de Grenelle. La seconde enceinte, à la rive droite de la Seine, occupait Chaillot et les hauteurs de l'Etoile, s'appuyant à Montmartre; de là elle se continuait, par une suite d'ouvrages fermés à la gorge, derrière les retranchemens de la battu

Chaumont et du cimetière Lachaise, et sur les dernières sommités des hauteurs. Pour la défense de ces ouvrages, il dut être réuni à Paris un parc de quatre cents pièces de campagne et trois cents de gros calibre. La première ligne de défense, à la rive droite, fut terminée, palissadée et armée dans les premiers jours de juin. Celle de la rive gauche devait l'être avant le 15 juillet et la seconde ligne avant le 1er août.

A Lyon, le personnel de la défense se composait de la garde nationale, qui avait été portée à dix mille hommes, et à laquelle devaient être joints plusieurs bataillons de tirailleurs. Un équipage de cent bouches à feu de campagne et de cent de gros calibre fut affecté à la défense de cette ville. L'enceinte de la ville, tant entre le Rhône et la Saône qu'à la rive droite de cette dernière rivière, par les hauteurs de Pierre-Encise, fut réparée. Pour augmenter la défense de la partie entre Rhône et Saône, les hauteurs de Caluire devaient être couronnées par de bons ouvrages de campagne. Une tête de pont devait être construite aux Broteaux et un pont levis établi au pont de la Guillotière. Ce dernier faubourg devait lui-même être couvert par un système de redoutes, afin de l'occuper le plus tard possible. Pour compléter le grand système de défense de la capitale, les fortifications de Soissons, de Laon et de Château-Tierry furent réparées ou rétablies.

Cependant le moment approchait où il était indispensable de se mettre en mesure, soit pour prévenir l'invasion en prenant l'offensive, soit pour y résister en organisant des armées sur les points menacés. Les deux premiers bataillons de chaque régiment d'infanterie et les trois premiers escadrons de chacun de ceux de cavalerie, quoiqu'ils ne fussent pas encore au complet, furent destinés à entrer en campagne. Le travail général d'organisation divisa l'armée en sept corps d'infanterie et quatre de cavalerie de réserve, outre cinq corps d'observation. Les frontières orientales de la France devaient être défendues par quatre armées, que renforçaient quelques divisions de garde nationale mobile. La première, ou armée du Nord, était composées des premier, deuxième, troisième et sixième corps, faisant quatorze divisions d'infanterie et trois de cavalerie ou environ soixante-huit mille hommes. Le premier corps était à Lille, le second à Valenciennes, le troisième à Mézières et le sixième à Laon. L'armée de la Moselle, cantonnée autour de Metz, était composée du quatrième corps seul, de trois divisions d'infanterie et une de cavalerie, faisant environ treize mille hommes. L'armée du Rhin était également composée du cinquième corps seul, de trois divisions d'infanterie et une de cavalerie, faisant seize mille hommes; elle était entre Haguenau et Strasbourg. L'armée des Alpes, réunie en Savoie, était formée

par le septième corps, de deux divisions d'infanterie et une de cavalerie, et par deux divisions de gardes nationales de la 7e division militaire; il était fort d'environ vingt mille hommes. Le corps d'observation du Var, à Antibes, n'avait d'abord que trois régimens d'infanterie et un de cavalerie, ou quatre mille hommes; bientôt il fut porté à neuf mille hommes. Le corps d'observation du Jura, à Béfort, avait trois régimens d'infanterie, trois de cavalerie et une division de gardes nationales de la 6e division militaire, en tout neuf mille hommes. Deux corps d'observation, à Bordeaux et à Toulouse, avaient chacun trois régimens d'infanterie et un de cavalerie, en tout huit mille hommes. Le corps d'observation de la Vendée était d'abord de trois régimens d'infanterie et deux de cavalerie, ou cinq mille hommes. Mais les troubles de la Vendée, qui éclatèrent le 15 mai, obligèrent bientôt à y envoyer trois régimens d'infanterie du 6e corps, un de Toulouse, un de Bordeaux, deux de la jeune garde et plusieurs bataillons et escadrons de marche, et à y réunir environ quatre mille gendarmes, en dix escadrons à pied et à cheval; alors la force de ce corps s'éleva à environ vingt-quatre mille hommes. Les quatre corps de cavalerie de réserve, formant huit divisions ou vingt-quatre régimens, et qui étaient forts en tout d'environ douze mille chevaux, furent placés entre l'Aîne, la Meuse et la Sambre, en seconde

ligne de l'armée du Nord. Ainsi la force des armées actives montait, à la fin de mai, à cent quatre-vingt mille hommes, y compris seize mille hommes disponibles de la garde impériale. Environ quarante mille hommes de troupes de ligne et le restant des gardes nationales mobiles, étaient dans les dépôts et dans les places fortes.

La guerre étant inévitable, il ne fallait s'occuper que du plan de campagne qu'on devait suivre. Le général Gourgaud, bien informé à ce qu'il annonce, dit qu'il en fut présenté trois. Le premier était celui d'entrer en Belgique dès la fin du mois d'avril. Nous avons déjà vu plus haut (p. 78) qu'à cette époque le général Kleist et le prince d'Orange n'auraient pas pu réunir plus de cent vingt mille hommes. Si on avait pu les attaquer avec l'armée qui fut réunie au commencement de juin, il est indubitable que, séparés déjà par leur position, l'un à Bruxelles et l'autre à Liége, et par la divergence de leur ligne de retraite, nous aurions pu aisément gagner le Bas-Rhin et changer les chances de la guerre. Mais le détail que nous avons donné de la situation militaire de la France au mois d'avril et des mesures qu'il avait fallu prendre pour réorganiser l'armée, prouvent suffisamment que cela ne se pouvait pas. Quand à ce que le général Gourgaud dit qu'on avait conservé, jusque dans les premiers jours de mai, l'espoir de maintenir la paix; il ne paraît pas croyable que

l'empereur Napoléon, lui-même, se soit bercé d'une espérance, qui ne pouvait avoir aucun fondement. Les relations de cette campagne écrites sous l'influence de la coalition, disent qu'on craignait une attaque sur la Belgique dès le mois d'avril; M. Plotho (*) en prend même occasion de reprocher au gouvernement français, d'avoir perdu deux mois à attendre le résultat de la levée de boucliers du roi de Naples. Toutes ces déclamations sont fondées sur la mauvaise foi et le besoin d'accréditer une erreur; les coalisés étaient *trop bien informés* de la situation de la France, pour ignorer que notre armée ne pouvait pas être réorganisée et réunie complètement, même à l'époque qu'ils avaient fixée pour leur invasion.

Le second projet était celui d'armer et d'approvisionner les places; de renforcer leurs garnisons par un grand nombre de bataillons de garde nationale; de fortifier les positions en avant de Paris, qui étaient les plus susceptibles de défense; et d'organiser pour la défense de Lyon et de Paris, en bataillons réguliers, les gardes nationales valides de ces deux villes, en les renforçant par de nouveaux bataillons de fédérés. Les armées se seraient retirées lentement devant l'ennemi, afin de gagner du temps en le forçant à manœuvrer. Les six premiers corps avec la garde impériale se se-

(*) Guerre de l'Europe coalisée contre la France en 1815, page 11.

raient concentrés à Paris; l'armée des Alpes et le corps du Jura à Lyon, avec les gardes nationales des 6e et 7e divisions militaires. Les coalisés commençant les hostilités le 1er juillet (ainsi qu'ils l'avaient décidé) ne pouvaient être arrivés dans le rayon de Paris que vers le 1er août. A cette époque les fortifications de la capitale devaient être achevées; les dépôts auraient fourni environ cent mille hommes à l'armée; et l'ennemi, forcé de bloquer ou d'observer près de cinquante forteresses, ou postes militaires, se serait trouvé trop faible devant Paris et devant Lyon. Ce plan était peut-être celui que la prudence aurait commandé de suivre, et nous n'y pouvons indiquer qu'un seul défaut, c'est celui de porter l'empreinte de l'espèce d'aversion que le gouvernement impérial sentait encore, dans cette campagne, à commencer la guerre par un grand mouvement national. Tout y était subordonné à un système purement militaire et le concours du corps législatif était soigneusement évité. Pour se servir de la garde nationale de Paris, on la désorganisait et on la formait en bataillons, dont les cadres auraient été tirés de la ligne (*). Pour faciliter l'organisation et l'équipement de l'armée, on comptait sur l'approche de l'ennemi, *qui rendrait tout légitime* (**),

(*) Ouvrage du général Gourgaud, page 26.
(**) Ouvrage du général Gourgaud page 25.

et par conséquent dispenserait de demander une loi. Enfin, l'ennemi étant déjà devant Lyon et Paris, on comptait que *tout ce que le caractère français a de grand et de généreux l'exalterait* (*). Mais pourquoi attendre aussi long-temps pour exciter un mouvement national, qui alors ne pouvait plus servir qu'à faciliter la conscription, que le gouvernement voulait demander dans les premiers jours de juillet? La France demandait au gouvernement impérial de couvrir ses frontières et de défendre son territoire, et non pas de laisser ravager trente départemens, pour avoir le temps et les moyens d'organiser une forte armée permanente. Napoléon sentit le danger où pouvait le jeter une mesure, qui faisait entrevoir le retour du système impérial passé, et choisit, ainsi que nous le verrons, un parti mitoyen.

Le troisième projet était celui de prévenir l'ennemi, en l'attaquant avant le mois de juillet, époque avant laquelle il ne pouvait pas avoir réuni toutes ses forces et les avoir disposées pour une attaque simultanée. On devait, pour le 15 juin, réunir sur les frontières du Nord environ cent quarante mille hommes, et attaquer de suite les armées anglaise et prussienne. Un succès éclatant, qu'on pouvait se flatter d'obtenir sur ce point, devait changer les projets de la coalition

(*) Ouvrage du général Gourgaud, page 28.

et suspendre l'invasion des armées russe et autrichienne. Les dernières ne pouvaient plus s'aventurer en France, laissant sur leurs flancs et sur leurs derrières une armée victorieuse, que rien n'empêchait de gagner les bords du Rhin, et qu'on savait devoir être appuyée par une population mécontente d'un joug oppressif et étranger. Le retard causé par le changement du plan d'attaque, donnait à nos dépôts le temps d'organiser de nouveaux bataillons, qui joints à deux cents de garde nationale mobile devenus disponibles, nous donnaient une armée assez nombreuse pour égaliser les chances de la lutte.

Napoléon embrassa ce dernier projet, à la non réussite duquel il subordonna le second. Les ouvrages et les préparatifs de Paris et de Lyon furent continués, et il fut décidé qu'en cas de revers, les armées se retireraient sur ces deux points. Le général Gourgaud remarque fort bien « qu'en revenant au second projet, après avoir échoué en prenant l'offensive, on y revenait avec quelque désavantage. » C'était même, *avec tout le désavantage possible*, qu'il fallait dire. Et pourquoi? C'est que, en remettant les destinées de la France à l'événement d'une grande bataille, on n'avait rien préparé de ce qui devait assurer le succès du projet défensif, auquel on pouvait être forcé de revenir. Au lieu de mobiliser et d'organiser en divisions, au moins la moitié des mille bataillons

d'élite de garde nationale de la France, on n'en avait mis sous les armes que deux cents. Au lieu d'avoir quatre cents de ces bataillons déjà placés, avant le 15 juin, en différens camps sur la ligne défensive que devait parcourir ou occuper l'armée en retraite, on n'avait que quatre divisions disponibles, savoir : deux à l'armée des Alpes, une à celle du Jura, et une sous les murs de Metz ; le restant était dans les places. Il résulta de ces dispositions que l'armée, forcée de se replier sur Paris, après la bataille de Mont-St-Jean, ouvrit à l'ennemi le chemin de la capitale, et priva la France de l'appui des gardes nationales de trente départemens.

Cependant, malgré les défauts du système défensif qu'on avait préparé en cas de revers, il s'en fallut de bien peu que l'événement ne justifiât la détermination à laquelle Napoléon s'arrêta, de prendre l'initiative de l'attaque. Sans les causes presqu'incroyables qui nous arrachèrent la victoire à Mont-St-Jean, le Rhin pouvait revoir nos drapeaux avant le mois de juillet, et toutes les chances que présentait le troisième projet se trouvaient réalisées. Concluons donc que si, d'un côté, des combinaisons inattendues peuvent renverser tous les calculs de la théorie et donner un résultat funeste aux espérances les plus fondées; d'un autre côté, les chances de succès les plus apparemment infaillibles, ne peuvent jamais nous autoriser à négliger aucune des précautions, qui

peuvent servir à réparer un revers, ou à en paralyser les conséquences.

Dans les premiers jours du mois de juin, l'organisation et la force des armées françaises était telle que le présente le tableau suivant :

ARMÉE DU NORD OU GRANDE ARMÉE,

COMMANDÉE

PAR L'EMPEREUR NAPOLÉON EN PERSONNE.

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
GARDE IMPÉRIALE.				
Vieille garde { général Friant....	8		4,420	
Vieille garde { » Morand..	8		4,250	
JEUNE GARDE.				
Général Duhesme...........	8		3,800	
CAVALERIE LÉGÈRE.				
Général Lefebvre Desnouettes.		14		2,120
CAVALERIE DE RÉSERVE.				
Général Guyot..............		13		2,010
Total.....	24	27	12,470	4,130
Ier CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE D'ERLON.				
1re général Allix..............	8		4,120	
2e » Donzelot............	8		4,100	
3e » Marcognet..........	8		4,000	
4e » Durutte.............	8		4,000	
CAVALERIE.				
1re Jacquinot..................		11		1,500
Total....	32	11	16,220	1,500

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
IIe CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE REILLE.				
5e Général Bachelu	8		5,000	
6e Prince Jérôme	15		6,100	
7e Général Girard	10		5,000	
9e » Foy	9		5,000	
CAVALERIE.				
2e Général Piré		14		1,500
Total	42	14	21,100	1,500
IIIe CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE VANDAMME.				
10 Général Hubert	12		4,430	
11 » Berthezene	8		4,300	
8, » Lefol	11		4,300	
CAVALERIE.				
3e Général Domont		9		1,500
Total	31	9	13,030	1,500
IVe CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE GÉRARD.				
12 Général Pecheux	6		4,000	
11 » Vichery	8		4,000	
14 » Hulot	8		4,000	
CAVALERIE.				
6e Général Morin		12		1,500
Total	22	12	12,000	1,500
VIe CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE DE LOBAU.				
19 Général Simmér	9		3,500	
20 » Jeannin	8		3,500	
21 » Teste	7		4,000	
Total	24		11,000	

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
Report des totaux ci-contre..	175	73	85,820	10,130
RÉSERVE DE CAVALERIE				
MARÉCHAL GROUCHY.				
Ier CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE PAJOL.				
4e Général Soult................		9		1,280
5e » Subervick...........		9		1,240
IIe CORPS.				
Général comte Excelmans.				
9e Général Strolz..............		12		1,300
10e » Chastel.............		12		1,300
IIIe CORPS.				
Général comte de Valmy.				
11 Général Lhéritier............		12		1,310
12 » Roussel.............		12		1,300
IVe CORPS.				
Général comte Milhaud.				
13e Général Wathier............		11		1,300
14e Delort.....................		9		1,300
Total...		86	»	10,330
Total général...	175	159	85,820	20,460
ARMÉE DU RHIN.				
Ve CORPS.				
GÉNÉRAL COMTE RAPP.				
15 Général Rottenburg...........	8		5,000	
16 » Albert...............	8		5,000	
17 » Grandjean..........	8		5,000	
Cavalerie.				
7e Général Merlin..............		12		1,800
Total...	24	12	15,000	1,800

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
ARMÉE DES ALPES.				
VIIe CORPS.				
MARÉCHAL DUC D'ALBUFERA.				
22e Général Dessaix	8		5,000	
35e » Maransin	8		5,000	
15e » Jeannet		12		1,600
Gardes nationales	8		4,500	
» »	8		4,500	
Total	32	12	19,000	1,600
CORPS DU JURA.				
Général Lecourbe.				
18e Général Abbé	8		4,500	
8e » Castex		9		1,200
Gardes nationales.				
Général Saint-Clair	13		5,000	
Total	21	9	9,500	1,200
CORPS DU VAR.				
Maréchal Brune.				
24e Général Merle	7		3,500	
25e » Dalton	8		3,300	
» »		4		500
Total	15	4	6,800	500
CORPS D'OBSERVATION DE TOULOUSE.				
Général Decaen.				
Général	4	4	2,000	500
CORPS D'OBSERVATION DE BORDEAUX.				
Gén. Clausel. Général	4	4	2,000	500

	BATAILLONS.	ESCADRONS.	INFANTERIE.	CAVALERIE.
ARMÉE DE LA VENDÉE.				
Général comte Lamarque.				
Général Travot	8		4,400	
» Brayer	8		4,400	
Jeune garde	4		2,400	
Bataillons et escadrons de marche.	14	16	7,000	900
»				900
Gendarmerie		10	3,000	1,500
Total...	34	29	21,200	3,300
Total général des armées françaises.	317	230	161,320	29,860

Le plan de campagne ayant été arrêté, et le 15 juin fixé pour prendre l'offensive, il fut également décidé que le 4ᵉ corps, qui avait jusque-là porté le nom d'armée de la Moselle, ferait partie de l'armée du Nord. Dès le moment que les coups devaient se porter en Belgique, l'armée de la Moselle n'était plus indispensablement nécessaire. Si on réussissait dans le Nord, l'ennemi ne pouvait pas passer la Sarre; si l'on échouait, cette armée pouvait se trouver compromise dans sa retraite sur Paris. On donna donc au général Gérard, l'ordre de se diriger sur Mézières. Son mouvement fut masqué par des détachemens de la division de gardes nationales, destinés à renforcer la garnison de Metz. Le cinquième corps fut jugé nécessaire sur les bords du Rhin, en

face de l'armée autrichienne qui s'assemblait. Par le fait, cette disposition devint nuisible; le 5e corps fut obligé de rester à Strasbourg, tandis qu'à Mont-St-Jean..... Il est même permis de douter que ce ne fut une faute. Puisqu'on voulait essayer de mettre hors de combat les armées anglaise et prussienne, il valait mieux pouvoir disposer contre elles d'un corps de quinze mille hommes de plus, que de le laisser sur les bords du Rhin. Exposé au choc des deux armées russe et autrichienne, il devait être débordé par une d'elles et empêché de se replier à Paris. Les autres corps ne pouvaient être retirés de leurs positions. Le 7e et celui du Jura devaient couvrir Lyon ; celui du Var, garder les Alpes maritimes; ceux de Bordeaux et Toulouse, observer l'Espagne, qui pouvait entrer en hostilités; celui de la Vendée, était devenu nécessaire.

Le 8 juin, la garde impériale partit de Paris, se dirigeant à grandes marches sur Avesnes. Tous les corps qui devaient composer l'armée étaient également en mouvement vers Maubeuge et Philippeville. Le 12, l'empereur Napoléon partit de Paris, et il arriva à Avesnes le 13, veille du jour fixé pour la réunion de l'armée.

Le même jour, les armées ennemies occupaient les positions suivantes : ARMÉE DES PAYS-BAS. *Corps du prince d'Orange*, autour de Braine-le-Comte et Nivelles. *Corps de Hill*, autour de Grammont

et d'Ath. *Cavalerie*, autour de Grammont. *Réserve*, autour de Bruxelles, où était le quartier-général. Cette armée occupait des cantonnemens fort étendus. ARMÉE PRUSSIENNE; *le* 1er *corps* (Ziethen), occupant Charleroi, Fontaine-l'Evêque, Fleurus et Onoz; la cavalerie à Gembloux. *Le* 2e *corps* (Pirch) autour de Namur. *Le* 3e *corps* (Thielmann) autour de Ciney. *Le* 4e *corps* (Bülow) autour de Liége. *Le corps d'Allemagne* (Kleist) était dans les environs de Trèves. Le maréchal Blücher était à Namur; son armée occupait des cantonnemens très-resserrés.

ARMÉE RUSSE. Elle s'approchait du Rhin à marches forcées.

ARMÉE AUTRICHIENNE. *Le* 1er *corps* (Colloredo) à Fribourg en Brisgau. *Le* 2e (Hohenzollern) à Emmedingen et Offenburg. *Le* 3e (prince de Wurtemberg) entre Schwezingen et Kehl. *Le* 4e (Wrede) autour de Manheim. *La réserve* de l'archiduc Ferdinand à Canstadt en Souabe.

ARMÉE D'ITALIE. Elle s'avançait vers les Alpes: le corps de Radivojewich par le Valais sur St.-Maurice, et le corps de Bubna par Turin et le Mont-Cénis.

CHAPITRE II.

Position de l'armée française du nord et du corps de Ziethen, le 14 juin. — Observations sur le plan de campagne de Napoléon dans le nord. — Disposition de Blücher, le 14. — Passage de la Sambre, le 15 juin. — Combat de Gilly, le même jour. — Position des armées française et prussienne, le 15 au soir. — Mouvement de l'armée anglaise. — Réflexions sur les projets de Napoléon pour le 16. — Mouvement de l'aile droite française sur Fleurus. — Position de l'armée prussienne. — Mouvement de l'aile gauche sur Quatre-Bras. — Combat de Quatre-Bras, le 16 juin. — Réflexions sur les mouvemens et les opérations du 15 et du 16.

Le 14 juin, l'armée française prit position sur les frontières, à la rive droite de la *Sambre*, et en trois colonnes : l'une, venant de *Lille* et Valenciennes, dépassa Maubeuge, dans la direction de Charleroi; elle était composée des 1er et 2e corps. La garde, le 6e corps, le 3e corps et la cavalerie,

venant d'Avesnes et de Chimay, se réunirent à Beaumont et formèrent une seconde colonne. La troisième n'était composée que du 4e corps, venant de Metz par Rocroi; elle se dirigea sur Philippeville; le soir, l'armée occupa les positions suivantes : le 2e corps à Laire, bivaquant sur quatre lignes, sa cavalerie en avant vers Thuin ; le 1er corps bivaquant sur plusieurs lignes à Solre-sur-Sambre. Ces deux corps devaient disposer leurs bivacs de manière à ce que leurs feux ne puissent pas être observés par l'ennemi. La garde autour de Beaumont; la cavalerie en arrière et l'infanterie bivaquée sur trois lignes en avant. Le 3e corps, bivaqua à une lieue en avant de Beaumont, vers la frontière, cachant également ses feux. Le 6e corps resta un quart de lieue en arrière du troisième. Les quatre corps de réserve de cavalerie se placèrent entre Beaumont et Walcourt. Le 4e corps, en avant de Philippeville, se gardant devant lui, et particulièrement à sa droite, vers Namur. L'ordre du jour, qui prescrivait la position de l'armée, enjoignait aux chefs de corps de veiller à ce que les troupes, outre les munitions nécessaires, aient pour quatre jours de pain et une demi-livre de riz par homme (*). Le but du

(*) Dans un ouvrage en deux volumes in-8°, intitulé *Campagne de 1815*, on lit une dégoûtante relation des dévastations commises par l'armee, et qu'on tolérait à cause du manque de vivres. La

mouvement qui devait se faire le 15, avait été indiqué : c'était Charleroi (*).

Le corps prussien de Ziethen, chargé de la défense, ou pour mieux dire de la surveillance de la Sambre, était encore dans sa même position, et dans une ignorance parfaite des mouvemens de l'armée française (**). La division Steinmetz, cantonnait autour de Fontaine-l'Évêque, ayant ses avant-postes depuis Binch, par Anderlues, jusqu'à Thuin. La division Pirch, était le long de la Sambre, depuis Marchiennes jusqu'au Châtelet; elle occupait Thuin par un bataillon, Ham-sur-Heure et Gerpínes, chacun par un bataillon, et ces postes étaient soutenus par un régiment de dragons. La division Jagow était entre Fleurus et Lambusart. La division Henckel s'était portée, peu de jours auparavant, de Fleurus à Moustier-sur-Sambre, pour maintenir la communication avec Namur. La cavalerie s'était approchée

simple lecture de l'ordre du jour du 13, donnera une preuve suffisante de l'impudence de cette calomnie.

(*) Quoique cet ordre du jour se trouve dans l'ouvrage du général Gourgaud, nous croyons devoir le rapporter. (*Voyez pièces justific.* n° VIII.)

(**) M. de Plotho dit bien à la vérité (ouvrage cité page 24), que le général Ziethen fut averti le 14 au soir de l'approche de l'armée française et en rendit compte. Mais il se contredit plus tard (page 27), en rapportant que le général Ziethen, prévenu de la marche de l'armée française sur Charleroi, donna le 15, à trois heures et demie du matin, l'ordre à ses divisions de se concentrer.

à Sombref. Les réserves d'artillerie et les équipages étaient à Perwez-le-Marché.

Le plan de campagne que s'était proposé Napoléon, ne nous paraît pas sujet à une grande controverse; le développement en est en entier dans la position même des deux armées ennemies. L'auteur des *considérations sur l'art de la guerre* (*) avance que son projet était de se jeter brusquement au milieu des cantonnemens de ces deux armées, et d'empêcher leur réunion en tombant sur leurs quartiers épars avec toute sa cavalerie, *qu'il avait formée à cet effet en un seul corps de vingt mille chevaux*. Il ne nous paraît pas probable qu'un projet pareil ait pu être celui de Napoléon; surtout si l'on veut considérer que l'armée prussienne, réunie en Belgique, avait à elle seule vingt-deux mille chevaux, et l'armée anglaise seize mille. Les cantonnemens anglais, dont la gauche ne dépassait pas Nivelles et Genappe, étaient trop éloignés pour qu'il pût aventurer aussi loin quelques milliers de chevaux, lorsqu'il fallait songer d'abord à contenir ou à combattre l'armée prussienne qu'on avait sur le nez. Une échauffourée, sur les cantonnemens très-resserrés des Prussiens, ne pouvait pas amener de grands résultats; puisque notre cavalerie aurait trouvé d'abord, sur la ligne de Namur à Sombref, plus de dix mille

(*) Ouvrage imprimé à Paris en 1816.

chevaux appartenans aux deux corps de Ziethen et de Pirch. Le même auteur dit que le succès de cette opération était dans la rapidité des mouvemens, et que le même jour toute l'armée française devait être à Fleurus et son avant-garde à Sombref. D'abord nous observerons que le point stratégique, dont il fallait se rendre maître, pour assurer le succès du plan qui avait été formé de combattre les armée séparément, n'était pas Fleurus ni Sombref, mais bien les Quatre-Bras, ainsi que nous le développerons plus bas. Quant à la rapidité du mouvement, l'auteur des considérations ne peut pas faire de grands reproches au *général français*, puisque l'armée française, dont la gauche était le 15 au soir à Gosselies et Frasnes et la droite en avant de Lambusart, n'était pas fort éloigné de la position qu'elle aurait dû occuper selon lui. Si l'on veut réfléchir aux retards que doit éprouver une colonne qui doit passer une rivière de vive force, quelque peu de résistance que l'ennemi lui oppose, on se convaincra que la marche de l'armée le 15, fut aussi rapide qu'il était possible; nous verrons plus bas quelles furent les causes qui l'empêchèrent d'être encore plus forte. Nous ne nous arrêterons pas plus longtemps à réfuter l'assertion de l'auteur *des Considérations sur l'Art de la guerre*; les développemens qui vont suivre pourront peut-être suffire pour la combattre, et pour nous faire connaître

quel a dû être le véritable projet de Napoléon.

Nous avons déjà vu que l'armée anglaise appuyait son aile droite à Ath et sa gauche à Nivelles et Genappe. Sa réserve était à Bruxelles et sa ligne de retraite celle de Bruxelles à Anvers. L'armée prussienne était sur les deux rives de la Meuse, de Liége à Namur, ayant un corps d'armée en avant-garde, sur la Sambre entre Charleroi et Fontaine-l'Evêque. Sa ligne de retraite était celle de Namur à Aix-la-Chapelle, par Liége. L'unique liaison qui existât entre les deux armées consistait dans un poste, d'un seul bataillon, détaché à Frasnes par la brigade qui était à Genappe. L'armée française, trop faible pour attaquer les ennemis réunis, n'avait donc à choisir qu'entre deux opérations offensives. La première était de se porter rapidement sur l'armée anglaise, en partant de la base de Lille et Valenciennes; c'était, ainsi que nous le verrons plus bas, le mouvement auquel s'attendait Wellington. La seconde était celle de marcher contre les Prussiens. La première opération ne pouvait amener que des résultats désastreux. L'effet d'une attaque de front sur l'armée de Wellington aurait été de la pousser sur la ligne même de retraite et d'amener naturellement sa concentration entre Enghien, Hall et Nivelles; pendant ce temps l'armée prussienne serrant sur sa tête de colonne, se serait réunie elle-même entre Charleroi et Nivelles, et tout le

but de la campagne était manqué. L'armée française forcée à livrer une bataille désavantageuse ou à une retraite précipitée, perdait tous les avantages qu'on avait pu se promettre en prenant l'initiative.

C'était donc contre l'armée prussienne qu'il fallait agir, et la disposition des armées ennemies favorisait cette opération, en offrant *le moyen* de les attaquer séparément et de les battre successivement. Wellington et Blücher avaient fixé Maubeuge pour le point de leur réunion, et celui d'où devait partir l'invasion de la France par le nord. Il en résultait donc, que le premier se trouvait en bataille, en travers de sa ligne d'opération, qui passait par Bruxelles et Mons; et que le second était en colonne sur la sienne, qui était celle de Liége, par Namur et Charleroi. Le but de Napoléon devait être de diriger ses premières opérations de manière à écarter, dès le premier moment, le centre d'action, c'est-à-dire *le point de* réunion de chacune des armées ennemies, assez pour pouvoir se placer entre deux et avoir le temps d'agir sur la plus voisine. C'était donc la tête de colonne de l'armée prussienne qu'il fallait attaquer; et pour le faire avec succès, il fallait l'attaquer assez rapidement, pour le reboucher sur le centre, et ouvrir d'abord, s'il était possible, tout l'espace de Namur à Bruxelles. Si l'on pouvait réussir à enlever à l'ennemi la connaissance du

mouvement des deux corps qui devaient, de Lille et de Valenciennes se rendre à Maubeuge, il arrivait nécessairement que Blücher n'aurait été prévenu de l'approche de notre armée, que par l'enlèvement de Charleroi. Il lui aurait donc été impossible, non-seulement de dépasser Namur, mais même d'y réunir le 16, plus que ses trois premiers corps. Pendant ce temps l'armée anglaise se serait également réunie; mais cette réunion ne pouvait commencer que le 16, puisque Wellington ne pouvait être prévenu du passage de la Sambre que le 15 au soir. Qu'on calcule la distance de Bruxelles et de Grammont à Nivelles, ou aux Quatre-Bras; point de réunion le plus rapproché de notre armée, que le général anglais pût choisir, et l'on verra que l'armée anglaise ne pouvait pas être réunie à ce dernier point avant le 16 au soir; la cavalerie même ne pouvait arriver que la nuit suivante. Ainsi un masque devant les Quatre-Bras suffisait, pendant une grande partie de la journée du 16, pour contenir les premières troupes anglaises, et l'armée prussienne se serait vue forcée de recevoir une bataille sous les murs de Namur, avant d'être réunie en entier.

Ce plan avait en grande partie réussi. L'ennemi n'avait eu aucune connaissance du mouvement des deux premiers corps, et de la réunion de l'armée le 14; il était à l'instant d'être surpris. Les rapports des espions annonçaient encore, le 14 au soir,

que la plus grande sécurité régnait à Bruxelles, à Namur et à Charleroi, où l'on ne s'attendait nullement à ce que l'armée française prît l'offensive (*). Mais dans la journée du 14, le général Bourmont commandant la 3e division du 4e corps passa à l'ennemi avec le colonel du génie Clouet, et le chef d'escadron Villontrey (**). Ils furent conduits sous escortes à Namur, où ils rendirent compte au maréchal Blücher de l'approche de l'armée française; ils purent également lui faire connaître l'ordre du jour du 13, qui indiquait Charleroi pour but des opérations du 15. Le maréchal Blücher se hâta de profiter de l'avis qu'il recevait pour réunir son armée. Les douze heures de temps qu'il gagnait lui étaient précieuses ; il en profita pour choisir un point de réunion plus rapproché de l'armée anglaise. La position dans laquelle se présentait l'armée française, ne lui laissait aucun doute sur le but de Napoléon; il prit alors la seule résolution qui put, au moins en

(*) Le colonel Plotho pour détruire cette opinion erronée, dit-il, cite une disposition donnée par le général Ziethen le 27 mai, pour la défense de la Sambre en cas d'attaque. Mais cette disposition ne prouve rien, sinon que la guerre étant déclarée le général Ziethen ne négligea aucune des mesures, que la prudence et les règles de la guerre prescrivent à un général de prendre.

(**) Le colonel Gordon chef d'état-major de la division Durutte, passa à l'ennemi le 16, pendant la marche du premier corps de Frasne à Gosselies.

partie, détourner le danger qui menaçait les deux armées alliées. Il ne pouvait donner le temps aux Anglais de se réunir qu'en livrant une bataille, ni éviter d'en être séparé, qu'en changeant sa base d'opération. L'un et l'autre objet se trouvaient remplis en occupant Sombref. Une bataille indécise était gagnée pour lui, parce que le lendemain Wellington avait réuni son armée. Une défaite même pouvait lui laisser la possibilité de se retirer sur Wavre, et de rejoindre encore les Anglais devant Bruxelles. Il n'avait rien à craindre pour ses dépôts à Liége, où l'armée française n'irait pas s'engager. Le 14, à minuit, il donna donc l'ordre au deuxième corps (Pirch) de partir de Namur, le 15 au matin, pour se rendre à Sombref; au troisième (Thielemann), de quitter ses cantonnemens de Ciney, pour venir à Namur; au quatrième (Bülow) de s'approcher de Liége à Hanut. Le général Ziethen reçut l'ordre de défendre la Sambre, et, s'il était forcé, de soutenir sa retraite tant qu'il pourrait pour gagner du temps. Ces mesures tendaient à faire manquer le but que s'était proposé Napoléon; nous verrons plus bas par quelles dispositions il répara le mal que quelques désertions lui avaient fait, en lui enlevant un avantage qui aurait été décisif.

Le 14 juin au soir, l'armée française reçut l'ordre de se mettre en mouvement le lendemain, pour passer la Sambre sur trois points. La colonne

de gauche devait se diriger sur Marchienne-au-Pont. Le deuxième corps devait se mettre en marche de Laire, à trois heures du matin, se dirigeant d'abord sur Thuin, qu'il devait faire occuper, et de là sur Marchienne, où il devait être arrivé à neuf heures du matin. Le 1er corps devait également se mettre en mouvement à trois heures du matin, et tâcher de gagner le plutôt possible la gauche du 2me corps. Il devait faire relever les postes que ce corps aurait laissés pour garder les passages de la Sambre; placer à l'arrière-garde une brigade de cavalerie pour tenir la communication de Maubeuge, observer Mons et Binch; laisser à Thuin une division chargée également de garder le pont de l'abbaye d'Alnes. La colonne du centre devait se diriger sur Charleroi, par Ham-sur-Heure et Jamignon. A deux heures et demie du matin, le général Pajol avec ses deux divisions et celle du général Domont (du 3me corps) devait ouvrir la marche. Le 3e corps devait suivre à trois heures; le 6me à quatre heures; et les trois divisions de la garde à cinq heures et demie et six heures. Le maréchal Grouchy devait se mettre en mouvement à cinq heures et demie, avec un de ses corps de cavalerie, et suivre latéralement le mouvement de l'infanterie; les deux autres devaient suivre, chacun à une heure d'intervalle.. La colonne de droite composée du 4me corps, et de la division de cuirassiers du général

Delort, qui l'avait joint le 14 au soir, devait se diriger par Somsée-sur-Chatellet (*). L'ordre général était que les différens corps devaient avoir passé la Sambre avant midi.

Vers trois heures et demie du matin, le général Ziethen, ayant appris que toute la ligne des avant-postes était attaquée, commença ses dispositions pour la concentration de son corps. La division Jagow reçut l'ordre de se replier de suite en arrière de Fleurus; la division Henckel reçut celui de se porter de Moustier sur le même point, la cavalerie et l'artillerie s'y joignirent aussi. La division Steinmetz reçut l'ordre de se concentrer en arrière de Fontaine-l'Évêque, et à l'approche des troupes françaises de se replier sur Gosselies. La division Pirch II, fut chargée seule de la défense de la Sambre. Trois bataillons occupaient Charleroi et Marchienne; deux bataillons Chatellet; un était en réserve à Gilly, et trois aux avant-postes à Thuin, Ham-sur-Heure et Gerpines.

L'avant-garde du 2me corps formée par la division du prince Jérôme, rencontra les premiers postes ennemis à peu de distance de Thuin; ils furent aisément culbutés. Le bataillon du 2e régiment de Landwher de Silésie, qui était dans cette ville, voulut essayer de soutenir la retraite en se formant en carré; une charge de cavalerie le

(*) *Pièces justific.* n° IX.

renversa, et il fut poussé en désordre sur Marchienne, ayant perdu près de trois cents prisonniers. Le 2e corps arriva de bonne heure à Marchienne; le 1er le suivit de près. L'ennemi en déroute n'avait pu rompre le pont, mais il fallait attendre pour passer que celui de Charleroi fût forcé. Le combat se soutint avec les troupes prussiennes, postées sur les hauteurs en arrière du ruisseau de Piéton. Au centre, la brigade de Domanger, qui était à la tête de la division Domont, poussa également devant elle les avant-postes ennemis. A quelque distance en avant de Charleroi, un bataillon du 6e régiment prussien se présenta en carré, pour arrêter notre avant-garde et donner le temps de détruire le pont. Le colonel Desmichels, à la tête du 4e de chasseurs, enfonça ce carré, et lui fit quatre cents prisonniers. Vers dix heures et demie, le général Pajol entra dans Charleroi, à la tête de sa cavalerie, et précédé par les sapeurs et les marins de la garde. Ces derniers se mirent de suite à réparer le pont, que l'ennemi n'avait pu qu'endommager. Le 3e corps, qui aurait dû suivre immédiatement la cavalerie, s'était égaré dans les chemins de traverse, et n'arriva à Charleroi que vers une heure après midi. Napoléon, qui, à la tête de sa garde avait pris une traverse différente, y était déjà depuis onze heures. Le 4e corps partit à l'heure qui avait été indiquée. Son avant-garde ne rencontra presqu'aucun

obstacle, le bataillon du 28e régiment prussien, qui était à Gerpines, s'étant replié sur Chatellet, dès que l'attaque avait commencé à la droite. Cette avant-garde s'empara de bonne heure du pont de Chatellet, abandonné par les Prussiens, qui s'étaient retirés derrière le ruisseau de Gilly; mais les mauvais chemins retardèrent le corps d'armée, qui ne put arriver que vers le soir.

Aussitôt que le pont de Charleroi fut réparé, le général Pajol passa la Sambre et suivit la division Pirch, qui se retirait vers Gilly. Pour se couvrir vers sa gauche et tenir la communication avec le 2e corps, il détacha vers Gosselies le général Clary, avec le 1er régiment de hussards de la division Soult. Le général Clary se trouva bientôt engagé avec les troupes de la division Steinmetz, qui se retiraient par Jumet et Gosselies. Le général Pajol, de son côté, se trouva arrêté par la division Pirch, qui avait pris position à Gilly. Napoléon alors envoya la division légère de Lefebvre Desnouettes, à l'appui de la brigade Clary; un régiment de chasseurs de la vieille garde fut poussé à Lodelinsart, à l'embranchement des routes de Charleroi et de Gilly à Gosselies; la division Duhesme prit position derrière le corps de Pajol. Dans cet état de choses, le combat se trouva réduit à de simples escarmouches, en attendant la venue du 3e corps, des grenadiers de la vieille garde et des réserves de cavalerie.

Le général Vandamme, étant arrivé vers une heure, Napoléon donna l'ordre au général Reille de hâter son passage à Marchienne, et de se porter sur Gosselies. Le comte d'Erlon reçut celui de suivre le mouvement du 2e corps. Le 3e corps passa le pont de Charleroi et marcha sur Gilly; il fut suivi par le maréchal Grouchy, qui arriva vers deux heures avec ses réserves de cavalerie. Le général Pirch évacua alors Gilly et replia sa division au-delà du ruisseau, sa droite appuyée à l'abbaye de Soleilmont, et la gauche vers la Sambre à Châtelineau. Pour garantir sa droite et ne pas être facilement tourné par la route de Fleurus, il fit pratiquer des abattis dans le bois. Le maréchal Grouchy prit position à Gilly, avec sa cavalerie et le 3e corps, et la canonnade s'engagea; mais le maréchal Grouchy, croyant que l'avant-garde qui se présentait, était soutenue par le restant du corps de Ziethen, suspendit l'attaque.

Cependant le deuxième corps avait passé la Sambre et le premier suivait. Le maréchal Ney étant arrivé en ce moment à l'armée, Napoléon lui donna le commandement de l'aile gauche, composée des premier et deuxième corps d'infanterie, de la division de cavalerie légère de la garde et de la brigade Clary. Cette cavalerie devait être remplacée dans la nuit ou dans la matinée du lendemain, par le corps de cuirassiers du comte de Valmy. Le maréchal Ney reçut en même temps

l'ordre de s'avancer jusqu'aux Quatre-Bras et d'y prendre position; mais il est bien entendu que ce ne pouvait être que par son avant-garde. Le 2e corps ne pouvait pas être réuni aux Quatre-Bras avant neuf ou dix heures, et le premier pouvait à peine dépasser Gosselies avant la nuit. Ces dispositions faites, Napoléon se porta à Gilly, vers cinq heures, et, ayant reconnu la position de l'ennemi, ordonna de l'attaquer vivement; la tête de colonne du 4e corps arrivait à Chatellet et venait de s'emparer du pont. Le général Pirch, se voyant attaqué de front et menacé de flanc, se mit en retraite. Le 3e corps déboucha sur la route de Fleurus. Deux bataillons du 28e régiment prussien, formés en carrés aux deux côtés de cette route, soutenaient la retraite, et protégeaient le mouvement des bataillons de gauche, pour gagner la tête du bois. L'empereur Napoléon, impatient de voir l'ennemi lui échapper, les fit charger par le général Letort, à la tête de quatre escadrons de service de la garde et d'un escadron du 15e régiment de dragons (division Strolz). Les carrés furent enfoncés et sabrés, et on fit cent cinquante prisonniers; mais le général Letort fut blessé à mort. Cette charge fit tomber entre nos mains cinq des six pièces de canons, qui avaient été en batterie à droite de la route vers Châtelineau. Les Prussiens furent poussés au travers du bois de Lambusart, et se replièrent sur Fleurus. Le corps du général Pajol prit

position, une division à Lambusart, une à droite et la division Dumont à gauche; les corps d'Excelmans et de Milhaud en seconde ligne et le 3e corps à la tête des bois.

Pendant ce temps, le maréchal Ney, avec le 2e corps, s'avançait sur Gosselies. La division prussienne de Steinmetz avait continué son mouvement de retraite, sans que la division Lefebvre Desnouettes et la brigade Clary pussent faire autre chose que de la canonner. La tête du deuxième corps parut lorsque l'arrière-garde ennemie allait quitter Gosselies. Le maréchal Ney la fit attaquer et pousser hors de la ville; un bataillon prussien fut enfoncé par une charge du 1er de hussards et perdit près de deux cents prisonniers. La division Steinmetz continua sa retraite, dans la direction de Heppignies et St.-Amand. Le maréchal Ney poussa à sa suite la division Girard, qui s'avança jusqu'à Wagnée et continua son mouvement vers les Quatre-Bras; il était alors six heures du soir. La division Piré, qui était d'avant-garde, rencontra à Frasnes un bataillon du régiment de Nassau-Orange, qui gardait ce poste avec une batterie d'artillerie à cheval. Le restant de la brigade du prince Bernard de Weimar (de la division hollandaise de Perpoucher), qui était accouru de Genappe, à la première nouvelle du passage de la Sambre, venait d'arriver sur les hauteurs en arrière. Le bataillon d'avant-garde fut bientôt forcé

de quitter Frasnes, et le prince de Weimar lui-même fut obligé de se replier sur les Quatre-Bras, où il prit position à la nuit, ayant son artillerie à la ferme et les cinq bataillons de sa brigade dans le bois de Bossu. La perte des Prussiens, dans cette journée, s'éleva à environ deux mille hommes, dont plus de mille prisonniers et cinq canons.

Le soir, l'armée française occupait la position suivante. *Aile droite* : le 4e corps venait de passer la Sambre à Chatellet, et était en position entre la rivière et le bois de Lambusart. *Centre* : le troisième corps et les réserves de cavalerie étaient, comme nous l'avons vu, autour de Lambusart. *Aile gauche* : l'avant-garde était en avant de Frasnes, ayant des postes de cavalerie devant le bois de Bossu; le 2e corps était entre Gosselies et Frasnes; le 1er corps à Jumet; la division Gérard à Wagnée. *Réserve* : la garde était échelonnée entre Lambusart et Gilly; le 6e corps devant Charleroi; les cuirassiers du comte de Valmy et les parcs à la droite de la Sambre.

L'armée prussienne n'était pas encore réunie. Le 1er corps tenait la position où Blücher avait décidé de combattre; la division Pirch occupait Ligny; les divisions Jagow et Henkel prolongaient la ligne vers St-Amand; la division Steinmetz était en seconde ligne à Bry; la cavalerie et deux bataillons occupaient Fleurus. Le 2e corps était campé entre Sombref et Mazy. Le 3e corps occu-

pait Namur, Belgrade et Flavinne. Le 4e corps s'était concentré un peu en avant de Liége. Le maréchal Blücher lui donna l'ordre de se porter le 16 dans une seule marche, par Hannut et Gembloux, à Sombref.

L'armée anglaise était encore tranquille. Vers les quatre heures et demie du soir, le duc de Wellington, ayant reçu l'avis que l'armée prussienne était attaquée, depuis le grand matin, donna à six heures l'ordre aux différens corps de son armée, de se tenir prêts à se mettre en marche. Mais le mouvement ne lui paraissait pas encore assez prononcé, pour fixer le point où il voulait se réunir. Il s'était persuadé que l'armée française l'attaquerait de préférence, et supposant alors que l'entreprise sur Charleroi pouvait être une fausse attaque, il voulut attendre un rapport de Mons. Un second avis qui lui vint vers le soir ne l'ébranla pas encore. Enfin à minuit, étant au bal, une dernière dépêche du maréchal Blücher lui annonça que l'armée française avait passé la Sambre, et que les Prussiens se préparaient à livrer bataille le lendemain. Alors Wellington donna l'ordre à ses troupes de quitter leurs quartiers, le 16 de grand matin, et de se réunir aux Quatre-Bras.

Les dispositions dont nous avons rendu compte ne permettent guères de méconnaître le plan d'opérations que Napoléon avait conçu pour le 16.

D'un côté il n'ignorait pas que le maréchal Blücher ayant eu connaissance du mouvement de l'armée française, douze heures plutôt qu'il n'aurait dû l'avoir, ce dernier en profiterait pour hâter ses dispositions de défense. Le caractère entreprenant du général prussien, autant que les règles de la stratégie, faisaient présumer, avec raison, qu'il chercherait à se rapprocher autant que possible et de l'armée française et de l'armée anglaise. Ce n'était donc plus sous les murs de Namur qu'on devait rencontrer les Prussiens, mais vers Sombref, à moins que le désir de ne pas trop s'éloigner du corps qui était à Liége, ne lui fît préférer la position de Gembloux. D'un autre côté, le point de réunion naturel de l'armée anglaise était aux Quatre-Bras. Or il était facile de prévoir que le duc de Wellington ne serait averti du passage de la Sambre que le 15 au soir, et que la réunion de l'armée anglaise n'aurait lieu que dans la journée du 16, et peut-être même pas avant la nuit. Cette réunion devait se faire en deux colonnes convergentes; les troupes de Nivelles, Braine-le-Comte et Enghien, arrivant par la route de Nivelles, et celles de Bruxelles, Hall et Grammont, par la route de Genappe. Il résultait de ces données : 1° Que le poste des Quatre-Bras était la clef de la position de Fleurus et le point stratégique, dont la possession consommait la séparation des armées ennemies. 2° Qu'il était possible de

s'en rendre maître, le 16 au matin, et en poussant des partis vers Nivelles et vers Genappe, de retarder la marche des troupes qui arrivaient par ces deux routes. Si l'armée prussienne recevait la bataille devant Sombref, la distance entre ce point et les Quatre-Bras, qui n'est que de cinq mille toises, permettait de coordonner les opérations stratégiques avec les mouvemens tactiques de la bataille.

L'occupation du point stratégique des Quatre-Bras, coupait la communication directe des armées ennemies, en même temps qu'elle tournait la droite des Prussiens, soit que leur front de bataille fût parallèle à la route de Namur, soit qu'il s'étendît obliquement de Sombref vers St-Amand, ce que la disposition du terrain pouvait rendre probable. La distance qui aurait séparé les deux ailes de l'armée, dans ce cas, n'était pas trop grande, pour qu'il ne fût pas possible qu'elles se prêtassent mutuellement appui. Dans le cas même où l'armée prussienne se serait présentée à Gembloux, derrière l'Orneau et perpendiculairement à la route de Namur, le corps posté aux Quatre-Bras couvrait les derrières de l'armée fançaise, et assurait la position de Sombref. Il résulte donc de tout ce que nous venons d'exposer, que le projet de Napoléon a été uniquement et invariablement d'attaquer et de battre l'armée prussienne, qu'il savait devoir être la première rassemblée. Il n'avait porté son aile gauche aux Quatre-Bras que

pour assurer cette opération, en couvrant son mouvement; et jamais, comme le démontre fort bien l'auteur du précis des journées de Ligny et de Waterloo (*), il n'a pu avoir le dessein de former une ligne d'opérations double.

Le 19, dès le grand matin, Napoléon donna l'ordre au corps de cuirassiers du comte de Valmy de se rendre à Frasnes, à la disposition du maréchal Ney; les réserves d'artillerie qui se trouvaient encore à la droite de la Sambre passèrent la rivière. Le 4e corps acheva de passer le pont de Chatellet et s'étendit sur la route de Lambusart. Vers 9 heures du matin, ayant reçu les rapports qu'il attendait sur la position des corps qui composaient son aile gauche, et après avoir donné au maréchal Ney l'ordre d'attaquer et de disperser les troupes ennemies, qui pourraient se présenter au Quatre-Bras, Napoléon mit en mouvement les 3e et 4e corps et les réserves de cavalerie, les dirigeant sur Fleurus, sous les ordres du maréchal Grouchy. La garde suivit ce mouvement (*). Le 6e corps devait rester près de Charleroi. A midi, l'aile droite déboucha de Lambusart, le 3e corps et la garde en colonne sur la route, la cavalerie à un quart de lieu sur la droite; le 4e corps par la droite

(*) Précis historique, militaire et critique des batailles de Fleurus et de Waterloo, par le général Berton, page 18 et 19.

(*) *Pièces justific.* n° X.

de Fleurus à la hauteur du 3e. Vers une heure, en débouchant de Fleurus, on découvrit l'armée prussienne sur les hauteurs de Bry; l'empereur Napoléon fit prendre position à l'armée, et fut reconnaître en personne les ennemis. Le 3e corps se déploya en avant de Fleurus; les deux corps de Pajol et Excelmans à l'extrême droite, en avant de Baulet; le 4e corps, qui rejoignait en ce moment, au centre; la garde, les cuirassiers de Milhaud et les réserves d'artillerie en arrière de Fleurus. Le 6e corps reçut l'ordre de s'avancer.

Dès neuf heures du matin, le maréchal Blücher avait réuni les trois premiers corps de son armée entre Sombref et Ligny. Ayant conçu le projet de Napoléon de se placer entre les Anglais et lui et de les combattre séparément, il avait, ainsi que nous l'avons déjà dit, décidé de recevoir la bataille sur ce terrain, qui lui offrait une position très-avantageuse. Il disposa donc son armée en bataille. Le 1er corps (Ziethen) occupa la droite. La division Steinmetz en arrière de St-Amand (A); la division Henkel, en arrière de Ligny, qu'elle occupait par trois bataillons (B); la division Jagow devant Bry, ayant trois bataillons et demi à St-Amand (C); la division Pirch II, derrière le moulin de Bussy (D); la cavalerie en réserve derrière Ligny (E). Le 2e corps (Pirch I) était en seconde ligne, presque parallèlement à la route de Namur. La division Pirch I, vers la jonction de la route romaine (F); la divi-

sion Brause derrière Bry (G); les divisions Kraft (H) et Bose (I) plus à gauche vers Sombref; la cavalerie au-delà de la route (K). Le 3e corps (Thielemann) formait la gauche de l'armée et occupait la position de Sombref. La 12me division devant le village, occupant la ferme de Bois-du-Loup par deux bataillons (L); la 9e division (Bork) à la droite de Point-du-Jour, ayant plus tard trois bataillons sur le bord du ruisseau (M); la 10e division sur la route de Fleurus, ayant également plus tard trois bataillons sur le ruisseau (N); la 11e division était d'abord à gauche de la 10e (O); mais lorsque le combat fût engagé, elle s'avança en avant de Tongrines, se couvrant vers Tongrenelle et Boignée par cinq bataillons; la cavalerie était au Point-du-Jour (P). Le maréchal Blücher se tint au moulin de Bussy, où il fit mettre en batterie seize pièces de douze, pour battre les issues de St-Amand et Ligny. Une petite hauteur entre les deux villages fut également garnie d'artillerie.

Cependant le duc de Wellington, qui était parti de Bruxelles, le 16 au matin, était arrivé vers onze heures aux Quatre-Bras, où se trouvait réunie la division hollandaise de Perponcher, et avait reconnu la position de nos troupes. Ne voyant, en avant de Frasnes, qu'un faible corps de cavalerie, il ne s'en inquiéta pas beaucoup, et fit prévenir le maréchal Blücher de ce qu'il avait vu et de la position qu'allait prendre l'armée anglaise.

Ayant cependant été averti, par ce dernier, que de fortes masses débouchaient devant lui du bois de Lambusart, il expédia l'ordre à ses différentes colonnes de hâter leur marche, et se rendit auprès de Blücher, qu'il trouva au moulin de Bussy : l'armée française se développait en avant de Fleurus. Là, on discuta comment l'armée anglaise viendrait au secours de l'armée prussienne, puisque c'était cette dernière qui se trouvait menacée. Wellington offrit de culbuter ce qu'il avait devant lui à Frasnes (il n'avait vu que la division Piré) et de marcher sur Gosselies. Ce mouvement devait être décisif, mais comme il ne paraissait pas possible que Wellington pût l'exécuter pendant la journée, et qu'il était à craindre que Blücher ne fût écrasé avant, le projet fut abandonné. On s'arrêta au plan qui parût plus avantageux, de faire avancer l'armée anglaise, dès qu'elle serait réunie, par la chaussée des Quatre-Bras, à Sombref. Le duc de Wellington retourna vers trois heures aux Quatre-Bras, pour exécuter cette disposition. Il paraît que ce général avait cru pouvoir réunir ses troupes beaucoup plutôt qu'elles ne le furent en effet : il était de toute impossibilité que ses réserves de cavalerie arrivassent de Grammont, avant la nuit.

La reconnaissance que Napoléon avait faite de l'armée ennemie, qui se présentait obliquement devant lui, lui avait démontré que le maréchal

Blücher s'était décidé à livrer bataille, avec les trois corps qu'il avait réunis. Le but ostensible du général prussien, en se plaçant ainsi en première ligne de l'armée anglaise, était de donner à celle-ci le temps de se réunir, et au corps de Bülow, celui d'arriver. Quoique la position qu'occupaient les Prussiens fut très-forte par elle-même, et que leur armée fût plus nombreuse que la nôtre(*), Napoléon n'en jugea pas moins nécessaire d'attaquer sur-le-champ, et il fit des dispositions en conséquence. L'armée fit un changement de front, l'aile droite en avant, pivotant

(*) FORCE DES DEUX ARMÉES A LA BATAILLE DE LIGNY.

	INFANTERIE.	CAVALERIE.	CANONS.
ARMÉE FRANÇAISE.			
Garde impériale	12,470	4,130	84
Division Girard	5,000		8
3e corps	13,030	1,500	38
4e corps	12,000	1,500	38
1er, 2e et 4e de cavalerie		7,720	36
Total	42,500	14,850	204
ARMÉE PRUSSIENNE.			
1er corps	26,000	4,800	96
3e »	28,800	5,400	96
4e »	26,400	4,800	96
Total	81,200	15,000	288

autour de Fleurus. Par ce mouvement, le 3e corps vint se déployer en face de St.-Amand (Q); la division Domont à sa gauche (R); le 4e corps se déploya devant Ligny(S); la division Morin (T) couvrant l'intervalle entre deux. La garde (U) et les cuirassiers du général Milhaud (V) furent établis en réserve en avant de Fleurus. Les deux autres corps de réserve de cavalerie (W) furent placés en face de l'aile gauche ennemie. Le corps de Pajol, à l'extrême droite, vers Boignée, et celui d'Excelmans, entre ce dernier et la grande route (X); un bataillon du 50e régiment (14e division, 4e corps) fut placé dans un bouquet de bois, près de Tongrenelle, au-delà du ruisseau (Y). La division Girard, qui, de Wagnée, s'était portée en avant, vers St.-Fiacre (Z), reçut l'ordre de former la gauche du 3e corps. Le revers du ravin, entre les deux villages, était garni d'artillerie, surtout de la réserve de la garde. Nos troupes étaient en partie couvertes par les sinuosités du terrain, tandis que les masses de l'ennemi, placées sur le revers du coteau, en regard, étaient exposées en plein au feu de notre canon.

Le combat fut engagé à trois heures après-midi, par le 3e corps : le général Vandamme fit attaquer le village par la division Lefol, qui tenait la gauche de la ligne (*a*). Après un combat assez vif, St-Amand fut enlevé, et les trois bataillons qui le défendaient, poussés derrière le ruisseau. Peu après

l'attaque de St.-Amand, le 4e corps se trouva engagé à Ligny. Le premier choc de nos troupes emporta toute la partie du village située à la gauche du ruisseau (*b*), mais l'autre moitié resta entre les mains de l'ennemi, ainsi que le château; le combat se soutint avec acharnement de ce côté. Cependant, le général Vandamme, maître de St.-Amand (*c*), avait fait prolonger la division Girard vers le petit St.-Amand (*d*). Ce mouvement, qui menaçait l'aile droite des Prussiens, les inquiéta; Blücher ordonna alors à la division Steinmetz (*a*) de se porter en avant et de reprendre le village. Après un combat très-vif, la division Lefol en fut repoussée en partie, mais elle conserva cependant le cimetière et les maisons environnantes. Le général Vandamme, de son côté, ayant fait entrer une seconde division en ligne, et la division Girard s'approchant de la droite de St.-Amand, la division Steinmetz fut culbutée et poussée au-delà du ruisseau (*g*). Les troupes du 3e corps débouchèrent du village (*h*), se dirigeant vers le moulin de Bussy; il était environ quatre heures. Alors le maréchal Blücher se hâta de faire appuyer la division Steinmetz par la division Pirch II (*i*), et par la cavalerie du 1er corps (*k*); en même temps il ordonna à la division Pirch I (*f*), à six bataillons de la division Brause (*g*) et à la cavalerie du 2e corps (*h*), de se diriger entre la Caille et Vagnelé, sur le petit St.-Amand. Les troupes du 3e corps qui

avaient dépassé le grand St.-Amand, attaquées par vingt-un bataillons et plus de quatre mille chevaux, furent ramenées en arrière du village, vers les cinq heures du soir; le général Vandamme parvint cependant encore à s'en rendre maître, peu après. A peu près en même temps, la division Pirch I (*l*) déboucha de Besure, soutenue par la division Brause(*m*) et par la cavalerie du 2e corps(*n*). La division Girard, par des efforts incroyables de valeur, arrêta ce mouvement en se portant au-devant de la colonne ennemie. Une fusillade meurtrière s'engagea, et le général Girard, dont nous avons déjà rapporté la conduite héroïque à la bataille de Lutzen, tomba blessé à mort. Honneur à ses mânes illustres! il est le second parmi nos vaillans chefs qui ont versé leur sang dans cette guerre malheureuse, joignons nos regrets aux larmes d'une famille, à qui il n'a laissé pour héritage que son épée et l'estime qui accompagne sa mémoire.

Cependant Napoléon, dont le projet était de profiter de son aile gauche, pour tourner la droite de l'ennemi, avait expédié, vers quatre heures, l'ordre au maréchal Ney de manœuvrer *sur-le-champ*, de manière à envelopper la droite des Prussiens et tomber sur leurs derrières. Cet ordre, extrêmement pressant, attachait le salut de la France à l'exécution d'un mouvement aussi décisif. Le colonel Forbin-Janson, qui en était por-

teur, rencontra, en arrière de Fresnes, le 1er corps, qui se rendait aux Quatre-Bras. Entrant dans les intentions de Napoléon, il le dirigea par la route romaine sur Vagnelé et Bry (*). Ce mouvement fut commencé, et vers les cinq heures du soir le premier corps était à la hauteur de Villers-Peruin (25) ayant la division Durutte (27) en tête. Ce fut après l'expédition de ces ordres et avant que le premier corps n'eût changé de direction, que le maréchal Blücher attaqua de nouveau St-Amand et fit le mouvement sur Vagnelé, dont nous avons parlé.

(*) Les gloses qu'on a faites sur ce mouvement et les erreurs que contiennent quelques ouvrages écrits sur cette campagne, nous obligent à entrer dans quelques détails sur ce qui s'est passé à ce sujet.

Le colonel Forbin-Janson fut expédié, vers quatre heures du soir, au maréchal Ney avec l'ordre que nous rapportons (*pièces justific.* n° XIV). Un peu avant d'arriver à Frasnes, il rencontra la colonne du premier corps, qui se rendait aux Quatre-Bras. Pénétré de l'importance du mouvement ordonné au maréchal Ney, il prit un parti en officier d'état-major intelligent et zélé. Le général d'Erlon était en avant, il communiqua les intentions de Napoléon aux généraux de division et dirigea de suite la colonne, à droite par la route romaine. Après avoir dépassé Frasnes, le colonel Forbin Janson rencontra le général d'Erlon, qui se rendait près du maréchal Ney, il lui donna connaissance de l'ordre adressé au maréchal et du mouvement qu'il avait fait faire au premier corps. Le général d'Erlon retourna sur-le-champ se mettre à la tête de la colonne, et envoya son chef d'état-major rendre compte au maréchal Ney. Il était déjà arrivé à la tête du premier corps, lorsque le chef d'état-major vint lui porter le contre-ordre. On voit donc que Napoléon n'avait point adressé d'ordre direct au général d'Erlon.

Napoléon, voyant que l'ennemi avait réuni quatre divisions sur ce point, et paraissait vouloir forcer l'aile gauche du 3e corps, fit avancer la division Duhesme vers St.-Amand (*q*); une batterie de réserve de la garde fut placée à gauche du 3e corps, avec la brigade de lanciers de Colbert (*r*). Ces troupes ne s'engagèrent pas, car leur objet n'était que de contenir l'ennemi, jusqu'à ce que le premier corps ait débouché. Elles remplirent leur but, la batterie, placée par le général Drouot, arrêta surtout l'ennemi, et le combat se soutint de ce côté.

A Ligny, le combat se soutenait également avec opiniâtreté. Les Prussiens firent successivement entrer en ligne la division Kraft (*t*) et la division Bose (*u*). Le général Gérard, de son côté, fut obligé d'engager les divisions Vichery et Hulot et peu après une partie de la division Pecheux. Plusieurs fois les Prussiens repoussèrent nos troupes du village; nous le reprîmes chaque fois, à moitié, et à cinq heures le 4e corps était encore à la rive droite du ruisseau (*b*), où le combat semblait rester stationnaire. A la même heure, le feu de l'artillerie et de la mousquetterie s'était étendu sur toute la ligne, avec une égale vivacité. A l'aile droite le bataillon du 50e, conduit par un officier aussi brave qu'intelligent, dont nous regrettons bien de ne pouvoir citer le nom, déboucha du bouquet de bois (Y), et s'empara un instant de

Tongrines (X). Thielemann inquiet de ce mouvement, fit alors avancer la 11e division prussienne, qui reprit Tongrines et garnit les bords du ruisseau (*aa*). Le bataillon français, hors d'état de résister au choc de plus de sept mille hommes, fut forcé de se replier dans le petit bois, où il se maintint avec la plus rare valeur, et paraissant se multiplier à chaque attaque. Cette faible diversion occupa tellement les Prussiens, qu'ils ne purent penser à retirer des troupes de leur gauche, qu'ils croyaient menacées par des troupes considérables. Le général Thielemann, pour se dégager, et dégager Ligny, essaya de faire déboucher une partie de sa cavalerie, avec une batterie à cheval (*bb*), pour prendre le 4e corps à revers. Le général Excelmans lui opposa la division Strolz (*cc*); l'ennemi fut chargé avec succès par la brigade du général Bourke, et culbuté au-delà du ruisseau. Il perdit cinq canons, dont deux furent pris par le 5e de dragons et trois par le 13e.

La bataille se prolongeait et coûtait beaucoup de sang; Napoléon attendait avec impatience, que le 1er corps eût dépassé Vagnelé et eût commencé son attaque sur Bry. Mais le comte d'Erlon, qui avait envoyé son chef d'état-major au maréchal Ney, pour le prévenir du mouvement qu'il avait commencé, reçut, par le retour de cet officier, l'ordre impératif de revenir sur les Quatre-Bras, sous sa responsabilité personnelle. Il crut devoir

obéir, et faisant ployer sa colonne à gauche, se dirigea vers Frasnes (26). La seule division Durutte, se trouvant déjà engagée avec la cavalerie ennemie, le général prit sur lui de suivre sa marche; mais il le fit lentement, craignant de s'engager seul au travers de l'armée ennemie. Au premier avis de l'apparition du 1er corps sur la route romaine, et vers les six heures, le maréchal Blucher avait réuni quelques régimens de cavalerie de ses trois corps et les avait jetés au-devant (*dd*). La brigade de dragons que le maréchal Ney avait laissée à Villers-Peruin (4), se porta alors en avant de la division Durutte (*gg*).

Il était environ sept heures, lorsque l'empereur Napoléon apprit qu'il ne pouvait plus compter sur le mouvement stratégique qu'il avait projeté; la journée s'avançait et il fallait décider la bataille. Le succès en était dans ses mains, puisque l'ennemi, en s'entassant vers St-Amand et Vagnelé; devait avoir disposé de ses réserves, et que par conséquent les troupes qui défendaient Ligny devaient être abandonnées à elles-mêmes. Il résolut donc de s'y porter rapidement avec ses réserves. Ce mouvement qui entrait, dès le premier moment, dans le plan de la bataille, n'avait été suspendu que pour donner le temps au premier corps d'arriver à Bry et de couper toute la gauche de l'armée prussienne. La garde et les cuirassiers de Milhaud vinrent, par un mouvement latéral,

couvert par les sinuosités du terrain, prendre position vers huit heures, derrière la gauche du 4e corps (*hh*). Le 6e corps arrivait à Fleurus.

Cependant le mouvement de la garde impériale avait été, en partie, aperçu de l'ennemi, puisqu'il fallait que la division Duhesme (*q*) quittât la position où elle était en vue, et que les batteries de réserve de la garde se retirassent pour joindre la colonne. Ce mouvement fut mal compris; on prévint le maréchal Blücher *que les Français repliaient leurs troupes et leurs batteries et se retiraient sur Fleurus.* Blücher, qui avait toujours regardé St-Amand comme le point principal de notre attaque, se crut assuré de la victoire et songea à en profiter. Il fit porter en avant la division Jagow (*n*), par la Caille, sur le petit St-Amand; les divisions Steinnetz (*g*) et Pirch II (*i*) avec la cavalerie du 1er. corps (*k*), reprirent l'offensive; les divisions Pirch I (*l*) et Brause (*m*), avec la cavalerie du 2e corps (*n*), débouchèrent de nouveau de Besure. Toutes ces troupes se trouvèrent alors engagées, à l'exception de trois bataillons de la division Brause, qui étaient restés (*g*) et formaient son unique réserve. Le projet de Blücher était de forcer St-Amand et d'étendre la droite de son infanterie vers Chestiau, afin de présenter un point d'appui aux Anglais, qu'il attendait toujours. Mais pendant ce temps, la brigade de dragons qui avait marché au-devant de la cavalerie prussienne,

détachée sur la route romaine (*dd*), s'avançait avec la division Durutte, et ces deux corps se trouvaient déjà à la hauteur de sa droite. Cette apparition et la résistance que lui opposèrent la division Girard et le 3e corps l'arrêtèrent. Il reçut alors l'avis certain qu'il ne pouvait pas alors compter sur les Anglais, pressés eux-mêmes, et que Bülow ne pouvait pas le joindre ce *jour-là*. Il se contenta donc d'occuper le petit St-Amand (*ll*), et le combat resta stationnaire; Blücher, qui ne pouvait pas encore se rendre compte du mouvement qu'avait fait la garde impériale, resta un moment dans l'indécision.

Il en fut bientôt tiré. Nous avons vu que, jusqu'à l'instant où la garde se porta vers Ligny, le combat s'était soutenu dans ce village, sans qu'il fût possible de l'emporter. Nos troupes occupaient toujours la rive droite du ruisseau (*b*) et l'ennemi la rive gauche et le château (*mm*). Napoléon, en arrivant, fit entrer en ligne le restant de la division Pecheux. Une charge vigoureuse nous rendit maîtres de la rue qui traverse l'extrémité inférieure du village, et les troupes ennemies, qui occupaient le restant de Ligny, commencèrent à s'ébranler. A la faveur de cette attaque, les grenadiers à pied de la garde (*nn*) s'avancèrent en colonne, tandis que les grenadiers à cheval et les cuirassiers de Milhaud (*oo*) tournèrent le vil-

lage (*). Les divisions prussiennes qui étaient derrière le village, prises en flanc, furent mises en désordre, leurs carrés enfoncés, et elles abandonnèrent en déroute les hauteurs de Ligny, qui furent couronnées par nos troupes. Le maréchal Blücher, surpris par cette attaque inattendue, et qui sortait du système qu'il avait attribué à Napoléon, accourut en hâte, à la tête de six escadrons. C'était la seule cavalerie dont il pût disposer; tout le reste étant engagé ou trop éloigné. Il essaya de se jeter au-devant de nos cuirassiers (*qq*); mais ses escadrons furent rompus et lui-même, ayant eu son cheval tué, resta quelques momens par terre au milieu de nos troupes; il était alors près de neuf heures, et l'obscurité empêcha de le reconnaître. La cavalerie prussienne tenta encore une nouvelle charge, qui ne lui servit qu'à dégager le maréchal Blücher; il fallut quitter le champ de bataille. Nos cuirassiers poussèrent leur charge à fond (*qq*), jusqu'aux trois bataillons de réserve (G), tandis que quelques escadrons rompirent encore des carrés d'infanterie vers Bry et sur la chaussée (*rr*). Pendant ce temps, la division Durutte et la brigade de dragons (*ss*) s'avancèrent

(*) Le général Gneisenau dit, dans son rapport, que ces troupes *se glissèrent dans l'obscurité sans être aperçues*. Cela aurait pu se faire avec une patrouille... Il valait mieux ne pas y mettre tant d'amour-propre.

entre Vagnelé et Marbais; une batterie (*tt*) sur leur front, ouvrit son feu contre la cavalerie prussienne, qui leur était opposée (*xx*) et contre les troupes qui se retiraient du petit St-Amand. Une batterie de la réserve de la garde fut également établie sur une hauteur (*zz*) à côté de Bry, et canonnait les troupes qui se retiraient par ce village. La cavalerie fut placée en position derrière la batterie, et l'infanterie resta sur les hauteurs entre Ligny et le moulin de Bussy.

La bataille était gagnée, mais la nuit en enleva presque tous les résultats, et la réduisit à ce que l'on pût ramasser sur le champ de bataille même. Quoique les trois divisions prussiennes, qui avaient combattu à Ligny, eussent été absolument dispersées, et que la retraite précipitée des autres dût également les mettre en déroute, il fut impossible de les poursuivre. Le maréchal Blücher, de son côté, ne songea qu'à dégager son armée du champ de bataille. Ne pouvant plus se retirer par la grande route de Namur, ne voulant pas même s'écarter de l'armée anglaise, il se décida à se replier derrière le défilé de Wavre, pour y réorganiser son armée, et se concerter avec Wellington. Il laissa, comme arrière-garde, à Bry et en arrière, les divisions Pirch II et Jagow et la cavalerie du 1er corps, et donna des ordres pour rallier les 1er et 2e corps à Tilly (AA) et le 3e en arrière du Point-du-Jour (BB). A minuit Bry fut évacué, et

toute l'armée prussienne fit sa retraite, les 1er et 2e corps sur Mont-St-Guibert et le 3e sur Gembloux, où il fut joint dans la nuit par le 4e corps, qui arriva en une seule marche.

Notre perte s'éleva à six mille deux cents hommes tués ou blessés (*) ; nous n'eûmes point de prisonniers. Celle de l'ennemi peut être évaluée à vingt mille hommes, d'après les rapports officiels prussiens (**). Ces mêmes rapports avouent la perte de quinze pièces de canon ; la vérité est qu'en y comprenant les dix pièces que le général Pajol prit le lendemain sur la route de Namur, et les cinq que le général Excelmans prit pendant la bataille, il nous en tomba près de quarante entre les mains, outre six drapeaux. L'armée prussienne avait été mise dans le plus grand désordre, et les fuyards se répandirent jusqu'à Na-

(*) ARMÉE FRANÇAISE.

Garde impériale	80
Division Girard	1,900
Troisième corps	1,830
Quatrième corps	1,940
1er, 2e et 4e de cavalerie	520
Total	6,270

(**) ARMÉE PRUSSIENNE.

1er corps	Ziethen	12,045
2e id.	Pirch I	3,655
3e id.	Thielemann	2,300
	Total	20,000

mur et à Liége. Nos flanqueurs en prirent encore beaucoup les 17 et 18. Nous ne pouvons pas indiquer le nombre des prisonniers qui furent faits, les rapports prussiens le portent à sept mille hommes pour le premier corps, et à dix-sept cents pour le second. Mais ils paraît qu'il faut les comprendre parmi les morts ou les blessés, et qu'ils n'ont été ainsi portés sur l'état que pour diminuer la perte réelle ; car le général Gneisenau dit positivement dans son rapport, que nous n'avons fait prisonniers que les blessés. Nous adopterons cette dernière version, qui est plus conforme à l'acharnement qu'avait produit la haine nationale. Nos soldats ne demandait depuis long-temps que des cartouches et des Prussiens. Nous emprunterons sur la bataille de Ligny les paroles d'un écrivain étranger. « On combattait dans les rues (du village) » à coups de crosse et de baïonnette. On s'attaquait homme à homme avec toute la fureur de » la haine personnelle. Il semblait, dit un témoin » oculaire, que chacun ait rencontré dans son adversaire un ennemi mortel, et se réjouît de » trouver le moment de la vengeance. On ne demandait pas de quartier (*). » La haine contre les Prussiens s'étendait jusqu'aux habitans, qu'on eut peine à engager à soigner les blessés de cette nation.

Pendant que le centre et l'aile droite de l'ar-

(*) Journal militaire autrichien 1819, VI° cahier, page 202.

mée française livraient aux Prussiens la bataille de Ligny, la gauche se trouvait engagée avec les Anglais aux Quatre-Bras, où elle soutint depuis trois heures après-midi jusqu'au soir, un combat qui devint de plus en plus inégal, par l'arrivée successive des troupes ennemies (*). Nous avons vu plus haut que le maréchal Ney avait pris le 15 au soir le commandement de l'aile gauche, composée des 1er et 2e corps, et des cuirassiers du comte de Valmy.

Le 16 au matin, les trois divisions du 2e corps, qui étaient restées sur la route de Bruxelles, (Foy, Bachelu et prince Jérôme), étaient en position entre Gosselies et Frasnes; la division Piré occupait Frasnes, et avait des avant-postes devant le bois de Bossu; le 1er corps était réuni autour de Jumet, et les cuirassiers du comte de Valmy étaient

	INFANTERIE.	CAVALERIE.	CANONS.
(*) FRANÇAIS QUI ONT COMBATTU.			
2e corps (3 divisions)	16,100	1,500	38
3e » de cavalerie (3 brigades)		1,910	12
1er » (cavalerie)		1,500	6
Total	16,100	4,910	56
QUI N'ONT PAS COMBATTU.			
Brigade de dragons		700	
1er corps	16,220		40
Total	32,320	5,610	96

en marche, et arrivèrent à *Gosselies* vers midi. Napoléon ayant demandé au maréchal Ney de lui faire connaître la position de ses troupes et les forces que l'ennemi avait devant lui (*), ce dernier se porta en personne en avant de Frasnes; ce qu'il vit aux Quatre-Bras ne lui parut pas d'une assez grande importance pour donner des inquiétudes; il n'y avait en effet que la division *hollandaise* de Perponcher. Cependant, Napoléon assuré que les Anglais ne pouvaient avoir réuni de grandes forces aux Quatre-Bras que vers le soir, mit son armée en mouvement. La droite s'avança vers neuf heu-

	INFANTERIE.	CAVALERIE.	CANONS.
ANGLAIS.			
Division Perponcher	8,000		12
A DEUX HEURES ET DEMIE.			
Division Picton	9,700		12
Total	17,700		24
A TROIS HEURES.			
Division de Brunswick	8,700	900	12
Brigade de Nassau	4,000		6
Brigade Van Merlen		1,000	
Total	30,400	1,900	42
A TROIS HEURES ET DEMIE.			
Division Alten	9,800		6
Total	40,200	1,900	48
A CINQ HEURES.			
Division Cooke	4,000		6
Total	44,200	1,900	54

(*) *Pièces justific.* n°. XI.

res, ainsi que nous l'avons vu. La gauche reçut l'ordre d'occuper les Quatre-Bras, et de faire un fort détachement sur Marbais (*). Dans l'ordre général de mouvement, le 1er corps était nommément désigné pour faire cette diversion. Cependant il ne reçut l'ordre de se mettre en marche que vers midi. Il est probable que ce retard fut ordonné, afin qu'il n'arrivât pas à sa destination, avant que l'aile droite n'eût dépassé Fleurus en entier, et atteint Sombref.

Il paraît que dans l'intervalle entre l'expédition de ces ordres et leur exécution, il parvint à Napoléon, avant qu'il ne quittât Charleroi, un avis de l'aile gauche qui annonçait l'arrivée des troupes anglaises aux Quatre-Bras. A en juger par la distance et par l'heure où ce rapport dût parvenir à Charleroi, il paraît qu'il s'agissait de la brigade hollandaise de Bylaudt, qui vint renforcer celle du prince Bernard de Weimar, restée aux Quatre-Bras. Cet avis ne changea pas les premières dispositions. Napoléon se contenta de renouveler au maréchal Ney, l'ordre de réunir ses deux corps et sa cavalerie et de culbuter les troupes qu'il avait devant lui (**). Le maréchal envoya en con-

(*) *Pièces justificatives* n°. XII.

(**) Nous n'avons pu nous procurer l'ordre de mouvement de l'aile gauche, mais les deux derniers paragraphes de celui de l'aile droite peuvent y suppléer. (*Voyez pièces justific.* n° X.)

séquence l'ordre au premier corps de se diriger sur Frasnes ; jusqu'ici il n'y avait point de faux mouvement, puisque la direction primitive de ce corps suivait également la chaussée, jusqu'à l'intersection de la route romaine. Vers midi le maréchal Ney fit ses dispositions, et porta en avant les trois divisions du 2e corps et les cuirassiers.

A deux heures environ, l'action fut engagée. Il n'y avait encore aux Quatre-Bras, que la division hollandaise de Perponcher, dont la brigade du prince Bernard (cinq bataillons) occupait le bois de Bossu (1); et celle de Bylandt, de même force, était en arrière de la ferme de Germioncourt (2). Le maréchal Ney fit prendre position au 2e corps, et à la cavalerie en avant de Frasnes (3) ; la brigade de dragons, de la division l'Héritier, avait été laissée près de Villers-Péruin pour couvrir le mouvement(4). La division Bachelu se porta en avant(5), et après un combat assez court la brigade Bylandt fut renversée et rejetée aux Quatre-Bras (6) ; nos troupes s'emparèrent de Germioncourt (7); la division Foy entra en ligne droite (8) et s'empara de Pernimont. La division Piré et une brigade de cuirassiers s'avancèrent entre les deux divisions (9), et rien ne paraissait plus s'opposer à ce que l'ennemi ne fût chassé des Quatre-Bras, et du bois de Bossu. Mais, dans ce moment, déboucha, par la route de Genappe, la division anglaise de Picton, qui vint se placer le long de la

route de Namur à gauche des Quatre-Bras (10). Peu après, vers trois heures, arrivèrent la division de Brunswick et la brigade de Nassau ; le prince d'Orange plaça ces troupes (11), en arrière du bois de Bossu, et derrière elles, la brigade de cavalerie hollandaise de Van Merlen (12). De notre côté, des batteries avaient été établies près de la ferme de Germioncourt, et leur feu faisait singulièrement souffrir la division Picton, qui fut obligée de se déployer par brigades. Pendant le mouvement de cette division, une charge de la brigade de cuirassiers de la division l'Héritier (8e et 11e) enfonça le 42e régiment anglais ; deux compagnies furent sabrées, le colonel tué, et le drapeau pris par le cuirassier Lamy du 8e régiment. Il était alors trois heures. Peu après, la tête de la division hanovrienne d'Alten déboucha par la route de Nivelle. Le duc de Wellington, qui venait d'arriver du champ de bataille de Ligny, lui donna l'ordre de prendre la gauche de la division Picton (13) ; les deux premières brigades se déployèrent de suite. Aussitôt après, la brigade hollandaise de Van Merlen s'avança, et tenta une charge sur la cavalerie française (14). Les Hollandais furent culbutés sur la division Picton, dont la première ligne se forma en carrés ; mais notre cavalerie ne s'engagea pas plus en avant.

Cependant le duc de Wellington, que le mouvement sur Pernimont avait inquiété, et qui en

craignait un pareil sur le bois de Bossu, songea à s'affermir en avant des Quatre-Bras. Deux bataillons de Brunswick furent jetés en avant de la bergerie et formèrent, au-delà du ruisseau, une ligne de tirailleurs, entre le bois de Bossu et la route de Namur. La cavalerie de Brunswick fut placée devant la bergerie (15), pour les soutenir, et deux autres bataillons des mêmes troupes en réserve, en avant des Quatre-Bras (16). Le combat se soutint pendant quelque temps dans cette position, les troupes ennemies souffrant cruellement de nos batteries; surtout les troupes de Brunswick, et la division Picton de celles de Germioncourt. Ce fut à peu près alors que le maréchal Ney reçut de Napoléon l'ordre de renverser ce qu'il avait devant lui, et de se rabattre sur l'armée prussienne (*); il résolut de redoubler d'efforts. La division du prince Jérôme qui était restée en réserve fut dirigée à gauche sur le bois de Bossu (17), et occupa en même temps Pierremont (18). La brigade du prince de Weimar (1) fut culbutée et poussée hors du bois. Le duc de Wellington, à la vue du mouvement de cette division, avait fait marcher vers le bois de Bossu, la brigade Halkett de la division Alten (33e, 30e, 69e et 73e anglais) (19), qui arrivait dans le moment; nos troupes furent repoussées. Nous revin-

(*) *Pièces justific.* n° XIII.

mes encore une fois à la charge. En même temps une charge de cuirassiers, longeant le bois de Bossu, menaçait les Quatre-Bras (20). Le 33e anglais (21), qui se présenta en carré pour flanquer le bois, fut sabré et dispersé; la ligne des tirailleurs forcée, et la cavalerie de Brunswick enfoncée, l'infanterie de la division Bachel qui était à Germioncourt, gagna du terrain. Ce fut en ce moment que le duc de Brunswick, cherchant à rallier ses troupes, fut percé d'une balle, et mourut presque sur-le-champ. La première ligne de la division Picton se forma encore en carrés, et le feu de l'infanterie ennemie força notre cavalerie à se retirer. Le 92e régiment anglais fit un mouvement en avant, à la suite des cuirassiers, pour reprendre la bergerie; mais les troupes de la division Bachelu firent sur ce régiment un feu tellement nourri, que trois cents hommes et le colonel y périrent.

La division Alten avait été chassée du bois de Bossu, et nous allions encore une fois nous en rendre maîtres, lorsque la division des gardes anglaises du général Cooke arriva (22). La première brigade (Maitland) fut sur-le-champ dirigée vers le bois de Bossu (23), et la division Jérôme le perdit encore une fois. Simultanément le général Alten fit attaquer par sa brigade hanovrienne (cinq bataillons), le village de Pernimont (24) qui nous fut enlevé. Le maréchal Ney tenta alors plusieurs

charges de cavalerie, pour regagner le terrain perdu à sa droite. Elle furent la plupart malheureuses et la division Alten se maintint en possession de Pernimont. Une grande charge tentée entre le bois de Bossu et la chaussée, par la brigade de cuirassiers de la division de Roussel, et par la division Piré, et conduite par le général Kellermann fut d'abord très-brillante. Le 8e et le 11e de cuirassiers, et les lanciers pénétrèrent jusques près des Quatre-Bras. Le carré du 28e régiment anglais fut entouré. Mais le feu de l'infanterie ennemie, surtout de celle qui était dans le bois de Bossu, leur fit éprouver une si grande perte, qu'ils furent renversés en désordre; le général Kellermann eut son cheval tué et se retira à pied. On dit qu'un chef d'escadron, dont le nom a heureusement pour lui échappé à l'infamie, fut cause en s'enfuyant et criant *sauve qui peut*, du désordre qui se mit dans les équipages. La brigade des cuirassiers se rallia sans peine. Mais ce mouvement rétrograde nous fit perdre Germioncourt, que reprit le 79e régiment anglais. Il était alors environ six heures. Ce fut en ce moment que le maréchal Ney reçut, par le colonel Forbin-Janson, l'ordre de faire un mouvement par sa droite, et de se porter sur les hauteurs de Bry et de Saint-Amand (*); il fut prévenu en même temps par le

(*) *Pièces justific* n° XIV.

général Delcambre, qui en était chef d'état-major, que le 1er corps avait déjà commencé son mouvement à droite par la route romaine. Il était alors à la hauteur de Villers-Peruin (25). Le maréchal, qui craignait de se voir forcé, donna au général Delcambre l'ordre impératif de faire revenir le 1er corps, sous la responsabilité personnelle du comte d'Erlon, et vers les sept heures, ce corps changea de direction par sa gauche, et se dirigea sur Frasnes en longeant les bois (26). La division Durutte seule (27) continua son mouvement, ainsi que nous l'avons dit.

Pendant ce temps, la brigade Maitland, de la division anglaise de Cooke, avait fait une tentative pour déboucher du bois de Bossu. Elle y fut rejetée avec perte par une charge de cavalerie. Une seconde tentative n'eut pas plus de succès. Le maréchal Ney soutint le combat sans perdre de terrain, malgré les efforts de l'ennemi; mais il ne nous fut pas possible de reprendre Pernimont, Germioncourt, ni le bois de Bossu. Une troisième tentative de la division Cooke réunie, fut encore repoussée; cependant elle resta sur la rive du bois en dedans, parce que les troupes de Brunswick étaient maîtresses de Germioncourt, et qu'un carré de deux bataillons, entre le bois et la chaussée, flanquait les Anglais. Vers neuf heures, le 1er corps arriva, et releva le 2e en première ligne (28); la division Jacquinot, qui était

arrivée vers huit heures, avait pris part aux dernières charges. Le 2e corps reprit peu après sa position (3) et le combat cessa.

Notre perte au combat des Quatre-Bras, monta à peu près à quatre mille hommes. Celle de l'ennemi à cinq mille (*). La brigade écossaise de Pack (1er, 42, et 92e) et le 79e régiment, également écossais; portèrent l'effort du combat. Ils combattirent en braves et perdirent beaucoup. Le prince d'Orange fut un instant enveloppé, près des Quatre-Bras, par notre cavalerie. Un de ses bataillons le dégagea. Le vieux général Picton reçut également une assez forte blessure. Il la cacha soigneusement; car il était trop brave pour vouloir quitter l'armée, à l'approche d'un dénoûment

(*) La perte peut être évaluée pour les deux armées, ainsi qu'il suit :

FRANÇAIS.

2e corps	3,660
1er » de cavalerie	100
3e » »	280
Total	4,040

ENNEMIS.

Anglais	3,000
Hanovriens	500
Hollandais	600
Brunswick	900
Total	5,000

qui devait être décisif. On ne le sut qu'après qu'il eût reçu le 18 le coup mortel. Picton ! Girard ! une même tombe devrait vous unir. Là les jeunes guerriers iraient apprendre ce qu'on doit à la patrie.

Tels furent les événemens de la journée du 16. Beaucoup de sang avait été répandu, la valeur des troupes françaises avait brillé dans tout son éclat ; cependant aucun succès décisif n'avait couronné une journée, sur les résultats de laquelle reposaient les destinées de la France. Vainqueurs à Ligny, la nuit, en couvrant de ses ombres les désastres des Prussiens, nous avait arraché les fruits de la victoire. Aux Quatre-Bras, la force toujours croissante des Anglais, avait paralysé nos efforts; notre unique avantage avait été de maintenir l'honneur des armes, contre des troupes, dont la bravoure ne peut être révoquée en doute et qui nous étaient supérieures en nombre. Mais, d'un côté, l'occupation des Quatre-Bras ayant été manquée, le résultat du mouvement stratégique, qui devait consommer la séparation des armées ennemies, en démolissant celle de Blücher et la rejetant sur Liége, avait également été manqué. D'un autre côté, la bataille de Ligny, étant devenue, par la non coopération d'une partie de l'aile gauche, une bataille de front, nous avions rejeté les Prussiens sur la base d'opérations des Anglais. Quelles sont les causes qui ont pu ainsi

faire échouer un plan dont il est impossible de méconnaître la sagesse et nous placer devant un avenir incertain, lorsque nous aurions déjà dû en avoir assuré toutes les chances? c'est ce que je vais tâcher d'examiner avec franchise et impartialité. Aucune prévention, aucune passion haineuse ne guidera ma plume; je n'aurai, je crois, pas besoin de me justifier du reproche d'avoir cherché à flétrir la gloire de quelques-uns de nos chefs. Aucun motif un peu plausible ne peut m'engager à un acte, que je ne crains pas d'appeler criminel et qui est aussi loin de mon caractère; les droits du malheur seront doublement sacrés pour moi : mais les ménagemens, même les plus délicats, doivent-ils s'étendre jusqu'à déguiser ou voiler, dans les pages de l'histoire, la vérité, sa compagne inséparable? non! Les conséquences déplorables qui ont pu suivre une erreur ou une faute, ne peuvent jamais servir de titre pour la taire ou la nier. Plus ces conséquences ont été graves, plus il importe d'en faire connaître et d'en développer les causes; afin que nos contemporains ou nos descendans apprennent par l'exemple des unes à éviter les autres. Le véritable but de l'histoire est d'instruire, en offrant à la postérité les leçons du passé; s'il ne lui est pas permis de voiler les crimes, il lui est encore bien moins permis de taire les erreurs, qui ne dépendent que de l'imperfection inséparable de la nature hu-

maine. Les fautes des hommes illustres appartiennent encore bien plus au domaine de l'histoire; car ce sont celles-là seules qui peuvent servir d'exemples utiles. Ce serait une grande erreur de croire que leur révélation puisse être une flétrissure; le nuage qui obscurcit un seul instant d'une carrière glorieuse, sert souvent à en réhausser l'éclat. Ces considérations me serviront de soutien et de guide unique, au milieu des sentimens pénibles et des souvenirs douloureux, qui m'accompagnent dans mon travail. Les mânes d'un chef illustre, doublement mon concitoyen, et dont la mémoire ne peut pas être indifférente aux Français, ne s'offenseront pas du sacrifice que je dois à la vérité historique. Il était assez loyal pour guider lui-même ma plume s'il vivait encore!

Nous avons déjà vu que l'empereur Napoléon, dès le moment où il réunit son armée entre Beaumont et Philippeville, avait conçu le projet de se placer entre les deux armées ennemies. Se rendre maître de leur communication directe, pour les combattre séparément, était le seul plan qu'il pût adopter avec des forces aussi inférieures. Toutes ses dispositions nous prouvent qu'il n'en a point eu d'autre. Après avoir passé la Sambre, il fait déboucher l'armée française sur deux colonnes, par les routes de Bruxelles et de Fleurus. Le 15 au soir, la colonne de gauche devait avoir sa tête aux Quatre-Bras; celle de droite devait être à Som-

bref. Un premier incident dérangea ce plan dès le matin. Le 3e corps, égaré par de mauvais guides, n'arriva à Charleroi qu'après midi, au lieu d'y être rendu à neuf heures du matin, et le passage qui devait être terminé à onze heures, ne le fut qu'à trois heures après midi. Dès-lors il était impossible à l'aile droite de l'armée française de dépasser Fleurus. Un second incident l'empêcha peu après de s'avancer même jusque-là. Le maréchal Grouchy et le général Vandamme se laissèrent tromper, sur la force que les Prussiens avaient derrière Gilly; au lieu de les attaquer, vers trois heures, lorsqu'ils furent réunis, l'attaque n'eut lieu qu'à cinq heures, lorsque Napoléon vint la diriger en personne. Pendant ce temps le centre de l'armée restait entassé devant et derrière Charleroy. Le 3e corps arriva le soir tard à Lambusart et les deux autres (4e et 6e) ne purent que se placer entre ces deux points. Cependant l'aile gauche aurait pu encore s'étendre entre les Quatre-Bras et Frasnes; mais la forte canonnade qui s'éleva à Gilly retint le maréchal Ney dans l'indécision. Il crut sans doute que toute l'armée prussienne, ayant débouché par Fleurus, attaquait la tête de la colonne de droite. Cette hypothèse, quelque probable qu'elle ait été, à raison du temps dont Blücher avait pu disposer pour réunir son armée, était dans l'ordre des choses possibles. On ne peut donc pas blâmer le maréchal Ney d'avoir

arrêté la marche de ces troupes, afin de les tenir à la disposition de Napoléon, s'il venait à en avoir besoin. Mais lorsque le combat fut fini, lorsque la direction du feu lui indiqua la retraite de l'ennemi, et que la canonnade qui s'engagea vers sept heures en avant de Lambusart, lui démontra que la colonne de droite avait débouché, son incertitude dut finir, et les deux heures de jour qui restaient suffisaient, pour faire occuper les Quatre-Bras et le bois de Bossu par son avant-garde, faire avancer le 2e corps à Frasnes et réunir tout le 1er à Gosselies. Il ne pouvait, dans cette position, craindre aucune attaque de flanc, puisque la division Girard à Heppignies et Vagnée, le mettait en communication avec l'aile droite. En arrêtant le 2e corps entre Frasnes et Gosselies, il refoulait le 1er en arrière de Jumet, et il causait nécessairement un retard dans son mouvement du lendemain. La faute était cependant encore réparable.

Les faits que nous venons d'analyser prouvent combien a tort l'auteur des Considérations sur l'art de la guerre, lorsqu'il dit que, *le général français au lieu de se hâter d'arriver au milieu de ses ennemis, s'arrêta à Charleroi.* Il ajoute immédiatement après, *soit qu'il fût retardé par le mauvais temps, soit par d'autres motifs.* Mais on se demande ce que signifient ces expressions; l'auteur n'était-il pas à l'armée? Pourquoi ne fait-il pas connaître ces autres motifs? Une réticence, jetée au milieu

du récit d'une catastrophe aussi importante, est contraire au but que l'auteur a dû se proposer. Quand on veut porter en quatre lignes un jugement sur une campagne aussi intéressante que malheureuse, il faut que chaque mot soit une vérité, et surtout qu'il n'en manque aucun.

Les mouvemens du 16 furent le complément du même plan d'opérations; mais ils durent subir les modifications, que rendaient nécessaires les retards amenés par les incidens de la veille. L'objet du mouvement de la journée devait toujours être, de déployer l'armée française sur la route de Namur à Bruxelles, entre Sombref et les Quatre-Bras. Mais le 15, ce déploiement devait servir à assurer le champ de bataille du lendemain, et le 16, il devait être immédiatement suivi, ou peut-être même précédé par une bataille. Tous les mouvemens stratégiques devaient donc être, pour ainsi dire, subordonnés aux dispositions d'une action presque générale. En effet, si les Prussiens étaient à Sombref, il fallait les battre avant de se rendre maître de la route de Namur; s'ils étaient à Gembloux ou derrière l'Orneau, la bataille devait avoir lieu, au plus tard, le lendemain matin. Ces deux hypothèses étaient les seules admissibles; il ne s'agissait que de savoir laquelle des deux se rencontrait avec les dispositions qu'avait faites le maréchal Blücher, dès qu'il avait appris la marche de l'armée française. Des raisons égales militaient

pour chacune. Il était incontestable que Blücher ne pouvait pas ignorer, que l'armée anglaise ne serait toute réunie que le 17 au matin. D'un côté, il était possible que l'espoir de gagner une journée, en soutenant une bataille défensive, l'amenât à Sombref, où il se trouvait en première ligne d'opérations de l'armée anglaise. Son caractère et ses habitudes d'officier d'avant-garde, étaient un second motif en faveur de cette supposition. D'un autre côté, deux motifs d'une égale valeur pouvaient le décider à se placer derrière l'Orneau. Le premier, était la possibilité qu'une partie de l'armée française occupât les Quatre-Bras, le 16 au matin. Non-seulement alors la position de Sombref se trouvait déjà tournée, à une distance qui ne passait pas cinq mille toises, mais le point de réunion de l'armée anglaise était enlevé et rien n'empêchait Napoléon d'envelopper l'armée prussienne dans une position dont l'aile droite était en l'air. Le second motif était celui de réunir toutes ses forces sur sa ligne de mouvement, en couvrant celle de sa retraite et ses magasins. Il gagnait en effet une journée, en retardant, jusqu'au 17, la bataille qu'il pouvait être obligé de livrer, et ce jour-là, l'armée anglaise, toute réunie devant les Quatre-Bras, pouvait forcer cette position et mettre l'armée française dans une situation fort désavantageuse. Les deux ailes étendues des Quatre-Bras à Gembloux, étaient trop éloignées, pour qu'un

mouvement stratégique pût avoir lieu pendant l'action, puisque le front de la bataille était perpendiculaire à la ligne sur laquelle se plaçait l'armée française. Dans le doute entre différentes dispositions, que peuvent également justifier les règles de la stratégie, la solution la plus rarement erronée est celle que donne le caractère du général ennemi. Napoléon devait assez connaître celui du maréchal Blücher, pour présumer, avec quelque probabilité, qu'il livrerait un combat avec les premières troupes qu'il trouverait sous sa main, et qu'il s'avancerait le plus près possible; même au risque de quelque désavantage stratégique. Nous verrons que les disposition du 16, furent basées sur ces données plus que probables.

La marche, que l'aile droite et le centre de l'armée française allaient ouvrir, devait donc être parfaitement coordonnée, et, pour ainsi dire, d'heure en heure, avec la position et les mouvemens de la gauche. Le premier soin de Napoléon, avant de mettre ses troupes en mouvement de Charleroi, fut de bien s'assurer du placement réel des troupes de cette aile. C'est dans ce but qu'il donna au maréchal Ney le premier ordre que nous avons cité (pièces justificatives n° XI). On voit, par ce même ordre, que l'empereur Napoléon croyait que le 1er corps avait pu faire son mouvement, c'est-à-dire se réunir au 2e en avant de Gosselies. L'ordre général du mouvement de la jour-

née, enjoignait au 1er corps de prendre position à Marbais, et cette disposition était le développement du même plan, qui n'avait pas pu être exécuté la veille; celui d'établir l'armée française sur la route de Namur, entre les Quatre-Bras et Sombref. Si le 1er corps eût pris position en entier devant Gosselies, le 15 au soir, le déploiement de l'armée française aurait pu avoir lieu le 16, vers dix heures du matin. Napoléon était persuadé qu'au moins l'avant-garde de l'aile gauche occupait matériellement le poste des Quatre-Bras, et s'il en fallait des preuves on les trouverait dans les expressions du second ordre (pièces justificatives n° XII). Il y est dit : « qu'un officier de lanciers vient de prévenir » l'Empereur, que l'ennemi présentait des masses » *du côté* des Quatre-Bras, » et non pas aux Quatre-Bras. Ces masses devaient être nécessairement les têtes de colonnes des troupes anglaises les plus rapprochées, c'est-à-dire celles de Nivelles. En effet, elles se réduisaient aux cinq bataillons de la brigade hollandaise de Bylandt. Napoléon enjoignit de les attaquer et de les disperser, en y employant même le 1er corps, qu'il ordonna de nouveau de réunir au 2e. Cet incident dérangeait en partie la disposition, par laquelle le 1er corps devait rester à peu près à moitié entre l'extrême gauche et le centre, afin de servir de réserve et se porter du côté où il en serait besoin. Mais, soit que le 1er corps, en hâtant son mouvement, pût atteindre les Quatre-

Bras, soit qu'il ne fût, vers trois heures, qu'à la hauteur de l'embranchement de la route romaine, la diversion qu'il devait faire, dans le cas où l'armée prussienne se serait réunie à Sombref, pouvait toujours avoir lieu; elle se trouvait seulement retardée de quelques heures. Il fallait, avant tout, assurer l'occupation des Quatre-Bras, pour faciliter la diversion et la rendre décisive; voilà, sans doute, ce qui décida Napoléon à dicter son second ordre.

Cependant le centre et la droite ayant débouché de Fleurus, l'armée prussienne fut rencontrée sur les hauteurs de Bry. Nous conviendrons, avec M. le général Berton (*), que Napoléon fut satisfait de la trouver dans une position semblable; mais il ne nous paraît pas qu'il dût en être fort étonné, quoiqu'elle fût dans une position différente de celle que pouvaient lui indiquer les règles de la stratégie. Il connaissait trop bien le caractère du maréchal Blücher, pour ne pas devoir s'attendre à ce que l'envie de se battre passerait chez lui avant toute autre considération. Mais Napoléon dut être extrêmement satisfait de voir, qu'il avait choisi un ordre de bataille oblique, dont l'aile *droite* se trouvait déjà débordée et exposée à être enveloppée, par l'effet du mouvement stratégique que pouvait faire une partie de notre aile gauche. Il

(*) Ouvrage cité page 25.

ne dut pas être moins content de voir rapprocher le résultat de ses combinaisons, en rencontrant le 16 une bataille qui devait être décisive, et qu'il pouvait se voir forcé de livrer le 17, à Gembloux, avec bien moins d'avantage.

Les dispositions de l'empereur Napoléon, pour la bataille de Ligny, ont été critiquées, même par des militaires qui ont la réputation d'être instruits. L'auteur d'un ouvrage, que l'opinion générale attribue au général prussien Müffling, dit que l'attaque de Ligny était la plus mauvaise opération que Napoléon pût faire. Il prétend que toute l'armée française aurait dû se diriger en deux colonnes, par Mellet sur Vagnelé et St.-Amand (*). L'auteur des Considérations sur l'art de la guerre, va encore plus loin : « Nous arrivions sur leur flanc » droit (des Prussiens), dit-il ; la raison nous conseillait d'attaquer cette aile ; par-là nous évitions » en partie les défilés du ruisseau, nous nous rapprochions de notre corps de gauche, qui se » battait aux Quatre-Bras, de manière que les » deux armées pussent se donner mutuellement » des secours ; et enfin nous rejettions les Prussiens » loin des Anglais, en les forçant de se retirer sur » Namur. Mais le général français agit différemment ; il attaque de front, et après plusieurs com

(*) Histoire de la campagne des armées anglo-batave et prussienne en 1815, par C. de W... Stuttgart 1817, page 17.

» bats sanglans, il force enfin le défilé de Ligny
» avec sa réserve, et il débouche sur le centre de
» l'armée prussienne, dont la retraite, favorisée
» par la nuit, se fait naturellement vers les Anglais,
» du côté de Bruxelles, puisque nous les chassions
» dans ce sens. » Nous ne nous occuperons pas à réfuter quelques expressions qu'on peut appeler de détail; l'inspection du plan suffit pour prouver que nous n'arrivions pas *sur le flanc droit* des Prussiens, mais par une direction oblique à leur front et dont le prolongement rencontrait leur *aile gauche*. Quant aux *deux armées* que l'auteur établit distinctement, il suffit de suivre les opérations de cette courte campagne, pour voir que le 15, le 16, le 17 et le 18, il n'y a eu qu'une armée. Celui qui la commandait, connaissait trop bien la guerre, pour avoir la sottise de faire le partage qu'on suppose gratuitement. Nous nous contenterons de faire porter nos observations sur l'idée stratégique, que renferment ces deux passages.

Il semble que l'un et l'autre des deux auteurs militaires, que nous venons de citer, aient perdu de vue l'objet que devait se proposer l'empereur Napoléon, en prenant l'offensive en Belgique. Lorsque de nombreuses armées coalisées menaçaient de passer le Rhin et d'entrer en France par Mannheim et Bâle, il ne fallait pas songer à faire dans le nord une guerre prolongée. Ce n'était que

par un coup décisif porté de ce côté, qu'il pouvait espérer de dissoudre la coalition, en mettant hors de combat les deux ennemis les plus acharnés de la France; ou au moins gagner le temps nécessaire, pour pouvoir continner la guerre à armes égales. D'un autre côté la disproportion de forces, entre l'armée française et celles de Wellington et de Blücher réunies, était telle, qu'il aurait fallu les avoir réduites à moitié, avant de pouvoir lutter avec avantage contre toutes deux. Il ne s'agissait donc pas de livrer, à la première qu'on rencontrerait, une bataille dont le seul résultat fût de lui faire perdre du terrain et de l'éloigner un peu de son alliée. Le lendemain il fallait séparer l'armée française, pour la faire combattre sur deux fronts, et tous les désavantages étaient de son côté. Il était donc nécessaire qu'une des deux armées ennemies fût mise tellement hors de combat, qu'un faible corps suffît pour l'empêcher de se rallier, et que les autres pussent être employés contre l'ennemi restant. Nous verrons plus bas que tel fut le but des dispositions de Napoléon à la bataille de Ligny. Que le militaire étranger se soit trompé, il est aisé de l'excuser, parce que son récit même prouve qu'il n'a eu presque aucune connaissance des vrais mouvemens des corps français et des ordres donnés. Mais qu'un officier français, présent à la bataille, et que son rang a dû mettre à portée de tout savoir, ait porté un ju-

gement aussi erroné, sans prendre la peine d'examiner les bases sur lesquelles il pouvait l'asseoir, c'est ce qui nous paraît plus difficile à expliquer.

Ce que nous avons développé ci-dessus, et la seule inspection du terrain compris entre Fleurus, Sombref, les Quatre-Bras et Mellet, suffisent pour se faire une idée exacte des dispositions d'attaque que devait faire Napoléon. La position occupée par l'armée prussienne, était une ligne intermédiaire entre les deux routes de Sombref à Fleurus et aux Quatre-Bras; son obliquité, relativement à la seconde, était telle, que la route romaine courait presque parallèlement derrière le front de cette armée. Il ne faut pas oublier que la route romaine était la direction de mouvement, qui avait d'abord été donné au premier corps. Il ne faut pas non plus perdre de vue que Napoléon croyait et devait croire, que la position des Quatre-Bras, était occupée, au moins dès le matin; nous en trouverons encore des preuves dans son troisième ordre. La première idée, qui devait naturellement se présenter à Napoléon et même à tout général en chef, doué de quelques talens stratégiques, était celle d'envelopper et de détruire la droite de l'armée ennemie. Le point stratégique principal de la bataille, pour nous servir des expressions de M. le général Berton, était celui de Bry, qui nous rendait maîtres de la route de Namur, et consommait la séparation des deux armées ennemies.

Quant à la clef de la position, nous ne pouvons pas partager son opinion, parce que la détermination du point tactique, dont l'occupation devait décider le succès de la journée, dépendait de la solution que choisirait Napoléon. Il y en avait deux. La première était la séparation pure et simple des deux armées ennemies, en poussant les Prussiens vers Namur. Le point tactique qui amenait cette solution était celui de St.-Amand, qui nous ouvrait l'accès de la route romaine, et par où le restant de la position était prise en flanc. La seconde était également la séparation des armées ennemies, mais en enveloppant l'aile droite de la prussienne, afin de lui faire le plus de mal possible. Dans ce dernier cas, la clef de la position était Ligny, dont l'occupation isolait l'aile droite et la jetait entre nos mains. La distinction que nous venons de faire pourrait paraître oiseuse, puisque nous avons déjà dit qu'un général francais, dans le cas présent, devait se décider pour la seconde solution. Nous avons cependant cru devoir l'établir, parce que l'impartialité nous commande de justifier le maréchal Blücher, d'avoir constamment regardé St.-Amand, comme le point le plus intéressant à défendre. Ayant vu, à onze heures du matin, le duc de Wellington, et en ayant reçu la promesse que l'armée anglaise viendrait le joindre par la route de Namur; il était naturel qu'il fit abstraction de la diversion

dont le menaçait Napoléon et qu'il songeât sérieusement à conserver un point, dont la perte rendait la réunion impossible.

Napoléon, ayant reconnu la position des Prussiens, fixa son ordre de bataille, d'après les avantages qu'il pouvait se promettre. Voulant et pouvant tourner l'aile droite des Prussiens, il fallait l'attaquer et l'occuper la première. Plus on obligeait l'ennemi à y amener de troupes, plus sa perte devait être grande. Mais surtout il fallait lui cacher soigneusement, dans le commencement de l'action, que le véritable point, par lequel on voulait forcer la ligne de bataille fût celui de Ligny. Il décida donc que la réserve serait d'abord placée derrière son aile gauche. Le 6e corps qui avait été mis en marche, pouvait servir de seconde réserve. Mais le premier soin de Napoléon, fut de faire commencer le mouvement stratégique qu'il avait médité. Un ordre expédié avant d'engager l'action (pièces justificatives, No XIII) et que nous avons déjà cité, enjoignit au maréchal Ney, aussitôt qu'il aurait repoussé les troupes qu'il avait devant lui, de se rabattre sur la droite, *pour concourir à envelopper l'armée prussienne*. Dans le cas où cette armée *serait enfoncée avant*, Napoléon promettait de faire manœuvrer vers les Quatre-Bras. Il ne faut point de commentaires pour prouver, que cet ordre supposait que le maréchal Ney était maître de ce dernier point,

Car le mouvement qu'il devait faire *pour envelopper* les Prussiens et celui que Napoléon aurait fait vers lui, après avoir battu l'ennemi, ne pouvaient avoir lieu que par la route de Namur. L'inspection seule de la carte le démontrera.

Cependant le combat avait pris la direction que Napoléon désirait. Le maréchal Blücher, trompé sur le véritable but de son adversaire, qu'il ne pouvait pas soupçonner, puisque lui-même attendait les têtes des colonnes anglaises par Marbais et Vagnelé, attachait une grande importance à la conservation de St.-Amand. Non-seulement il fit reprendre ce village, mais il y dirigea des troupes de sa seconde ligne, outre la réserve qui était déjà à la tête du village de Bry. L'augmentation de l'aile droite prussienne devait hâter le moment de la diversion; cette considération décida Napoléon à répéter, au maréchal Ney, l'ordre qu'il lui avait donné une heure environ plutôt. Il lui enjoignit donc de manœuvrer sur-le-champ par sa droite (pièces justificatives, N° XIV), pour envelopper celle de l'ennemi et le prendre à dos. Ce mouvement était en effet le seul, qui pût mettre l'armée prussienne hors de combat. Un corps français débouchant au-delà de Vagnelé sur Bry, tandis que St.-Amand était menacé par le 3e corp et que le 4e allait attaquer le village de Ligny, il était évident que les huit divisions prussiennes entassées entre ces trois villages auraient été

obligées de poser les armes. Il n'est pas nécessaire de démontrer que le *sort de la France* dépendait de cette manœuvre, dont le succès ne pouvait pas être douteux : nous avons déjà vu que la destruction seule d'une des deux armées ennemies, pouvait amener le résultat, dont l'espérance avait engagé Napoléon à prendre l'offensive dans le nord.

Tant que Napoléon crut pouvoir attendre le mouvement sur Bry, il ne changea rien à son ordre de bataille. Les efforts extraordinaires du maréchal Blücher, contre le 3e corps, l'obligèrent même de porter à sa gauche une division de la garde et une batterie, afin de pouvoir au besoin appuyer le général Vandamme; le 6e corps était en marche, mais il ne pouvait pas encore avoir dépassé Fleurus. Le 1er corps s'avançait sur Frasnes, et c'est sans doute son mouvement lorsqu'on le croyait déjà en avant, qui a donné lieu à l'épisode de la colonne inconnue, qui débouchait des bois sur les derrières de l'armée, et qui obligea l'empereur Napoléon à faire des dispositions pour la recevoir. L'étonnement que causa la marche du 1er corps tomba de lui-même. Il est fâcheux cependant que cet épisode ait induit en erreur, l'auteur du récit, vraiment impartial, des batailles de Ligny et de Waterloo, qui se trouve dans le journal militaire autrichien déjà cité (*). Enfin

(*) Année 1819, 6e cahier, page 304 et 305.

à sept heures, Napoléon apprit qu'il ne pouvait pas compter sur le 1er corps. La journée était avancée; il fallait gagner la bataille que ces retards avaient rendue plus sanglante qu'elle n'aurait dû l'être, si toutes les dispositions ordonnées eussent été exécutées. L'attaque de St.-Amand, par le 3e corps et la garde, réunis, était, malgré ce qu'ont voulu dire quelques militaires, instruits d'ailleurs, la plus mauvaise opération qu'il fût possible d'imaginer. Blücher avait toujours regardé ce point comme le plus important pour lui; il y avait réuni, ainsi que le disent unanimement les rapports prussiens, cinq divisions (quarante-cinq bataillons) et soixante escadrons. On ne pouvait donc compter de ce côté que sur un succès aussi peu décidé que sanglant, puisqu'en pressant l'aile droite ennemie, on l'appuyait sur les sept autres divisions qui étaient vers Sombref et à Ligny. En échouant, on risquait de compro mettre le corps du général Gérard et les deux de cavalerie qui étaient à la droite. L'attaque de Ligny ne pouvait plus avoir les résultats qu'on en avait attendu; mais il était possible, en la poussant avec vigueur, de faire encore beaucoup de mal à l'ennemi, et de jeter dans l'armée prussienne le désordre, inséparable d'une rupture au centre de sa ligne. Nous ne pousserons pas plus loin les observations sur la direction que Napoléon devait donner, et sur celle qu'il donna réellement à la

bataille de Ligny. Nous en avons assez dit pour ceux qui voudront examiner de bonne foi : et les faits incontestables, sur lesquels nous nous sommes appuyés, pourront eux-mêmes servir à juger l'opinion que nous avons émise. Nous ne serions pas même entré dans tous ces développemens, s'il ne s'était agi de circonstances aussi graves et dont les effets ont été aussi importans pour la France.

Nous ne dirons que peu de mots de la conduite du maréchal Ney. Nous avons déjà indiqué les motifs qui, le 15 au soir, l'ont empêché de dépasser Gosselies; nous avons déjà fait remarquer la faute qu'il avait faite de ne pas profiter des dernières heures du jour, pour faire avancer tout le 2e corps à Frasnes et le 1er à Gosselies. Cette faute aurait au moins dû être réparée le lendemain matin de bonne heure. Le maréchal Ney n'ignorait pas l'importance du poste des Quatre-bas, et surtout celle du bois de Bossu qui en est la clef. A la guerre il n'est point d'heure qu'on puisse perdre impunément; quand il n'y aurait eu sur ce point, pendant toute la journée, qu'une patrouille ennemie, ce n'était pas une raison pour n'y pas faire avancer tout le 2e corps. Les craintes sur sa droite devaient être dissipées, et les rapports de la division Girard ont dû lui faire connaître que l'armée prussienne était dans la position de Ligny, en face de la droite et du centre de l'armée française,

qui se trouvaient à la tête du bois de Lambusart Loin de craindre de s'avancer aux Quatre-Bras, il avait un motif pressant d'y arriver, c'était celui de déborder les Prussiens, avec l'aile gauche qu'il commandait. Au reste, le maréchal Ney est convenu lui-même, le 16 au soir, qu'il avait attaqué trop tard. Quant au contre-mouvement qu'il a fait faire au 1er corps, nous avons déjà indiqué, dans le récit du combat des Quatre-Bras, le moment auquel il donna l'ordre au comte d'Erlon de quitter la direction où l'avait fait mettre Napoléon. Nous venions de perdre le bois de Bossu et le village de Pernimont; une charge malheureuse avait mis du désordre sur les derrières du 2e corps et ébranlé la première ligne. Le maréchal Ney craignit d'être forcé et rejeté en arrière de Frasnes; dans ce moment de danger il ne réfléchit pas que le 1er corps, qu'il retirait de l'endroit où il pouvait être utile, ne pouvait arriver sur les hauteurs des Quatre-Bras qu'à la nuit et par conséquent trop tard. Le maréchal Ney a fait deux fautes stratégiques; qui pourrait répondre de n'en pas commettre? C'est assez indiquer quel est le sentiment que nous devons éprouver encore pour le héros d'Elchingen, de la Moskova, de la Bérésina et de tant d'autres endroits, où la victoire guidait nos drapeaux.

On a également reproché au maréchal Blücher, d'avoir trop étendu son champ de bataille, en lais-

sant le corps de Thielemann entre Sombref et Tongrines, tandis que sa droite s'étendait *jusqu'à* St-Amand. Cette disposition est aisée à justifier; Blücher attendait le corps de Bülow, et ce ne fut que vers sept heures du soir qu'il apprit, que les ordres, qu'il avait expédiés à ce général, étaient restés à Hannut, au lieu d'être envoyés à Liége, et que par conséquent son 4e corps *ne pouvait même* arriver à Gembloux que dans la nuit. Il résultait de cette attente, qu'il fallût absolument couvrir le mouvement de Bülow et ne pas exposer ses têtes de colonne à rencontrer l'ennemi, ce qui aurait eu lieu indubitablement si le corps de Thielemann eût quitté Sombref, pour venir se placer derrière Ligny. Quant au choix que fit le maréchal Blücher du champ de bataille sur lequel il combattit, nous en avons assez dit pour ne pas revenir sur ce point. Il ne peut pas être révoqué en doute qu'il ne fut extrêmement désavantageux, si le plan qu'avait conçu Napoléon avait été exécuté. Il est également constant que, par l'événement, il devint le meilleur qu'il ait pu prendre. Nous ne pouvons pas nous abstenir d'une réflexion qui fera voir à combien de chances tiennent les résultats des projets les mieux *combinés. A onze* heures du matin, le 16, le duc de Wellington était auprès de Blücher, sur les hauteurs de Bry. Si à la même heure, si à midi même, le maréchal Ney eût occupé les Quatre-Bras, avec le 2e corps,

que serait devenue la promesse de Wellington? Aurait-il pu même rejoindre son armée sans danger? La direction de retraite que choisit le maréchal Blücher, ne semble pas stratégique et elle a pu paraître inattendue à l'empereur Napoléon. Une cause assez singulière et qui ne se présente pas souvent, répond à toutes les critiques. Le maréchal Blücher *n'avait point de magasins sur la ligne d'opérations* (*), et par conséquent aucune considération majeure ne l'obligeait à suivre une direction de retraite, plutôt qu'une autre. Partout il pouvait vivre, en nourrissant ses troupes sur place et vivant aux dépens du pays. Il résultait de cette situation unique et qui ne peut pas trop faire le sujet d'un éloge, que l'objet le plus intéressant que Blücher pût avoir en vue était sa réunion avec l'armée anglaise. La manière dont avait terminé la bataille de Ligny, lui laissait le choix du chemin, mais quand même il aurait été poussé sur Gembloux, il ne s'en serait pas moins replié sur Wavre. Nous ne l'avons donc pas *poussé dans cette direction*, mais il l'a choisie, parce que rien ne l'empêchait de la prendre et qu'alors elle était la plus avantageuse pour lui, eût-il même perdu la moitié de son armée.

(*) Campagne des armées anglo-batave et prussienne en 1815, par C. de W. page 70. Les Prussiens disent que ce fut dans le désir de ménager un pays aussi beau. Les habitans le savent sans doute mieux que personne.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS

DANS LA SECONDE PARTIE DU TROISIÈME VOLUME.

LIVRE PREMIER.